

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°477

DECEMBRE 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## SOMMAIRE

- SYRIE : LA CHUTE DE LA DYNASTIE DES AL-ASSAD
- TURQUIE : VERS LA FIN DE LA LUTTE ARMEE DU PKK ?
- IRAN : UNE NOUVELLE LOI SUR LE VOILE ISLAMIQUE
- IRAK : DECOUVERTE D'UN NOUVEAU CHARNIER KURDE

---

### SYRIE : LA CHUTE DE LA DYNASTIE DES AL-ASSAD

**L'**offensive fulgurante d'une coalition de milices syriennes rebelles lancée le 27 novembre d'Idlib, avec le soutien multiforme de la Turquie, s'est conclue, le 8 décembre, par la prise de Damas. Une dictature sanguinaire qui sévissait depuis plus d'un demi-siècle s'est ainsi effondrée en 12 jours. Le dictateur s'est enfui au petit matin vers une base militaire russe d'où il a été évacué discrètement vers Moscou par un avion militaire qui, pour éviter l'espace aérien turc, a dû passer par l'Irak et l'Iran. Sa famille se trouvait déjà à Moscou elle dispose de nombreux appartements de luxe et bénéficie désormais de l'asile politique accordé par le président russe Poutine.

On savait que le régime syrien était vermoulu, gangréné par la corruption généralisée, honni par l'immense majorité d'une population appauvrie par 14 années de guerre dévastatrice mais les observateurs les mieux informés ne s'attendaient pas à un effondrement aussi rapide et brutal. Les parrains étrangers du régime, la Russie et l'Iran, préoccupés par leurs propres problèmes n'ont pas répondu aux appels au secours. Très affaibli par sa confrontation avec Israël et par la contestation à l'intérieur, l'Iran, appris la chute d'Alep où l'armée syrienne ne s'est pas battue, a choisi de sauver les meubles en évacuant d'urgence son personnel diplomatique et ses milices. Quant à la Russie, dont l'aviation a bombardé les posi-

tions rebelles aux premiers jours de leur offensive, elle a opté finalement pour la non-intervention conformément à un accord qui aurait été conclu avec la Turquie lui garantissant la sauvegarde de ses intérêts, notamment de ses bases en Syrie. D'autant qu'une bonne partie des effectifs militaires russes en Syrie avaient déjà été transférés vers le front ukrainien. Le Hezbollah libanais, dont les combattants avaient joué un rôle de premier plan pour la défense du régime syrien, avait retiré ses forces pour faire face à l'offensive israélienne. Il ne restait plus que l'armée syrienne. Mal équipée, très mal payée, démotivée, désorganisée par la corruption, elle ne s'est pas battue et a déserté ses positions les unes après les autres.

---

---

L'offensive des rebelles coalisés autour de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), organisation pour la libération du Levant, semble s'être minutieusement préparée de longue date, en tous cas bien avant l'été. La coordination et la planification ont été élaborées avec l'aide de l'armée et des services de renseignements turcs (MIT). Ankara a fourni des armes et des équipements nécessaires, y compris des drones à cette vaste opération programmée dans un premier temps pour le mois d'octobre. Le président turc qui avait encore quelques espoirs de normalisation de ses relations avec Damas par l'intermédiaire de Moscou est intervenu pour la retarder.

Bachar al-Assad, estimant son régime consolidé grâce à sa réadmission à la Ligue arabe et la normalisation avec les pétro-monarchies, notamment les Émirats-arabes unis, a conditionné toute rencontre avec Erdogan au préalable du retrait des troupes turques des territoires syriens qu'elles occupent. Préalable inacceptable pour Ankara qui a alors donné, mi-novembre son feu vert à l'offensive des rebelles. Le moment opportun a été le lendemain de l'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah libanais.

Parrain discret mais décisif de l'offensive, le président turc n'a revendiqué le rôle de la Turquie que le 7 décembre, la veille de la chute de Damas, dans un discours prononcé à Gaziantep, ville frontalière avec la Syrie, en souhaitant que tout se passe dans le calme. Le même jour, son ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan se trouvait à Doha où il intervenait dans un débat avec ses collègues russe et iranien. Il a affirmé plus tard avoir convaincu ces derniers de ne pas intervenir en faveur d'un régime condamné et promis qu'en contrepartie leurs intérêts seraient préservés.

Force principale et structurante de la coalition victorieuse des

forces rebelles, le HTC s'est emparé des principaux leviers du pouvoir, un pouvoir qui, symboliquement lui a été transmis par le Premier ministre sortant. Son chef, Abou Mohammed al-Joulani, 40 ans, a célébré la victoire dans l'emblématique Mosquée des Omeyyades de Damas tout comme son ancienne idole Al-Baghdadi avait célébré la prise de Mossoul par l'État islamique, dans la vieille mosquée de cette ville. Dans les jours qui ont suivi la population a été appelée à descendre dans les rues pour fêter sa libération. Al Joulani est devenu ainsi, par légitimité révolutionnaire, le chef d'État de fait de la Syrie pour une période de transition de trois mois.

Le HTC est l'avatar de l'ex-Front Al-Nosra, branche syrienne d'al Qaida et il figure à ce titre sur la liste des organisations terroristes des pays occidentaux. Son chef al-Joulani a lutté dans les rangs d'al Qaida contre les Américains, mais aussi contre la population chiite en Irak où il a été arrêté et purgé cinq ans de prison. Il a ensuite rejoint les rangs de Daech, avant de créer avec quelques autres djihadistes syriens et étrangers le Front al-Nosra, branche syrienne d'al Qaida. Sur les conseils insistants des services turcs et afin de bénéficier de sa part de l'aide humanitaire et militaire transitant par la Turquie, il a rebaptisé son organisation en HTC et annoncé renoncer au djihad international. Peu convaincu par cette mue opportuniste les États-Unis ont mis un prix de 12 millions de dollars sur la tête de ce chef « terroriste » par ailleurs partenaire de longue date de leurs alliés turcs et gouverneur de fait de la province rebelle d'Idlib dirigé par le HTC où nombre de djihadistes de Daech, y compris ses chefs, ont pu trouver refuge. Cette province a pu survivre grâce à l'aide internationale, notamment européenne, transitant par la Turquie.

L'armée turque y dispose de nombreuses bases et coopère d'une manière routinière avec les dirigeants du HTC.

Ces dirigeants de l'administration du HTC à Idlib sont désormais promus ministres du nouveau gouvernement syrien qui ne compte aucune femme ni le moindre représentant de la diversité ethno-religieuse syrienne. Le chef militaire du HTC est devenu ministre de la Défense, le gouverneur d'Idlib le Premier ministre, le directeur des relations avec les ONG, ministre des Affaires étrangères. Les services turcs et une agence de communication britannique s'emploient à « polir » l'image de ce nouveau pouvoir islamiste et de son chef. Celui-ci porte désormais costume et cravate, reçoit les dirigeants et diplomates étrangers à qui il promet que la nouvelle Syrie sera inclusive et protégera ses minorités, notamment les chrétiens.

L'islamisme « révolutionnaire » dont se réclame le nouveau pouvoir sera probablement tolérant vis-à-vis de ce qui reste de la communauté chrétienne éparpillée entre plusieurs villes du pays en assurant une certaine liberté de culte sans toutefois autoriser les églises à sonner les cloches comme c'est le cas dans la province d'Idlib. On ignore ses intentions envers la minorité alaouite dont était issu le clan d'al-Assad. Le statut des femmes sous ce futur régime islamique suscite également de vives inquiétudes car au-delà des déclarations rassurantes on ne sait pas avec quelle vigueur sera appliquée la charia, la loi islamique dont se réclame le nouveau pouvoir et dont la pratique dans la province d'Idlib au cours des dernières années a de quoi inquiéter les femmes modernes, éduquées et laïques des grandes métropoles syriennes qui ont organisé plusieurs manifestations à Damas pour signifier

---

qu'elles ne vont pas renoncer à leurs libertés chèrement acquises (AFP, 24/12).

Quant au sort des Kurdes dans cette nouvelle Syrie, rien n'a encore transpiré des projets de Damas. Lors de la bataille d'Alep, les commandants locaux du HTC et des forces kurdes ont conclu un compromis pour éviter toute confrontation militaire. Les FDS contrôlant les quartiers kurdes de la ville ont pu évacuer vers des territoires sous contrôle de l'administration kurde en contrepartie de l'engagement qu'aucune violence ou mesure correctrice ne sera prise envers la population kurde d'Alep, engagement jusqu'ici respecté. Le 31 décembre des discussions directes ont eu lieu à Damas, entre al-Joulani et le commandant en chef des FDS, le général Mazloum Abdi qualifiées de « positives » (voir AFP 31/12) elles prévoient « le règlement par le dialogue » des problèmes militaires, politiques et économiques relatifs à l'intégration future des régions administrées par les Kurdes, soit plus d'un tiers du territoire syrien, dans la nouvelle Syrie. En signe de bonne volonté l'administration kurde a adopté le nouveau drapeau syrien. Cependant les Forces démocratiques syriennes (FDS) à dominante kurde ne s'estiment pas concernées par un accord signé le 24 décembre par les divers groupes armés et milices syriens qui acceptent leur dissolution et leur intégration progressive dans la nouvelle armée syrienne. Les FDS veulent engager un dialogue avec Damas sur la construction d'une nouvelle armée mais n'entendent pas leur dissolution ou l'intégration de leurs combattants sur une base individuelle. Ayant fait leurs, preuves dans la guerre contre Daech, elles veulent servir de modèle à la nouvelle armée syrienne qui devrait être inclusive, laïque, nationale et faisant une large place aux femmes. Les Kurdes veulent

aussi un gouvernement décentralisé garantissant aux Kurdes, aux druzes et aux alaouites un large degré d'autonomie, ce que la direction du HTC refuse d'accepter. Un refus dicté par l'idéologie islamo-nationaliste du HTC et par les fortes pressions de son allié turc pour qui la reconnaissance d'un statut d'autonomie pour les Kurdes syriens constituerait une ligne rouge, « une menace existentielle pour la Turquie ».

Profitant du vide de pouvoir et de l'offensive de la coalition des milices rebelles, Ankara a mobilisé ses supplétifs syriens de « l'Armée syrienne libre » contre les territoires sous contrôle kurde. Sous l'effet de surprise et de retournement de certains chefs tribaux arabes achetés par les services turcs, les villes de Tall Rifaat et Manbij, situées à l'ouest de l'Euphrate sont tombées sous contrôle turc. Mais les forces kurdes tiennent bon sur la rive orientale de l'Euphrate et défendent notamment le très stratégique barrage Tichrine qui fournit 40% de l'électricité de la région. Les combats violents entre les FDS et les milices pro-turques ont fait plus de 400 morts dont de nombreux civils et deux journalistes kurdes de Turquie (AFP, 21/12).

L'offensive des milices pro-turques soutenues par l'aviation turque visant à « déloger » les FDS de toutes leurs positions, y compris de l'emblématique ville de Kobané, symbole de la résistance kurde contre Daech, a suscité une vive émotion dans plusieurs capitales occidentales notamment à Washington, Paris et Bonn. Le sénateur républicain Lindsey Graham a appelé le gouvernement américain à « protéger nos alliés kurdes ». Le commandant en chef du CENTOM s'est rendu au Rojava pour exprimer aux Kurdes son soutien. Les effectifs militaires américains ont été portés à 2000 soldats. Des

patrouilles militaires américaines ont été dépêchées à Kobané pour rassurer la population kurde locale. Grâce à la médiation américaine une trêve a été conclue le 12 décembre mais elle n'a tenu que quelques jours.

Le 13 décembre lors d'une visite en Jordanie et avant de se rendre à Ankara, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a déclaré que les forces kurdes syriennes sont « essentielles » pour les États-Unis afin d'empêcher la reprise des activités du groupe État islamique. Tout au long du mois l'aviation américaine a effectué plusieurs dizaines de frappes contre les cibles de Daech. La France et l'Allemagne par la voix de leurs ministres des Affaires étrangères ont également demandé à la Turquie de mettre un terme à son offensive contre les forces kurdes par le biais de ses supplétifs syriens. Cependant, en attendant l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump. Ankara semble décidé de pousser son avantage sur l'échiquier syrien et créer un fait accompli en position de force pour d'éventuelles futures négociations. Réagissant à la proposition turque d'une « aide militaire » (AFP, 15/12), le nouveau leader syrien al-Joulani, qui utilise désormais son vrai nom Mohamad al-Charaa, se dit dans une interview accordée au quotidien nationaliste turc *Yeni Şafak*, « reconnaissant » et favorable à un accord stratégique avec la Turquie (Le Monde, 23/12). Un tel accord permettrait à la Turquie de donner un vernis de légitimité à son intervention militaire contre les forces kurdes. Ankara souhaite également signer au plus vite un accord avec Damas, à l'instar de celui signé dans des conditions douteuses avec le gouvernement – croupion de Tripoli, pour la délimitation des zones maritimes respectives en Méditerranée orientale faisant la part belle aux Turcs.

---

Grande gagnante potentielle du changement de régime en Syrie la Turquie pourrait ne pas engranger tous les bénéfices économiques et géopolitiques escomptés. La Syrie est un pays ruiné sous sanction internationale. Elle a besoin de l'aide européenne et des investisseurs du Golfe pour sa reconstruction et la levée éventuelle des sanctions internationales nécessite des négociations difficiles avec les pays occidentaux, en particulier avec les États-Unis qui après une prise de contact fin décembre avec Damas se contentent de sus-

pendre la qualification d'organisation terroriste du HTC et la mise à prix de la tête de son chef et d'autoriser l'aide humanitaire d'urgence. Les pays du Golfe ne souhaitent pas que la Syrie devienne un protectorat turc après avoir été pendant des décennies celui de l'Iran.

Ces incertitudes lourdes qui pèsent sur l'avenir de la Syrie, n'empêchent pas les Syriens de fêter une liberté si longtemps espérée et rêvée, de profiter, malgré les difficultés matérielles, de l'air de liberté du présent.

Beaucoup d'entre eux sont à la recherche des quelque 100.000 disparus. Les témoignages sur les terribles geôles du régime alimentent la chronique des media ainsi que les ateliers de fabrication de drogue, notamment du Captagon qui avait fait de la Syrie un narco-État.

Le 30 décembre, le nouveau gouvernement intérimaire qui, en principe, devait durer trois mois, a annoncé que de nouvelles élections ne pourraient être organisées que dans quatre ans.

---

## TURQUIE : VERS LA FIN DE LA LUTTE ARMÉE DU PKK ?

**U**n étrange et opaque processus de négociation semble engagé ces derniers mois entre les autorités turques et le chef historique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), emprisonné depuis 1999 sur l'île d'Imrali de la mer Marmara.

Sa finalité affichée par ce pouvoir c'est d'obtenir d'Abdullah Ocalan une déclaration publique appelant le PKK à mettre un terme à sa guerre de guérilla qui dure depuis 40 ans et qui a fait plus de 50.000 morts, dont plus de 80% des Kurdes. Au cours de ces décennies et dans le cadre d'une politique de contre-insurrection massive, l'armée turque a détruit 3400 villages et hameaux kurdes et provoqué le déplacement forcé de 2 à 3 millions de civils kurdes. Plusieurs milliers de militants civiques, des intellectuels, des avocats, des médecins, des syndicalistes, des journalistes kurdes ont été tués par des escadrons de la mort de la gendarmerie (JITEM) et de la police turque dans de « meurtres à auteurs inconnus » les tristement célèbres « faili meçhul ». La justice turque, si prompte à juger et envoyer en prison pour « propagande terroriste » ou « liens avec une organi-

sation terroriste » les opposants kurdes, y compris des maires et députés élus, n'a pas cherché à élucider ces meurtres.

Le nouveau « paradigme » consisterait à tourner la page, annoncer la fin de la lutte armée du PKK et « la réconciliation entre les peuples frères turc et kurde ».

S'agit-il d'une négociation impliquant une amnistie des prisonniers politiques et des combattants du PKK ? Y aura-t-il une reconnaissance, à défaut d'un statut d'autonomie pour la région kurde, de quelques droits culturels et linguistiques pour les 26 millions de Kurdes de Turquie ? (Selon l'estimation récente du leader du Parti républicain du peuple (CHP), kémaliste). Ou d'une simple capitulation ou d'auto-dissolution du PKK à l'appel de son fondateur qui si tout se passe bien, serait alors libéré et assigné à résidence ?

Pour l'heure, on ne dispose d'aucune indication fiable. Ce qu'on sait c'est qu'après dix années d'isolement et d'interdiction de toutes visites de ses avocats et des membres de sa famille, en

octobre son neveu Omer Ocalan a pu rendre visite au prisonnier le plus célèbre de Turquie. Cette visite a été autorisée à la suite d'un appel du leader du Parti d'action nationaliste (MHP), extrême-droite, Devlet Bahçeli, à inviter Ocalan à venir parler devant le parlement pour annoncer « la dissolution de son organisation terroriste (PKK) pour délivrer enfin la Turquie du fléau du terrorisme qui entrave la paix civile et le développement du pays ». La figure de proue de l'ultra-nationalisme turc qui jusqu'à récemment niait l'existence même du peuple kurde n'a certainement pas lancé une telle initiative sans l'accord et l'encouragement du président turc avec lequel il est allié depuis 2015 au sein d'une coalition électorale et gouvernementale.

Le 28 décembre, deux députés du Parti pro-kurde DEM, Mme Pervin Buldan et M. Sirri Süreyya Önder, ont été autorisés à se rendre sur l'île-prison d'Imrali où ils ont rencontré longuement Abdullah Ocalan. Dans la déclaration publique à la suite de cette visite, ils affirment qu'Ocalan leur a paru « en bonne santé » et « de bonne humeur ». Il a présenté des propositions pour

---

résoudre la question kurde en Turquie, souligné « l'urgence de renforcer l'unité turco-kurde. »

Il s'est dit « déterminé à participer au processus de paix » lancé en Turquie : « J'ai la compétence et la détermination nécessaires pour apporter une contribution positive au nouveau processus lancé par M. Bahçeli et M. Erdogan » a déclaré le chef du PKK qui se dit prêt à assumer sa « responsabilité historique » (AFP 29 décembre). Il a demandé à la délégation qui lui a rendu visite d'aller partager son approche avec l'État et tous les partis politiques du pays car « l'heure est à la paix, à la démocratie et à la fraternité pour la Turquie et pour la région ».

Le pouvoir turc, de son côté, ne parle ni de « processus de paix » ni du moindre assouplissement de sa politique de répression contre les militants et élus kurdes en Turquie. A la suite de la chute de la dictature d'Assad en Syrie, il a considérablement accentué ses menaces et ses interventions contre les Kurdes de Syrie et parle de « l'éradication de l'organisation terroriste PYD ». C'est-à-dire des Unités de protection du peuple qui forment l'essentiel des Forces démocratiques syriennes (FDS), alliées de la Coalition internationale contre Daech. Interrogé sur « le nouveau processus de paix » le président turc affirme jour après jour : « soit qu'ils (les combattants du PKK) vont enfouir leurs armes, soit qu'ils vont être ensevelis

avec leurs armes par notre héroïque armée ». Un discours on ne peut plus martial et belliqueux qui laisse penser qu'en fait de processus de paix on assiste plutôt à de sombres manœuvres visant en cette période de profonde crise politique et économique à occuper les médias, à détourner l'attention de l'opinion publique et à neutraliser le PKK, qui dans un contexte régional en pleins bouleversements pourrait être tenté de nouer des alliances avec les adversaires et ennemis du pouvoir turc.

En Turquie, le principal parti de l'opposition le CHP, se méfie de ces manœuvres occultes et affirme que le seul lieu de débat légitime sur le règlement de la question kurde est le parlement d'Ankara. L'opinion kurde, échaudée par le naufrage encore inexplicable du précédent « processus de paix » en 2015 reste septique et partagée. L'Union des communautés du Kurdistan (KCK), une « organisation de masse » proche du PKK salue dans une déclaration la vision et les propositions d'Ocalan. « En tant que mouvement pour la liberté et les peuples, nous déclarons que les vues de notre leader ont valeur de manifeste et seront notre boussole de lutte pour la nouvelle année ». Mais la même KCK dénonce « les crimes perpétrés par la Turquie et les milices à son service dans le nord-est de la Syrie » qui ont forcé plus de 100.000 Kurdes à quitter leurs foyers (...) Les femmes et les enfants ont été délibérément

massacrés dans le cadre de pratiques génocidaires visant le peuple kurde.

Le 9 décembre, le parti de l'égalité et de la démocratie (DEM), pro-kurde et deuxième formation de l'opposition parlementaire a, lui-aussi, dénoncé les ingérences du gouvernement turc en Syrie, l'accusant d'aggraver le chaos et de saper les efforts de paix. Son co-président, Tuncer Bakirhan, prenant la parole lors d'une session parlementaire sur le projet de budget 2025, est revenu à la charge en appelant le gouvernement turc à mettre fin à ses politiques agressives envers les Kurdes syriens, à engager un dialogue avec l'administration de Rojava et à adopter des politiques favorisant la coopération plutôt que l'hostilité.

Le PKK, de son côté, affirme que c'est l'échec persistant de l'armée turque dans ses offensives contre la guérilla kurde qui oblige le pouvoir turc à lancer cette nouvelle initiative car il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Il se dit en principe, prêt à suivre les directives de son leader emprisonné.

D'après les observateurs et les médias turcs proches du pouvoir le processus en cours devrait aboutir à un appel solennel d'Ocalan en février 2025. D'ici là, on en saura davantage sur la politique de l'administration Trump envers les Kurdes syriens et envers la Turquie, facteur de première importance.

---

## IRAN : UNE NOUVELLE LOI SUR LE VOILE ISLAMIQUE

**U**ne loi intitulée « hijab et chasteté », durcissant considérablement les peines et amendes contre les femmes ne respectant pas le port du voile, a été adoptée le 3 décembre par le parlement iranien, dominé par les conservateurs. Cette nouvelle loi, adoptée

définitivement, doit en principe entrer en vigueur le 13 décembre.

Les femmes non voilées, contrevenant à cette nouvelle loi, seront identifiées soit par des caméras de surveillance omniprésentes dans les grandes villes, soit par des personnes de confiance du pouvoir,

c'est-à-dire des délateurs. Ces derniers pourront dénoncer les femmes non voilées en envoyant, par exemple, à la police la plaque d'immatriculation de leur voiture ou l'adresse d'un magasin ou d'un restaurant où des femmes ne respectent pas le port du voile. Selon le correspondant à Téhéran de RFI,

les chauffeurs de taxi ont également l'obligation de dénoncer les femmes non voilées qui montent dans leur véhicule, faute de quoi ils recevront une amende. Même les étrangers vivant légalement en Iran, comme les réfugiés afghans ou irakiens, sont habilités à dénoncer les femmes non voilées.

Les amendes contre les femmes enfreignant la loi sur la « chasteté » édictée par les mollahs sont particulièrement lourdes. Elles vont de 110 € à plus de 2000 € en cas de récidive, dans un pays où le salaire de base n'est que de 120 €. Si une femme ne peut pas payer les amendes, elle ne pourra ni voyager à l'étranger, ni obtenir un permis de conduire, ni accéder à des documents administratifs. La publication de photos de femmes non voilées sur les réseaux sociaux est également passible d'une lourde amende.

Des peines d'emprisonnement sont aussi prévues pour ceux qui font la propagande en faveur du non-respect du voile ou qui envoient des photos ou vidéos de femmes non voilées aux médias étrangers.

Cette guerre culturelle fanatique contre les femmes, soit la moitié de la société, qui survient à peine deux ans après le puissant mouvement « Femme, Vie, Liberté » a suscité un tollé dans la société civile.

Le nouveau président iranien, Masoud PEZESHKIAN, qui, durant sa campagne électorale, avait promis de « retirer de la rue la police des mœurs » chargée de surveiller le port du voile, a exprimé publiquement des doutes sur « la pertinence » de cette nouvelle loi. Il a déclaré dès le 3 décembre que celle-ci risquait de provoquer des tensions dans la société alors que la situation économique est déjà très difficile.

« Nous ne devons rien faire qui puisse mécontenter la nation », a-t-il ajouté.

Défiant le régime, l'artiste Parastoo AHMADI a chanté le 11 décembre sans voile lors d'un concert qualifié d'« historique » dans le désert, sans public, suscitant une vague d'admiration et d'espoir dans la population (Libération, 12 décembre). Lors de cette performance inédite, elle portait un collier en forme de carte de l'Iran, elle devenue un nouveau symbole de la résistance des femmes iraniennes. Sa vidéo, diffusée en direct sur YouTube, a été visionnée plus d'un million de fois. Arrêtée pendant quelques heures, elle a été libérée (Le Monde, 14 décembre). Un autre chanteur, le rappeur Toomaj SALEHI, arrêté en novembre 2023 et condamné à un an de prison pour son soutien aux manifestations consécutives à la mort de Jina Mahsa AMINI, a été libéré le 2 décembre après avoir purgé sa peine.

Le 4 décembre, Narges MOHAMMADI, prix Nobel de la Paix 2023, a été libérée temporairement de prison pour raison médicale. Selon son avocat, cette sortie anticipée est prévue pour durer trois semaines. À sa sortie de prison, sur un brancard d'ambulance, tête découverte, elle a entonné le mot d'ordre « Femme, Vie, Liberté » et affirmé qu'elle était déterminée à poursuivre son combat contre le port du voile obligatoire et contre la peine de mort. Elle a pu s'entretenir en visioconférence avec le comité Nobel (AFP, 9 décembre) et avec sa famille réfugiée en France.

Face aux réticences du président, aux réactions vives de la société civile et à la crainte d'une relance du mouvement « Femme, Vie, Liberté », la mise en œuvre de la loi sur la chasteté a été « suspendue » le 19 décembre.

Par ailleurs, l'organisation Hengaw pour les Droits de l'Homme a publié son rapport annuel 2024, documentant des violations généralisées des droits de l'homme en Iran. Le rapport révèle une augmentation alarmante des

exécutions, des arrestations arbitraires, des violences systématiques et des abus ciblant les groupes marginalisés.

**Exécutions : 901 personnes ont été exécutées, dont 183 Kurdes et 13 pour des activités politiques ou religieuses.**

**Arrestations arbitraires : 1 235 personnes ont été arrêtées, dont 51 % de Kurdes et 137 femmes parmi les détenus.**

**Kolbars kurdes : 339 kolbars (porteurs transfrontaliers) ont été tués ou blessés, dont 81 % par les forces armées iraniennes.**

**Féminicides : 182 femmes ont été assassinées, dont 28 dans le cadre de prétendus « crimes d'honneur », souvent par des proches.**

**Décès en détention : 22 prisonniers sont morts dans les prisons iraniennes, dont neuf sous la torture, y compris plusieurs prisonniers politiques.**

**Victimes de mines terrestres : 57 personnes ont été tuées ou blessées à cause de mines terrestres et d'engins explosifs.**

En décembre, les autorités iraniennes ont intensifié leur répression contre la communauté kurde à travers le Rojhelat, entraînant de nombreuses arrestations, des peines de prison sévères et des restrictions importantes des droits fondamentaux et du droit à un procès équitable.

À Boukan, plusieurs civils ont été condamnés à des peines de prison pour des infractions politiques présumées. Hajar Soltani a été condamné à six mois de prison pour « propagande contre l'État » après avoir été arrêté sans mandat. Ahmad Hassanzadeh, dont le fils a été tué lors des manifestations « Femme, Vie, Liberté », a été condamné à trois mois pour des accusations similaires. De plus, l'Organisation Hengaw pour les

---

Droits de l'Homme a rapporté que Susan Hasan-zadeh, une militante et enseignante bénévole de langue kurde, a commencé à purger une peine de trois mois à la prison centrale d'Urmia pour « propagande contre l'État ».

Piranshahr a également connu une série de condamnations. Un Kurde, Ayub Damavandi, a été condamné à cinq ans et quinze jours pour « espionnage au profit d'Israël ». Un autre résident, Rahman Qaderi, a écopé de huit mois pour « propagande contre l'État ». En outre, deux hommes de Piranshahr, Salam Soltani et Amir Feqeh, ont été condamnés à cinq ans chacun pour avoir prétendument collaboré avec le Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (KDPI). Tous deux ont été arrêtés en mai 2024, privés d'avocat et font face à une autre affaire en cours devant le tribunal révolutionnaire de Mahabad.

À Saqqez et Kamyaran, quatre enseignants kurdes – deux dans chaque ville – ont été arrêtés à quelques semaines d'intervalle. Tandis qu'Abdollah Karim Golan de Saqqez a été libéré sous caution, les trois autres restent en détention sans charges claires. Les arrestations d'éducateurs kurdes ne se limitent pas à ces villes ; à Divandareh, quatre enseignants ont été licenciés et un exilé. Ils avaient auparavant été emprisonnés et condamnés à des peines avec sursis pour des infractions présumées liées à la sécurité et associées à leur appartenance au Parti pour une Vie Libre (PJAK), suite à des raids violents en 2022.

Ailleurs, le militant kurde et instructeur de langue Idris Menbari, de Sanandaj (Senna), a été condamné à deux ans pour avoir formé des groupes jugés perturbateurs pour la sécurité nationale. À la prison d'Evin, la militante kurde Varisheh Moradi reste derrière les barreaux, privée de visites familiales et juridiques depuis plus de sept mois. Elle fait face à une condamnation à mort pour des accusations de « rébellion », a enduré des tortures et a entrepris une grève de la faim pour protester contre l'utilisation de la peine capitale par le régime.

À Abdanan, dans la province d'Illam, le psychiatre et écrivain kurde Naser Hemmati est accusé de « blasphème contre le Prophète » et de « propagande en soutien à l'État sioniste ». Auparavant emprisonné pour « insulte à Khamenei » et « propagande contre l'État », les ennuis judiciaires d'Hemmati persistent malgré son absence d'activité récente sur les réseaux sociaux.

**Sur le plan géopolitique,** l'Iran a dû assister, sans pouvoir réagir, à l'effondrement de son « axe de la résistance », construit à grand frais pendant plusieurs décennies pour assurer l'influence régionale de la République islamique. Le pivot de cet axe, le régime syrien d'al-Assad, s'est effondré, laissant place à un pouvoir islamique sunnite pro-turc. Le Hezbollah libanais a été considérablement affaibli par Israël, qui, par ailleurs, a sérieusement amoindri les capacités de défense anti-aérienne de l'Iran. Le Hamas survit à peine dans ses tun-

nels sous les coups des bombardements israéliens incessants. Même les milices chiites irakiennes ont dû faire profil bas face à la menace de représailles israéliennes.

Par ailleurs, après la chute de la dictature d'Assad en Syrie, les partis kurdes iraniens ont publié des déclarations félicitant le peuple syrien et exprimant l'espoir d'un effondrement éventuel de la République islamique d'Iran. Ils ont souligné que, malgré d'immenses difficultés, le peuple kurde de Syrie a obtenu des avancées significatives qui doivent être protégées. Les partis ont exhorté les forces politiques kurdes au Kurdistan syrien (Rojava) à rester unies, à affronter les défis futurs de manière stratégique et à consolider leurs progrès durement acquis.

Affaibli, voire acculé, le régime iranien semble placer ses espoirs de survie dans son programme nucléaire. Selon Rafael M. GROSSI, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, cité par le New York Times du 6 décembre, l'Iran a fait « un bond dramatique » vers la production de combustible nucléaire proche du degré d'utilisation pour une bombe. Sa production d'uranium enrichi à 60 % a quadruplé récemment et continue de s'accélérer. Ces activités nucléaires de l'Iran sont « préoccupantes », affirme R. GROSSI, qui avait dirigé en novembre une mission d'inspection en Iran. Il alerte les États membres de l'AIEA et les appelle à se mobiliser pour arrêter cette course vers la production d'une bombe nucléaire.

---

## IRAK : DECOUVERTE D'UN NOUVEAU CHARNIER KURDE

**L**es équipes kurdo-irakiennes chargées de l'exhumation des corps des civils kurdes victimes des campagnes génocidaires du régime de Saddam Hussein ont, mi-décembre, découvert un nouveau char-

nier près de la localité de Tal al-Shaikhia, dans le sud irakien. Les restes d'une centaine de femmes et d'enfants kurdes ont été découverts dans une fosse commune ont annoncé les responsables

le 26 décembre. Dans une déclaration à l'AFP (26/12), Diaa Karim, chef de l'autorité irakienne chargée des fosses communes évoque ce long travail d'exhumation. « Après avoir enlevé la première couche de terre et que les restes soient appa-

---

rus clairement, on a découvert qu'ils appartenaient à des femmes et à des enfants vêtus de vêtements kurdes ».

Un grand nombre de victimes « ont été exécutées ici par balles tirées à bout portant dans la tête » précise M. Karim qui ajoute que les opérations pour exhumer tous les corps sont toujours en cours.

Les victimes seraient probablement originaires du district de Kalar de la province de Souleimanieh.

Un autre charnier a été découvert à proximité a indiqué à un correspondant de l'AFP, Dourgham Kamel, qui fait partie de l'autorité chargée de l'exhumation des fosses communes, près de la célèbre prison de Nougrat Salman où ont été martyrisés des milliers de Kurdes et opposants politiques de Saddam Hussein.

Les campagnes génocidaires appelées Anfal (butin) menées par le régime de Saddam Hussein en 1987-1988 ont fait 182.000 morts au Kurdistan. Les victimes, civiles, femmes, enfants, vieillards, déportés dans les déserts du sud irakien, notamment dans la province de Mouthana étaient soit abattues par balles à bout portant soit ensevelies vivantes, « pour économiser des munitions », dans des fosses communes souvent aplanies par des bulldozers. Depuis la chute du régime dictatorial, en 2003, et la pendaison de Saddam Hussein des charniers sont découverts régulièrement par les équipes d'exhumation qui passent au peigne fin ces vastes zones désertiques. L'une des découvertes majeures avait été

un charnier contenant les restes de quelque 500 corps des Barzani enlevés et assassinés en 1983 par le régime irakien. Ces restes rapatriés au Kurdistan ont été inhumés dans le Cimetière des martyrs de Barzan. Les restes de 7500 autres Barzani enlevés au cours de cette même rafle de 1983 n'ont toujours pas été trouvés.

Dans le reste de l'actualité du mois au Kurdistan et en Irak, on notera le début des négociations entre les dirigeants du PDK et l'UPK en vue de la formation d'un gouvernement de coalition. Une première réunion s'est tenue à Erbil le 17 décembre pour débayer le terrain et définir les orientations principales du futur gouvernement. La situation en Syrie a également fait l'objet de débats car elle pourrait impacter la région du Kurdistan qui a une frontière de 100 km avec la Syrie. Cette situation pourrait également avoir un impact sur le mandat de la Coalition internationale contre Daech dont la présence au Kurdistan devrait, en principe, s'achever fin 2026. En attendant, l'administration américaine a reconduit son aide aux peshmergas ainsi qu'à l'armée irakienne.

Malgré la reprise de négociations avec Bagdad et de nouvelles promesses sans lendemain, la question de la reprise de l'exportation du pétrole du Kurdistan n'a toujours pas été réglée. La part du budget revenant au Kurdistan continue d'être versée avec des retards considérables, fragilisant l'économie kurde.

Le ministère des Finances du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a critiqué le gouvernement fédéral irakien pour ne pas avoir respecté ses

obligations financières envers la région du Kurdistan, laissant les employés publics de la région sans salaire depuis trois mois.

Selon le ministère, Bagdad n'a transféré que 10,75 trillions de dinars sur les 11,58 trillions de dinars alloués pour 2024 en vertu de la loi budgétaire. Ce déficit a contraint le GRK à allouer environ 960 milliards de dinars de ses revenus internes pour couvrir les déficits salariaux. Le ministère a accusé Bagdad d'utiliser le prétexte d'une « liquidité insuffisante » pour retenir les paiements, faisant porter le poids de ses problèmes financiers aux employés de la région du Kurdistan.

Le communiqué a également souligné que le gouvernement fédéral n'a alloué aucun fonds pour des projets de développement dans la région du Kurdistan depuis plusieurs années, ce qui aggrave encore la pression sur les ressources internes de la région, qui sont également utilisées pour maintenir des services publics essentiels tels que la santé, l'éducation et les infrastructures.

Le ministère des Finances du GRK a appelé Bagdad à respecter ses obligations légales et constitutionnelles et à résoudre rapidement les différends financiers en cours. Les employés publics de la région du Kurdistan restent impayés depuis trois mois.

A noter que la suspension toujours en cours des exportations de pétrole du Kurdistan, a déjà causé une perte de près de 24 milliards de dollars pour l'Irak et la région du Kurdistan, selon l'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan (APIKUR).

## En Syrie, des groupes proturcs ont pris la ville stratégique de Tall Rifaat aux mains des Kurdes

**D**es groupes pros turcs ont pris dimanche la ville stratégique de Tall Rifaat dans le nord de la Syrie, qui était aux mains des forces kurdes, après que d'autres rebelles s'étaient emparés d'Alep, la deuxième ville du pays, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Tal Rifaat se trouve dans une enclave contrôlée par les forces kurdes, entourée de régions tenues par des groupes pros turcs et l'armée syrienne. Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait menacé à plusieurs reprises d'une offensive contre cette enclave.

A la faveur d'une opération fulgurante, les rebelles en Syrie ont infligé un coup dur au régime de Bachar al-Assad qui a perdu dimanche le contrôle d'Alep, la deuxième ville du pays, pour la première fois depuis le début de la guerre en 2011.

### Alep hors de contrôle du régime

C'est cette coalition qui a lancé mercredi depuis la région d'Idlib, l'assaut contre les forces gouvernementales, prenant des dizaines de localités «sans aucune résistance» dans les provinces d'Idlib, d'Alep et de Hama, plus au sud, et s'emparant de la majeure partie de la ville d'Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) et les factions rebelles alliées



Des frappes aériennes de l'armée syrienne sur la ville d'Alep, le 1er décembre 2024. — © IMAGO/Rami Alsayed / IMAGO/NurPhoto

«contrôlent la ville d'Alep, à l'exception des quartiers aux mains des forces kurdes. Pour la première fois depuis le début du conflit en 2011, Alep est hors de contrôle du régime», a dit Rami Abdel Rahmane, le chef de l'OSDH.

Selon cette ONG, au moins 412 personnes dont 61 civils ont été tués depuis le début de l'offensive, qui a coïncidé avec l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu dans la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais, un allié d'Assad et de l'Iran. 137 membres des forces progouvernementales auraient aussi perdu la vie.

### «Le gouvernement ne reprendra pas la ville»

Ces violences sont les premières de cette ampleur depuis 2020 en Syrie, où la guerre impliquant des belligérants soutenus par différentes puissances régionales et internationales, a laissé un

pays morcelé en plusieurs zones d'influence.

«Il semble que le régime a perdu Alep, et à moins qu'il ne parvienne à lancer une contre-offensive bientôt, ou que la Russie et l'Iran n'envoient davantage de soutien, je ne pense pas que le gouvernement reprendra la ville», a dit à l'AFP Aron Lund, du centre de réflexion Century International. «En Syrie, un gouvernement sans Alep n'est pas vraiment un gouvernement.»

Bachar al-Assad a souligné dimanche dans ce contexte, en recevant le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi, l'importance du «soutien des alliés» pour «faire face aux attaques terroristes», a rapporté la présidence syrienne. M. Araghchi a réitéré le soutien «ferme» de son pays au régime.

L'armée a confirmé samedi la présence de combattants

antigouvernementaux dans de «larges parties» d'Alep. Après la chute de la ville, des avions russes ont mené des frappes contre le secteur de l'hôpital universitaire d'Alep qui ont fait 12 morts et contre la ville d'Idlib où huit personnes ont péri, selon l'OSDH.

«Nous avons entendu une explosion et les murs sont tombés sur nous», a raconté à l'AFP sur son lit d'hôpital à Idlib Oum Mohammad, qui a perdu sa belle-fille, mère de cinq enfants.

Les combattants du HTS, dominé par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaida, et ceux des factions rebelles dont certaines soutenues par la Turquie, sont entrés vendredi à Alep avant d'en prendre la majeure partie samedi «sans rencontrer de résistance significative», selon l'OSDH. Ils ont atteint la citadelle historique et se sont emparés de bâtiments gouverne-

mentaux, de prisons et de l'aéroport international, a ajouté l'Observatoire, qui s'appuie sur un vaste réseau de sources en Syrie.

### De nombreux secteurs sous contrôle des rebelles

Plusieurs districts du nord d'Alep sont peuplés en majorité de Kurdes syriens placés sous l'autorité des forces kurdes qui ont instauré une administration autonome dans de vastes régions du nord-est syrien.

Le HTS et les rebelles contrôlent des pans entiers de la province d'Idleb, ainsi que des secteurs des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié. Avant l'offensive, le nord-ouest de

la Syrie bénéficiait d'un calme précaire en vertu d'un cessez-le-feu instauré en 2020.

Avec l'appui militaire crucial de la Russie et de l'Iran, le régime Assad avait lancé en 2015 une contre-offensive qui lui avait permis de reprendre progressivement le contrôle d'une grande partie du pays, et en 2016 la totalité de la ville d'Alep, poumon économique de la Syrie d'avant-guerre.

### Le chef de la diplomatie iranienne à Damas

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, s'est entretenu dimanche soir à Damas avec le président de la Syrie Bachar al-Assad, lors de la première rencontre

du chef d'Etat syrien depuis l'offensive lancée par des groupes rebelles, a annoncé un média officiel iranien.

M. Araghchi «a rencontré le président syrien Bachar al-Assad à Damas et a discuté des relations bilatérales et des développements régionaux», a annoncé l'agence IRNA, sans fournir de détails dans l'immédiat.

Dans un autre camp, les Etats-Unis ont jugé que le régime syrien subissait les conséquences de sa «dépendance à la Russie et à l'Iran».

Et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dit «surveiller la situation en

Syrie», où son armée a mené des centaines de frappes depuis 2011. Mardi, il a prévenu Bachar al-Assad qu'il «jouait avec le feu», en citant les transferts d'armes tolérés par son régime au profit du Hezbollah.

Les violences en Syrie «ont de graves implications pour la paix régionale et internationale», a averti l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie Geir O. Pedersen.

Déclenchée en 2011 après la répression brutale de manifestations pro démocratie, la guerre en Syrie a fait environ un demi-million de morts.

# Le Monde

Nicolas Bourcier,  
Céline Pierre-Magnani  
01 décembre 2024

## En Turquie, l'emprise des confréries jusqu'au plus haut niveau de l'Etat

**E**nquête Bien qu'une très grande majorité des Turcs rejettent le mode de vie confrérique, ces ordres mystiques d'inspiration soufie ont pris une place importante dans le pays et se retrouvent jusque dans les cercles les plus restreints du pouvoir.

Il a 17 ans, la vie devant lui et le sourire de ceux qui retrouvent un vent de fraîcheur après de longues semaines de labeur. Eyüp (son nom a été modifié) est carrossier, il habite à Istanbul avec sa mère et s'envole tous les deux ou trois mois pour le sud du pays. Pouces croisés sur le ventre, chapelet de prière en main et calotte blanche sur la tête, il ressemble à s'y méprendre aux dizaines d'autres hommes, jeunes et moins jeunes, assis dans l'avion, ce matin d'oc-

tobre, en direction de la ville d'Adiyaman.

Comme eux, Eyüp fait partie des quelques centaines de fidèles, parfois même des milliers, à venir ainsi de toute la Turquie, chaque fin de semaine, dans cette cité grise et sans attrait. Par groupes, ils montent ensuite dans des navettes en direction du village de Menzil, siège spirituel de leur confrérie religieuse, situé à une quarantaine de minutes de l'aéroport. Le trajet se fait entre gens de connivence, qui chantent et prient à haute voix.

Ultraconservatrice, nationaliste aussi, considérée, dans les années 2000, comme le principal vivier de recrutement de l'organisation Etat islamique dans le pays, la région est

aujourd'hui le point de passage obligé des adeptes de la secte Menzil. Celle-ci est devenue, ces dernières années, une des deux ou trois plus puissantes organisations islamiques du pays, qui en compte une centaine, voire le double, selon certaines sources.

Personne ne connaît le nombre exact de fidèles de ces ordres mystiques d'inspiration soufie, les tariqas (pour «voie menant à Dieu»), comme on les appelle, organisés autour de la figure charismatique de cheikhs auxquels les membres doivent obéissance. Mais tout le monde sait en Turquie qu'ils constituent un maillage considérable de la société civile, jusque dans les cercles les plus restreints du pouvoir.

### Un « âge d'or »

A vrai dire, ils sont partout et nulle part, le plus souvent discrets, même s'ils ont parfois pignon sur rue. Leurs fortunes diverses sont sujettes à spéculation. Pas une semaine ne s'écoule sans un titre de presse consacré à une confrérie, où se mêlent histoires de succession, de gestion de biens, d'œuvres caritatives, de fondations, d'hôpitaux, d'écoles, de foyers, de contrats publics, de chaînes de télévision ou d'une nébuleuse d'associations.

La plupart du temps, les journaux d'opposition au pouvoir islamo-conservateur du président Recep Tayyip Erdogan et du Parti de la justice et du développement (AKP), en place depuis 2002, accusent

les autorités d'un soutien, à tout le moins d'une complaisance de plus en plus évidente, à leur égard.

Indice révélateur, plus de 200 articles consacrés aux tariqas ont été censurés en 2023. Signe de l'intérêt que ce sujet suscite. Il est vrai que certains spécialistes, non sans le critiquer, estiment même que les confréries vivent un véritable « âge d'or ». C'est ce qu'écrit le journaliste Ismail Ari, dans un ouvrage, *Menzil'in Kasasi* (« Le butin de Menzil », éditions Tekin, non traduit), publié en septembre et aussitôt menacé de saisie. Un appel est en cours. Le livre dresse une forme d'inventaire des biens et sociétés liés à la confrérie qui fait plus penser à une holding qu'à une association spirituelle à vocation caritative.

A l'instar des membres d'autres confréries, les menzils se sont largement intégrés au fonctionnement capitaliste de l'économie, au point de s'éloigner de principes religieux de base, tels que la « taqwa » (s'abstenir des affaires du monde au nom d'Allah), comme l'a décrit l'anthropologue et spécialiste des confréries, Tayfun Atay.

Eyüp, lui, se fiche éperdument de ce que l'on raconte. Ce qu'il aime le plus au monde, c'est la foi en Dieu, sa confrérie et la superbe de son village. Il s'y sent bien, et veut le faire savoir. Lui-même n'était pas né lorsque le cheikh Abdulhakim Erol, premier chef spirituel de Menzil, rachète, en 1971, ce hameau perdu à la lisière des champs appelé « Durak », où vivaient à peine entre quinze et vingt familles. D'un trait de plume, le nom changea. Depuis, assure le jeune disciple, « plusieurs millions de personnes, comme [lui], se sont rendues ici ».

« C'est la charia »

Le village compte aujourd'hui près de 3 000 habitants. A l'approche de celui-ci, le pay-



Un groupe de jeunes Stambouliotes en route vers la mosquée de Menzil. A Adiyaman (Turquie), en 2018. EMIN OZMENC / MAGNUM PHOTOS

sage change, la route devient impeccable. Les champs, taillés et tirés au cordeau, donnent l'impression d'une petite Suisse anatolienne. A Menzil, la rue principale est goudronnée avec soin, le carrefour doté de feux de signalisation. Des fidèles sont là pour vous orienter. Encore quelques supérettes, un restaurant de burgers locaux, des résidences de plusieurs étages et surtout deux immenses mosquées avec leurs dépendances, somptueuses et clinquantes, un grand réfectoire où les rations de soupe sont gratuites et partagées en groupe, des magasins, un grand cimetière et des mausolées.

Ici, on prie cinq fois par jour, comme ailleurs, mais deux fois plus longtemps. A la fin du service, certains hommes répètent et invoquent, crescendo, le nom de Dieu. Les femmes, elles, sont séparées et restent derrière un long mur. Dans le village, elles sont rares, voilées de noir quand on les croise. « C'est la charia, dit Eyüp, enfin celle que nous voulons pour la Turquie, adaptée à notre pays, comme Dieu le veut. »

Plus qu'un pèlerinage, le vil-

lage de Menzil est un lieu central de recueillement et d'expiation des péchés pour les fidèles. Un lieu saint parmi les saints depuis que la secte a gravi, pas à pas, les échelons de la notoriété. « Nous voulons que tout le pays vive comme nous », déclare le jeune homme, avec une assurance désarmante, révélatrice de l'impressionnant pouvoir d'attraction de ces ordres mystiques et du chemin parcouru par les confréries dans cette Turquie censée être laïque. A la mort, en 2023, d'Abdulbaki Elhüseyni, fils du fondateur et troisième cheikh de la lignée, le président ne l'a-t-il pas présenté comme « l'un des guides spirituels du pays » ?

### Conquête de l'espace public

Voies mystiques de l'islam, originaires d'Asie centrale et de Perse, jouant un rôle-clé entre les décideurs et le peuple dans le façonnement du paysage spirituel anatolien, les tariqas et leurs loges ont été démantelées en 1925 par le fondateur de la République, Mustafa Kemal, dit Atatürk (1881-1938). L'interdiction contraint alors de nombreux ordres à la clandestinité, certains continuant toutefois

d'exister de manière informelle, tant l'attrait des Turcs pour la sociabilité confrérique reste fort. Les pratiques soufies, en particulier celles qui sont associées aux ordres mevlevi et naqshbandi, se maintiennent en vie à travers de petites communautés souvent familiales. Menzil est l'une des formations de la Khalidi, une branche de cette confrérie Naqshbandi.

Il faut attendre la fin des années 1950 pour que les ordres mystiques connaissent un regain d'intérêt, en particulier après l'assouplissement de certaines politiques laïques. Turgut Özal (1927-1993), le président qui ouvre la Turquie à l'économie libérale entre 1989 et 1993, a été membre, un temps, de la tariqa Iskenderpasa. Necmettin Erbakan (1926-2011), père de la droite islamiste turque et premier ministre entre 1996 et 1997, s'en est rapproché, tout comme le jeune Recep Tayyip Erdogan. Restée très implantée dans le quartier stambouliote de Fatih, Iskenderpasa est décrite par certains experts comme la mieux représentée au sein du gouvernement, en cette fin des années 1980-début des années 1990.

Avec la communauté des fe-thullahcis du prédicateur **Fethullah Gülen** (1941-2024), l'un des ordres les plus actifs et les plus ouverts sur le monde, peut-être même une des seules confréries non hostiles à la République laïque, la Naqshbandi et son autre branche, l'Ismailaga, le décor est planté. La conquête de l'espace public peut commencer.

### Influence grandissante dans l'éducation, les médias et la justice

Lorsque l'AKP est fondé, en 2001, il s'identifie comme un parti démocratique conservateur. La base de celui-ci est largement constituée d'électeurs pieux. Dès les premières années de pouvoir, la formation développe une relation mutuellement bénéfique avec les communautés religieuses. Celles-ci apportent un soutien politique au parti grâce à leurs larges bases sociales, tandis que l'AKP leur permet de devenir plus influentes dans les sphères sociales et politiques. Le mouvement Gülen (Hizmet), en particulier, joue alors un rôle important pendant près d'une décennie, son emprise se renforçant dans l'éducation, les médias et le système judiciaire.

Deux décisions sont emblématiques de ces temps nouveaux : la levée progressive, à partir de 2008, de l'interdiction du port du voile, perçue comme une victoire symbolique des confréries, et le développement de l'éducation religieuse, notamment par l'augmentation du nombre d'écoles *imam hatip* (destinées à la formation de religieux), qui vient rappeler l'objectif du pouvoir d'élever une génération pieuse.

Seulement voilà, l'influence du Hizmet, la confrérie la plus organisée, la plus hiérarchisée aussi, presque féodale, fait de l'ombre à Recep Tayyip Erdogan et à ses proches. Les tensions se font particu-



Pose d'un turban sur un enfant, à Menzil (Turquie), en 2018.  
Pose d'un turban sur un enfant, à Menzil (Turquie), en 2018. EMIN OZMENC / MAGNUM PHOTOS

lièrement aiguës jusqu'à ce mois de décembre 2013, au cours de laquelle a lieu **une vaste enquête de corruption**, impliquant plusieurs hauts responsables du gouvernement, des membres influents de l'AKP et des hommes d'affaires proches du chef de l'Etat.

Le gouvernement d'Erdogan qualifie l'enquête de complot visant à déstabiliser le pouvoir. Il accuse l'imam Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis, d'en être l'instigateur. Les magistrats chargés de l'affaire sont mutés.

### Des postes-clés de l'administration et de l'Etat

Le coup de grâce viendra trois ans plus tard avec **le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016**, qualifié de « *don de Dieu* » par Erdogan et fomenté, selon

lui, par Gülen. Universités, organes de presse, associations et autres institutions liées à la confrérie Gülen – rebaptisée « FETÖ » (« organisation terroriste fethullahiste ») – sont fermés lors de vastes purges. Quelque 130 000 personnes sont exclues de la fonction publique et des milliers de gülenistes – réels ou supposés – sont jetés en prison, sur le fondement de preuves parfois fragiles.

Plus de 23 000 militaires sont renvoyés de l'armée, des centaines d'entreprises, d'écoles, d'organisations médiatiques liées au mouvement, confisquées. Plus d'un tiers des juges et procureurs – environ 4 500 – sont révoqués. Le nombre de personnes touchées est vertigineux et donne la mesure du pouvoir de pénétration des congrégations

dans l'appareil d'Etat.

Vient alors le temps de la reconstruction. Les besoins en personnel et en fonctionnaires sont immenses. La nature ayant horreur du vide, Menzil, Naqshbandi, Iskenderpasa et Ismailaga, toutes les tariqas loyales au pouvoir, s'engouffrent dans les brèches béantes des institutions turques, non sans succès. Et non sans conséquences politiques et sociales. C'est l'« *âge d'or* » dont parlait le journaliste Ismail Ari.

D'après un **rapport publié par la Fondation de recherche sur la politique économique de la Turquie** – Tepav, un centre de recherche indépendant – intitulé « Le pluralisme face à la radicalisation », 17 % des personnes interrogées en 2020 affirmaient préférer l'instauration d'un système juridique fondé sur la loi religieuse, plutôt qu'un système laïque et démocratique. Dans une enquête menée par l'institut de sondage MetroPoll, publiée en août 2022, seulement 4,3 % des Turcs ont déclaré être membres ou liés à une tariqa. Un chiffre modeste, qui pourrait relativiser leur potentielle influence dans les urnes, mais qui occulte la réalité de la présence de ces sensibilités religieuses à des postes-clés de l'administration et de l'Etat.

### Cooptation, entre-soi

La présence de membres de Menzil au ministère de la santé est attestée depuis les mandats du ministre Recep Akdag (2002-2013, 2016-2017), comme le rappelle le journaliste Saygi Öztürk, dans son livre *Menzil : Bir Tarikatın İki Yüzü* (« Menzil : les deux faces d'une tariqa », Dogan Kitap, 2019, non traduit). « *Les hommes d'affaires proches de la confrérie obtenaient ainsi plus facilement les appels d'offres des hôpitaux* », écrit-il. Mécontents de la nomination au poste de ministre de la santé de Mehmet Müezzinoğlu (2013-2016), qui est hostile à

la confrérie, ils avaient mené une guerre ouverte contre ce dernier avant de parvenir à imposer de nouveau Recep Akdag.

Les hakoyolcus (liés à la confrérie Iskenderpasa) seraient, eux, très dominants au sein de la justice. Tandis que les süleymancis et encore les membres de Menzil seraient plutôt implantés dans la police et la gendarmerie. Le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, serait lui-même lié à la confrérie Menzil, affirme M. Öztürk.

Si les membres de la base se démarquent dans le paysage des villes et des campagnes par leur turban blanc ou noir et leur robe unie, rien ne permet de déterminer spontanément l'appartenance confrérique des hauts fonctionnaires et bureaucrates. Comme d'autres réseaux économiques ou de sociabilité, les confréries utilisent la cooptation et l'entre-soi au plus haut niveau de l'Etat.

Une source en poste au ministère de la justice nous affirme, sous le couvert de l'anonymat, que certains de ses supérieurs hiérarchiques sont membres d'une tariqa : « Ils savent très bien que je ne suis pas croyant et que je ne prie pas. Nos rapports sont cordiaux, mais cela ne va pas au-delà. Je ne suis jamais intégré à leurs discussions, et les promotions se font entre eux. »

### Querelles de succession

Généralement méfiants vis-à-vis de la presse, rares sont les membres hiérarchiques des confréries qui acceptent de répondre aux sollicitations. L'ancien député (AKP) Fatih Süleyman Denizolgun, 37 ans, membre de la lignée de Süleyman Hilmi Tunahan, cheikh de la confrérie des süleymancis, fait figure d'exception. Depuis 2016, les querelles de succession ont fait exploser la confrérie, et ce dernier mène désormais une campagne de dénonciation contre son cousin



Des fidèles prennent le petit-déjeuner, à la mosquée de Menzil (Turquie), en 2018. EMIN OZMENC / MAGNUM PHOTOS

Alihan Kuris, qui a pris – selon ses dires – le leadership de la confrérie par la force.

« A cause des activités de mon cousin, affirme l'ancien élu, une confrérie se retrouve, pour la première fois de son histoire, dans la ligne de mire d'Interpol, poursuivie pour enlèvement d'enfants au Brésil. Aux Etats-Unis, la FBI enquête sur eux pour trafic de drogue. Même en Russie, des membres sont accusés d'avoir infiltré l'Etat. C'est une organisation aux pratiques mafieuses, qui s'infiltré dans la justice et dans la bureaucratie. »

Contrairement aux autres confréries, comme Ismailaga, Iskenderpasa et Menzil, qui affichent ouvertement leur proximité avec le chef de l'Etat et l'AKP, une partie de ceux qui se réclament des süleymancis ont pris leurs distances avec la coalition gouvernementale, au point d'avoir voté dans certaines circonscriptions pour le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple, pourtant laïque et fondé par Atatürk.

Bien qu'activés, en partie, par les nominations émanant du

pouvoir central, le noyautage et la progression accélérée des confréries dans l'appareil d'Etat n'en demeurent pas moins un sujet de préoccupation, au sein de l'exécutif. C'est ce que suggère la commande d'un étonnant rapport par la direction des affaires religieuses (le Diyanet İşleri Başkanlığı, appelé couramment le Diyanet) sur les confréries. Destiné à un usage interne, le document a été publié en 2019, sans être démenti par le Diyanet. Il recense une quarantaine de confréries et dresse le profil de certains cheikhs : s'y côtoient Recep Ihsan Eliaçık, connu pour sa modération, le sulfureux Alparslan Kuytul, de la fondation Furkan, le télévangéliste Adnan Oktar ou le cheikh Cübbeli Ahmet et son 1,4 million de followers sur Instagram.

Ce dernier s'est rendu célèbre après le tremblement de terre d'Izmit, en 1999, dont le bilan officiel s'élevait à plus de 17 000 morts. Il avait affirmé que Dieu avait « frappé les nids de l'adultère », sous-entendant que les victimes avaient mérité une punition divine. Il fut à l'époque condamné à deux ans et sept mois de prison ferme.

Certaines confréries, comme celle des mevlevi, suscitent plutôt la sympathie dans l'opinion, grâce à leur dimension spirituelle de la pratique religieuse. En attestent les foules qui se rendent chaque année à Konya, dans le centre de la Turquie, pour rendre hommage à Mevlana (le poète soufi Djâlal Al-Din, dit Rumi, 1207-1273).

D'autres, en revanche, est-il précisé dans le document, développent ostensiblement des activités politiques qu'il serait « nécessaire de surveiller » : « Il est clair qu'interdire ces organisations sociales au sein de la société n'aboutira à aucun résultat », conclut le rapport, qui ajoute d'une formule lourde de sens : « Il est donc essentiel de veiller à ce que ces organisations agissent dans un cadre légal. Le cas échéant, les individus ou les groupes risquent de provoquer de graves troubles dans la société et de propager de mauvaises interprétations dans les manières de comprendre et de vivre la religion. »

« Je me suis sentie étouffée »

Des voix se sont élevées pour demander une modification lé-

gislative, afin d'actualiser la loi de 1925, comme Hanefi Avci, ancien commissaire de police et essayiste à succès, ou encore Ismail Saymaz, journaliste et auteur d'un livre sur les dérives au sein des tariqas. L'absence de transparence sur les activités de ces communautés religieuses est régulièrement mise en avant lors de scandales ou de drames qui éclaboussent telle ou telle confrérie, tout comme le manque d'empressement des autorités à intervenir.

En 2016, onze enfants avaient trouvé la mort dans l'incendie d'un internat tenu par la confrérie des süleymançis, à Adana (Sud). Cette tragédie avait relancé les polémiques autour du manque de sanctions contre ce type d'établissement, alors même qu'une mise en conformité avait été exigée par les responsables régionaux.

En 2022, la vidéo enregistrée par un jeune étudiant, Enes Kara, avant son suicide, avait également soulevé une vague d'indignation en Turquie. Alors qu'il se définissait comme athée, il avait été placé par ses parents dans une résidence étudiante tenue par une confrérie dans la ville d'Elazığ (Anatolie centrale). Dans son message d'adieu, il confiait être contraint à la prière et n'avoir pas assez de temps pour se consacrer à ses études.

Chaque année, l'absence d'internats pas trop coûteux et de résidences universitaires publiques pousse des milliers d'étudiants de milieu modeste à demander une place dans un établissement d'accueil tenu par une confrérie religieuse. « *Après le collège, il n'y avait aucun moyen de transport dans mon village pour aller au lycée, se souvient Tuba Deniz (le nom a été modifié), avocate de 26 ans, originaire de la campagne agricole, près de la ville d'Adana.*

*Il n'y avait pas non plus d'internat public dans les environs de l'établissement dans lequel je voulais étudier. C'est une personne de la famille qui nous a parlé d'un internat de filles, vraiment très abordable. »*

*« Dès mon arrivée, poursuit-elle, on m'a dit que je devais me voiler et changer de vêtements pour me couvrir complètement. Nous étions réveillées tous les matins à 5 heures pour faire la première prière de la journée. Nous priions cinq fois par jour, et nous avions des cours de Coran tous les soirs. Tout notre quotidien était structuré autour de la discipline religieuse. Nous vivions dans la crainte d'être dénoncées au personnel encadrant. »*

La jeune femme se décrit comme croyante, mais elle n'avait jamais ressenti le besoin de se voiler ni de mettre en application des principes coraniques stricts dans son quotidien. Elle concède qu'elle a acquis dans cet internat une forme de discipline qui l'a forgée et lui sert encore aujourd'hui, mais assure que l'enfermement qu'elle a subi pendant ces trois années l'a plutôt éloignée de la religion. « *Je me suis sentie étouffée* », conclut-elle.

#### Réserves de voix

D'après la plupart des enquêtes d'opinion publiées ces dernières années, une très grande majorité de Turcs rejettent le mode de vie confrérique. La pratique religieuse, elle, serait même en léger recul au pays d'Erdogan. Mais, bien que marginales dans la société turque, les confréries participent à l'imposition d'un agenda conservateur, parfois opportunément utilisé par l'exécutif pour justifier certaines décisions relevant de son autorité.

La confrérie Ismailaga avait

ainsi ouvertement fait campagne pour le retrait de la convention d'Istanbul (texte du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes), non sans succès. Selon elle, le texte constituait une « *guerre contre les valeurs que l'islam vise à protéger* ». Il aurait le potentiel de détruire les « *principes familiaux* » et la « *structure morale* » de la société, en « *ouvrant la voie à des actes tels que l'homosexualité (...) et en imposant aux femmes des missions contraires à l'objectif de leur création* ».

Le communiqué, qui a, entre-temps, été retiré du site de la confrérie, s'achevait sur une adresse très directe aux dirigeants : « *Nous demandons qu'une telle erreur soit annulée et que le contrat soit résilié. Nous pensons que les autorités compétentes prendront les mesures nécessaires à cet égard.* » Ankara s'est retiré en 2021 de la convention, dix ans après l'avoir signée, à une époque où le parti était au faite de sa puissance. Autant dire une éternité. En dix ans, la base électorale du parti présidentiel s'est érodée. Cinq millions de voix ont manqué aux dernières élections municipales de mars, où l'AKP a subi sa plus grande défaite électorale depuis son accession au pouvoir. Il sait qu'il a besoin de soutiens. Réputés pour respecter les disciplines de vote, les centaines de milliers – voire les millions – de membres des confréries apparaissent comme des réserves de voix accessibles qu'il s'agit de choyer.

#### « Ils emploient des milliers de personnes »

Là est leur force. Après avoir remplacé les cadres du mouvement güleniste, les confréries ont acquis une place inégalée depuis la création de la République, en 1923. En retour, le pouvoir semble profiter

de leur nombre et de leur diversité. Au risque de voir se durcir et se multiplier les communautarismes et les atteintes aux droits.

A titre d'exemple, comme le rappelle Canan Güllü, présidente de la Fédération des associations de femmes de Turquie, les ordres sont désormais mobilisés contre la loi n° 6284 sur la protection contre les violences domestiques. « *Ils créent des groupes de lobbying, comme la Grande Plateforme pour la famille [Büyük Aile Platformu], qui rassemblent de nombreuses associations et fondations liées aux confréries, prévient-elle. Une promotion permanente de l'hégémonie masculine.* »

Il est tard, Eyüp se place au premier rang de la mosquée pour prier au plus près de son cheikh. Il dormira dans une des salles, aux côtés de centaines d'autres fidèles venus de tout le pays. Plus loin, dans un des villages alentour, un vieil homme boit un dernier thé sur la terrasse d'une petite épicerie. Il ne dira pas son nom. « *Ils ont détruit une partie de notre cimetière pour faire passer leur route devant leurs mosquées* », dit-il, le ton las. Les yeux posés sur l'horizon en partie obstrué par de grands travaux d'extension de Menzil, il regrette que tout, ici, soit passé sous leur contrôle : « *Personne ne sait ce qu'ils font et où ils trouvent toute cette fortune. Ils emploient des milliers de personnes, nous, on y travaille quand on a besoin d'argent.* » Certes, il dit ne pas être mécontent qu'ils aient construit un hôpital flambant neuf ici même et ouvert une usine de sable et de béton, grâce à laquelle ils construisent leurs maisons et leurs édifices. « *Mais pas comme ça.* » Au loin, l'appel à la prière se perd dans le silence d'une nuit ordinaire.

The New York Times

Muhammad Haj Kadour,  
Valerie Hopkins and Ben Hubbard  
Dec. 1, 2024

# Syria's Rebels Struck When Assad's Allies Were Weakened and Distracted

Diminished support for the Syrian government from Iran, Hezbollah and Russia enabled opposition forces to take the initiative and seize new territory.

For years, President Bashar al-Assad of Syria was able to beat back opposition fighters with the help of Russia, Iran and Hezbollah. Now, with those allies weakened or distracted by their own conflicts, rebels have seized the opportunity to shift the balance of power.

The rebel fighters spent months training and preparing for a surprise offensive, but even they may not have predicted [how quickly they would advance](#). On Saturday, the rebels said they had captured almost all of Aleppo, one of Syria's biggest cities, and they now [control a broad stretch of land](#) in the west and northwest of the country, according to the rebels and the Syrian Observatory for Human Rights, a British-based war monitor.

The timing of the assault and its success, analysts say, reveal the vulnerabilities of Mr. al-Assad's once formidable coalition.

The Syrian civil war [started 13 years ago](#) when peaceful anti-government protests were met with brutal crackdowns, escalating into a conflict between forces loyal to Mr. al-Assad and rebels. Over time, the combatants drew support and foreign fighters from regional and international powers.

Iran, Hezbollah and Russia all sent help to the Syrian mili-



Opposition fighters loading ammunition onto a truck in northwestern Syria on Sunday. Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

tary. Hezbollah and Iranian-backed fighters battled alongside Syrian forces, Russia and Iran sent military advisers, and Russia carried out intense airstrikes on rebel-held territory.

But today, Iran has been weakened by Israeli airstrikes, battlefield losses by its proxy forces — the so-called axis of resistance — and an economic crisis at home. Hezbollah, one of those proxy forces, has been [battered and diminished](#) after 13 months of war with Israel and the killing of its leader, Hassan Nasrallah. And Russia is now nearing the end of its third year of a war of attrition with Ukraine.

“He was able to survive the civil war because of all the assistance he got, and that’s gone,” Joshua Landis, head of the Middle East studies program at the University of Oklahoma, said of Mr. al-Assad. “Israel has changed the balance of power in the region by going on this all-out war on the axis of resistance.”

“Now Assad is all alone,” he said.

His position was weakened even further by an apparent shift by Turkey, which is allied with many of the rebel groups and had opposed an offensive against the Syrian government.

A rebel tearing down a portrait

of the Syrian president, Bashar al-Assad, in Aleppo, on Saturday. Mohammed Al-Rifai/EPA, via Shutterstock  
Since the Hamas-led attack on Israel on Oct. 7, 2023, Israel has increasingly carried out airstrikes on Hezbollah, which began hitting it with rockets in support of Hamas, and Iranian fighters and infrastructure inside Syria. Hezbollah and Iranian forces either went into hiding or withdrew from Syria to fight elsewhere, said Haid Haid, a senior consulting associate fellow at Chatham House, a London-based research institute.

Russia has played perhaps the most crucial role in aiding Mr. al-Assad. Though it is still

assisting his government with some airstrikes, it is entrenched in its own war in Ukraine and has pulled much of its military focus away from Syria.

Even with Hezbollah and Iran by its side since the early days of the civil war, the Syrian government still lost its grip on large swaths of territory until Russia directly intervened in 2015. Alongside Syrian warplanes and military helicopters, Russian airstrikes helped turn the tide of the war in Mr. al-Assad's favor.

Syria's military historically struggled at urban warfare, but during the intense years of the civil war, its own air power and Russia's allowed Mr. al-Assad to bomb the opposition into submission.

This time, though, "the regime was so much weaker than anyone thought and Russia was almost nowhere to be seen," said Dareen Khalifa, a senior adviser at the International Crisis Group.

Since Wednesday, Russia has carried out some airstrikes against the rebels and on opposition-held towns and cities, but they were not overwhelming, according to Mr. Haid. "We have not seen the same level of support and intensity of airstrikes that we saw previously," he said.

In the wake of the assault on Aleppo, Moscow fired its top

general in Syria, Sergei Kisel, according to two military bloggers, Rybar and Military Informant, who have ties to the Russian Ministry of Defense.

Inspecting the scene of an airstrike in a rebel-held city, Idlib, on Sunday. Muhammad Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

Within four days, the rebels have drastically changed the front lines of the Syrian conflict, which had remained static for more than four years. And it was events beyond Syria's borders that set the stage.

Last week, Hezbollah agreed to a cease-fire deal with Israel. The group leading the offensive against the Syrian government, Hayat Tahrir al-Sham, a former Al Qaeda affiliate, may have decided that time was of the essence, Mr. Haid and other analysts said. "One of the things that may have pushed them to start when they did was fear that Hezbollah might resend its fighters that withdrew from those front lines," Mr. Haid said.

But conditions on the ground in Syria also created the crucial conditions for a successful rebel offensive.

Even with his allies embroiled in other conflicts, Mr. al-Assad seemed confident that his own front lines were not at

risk. His government had withdrawn some of its forces there, while soldiers continued to staff checkpoints in government-held territory — often shaking Syrians down for bribes, according to multiple analysts.

Mr. al-Assad has also failed to produce any economic improvement, which many Syrians had expected once the government recaptured large parts of the country in recent years. He also failed to unify the country or regain support from a population alienated by years of civil war and the unrelenting violence and terror carried out by the government.

The government also continued to forcibly conscript young men into the military — soldiers who, when faced with a rapidly advancing and organized rebel offensive last week, chose to flee rather than fight.

A rebel fighter next to a piece of artillery left behind by government forces in the town of Khan Sheikun, in northwestern Syria. Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

Leaders of the Hayat Tahrir al-Sham opposition group say they were watching the geopolitical shifts around them — especially the weakening of the axis of resistance by Is-

rael, and Russia's invasion of Ukraine — and assessing how they could exploit these changes, Ms. Khalifa said.

"At the same time," she said, "they have been building up their military capability over the last year and have been signaling this military offensive over the last two months."

There were other factors for the rebels to consider as well.

Until recently, Turkey, which backs some of the rebel factions involved in the offensive but has a more complicated relationship with Hayat Tahrir al-Sham, was opposed to an offensive against the Syrian government, Ms. Khalifa said.

Turkey also hosts more Syrian refugees than any other country — over three million, according to government figures — and officials have long worried that any new violence near their southern border could set off a new wave of refugees.

But last week's offensive signals that Turkish officials may have changed their position, Ms. Khalifa said.

"All of these things combined made it an opportune time," she said.



02 décembre 2024

## Syrie: l'offensive jihadiste et rebelle avance vers le centre du pays, les enclaves kurdes assiégées

L'offensive jihadiste et rebelle lancée mercredi dernier contre l'armée syrienne se poursuit dans les provinces d'Alep et Idleb au nord, et Hama au centre. Les combats ont déjà fait au moins 412 morts, dont 61 civils. Les forces kurdes veulent évacuer des civils kurdes de la région d'Alep. Le président syrien Bachar al-Assad a dénoncé lundi une tentative de « redessiner » la carte du Moyen-Orient.

En **Syrie**, la situation est de plus en plus confuse à Alep. Deux groupes rebelles tiennent la ville en étau. D'un côté, les islamistes du HTS, ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, épaulés par des factions rebelles, progressent au sud de la deuxième ville syrienne qu'ils contrôlent presque entièrement. Au nord, ce sont les rebelles pro-turcs qui contrôlent le territoire. Ils ont repris la localité de Tell-Rifaat, localité kurde défendue jusqu'alors par les FDS, les Forces démocratiques syriennes, à majorité kurde.

Outre Tell-Rifaat, les miliciens pro-turcs contrôlent aussi plusieurs villages environnants, au nord d'Alep, une enclave située à 20 kilomètres de la Turquie, qui était convoitée depuis des années par l'armée d'Ankara.

### Les Kurdes pris au piège

L'Observatoire syrien des droits de l'homme avait averti déjà dimanche qu'environ 200 000 Kurdes syriens étaient « assiégés par des



Syrie, le 1er décembre 2024: les rebelles et jihadistes (ici un combattant du Hayat Tahrir al-Sham) avancent vers le centre du pays. REUTERS - Mahmoud Hassano

*factions pro-turques* », qui ont avancé dans le nord de la province d'Alep. Et ce lundi matin, les forces kurdes ont annoncé œuvrer pour évacuer ces civils kurdes de plusieurs secteurs de la province d'Alep. Des dizaines de milliers de Kurdes, des déplacés des conflits précédents vivent dans ces enclaves. « Nous coordonnons activement avec toutes les parties concernées en Syrie pour assurer la sécurité de notre peuple et faciliter son transfert en toute sécurité de la région de Tell-Rifaat [...] vers nos zones sûres dans le nord du pays », a déclaré Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), cité par l'Agence France-Presse.

Les FDS contrôlent le nord-est de la Syrie. En 2019, elles ont passé un accord de collaboration avec les forces

pro-régime de Bachar el-Assad pour contrer les velléités d'Ankara, leur principal ennemi. Et c'est donc face aux FDS que les groupes rebelles soutenus par Ankara ont combattu ces dernières heures pour prendre Tell-Rifaat.

Des milliers de civils kurdes pourraient être les victimes de nouvelles violences communautaires. C'est ce que craint Shiler, responsable d'une ONG locale et dont la famille est prise au piège. Son témoignage a été recueilli par notre correspondant au Kurdistan irakien, **Lucas Lazo** : « Les groupes d'opposition soutenus par la Turquie ont attaqué les zones kurdes qui accueillent des milliers de personnes déplacées de la ville d'Afrin, un territoire déjà occupé par la Turquie et ses alliés islamistes dans la région. Les attaques ont été violentes

à Tell-Rifaat. Les personnes là-bas, notamment mes parents, ma famille, mon frère, sont piégés, sans défense, sans aucune protection. Les enfants sont effrayés... Tout le monde, des centaines de personnes attendent dans leurs voitures, prêtes à fuir... Elles attendent que la route qui est bloquée soit ouverte à nouveau pour pouvoir traverser vers une zone plus sûre. La connexion internet a été coupée. L'électricité est coupée. Les forces kurdes défendent les lieux, mais il semblerait que la situation soit en train d'empirer et que les attaques soient de plus en plus violentes. Nous craignons un massacre. Parce que c'est déjà arrivé. »

**La progression de la coalition anti-gouvernementale est rapide à Alep et Idleb, mais semble plus lente à Hama**

Les jihadistes et les rebelles ont pratiquement pris la totalité de la province d'Idleb. Ils continuent à progresser au sud d'Alep où ils ont pris un nouvel aéroport militaire, ce qui porte à quatre le nombre d'aérodromes occupés, y compris un aéroport international, rapporte notre correspondant à Beyrouth, **Paul Khalifeh**.

L'armée syrienne et son allié russe ont renforcé leurs lignes de défense à Hama, dans le centre, où d'importants renforts ont été envoyés. Le chef d'état-major syrien s'est rendu sur le front dans cette région où ses troupes affirment avoir stoppé

l'offensive jihadiste et rebelle et repris sept localités.

L'aviation russe concentre son activité dans ce secteur visé dimanche par des dizaines de raids pour tenter de ralentir l'avancée des combattants de la coalition anti-gouvernementale.

L'armée russe, qui dispose d'une importante base aérienne à Hmeimim, dans la province côtière de Lattaquié, est pleinement engagée dans cette bataille.

Le président syrien, qui a reçu dimanche à Damas le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi, a d'ail-

leurs souligné l'importance du « soutien des alliés » pour faire face « aux attaques terroristes ».

**Bachar al-Assad dénonce une tentative de «redessiner» la carte du Moyen-Orient**

Dans un entretien téléphonique avec son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, ce lundi le président syrien Bachar el-Assad a déclaré que « l'escalade terroriste » visait à « tenter de morceler la région, d'effriter ses États et de redessiner la carte régionale conformément aux intérêts et objectifs de l'Amérique et de l'Occident ».

Selon le Kremlin, le président russe Vladimir Poutine et le président iranien M. Pezeshkian ont affirmé leur soutien « inconditionnel » à Bachar el-Assad et appelé à une coordination avec la Turquie, qui soutient des groupes rebelles.

La Syrie a été morcelée par la guerre civile en plusieurs zones d'influence, où les belligérants sont soutenus par différentes puissances régionales et internationales. Les violences des derniers jours, les premières de cette ampleur depuis 2020, font craindre une reprise des hostilités à grande échelle.

**Le Monde**

avec AFP  
02 décembre 2024

## En Iran, le rappeur Toomaj Salehi a été libéré après avoir purgé sa peine

Le rappeur, libéré dimanche, selon la justice iranienne, était emprisonné pour participation au mouvement de protestation de 2022, déclenché par la mort de Mahsa Amini.

**L**e célèbre rappeur iranien Toomaj Salehi, emprisonné pour participation au mouvement de protestation de 2022 en Iran, a été libéré après avoir purgé sa peine, a annoncé la justice du pays. Le chanteur de 34 ans avait été arrêté en octobre 2022 après avoir publiquement soutenu les manifestations qui avaient éclaté en septembre, déclenchées par [la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée par la police des mœurs](#) qui lui reprochait d'avoir enfreint le strict code vestimentaire imposé aux femmes en Iran.

Il avait été libéré en novem-

bre 2023 mais arrêté de nouveau une dizaine de jours après. « *Toomaj Salehi, condamné à un an de prison pour propagande contre le système politique, a été libéré de prison dimanche après avoir purgé sa peine* », a fait savoir l'organe du pouvoir judiciaire, Mizan, dimanche soir.

Le rappeur avait soutenu à travers ses chansons et sur les réseaux sociaux le mouvement de contestation. Sa défense avait déclaré que M. Salehi avait été accusé d'« incitation à la sédition, rassemblement, conspiration, propagande contre le système et appel aux émeutes ».

**D'autres chanteurs visés par la justice**

En janvier, un autre chanteur, Mehdi Yarrahi, qui avait critiqué l'obligation pour les femmes de porter le voile, a été condamné à deux ans et huit mois de prison pour plusieurs chefs d'accusation. Le tribunal a ensuite transformé cette peine en assignation à résidence, en raison de problèmes de santé du chanteur. Le chanteur populaire Shervin Hajipour, dont le morceau *Baraye* était devenu [l'hymne de la contestation](#), avait quant à lui été condamné en mars pour « activités de propagande contre la République islamique » et

« incitation à l'émeute ».

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées au cours des grandes manifestations d'octobre et novembre 2022, en Iran. Dix hommes ont été pendus après avoir été condamnés en lien avec le mouvement de contestation après la mort de Mahsa Amini.

Toomaj Salehi avait été [condamné en avril dernier à la peine capitale](#) pour « corruption sur Terre », l'un des chefs d'accusation les plus graves en Iran, mais [la cour suprême avait annulé en juin](#) cette condamnation.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Dec 02, 2024

## WKI Condemns Turkey-Backed Attacks on Kurds in Syria: A Call for International Action

**T**he Washington Kurdish Institute (WKI) unequivocally condemns the recent attacks perpetrated by various terrorist factions, supported by Turkey, against the Kurdish population in Aleppo and its surrounding countryside.

Approximately 300,000 Kurds, displaced by Turkey's invasion of Afrin in 2018, now face a dire situation, besieged and expelled by radical Syrian groups backed by Turkey. These groups are exploiting the ongoing conflict between the Syrian regime and al-Qaeda affiliates in Aleppo to further their agenda.

Turkish-supported factions have already begun committing atrocities against Kurdish men and women in a deliberate effort to ethnically cleanse the remaining displaced Kurdish population in Tal Rifaat and neighboring areas.

These recent developments in Syria have led to increased destruction and violations against civilians, exacerbating regional instability. The si-



tuation is compounded by the actions of the Assad regime, terrorist factions, and Turkey, all of which continue to perpetrate crimes against innocent populations. We urge the United States

and the European Union to exert pressure on Turkey to cease its ongoing and unjust campaign against the Kurds, which employs outlawed and terrorist groups to target defenseless civilians. The West,

particularly the United States, bears a moral responsibility to protect the Kurds, who have steadfastly resisted terrorism and safeguarded international security and interests.

## Comment l'ex-branche d'Al-Qaida, HTC, tente de lisser son image pour se positionner dans la conquête du pouvoir en Syrie

Le groupe armé Hayat Tahrir Al-Cham, qui se définit désormais comme un mouvement islamiste révolutionnaire syrien, est aux avant-postes de la conquête d'Alep et veut donner des gages pour être retiré des listes d'organisations terroristes.

**L**es Kurdes syriens ont le droit de vivre dans la dignité et la liberté, comme tous les autres Syriens. Dans la future Syrie, nous pensons que la diversité sera notre force, et non une faiblesse. » Inimaginable il y a quelques années, le communiqué, traduit en anglais, a été rédigé, le 2 décembre, par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaida, dont les hommes ont été aux avant-postes de la conquête d'Alep. Quelques heures plus tard, HTC, qui se définit désormais comme un mouvement islamiste révolutionnaire syrien, accordait un libre passage aux Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, leur permettant de se replier vers leur bastion du Nord-Est syrien.



Un combattant antirégime arrache une affiche représentant le président syrien, Bashar Al-Assad (à gauche) et son frère Maher, à l'aéroport d'Alep, dans le nord de la Syrie, le 2 décembre 2024. OMAR HAJ KADOUR / AFP

Une façon de se dissocier des groupes rebelles pro-turcs, actionnés par Ankara et passés à l'offensive contre les forces du Rojava, l'entité kurde liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc. Et une nouvelle occasion de donner des gages de pragmatisme à l'Occident dans l'espoir d'être retiré de la liste des organisations terroristes : une condition sine qua non pour espérer un jour accéder au pouvoir à Damas, l'objectif ultime de l'organisation et de son chef, Abou Mohammed Al-Joulani. Aux Aleppins qui craignent

naturellement les visées fondamentalistes de HTC et n'ont pas oublié ses exactions passées, Abou Mohammad Al-Joulani a répondu, dès le 29 novembre, en appelant ses combattants de ne pas « instiller la peur chez [leur] peuple de toutes les confessions » : une main tendue aux minorités, notamment les chrétiens, encore plusieurs milliers en ville. Consciente que le poids démographique infime des minorités ne peut en aucun cas lui faire de l'ombre et de tout l'avantage qu'il y a à gagner, en matière d'image, à les ménager, l'an-

cienne branche syrienne d'Al-Qaida avait même ouvert un timide dialogue avec les chrétiens de la région d'Idlib, son bastion, pour peu que ces derniers n'affichent pas leur appartenance confessionnelle : les croix ont été retirées des églises, lesquelles ne peuvent faire sonner leurs cloches.

« **Tout le monde change** »

« *Tout le monde change, HTC aussi. Ils savent qu'ils vont être jugés et que, pour s'attirer un soutien public, ils ont besoin d'agir différemment.*

*Mais je ne crois pas en ces assurances qu'ils donnent aux civils ou à leurs partisans à Alep. Ils l'ont déjà fait à Idlib puis se sont retournés contre tout le monde. Je ne leur fais pas confiance, ils gardent une mentalité très autocratique »,* craint néanmoins Rim Turkmani, chercheuse à l'unité de recherche sur les conflits et la société civile à la London School of Economics and Political Science.

A la tête de HTC, Abou Mohammed Al-Joulani, 40 ans, a, lui, depuis longtemps tro-

qué son turban pour un austère uniforme et une casquette, lui donnant un faux air de révolutionnaire cubain. Interviewé pour l'émission « Frontline », diffusée sur la chaîne américaine PBS, en février 2021, il arborait même un blazer bleu marine et une chemise soigneusement boutonnée. Une façon théâtrale d'ancrer l'idée qu'il a rompu avec la nébuleuse djihadiste internationale liée à Al-Qaïda ou à l'organisation Etat islamique (EI) et avec ses anciens mentors.

Loin de l'été 2011, quand, avec une poignée d'hommes, il s'était infiltré en Syrie depuis l'Irak à la demande d'Abou Bakr Al-Baghdadi, le futur « calife » de l'EI, pour y créer le Front Al-Nosra. Devenue branche d'Al-Qaïda en Syrie, l'organisation signe son entrée dans la guerre civile naissante dans la fureur et le sang, à grand renfort d'attentats-suicides et d'exactions. Après la prise de la ville d'Idlib, en 2015, aux côtés d'autres groupes armés, l'intervention de l'armée russe

au secours du régime de Bachar Al-Assad et les frappes occidentales contre l'EI convainquent l'ambitieux chef d'Al-Nosra de se débarrasser de cette encombrante étiquette pour préserver ses troupes. Le divorce avec l'internationale djihadiste fondée par Oussama Ben Laden est officiellement prononcé l'année suivante.

### Donner des gages

Depuis, HTC n'a cessé de lisser son image pour donner des gages aux Occidentaux qui le qualifient de « terroriste » et à des pays arabes qui n'en pensent pas moins, tout en consolidant son pouvoir et en éliminant ses rivaux, pour bâtir un proto-Etat dans la partie du Nord-Ouest syrien qu'il contrôle. Renonçant au djihadisme transnational au profit d'une variante nationaliste, l'organisation mue au fil du temps en une entité aux allures de technocratie salafiste zélote. La façade civile (le « gouvernement de salut national »), avec ses ministères et ses

services publics que les hommes d'Al-Joulani façonment, n'a qu'une vocation, celle de lancer HTC à la conquête du pays et de consolider son monopole politique et économique.

« Chaque projet [civil] réalisé est un pas en avant en direction de Damas, d'Alep et du reste du pays », affirmait Abou Mohammad Al-Joulani en 2022. « HTC et ses membres cherchent, en réalité, à monopoliser divers secteurs de l'économie. Ils ont pris des participations dans des secteurs tels que la finance, les postes-frontières, l'énergie, Internet, les médias et la publicité, les télécommunications, l'agriculture », décrit le chercheur Aaron Y. Zelin, auteur de *The Age of Political Jihadism. A Study of Hayat Tahrir Al-Sham* (« l'âge du djihadisme politique, une étude de Hayat Tahrir Al-Cham », Rowman & Littlefield, 2023, non traduit). Au jour le jour, le groupe délègue son autorité aux notables pieux d'Idlib et à la classe moyenne éduquée, non sans avoir évincé sans ménagement

les conseils locaux révolutionnaires des premières années de l'insurrection.

Il est encore tôt pour juger les premiers pas au pouvoir du groupe islamiste dans Alep, la deuxième ville du pays. « Mais si HTC cherche à administrer une ville démographiquement diversifiée, contrairement à un hameau plus petit et culturellement plus conservateur dans le Nord-Ouest, il devra adapter son idéologie à une population locale plus cosmopolite », écrivent Hassan Hassan et Michael Weiss, auteurs de *EI. Au cœur de l'armée de la terreur* (Hugo Doc, 2015). Pas sûr, si elle s'y tient sur la durée, que cela suffise à inciter les pays occidentaux à réviser leur jugement vis-à-vis de l'organisation. « Ce qui se passe en Syrie est le résultat de l'action de Bachar Al-Assad, a réagi, le 1<sup>er</sup> décembre, Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis. Mais nous craignons que Hayat Tahrir Al-Cham, classé comme groupe terroriste, ait un rôle à jouer dans ce qu'il s'y passe. »



Siavosh Ghazi  
03 déc 2024

## Iran: le Parlement adopte une nouvelle loi sur le port du voile, le président Pezeshkian la critique

Le Parlement iranien, contrôlé par les conservateurs, vient d'adopter une nouvelle loi durcissant considérablement les amendes et les peines contre les femmes qui ne respectent pas le port du voile, provoquant un tollé. Le président iranien a, lui, émis des doutes sur la pertinence de cette loi.

La nouvelle loi adoptée définitivement doit entrer en vigueur le 13 décembre. Les

femmes non voilées seront identifiées grâce aux caméras de surveillance, mais aussi des personnes de confiance du pouvoir. Les amendes peuvent aller de 110 euros à plus de 2 000 euros en cas de récidive, alors que le salaire de base en Iran est seulement de 120 euros.

Si une femme ne paie pas les amendes, elle ne pourra pas voyager à l'étranger, avoir un permis de conduire ou

avoir d'autres papiers administratifs. La publication de photos de femmes non voilées sur les réseaux sociaux sera également sanctionnée d'une forte amende.

Des peines d'emprisonnement sont aussi prévues pour ceux qui font la propagande pour le non-respect du voile ou envoient des photos ou des vidéos de femmes non voilées aux médias étrangers.

Cette loi a été adoptée alors que l'on voyait moins la police des mœurs dans les rues de la capitale. Mais visiblement, les conservateurs ont décidé de réagir alors qu'on voit de plus en plus de femmes ne respectant pas le port du voile dans la rue.

### Deux méthodes d'identification

Les femmes non voilées ou mal voilées seront identifiées

selon deux méthodes. Tout d'abord par les caméras de surveillance placées un peu partout en ville, notamment dans les centres commerciaux. Mais il y a aussi des gens de confiance de la police qui pourront dénoncer les femmes non voilées, en envoyant, par exemple, à la police la plaque d'immatriculation de leur voiture, ou l'adresse des magasins ou des restaurants dans lesquels il y a des femmes qui ne respectent pas

le port du voile. Les chauffeurs de taxi ont également l'obligation de dénoncer les femmes non voilées qui montent dans leur voiture, sinon ils recevront une amende.

Des étrangers qui vivent légalement en Iran peuvent aussi dénoncer les femmes qui ne respectent pas le voile. Il y a six millions d'Afghans dans le pays et des dizaines de milliers d'Irakiens. Ce qui a déjà provoqué des protes-

tations sur les réseaux sociaux.

### Réactions

Le président modéré **Masoud Pezeshkian** et des membres de son entourage ont critiqué cette loi en affirmant qu'elle ne pourrait pas être appliquée et va provoquer des tensions dans la société alors que la situation économique est déjà très difficile.

Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes ont également protesté et dénoncé cette loi. De nombreux experts affirment même que cette nouvelle loi pourrait provoquer un mouvement de colère un peu plus de deux ans après les manifestations qui avaient suivi **la mort de Mahsa Amini**, faisant des centaines de morts à travers le pays.



avec AFP  
03 décembre 2024

## Iran: le président Pezeshkian critique une loi sur le voile

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a émis des doutes sur la pertinence d'une nouvelle loi durcissant les sanctions à l'encontre des femmes non voilées, un texte qui suscite la polémique deux ans après la mort de Mahsa Amini.

**D**epuis la Révolution islamique de 1979, les femmes en Iran ont l'obligation de dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics.

Mais de plus en plus d'entre elles apparaissent sans voile dans la rue, depuis le mouvement de contestation déclenché par la mort en détention en septembre 2022 de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire en vigueur dans le pays.

Une nouvelle loi approuvée au Parlement prévoit un durcissement des sanctions à

l'encontre des contrevenantes. Le texte doit toutefois obtenir le 13 décembre la signature du président iranien pour entrer formellement en vigueur. «En tant que personne chargée de promulguer cette loi, j'ai de nombreuses réserves à son sujet», a indiqué Massoud Pezeshkian, lors d'un entretien lundi soir à la télévision d'Etat.

La loi intitulée «hijab et chasteté» prévoit des amendes - pouvant représenter en cas de récidive jusqu'à 20 mois de salaire moyen - pour les femmes mal ou non voilées en public ou sur les réseaux sociaux, d'après les grandes lignes publiées dans la presse.

Le texte n'a pas été officiellement publié.

Les amendes devront être payées sous dix jours, faute de quoi les contrevenantes pourront faire l'objet d'une interdiction de sortie de territoire et être privées de certains services publics, dont la délivrance d'un permis de conduire.

A cause de cette loi, «nous risquons de gâcher beaucoup de choses» dans la société, a estimé le président iranien, qui a pris ses fonctions en juillet et gère en Iran le gouvernement.

«Nous ne devons rien faire

qui puisse mécontenter la nation», a insisté M. Pezeshkian.

M. Pezeshkian avait promis durant sa campagne de retirer de la rue la police des mœurs, une unité chargée de surveiller le port du voile.

A l'origine de l'arrestation de Mahsa Amini, cette unité a disparu des rues depuis le début des manifestations de septembre 2022, mais n'a jamais été formellement abolie par les autorités.

M. Pezeshkian, député à l'époque, avait vivement critiqué la police pour le décès de Mahsa Amini.

## « On ne sait pas ce qu'on va devenir » : à Alep, l'inquiétude de la population kurde

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, la coalition rebelle, formée de différents groupes de combattants, a repris Alep, seconde ville du pays.

Depuis 2016, elle était sous le contrôle du régime.

Mais la population kurde craint ce changement de pouvoir

**M**ehmet fait ses bagages et rassemble des papiers, le titre de propriété pour l'appartement, les passeports pour toute la famille. Derrière lui, sa femme emballe quelques vêtements, surtout pour les enfants, et quelques souvenirs. De sa fenêtre, il regarde les immeubles détruits autour de chez lui et nous raconte, par téléphone, les nombreux proches tués dans les violences. Ce médecin n'a jamais cessé de travailler. Même quand les médicaments manquaient, il s'est adapté. Mais aujourd'hui, il ne peut plus tenir. «Depuis samedi, les combattants kurdes qui gardaient le quartier ont disparu. Dimanche, les bombardements de l'aviation se sont calmés, mais on entend toujours des tirs au loin. On a survécu à tout, mais là on est perdus. Je ne sais pas qui sont ces hommes qui viennent



Des Kurdes déplacés de la région d'Alep arrivent dans les zones contrôlées par les Kurdes à Raqqa, en Syrie, le mardi 3 décembre 2024. — © HOGIR EL ABDO / KEYSTONE

prendre la ville, j'ai peur pour mes enfants. On ne sait pas ce qu'on va devenir», explique-t-il dans un message par téléphone.

Avant la révolution de mars 2011 en Syrie, plus de 10 000 personnes vivaient dans ce quartier à majorité kurde. Pendant la guerre, la moitié de ce

quartier de 2 km<sup>2</sup> a été détruite après des années de bombardements par les avions syriens et son allié russe. Après 2016 et la reprise d'Alep par les autorités de Damas, la situation s'est calmée quelques années. «La population a explosé à l'époque, tout le monde venait vivre ici dans l'espoir de trouver du

travail.» Mais très vite, le régime de Bachar el-Assad a imposé un siège très strict sur ce quartier rebelle, empêchant les médicaments et le carburant notamment de pénétrer et entraînant de graves conséquences pour la population.

The New York Times

Muhammad Haj Kadour and Vivian Yee  
Dec. 3, 2024

# Fighting Worsens Already Dire Conditions in Northwestern Syria

Years of war and a powerful earthquake had led to crushing poverty, displacement and breakdowns in services. But over the last several days, the region's misery deepened.

**M**uhammad Haj Kadour reported from Idlib, Syria, and Vivian Yee from Cairo.

Hospitals have been ripped apart by airstrikes. Nearly 50,000 people have fled their homes, and tens of thousands lack running water. Civilians are being laid out in body bags on hospital floors after shells struck their neighborhoods.

Scenes from the bloodiest days of Syria's civil war, which had lain largely dormant for several years, are now repeating themselves in the country's northwest as pro-government forces try to beat back a [surprise rebel offensive](#), according to aid workers, a war monitor and the United Nations, who warned of a rapidly worsening humanitarian situation.

Conditions were already dire for civilians in the area: Years of war and a powerful February 2023 earthquake had led to crushing poverty, displacement and breakdowns in services. But over the last several days, the region's misery deepened as Russian and Syrian fighter jets have repeatedly struck Idlib and Aleppo in northwestern Syria and rebels fought to capture more territory.

The United Nations said more than 50 airstrikes had hit Idlib Province in northwestern Syria on Sunday and Monday. Four health facilities, four schools and two camps housing people displaced from earlier phases of the conflict suffered damage, it said.



The director of Idlib University Hospital said his facility was one of two knocked out of service by Monday's strikes. Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

Stéphane Dujarric, a U.N. spokesman, said in a briefing Monday night that a strike on a water station had also cut off access for at least 40,000 people. And the Norwegian Refugee Council, which provides aid in the region, said its humanitarian workers were reporting that bakeries and shops had shut down in Aleppo, leading to food shortages.

Mr. Dujarric said that 24 health care centers in Idlib and western Aleppo province had suspended operations amid the fighting, adding that humanitarian activities had been largely paused out of concern for aid workers' safety.

In the city of Idlib, which the rebels fully control, several

hospitals showed damage on Tuesday from what staff said were pro-government airstrikes a day earlier. At SAMS Maternity Hospital and Ibn Sina Children's Hospital, heavily damaged incubator units for premature infants were seen.

Dr. Mohammed Hussam Kaddouh, the director of Idlib University Hospital, said on Tuesday that his facility was one of two that was knocked completely out of service by strikes.

"The strikes directly targeted the hospital," Dr. Kaddouh said. "Right now we're mainly relying on the remaining medical centers outside of Idlib." One strike hit the hospital's eastern wing in front of the

emergency room's entrance, Dr. Kaddouh said, and another its northern wing. On Tuesday, large shards of glass were still visible in front of a reception desk. Units that housed patients were torn apart, their ceilings displaying gaping holes, with debris strewn through hallways and patient rooms.

One missile slammed through two reinforced concrete roofs and landed in the hospital's basement, according to Dr. Kaddouh, who said no one was injured in the strikes because people inside were able to evacuate in time.

University Hospital typically serves about 1,100 patients a day and nearly 30,000 a month, Dr. Kaddouh added.

Its cardiology and obstetrics and gynecology departments are the only ones in the city, he said; now patients must leave the city to find those services.

At least 44 civilians have been killed in fighting in Idlib and northern Aleppo between the start of the offensive last week and Sunday, according to the United Nations, which said the numbers were verified by local

health authorities. At least 162 more were reported injured, nearly two-thirds of them women and children, it said.

The Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based war monitor, said at least 26 more people were killed in pro-government airstrikes across the region on Monday. On Tuesday, it reported that 20 civilians in the western city of Hama were killed when

rebel factions shelled government-held neighborhoods as they tried to capture the city, and another two civilians were killed in airstrikes on the city of Khan Sheikhou.

About 5.1 million people live in northwestern Syria, according to U.N. figures, including 3.5 million who were displaced to Idlib from other parts of the country and two million who have been living in camps or

other temporary shelters. Thousands fled the recent war in Lebanon for northwestern Syria, adding to the pressure on a region where many already struggled to get food and shelters warm enough for winter.

The latest fighting has driven at least 48,500 people to flee their homes or shelters, and the number was rising rapidly, the United Nations warned.

**Le Monde**

avec AFP  
04 décembre 2024

## Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023, libérée temporairement de prison en Iran pour raison médicale

L'avocat de la militante, engagée dans son pays contre le voile obligatoire pour les femmes et contre la peine de mort, a précisé que cette sortie de détention était prévue pour durer trois semaines.

**L'**Iranienne Narges Mohammadi, incarcérée depuis novembre 2021 et Prix Nobel de la paix 2023, a été libérée de prison mercredi pour trois semaines pour raison médicale, a annoncé sa défense sur X.

« Selon l'avis du médecin légiste, le parquet de Téhéran a suspendu l'exécution de la peine de Narges Mohammadi pour trois semaines », rapporte son avocat, Mostafa Nili, qui précise que la militante « a été libérée de prison ». Elle est sortie de la prison de Téhéran en scandant « Femme vie liberté », le slogan du soulèvement populaire en Iran, a affirmé son époux, Taghi Rahmani.

Narges Mohammadi, 52 ans, a été maintes fois condamnée et emprisonnée depuis vingt-cinq ans pour son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et



Portrait de Narges Mohammadi fourni par la fondation qui porte son nom, dont la date de réalisation est inconnue. - / AFP

contre la peine de mort. Elle a passé une large partie de la dernière décennie en prison.

« La raison de sa libération est son état physique après l'ablation d'une tumeur et une greffe osseuse, réalisées il y a vingt et un jours », a expli-

qué Mostafa Nili. « La tumeur retirée était bénigne, mais [Narges Mohammadi] doit être examinée tous les trois mois », selon son avocat.

Le comité Nobel norvégien a exhorté, mercredi, les autorités iraniennes à libérer définitivement la Prix Nobel de la paix iranienne. « *Le comité Nobel norvégien est heureux d'apprendre que Narges Mo-*

*hammad* a été libérée de la prison de Téhéran, mais nous sommes toujours inquiets pour sa santé et ses maladies », a déclaré le président du comité Nobel.

En juin, la militante iranienne

avait été condamnée à une nouvelle peine d'un an de prison pour « propagande contre l'Etat ». Elle avait refusé d'assister à l'audience de son procès après avoir demandé, sans succès, que celui-ci soit ouvert

au public. En mars, la militante avait diffusé un message audio de sa prison, dans lequel elle dénonçait une « *guerre à grande échelle contre les femmes* » dans la République islamique.

**Le Monde**

04 Décembre 2024

## Syrie : une contre-offensive de l'armée repousse la coalition de rebelles islamistes à 10 kilomètres de Hama, la quatrième ville du pays

L'agence syrienne a fait état de « violents affrontements » dans la province de Hama. Un photographe syrien de l'agence de presse allemande DPA a été tué dans une frappe aérienne près de cette ville stratégique du centre de la Syrie.

**A** lors que les rebelles islamistes étaient aux portes de Hama, la quatrième ville de Syrie, l'armée a lancé une contre-offensive, mercredi 4 décembre, pour les repousser, a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Selon l'ONG, « les forces du régime ont lancé après minuit une contre-offensive » sous couverture aérienne et ont pu repousser les combattants de la coalition de rebelles à environ 10 kilomètres de la ville.

L'agence officielle syrienne SANA a affirmé, mercredi, que l'armée poursuivait ses opérations contre « les organisations terroristes » dans la province de Hama. Elle a ajouté que « les unités de l'armée [étaient] engagées dans de violents affrontements » avec les rebelles au nord-est et au nord-ouest de la ville. L'OSDH, établie au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, a également fait état de « violents combats » en cours.

Un photographe syrien, primé,

de l'agence de presse allemande DPA a été tué dans une frappe aérienne près de Hama, a annoncé l'agence. « Notre photographe Anas Alkharboutli, qui a documenté la guerre civile en Syrie dans un langage visuel unique, a été tué dans une frappe aérienne près de la ville syrienne de Hama », a annoncé l'agence dans un communiqué. « Anas avait juste 32 ans. » Dans une note partagée dans le communiqué, le rédacteur en chef, Sven Gösmann, a salué le travail de M. Alkharboutli qui « avec ses images, a non seulement documenté les horreurs de la guerre, mais également travaillé pour la vérité ».

Citée par l'agence SANA, une source militaire syrienne avait dit mardi que « d'importants renforts militaires » avaient été dépêchés dans cette ville stratégique du centre de la Syrie, sur la route reliant Alep à la capitale, Damas. La télévision syrienne a montré dans la nuit des images de Hama, où l'on peut voir des policiers et des soldats sur des places désertes. Selon l'OSDH, les

combats ont également déplacé « des dizaines de familles » de plusieurs zones de l'ouest et du nord de la province de Hama.

### Seize morts dans des combats dans l'est de la Syrie

Les combats, qui ont fait 602 morts en une semaine, dont 104 civils, selon l'OSDH, sont les premiers de cette ampleur depuis 2020 dans ce pays meurtri par la guerre civile. En date de samedi, plus de 48 500 personnes (dont plus de la moitié sont des enfants) avaient été déplacées dans les régions d'Alep et celle, voisine, d'Idlib, selon le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

Les groupes de combattants, dont la principale composante est le Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), émanation d'Al-Qaïda en rupture avec la mouvance djihadiste, ont lancé, la semaine dernière, une offensive fulgurante qui leur a permis de s'emparer d'Alep, deuxième ville de Syrie, dans le Nord, dont

les forces du régime ont totalement perdu le contrôle pour la première fois depuis le début de la guerre civile en 2011, à l'exception de ses quartiers nord kurdes. La perte d'Alep a constitué un revers majeur pour le régime de Bachar Al-Assad.

Dans l'est du pays, seize personnes ont par ailleurs été tuées dans des combats, alors que les forces du régime ont repoussé une attaque lancée par des combattants alliés aux forces kurdes, toujours selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. La province de Deir ez-Zor, dans l'extrême est de la Syrie, est divisée entre les forces du régime de Bachar Al-Assad, qui tiennent la rive ouest du fleuve Euphrate, et des combattants locaux affiliés aux Forces démocratiques syriennes (les FDS, dominées par les Kurdes), contrôlant la rive orientale.

### La Russie, l'Iran et la Turquie en « contacts étroits »

Mercredi, un « calme précaire » régnait après que les forces du régime ont repoussé

une attaque lancée par ces combattants. Les combats, déclenchés mardi matin, ont été accompagnés de frappes aériennes américaines en soutien aux forces alliées aux FDS, selon l'OSDH. Les affrontements ont fait « *seize morts* », dont deux civils, onze soldats et combattants de groupes prorégime, et trois combattants affiliés aux FDS.

Soutenues par une coalition internationale emmenée par Washington, les FDS ont constitué en Syrie le fer de lance de la lutte contre les djihadistes du groupe Etat islamique (EI). Les combats décrits par l'OSDH se sont déroulés près de la base Conoco, où stationnent des troupes américaines. Ce secteur abrite sept villages tenus

par les forces gouvernementales, les seuls aux mains du régime sur la rive est de l'Euphrate, d'après l'OSDH.

Les chefs des diplomaties russe, iranienne et turque, acteurs-clés de la guerre en Syrie, se sont dits mercredi en « *contacts étroits* » pour stabiliser la situation face à l'offensive rebelle, selon Moscou,

un allié du régime syrien. « *Les ministres des affaires étrangères des trois pays garants* » du [processus d'Astana](#), un format de négociation sur la Syrie, « *la Russie, l'Iran et la Turquie, sont en contacts étroits* », selon les déclarations de la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.



Dec 06, 2024

## Manbij area targeted by suspected Turkish shelling

**E**RBIL, Kurdistan Region - Suspected Turkish shelling early Friday morning targeted several villages near the northern Syrian city of Manbij in Aleppo province, local media reported, a day after three people were killed by artillery fire.

The villages in the countryside west of Manbij came under fire at around 3:00 a.m., reported Hawar News Agency (ANHA), which is affiliated with the Kurdish administration in northeast Syria (Rojava).

ANHA said Turkey and Turkish-backed rebel groups carried out the strikes. It did not report any casualties.

In the same area west of Manbij on Thursday, “three civilians, including a woman and her brother, were killed in artillery fire by Turkish forces and their proxy factions,” according to the conflict monitor the Syrian Observatory for Human Rights.

Turkey has long viewed strategic Manbij, located at the crossroads connecting Aleppo, Raqqa, and the Kurdish-ad-



Fighters of the SDF's Manbij Military Council in northern Syria. Photo: SOHR

ministered northeast, as key to its efforts to push Kurdish forces back from the border. In 2022, Turkish President Recep Tayyip Erdogan labeled the Manbij and Tal Rifaat as Ankara's next targets in order to complete its long-desired 30-kilometer “safe zone” along the border.

The Turkish-backed Syrian National Army (SNA) on Sunday launched a new offensive

against the Syrian Democratic Forces (SDF), the armed wing of Rojava's Kurdish administration, in northern Aleppo province. There have been fierce clashes reported and more than 100,000 people, many of them already displaced because of conflict, have had to flee.

Turkey accuses the Kurdish forces of the People's Protection Units (YPG), the back-

bone of the SDF, of being the Syrian front for the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Ankara has carried out three military operations against Kurdish forces in northern Syria since 2016, invading key towns near the border such as Afrin, Sari Kani (Ras al-Ain), and Gire Spi (Tal Abyad).

## Syrie : avec la perte de Hama et la progression rapide des rebelles vers Homs, le régime d'Al-Assad essuie des revers cinglants

La coalition insurgée menée par Hayat Tahrir Al-Cham a pris le contrôle, mercredi, de Hama, quatrième ville de Syrie, et progresse rapidement vers Homs

Il y a encore quelques jours, alors que la coalition insurgée menée par la faction islamiste radicale Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant) s'emparaient d'Alep, la deuxième ville du pays, la bourgeoisie de Damas « *continuait à vivre dans une bulle, comme si le navire n'était pas en train de sombrer* », rapporte un Syrien qui fait de fréquents séjours dans la capitale. L'indolence n'est désormais plus de mise pour cette élite qui, par choix ou par absence d'alternative, s'est accommodée ces dernières années du régime : les rebelles ont pris le contrôle, mercredi 5 décembre, de Hama, ville du centre de la Syrie, située à 200 kilomètres au nord de Damas, et qui était censée être la ligne de défense des forces loyalistes. C'est un verrou qui s'ouvre, pour les combattants hostiles au régime de Bachar Al-Assad, sur la route vers d'autres zones sous contrôle gouvernemental. Après avoir pris le contrôle de Hama dans la matinée, ils continuaient de progresser au sud de la ville.

Comme à Alep, les forces du régime ont été incapables de faire face. Elles avaient pourtant lancé une contre-offensive dans les jours précédents. Le ministre de la défense, Ali Abbas, a cherché, mercredi, à minimiser cette défaite : il a affirmé que le redéploiement de l'armée et de ses milices alliées était « *une mesure tactique tem-*

*poraire* », ajoutant que ces forces « *sont toujours à proximité de la ville* ». Bachar Al-Assad, lui, ne s'est toujours pas exprimé publiquement – si ce n'est par communiqués – depuis la chute d'Alep. Ses portraits ont été déchirés par les nouveaux maîtres de Hama.

En s'emparant de cette ville, la coalition insurgée pousse son avantage dans le fulgurant retournement militaire qu'elle a opéré, dans un pays où les fronts semblaient encore, fin novembre, devoir rester gelés pour longtemps. Cette alliance, dominée par Hayat Tahrir Al-Cham (ancienne branche d'Al-Qaida en Syrie), a, en quelques jours, plus que doublé son territoire, qui se limitait, jusqu'au 26 novembre, à la région d'Idlib, dans le Nord-Ouest syrien.

« *HTC est devenu un groupe très bien équipé. Les factions proturques qui combattent à ses côtés bénéficient du soutien d'Ankara. Tous ont un moral très haut, en raison des succès qu'ils enchaînent. Comme à Alep, les groupes armés disposaient à Hama de cellules dormantes, note un observateur familier du terrain syrien. A l'inverse, l'armée syrienne est dans un état désastreux : fatiguée, démotivée, mal payée. Bachar Al-Assad avait cherché à la moderniser depuis deux ans, sans y parvenir. Dans ce qui peut apparaître comme un acte de désespoir, il avait annoncé le doublement des sa-*

*laire des soldats pour défendre Hama.* »

### Une ville symbole pour la rébellion

Cette faiblesse, ancienne, est accentuée par la récente guerre au Liban : l'armée israélienne a infligé des coups sévères au Hezbollah, dont le rôle est crucial au sol dans l'appui au régime syrien. Elle a, dans le même temps, multiplié les frappes contre les positions pro-iraniennes en Syrie. Quant à la Russie, autre soutien de Bachar Al-Assad, ses frappes aériennes n'ont pas changé la donne.

C'est à l'aune des derniers bombardements de l'aviation russe que l'on peut mesurer la précarité du régime de Bachar Al-Assad, en cette nuit du 5 au 6 décembre. Pour stopper l'avancée des forces de HTC, l'aviation de Moscou a frappé le viaduc de Rastan, qui enjambe le fleuve de l'Oronte, et est situé à 24 kilomètres de la ville de Homs, la troisième ville la plus peuplée du Syrie. Dans la nuit, des groupes rebelles étaient actifs autour et au cœur de Rastan, au nord de la ville de Homs, harcelant l'armée syrienne en prévision d'une possible poussée de HTC qui, vendredi matin, se trouvait à 12 kilomètres au nord de la ville.

La prise de Hama, quatrième ville la plus peuplée du pays, est un coup de tonnerre sur le plan militaire, mais aussi

symbolique pour la coalition menée par le groupe salafite, tant cette ville porte un poids historique, tragique et émotionnel pour la rébellion contre Bachar Al-Assad, en particulier sa composante islamiste. C'est la première ville qui, en 1982, s'était soulevée contre le régime de la famille Al-Assad et s'en était détachée durant plusieurs mois, au cours d'une insurrection menée par la confrérie des Frères musulmans. Sa reprise par le régime, menée au prix de sa destruction et de la mort d'entre 15 000 à 20 000 de ses habitants après un siège implacable, a marqué durablement la mémoire des opposants à la dynastie des Al-Assad, et celle, plus largement, des Syriens : tel serait le prix à payer pour quiconque se rebellerait contre le régime.

### Drones-suicides

En 2011, Hama avait été le théâtre de rassemblements parmi les plus importants contre Bachar Al-Assad avant qu'à nouveau, une répression implacable ne s'abatte. Les combattants ont d'ailleurs paradé, jeudi, sur la place de l'Horloge, qui fut l'épicentre du soulèvement. « *Le régime criminel de Hafez Al-Assad [le père du président] y est entré avec des chars. Et aujourd'hui, nous y sommes entrés avec des chars pour rendre la ville à ses habitants* », s'est félicité Hosn Abdel-Ghani, l'un des commandants de HTC, en ré-

férence aux événements de 1982.

Fort de ses récents gains territoriaux et ayant récupéré des dizaines de blindés abandonnés par les forces du régime en déroute ces dix derniers jours, une brigade du groupe islamiste a chargé les 4 et 5 décembre les troupes gouvernementales dans le nord-est de la ville à l'aide de chars russes T-72 et de blindés soviétiques de transport de troupes, pourchassant des forces du régime en fuite à bord de simples pick-up et ouvrant l'accès au centre-ville aux autres unités de HTC.

L'offensive, comme à Alep, a été soutenue par des attaques de dizaines de drones-suicides de l'unité « Shaheen » (« faucons pèlerins »), devenue la petite aviation de HTC, un signe de la professionnalisation et de la sophistication toujours plus accrue de l'aile militaire du groupe. « *Je vous annonce que vos frères moudjahidine ont commencé leur entrée dans la ville pour purifier cette blessure qui persiste depuis quarante ans* », n'a pas manqué de souligner Abou Mohammed Al-Joulani, le chef de HTC, dans un message vidéo. Après la prise de la prison centrale de la ville, des centaines de détenus ont été libérés, dont certains étaient emprisonnés depuis des décennies.

### Possible partition de la Syrie

En s'emparant de Hama, HTC a appelé la population de Homs à se soulever, et les unités de l'armée syrienne à abandonner leurs armes. Il a aussi exhorté la minorité



Lors de la prise de Hama par Hayat Tahrir Al-Cham, le 5 décembre 2024. BAKR ALKASEM/AFP

alaouite à cesser son soutien au régime. En menaçant Homs, HTC pourrait couper les communications entre Damas, la capitale, et la région côtière alaouite. Celle-ci est à la fois le bastion dont est issue la famille Al-Assad et le territoire où la Russie maintient ses deux bases aérienne et maritime.

Dans la soirée, des vidéos, supposément tournées dans la ville de Homs et que *Le Monde* n'a pas pu vérifier, montraient des embouteillages très importants aux sorties de la ville, qui serait abandonnée par des milliers de ses habitants, sympathisants du régime ou membres des minorités alaouite ou chrétienne, en fuite vers les villes côtières ou vers la capitale.

Le pouvoir de Bachar Al-Assad n'a jamais été dans une position aussi fragile. Plusieurs scénarios semblent aujourd'hui tangibles, même si l'histoire, qui s'est plus

d'une fois retournée en Syrie au cours des quatorze dernières années, invite à la prudence. Une officialisation de la partition de la Syrie, qui prévaut déjà de facto sur le terrain, entre zone insurgée, territoire du régime et région kurde est possible, tout comme un effondrement du régime ou son repli sur une poche réduite.

### « Renverser le régime »

« *Les options du régime sont limitées : obtenir un sauvetage militaire de dernière minute, grâce à ses alliés, ou une solution diplomatique entre puissances régionales et internationales* », explique l'observateur cité plus haut. L'objectif des rebelles est de « renverser » le régime, a déclaré le chef de HTC, Abou Mohammed Al-Joulani, dans une interview à CNN vendredi.

Des effectifs du Hezbollah auraient été renvoyés en

Syrie. Ils entretiennent avec l'armée syrienne une relation de défiance. S'ils se battent, c'est pour ne pas perdre le corridor qui permet le transfert d'armes iraniennes vers le Liban, et ne pas laisser s'installer à Damas un pouvoir hostile. Mercredi, Naïm Qassem, le chef de Hezbollah, a fustigé une « *agression en Syrie* », « *soutenue par les Etats-Unis et Israël* ». Mais il n'a pas montré un entrain débordant : son mouvement, a-t-il dit, appuiera le pouvoir de Damas « *selon ses moyens*. »

« *Il y a des limites à l'offensive de HTC : son contingent, de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, n'est pas illimité*, note l'observateur. *Mais si ses forces progressent vers Homs, le réveil du front sud, à Deraa, où se trouvent probablement d'autres cellules dormantes, n'est pas à exclure : Damas serait alors pris en étau.* »



Azhi Rasul  
Dec 06, 2024

## SDF in contact with HTS, no clashes occurred: SDF commander

**E**RBIL, Kurdistan Region - As the situation on the ground in Syria rapidly changes, Mazloum Abdi, general commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), said on Friday that they have been in contact with the rebel force Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) about the Kurdish population in Aleppo and that no clashes have occurred between their two sides.

"We have contact with Tahrir al-Sham through many channels, typically regarding the protection of our people in Aleppo. Apparently, we have never clashed with them," Abdi told journalists during a press conference in Qamishli.

The SDF commander did not hide worries that the HTS-led rebels could attack Kurdish-held territories in the north-east.

"There is a new situation on the ground. We know that Hayat Tahrir al-Sham has taken away many areas from the Syrian regime what concerns us is that our region in northeast Syria should not be targeted. If we are attacked we will defend ourselves," he said.

Syria's civil conflict was dramatically reignited last week when a coalition of Syrian rebels led by the Islamist HTS launched a blistering offensive against the Syrian army. They quickly took control of the northern city of Aleppo, the most populated urban center in the country, and then advanced into the strategic central province of



SDF commander Mazloum Abdi speaking during a press conference on December 6, 2024. Photo: Rudaw

Hama, capturing the city on Thursday when the Syrian army announced its withdrawal.

HTS is the former Syrian branch of al-Qaeda and the prominent force among dozens of rebel factions. The group has long controlled a rebel enclave in the north-western province of Idlib. It has been internationally recognized as a terrorist organization.

HTS leader Abu Mohammed al-Jolani has sought to reassure Syrians, especially minorities, who are concerned about what could lie ahead under possible HTS rule.

"No one has the right to erase another group. These sects have coexisted in this region for hundreds of years and no one has the right to eliminate

them. There must be a legal framework that protects and ensures the rights of all, not a system that serves only one sect as Assad's regime has done," he told CNN in an exclusive interview that was released on Friday.

Questioned about his terror roots, Jolani said that he is focused on building strong institutions and that demands flexibility.

"We're talking about building Syria. Hayat Tahrir al-Sham is merely one detail of this dialogue and it may dissolve at any time. It's not an end in itself, but a means to perform a task, confronting this regime," he said.

Following the capture of Aleppo, the Syrian National Army (SNA), a Turkey-backed faction, launched an offensive towards the Kur-

dish-held area of Shahba, causing the displacement of thousands. The two sides reached an unannounced deal to allow the safe movement of people to other Kurdish-held areas, mainly Tabqa in Raqqa province.

Most of these people hail from the Kurdish city of Afrin, which was invaded by the SNA and Ankara in 2018.

An estimated 32 Yazidi families have also been displaced from Shahba and Aleppo and reached Hasaka province in the Kurdish-held northeast and an unknown number have returned to Afrin, Sarhan Isa, spokesperson for the Syrian Yazidi Council, told Rudaw.

Abdi said that they tried to open a safe corridor for fleeing civilians.

“What matters to us in these situations is the lives of our people in Aleppo and Shahba. There are local forces consisting of the sons of these areas that were protecting the people. Following the developments, they needed help and we, as the Syrian Democratic Forces, tried to open a safe corridor for them,” Abdi said.

The corridor was closed because of attacks and the withdrawal of the regime forces. However, “following diplomatic relations and contacting the global coalition, we were able to evacuate large numbers of our people from those areas, and the attempt continues regarding that matter,” he said.

Abdi noted that they want to

preserve the Kurdish identity of neighborhoods in Aleppo such as Sheikh Maqsood and Ashrafieyh.

“There are more than 250,000 of our Kurdish people living in Aleppo and our forces are protecting them. We are working to preserve the Kurdish identity in Aleppo and we are contacting the relevant authorities to resolve this issue in diplomatic and political ways,” he said.

Abdi said Russia and the global coalition are working to defuse tensions following threats from Turkey, stressing that the SDF wants to resolve its problems with Ankara, which considers the Syrian Kurdish forces terrorists.

Abdi said they are ready to

work for a peaceful resolution to Syria’s war.

“We believe that the previous attempts to resolve Syria’s problems have failed because the representatives of the north and northeast Syria administration have been excluded, and we believe that our people must have representatives for the solution in Syria and we are ready for cooperation,” he said.

The surge in violence in the northwest opened a door for Islamic State (ISIS) militants in the central and eastern deserts.

“There are increased activities of ISIS mercenaries in the Badia region, and the south, and east of Deir ez-Zor, and Raqqa. There are movements and they have controlled some areas re-

cently,” Abdi said, adding that they are working with the global coalition to recapture the areas.

Rebels continue to advance as regime forces continue to withdraw from strategic cities. Local media reported on Friday that regime forces have begun withdrawing from Deir ez-Zor province.

Damascus officials are using diplomatic channels in an attempt to control the situation. Foreign Minister Bassam al-Sabbagh visited Baghdad on Friday and met with his Iraqi and Iranian counterparts.

The foreign ministers of Iran, Turkey, and Russia are scheduled to meet in Doha on Saturday.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
Dec 06, 2024

## Iran Releases Narges Mohammadi, Nobel Laureate, From Prison for 21 Days

The activist, whose health has deteriorated, had bone surgery last month. She was just 19 when Iran’s morality police detained her

Prosecutors in Iran have agreed to allow [Narges Mohammadi](#), the jailed activist and Nobel laureate, to leave prison for 21 days to recover from surgery, [her foundation said on Wednesday](#).

For weeks, Ms. Mohammadi’s lawyers have petitioned for her to be given the necessary recovery time and medical attention after an operation on her leg to remove a lesion that was suspected of being cancerous. The Narges Foundation is urging, based on doctors’ recommendations, that she be [given at least three months outside prison](#), where they say overcrowding and unsanitary conditions are

endangering her recovery.

“A 21-day suspension of Narges Mohammadi’s sentence is inadequate,” the foundation said in a statement. “After over a decade of imprisonment, Narges requires specialized medical care in a safe, sanitary environment — a basic human right.”

Ms. Mohammadi, 52, is serving a sentence in a Tehran prison after being convicted of “spreading anti-state propaganda” for her criticism of Iran’s government and its laws curtailing women’s rights. She was [awarded the Nobel Peace Prize in 2023](#).

Her health has suffered during her incarceration, including multiple heart attacks in 2022, the foundation said. Ms. Mohammadi’s husband, Taghi Rahmani, who lives in France with the couple’s two children, said in October that the Iranian government had withheld medical treatment for her for months.

“She has a problem with her digestive system, and lumps were found in her breasts,” he [told The New York Times](#) in a telephone interview. “But she was taken to the hospital five months later than the time of her initial request.”

She had also been denied

any visitors and phone calls, Mr. Rahmani added.

Mr. Rahmani, reached by phone on Wednesday, said that he and their twin children were elated by the news of Ms. Mohammadi’s release, but their demand was that she be freed for good. He said their children had spoken to their mother for the first time in nearly three years, and that it was a very emotional conversation.

“I spoke to her briefly; she is in great spirits but she needs to stay out of prison to receive adequate medical care,” Mr. Rahmani said. “We are happy, but 21 days is not

enough; she must be released permanently.”

A video showed Ms. Mohammadi arriving home on Wednesday in an ambulance on a stretcher, with her leg in a cast and, in defiance of the hijab law, wearing a sleeveless floral dress with her hair uncovered. She shouts: “Hello, freedom! Freedom is our right. Long live freedom,” and the motto of the women’s uprising, “Women, life, freedom!”

When Ms. Mohammadi returns to prison, her sentence will be extended 21 days to account for her absence, according to her foundation. It and her family had lobbied for a “medical furlough,” which would have counted toward her prison term.

An activist for three decades, Ms. Mohammadi was just 19 when Iran’s morality police detained her for wearing an orange coat, she [wrote in her acceptance speech](#) for the Peace Prize. Her children accepted the prize on her behalf while Ms Mohammadi was held in Tehran’s Evin prison.

She has been [arrested 13 times and convicted five times](#), with additional cases opened against her while she was in prison. Even from prison, Ms. Mohammadi was a key figure in the mobilization of the [2022 antigovernment protests that swept through Iranian cities](#). She [encouraged civil disobedience](#) during the movement, which became one of the country’s largest-ever uprisings, led by women and girls demanding an end to the Islamic Republic’s clerical rule.

Ms. Mohammadi has also led weekly workshops for the women in prison with her.

As her health deteriorated last month, two of her fellow prisoners — Motahareh Goo-



A photograph provided by a family friend showing Narges Mohammadi in Tehran on Wednesday, shortly after being released from prison. She is holding a photo of Mahsa Amini, whose death in police custody sparked the 2022 anti-government protests that swept through Iran. Reyhaneh Taravati

nei, a student activist; and Vida Rabbani, a journalist — went on hunger strike to protest what they said was a denial of care for Ms. Mohammadi. Ms. Rabbani [wrote a letter](#) from prison to alert authorities had neglected her surgical wounds, [according to news media reports](#).

Six days ago, on her twin

children’s 18th birthday, Ms. Mohammadi issued a statement from prison addressed to them.

“My dear Ali and Kiana, we stand with the people and we are from the people,” she wrote. “Oppression, this shameful phenomena, is detrimental for life and humans, and we live under the hardest

oppression of all, a religious authoritarianism.”

The Nobel Committee urged the Iranian authorities to “permanently end” Ms. Mohammadi’s imprisonment and ensure that she receives the proper medical treatment.

The New York Times

David E. Sanger  
Dec. 6, 2024

## Iran Makes ‘Dramatic’ Leap to Produce Near-Bomb-Grade Fuel, but to What End?

The United Nations chief inspector says production has quadrupled. But it is not clear whether Iran is trying to touch off a crisis or gather bargaining chips for negotiations with the United States.

**D**avid E. Sanger has covered the Iranian nuclear program for more than 20 years, including the negotiations leading up to the 2015 nuclear accord with Iran.

The United Nations’ chief nuclear inspector said on Friday that Iran was quadrupling its production of near-bomb-grade material, a move likely to intensify the challenge it will pose to the incoming Trump administration — but one that might also open the way to a new negotiation with the West.

“It is a dramatic acceleration,” Rafael M. Grossi, the director general of the International Atomic Energy Agency, said as the organization sent out a confidential assessment to its member states.

In a text message, he said that his inspectors had seen a quadrupling of production of uranium enriched to 60 percent purity, just shy of the levels needed to produce a weapon.

“These actions by Iran are worrying,” added Mr. Grossi, who visited Tehran last month and left the country in hopes that he had won its agreement to freeze new production of the fuel that has put Iran at the threshold of being able to produce a bomb.

But after the board of the I.A.E.A. passed a resolution that condemned Iran for blocking inspectors from key sites and dismantling some



Rafael Grossi, the director general of the International Atomic Energy Agency, with Abbas Araghchi, Iran’s foreign minister, in Tehran last month. Abedin Taherkenareh/EPA, via Shutterstock

inspection gear, the Iranians responded by saying they would enrich uranium faster than ever before. And that appears to be exactly what they did at a plant called Fordow, built deep into a mountain so that Israel could not bomb it.

“Our inspectors are on the sites confirming that the process has indeed started,” Mr. Grossi said in a text exchange. “It is a very steep increase” that he said was still accelerating. “Now more than ever engagement and diplomacy are necessary.”

The timing of the move is striking. Iran is, by some measures, weaker than it has been in years. Its chief proxies, Hamas and Hezbollah, have been crushed by Is-

raeli onslaughts on their tunnel systems, their missiles and their leadership. It has also moved to evacuate military commanders and other personnel from Syria, after rebels in the long-running civil war there made rapid gains, posing a significant threat to the rule of President Bashar al-Assad, whom Iran has staunchly supported.

Iran’s missile attacks on Israel have also largely been failures, and the air defenses around its military and nuclear sites have been badly damaged. Israel’s prime minister, Benjamin Netanyahu, said in mid-November that its most recent strike on Iran damaged what he called a “specific component” of Iran’s nuclear program, though both Israeli

and American intelligence officials have been largely silent on what that facility was — or how significant it was to the program.

All of this has led analysts inside and outside the U.S. government to wonder which of two paths Iran may take in the next few months: toward nuclear breakout or nuclear negotiations.

The argument for breakout is an obvious one: If Iran is feeling vulnerable to an Israeli attack, or a joint operation by Israel and the United States, it may feel that its best protection lies in a true nuclear deterrent. That would require reversing a longtime command from Iran’s supreme leader banning Iran from

building a weapon — a commitment that many Western intelligence agencies doubt is a real impediment.

Still, the formal assessment of U.S. intelligence agencies is that Iran has not built a nuclear weapon — though it is taking the preparatory steps.

The alternative theory is that Iran is setting itself up for a new negotiation with President-elect Donald J. Trump, who pulled out of the 2015 nuclear deal six years ago. At

the time, he said that Iran would “come begging” for a new deal, one Mr. Trump suggested would be far more airtight, and longer lasting, than the one negotiated by the Obama administration.

Mr. Trump still seems open to that, though [an alleged plot by Iran](#) to kill him may have complicated the way forward.

It is unclear whether those talks would go anywhere; an exploratory meeting held by European allies recently

showed no movement. But that may change after Jan. 20, when Mr. Trump takes office.

Mr. Grossi, whose comments about Iran were first reported by Reuters, has been working to set the stage for those negotiations, visiting Iran and trying to convince leaders there to fully comply with inspection obligations and freeze their production of 60 percent enriched uranium, just short of the 90 percent enrichment used to make a

bomb. That effort clearly failed.

On Friday, he said that monthly production of the near-bomb-grade uranium had moved from nine kilograms a month, just short of 20 pounds, to 40 kilograms, or about 88 pounds. Iran already has enough of a stockpile to make the fuel for four weapons in a matter of weeks or days. It would take another year or 18 months to produce a weapon.

**Le Monde**

Emmanuel Grynszpan  
07 décembre 2024

## Syrie : Moscou dans l'incapacité de prêter main-forte au régime d'Al-Assad

Focalisée sur le théâtre ukrainien, l'aviation russe n'est plus en mesure de renverser la situation, comme elle l'avait fait en 2015. Le risque pour Moscou de perdre ses deux bases stratégiques en Syrie s'accroît de jour en jour.

Vladimir Poutine semble peu décidé à sauver le régime de son homologue Bachar Al-Assad, et l'armée de ce dernier ne paraît pas en mesure de stopper l'offensive des rebelles islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant). Une semaine après s'être emparés d'Alep, la deuxième ville du pays, ceux-ci ont déjà conquis Hama, puis se rapprochent de Homs et ne font plus mystère de vouloir prendre le pouvoir à Damas.

Longtemps dominante dans le ciel syrien, du fait que l'opposition armée au régime Al-Assad était privée de systèmes antiaériens, l'aviation russe apparaît aujourd'hui impuissante à freiner l'avancée rapide de HTC sur la route M5 vers Homs, troisième ville du pays. Le blogueur militaire russe Colonel Cassad [note](#) avec dépit sur sa chaîne Te-

legram que « *les frappes sur le pont de Rastan* [le 6 décembre au matin] *n'ont pas abouti au résultat souhaité : il a seulement été endommagé* », comme le confirme une [vidéo](#) postée sur X.

Une chute de Homs permettrait aux rebelles de couper la route M1 reliant la capitale Damas à la région côtière, où se trouvent les bases de Tartous et de Hmeimim. La M1 se trouve déjà à portée des canons rebelles, tandis que les deux principales bases russes sont respectivement à 70 kilomètres et à 35 kilomètres des forces de HTC. Le 4 décembre, les six bâtiments de la flotte russe basée à Tartous (trois frégates, deux navires auxiliaires et un sous-marin) ont opportunément pris le large pour des « *exercices planifiés* », si l'on en croit le ministère de la défense russe.

Ce retournement brutal de situation rappelle que c'est l'intervention militaire surprise de la Russie dans le théâtre syrien, en 2015, qui avait permis au régime Al-Assad, alors en très mauvaise posture, de renverser la situation. L'intervention avait replacé la Russie au centre du jeu moyen-oriental à la faveur du désengagement des puissances occidentales. Moscou avait repris pied dans la région avec deux bases importantes, l'une navale à Tartous, ouvrant sur la Méditerranée, et l'autre aérienne à Hmeimim, proche du bastion alaouite de Lattaquié. Dix autres bases russes plus modestes étaient installées aux quatre coins du pays, dont Palmyre et Deir ez-Zor.

### L'importance stratégique des bases russes

Ces derniers jours, les bombardiers russes ont bien pro-

cedé à des dizaines de frappes sur des centres urbains conquis par HTC. Les observateurs parlent de frappes « indiscriminées », notant que l'aviation russe ne dispose pas de renseignement au sol efficace pour frapper avec précision les concentrations de combattants HTC très mobiles. D'autre part, ceux-ci auraient mis la main, ces derniers jours, sur des stocks de missiles portatifs antiaériens qui forcent les bombardiers russes à opérer à haute altitude, au détriment de la précision et du renseignement. Les missiles portatifs gênent encore davantage les hélicoptères de combat russes, qu'on voit dans des [vidéos](#) postées sur les réseaux sociaux tirer des salves de roquettes non guidées sur les rebelles. Une tactique généralement considérée comme peu efficace dans le combat de manœuvre, quand l'adver-

saire est très mobile.

« Les frappes aériennes russes n'ont pas d'effet si la défense [de l'armée loyale au régime Al-Assad] n'est pas organisée de manière efficace et capable de mener des contre-attaques coordonnées », analyse Anton Mardasov, chercheur associé au Middle East Institute, un cercle de réflexion basé à Washington. Pour lui, cette baisse de capacité s'explique aussi par la concentration des forces russes sur le théâtre ukrainien depuis 2022. M. Mardasov n'exclut toute-

fois pas que « Moscou tente d'influer discrètement sur le cours du conflit en renforçant son dispositif aérien et en déployant [les mercenaires] de l'Africa Corps » pour remplacer ceux du Groupe Wagner, partis sur le front ukrainien puis dissous en 2023.

Tandis que les officiels russes s'abstiennent de commenter les déboires militaires, les commentateurs pro-Kremlin expriment leur inquiétude. « Si Homs tombe, nous devrons faire quelque chose pour nos bases. Elles sont d'une importance stratégique,

non seulement pour la présence russe au Moyen-Orient, mais aussi pour la logistique africaine [vers les pays alliés du Sahel] », estime Sergueï Mardan, un influent présentateur de la télévision d'Etat russe. Alarmiste, le blogueur militaire Ilya Tumanov affirme qu'il est « presque impossible d'évacuer la base [de Hmeimim]. Au mieux, nous pourrions évacuer la majeure partie du personnel, la documentation et les avions en état de marche », écrit-il sur sa chaîne Telegram. Cet ancien pilote de bombardier Su-

34 souligne aussi que Hmeimim est désormais très vulnérable aux frappes de drones, que les rebelles manient depuis peu avec dextérité.

Côté russe, tous déplorent la déliquescence apparente des Forces armées syriennes loyales à Al-Assad. Jusqu'au chef d'Etat Vladimir Poutine, qui serait « dépité » et n'aurait « pas de plan pour sauver Al-Assad tant que l'armée du président syrien continue d'abandonner ses positions », selon une source proche du Kremlin citée par Bloomberg.



Dec 07, 2024

## US strikes over 70 ISIS camps in Syria

**E**RBIL, Kurdistan Region - The United States army announced on Sunday that it carried out airstrikes against 75 Islamic State (ISIS) camps in Syria, to prevent the group from taking “advantage” of the recent developments in the country.

“The strikes against the ISIS leaders, operatives, and camps were conducted as part of the ongoing mission to disrupt, degrade, and defeat ISIS,” read a statement from the army’s Central Command (CENTCOM), which oversees US troops in the Middle East.

“CENTCOM, together with allies and partners in the region, will continue to carry out operations to degrade ISIS operational capabilities even during this dynamic period in Syria,” the statement added.

Syria’s civil war dramatically reignited late last month when a coalition of rebels led by the jihadist Hay’at Tahrir al-Sham (HTS) launched a blistering offensive against the Syrian army, seizing the northern city of Aleppo, Hama, Homs, and culminating their victory by capturing the capital Damas-

cus as rebels said Bashar al-Assad fled the country, ending over five decades of Baathist rule.

ISIS cells have taken advantage of the chaos in Syria since the start of the escalations and carried out hit-and-run attacks on the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) in the Syrian desert, gaining territories.

In August, Pentagon spokesman Major General Pat Ryder said that the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) are their “essential” partners in the fight against ISIS.

On Thursday, The SDF warned that it has taken “extensive” measures to respond to potential attacks by the Islamic State (ISIS) in Syria’s eastern provinces

The CENTCOM statement cited its commander, General Michael Erik Kurilla, as saying, “All organizations in Syria should know that we will hold them accountable if they partner with or support ISIS in any way.»

## Election de Donald Trump : en Iran, la peur d'un retour à la « pression maximale »

La sortie des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire, sous le premier mandat de Donald Trump, en 2018, a laissé un mauvais souvenir à Téhéran.

Vingt-quatre heures après l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, les réactions en Iran restent prudentes. Les rares dirigeants iraniens qui se sont exprimés ont cherché à minimiser les répercussions potentielles du retour de ce fervent partisan de la politique de « *pression maximale* » sur Téhéran. Cependant, cette retenue masque mal le malaise du régime iranien.

« *L'élection présidentielle aux Etats-Unis n'a aucune incidence [sur nous], car toutes nos prévisions ont été faites à l'avance. Les politiques générales aux Etats-Unis et en Iran restent constantes et ne changent pas de manière significative en fonction des individus* », a affirmé la porte-parole du gouvernement iranien, Fatemeh Mohajerani, peu après que Donald Trump a revendiqué sa victoire, mercredi 6 novembre. Elle a ensuite cherché à rassurer en minimisant l'impact de l'élection de Donald Trump sur l'économie iranienne. « *Les moyens de subsistance des Iraniens ne seront pas affectés par l'élection américaine* », a-t-elle assuré.

Ces déclarations sont d'autant plus étonnantes que les Etats-Unis, sous le premier mandat de Donald Trump (2017-2021), étaient sortis de l'accord sur le nucléaire iranien, réimposant ainsi des sanctions sévères contre la République islamique. Cette décision avait fait chuter les investissements étrangers en Iran et considérablement réduit les exportations de pétrole iranien, principale ressource financière de Téhéran. A l'époque, les Iraniens ont connu une détérioration de leur situation économique, en particulier un taux d'inflation supérieur à 40 %. Sous la présidence de Joe Biden, les restric-

tions sur les exportations de pétrole iranien ont été assouplies, en partie dans l'espoir de relancer l'accord sur le nucléaire. Mais ces négociations n'ont pas abouti.

« **Les relations sont houleuses** »

En Iran, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche réveille également un mauvais souvenir : l'assassinat, en 2020, de Ghassem Soleimani, le chef de la Force Al-Qods, une branche des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), responsable des opérations extraterritoriales de Téhéran, notamment au sein de l'« axe de la résistance ».

Ces derniers mois, les relations entre l'Iran et Donald Trump se sont encore davantage tendues, après que le candidat républicain a évoqué de « *grandes menaces* » contre sa propre vie, provenant, selon lui, de l'Iran. « *Si j'étais président, j'informerais le pays préférant des menaces, en l'occurrence l'Iran, que si vous faites quoi que ce soit pour nuire à cette personne, nous ferons détruire vos plus grandes villes et le pays lui-même* », a-t-il déclaré, en septembre, lors d'un meeting en Caroline du Nord.

Si l'élection, en juillet, du nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian, soutenu par certains réformateurs, avait suscité quelque espoir quant à la possibilité de reprendre les négociations entre l'Occident et l'Iran, elle ne devrait pas avoir d'impact sur l'attitude du nouveau président américain. « *Entre Donald Trump et l'Iran, les relations sont houleuses*, explique Ali Vaez, spécialiste de l'Iran au centre de réflexion International Crisis Group. *Même si M. Trump décidait un jour de négocier avec Téhéran, personne, dans son entourage,*

*ne partage cet objectif. Cela rend la tâche plus difficile pour les Iraniens s'ils cherchent à obtenir une détente.* »

« **Ils ne peuvent pas avoir une arme nucléaire** »

Au vu de la forte montée des tensions avec Israël, l'Iran pourrait riposter à tout moment aux frappes israéliennes du 25 octobre sur son territoire, qui ont tué quatre soldats. Dans ce contexte, la nouvelle donne instaurée par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump est de très mauvais augure pour Téhéran. « *Trump ne cherche pas directement la guerre avec l'Iran, mais il laissera [le premier ministre israélien] Benjamin Netanyahu intensifier les opérations contre l'Iran, et celles-ci risquent donc d'être moins limitées et plus agressives* », explique Hamidreza Azizi, chercheur à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (Stiftung Wissenschaft und Politik), à Berlin. Quelques jours après l'attaque lancée par la République islamique contre Israël, le 1<sup>er</sup> octobre, impliquant une centaine de missiles balistiques, Donald Trump a conseillé à Israël de « *frapper d'abord le nucléaire et de s'inquiéter du reste plus tard* ».

En Iran, l'imprévisibilité de Donald Trump sème la confusion. Le 17 octobre, dans une interview avec le podcaster irano-américain Patrick Bet-David, le futur président a écarté l'idée de chercher un changement de régime en Iran, sans pour autant apaiser les inquiétudes des dirigeants du pays. « *Nous ne pouvons pas nous impliquer complètement là-dedans. Nous avons déjà du mal à nous gérer nous-mêmes. Soyons réalistes*, avait déclaré le candidat républicain. *J'aimerais*

*voir l'Iran réussir. La seule chose, c'est qu'ils ne peuvent pas avoir une arme nucléaire.* »

A Washington, les noms évoqués pour occuper des responsabilités autour de Donald Trump annoncent des jours difficiles pour Téhéran. Parmi eux figure celui de l'ancien secrétaire d'Etat Mike Pompeo, fervent partisan d'un changement de régime en Iran, dont le nom circule pour devenir secrétaire de la défense. « *Il existe une compréhension commune entre l'équipe de Trump et Israël : l'Iran est dans une situation particulièrement fragile. Dans certains cercles en Israël et aux Etats-Unis, on envisage l'idée d'armer les minorités en Iran et de pousser le pays vers une guerre civile, comme en Syrie, au Yémen et en Libye, afin de transformer l'Iran en un Etat défaillant*, soutient M. Vaez. *Même si cela ne se produit pas, le chaos serait tel que l'Iran serait contraint de se concentrer sur ses problèmes internes, plutôt que sur ses activités extérieures.* »

Depuis l'annonce de l'élection de Donald Trump, il est hors de question, pour l'Iran, de laisser transparaître la moindre faiblesse. Le 6 novembre, sans réagir directement au retour au pouvoir du républicain, le chef adjoint des gardiens de la révolution, Ali Fadavi, s'est montré menaçant. « *Les sionistes [les Israéliens, selon la terminologie officielle en Iran] n'ont pas le pouvoir de nous affronter et doivent attendre notre réponse. Nos dépôts sont suffisamment armés pour cela* », a-t-il déclaré, en référence aux ripostes iraniennes attendues à la suite des frappes israéliennes du 25 octobre. Selon lui, l'Iran n'a pas non plus exclu une frappe préventive américano-israélienne pour empêcher toute riposte iranienne contre Israël.

## Syrie : face à Bachar Al-Assad, treize ans de valse-hésitation des grandes puissances

**R**écitLe refus, en août 2013, du président américain d'alors, Barack Obama, d'intervenir contre le dictateur syrien a laissé la voie libre à la Russie et à l'Iran.

Le 15 mars 2011, quelques dizaines de manifestants traversent en trombe le souk Hamidiyeh à Damas en scandant des slogans hostiles au régime en place. Dans ces allées sur lesquelles ont longtemps flotté les portraits de la trinité assadienne – Hafez, le père, mort en 2000, Bassel, le fils promis à sa succession, décédé en 1994 dans un accident de voiture sur la route de l'aéroport de la capitale syrienne, et Bachar, son frère devenu président –, une révolution vient de débiter. Elle est parvenue à son terme treize ans plus tard lorsque ce dernier a emprunté pour la dernière fois cette même route, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 décembre, pour fuir l'avancée fulgurante de rebelles qui avait démarré moins de dix jours plus tôt dans le nord du pays.

En 2011, cette révolution naissante prend de court les puissances qui considèrent alors que la dynastie en place en Syrie dispose de plus d'atouts pour résister à la vague des « printemps arabes » que les potentats que cette dernière a déjà emportés : le Tunisien Zine El-Abidine Ben Ali, en janvier, et l'Égyptien Hosni Moubarak, le mois suivant.



LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Après tout, Bachar Al-Assad n'est président « que » depuis une décennie. A seulement 45 ans, il est jugé encore capable de prendre la mesure de la colère qui s'exprime à travers toute une région. Contre les « sécurocraties » qui y ont pris leurs aises, selon la formule de la politologue syrienne Bassma Kodmani (décédée en mars 2023). Contre la captation à leur unique profit des ressources nationales qu'incarne, à Damas, l'opulence dérangeante **du cousin du président, Rami Makhlof**.

Un mois plus tôt, en février 2011, le magazine *Vogue* a consacré la couverture de son édition anglaise à « *la rose du désert* », Asma Al-Assad, l'épouse du maître de Damas. « *Deux amoureux à Paris* », avait titré pour sa part, en décembre 2010, *Paris Match*, à l'occasion d'une visite dans la capitale française du dictateur et de

sa femme. En 2008, à l'invitation de Nicolas Sarkozy, Bachar Al-Assad avait eu l'honneur d'assister dans la tribune présidentielle au défilé du 14-Juillet, en marge d'un sommet pour la Méditerranée.

Il s'agissait d'une réhabilitation spectaculaire, trois ans seulement après la mise en cause, y compris par la France, de la complicité de Damas dans l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri, à Beyrouth, en février 2005. Cet assassinat avait été le prélude au départ piteux des troupes syriennes du pays du Cèdre, mis en coupe réglée depuis la fin de la guerre civile libanaise, en 1990.

Comme ses devancières tunisienne et égyptienne, la révolution syrienne est en quête d'une dignité bafouée depuis des décennies. Elle ne se contente pas en 2011 de rassembler des cortèges toujours plus nombreux dans les principales

villes du pays. Elle s'installe également sur les réseaux sociaux et donne à voir des foules déterminées mais pacifiques, une génération parlant la langue devenue universelle de Facebook et de YouTube. Déstabilisé, le régime syrien répond par le seul lexique qu'il maîtrise : celui de la violence. Cette violence qui constitue l'identité de « *l'Etat de barbarie* » syrien, selon la formule du sociologue et arabisant Michel Seurat, otage français capturé au Liban et mort en captivité en 1986.

### Militarisation de la révolution

Le 18 août 2011, le président des Etats-Unis, Barack Obama, en tire les conséquences. « *L'avenir de la Syrie doit être déterminé par son peuple, mais le président Bachar Al-Assad lui barre la route*, assure-t-il dans un communiqué. *Ses appels au dialogue et à la réforme sonnent creux alors*

qu'il emprisonne, torture et massacre son propre peuple. Nous avons toujours dit que le président Assad devait mener une transition démocratique ou se retirer. Il ne l'a pas fait. Dans l'intérêt du peuple syrien, le temps est venu pour lui de se retirer. » Le lendemain, l'Union européenne (UE) lui emboîte le pas, comme les responsables de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni.

Trois mois plus tard, le 12 novembre, la Ligue arabe décide d'exclure provisoirement la Syrie, appelant au retrait des ambassadeurs arabes à Damas aussi longtemps que le régime syrien n'appliquera pas un plan permettant la fin des hostilités et un dialogue réel avec le vaste éventail des forces d'opposition. Des sanctions sont également prononcées.

Bachar Al-Assad, il est vrai, est en mauvaise posture. L'Armée syrienne libre, composée d'officiers et de soldats qui ont fait défection, tient le choc face aux troupes de son régime bientôt renforcées par des militaires d'une brutalité sans pareille, les chabbiha. La militarisation de la révolution débouche sur une guerre civile dans laquelle l'opposition fait donc mieux que résister dans les grandes villes syriennes. Après Deraa, dans le Sud, Homs et Hama, dans l'Ouest, les rebelles prennent pied en 2012 dans les quartiers orientaux d'Alep, la grande métropole du nord du pays, comme dans la Ghouta, l'ancienne oasis devenue banlieue de la capitale syrienne.

Le 20 août de la même année, Barack Obama met pour la première fois en garde un régime acculé contre le recours à des

armes chimiques. « A ce stade, je n'ai pas ordonné d'engagement militaire », déclare-t-il au cours d'une conférence de presse. « Nous avons été très clairs avec le régime Assad, mais aussi avec les autres acteurs sur le terrain : la ligne rouge pour nous, c'est de voir tout un tas d'armes chimiques circuler ou être utilisées. Cela changerait mon calcul. Cela changerait mon équation », indique le président des Etats-Unis.

Barack Obama, qui a bâti sa carrière nationale sur la dénonciation de l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, s'est fait violence deux ans plus tôt en participant activement à l'intervention internationale en Libye, en mars 2011, conduite sous mandat des Nations unies. Il s'agissait alors de stopper une colonne militaire en route vers la ville rebelle de Benghazi, premier théâtre du « printemps » libyen, où le fils du maître de Tripoli, Seif Al-Islam Kadhafi, avait promis de faire couler des « rivières de sang ».

Cette opération franco-britannique soutenue militairement par les Etats-Unis, permise par une abstention russe, s'est progressivement transformée en soutien à un changement de régime devenu effectif avec l'assassinat de Mouammar Kadhafi, le 20 octobre de la même année. Depuis, le chaos a succédé à la dictature, comme en témoigne l'assaut de djihadistes contre la représentation diplomatique des Etats-Unis à Benghazi, le 11 septembre 2012, quelques semaines après la mise en garde de Barack Obama. L'ambassadeur américain en Libye, Christopher Stevens, y est tué, deux mois seulement avant l'élection présidentielle prévue en novembre aux Etats-Unis.

### Violation de la « ligne rouge » américaine

Pour réconcilier le Proche-Orient avec les Etats-Unis, marqués durablement par leur aventurisme dévastateur en Irak, Barack Obama avait prononcé au Caire, en juin 2009, un discours majeur dans lequel il avait involontairement anticipé les slogans des « printemps arabes ». « Je crois fermement que tous les peuples aspirent à certaines choses : la possibilité de dire ce que l'on pense et d'avoir son mot à dire sur la manière dont on est gouverné ; la confiance dans l'Etat de droit et l'égalité devant la justice ; un gouvernement transparent qui ne vole pas le peuple ; la liberté de vivre comme on l'entend. Ce ne sont pas seulement des idées américaines, ce sont des droits humains, et c'est pourquoi nous les soutiendrons partout », avait-il dit.

Pris au mot en Egypte, il a lâché sous la pression son vieil allié Hosni Mubarak, au grand dam des monarchies de la péninsule Arabique. Mais deux ans plus tard, à la lumière du précédent libyen, sa main tremble en Syrie. Même après la violation de sa « ligne rouge » lorsque la soldatesque de Bachar Al-Assad bombarde au gaz sarin la Ghouta en août 2013. Barack Obama invoque alors une consultation du Congrès des Etats-Unis pour masquer sa négation de ses propres principes. A Paris, le président de la République, François Hollande, prêt à soutenir militairement des frappes américaines qui précipiteraient sans doute la fin du dictateur, se résigne à l'impuissance.

Pour les révolutionnaires syriens, le vent vient de tourner. Ils vont bientôt être dé-

bordés par un parfait repoussoir pour les pays occidentaux : les groupes djihadistes que le chaos irakien a nourris et dont certains membres détenus en Syrie ont été libérés de leurs geôles à grand renfort d'amnisties par le régime de Bachar Al-Assad dans les premiers mois du soulèvement.

Le calcul du maître de Damas est clair : c'est lui ou le chaos ; agiter la menace de djihadisme ne peut que réfréner les pays qui veulent sa chute. Alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Hillary Clinton regrette amèrement, en 2014, le recul du président américain. « L'incapacité à contribuer à la mise en place d'une force de combat crédible composée des personnes à l'origine des manifestations contre Assad a laissé un grand vide, que les djihadistes ont maintenant comblé », assure-t-elle au magazine *The Atlantic*.

François Hollande ne dit pas autre chose au *Monde*, en 2015. « Sur la Syrie, cela a été une frustration, confie-t-il. Je ne sais pas ce que cela aurait donné si on avait frappé, peut-être qu'on se verrait et que vous me diriez : "Vous avez frappé, mais il y a Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] qui est là, c'est de votre faute." Ce que je peux dire, c'est qu'on n'a pas frappé... et il y a Daech. » Sous-estimée par Barack Obama à ses débuts, cette dernière profite en effet de la guerre civile pour s'installer dans l'est du pays, en lien avec le territoire conquis en Irak où elle a établi sa capitale, à Mossoul. Son éradication devient la priorité des pays occidentaux. Le régime syrien se gardera de lui mener la vie dure, préférant se concentrer sur la répression des révolutionnaires.



JOSEPH EID / AFP

discussions internationales visant à mettre un terme à la guerre civile. Amorcées dès 2012, elles usent deux poids lourds de la diplomatie onusienne, l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et le diplomate algérien Lakhdar Brahimi, nommés successivement émissaires spéciaux pour la Syrie. Le diplomate italo-suédois Staffan de Mistura, choisi en 2014, renonce quatre ans plus tard sur un constat d'échec total de la résolution 2254 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies en décembre 2015.

Cette feuille de route très précise prévoyait à la fois l'instauration d'un cessez-le-feu, l'acheminement des aides humanitaires pour les zones assiégées par le régime et des pourparlers entre ce dernier et l'opposition pour l'instauration d'une « *gouvernance crédible, inclusive et non sectaire* ». Elle évoquait également l'élaboration d'une nouvelle Constitution, puis l'organisation d'élections « *avec le niveau le plus élevé de transparence sous la supervision des Nations unies* ». Elle bute invariablement sur le sort qui doit être réservé à Bachar Al-Assad.

Le régime syrien s'est montré d'autant plus intransigeant que son parrain russe a lancé un processus concurrent au lendemain de la reconquête de la partie orientale d'Alep. Le Kremlin annonce un cessez-le-feu pour le 30 décembre, sous son parrainage et celui de l'Iran côté régime, et de la Turquie pour la rébellion, puis l'organisation, en janvier 2017, à Astana, au Kazakhstan, de négociations

entre Damas et des groupes armés sous la houlette de Moscou, Téhéran et Ankara. Aucun pays arabe n'y a été invité et aucun carton n'a été transmis aux pays occidentaux.

Les Emirats arabes unis, où le prince héritier Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane a pris de fait le pouvoir depuis l'accident vasculaire cérébral qui a frappé son demi-frère Khalifa, le président en titre de la fédération, en 2014, tirent les premiers les leçons de ce nouveau rapport de force en rouvrant spectaculairement leur ambassade à Damas en 2018. Le prince héritier ne fléchit pas lorsque le Congrès des Etats-Unis adopte, en 2019, le Caesar Syria Civilian Protection Act, un arsenal de mesures baptisé du pseudonyme d'un ancien photographe légiste de la police militaire qui a fui la Syrie en emportant avec lui des documents attestant de la violence inouïe de la répression. Cette loi menace de sanctions toute entité passant des contrats avec l'Etat syrien et vise officieusement à empêcher toute normalisation arabe avec Damas.

En vain. Abou Dhabi, où il se rend en 2022, est la première étape du chemin qui va ramener Bachar Al-Assad dans le concert arabe. Un an plus tard, c'est chose faite avec l'invitation à rejoindre en mai la réunion annuelle de la Ligue arabe adressée par son hôte, le prince héritier saoudien maître de fait de Riyad, Mohammed Ben Salman. Les centaines de milliers de morts, la barbarie de la répression, les millions de réfugiés et les accusations de crimes de guerre sont remisés.

## Tentation de normalisation

Le pouvoir de nuisance du maître de Damas a fini par payer. En réintégrant la Syrie après un ban de douze ans, les dirigeants arabes espèrent que le régime devenu narco-Etat va réduire le trafic d'une drogue de synthèse, le captagon, dont il inonde la région. Ils misent également sur une pacification qui permettrait le retour des réfugiés dispersés sur le pourtour de la Syrie.

La tentation de la normalisation gagne également l'Europe. En juillet 2024, à l'initiative de l'Autriche et de l'Italie, huit Etats membres de l'Union européenne (Chypre, Croatie, Grèce, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie) plaident auprès de Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'UE, en faveur d'une révision de la politique européenne vis-à-vis de Damas. « *Bachar Al-Assad reste fermement en selle. Avec le soutien de la Russie et de l'Iran, le régime syrien a réussi à consolider son pouvoir, en reprenant le contrôle de 70 % du pays. Nos partenaires arabes dans la région ont reconnu cette réalité désagréable* », assurent leurs dirigeants dans un courrier officiel.

Ces pays demandent la mise en place d'« *une politique syrienne plus réaliste, plus proactive et plus efficace afin d'accroître l'influence politique [de l'UE], de renforcer l'efficacité de [son] aide humanitaire et de créer les conditions d'un retour sûr, volontaire et digne* » de ceux qui ont fui les horreurs de la guerre civile. Il s'agit bien de pouvoir

renvoyer les demandeurs d'asile et réfugiés syriens qui se trouvent dans l'espace Schengen.

Ces visionnaires n'ont pas vu que le soutien qui avait permis à Bachar Al-Assad de se maintenir au pouvoir, quel qu'en soit le prix pour ses sujets, s'est délité. Au désinvestissement progressif de la Russie, concentrée sur sa guerre d'agression contre l'Ukraine à partir de février 2022, va s'ajouter en outre, au cours des derniers mois, l'affaiblissement de l'Iran et du Hezbollah libanais sous les coups de boutoir de l'armée israélienne. La lente implosion de la Syrie mise à nu par une série de reportages publiés dans *Le Monde* en septembre s'est parallèlement poursuivie.

Lire aussi notre série | Article réservé à nos abonnés [Syrie : voyage dans un pays exsangue](#)

Le canal de discussions politiques ouvert par la Russie n'a pas été plus fructueux que l'initiative onusienne. Bachar Al-Assad, incapable de modifier quoi que ce soit de l'équilibre de la terreur qui constitue son unique ligne de conduite, n'a pas su gagner la paix.

Le maître de Damas et son clan ont été balayés en dix jours. Sa fuite dans la honte signe la fin d'une dynastie de plus d'un demi-siècle. Elle rouvre pour la Syrie l'incertitude à laquelle tant de pays qui s'y étaient intéressés au cours d'une longue décennie de souffrances avaient espéré échapper.

## La chute du bourreau de la Syrie, enfin

A la tête d'un pays exsangue après des décennies d'incurie et une effroyable guerre civile, le président Bachar Al-Assad a été chassé en quelques jours du pouvoir par une fulgurante offensive des islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham. Une tâche herculéenne attend désormais les Syriens, libérés par eux-mêmes.

**P**ersonne ne peut massacrer son peuple sans en payer un jour le prix. Ce principe auquel trop de dictateurs parviennent pourtant à échapper s'est abattu, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 décembre, sur le régime de Bachar Al-Assad.

Fossoyeur de sa dynastie, ce dernier a fui dans la honte et le déshonneur, emporté par une offensive fulgurante de nationalistes islamistes. Elle a mis à nu le délabrement d'un système qui aura eu pour constante pendant plus d'un demi-siècle l'impéritie, la torture et l'écrasement de la moindre voix dissidente.

On ne peut que saluer l'effondrement spectaculaire de ce régime sanguinaire. Et déplorer une dernière fois qu'il se soit toujours trouvé des avocats à l'extérieur de ses frontières au nom d'intérêts qui n'avaient rien à voir avec ceux des Syriens, y compris en France où certains très à gauche et très à droite sont restés volontairement aveugles face à la réalité effroyable de cet « *Etat de barbarie* », selon la formule du sociologue

et arabisant Michel Seurat, otage français capturé au Liban et mort en captivité en 1986.

Cette débâcle rappelle un autre principe. N'en déplaise aux contempteurs de démocraties assurément imparfaites, une dictature n'est jamais durable. En énervant un corps social privé de tout ce qui assure sa résilience, un pouvoir adossé à la peur et à la captation des ressources nationales par un clan travaille inéluctablement à sa perte.

Voilà où en est la Syrie, et le reflux de l'assadisme laisse derrière lui un pays exsangue, appauvri par quatre décennies d'incurie puis miné par quinze années de guerre civile et dépourillé en outre de sa souveraineté par des parrains ou par des adversaires envahissants. La Syrie n'est plus qu'un amas de ruines, vidée de ses forces vives. Tout est à reconstruire, à commencer par un ordre politique et social qui tienne compte de ce qui reste de sa mosaïque confessionnelle et ethnique.

Les responsabilités devront être établies et les

comptes devront être rendus, parce qu'aucune société ne peut se relever d'une telle épreuve par l'amnésie et l'oubli. Tout devra être mis en œuvre pour que Bachar Al-Assad soit dans l'impossibilité de se soustraire à la justice, où qu'il trouve durablement refuge.

### Un peuple longtemps tenu à distance

Le passé djihadiste et la nature islamiste de la faction armée déterminante dans la mise à terre du régime syrien, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant), ancienne branche d'Al-Qaida en Syrie, sont évidemment de nature à nourrir les inquiétudes.

En Syrie, tout d'abord, tout à la joie aujourd'hui de voir s'ouvrir les culs-de-basse-fosse au fond desquels croussaient les opposants. En dehors de ce pays, ensuite, le terrorisme islamiste ayant régulièrement semé la mort et la terreur.

Même si le récit de cette chute n'a pas encore été écrite, les insurgés qui ont renversé Bachar Al-Assad ne sont pas arrivés à Da-

mas sur les épaules de mentors intéressés. Leur responsabilité est immense, surtout envers un peuple longtemps tenu à distance des décisions qui le concernaient, mais ils peuvent se prévaloir d'une légitimité que personne, à ce stade, n'est en mesure de leur contester.

Il faut donc espérer que les Syriens libérés par eux-mêmes se montrent à la hauteur de la tâche herculéenne qui les attend. Leurs voisins immédiats, même s'ils n'ont pas brillé ces dernières années par leur clairvoyance à leur égard, auront également un rôle à jouer. Les pays occidentaux, qui auraient pu abréger les souffrances syriennes mais dont les sanctions ont joué dans la chute de Bachar Al-Assad, devront également être attentifs à la réussite d'une reconstruction qui permettrait le retour volontaire de centaines de milliers de Syriens aujourd'hui en exil, désireux d'y prendre toute leur part.

L'histoire est passée à Damas et pour la première fois depuis longtemps, une frêle lueur d'espoir est apparue au Levant.

The New York Times

Euan Ward  
Dec 08, 2024

## Syrians in Lebanon Start to Head Home, With Both Joy and Worry

Thousands who fled during the country's civil war celebrated the toppling of the Assad government — and their long-awaited return home — at the Syria-Lebanon border crossing

**T**hey poured by the thousands into the street outside Lebanon's main border crossing with Syria, celebrating the toppling of the Assad regime — and their long-awaited return home.

People, many of whom had fled Syria during the country's 13-year civil war, cheered, honked their cars' horns and set off fireworks into the air as they inched toward the Masna'a border crossing. Men jumped on top of cars to shout curses at the former president, Bashar al-Assad, and his family. Others hung out of car windows, waving the flag of the Syrian opposition and holding their fingers up in a V for victory.

Songs written during the Syrian uprising to cheer on the fall of Mr. al-Assad blasted from car speakers, their lyrics no longer fantasy.

"I don't have words for how I feel right now. Joy, joy, all joy," said Khitam Chiha, 23, standing on the sidewalk as the parade of cars and people passed. Red, green and white eye shadow — the colors of the Syrian opposition's flag — were painted across her eyelids and she held a

large flag in her hand. Since Ms. Chiha came to Lebanon as an 11-year-old, any time she passed the border crossing at Masna'a, she was seized by a sense of fear, she said. This was the first time she had ever looked back at her homeland and felt hope. Her family planned to wait for the traffic to subside at the border and then head back to their home in Damascus — back to a life that Ms. Chiha barely remembers, she said.

"My parents used to tell me it's beautiful, it's like paradise" in Damascus, she said. "I want to see everything in Damascus, everything."

Ms. Chiha is among the 1.5 million Syrian refugees in Lebanon, most of whom fled during the Syrian civil war in an influx that stoked political tension within Lebanon in the early days of the conflict.

Many are now eager to return home. Salam Maqhrabi, 35, stood on the sidewalk near the Masna'a border crossing, a Syrian opposition flag draped over her shoulders. Her house in Damascus was destroyed during the war, but she says she still plans to return as soon as she

can and introduce her 7-year-old son to Syria for the first time.

"We will stay, even in a tent, but, most importantly, we will be back to our land," she said, clutching her son's hand.

Originally from Damascus, Ms. Maqhrabi had spent more than a decade in Lebanon, making a life on foreign land and coming to terms with the possibility that she might never return home. She rented a house with her husband in the Bekaa Valley, in eastern Lebanon. She had her son, who had only ever seen Syria on TV.

Over the past week, she and her family had watched the news of the rebel offensive in disbelief and braced for what she feared would be another chapter of brutal fighting in Damascus. But early Sunday morning, she saw videos that she once thought were unimaginable: The rebels had entered Damascus. The Assad regime was gone.

"It's like I'm dreaming, I'm dreaming," Ms. Maqhrabi said, clutching her son's hand. "I never thought this would happen."

That sense of disbelief was shared among many

by the border, some of whom came to celebrate with other Syrians, but were still anxious about the prospect of returning.

"I have hope, but I don't know," said Radwan Dirgham, 25. "I don't know if it's all over."

Mr. Dirgham fled his home in Homs, Syria, over a decade ago to avoid conscription in the government army. In the time since, his family has experienced loss after loss in the war: Three of his brothers and one sister were killed in the early days of the uprising. Two of his uncles were arrested and thrown in a prison complex outside Damascus. Their fates, like many others in the prison, remain unknown, Mr. Dirgham said that his family had resigned itself years ago to the possibility that his uncles had died in prison. But he still clung to some hope that they might still be alive and he could be reunited with them in Syria. Still, Mr. Dirgham said he would not return immediately — the fear of Mr. al-Assad's regime, drilled into him over more than a decade of war, still loomed.

"I'm scared," he said. "That fear, it's still in me."

The New York Times

More about Alissa J. Rubin  
Dec 08, 2024

## With Assad's Fall, Iran's 'Axis of Resistance' Unravels

Tehran's main regional allies are weakened or collapsing: Syria's president, Bashar al-Assad, has fled his country, Hezbollah is battered by conflict with Israel, and Hamas is still at war.

Over the past four decades, Iran devoted its best military minds, billions of dollars and sophisticated weapons to a grand project — countering U.S. and Israeli power in the Middle East through what it called the “axis of resistance.”

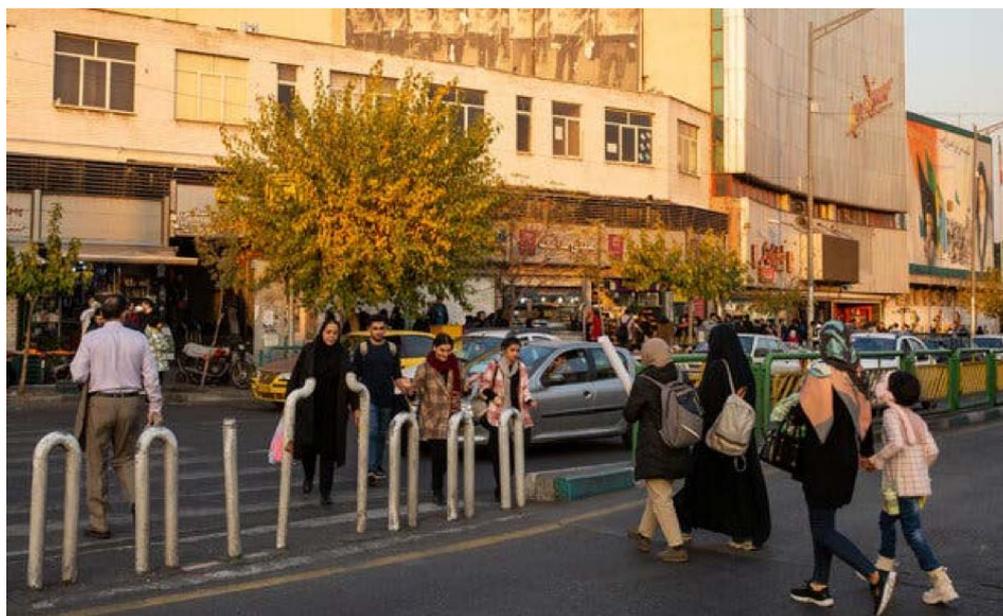
The alliance, made up of like-minded armed groups or governments in five Middle Eastern countries, allowed Iran to project power as far west as the Mediterranean and south to the Arabian Sea.

But in a breathtakingly short time, it has largely unraveled.

Syrian rebel groups ousted the country's longtime dictator, Bashar al-Assad, in less than two weeks as government forces put up little resistance. The Lebanese militant and political group Hezbollah and the Palestinian faction Hamas in Gaza are both weakened by more than a year of warfare with Israel.

Still intact are the Iran-linked Iraqi militias and the Houthis in Yemen, but they are more peripheral to the conflict with Israel. So, if Iran were intent on rebuilding its regional alliance, it would likely take years to return to its former strength.

“The most significant regional development is this Iranian strategic loss,” Robert Ford, a former U.S. ambassador to Syria and a senior fellow at the Middle East Institute, a Washington-based think tank,



A billboard showing people holding photos of Ayatollah Khomeini, from the days of the Islamic revolution in Tehran, Iran, in November. Arash Khamooshi for The New York Times

said of the collective defeats suffered by Iran's allies. Syria under Mr. al-Assad was critical to the alliance because it provided a land corridor for Iran to supply weapons and materiel to Hezbollah in Lebanon. Israel sought to sever this pipeline. Defending it was just as important to Iran.

With the ouster of Mr. al-Assad this weekend and the future leadership of Syria now in question, as well as the ongoing threat of Israel bombing weapons headed for Lebanon, it appears unlikely that Iran can retain this strategic route.

Syrian opposition fighters celebrated after the Syrian government collapsed in Damascus, Syria, on Sunday. Omar Sanadiki/Associated Press “The Iranians suffer a major

strategic defeat if the Assad government is replaced by some other kind of government that takes an uncooperative attitude toward Lebanese Hezbollah, because their land bridge to Lebanon is cut,” Mr. Ford said on Saturday, just before the Syrian capital, Damascus, fell to the rebels. “It's a big blow to any hope Iran may have had for a slow, steady rebuilding of Hezbollah.”

Iran had long propped up Mr. al-Assad, giving him military support to hold back opponents during the country's 13-year civil war. But advisers and commanders of Iran's powerful Revolutionary Guards force, many of whom had also worked closely with Hezbollah, started leaving Syria on Friday.

Analysts said Iran realized it could not offer a military solution to Mr. al-Assad any longer, especially given that his own forces seemed reluctant to fight for him.

The Syrian rebels picked an opportune moment to launch their offensive, when Mr. al-Assad's allies — Iran, Russia and Hezbollah — were either depleted or distracted with other conflicts. The rebel assault began on Nov. 27, just days after a cease-fire in the Israel-Hezbollah war forced Hezbollah to retreat from Lebanon's border with Israel.

In some corners of Lebanon, there was an expectation that Iran would come to Hezbollah's aid more forcefully during the war with Israel.

When Israel and Iran traded strikes in April and again in October, Israel, backed by the United States, shot down most of Iran's missiles. Those that reached Israel did little damage. But Israel was able to penetrate Iran's air defenses with little resistance.

A pair of armored vehicles abandoned by Syrian government forces on the highway to Damascus, near the town of Suran this month. Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

All told, these events demonstrated that Iran had limited ability to defend itself and its allies, shattering any notion in the eyes of Tehran's supporters that it was invincible. Now Iran appears to be striking a somewhat more conciliatory tone, at least on Syria. Its Foreign Ministry said on Sunday that the country's future was "solely the responsibility" of Syrians and called for a national dialogue to form an "inclusive government," according to Tasnim, a semi-official news agency associated with Iran's Revolutionary Guards.

But also this week, international monitors at the U.N. atomic energy agency said that Iran had dramatically accelerated its enrichment of uranium to close to the level needed for use in a weapon.

### Iran's Network in the Middle East Militias in Syria and Iraq

The unraveling of Iran's alliance accelerated dramatically over the past few months.

Hamas, which long ruled Gaza, has been degraded by more than a year of war set off by its Oct. 7, 2023 attack on Israel. There is growing evidence that it is losing its grip on at least parts of the territory and is increasingly unable to govern. At the end of July, Israel assassinated Hamas' political

leader, Ismail Haniyeh, while he was staying in a Tehran guesthouse under the eye of the Revolutionary Guards. He was there to attend the inauguration of Iran's new president.

In mid-September, Israel crippled communications between Hezbollah leaders and commanders in the field by exploding their pagers and walkie-talkies.

At the end of September, Israel killed Hezbollah's longtime leader, Hassan Nasrallah, whose skills as a military and political strategist helped him play a significant role in developing the Iranian regional alliance.

In October, Israel's conflict with Hezbollah escalated rapidly. Israeli forces blew up much of the group's sophisticated tunnel and bunker system in south Lebanon in barely six weeks of intense fighting, according to analysts.

Israel's defense minister estimated that about 80 percent of Hezbollah's 150,000 missiles and rockets were destroyed. It had one of the largest arsenals in the world in the hands of a nonstate armed group, according to weapons analysts.

The weakening of Hezbollah would resonate far beyond Lebanon.

The group had sent fighters to help Mr. al-Assad during the Syrian civil war and helped train other Iran-backed groups, including Houthi fighters from Yemen.

A Hezbollah supporters in November south of Beirut held a picture of Hezbollah's former leader, Hassan Nasrallah, who was killed in an Israeli airstrike. Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

"Hezbollah had been considered a success story for Iran because of 2000 and

2006," said Hanin Ghader, a Lebanese analyst now at the Washington Institute, referring to the group's previous wars with Israel. Hezbollah came out far less damaged after the 2006 conflict.

"Hassan Nasrallah proved himself to be the guru of the resistance for the Iranians, and they invested so much in him," she said, adding that Hezbollah got far more Iranian support than the Houthis or Iraqi militias.

The broader impact of Israel's onslaught on Hezbollah, which apparently forced the group to call many of its fighters home from Syria, according to diplomats and analysts, was to hollow out Mr. al-Assad's defenses.

Syria was Iran's closest state ally in the Middle East. Mr. al-Assad had come to rely on Iranian commanders and units under the control of the Revolutionary Guards and Hezbollah fighters — whose support helped him survive the civil war until this weekend.

But for the past several years, while the conflict in Syria was seemingly frozen, opposition forces were quietly preparing a new challenge to Mr. al-Assad. When they chose to strike again, Mr. al-Assad's regime turned out to be a paper tiger.

Israel helped weaken the Syrian government's grip by launching at least 40 airstrikes inside the country since October 2023, hitting Hezbollah and Iranian commanders.

In addition to Iranian and Hezbollah forces, his government had depended on Russian support, primarily its air force. But Moscow had moved much of its air assets to the fight in Ukraine.

Syria's own military forces turned out to have little inclination to fight anymore.

Despite this accretion of losses, for many years the alliance has served its purpose in Iran's view, said Hassan Ahmadian, a political science professor at Tehran University. Iranians believed it would be a deterrent to Israel, not an impregnable defense, he said. Iran, he said, has always recognized that it was in an asymmetric fight with Israel, which is backed by sophisticated U.S. arms and staunch American political support. Israel is widely believed to have nuclear weapons, though it has never officially confirmed it.

A bullet-riddled portrait of Bashar al-Assad, the Syrian president who fled the country, adorning Hama's municipality building on Friday. Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

"The Iranians don't have either one. But the strategy was to balance those capabilities — nuclear weapons and U.S. backing — with an alliance of like-minded armed groups and governments," he said.

Longtime observers of Iran warn against counting it out just yet.

"Clearly, Hezbollah has been badly weakened and Iran clearly emerged as the weaker power in its direct confrontation with Israel," said Ryan Crocker, a former U.S. ambassador to Lebanon, Syria and Iraq. "But you know, tactical and operational success don't necessarily translate into strategic victory."

Hezbollah has not been completely defeated, he cautioned. And Iran is not likely to retreat behind its own borders just yet.

"I don't think either Iran or Hezbollah see themselves as defeated here," he said. "And one thing that Iran has shown is that they have the capacity to play a long game."

## L'ascension d'Abou Mohammed Al-Joulani, de djihadiste en Irak à nouvel homme fort de la Syrie

Après avoir combattu avec Al-Qaida en Irak et en Syrie, le chef du groupe armé islamiste Hayat Tahrir Al-Cham est parvenu à discipliner les rebelles et à rassurer les minorités religieuses. Mais les intentions réelles de celui qui utilise désormais son vrai nom, Ahmed Al-Charaa, plutôt que son nom de guerre, restent une énigme.

**D**imanche 8 décembre, quelques heures après l'entrée des rebelles dans Damas, Abou Mohammed Al-Joulani, le leader du groupe armé islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), à l'origine de l'offensive qui a mis un point final au règne de Bachar Al-Assad, a pénétré à son tour dans la capitale syrienne. Après une rapide prostration sur un morceau de pelouse, le chef rebelle, en chemise et pantalon kaki, s'est rendu dans la majestueuse mosquée des Omeyyades, haut lieu de l'islam sunnite et joyau du patrimoine syrien.

Dressé devant le mihrab, la niche en marbre blanc qui indique la direction de La Mecque, le quadragénaire a prononcé une allocution, célébrant « une victoire pour la nation islamique, pour les prisonniers, les torturés et ceux qui ont souffert de l'injustice ». Une scène immortalisée par une foule de fidèles et de curieux, smartphone à la main, symbole de l'ascension d'une figure politique aux très lourdes responsabilités.

A la tête de la faction rebelle la plus puissante, le tombeur du régime baassiste détient les clés de l'après-Assad, du moins une partie non négligeable d'entre elles. Passé par la nébuleuse djihadiste, avec laquelle il affirme avoir



Abou Mohammed Al-Joulani, le chef du groupe islamiste syrien Hayat Tahrir Al-Cham, à la mosquée des Omeyyades, à Damas, le 8 décembre 2024. AREF TAMMAWI / AFP

rompu, désigné comme un « terroriste » par les capitales occidentales et, en même temps, architecte de la création d'institutions d'une rare efficacité dans le paysage révolutionnaire syrien, il incarne, à la fois, les espoirs et les périls de la transition politique, désormais ouverte.

### Maillon-clé de l'insurrection

Le côté prometteur du personnage, c'est cette offensive éclair, d'Idlib à Alep, Hama, Homs et, enfin, Damas, menée, pour autant qu'on puisse

en juger, sans actes de vengeance ni violences gratuites. Une opération menée en douze jours, ponctuée de messages soigneusement calibrés, visant à rassurer les minorités religieuses et ethniques syriennes, comme les Kurdes, les chrétiens et les alaouites, inévitablement inquiets de la poussée des islamistes. « Al-Joulani a réalisé une sans-faute », estime Jihad Yazigi, rédacteur en chef du *Syria Report*, une lettre d'informations économiques.

Jusque-là, la discipline n'avait

pas vraiment été le fort des rebelles anti-Assad. Leur ardeur au combat avait souvent été entachée par des abus, minée par des divisions internes, voire des luttes fratricides. Si la débandade des troupes régulières, qui ont souvent choisi de ne pas combattre, a facilité la tâche de HTC, la rupture avec les travers du passé n'en reste pas moins nette. « La révolution est passée d'un état de chaos et d'incohérences à un système plus ordonné, dans le domaine à la fois civil et militaire », s'est félicité Al-

Joulani, dans une interview accordée à la chaîne américaine CNN, au moment où ses troupes s'emparaient d'Alep.

Son véritable nom, avec lequel il signe désormais ses communiqués, un autre gage de modération, est Ahmed Al-Charaa. Il est né à Riyad, en 1982, dans une famille de la classe moyenne supérieure. Son père, économiste de formation, acquis aux idéaux de la gauche nationaliste arabe, travaillait alors au ministère du pétrole saoudien. Le jeune Ahmed a grandi ensuite à Mezzeh, quartier cosu et libéral de Damas, avant d'entamer des études de médecine qu'il n'a jamais terminées.

Car, en 2003, à la suite d'un endoctrinement politico-religieux, il rejoint Bagdad dans le but de combattre les troupes américaines venues renverser Saddam Hussein. Cet engagement lui vaut d'être arrêté et incarcéré pendant cinq ans, notamment dans la sinistre prison d'Abou Ghraib, haut lieu des exactions américaines en Irak. A sa sortie, il intègre le groupe Etat islamique (EI) en Irak, une branche d'Al-Qaida, sous le nom de guerre d'Abou Mohammed Al-Joulani, une référence au plateau du Golan, la région d'origine de son père.

En 2011, lorsque le soulèvement anti-Assad éclate, le chef de cette organisation, Abou Bakr Al-Baghdadi, le renvoie en Syrie avec pour mission d'y établir une nouvelle filiale de l'internationale djihadiste. Avec six comparses et une allocation mensuelle de 50 000 dollars, Al-Joulani monte, en quelques mois, un groupe armé aux méthodes ultraviolentes : le Front Al-Nosra. Expert en opérations suicides contre les bases de l'armée régulière, il s'impose, en 2013, comme un maillon clé de l'insurrection.

### **Emergence d'une nouvelle Syrie**

La même année, Al-Joulani rompt avec Al-Baghdadi, le futur « calife » autoproclamé de l'EI. Cela n'empêche pas les hommes d'Al-Nosra, dans les zones qu'ils contrôlent, de chercher à imposer la charia, de lapider des femmes adultères et d'écraser les brigades rebelles trop proches, à leur goût, des Etats-Unis. En juin 2015, à la suite d'une altercation, dans un village des environs d'Idlib, une vingtaine de Druzes sont assassinés par des membres de l'organisation. C'est la face obscure d'Al-Joulani, dont la tête a été mise à prix par Washington.

En 2016, conscient que le label « terroriste » restreint sa

marge de manœuvre, l'homme divorce d'avec Al-Qaida. Rebaptisée « Hayat Tahrir Al-Cham », son organisation répudie le djihadisme transnational, évince de ses rangs les profils les plus radicaux et se repositionne comme un mouvement révolutionnaire, très conservateur certes, mais à l'agenda strictement syrien. Preuve en est le « gouvernement de salut » mis en place à Idlib. Un exécutif semi-technocratique, aux antipodes du système totalitaire de l'EI, qui a fait de la province l'une des mieux gérées de Syrie.

*« HTC a opéré une transformation idéologique en profondeur, qui s'est faite sous le poids des contraintes, par l'interaction avec son environnement, explique Patrick Haenni, chercheur invité à l'institut de l'université européenne de Florence, qui s'est rendu à plusieurs reprises à Idlib. Ce recentrage s'est traduit non seulement dans la communication, utilisée par Al-Joulani durant l'offensive, mais aussi, ce qui est plus surprenant, dans le comportement de ses combattants. »*

Le virage a également eu un impact sur l'apparence du chef de HTC. Ce dernier a taillé la grosse barbe noire qu'il portait au début de la rébellion, a renoncé à son turban et a même

enfilé un blazer pour donner une interview. « *C'est bien plus qu'une opération de relations publiques* », insiste la Syrienne Dareen Khalifa, analyste au cercle de réflexion International Crisis Group, qui a rencontré Al-Joulani. Elle décrit « *un homme charismatique, à l'écoute, très au fait des affaires du monde, dont la rupture avec le djihadisme est irréversible* ». Tout en reconnaissant que « *cela ne fait pas forcément de lui un démocrate* ».

Les pays occidentaux, susceptibles de soutenir l'émergence d'une nouvelle Syrie, demandent à voir. Il ne semble pas être question pour l'instant de retirer HTC de la liste des organisations terroristes. L'idée est plutôt de se servir de cette désignation comme d'un levier pour inciter l'ambitieux Al-Joulani à préciser sa vision de la transition. Une approche qui inquiète Salam Kawakibi, directeur du Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris. « *Il y a, au sein de HTC, des gens, minoritaires, qui critiquent la ligne d'Al-Joulani. Si les grandes capitales rechignent à ouvrir un dialogue avec lui, cela pourrait l'affaiblir et faciliter le retour au premier plan de ces extrémistes.* »

The New York Times

Farnaz Fassihi, Vivian Yee  
Dec. 9, 2024

# Syria Civil War: What to Know About the Rebels and the Fall of Assad *What to Know: How Rebels Toppled the Syrian Government and Deposed Assad*

President Bashar al-Assad fled the country as rebels claimed the capital, Damascus.

**F**ollow [live updates on Syria and the fall of Bashar al-Assad's government](#).

Syrian rebel forces have taken Damascus in a lightning offensive and President Bashar al-Assad has fled the country, in a stunning turn of events after 13 years of civil war.

The rebels swept through the country in less than 10 days, after more than a decade in which various factions had tried to unseat Mr. al-Assad. The Syrian civil war began during the Arab Spring and escalated into a bloody, multifaceted conflict involving domestic opposition groups, extremist factions and international powers, including the United States, Iran and Russia. More than 500,000 Syrians have died, and millions more have fled their homes.

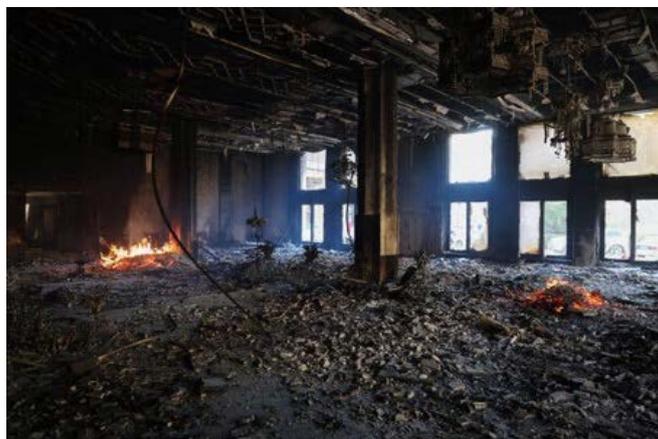
Here's a guide to understanding how the rebels unseated Mr. al-Assad, and what may come next.

In just over a week, Syrian rebel forces seized much of Syria's northwest. First, the rebels captured Syria's largest city, Aleppo, then Hama and Homs. On Sunday, they entered Syria's capital, Damascus, taking the city without a fight as government forces fled.

Videos shared on social media and verified by The New York Times show Abu Mohammad al-Jolani, who spearheaded the lightning offensive, entering the Umayyad mosque in Damascus, as crowds gathered around him.

## Where is Bashar al-Assad?

Syria's president fled to Russia, according to Russian state media outlets and two Iranian officials. The reports could not be immediately confirmed, and there was no comment from Mr. al-Assad. His former prime minister, Mohammad Ghazi al-Jalali, stayed behind and said he was ready to cooperate with the rebels.



The residential palace of Mr. al-Assad on Sunday. Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

Mr. al-Assad's government kept rebel forces at bay for more than a decade with Iranian and Russian military

support. But it [collapsed with astonishing speed](#) over the last week, culminating with rebels taking control of Damascus on Sunday morning.

Mr. al-Assad was central to the protracted and devastating civil war that began in 2011. His family — who are Alawites, a minority sect that is an offshoot of Shiite Islam — had run Syria since a 1970 coup.

Mr. al-Assad initially portrayed himself as a modern reformist, but he responded to peaceful protests during the Arab Spring with brutal crackdowns, sparking a nationwide uprising.

His [family's dynasty](#) bombed and detained thousands of

took over many of the notorious prisons where the Assad regime had for decades imprisoned, tortured and executed political prisoners.

## Who are the rebels?

The main rebel group behind Assad's ouster is [Hayat Tahrir al-Sham](#), whose name means Organization for the Liberation of the Levant. It began to come together at the beginning of Syria's civil war, when jihadists formed the Nusra Front to fight pro-Assad forces with hundreds of insurgent and suicide attacks.

The group had early links to the Islamic State, and then to Al Qaeda. But by mid-2016, the Nusra Front was trying to shed its extremist roots, banding together with several other factions to establish Hayat Tahrir al-Sham. The United States and other Western countries still consider it a terrorist group.

Hayat Tahrir al-Sham fighters at a frontline position in rebel-controlled Idlib in 2021. Ivor Prickett for The New York Times

The group's leader, Mr. al-Jolani, [told The New York Times](#) his primary goal was to "liberate Syria from this oppressive regime." He has tried to [gain legitimacy](#) by providing services to residents in his stronghold of Idlib.

### Who is the rebel leader?

Mr. al-Jolani, 42, was born Ahmed Hussein al-Shara in Saudi Arabia, the child of Syrian exiles, according to Arab media reports. In the late 1980s, his family moved back to Syria, and in 2003, he went to neighboring Iraq to join Al Qaeda and fight the U.S. occupation.

He spent several years in an American prison in Iraq, according to the Arab media reports and U.S. officials. He later emerged in Syria around the start of the civil war and formed the Nusra Front, which eventually evolved into Hayat Tahrir al-Sham. At some point, he took on the nom de guerre Abu Mohammad al-Jolani.

Since breaking ties with Al Qaeda, Mr. al-Jolani and his group have tried to [gain international legitimacy](#) by eschewing global jihadist ambitions and focusing on organized governance in Syria.

Questions have emerged about what kind of government Mr. al-Jolani would support and whether Syrians would accept it. In Idlib, Hayat Tahrir al-Sham has espoused a government guided by a conservative and at times hard-line Sunni Islamist ideology.

Since the rebel offensive began, Mr. al-Jolani has sought to reassure minority communities from other sects and religions. Some analysts say he now faces the test of his life: whether he can unite Syrians.

### Who else is fighting in Syria?

#### Kurdish forces

Forces from Syria's Kurdish ethnic minority became the United States' main local partner in the fight against the Islamic State in Syria, under the banner of the Syrian



U.S. soldiers in northern Syria in 2018. Mauricio Lima for The New York Times

Democratic Forces. After the extremist group was largely defeated, the Kurdish-led forces consolidated control over towns in the northeast, expanding an autonomous region they had built there. But Kurdish fighters still had to contend with their longtime enemy, Turkey, which regards them as linked to a Kurdish separatist insurgency.

#### Turkey

Since the beginning of the civil war, the Turkish military has launched several military interventions across the border into Syria, mostly against the Syrian Kurdish-led forces. Turkey now effectively controls a zone along Syria's northern border.

Turkey also supports factions such as the Syrian National Army, a coalition of armed Syrian opposition groups. Ana-



Demonstrators at the Turkish Embassy in Tehran on Monday protesting President Recep Tayyip Erdogan. Arash Khamooshi for The New York Times

lysts say it probably gave tacit approval to the offensive led by Hayat Tahrir al-Sham.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey expressed support for the rebel advance as it rolled through Syria.

On Saturday, he said, according to Reuters: "There is now a new reality in Syria, politically and diplomatically. And Syria belongs to Syrians with all its ethnic, sectarian and religious elements. The people of Syria are the ones who will decide the future of their own country."

#### Russia

Throughout Syria's civil war, Russia was one of Mr. Assad's most loyal foreign backers, sending troops to support his forces and jets to bomb his enemies. It main-

tained a strategic military presence in Syria with air and naval bases, which it uses to support military operations in the region.

Because of the war of attrition in Ukraine, analysts say, Russia was unable to support Syria's government as forcefully as it had in the past, suffering one of its [biggest geopolitical setbacks](#) in the quarter-century rule of President Vladimir V. Putin.

The future of Russia's military presence in Syria is now in doubt.

#### Iran and Hezbollah

Syria has played a core role in Iran's "axis of resistance," a network of countries and groups that includes Hezbollah, Hamas and the Houthis in Yemen that hopes to destroy Israel and reduce American influence in the Middle East.

Iran smuggled weapons to Hezbollah across Iraq and Syria — a supply route that has now been destroyed. Iran and Hezbollah repaid the favor by sending thousands of militants to fight on Mr. al-Assad's side during the civil war.

On Friday, Iran began to [evacuate its military commanders and personnel](#) from Syria, according to regional officials and three Iranian officials.

#### United States

The United States maintains a force of about 900 troops in Syria, centered in Kurdish-controlled oil drilling areas in the northeast and a garrison in the southeast.

The U.S. role in the Syrian civil war has shifted several times. The Obama administration initially supported opposition groups in their uprising against the government, providing weapons and training, with limited effect.

After the rise of the Islamic State in 2014, U.S. forces fought the terrorist group with airstrikes and assistance to Kurdish forces, and then stayed in northeastern Syria to prevent a resurgence. President Donald J. Trump withdrew many of those forces in 2019.

## Israel

The Israeli military said on Sunday its troops had [entered an internationally monitored buffer zone](#) in the Golan Heights and ordered a curfew on Syrian villages there. Benjamin Netanyahu, the Israeli prime minister, said Israel was deploying there temporarily for defensive purposes.

Israel's military activities in Syria have been mostly focused on airstrikes against Hezbollah and Iranian targets, especially senior military personnel, weapons production facilities and the transport corridor that Iran uses to send weapons to Hezbollah.

## What's next for Syria?

There are many more questions than answers after the government's rapid demise, starting with an uncertain future for the nation's governance, security and economy.



Syrian Islamist-led rebel fighters pray in a mosque in the central city of Homs early on Sunday, after entering Syria's third city overnight. Aref Tammawi/Agence France-Presse — Getty Images

Rebels will try secure the capital and prevent a chaotic power vacuum. But it is unclear how far and how fast the coalition will extend its control over the whole country, and whether rebels can unite after ousting the Syrian leader.

In an [interview](#) last week, Abu Mohammad al-Jolani, the group's leader, said that even before Hayat Tahrir al-Sham launched its offensive, the group was thinking about its next steps. There are some hints of what's to come in Aleppo, where the group won a pivotal victory just over a week ago.

Across Syria, the rebel group

sought to reassure residents that it would safeguard public property and institutions. After taking much of Aleppo, its fighters moved on to the next front line, leaving the city to technocrats who came to preserve government institutions, Mr. al-Jolani said. His group said that public institutions would remain under the oversight of the country's prime minister until there was a transition.

## An enduring conflict

The Syrian war [began in 2011](#) with a peaceful uprising against the government and spiraled into a complex conflict involving armed rebels, extremists and others.

**The origins:** The conflict started when Syrians rose up peacefully against the government of President Bashar al-Assad. The protests were met with a violent crackdown, while communities took up arms to defend themselves. [Civil war ensued.](#)

**Other groups became involved.** Amid the chaos, [Syria's ethnic Kurdish minority](#) took up arms and gradually took territory it saw as its own. The Islamic State [seized parts of Syria and Iraq in 2014](#) and declared that territory its "caliphate," further destabilizing the region.

**Foreign interventions.** Al-Assad has received vital support from Iran and Russia, as well as the Lebanese militant group Hezbollah. The rebels were backed by the [United States](#) and [oil-rich Arab states like Saudi Arabia](#). Turkey also intervened to [stop the advance](#) of Kurdish militias.

**The toll.** The war has killed hundreds of thousands of people and displaced millions. Forces loyal to al-Assad have committed by far [the most atrocities](#). The regime has turned to chemical weapons, barrel bombs and starvation to [force Syrians into submission](#).

## Syrie : les douze jours qui ont renversé le régime de Bachar Al-Assad

Récit Moins de deux semaines ont suffi pour mettre fin à un demi-siècle de dictature. Si l'offensive des rebelles islamistes et de leur coalition a pris le régime par surprise, l'attaque a été préparée depuis plusieurs mois et a reçu l'appui de la Turquie.

**P**apiers tamponnés à la main, Hoda s'apprête à franchir la frontière entre le Liban et la Syrie avec sa mère et ses filles, leurs valises sous les bras. A Zabadani, près de Damas, son mari et son fils les attendent, « joyeux ». Hoda (toutes les personnes citées par un prénom ont requis l'anonymat), qui s'était installée au Liban voilà plus d'un an, laisse percer son bonheur dans un éclat de rire, en quittant le poste-frontière côté libanais, à Masnaa : « La peur, l'angoisse d'avant » ont disparu, avec la chute du régime Al-Assad, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 décembre.

Cela fait « des années » qu'elle attendait ce moment qui semblait si improbable : Bachar Al-Assad n'était-il pas parvenu à se maintenir au long de toutes ces années de guerre, de répression, et même de privation économique ? Aujourd'hui, la Syrie bascule dans une nouvelle ère, et dans l'inconnu, avec de nouveaux maîtres : les factions insurgées, dont la plus puissante est Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant, ancienne branche d'Al-Qaïda en Syrie). En ce dimanche 8 décembre, Hoda fait un vœu : « Ne plus jamais avoir peur. »

La Syrie vient de tourner une page de son histoire en l'espace de douze jours. Abdelkarim était avec la rébellion anti-Assad, dans le Qalamoun, région proche de Damas, jusqu'en 2013, avant de se

réfugier au Liban. Il n'a plus vu sa famille, restée en Syrie, depuis onze ans. Il ne rentre pas encore, il doit prendre le temps d'organiser son départ, mais, ce dimanche, il est convaincu de connaître déjà un morceau du récit qui reste à écrire du fulgurant renversement du régime baasiste : « Dès le début de l'offensive des rebelles d'Idlib, j'ai su que Bachar [Al-Assad] allait tomber, car les combattants ont avancé à la vitesse de la lumière, sans être arrêtés. »

Quand débute cette attaque, mercredi 27 novembre, lancée par une coalition insurgée partie de l'enclave d'Idlib, et comprenant des combattants de HTC et ceux de factions pro-Ankara, peu de monde y prête attention. Les regards sont rivés sur la frontière libano-israélienne : une trêve vient d'entrer en vigueur entre le Hezbollah et l'Etat hébreu, après deux mois d'offensive israélienne au pays du Cèdre. L'alliance anti-Assad, elle, avance. Et vite. Elle prend des villages, s'empare de l'autoroute qui relie les villes d'Alep et de Damas. Les lignes de défense de l'armée syrienne sont faibles autour d'Alep, la deuxième ville du pays, dans le nord-ouest de la Syrie. La métropole est censée être défendue au sol par les milices iraniennes et le Hezbollah libanais, et dans les airs par l'aviation russe. Mais cette dernière, qui avait pourtant intensifié ses raids dans les semaines précédentes sur Idlib, semble passive. Quant aux forces pro-

iraniennes, elles se sont retirées. Le Hezbollah avait déjà redéployé une majorité de ses hommes sur le front libanais, en raison de la guerre avec Israël.

L'armée syrienne, à son tour, quitte Alep, vendredi 29 novembre, tandis que les rebelles entrent dans ses faubourgs. « On nous a donné l'ordre d'aller à Hama, et on nous a assuré que, de là, il y aurait une contre-offensive, raconte, sous le couvert de l'anonymat, un jeune conscrit rencontré dimanche à Masnaa, où il tentait de fuir au Liban. Mais à Hama, on nous a de nouveau dit de nous retirer. »

### Grandes scènes de joie

Jeudi 5 décembre, les rebelles, bien équipés et armés de drones, prennent le contrôle de Hama, restée dans les mémoires comme le symbole de la répression du régime Al-Assad : l'écrasement de la rébellion des Frères musulmans par un immense massacre et par la destruction de Hama, en 1982, du temps de Hafez Al-Assad, le père de Bachar. Alors que, à Alep, l'arrivée de la coalition insurgée, quelques jours plus tôt, a été accueillie avec prudence et même sidération, la prise de Hama donne lieu à de grandes scènes de joie parmi les habitants restés sur place.

Le lendemain, l'armée syrienne se retire de Deir ez-Zor, dans l'est du pays, reprise immédiatement par les forces

kurdes. Les soldats de Damas quittent aussi Deraa et Souweïda, dans le Sud, où des factions rebelles se déploient. Le régime, qui depuis une douzaine d'années n'a plus le contrôle de la frontière avec la Turquie, ne contrôle désormais plus les points de passage avec l'Irak et la Jordanie. Signe de la débandade du régime, on voit des soldats syriens fuir en franchissant la frontière avec l'Irak. Après une série de bombardements israéliens sur les passages entre le Liban et la Syrie, seul un point frontalier est encore actif : celui de Masnaa. Dans la nuit de samedi à dimanche, les services de sécurité, du côté syrien, le désertent.

Homs, troisième ville du pays, est à son tour abandonnée par l'armée, samedi. Dimanche, les rebelles entrent dans Damas, où des tirs de joie nourris retentissent au petit matin. Quelques heures plus tard, Abou Mohammed Al-Joulani, le chef de HTC, que l'on avait vu effectuer une visite surprise mercredi à Alep, se rend à la mosquée des Omeyyades, lieu emblématique de la capitale. Bachar Al-Assad a pris la fuite. Dimanche soir, les médias russes annonceront qu'il a été accueilli, avec sa famille, en Russie.

C'est la fin de plus d'un demi-siècle de règne de la famille Al-Assad et le triomphe d'une offensive si fulgurante que toute analyse devient caduque quelques heures après avoir été formulée. D'Alep à Damas,

les images des prisonniers politiques libérés, marchant parfois hagards mais heureux dans les rues, après tant d'années passées en captivité, resteront comme un des moments marquants de ces folles journées.

### Feu vert d'Ankara

L'offensive, présentée au départ comme une réponse aux frappes des aviations russe et syrienne de ces derniers mois, avant qu'Abou Mohammed Al-Joulani affirme aux médias américains que son but est de renverser le régime, a été mûrie bien en amont. Dès avant l'été, les préparatifs étaient finalisés. Des cellules dormantes ont été activées dans plusieurs villes. L'affaiblissement du Hezbollah, dont la direction a été décapitée au Liban par l'armée israélienne, a joué en faveur des rebelles. Le degré d'organisation de l'attaque ne laisse guère de doute sur l'existence d'un plan d'ensemble, à tout le moins, jusqu'aux raids éclair sur Alep, voire Hama.

La Turquie ressort comme la puissance gagnante du renversement de Bachar Al-Assad. Elle a au minimum donné son feu vert aux opérations lancées d'Idlib. En effet, le 27 novembre, Ankara, qui avait refusé en octobre une offensive de HTC – très probablement pour laisser encore du temps aux tentatives de négociation conduites par le président Recep Tayyip Erdogan avec Damas –, ne s'oppose pas cette fois-ci au déclenchement de l'attaque.

Sur le terrain, la Turquie a déployé environ 10 000 à 15 000 soldats dans la région d'Idlib, un chiffre qui varie en fonction des dynamiques militaires et sécuritaires. Ces troupes sont réparties dans plus de 50 bases ou points militaires, selon les accords de désescalade signés avec la Russie et l'Iran. Suffisamment pour qu'aucune action militaire d'ampleur ne puisse

se faire sans le feu vert d'Ankara. Ce sont les troupes turques qui contrôlent les entrées et les sorties entre leur territoire et la région d'Idlib, l'acheminement de la nourriture, des biens et infrastructures, des armes et des équipements. Même si les factions de HTC ne sont pas directement liées à Ankara, comme celles de l'Armée nationale syrienne (ANS, coalition rebelle créée fin 2016-2017 et imposée par Ankara en réaction à l'emprise croissante des djihadistes de HTC dans le nord-ouest syrien, frontalier de la Turquie), et même s'il y a eu des accrochages nombreux avec les soldats d'Ankara ces dernières années, les contacts et échanges avec les militaires et le renseignement turcs sont quotidiens.

On ne découvrira la participation de l'ANS qu'une fois Alep aux mains des milices rebelles. Le groupe inféodé à Ankara s'est d'abord gardé de communiquer sur sa présence dans les combats. Une fois la deuxième ville du pays tombée, le gros des bataillons de l'ANS se dirige ensuite vers le nord, dimanche 1<sup>er</sup> décembre, pour bloquer le couloir de Tall Rifaat à Manbij, sous le contrôle des forces kurdes. HTC se dirige, lui, vers le sud, d'une manière tout aussi coordonnée. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, établi au Royaume-Uni, HTC et l'ANS auraient, ensemble, permis la prise de 21 villages à l'ouest d'Alep. Armée et stipendiée par la Turquie, l'ANS comprend à la fois des groupes locaux et des unités venues des régions de Damas, Homs et Deraa. Certains rebelles originaires du sud du pays auraient d'ailleurs suivi, selon plusieurs sources, les unités de HTC dans leur course vers Damas.

### Soudaine, voire étrange, normalité

Autre signe du degré de préparation : le déploiement ex-

trêmement rapide, sur le terrain à Alep, d'organisations civiles opérant jusqu'alors uniquement dans l'enclave insurgée d'Idlib. Les voilà qui distribuent du pain à des Alépinois encore sous le choc et incertains de la tournure des événements. Des visites sont menées auprès de responsables religieux de la minorité chrétienne, pour les rassurer. En quelques jours à peine, de premiers témoignages font état d'une soudaine, voire étrange, normalité. Les soldats ont disparu, et des voitures de police patrouillent dans les rues comme dans une ville ordinaire. Un témoin dit : « *Le fait qu'il n'y ait plus de militaires du régime, que des policiers soient désormais déployés ainsi que les casques blancs, de la défense civile syrienne, est rassurant.* »

Un Alépin exilé en Turquie affirme, lui, être rentré dès mardi 3 décembre dans sa ville. Ancien ingénieur au centre de communication d'Alep, il a été contacté par un de ses anciens chefs. Celui-ci lui a promis un salaire compris entre 150 et 300 dollars par mois (entre 142 et 284 euros), soit cinq à dix fois plus qu'un salaire habituel, suffisamment en tout cas pour faire vivre une famille de quatre personnes. Sur les réseaux sociaux, des vidéos font état du retour dans leur ville, en voiture, de familles alépinnes, réfugiées jusqu'alors chez le voisin turc.

Avant même l'annonce de la chute de Damas, Recep Tayyip Erdogan a tenu à célébrer, samedi 7 décembre, avec une verve et un plaisir non dissimulés, l'« *existence d'une nouvelle réalité politique et diplomatique désormais en Syrie* ». En déplacement à Gaziantep, une ville située à moins d'une heure de route de la frontière syrienne, le chef de l'Etat a expliqué que « *les attaques croissantes contre les civils* » dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, « *ont dé-*

*clenché les derniers événements comme la goutte d'eau qui a fait déborder le vase* ».

### La Turquie, soutien des groupes d'insurgés

L'allusion est claire : pendant des semaines, avant l'attaque éclair du 27 novembre contre Alep par les milices rebelles, les avions de chasse russes et syriens avaient bombardé à plusieurs reprises la région. Dans son discours, retransmis à la télévision, le président Erdogan a précisé, sous forme de quasi-aveu, qu'« *il n[était] pas possible pour la Turquie d'ignorer les développements dans un pays avec lequel elle partage une longue frontière et [qu']elle ne permettra[it] aucune menace à sa sécurité nationale* ».

Le chef de l'Etat a enfoncé le clou en insistant sur le fait que le président Bachar Al-Assad avait eu tort de repousser indéfiniment les efforts d'Ankara pour rétablir des relations entre les deux capitales et trouver une sortie de crise négociée. Damas n'a pas pu, selon lui, « *apprécier la valeur de la main tendue par la Turquie ni comprendre ce que cela signifiait* ». Et le chef de l'Etat de conclure en forme de satisfecit : « *La Turquie est aujourd'hui du bon côté de l'histoire, comme elle l'était hier.* »

Bachar Al-Assad n'avait jamais oublié le rôle joué par la Turquie dans son soutien au soulèvement populaire contre son régime, en 2011. Il avait fait du retrait des troupes turques du sol syrien la condition sine qua non d'un début d'avancée diplomatique. Il refusait tout infléchissement envers l'opposition. Porté par l'appui que lui avaient offert les Emirats arabes unis à partir de 2018, en ouvrant le chemin pour la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe, advenue en 2023, sans doute a-t-il cru qu'il disposait de cartes qui lui évitaient de devoir lâcher du lest vis-à-vis de la Turquie.

Pendant des années, les gouvernements successifs de l'actuel président Recep Tayyip Erdogan ont été les principaux soutiens des groupes d'insurgés. La Turquie est même devenue pendant longtemps le « protecteur », voire le « parrain de l'opposition syrienne », selon l'expression de Gönül Tol, spécialiste de la diplomatie turque et autrice d'*Erdogan's War* (« la guerre d'Erdogan », Oxford University Press, 332 pages, 35 euros, non traduit). « **Trahisons au sein de l'armée** »

La proximité d'Ankara avec les Frères musulmans, qui se sont alignés dès le début de la guerre civile avec des factions de l'opposition, ainsi que la volonté d'empêcher les militants kurdes de se masser à la frontière turque et la recherche croissante de stabiliser le nord du pays pour y renvoyer les réfugiés installés sur son territoire ont été les moteurs de cette politique d'intervention d'Erdogan en Syrie. Avec, comme point d'orgue, l'occupation des régions du nord du pays à partir d'août 2016 par les forces armées turques et leur allié – l'ANS et ses milices.

Mais si Ankara était dans la boucle de l'offensive qui se préparait, il est difficile d'imaginer que les services de renseignement syriens – et russes – n'aient pas eu vent de ce qui se tramait. L'absence de préparatifs, du côté du régime, apparaît dès lors déconcertante. L'ampleur de l'offensive a-t-elle été sous-estimée ? La débandade de l'armée syrienne s'explique-t-elle par les seuls facteurs de la fatigue et de la démotivation, en raison des salaires misérables des troupes et d'un quotidien devenu intolérable dans une Syrie appauvrie qui ne s'est jamais relevée des plus dures années de combats (2011-2018) ?

Tandis que l'état-major affirmait encore, samedi 7 décembre, en début de soirée,

que l'armée veillait à la défense de Damas, des officiers prenaient la fuite vers le Liban. « *Je n'arrive pas à croire à ce qui s'est passé. J'étais en service à un barrage à Damas. On nous a demandé de laisser notre position et nos armes, ce que nous avons fait* », raconte Ali, un autre conscrit rencontré au poste-frontière de Masnaa, dimanche. Il affirme avoir fui « *le chaos à Damas* » et redouter désormais des actes de vengeance « *sur base sectaire, malgré les déclarations des rebelles* » – lui-même appartenant à la minorité chiite de Syrie, qui a soutenu Bachar Al-Assad. « *On ne comprend pas ce qui s'est passé. Il y a eu tant de trahisons au sein de l'armée pendant cette guerre* », ajoute-t-il.

Ces trahisons, tant l'Iran que le Hezbollah en savent quelque chose. Leurs positions en Syrie ont été bombardées par l'armée israélienne au cours de la guerre, et les raids se sont intensifiés en parallèle du conflit au Liban, du 23 septembre au 27 novembre. Avec l'armée syrienne, le Hezbollah a toujours entretenu une relation de défiance, en raison de la corruption notoire (de l'argent contre le partage de renseignements ou contre l'abandon d'une position militaire) au sein de ses rangs. Ces deux soutiens importants du régime syrien ont-ils également été pris de court par l'offensive de la coalition dominée par HTC, ou bien, dans une position affaiblie, ont-ils préféré sauver l'essentiel – leur survie – en Iran et au Liban ? Bachar Al-Assad était si affaibli, à la veille de l'offensive rebelle, qu'il était dans une position intenable, censé donner des gages à ses protecteurs, et menacé par le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, mardi 26 novembre, qui estimait qu'il « *jou[ait] avec le feu* », en citant les transferts d'armes tolérés par son régime au profit du Hezbollah.

### **Bachar Al-Assad, « un homme en sursis »**

Nombre de pays arabes, comme les Emirats arabes unis, la Jordanie ou l'Irak, avaient exprimé, peu après la chute d'Alep, leur soutien à la « souveraineté » de la Syrie. Le président émirati, Mohammed Ben Zayed, avait même contacté directement Bachar Al-Assad. Il se disait que, dans les coulisses, les Emirats faisaient activement du lobbying pour que les Etats-Unis lèvent les sanctions contre le régime – celles-là mêmes qui avaient placé la Syrie sous un embargo de facto, empêchant toute reconstruction –, à charge d'obtenir, en échange, le retrait des forces iraniennes de Syrie. Le déclin de l'Iran dans le territoire contrôlé par le régime a toujours été l'objectif des Emirats, dans leur relance des relations avec Damas.

Mais une source syrienne, très connectée tant du côté de l'opposition que du régime, s'attendait, peu après la chute d'Alep, à un effacement très rapide du pouvoir, dans une Syrie devenue un Etat failli. Elle parlait d'une offensive rebelle rendue possible par un « *accord entre la Turquie et la Russie* », estimant que les bombardements de Moscou en soutien au régime de Damas n'étaient que de pure façade. Elle affirmait tenir d'un responsable saoudien que Bachar Al-Assad était « *un homme en sursis* ». Des propos qui auraient été tenus début novembre.

Si le rapprochement arabe avec le régime syrien s'était fait pour des raisons pragmatiques – tenter de réduire l'influence iranienne, gérer les frontières et le flux de réfugiés syriens –, Bachar Al-Assad demeurait en quarantaine aux yeux de la plupart de ses pairs. Les points marqués par Ankara sont cependant loin d'être une source de joie dans les monarchies arabes. Les Emirats arabes

unis, hostiles à l'islam politique, ne peuvent voir que d'un mauvais œil l'ascension de HTC. Et, surtout, les pays arabes peuvent craindre les effets domino de la nouvelle donne à Damas.

« *Le renversement du régime syrien est la suite de la déflagration causée par le 7 octobre 2023 [l'attaque du Hamas contre Israël], dont les effets ne sont pas finis. La chute d'Al-Assad complique un peu plus le jeu régional* », estime un observateur. Alors que le quotidien libanais pro-Hezbollah *Al-Akhbar* estimait, au lendemain de la prise d'Alep par la coalition insurgée, que l'offensive avait effectivement été le fruit d'un soutien d'Ankara, mais que la Syrie était dans le même temps le théâtre d'une convergence d'intérêts turcs (fragiliser Bachar Al-Assad) et israéliens (continuer d'affaiblir « *l'axe de la résistance* » contre l'Etat hébreu mené par l'Iran), cet interlocuteur voit les choses autrement : « *A Idlib ont été organisées des condoléances pour Yahya Sinouar [le leader du Hamas tué à Gaza en octobre]. Des figures du Hamas ont été libérées de prison par les rebelles. C'est une question de semaines avant que Gaza et les Palestiniens soient un motif de ralliement à Damas. Ce qui risque peu de plaire, ni à Israël ni aux pays arabes.* »

### **Restaurer l'unité du pays**

Les défis ne manquent pas pour la phase de transition qui s'ouvre en Syrie. Comparées aux scènes d'anarchie qui se sont produites à Bagdad après l'invasion américaine et le renversement de Saddam Hussein en 2003, les premières étapes, d'Alep à Damas, se sont mieux passées. Dans la capitale, comme dans d'autres villes, des manifestants ont renversé et piétiné des statues de Hafez Al-Assad, qui a dirigé la Syrie de 1971 à sa mort en 2000, et de son fils Bachar. Des ré-

sidences de la famille Al-Assad ont aussi été pillées. Des scènes prévisibles. Le premier ministre, Mohammad Ghazi al-Jalali, a déclaré que son pays devait organiser des élections libres afin que les Syriens puissent choisir leurs dirigeants. Il a ajouté être en contact avec le chef de HTC pour discuter de la transition.

Plane aussi le risque de rivalités entre groupes armés de différentes obédiences et répondant à divers soutiens dans un pays où opèrent une multitude d'acteurs régionaux et internationaux, dont les Etats-Unis, la Russie et la Turquie. Quels seront les projets d'Ankara face aux forces kurdes soutenues par Washington ? Une source au sein de la sécurité turque a déclaré,

dimanche 8 décembre, que les factions de l'ANS étaient sur le point d'arracher le contrôle de la ville de Manbij, située à l'est d'Alep. Les milices contrôlaient 80 % de cette poche dirigée par les Kurdes à l'ouest de l'Euphrate. Un des objectifs qu'Ankara n'a jamais perdus de vue semble prendre forme après à peine dix jours d'offensive : pousser les forces kurdes jusqu'à la rive est du fleuve.

Mais le plus grand défi est sans doute de restaurer l'unité de la Syrie. La société syrienne a été affaiblie et décimée par la répression et la guerre, entre immenses pertes humaines et exils forcés à grande échelle. Si les rebelles ont appelé à ce qu'il n'y ait pas d'actes de vengeance,

les cœurs sont lourds. Le repli confessionnel n'a cessé de s'accroître au cours du conflit. Le mouvement au poste-frontière de Masnaa, dimanche, illustre deux visions radicalement différentes de la nouvelle donne à Damas : le flux de ceux qui rentrent, le cœur joyeux, et la peur de ceux qui tentaient de rejoindre le Liban.

Nombre d'entre eux étaient refoulés par la sûreté générale (le service de sécurité libanais chargé des frontières), dont les agents précisaient qu'ils n'avaient pas de papiers en règle, n'ayant pu recevoir de tampon de sortie du côté syrien, en raison de la situation chaotique. Mais, dans les faits, Beyrouth ne veut pas d'un nouvel afflux massif de Syriens. Le Liban est fragilisé

par une crise financière qui dure depuis cinq ans et par la récente guerre entre Israël – dont les avions de chasse ont survolé Beyrouth dans la nuit de dimanche à lundi – et le Hezbollah, et le pays sait qu'il n'est pas à l'abri d'une déstabilisation. Alors que le renversement de Bachar Al-Assad a été accueilli par des tirs de joie dans des régions sunnites prorébellion, le sentiment de défiance domine dans les zones chiites pro-Hezbollah. L'armée s'est déployée, dimanche, dans la région de la Bekaa, frontalière avec la Syrie. La chute du régime syrien, vieux de plus de cinquante ans, est un séisme au Proche-Orient, dont les répliques sont encore inconnues.

---

The New York Times

Dec. 9, 2024

## With Syria in Flux, Turkish Forces Attack U.S.-Backed Forces

Rebels supported by Turkish air power fired on a Kurdish-controlled city in northern Syria, pitting proxies of the U.S. and Turkey — NATO allies — against each other.

**T**he Turkish military fired on U.S.-backed Kurdish forces in northern Syria this weekend, a [war monitoring group](#) and a spokesman for the Kurdish group said on Sunday, illuminating the tangle of competing interests and alliances in Syria in the wake of the government's collapse.

Fighting erupted on Saturday in Manbij, a Kurdish-controlled city near Syria's border with Turkey, between rebel groups, one backed by the United States and the other by Turkey. At least 22 members of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces were killed in and around

Manbij, and 40 others were wounded, according to the Kurdish group.

The clashes preceded a call on Sunday between Secretary of Defense Lloyd J. Austin III and his Turkish counterpart, Defense Minister Yasar Guler.

The other fighters, the Syrian National Army, were supported in their assault of Manbij by Turkish air power, including warplanes, according to a spokesman for the Syrian Democratic Forces. And a Turkish "kamikaze drone" exploded at a Kurdish military base on Saturday, according to the monitoring group, the

Syrian Observatory for Human Rights.

Turkey and the United States are allies, sworn to protect each other as members of the NATO alliance. Though both countries celebrated Sunday's ouster of the Syrian dictator Bashar al-Assad, their interests diverge over support for the Kurds in northern Syria, far from Damascus, the capital.

In their call on Sunday, Mr. Austin and Mr. Guler agreed that coordination was necessary "to prevent further escalation of an already volatile situation, as well as to avoid any risk to U.S. forces and

partners," according to a readout of the conversation released by the Pentagon. The United States also acknowledged Turkey's "legitimate security concerns."

The Kurds have been instrumental partners for the United States in fighting the Islamic State, an Islamist terrorist group that rose to power early in Syria's civil war, more than a decade ago.

The Kurds now control much of Syria's northeast under an autonomous civil administration. About 900 U.S. troops are deployed to Syria to support the Kurdish forces. American forces [have pa-](#)

trolled around Manbij with Turkey in the past, but it was not immediately clear if any U.S. troops were in the city this weekend during the Turkish bombardment.

On Sunday, the United States announced it had conducted one of the largest strikes against Islamic State targets in months.

Turkey views armed Kurds so close to its border as a threat. For decades Turkey has fought Kurdish separatists, who seek to carve out an independent country.

Turkey has backed several

rebel groups in Syria, including Hayat Tahrir al-Sham, the group of seemingly reformed Al Qaeda members whose lightning-fast push to Damascus toppled the authoritarian government on Sunday. Turkey also has backed the Syrian National Army, a ragtag force made up of mercenaries and criminals, to help maintain a buffer zone along its border with Syria to guard against the activities of Kurdish militants.

Turkey and its proxies in the S.N.A. "are looking to utilize the current chaos to rewrite the map in Turkey's favor," said Devorah Margolin, a sen-

ior fellow at the Washington Institute for Near East Policy. "They are using the distraction of Damascus to continue to grab power during this time of chaos and to undermine the S.D.F., ensuring its negotiating power is weakened."

The power vacuum created by the fall of Damascus presents an opportunity for Turkey to increase its power and influence in Syria generally but particularly along its border, said Natasha Hall, a senior fellow with the Middle East program at the Center for Strategic and International Studies.

The weekend's fighting was condemned by the Kurdish-run civil administration of northern Syria.

"The other part of Syria is liberated from the tyranny of Assad," said Sinam Mohammad, who represents the Kurdish autonomous region in its dealings with the United States.

Turkey and its proxies, he said, "want to create another conflict," adding, "We don't want to have conflict in the region."



Dec 09, 2024

## Senator Graham urges protection of Syrian Kurdish forces from Turkey

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkish and Islamist attacks against Kurdish forces in Syria present a great risk to tens of thousands of Islamic State (ISIS) prisoners held in northeast Syria (Rojava) and must be brought under control, US Senator Lindsey Graham said on Monday.

"Turkey has legitimate concerns regarding different groups that reside in northeastern Syria. But if there is a conflict between Turkey and the Syrian Democratic Forces [SDF] or Turkey attacks Kurdish forces, it will set in motion an ISIS jailbreak, which would be a nightmare for America," Graham said on X.

He was commenting on the recent US strikes against ISIS camps and operatives in Syria as reported by the army's

Central Command (CENTCOM).

"We should not allow the Kurdish forces - who helped us destroy ISIS on President [Donald] Trump's watch - to be threatened by Turkey or the radical Islamists who have taken over Syria," said Graham, a Republican.

Syria's civil war dramatically reignited late last month when a coalition of rebels led by the jihadist Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) launched a lightning offensive against the Syrian army, seizing the cities of Aleppo, Hama, Homs, and culminating their victory by capturing the capital Damascus as regime forces scrambled and President Bashar al-Assad fled the country, ending over five decades of Baathist rule. Kurds have greatly expanded

territories under their control to cover most of oil-rich Deir ez-Zor province in the east after government forces and their pro-Iran allies withdrew to redeploy in other areas where the regime was fighting rebels.

As most rebels were busy fighting Assad, Turkey and its Syrian proxies of the Syrian National Army (SNA) launched successive operations against Kurdish forces in the north. They quickly moved to strike the town of Tal Rifaat near Afrin and pushed Kurdish-led forces out. With celebrations ensuing after the fall of Damascus, the SNA intensified its attacks on the strategic northern city of Manbij in Aleppo province, briefly entering the city before being repelled in a stated ambush by the SDF. On Sunday, CENTCOM said

that it had struck over 75 ISIS targets in Syria with B-52 bombers, F-15s, and A-10 Warthogs.

"The last time ISIS was in charge, thousands of Europeans and Americans were killed by ISIS plots that originated in Syria," Graham warned.

"If Turkey takes military action against Kurdish forces in Syria, it will jeopardize America's interests dramatically," he stressed, adding that he had previously proposed sanctions against Ankara if they targeted Kurdish forces - a prospect he said stands ready to do again in a bipartisan manner.

ISIS rose to power and seized swathes of Iraqi and Syrian land amid a brazen offensive in 2014, declaring a so-called "caliphate".

Though the jihadists no longer control any territory, they continue to pose a security risk by carrying out kidnappings, hit-and-run attacks, and bombings, and the SDF, which control Rojava, conducts frequent operations against the group.

The Kurdish-led and US-backed SDF fought the lion's share of the battle against ISIS and arrested thousands of the group's fighters along with their wives and children when they crushed ISIS terri-

torially and overran its last stronghold in 2019.

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS.

Turkey considers the SDF and its main fighting force, the People's Protection Units (YPG), as the Syrian front for

the Kurdistan Workers' Party (PKK) - designated terrorists by Ankara.

SDF General Commander Mazloum Abdi on Friday stressed that the Kurdish-led force wants to resolve its problems with Ankara through a peaceful resolution to Syria's war.

But Turkish Foreign Minister Hakan Fidan strongly downplayed the possibility of talks with the SDF on Sunday.

"There are three legitimate Kurdish parties that work together in northern Syria, and they have been part of the broader Syrian opposition for a long time. However, any PKK extension in Syria cannot be considered a legitimate party to engage with any talks in Syria," Fidan said during to Doha Forum, responding to Rudaw's question. "In short, no, unless they change themselves."



Nicole Grajewski  
December 9, 2024

## Why Did Iran Allow Bashar al-Assad's Downfall?

Tehran may have assumed there would be opportunities to exploit in Syria's likely instability in the future.

In a little over a week, Bashar al-Assad saw his reign of brutality fall as rebels launched an offensive from the northwest followed by a parallel offensive from the southern front. The facade of military strength crumbled as the Syrian army—the same force that had mercilessly barrel-bombed civilian populations and deployed sarin gas against children—abandoned their posts, leaving behind arsenals of equipment in a retreat that exposed the regime's hollow foundation.

As his forces dissolved around him, Assad watched helplessly as his longtime patrons, Russia and Iran, orchestrated their own withdrawals—Russia to its coastal strongholds in Latakia and Tartous, and Iranian forces eastward to Iraq. This left the ophthalmologist-turned-despot to contemplate the ruins of his dictatorship,

built on incomprehensible human suffering.

The roots of this moment can be traced back to 2012, when Iran first committed to preserving Assad's rule. Major-General Qassem Soleimani, the late commander of the Quds Force of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), embarked on a series of visits to Syria to assess the Assad regime's stability. These reportedly left him alarmed about the regime's ability to withstand the revolutionary surge and insurgent pressure. Soleimani also traveled to Lebanon where he met with Hezbollah's late secretary general Hassan Nasrallah to shore up Assad's defenses.

Nasrallah's and Soleimani's lobbying shaped Iran's decision to intervene militarily in Syria, particularly in persuading Supreme Leader Ali

Khamenei and the Iranian Supreme National Security Council to overcome their initial hesitation. Khamenei had expressed significant concerns about the substantial financial and operational commitments required for a large-scale ground intervention. However, Nasrallah and Soleimani presented a case that framed the intervention as essential for preserving both Hezbollah's future and Iran's broader regional influence. Their argument centered on the existential threat that Assad's possible downfall would pose to their strategic interests and to the so-called Axis of Resistance.

Now, more than a decade later, there is a profound irony in the outcome. Neither Soleimani nor Nasrallah lived to witness the unraveling of their grand strategic vision. Their intervention, intended to cement

the Axis of Resistance, instead became a testament to its deterioration. The very strategy designed to divide and control Syria has collapsed under its own weight, marking not just the end of Assad's rule, but potential irreparable decline for the axis.

Over the past thirteen years, Iran has invested an estimated \$30–50 billion in Syria, underscoring its unwavering commitment to ensuring the survival of Bashar al-Assad's regime. Iranian advisors, particularly those from the Quds Force, played a decisive role in safeguarding Assad's government during the Syrian civil war. Official reports cite more than 2,000 casualties among the "defenders of the shrine"—Iran's euphemistic term for its forces in Syria. Most of these casualties are believed to be Afghan nationals recruited as part of the Fatemiy-

our Brigades, though Iran did lose considerable numbers of IRGC personnel as well, notably during the battle of Khan Touman in 2016.

Iran embedded itself within key military and paramilitary structures in Syria. One such example is the National Defense Forces (NDF), a pro-regime militia network that Iran helped organize, arm, and train. Formed in 2013 under IRGC supervision, the NDF became a critical auxiliary force, integrating local fighters into Assad's military strategy and supplementing the overstretched Syrian army. Iran also cultivated close ties with certain divisions of the Syrian military, particularly the 4th Armored Division and the Republican Guard. The 4th Armored Division, commanded by Maher al-Assad, Bashar's brother, was a favored recipient of Iranian training, weaponry, and financial aid due to its reliability and effectiveness in major offensives. Similarly, the Republican Guard, tasked with protecting the regime's inner circle and key infrastructure, benefited from Iranian logistical and operational support, ensuring its continued loyalty to Assad.

In the past year alone, however, Iran saw the unraveling of its command and control in Syria. In December 2023, Israeli strikes in Damascus killed Seyed Razi Mousavi, a senior IRGC adviser who served as the main conduit for Iranian interests in Syria. This blow was followed by an even more significant strike on April 1, 2024, when Israeli F-35 fighter jets targeted the Iranian Embassy's consular section in Damascus, killing General Mohammed Zahedi, the former commander of IRGC ground forces. Meanwhile, Iran's Axis of Resistance was in peril. These losses, coupled with the severe degradation of Hezbollah's command structure in Lebanon, including its leadership under Nasrallah, substantially diminished Iran's

regional influence.

When the rebel offensive commenced in late November, Iran found itself poorly positioned to mount an effective intervention to support Assad. Unlike in 2016, when Iranian ground forces complemented Russian air support in the siege of Aleppo, neither patron demonstrated the will or capability to launch a similar counteroffensive. Both powers had grown increasingly frustrated with Assad's intransigence. For Russia and Iran, Assad was their man until he wasn't.

By early 2024, both Iran and Russia had changed when it came to the Syrian president. Russia was particularly incensed by his repeated violations of the Idlib deescalation agreement and stubborn resistance to any form of a negotiated settlement. Meanwhile, Iran found its once-considerable influence over Damascus steadily eroding, with Assad increasingly charting an independent course that often conflicted with Tehran's regional objectives. Iran's suspicions of Assad deepened after a series of leaks disclosed the movements of IRGC officials that culminated in Israeli strikes on these officials in Syria. The Quds Force, once given relatively free rein in Syria, now found its movements increasingly restricted by the Syrian authorities, with Assad refusing to allow the use of the Golan Heights as a potential front against Israel. Perhaps most provocatively, Damascus had begun limiting Shiite religious activities throughout Syria—a direct challenge to Iran's efforts to expand its ideological and cultural influence in the region.

By the time rebels launched their offensive, neither Iran nor Russia saw sufficient value in expending further resources to prop up a regime that had become more liability than asset. Assad's growing independence had effectively undermined the very partnerships

that had sustained his rule for over a decade. Eventually, Russia offered Assad asylum on humanitarian grounds but Moscow's disdain for Assad seemed apparent in Sergei Lavrov's comments at the Doha forum, where he chastised the interviewer for wanting "to drown [him] in Syria" questions.

The Syrian army's fundamental weakness became glaringly apparent even before the rebels captured Aleppo. Discussion on Iranian social media platforms, particularly pro-IRGC Telegram channels, reflected this reality. Ordinary Iranians in these forums began openly criticizing Assad and his military's incompetence. Perhaps most telling was the shift in sentiment among traditionally staunch IRGC supporters, who began expressing indignation at Assad's corruption and the Syrian army's ineffectiveness.

Iran's initial response suggested a familiar playbook—the mobilization of Iraqi militias to shore up Assad's defenses. However, the Iraqi government refused to allow these forces to cross into Syria. Rather than challenge this decision, Iran acquiesced with surprising ease. In a stunning development, Iranian-backed forces abandoned their most strategic asset—control of the Syrian-Iraqi border crossing—without any resistance. The IRGC and pro-Iran Iraqi fighters had already pulled out of Deir al-Zor before Kurdish forces moved in, leading to the swift capture of the crucial Qa'im-Bukamal border crossing by the Syrian Democratic Forces (SDF).

The governorate of Deir al-Zor and its border crossing at Bukamal had served as Iran's crown jewel in Syria, representing a vital link in Tehran's regional ambitions. After capturing control of Deir al-Zor from the Islamic State group in 2017, Iran transformed this eastern Syrian region into a crucial corridor for projecting

power across the Levant. The Qa'im-Bukamal crossing became the linchpin in Iran's land bridge to Lebanon, facilitating the movement of weapons, fighters, and supplies to its proxy forces throughout the region.

The significance of Deir al-Zor was not just in its logistical value. Iran had invested heavily in securing this territory, establishing a network of military bases, and cultivating deep ties with local tribal leaders. The Iranians exploited Arab grievances against both the Islamic State and later the SDF, while simultaneously using the region to pressure U.S. forces stationed at the Tanf garrison and near the Conoco gas field. Iranian-backed militias frequently launched attacks against American positions from this territory, making it a theater in the broader U.S.-Iranian regional competition. Yet when Assad's regime began to fall apart, Iran made the surprising decision to cede this vital territory to the SDF. This retreat perhaps reflected a more nefarious, long-term strategy—betting that the persistent tensions between Kurdish forces and the local Arab population and Turkish-backed rebel forces would eventually create new opportunities for a return of Iranian influence.

Iran's withdrawal from Syria extended far beyond abandoning Deir al-Zor, marking a complete reversal of its military presence across the country. The night before Assad fled Damascus, the *New York Times* revealed that Iran had begun evacuating its military commanders and personnel from Syria. The stark reality of Iran's capitulation was captured by an analyst close to the regime who told the newspaper: "Iran is starting to evacuate its forces and military personnel because we cannot fight as an advisory and support force if Syria's army itself does not want to fight... The bottom line is that Iran has realized that it

cannot manage the situation in Syria right now with any military operation and this option is off the table.”

The collapse of the Assad regime effectively dismantled over a decade of Iranian investment in Syria, unraveling the complex web of influence woven by Qassem Soleimani. As the Quds Force commander, he had devised a strategy of regional destabilization that inflicted immense suffering across the Middle East. His approach was methodical: identify vulnerable states, exploit their weaknesses, and fill power vacuums with Iran-backed militias that became notorious for their brutality and exploitation of local populations. The logic of this approach lay in Solei-

mani’s understanding that governmental weakness was the fertile soil in which Iranian influence could take root and flourish. Syria represented the pinnacle of this strategy, where Soleimani helped transform a popular uprising into a catastrophic civil war.

What initially began as an intervention in Syria to salvage the Axis of Resistance became, instead, the harbinger of its decline. This network of proxy forces and allied regimes, stretching from Tehran to Beirut to Sanaa, was meant to be Iran’s answer to regional isolation and Western pressure. The model that seemed so effective in Lebanon crumbled months earlier with Israel’s attrition of Hezbollah, culminating in the devastating

Israeli bombing campaign and invasion that began on October 1. Ultimately, it proved unsustainable in Syria.

Much remains unclear about Iranian decisions during Assad’s final days. While Tehran cannot realistically hope to restore the level of influence it enjoyed under Assad, its calculations likely extend beyond the immediate crisis. Given Iran’s proven skill in exploiting regional chaos, it may be anticipating that Syria’s transition away from Assad will create new opportunities for influence, particularly as various factions vie for power and resources. The Syrian Kurds’ hostility to Turkish influence in Syria may represent one such opening, for example. Iran’s demonstrated

ability to work with Sunni groups could also lead to pragmatic alliances formed around opposition to Israel, especially given that the Israelis have just [seized the demilitarized buffer zone](#) established by the 1974 disengagement agreement in southern Syria.

Yet all of this remains highly speculative. What is certain is that Assad’s inglorious fall has exposed the profound damage inflicted on Syria by his rule and the external powers that sustained him. The coming months will reveal whether Iran can adapt its strategy to Syria’s new reality, or whether Assad’s exit marks a genuine endpoint to its Syrian ambitions.

---

The New York Times

Dec. 9, 2024  
Eric Schmitt

## U.S. Scrambles to Navigate Perils of a New Syria

The Biden administration is relying on Turkey to convey messages to Hayat Tahrir al-Sham, which toppled Bashar al-Assad but is designated by the U.S. as a terrorist organization.

The Biden administration is scrambling to find ways to engage with groups in Syria and around the Middle East as [victorious militias](#) begin shaping the nation’s future after the [toppling of President Bashar al-Assad](#), the longtime autocrat.

The informal diplomacy during this [risky period](#) has to take place through channels outside Syria because the United States closed its embassy in Damascus in 2012 and has no known diplomatic personnel there. The State Department maintains a Syria office in its mission in Turkey,

whose government has built close ties to various Syrian militias, including the most powerful one, [Hayat Tahrir al-Sham](#).

Facing a new 11th-hour Middle East crisis before leaving power, the Biden administration hopes to keep the lid on a Pandora’s box of threats that could emerge from a post-Assad Syria. Among them are a resurgence of anti-American terrorists, new dangers for neighboring Israel and a spasm of violence that could drive more refugees from the country.

U.S. officials have

been [speaking to their counterparts](#) in Turkey in recent days. Secretary of State Antony J. Blinken talked with Hakan Fidan, the foreign minister of Turkey and a former intelligence chief, on Saturday as the militias were moving quickly toward Damascus, the capital of Syria.

Mr. Blinken “emphasized the importance of protecting civilians, including members of minority groups, across Syria,” according to a State Department summary of the call.

It was clear Mr. Blinken in-

tended for Mr. Fidan to convey that message to the militias.

Celebrating the fall of the Assad government in Bar Elias, Lebanon, near the Syrian border, on Sunday. Daniel Berehulak/The New York Times

While the United States sees Turkey as a potentially helpful partner, given its close rebel ties, Biden officials are also wary of its intentions toward U.S.-backed Kurdish fighters who have battled the Islamic State in northeastern Syria. On Sunday, Defense Secre-

tary Lloyd J. Austin III [spoke with his Turkish counterpart](#), Yasar Guler, in part “to avoid any risk to U.S. forces and partners, and the Defeat-ISIS Mission,” according to a summary of the call from the Pentagon.

The conversation followed [Turkish attacks on the Kurdish-led Syrian Democratic Forces](#) that the group said killed at least 22 of its members. Turkish officials say those Kurdish fighters are aligned with Kurdish nationalist militants inside their country.

The Biden administration is intensifying talks over Syria with other allies in the region.

The White House said on Monday that Jake Sullivan, the national security adviser, would fly to Israel this week to speak to officials there about the related situations in Gaza, Syria, Lebanon and Iran.

The rapid fall of the Assad government surprised both Israel and the United States. Israeli troops [crossed into Syria](#) over the weekend and quickly bolstered defenses in the Golan Heights, which Israel had annexed from Syria. Israel also conducted airstrikes on chemical weapons stockpiles in Syria, Israeli officials said.

The State Department spokesman, Matthew Miller, told reporters on Monday that Biden officials “have a number of ways of communicating” with rebel leaders — “sometimes directly with various groups, sometimes with intermediaries, either inside Syria or outside Syria.”

Roger D. Carstens, the U.S. special envoy for hostage affairs, is already in Beirut as part of a renewed effort to win the freedom of Austin Tice, an American journalist who disappeared in Syria in 2012 and whom President Biden [believes to be alive](#).

Mr. Carstens’s mission is “to find out where Austin Tice is and get him home as soon as possible,” Mr. Miller said.

“We have reason to believe that he is alive,” Mr. Miller said, without providing details.

Syrians on Monday at Sednaya, the Assad government’s most notorious prison, where thousands of political prisoners were held. Daniel Berehulak/The New York Times

The United States has been wary of Hayat Tahrir al-Sham and its 42-year-old leader, Abu Mohammed al-Jolani, ever since President Barack Obama designated its earlier incarnation a terrorist group. U.S. officials say they are closely watching to see whether the organization displays traits of a terrorist group or whether it has changed.

“We will be closely monitoring developments as they unfold and engaging with our partners in the region,” Mr. Blinken said in a statement on Sunday. “We have taken note of statements made by rebel leaders in recent days, but as they take on greater responsibility, we will assess not just their words, but their actions.” He specifically cited respect for human rights and the protection of civilian non-combatants.

David Lammy, the foreign secretary of Britain, [said the same thing](#) on Monday. At least one British cabinet official has suggested his government [could lift its terrorist designation on the group](#) under the right circumstances.

The U.S. process for a full lifting of the same designation could take weeks or months, once a decision is made.

A senior U.S. official said on Sunday that it was too early to discuss whether the United States might remove its sanctions on Hayat Tahrir al-

Sham. But the official suggested, in an echo of Mr. Blinken’s statement, that the group would have to earn such a reprieve with tangible action.

Colin P. Clarke, a counterterrorism analyst at the Soufan Group, a security consulting firm based in New York, called any softening of the U.S. position toward Mr. Jolani “a huge risk.”

“Jolani has done an amazing job at rehabbing his image; he’s presenting himself as a modern-day revolutionary cut from the same cloth as Che Guevara, and this is resonating in many parts of the Middle East and further abroad,” Mr. Clarke said. “However, under his rule, northwestern Syria has still been a harsh place where critics are silenced, tortured, jailed and disappeared.”

An abandoned border checkpoint in Masnaa, Syria. Daniel Berehulak/The New York Times

He noted that the United States still maintains [a bounty of up to \\$10 million](#) on Mr. Jolani’s head.

“Assad is a brutal dictator, but that doesn’t make Jolani more palatable,” Mr. Clarke added. “Neither of these individuals should be running Syria, but U.S. policy needs to deal with realities on the ground and not ideal scenarios.”

The U.S. government broke off diplomatic relations with Mr. Assad and his government in 2012, as the uprising that began the previous year spiraled into a devastating civil war.

Robert Ford, the U.S. ambassador then, pushed the Obama administration to designate the Al Nusra Front, the precursor to Hayat Tahrir al-Sham, a terrorist group because its fighters set off two suicide car bombs in Damascus in December 2011. The explosions, outside the offices

of a security agency, killed at least 44 people, most of them civilians, according to the Syrian government.

Mr. Ford said in an interview on Monday that he would now advise the Biden administration to consider taking Hayat Tahrir al-Sham off the terrorist list because it appears to have adopted more moderate ideas and tactics.

Mr. Ford said the group had broken from the Islamic State and Al Qaeda years ago and had fought both organizations. He also said Hayat Tahrir al-Sham tolerated Christian practices and had allowed Christians to rebuild churches in the Idlib region, the part of Syria that the group has controlled and governed in the late stages of the civil war.

Mr. Ford added that the Biden administration should ensure it has channels to the main players, and that it should encourage its partners, notably Kurdish militias and political groups in the northeast, to engage in any emerging political process.

Celebrating in Umayyad Square in Damascus on Monday. Daniel Berehulak/The New York Times

The Pentagon has kept 900 U.S. troops in northeast Syria, where they work with Kurdish fighters in operations against the Islamic State. But the Kurds are trying to fend off attacks by armed groups backed by Turkey.

“Instead of trying to manage a political process or support,” Mr. Ford said, “it’s much better to engage at a bit of a distance and be encouraging.”

Senior Pentagon officials have said U.S. troops will remain in Syria — at least for now — to continue their efforts to prevent the Islamic State from returning.

Daniel Shapiro, the deputy assistant secretary of defense for the Middle East, said at a security conference in Manama, Bahrain, that the Pentagon would push for the Islamic State's "enduring defeat, to ensure the secure detention of ISIS fighters and the repatriation of displaced persons."

American warplanes carried out airstrikes on Islamic State

sites in central Syria on Sunday, hitting more than 75 targets, U.S. officials said.

"There should be no doubt — we will not allow ISIS to reconstitute and take advantage of the current situation in Syria," said Gen. Michael Erik Kurilla, the head of U.S. Central Command, which oversees operations in the Middle East. "All organizations in Syria should know

that we will hold them accountable if they partner with or support ISIS in any way." Iran-backed militias in Iraq and Islamic State militants in Syria have occasionally attacked American troops at a handful of bases in the region.

But as the Biden administration focused on Russia's invasion of Ukraine and a potential future conflict with China, the counter-ISIS

mission in Syria became something of a back-burner issue.

During his first administration, President-elect Donald J. Trump sought to withdraw American forces from Syria but was talked out of it by senior Pentagon officials, including Gen. Mark A. Milley, the chairman of the Joint Chiefs of Staff at the time.

The New York Times

By Daniel Byman  
Dec. 9, 2024

## Al-Assad's Syria Was Brutal. Will What Comes Next Be Better?

**M**r. Byman is a senior fellow at the Center for Strategic and International Studies and a professor at Georgetown University.

It is hard not to rejoice while watching images of ecstatic [Syrians toppling statues](#) from the regime of the deposed dictator Bashar al-Assad and hearing the shouts of joy of prisoners, many of whom may have been tortured and starved, released from his dungeons. Mr. al-Assad's Syria was brutal for the regime's opponents, and 13 years of civil war and a kleptocratic regime made life dangerous and miserable for ordinary Syrians. In addition to striking a blow for human freedom, Mr. al-Assad's fall also removes an Iranian-backed, anti-American and anti-Israel dictator from the Middle East chessboard.

And yet it is hard not to also feel uneasy. Having watched similar images of Afghans freed from the Taliban's violent rule in 2001 and jubilant Iraqis in 2003 after the fall of Saddam Hussein, one worries that



Karam Al-Masri/Reuters

Syrians' sense of deep relief today could be followed by a new set of horrors tomorrow.

One of the biggest uncertainties facing Syrians and the country's neighbors is the true

nature of their liberators. Hayat Tahrir al-Sham (H.T.S.) has led the latest round of anti-regime offensives to victory, and it is now the dominant player among the diverse opposition that formed against Mr. al-Assad over his 24 years in power. The United States has designated H.T.S. and its leader, Abu Mohammad al-Jolani, as terrorists; there is even a \$10 million price on Mr. al-Jolani's head.

H.T.S., like the Islamic State, grew out of Jabhat al-Nusra, which in turn emerged from Al Qaeda in Iraq. Mr. al-Jolani was initially loyal to Al Qaeda when ISIS split from it but, in 2016, he publicly rejected the organization and formed H.T.S. [a year later](#). Mr. al-Jolani has repeatedly stated that he opposes foreign terrorist attacks and rejects an ISIS-type caliphate, and in H.T.S.-controlled areas he has tried to [suppress fighters](#) loyal to Al Qaeda and ISIS. This is encouraging, but it is also possible that the H.T.S. leader has merely been pragmatic, turning against these groups temporarily in a bid for power, and could be willing to work

with them once again in the future.

How whatever government takes shape will govern Syria's diverse population is another open question. Mr. al-Jolani has told Christian, Druse and other minority leaders that [they are free to worship](#), but his followers remain committed to an extreme version of Islam, and the group's track record is mixed. The U.S. State Department [reports](#) that H.T.S. has committed human rights abuses against minorities and seized the property of displaced Christians. In parts of the country that have been under its control, H.T.S. has [placed limits on public displays of Christianity](#), even when it tolerated Christian worship.

Even if H.T.S. itself reins in its most extreme elements, the Islamic State may grow in power. Well before the latest offensive, the Islamic State [was on pace in 2024 to double its number of attacks in Iraq and Syria](#) during 2023. It now has [an estimated 2,500](#) fighters in Iraq and Syria, with established training camps in remote areas. Thousands of Islamic State fighters are also detained in Syria, and some may be released. As various opposition groups scramble for power, the Islamic State may gain more territory and freedom for its operations.

It's unclear whether H.T.S. will be able to consolidate power, cooperate with rivals and form a stable government. It is the strongest opposition group in

Syria now, but it is not the only one. The United States has long worked with the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces to fight the Islamic State, maintaining [around 900 troops](#) there. The S.D.F. seized more territory as regime forces fell apart, and in other parts of the country, [local militias also took advantage of the chaos](#). A unified government may emerge from all this, but in the short term at least it is more likely that different groups will dominate different parts of the country and, if the past is any guide, may end up turning their guns on one another in the struggle for power.

It is possible that H.T.S. and the other militia groups, as well as local residents, could take revenge on Mr. al-Assad's supporters and minority communities, especially the Alawites, who made up the core of the Assad regime. To bolster his power, Mr. al-Assad assembled a coalition of Alawite, Christian, Druse and other minorities to offset the demographic strength of the country's Sunni Muslim majority. Now that power in much of the country is back in Sunni hands, the once-marginalized may turn on those they see as their former oppressors. It's happened before: In 2003, [Iraqis began to hunt down members of the Baath Party](#) whom they blamed for the regime's atrocities. Syrians have good reason to hate the people who tortured and oppressed them, but in these situations it is too often innocent family and community

members, not the truly guilty, who are punished.

If chaos, revenge and infighting consume parts of Syria, the humanitarian situation may get worse, not better. The war has led to [almost seven million people displaced within Syria and over five million refugees](#). The good news is that many of those refugees, who have been living in Turkey, Lebanon and other countries, may return, but communities linked to Mr. al-Assad may flee en masse if they are targeted. They will need help in their host countries, which are already strained, while those returning will come home to destroyed cities and a defunct economy that will take decades to rebuild.

The world, however, is in no mood to help. On Saturday, President-elect Donald Trump [tweeted](#), "DO NOT GET INVOLVED!" The wars in Ukraine, Sudan and Gaza all demand the world's resources, and Western governments will be particularly leery of working with H.T.S., even for humanitarian reasons.

Although humanitarian support will likely be limited, the instability of Syria is likely to lead to military action by other governments in the region as they jockey to reposition themselves. Both Iran and Russia are withdrawing their forces, making it easier for other states to operate and furthering the power vacuum in the country. Turkey is particularly concerned about the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces and may act militarily

to weaken them. And Israel will almost certainly fear that the Assad regime, the devil it knew, will be replaced by a new force that may be less deterrable. Indeed, Jolani is the H.T.S. leader's nom de guerre, highlighting his ties to the Golan Heights that was once part of Syria and that Israel annexed in 1981. Israelis may also worry that Hezbollah or other Iranian-linked organizations will take advantage of the situation to conduct operations against Israel.

All this will make it harder for any government to control the country and impose order.

If the outgoing and incoming administrations in Washington want to avoid more regional proxy wars, a new humanitarian crisis and a potential terrorist haven, the next few months should involve careful diplomacy while maintaining — and ideally increasing — the U.S. military presence in the area. U.S. leaders should work with allies to press H.T.S. on its commitment to stopping terrorism and ensuring human rights, work with regional partners like Turkey and Israel to discourage their meddling, and coordinate a broad humanitarian response.

We all can hope that Syria is putting its horrific past behind it, but hope is not a policy. Brutal regimes and devastating civil wars have long legacies. A focused U.S. effort can alleviate some of Syria's problems, even if it cannot solve them completely.

## Syrie : à la prison de Saydnaya, l'espoir brisé des familles de disparus

Des milliers de personnes se sont rendues à la prison depuis sa libération par les rebelles, attirées par la rumeur de la présence de détenus dans les sous-sols de l'enceinte. Dans la nuit de lundi à mardi, les secouristes ont terminé leurs recherches, qui n'ont révélé « aucune zone non ouverte ou cachée au sein de l'établissement ».

Deux femmes et un homme, désespérés, les yeux creusés par les cernes, font les cent pas comme des somnambules sur la route qui mène au portail d'entrée de la prison de Saydnaya, à une vingtaine de kilomètres de Damas, lundi 9 décembre. « Mon fils, Manhal Nuail Salem, il avait 15 ans quand ils l'ont arrêté en 2014. » « Le mien s'appelle Youcef Abdallah Jassem. Nous sommes de Mazraat Al-Nafour, il a été enlevé en 2018. » « Mon fils s'appelle Ahmed Al-Majari. Arrêté en 2018 aussi, un voisin libéré, en 2021, m'a assuré qu'il l'avait vu en vie... »

Au lendemain de la chute du régime de Bachar Al-Assad, des milliers – peut-être des dizaines de milliers – de familles de disparus se pressent aux abords de Saydnaya et à l'intérieur, mues par un fol espoir : retrouver des milliers de détenus dans les sous-sols de l'enceinte. Dans la détresse, en larmes, une lente procession s'avance sur plusieurs kilomètres, espérant que le monstre de béton relâche des prisonniers en vie, peut-être un parent englouti par l'enfer carcéral de la famille Al-Assad.

A mesure qu'elles remontent le chemin de terre tracé à tra-

vers les fils barbelés et les tranchées qui entourent la prison, située plus haut sur une colline, ces familles découvrent cet endroit si craint, si surveillé, où le réseau téléphonique ne parvient pas. Chaque personne porte en elle l'histoire d'une arrestation, d'une détention, de la disparition d'un père, d'un fils, d'un cousin ou d'un ami. Chaque téléphone renferme le dernier souvenir d'un disparu. Arrivés devant le bâtiment, des hommes épluchent des fragments de cahiers d'archives à la recherche des noms de leurs proches, avant de filer vers le bâtiment principal.

Sur le terrain qui lui fait face, ils sont des centaines à attendre inlassablement, allongés sur le sable, assis à l'ombre d'un arbuste. Debout sur des véhicules de combat d'infanterie de fabrication russe, laissés là par les soldats de l'armée face à l'arrivée des forces rebelles, des combattants et des civils s'abandonnent à une bouffée de fierté en se photographiant avec leurs téléphones.

### Un tentaculaire réseau de surveillance

À l'entrée, une voiture immatriculée au Liban tente de se frayer un chemin au milieu de la foule. La libération d'un détenu libanais de la prison de Hama, après trente-cinq ans de détention, a fait renaître un fragile espoir parmi les familles de disparus issus du pays du Cèdre, kidnappés aux checkpoints de l'armée syrienne, qui intervenait dans le pays dans les années 1980.

En Syrie, l'enfer carcéral est une expérience qui se trans-

met de père en fils. Elle peut prendre son écot en emportant le destin du plus jeune. Le vieil homme qui s'avance en s'appuyant sur sa canne, un petit calot blanc sur la tête, ne veut pas donner son nom. La peur du régime est toujours présente. « *Le porc est parti !* », lance une femme à côté de lui. « *Ils m'ont emprisonné ! Sept fois !* », se met-il soudainement à crier. S'ensuit un flot de mots tremblants et douloureux : Ahmad Al-Salahi, son fils, a été englouti par Saydnaya, il y a quatorze ans, après avoir été arrêté à la frontière avec le Liban. Il avait 27 ans, une épouse et un enfant. Lui-même, aujourd'hui, a 77 ans. « *Il faut ramener [Bachar Al-Assad] et le juger ici* », implore-t-il, deux fois. Avant de repartir en claudiquant.

Bachar Al-Assad est parti, mais la cruauté de son régime n'a pas fini de hanter les Syriens. « *Ne me ramenez pas à cette époque, je ne veux pas trop en parler* », dit Hamed Al-Zawid, un chauffeur de taxi, qui se met soudainement à pleurer, essuyant ses lunettes avec un mouchoir en papier. Cet ancien militaire de 39 ans en paraît dix de plus. Il a fait deux séjours à Saydnaya, neuf mois en 2017, puis deux mois en 2022, pour insultes à l'armée. Il a été arrêté par des hommes de la garde républicaine après avoir dénoncé l'état déplorable dans lequel vivaient, au jour le jour, les soldats du régime. « *J'ai été torturé et tabassé, à chaque fois, lors des interrogatoires qui ont suivi mon arrestation, avant mon transfert à Saydnaya.* »

Hamed Al-Zawid fait alors

partie des équipes qui servent à manger aux autres détenus, ce qui lui permet de se déplacer dans les travées du centre de détention. Régulièrement, il découvre ceux qui n'ont pas survécu aux séances d'interrogatoire nocturnes, dont les corps gisent dans des cellules surpeuplées. Beaucoup ont été torturés à l'électricité. « *Ils transportaient ensuite les corps dans des couvertures pour les faire disparaître* », ajoute-t-il.

Rescapé de ses deux courts séjours dans la prison, le chauffeur de taxi n'en a pas fini avec les services de renseignement. Il est de nouveau arrêté, lors d'un contrôle, le 2 mars 2023, alors qu'il porte 10 000 dollars (9 500 euros) sur lui. Direction la sécurité politique, l'un des nombreux services du tentaculaire réseau de surveillance du régime, où il est torturé – il boite depuis. Il est condamné à sept ans de prison puis transféré à la prison d'Adra, dont il sort en mars, après une grâce présidentielle.

### Des corps dissous dans des produits chimiques

Revenu pour la première fois depuis que son ancienne geôle a été conquise par les soldats rebelles et les détenus libérés, il slalome dans les allées comme s'il ne les avait jamais réellement quittées. Dans une grande salle, le long des murs blancs, salis par des décennies d'horreur, des barreaux ont été installés pour créer d'étroites cellules collectives où il est impossible de s'asseoir. Hamed pénètre dans l'une d'elles. « *Les détenus étaient attachés*

ainsi, montre-t-il froidement avec ses mains. *C'est là qu'ils étaient torturés.* » A coups de barre de fer et de câble électrique, les bourreaux du régime s'attardaient à briser corps et âme jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Dans un rapport publié en 2022, l'Association des détenus et disparus de Saydnaya estimait à 30 000 le nombre de prisonniers torturés à mort ou exécutés entre 2011 et 2018, au plus fort de la répression et de l'anéantissement des régions qui échappaient au contrôle du régime. Les corps n'ont jamais été restitués aux familles. « *La moitié de la Syrie est passée par là* », croit savoir un homme. « *C'est pire qu'Abou Ghraïb* », rétorque un autre, en référence au funeste centre de torture et d'exécutions de Saddam Hussein, en Irak, puis de l'armée américaine après l'invasion du pays, en 2003. Dans l'aile ouest de Saydnaya, les corps des détenus, tués sous la torture, étaient placés dans du sel avant d'être envoyés vers un hôpital militaire. Hamed se souvient, lui, de corps dissous par des produits chimiques. La privation de nourriture, d'eau et de soins médicaux était généralisée.

Le sous-sol renferme des cellules individuelles où la lumière du soleil ne parvient jamais. Des oubliettes de 1 mètre sur 1 mètre, dans lesquelles étaient jetés les prisonniers voués à disparaître. A la lumière des lampes de téléphones portables, on creuse à la recherche d'un niveau inférieur. Combien de niveaux se trouvent sous ce mouiroir ? Personne ne le sait, mais chacun avance un chiffre. En surface, des pelleuses sont à l'œuvre pour perforer la pierre et ouvrir les entrailles du système carcéral d'Al-Assad. Un engin œuvre dans un petit

espace qui borde la cour de promenade, sous le regard de centaines de proches de disparus, entassés et serrés les uns contre les autres, près de se faire écraser. D'autres s'attellent à la pioche. Les secouristes des casques blancs, les membres de la défense civile syrienne, tentent, difficilement, d'organiser les recherches.

Après la libération de centaines de détenus, la diffusion sur les réseaux sociaux de vidéos montrant les écrans de contrôle a prolongé l'espoir de trouver des cellules cachées et d'autres disparus. Parmi les combattants du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, qui s'emploient, sans succès, à faire évacuer la prison pour faciliter les opérations, certains ne cachent pas leur scepticisme. « *En nous fondant sur les écrans du centre de commandement, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il y avait 160 caméras surveillant les cellules collectives et individuelles. Ce qui correspond au nombre de cellules dans les étages et au sous-sol* », explique Adbdelatif, un officier du groupe venu d'Idlib.

« *Il est possible qu'il y ait d'autres niveaux à l'extérieur du périmètre bâti de la prison, ou des entrées dérobées. Mais nous n'avons rien trouvé après avoir creusé ici ou là sur plus de 1,50 mètre de profondeur. Je crains qu'il n'y ait pas d'autres sous-sols, poursuit-il. Le régime a tué des dizaines de milliers de prisonniers, ici.* » Un discours difficile à supporter pour les proches des disparus. « *Quand ils ont ouvert les portes de la prison civile d'Alep, il y avait 5 000 prisonniers. Où sont ceux de Saydnaya, la plus grande prison du régime ?* », hurle de douleur un homme.

#### **Fin des opérations**

Adbdelatif, lui, en veut beaucoup aux premiers combattants rebelles qui ont libéré l'endroit : « *Saydnaya était l'un de nos objectifs principaux, mais ceux qui sont arrivés avant nous n'ont pas pris la peine de sécuriser les lieux, les archives, les documents... ni de compter ni d'identifier les détenus. Ils ont, quelque part, aidé le régime en laissant des preuves disparaître.* » Adossés à une voiture, deux autres hommes peinent à retenir leurs larmes : « *Il n'y a rien : pas de registres de détenus, même pas une liste des morts* », se désespèrent-ils, alors qu'ils passent un deuxième jour aux abords et à l'intérieur de la prison. Venu d'Alep, Imad Massalmi est en quête de nouvelles de son beau-frère, Mohamed Kheir Al-Hassine, un ingénieur en hydraulique disparu en 2013. Ali, un habitant de Damas, est venu soutenir son frère Ahmad, à la recherche de traces de son fils Ramy Moustapha Steif, un étudiant en droit de 22 ans arrêté en 2014, à Barzeh, à 10 kilomètres de là. « *Inchallah [si Dieu le veut], Inchallah...* », répète-t-il.

« *On ne sait pas où sont les nôtres : décapités ? Dans les pièces à sel ? Depuis l'aube, les jeunes [les combattants] essaient d'ouvrir des murs. Parfois en tirant dessus, se désespère Awahda, une Palestinienne du quartier de Jaramana, dont trois frères ont été enfermés à Saydnaya en 2014. J'espère qu'ils vont les ouvrir. Mon Dieu...* » Assise à ses côtés, sa voisine, venue de Salamiyé, près de Hama, a perdu son fils Gacem la même année. « *Je n'ai plus de nouvelles. Les renseignements militaires m'ont dit qu'il avait été amené à Saydnaya. Je me suis précipitée ici, c'était un samedi. Ils m'ont dit qu'il n'était pas là.* » Elle aussi a croisé un ancien détenu qui

lui a assuré avoir vu son fils en vie après son incarcération.

Le désespoir les tient si fort qu'elles ne réagissent même pas au bombardement qui vient d'avoir lieu à quelques centaines de mètres. Deux avions de combat filent dans le ciel. Quelques hommes s'interrogent sur l'armée qui vient de frapper leur pays, tant ils se sont habitués à voir des armées étrangères défilier. Cette fois-ci, il s'agit de l'aviation israélienne, qui a conduit des frappes tout au long de la journée.

Au Monde de nombreuses familles demandent pourquoi la communauté internationale ne leur vient pas en aide : « *Vos pays ont des satellites, ils peuvent sonder le sol. C'est une question d'heures !* », implore un ancien détenu de la prison, originaire de Deir ez-Zor, dans l'est du pays, emprisonné deux ans après avoir été arrêté à l'hôpital, en 2011. Treize ans plus tard, il garde à la hanche la trace des deux orifices d'entrée des balles qui l'ont atteint alors qu'il manifestait.

Soudain, une rafale de kalachnikov claque. Puis une deuxième. D'un bout à l'autre du périmètre de la prison, les combattants se répondent comme pour célébrer. « *Les portes ont été ouvertes !* », crie l'un d'eux. Lesquelles ? Impossible à savoir. La rumeur annonce la libération d'un autre prisonnier. Sous cette terre beige gisaient les derniers espoirs de retrouver des milliers de Syriens emportés par le régime. A 1 heure du matin, mardi 10 décembre, les casques blancs ont annoncé la fin de leurs opérations, les recherches n'ayant révélé « *aucune zone non ouverte ou cachée au sein de l'établissement* ».

## Syrie : la chute du régime permet à Israël d'étendre son contrôle sur certaines zones stratégiques du pays

Affirmant vouloir garantir sa sécurité, l'Etat hébreu s'est déployé au-delà de la zone tampon avec la Syrie, sous contrôle de l'ONU. Une « mesure temporaire », selon le ministre de la diplomatie israélien, qui soulève toutefois de nombreuses questions.

Dans l'enchaînement d'événements qui ont accompagné la chute, en Syrie, de Bachar Al-Assad, une course de vitesse s'est engagée à l'échelle régionale. Avant même que le dictateur ne s'envole pour Moscou, dimanche 8 décembre, fuyant Damas sur le point d'être investie par les rebelles menés par le groupe Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), les forces israéliennes entraient, elles, dès samedi, en territoire syrien avec parachutistes, fantassins et unités de chars. Elles ont investi une partie de la « zone de séparation » entre l'Etat hébreu et la Syrie, sous contrôle de l'ONU depuis cinquante ans, et se sont emparées du versant syrien du mont Hermon. Culminant à plus de 2 800 mètres, cette éminence offre une perspective en surplomb sur toute la région, du Liban à la Syrie, incluant Damas, à seulement une quarantaine de kilomètres à vol d'oiseau.

Cette position stratégique a été obtenue sans tirer un coup de feu. Dans cette zone démilitarisée se trouve au moins un millier de casques bleus de la Force des Nations unies chargés d'observer le désengagement, désormais réduits à l'impuissance. Mardi matin, des informations non confirmées faisaient état d'une possible poursuite de l'avancée israélienne au-delà de la zone tampon, plus en

profondeur en territoire syrien, dans le district de Qatana, à environ 25 kilomètres de Damas, selon l'agence Reuters.

Le ministre des affaires étrangères, Gideon Saar, avait insisté lundi sur le côté « temporaire » de ce déploiement militaire dans la zone dite de « désengagement » (destinée, à l'origine, à empêcher une reprise des affrontements entre Israël et la Syrie au terme de la guerre de 1973). Il mettait en avant des préoccupations sécuritaires, liées à la fois à d'éventuelles tentatives d'incursion de groupes armés appartenant à la coalition rebelle, dont certains éléments ont pris samedi le contrôle de Kuneitra, toute proche, mais aussi dans l'idée de se préparer à un possible chaos en Syrie. Le provisoire, néanmoins, menace de durer, soulevant de nombreuses questions.

### « Violation de la Charte de l'ONU »

Dimanche, sur le plateau du Golan, Benyamin Nétanyahou avait affirmé : « Cette région a constitué pendant près de cinquante ans une zone tampon, résultant d'un accord de séparation datant de 1974. Cet accord est désormais caduc. Les soldats syriens ont abandonné leurs positions. Nous avons donné l'ordre à l'armée d'en prendre le contrôle pour être certains

qu'aucune force hostile ne s'installe près de la frontière avec Israël. » L'Iran, qui a subi un revers majeur avec la chute de son vassal, Bachar Al-Assad, a condamné ce mouvement. « Cette agression est une violation flagrante de la Charte des Nations unies », a déclaré lundi le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei, dans un communiqué.

Depuis plusieurs mois, la vulnérabilité potentielle de cette zone était un sujet de préoccupation pour les Israéliens. Des travaux ont été entrepris en septembre pour renforcer la clôture de leur côté de la zone tampon, dite « ligne alpha ». Israël avait préparé le terrain, en juin, en envoyant une lettre de 71 pages aux Nations unies pointant des « violations syriennes le long de la ligne alpha et une présence armée dans la zone de séparation quotidienne ». Des tranchées ont aussi été creusées pour éviter une percée de pick-up. Cette mesure de protection ne visait pas, à l'époque, des incursions de possibles groupes d'obédience djihadiste, mais celles de milices chiites ou du Hezbollah. Désormais, les éléments du Parti de Dieu, présents il y a encore quelques jours en Syrie, ont reflué vers le Liban, harcelés par des frappes israéliennes. Des dignitaires du régime Assad ont pris le même che-

min, signe de la profondeur du retournement de situation.

### Renversement éclair

Pourtant, les spécialistes du renseignement israélien n'ont pas vu venir le renversement éclair du régime en Syrie. Ils avaient même tablé, récemment, sur une supposée réorganisation de l'armée par le régime de Bachar Al-Assad. Depuis quelques mois, il est vrai, ils travaillaient le dictateur syrien au corps en tentant de le faire basculer de leur côté, le poussant à couper les liens avec son suzerain iranien, affaibli par les attaques israéliennes sur plusieurs fronts de l'« axe de la résistance », notamment contre le Hezbollah au Liban.

En plus de l'avancée de l'armée dans la zone démilitarisée, des frappes d'ampleur sont en cours. Elles visent de multiples sites et installations militaires syriennes, certaines liées au complexe de production d'armes chimiques ; mais elles prennent aussi pour cible des stocks d'armes, des bases aériennes, des aéroports, des systèmes de défense anti-aérienne et, même, des navires de la marine syrienne. Les cibles visées ont inclus aussi les avions de chasse, Mig-29 et Soukhoï syriens, ainsi que des hélicoptères, qui ont tant servi, au cours des treize années de guerre civile, à bombarder la population avec des armes chi-

miques. L'armée israélienne « a détruit les principaux sites militaires en Syrie » en menant « 310 frappes », a indiqué mardi matin l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Lors d'une conférence de presse à Jérusalem, lundi soir, le premier ministre israélien a donné sa vision du moment, suggérant en avoir été l'un

des initiateurs : « Hier, un nouveau chapitre, immense et dramatique, s'est ouvert dans l'histoire du Proche-Orient. Hier, le régime Assad en Syrie, le maillon central de l'axe du Mal iranien, s'est brisé après cinquante-quatre ans. L'Iran avait investi des milliards en Syrie, en pure perte. C'était une dictature brutale qui écrasait ses ci-

toyens et a sauvagement assassiné des centaines de milliers d'entre eux. L'effondrement du régime syrien est le résultat direct des coups sévères que nous avons portés au Hamas, au Hezbollah et à l'Iran. »

Même si d'autres facteurs et, notamment, la guerre en Ukraine, qui a absorbé les

forces russes, soutiens du régime syrien, ont contribué à la fin de Bachar Al-Assad, ce moment est bel et bien la conséquence d'une série de coups portés à l'ensemble des groupes réunis dans l'« axe de la résistance », brisé, au fil des mois, par les représailles israéliennes menées depuis l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023.

The New York Times

Ephrat Livni  
Dec 10, 2024

## How to Understand the Armed Factions Operating in Syria

The fighters shared a desire to topple Bashar al-Assad's government, but they don't share much else.

Rebel forces have swept through Syria and forced former President Bashar al-Assad out of the country where his family had ruled with an iron fist since the early 1970s.

The rapid offensive marked a dramatic breakthrough for the many factions that have been trying to unseat the president for more than a decade of civil war. Many of the fighters in Syria shared a desire to topple Mr. al-Assad's government, but not much else: Their ideologies, political beliefs and international backers are very different.

In the fallout created by Mr. al-Assad's downfall, there are big questions about who will step in.

### Hayat Tahrir al-Sham

Hayat Tahrir al-Sham, whose name means Organization for the Liberation of the Levant, is a former affiliate of Al Qaeda that broke with the older group years ago and came to dominate the last stronghold of Syria's opposition.



Celebrations at Umayyad Square in Damascus on Monday. Daniel Berehulak / The New York Times

It was the main rebel group leading the latest offensive, launching a surprise assault in late November out of its base in northwestern Syria that quickly led to the fall of the Assad government.

Members of the group had early links to the Islamic State,

and then to Al Qaeda. In 2016, they tried to shed their extremist roots, banding together with several other factions to establish Hayat Tahrir al-Sham. The United States and other Western countries still consider it a terrorist group.

The group's leader, Abu Mo-

hammad al-Jolani — who as of Monday shed that nom de guerre and is now going by his real name, Ahmed al-Shara — told The New York Times that his primary goal was to “liberate Syria from this oppressive regime.” He has tried to gain legitimacy by providing services to residents

in his stronghold of Idlib Province.

Because of its roots and its designation as a terrorist group, Hayat Tahrir al-Sham has [struggled to raise funds](#), according to the Center for Strategic and International Studies, a Washington research institute. The group raises money from border tariffs, [collecting](#) taxes on residents and holding a monopoly over utilities. [Analysts say](#) it has also been involved in trafficking the [synthetic stimulant captagon](#).

### Syrian Democratic Forces

Forces from Syria's Kurdish ethnic minority, which makes up about 10 percent of the population, became the United States' main local partner in the fight against the Islamic State in Syria, under the banner of the Syrian Democratic Forces.

After the Islamic State was largely defeated in 2019, the Kurdish-led forces consolidated control over towns in the northeast, expanding an autonomous region they had built there. But Kurdish fighters still had to contend with a longtime enemy, Turkey, which regards them as linked to Kurdish separatist insurgents inside Turkey.

Even as rebels took control of Damascus, [fighting flared between Turkey and the Kurds](#) in the northeast of Syria, centered on Manbij, a Kurdish-controlled city near the Turkish border. At least 22 members of the Syrian Democratic Forces were killed in and around Manbij, and 40 others were wounded, according to the Kurdish group.

### The Syrian National Army

This umbrella group includes [dozens of groups](#) with different beliefs. It receives funding



Recruits of the Turkish-backed Syrian National Army training in Afrin, Syria, in 2023. Credit... Ghaith Alsayed / Getty Images

and arms from Turkey, which has long been [focused on expanding a buffer zone](#) along its border with Syria to guard against the activities of Kurdish militants based in the region that it sees as a threat.

Turkey wants to create an area where it can resettle some of the three million refugees who have fled Syria and are living within its borders. But it has struggled to harmonize the ragtag groups that make up the Syrian National Army.

The group is largely [composed of the dregs](#) of the Syrian civil war, including many fighters whom the United States had rejected as criminals and thugs. Some received training from the United States early in the war, but most were dismissed as too extreme or too criminal. Most have no clear ideology and had turned to Turkey for a paycheck of about \$100 a month when the group was formed.

On Monday, there were fierce battles in the northern city of Manbij between the Syrian National Army, supported by Turkish airstrikes and artillery, and the Kurdish Syrian Democratic Forces.

According to the Syrian Observatory for Human Rights, a war monitoring group based

in Britain, the city was captured by the Syrian National Army. A spokesperson for the Syrian Democratic Forces said fighters with the Syrian National Army had taken only 60 percent of the city. The claims could not be independently verified.

### The Druze militia

Syria's Druze minority is concentrated in Sweida, an area in the southwest of Syria that has seen [rare antigovernment demonstrations](#) over rising costs of living, and many Druze men have [refused military service](#). This week, Druze fighters joined the push to topple the Assad regime, launching an offensive in the [southwest](#) and [clashing with government forces](#), according to media reports.

The Druze fighters are part of a [newly formed group](#) of Syrian rebels, which includes fighters from other backgrounds, working under the name the "Southern Operations Room."

The Druze are a religious group that practices an offshoot of Islam, developed in the 11th century, that contains elements of Christianity, Hinduism, Gnosticism and other philosophies. There are more than one million Druze across the Middle East, mostly in

Syria and Lebanon, with some also in Jordan and Israel.

### The Islamic State in Iraq and Syria

The Islamic State in Iraq and Syria, better known as ISIS, seized vast stretches of territory in Syria and Iraq in 2014, establishing a brutal regime before it was beaten back by a U.S.-led coalition. Now its members are largely in hiding.

Lately, there have been signs of the group's resurgence in Syria amid wider instability in the region. The [Pentagon warned in July](#) that Islamic State attacks in Syria and Iraq were on track to double compared to the previous year. The group has repeatedly tried to free its members from prisons and has maintained a shadow governance in parts of northeastern Syria, the U.S. said.

President Biden [announced on Sunday](#) that the U.S. military has been conducting airstrikes in Syria to keep the Islamic State from reasserting itself in the power vacuum created by Mr. al-Assad's ouster.

The United States has about 900 troops in Syria to help contain and defeat what remains of ISIS there. The U.S. has not given a date for ending its presence in the country, saying it was contingent on conditions within the war-torn country. Those conditions have now changed dramatically.

"We're cleareyed about the fact that ISIS will try to take advantage of any vacuum to reestablish its capability, to create a safe haven," Mr. Biden said. "We will not let that happen."



Théo Renaudon  
10 décembre 2024

## Les Kurdes de Syrie acculés après la chute de Bachar el-Assad

La chute de régime de Damas bouleverse le paysage politique et les rapports de force en Syrie. Les milices pro-turques ont lancé une offensive contre la région de l'Administration Autonome du Nord-Est-Syrien (AANES) dirigé par un pouvoir à dominante kurde. Et le groupe islamiste HTS, désormais au pouvoir à Damas, semble avoir un projet politique aux antipodes de celui de l'AANES. Entretien avec Boris James, maître de conférence à l'université de Paul Valéry et expert du Kurdistan.

**RFI : Est-ce que la région de l'Administration Autonome du Nord-Est Syrien (AANES) peut avoir un avenir dans cette nouvelle Syrie selon vous ?**

**Boris James :** Oui, elle peut avoir un avenir, mais... ce serait un avenir un peu « contre-nature ». Je m'explique : les milices pro-turques au Nord-Ouest sont en guerre contre les **Kurdes**. Et le nouveau pouvoir de Damas, porté par les HTS, ont un projet aux antipodes de celui de l'AANES.

HTS ne peut pas, idéologiquement, se contenter d'une partie de la Syrie. Le projet, mis en place par l'Administration Autonome du Nord-Est Syrien (AANES), se veut différentieliste et alternatif. Au contraire, le projet des HTS est global : il vise l'intégrité territoriale de toute la Syrie, avec l'ambition de remplacer le régime en place. Le discours nationaliste arabe est très présent. En opposition totale avec le projet kurde.

**Donc, un avenir pour l'administration kurde n'est envisageable que sous certaines conditions ?**

L'Administration autonome kurde peut espérer un avenir uniquement si elle bénéficie d'un appui très fort d'un acteur extérieur, comme les États-Unis ou la coalition internationale [contre Daech ndr].



Des membres des Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes brandissent un drapeau à Deir al-Zor, après que l'alliance soutenue par les États-Unis et dirigée par des combattants kurdes syriens a pris Deir el-Zor, le principal bastion du gouvernement dans le vaste désert, selon des sources syriennes. en Syrie le 7 décembre 2024. REUTERS - Orhan Qereman

Même si, pour l'instant, HTS montre une volonté de ne pas se confronter directement aux forces kurdes et de modérer son discours, leur projet reste incompatible avec celui de l'administration kurde. Il pourrait y avoir une sorte d'autonomie *de facto* ou de quasi-indépendance, mais ce serait un compromis imposé.

**Et aujourd'hui, où en sont les négociations entre HTS, le nouveau pouvoir de Damas et les Kurdes ?**

C'est très difficile à dire. Des discussions ont forcément eu lieu, notamment autour de la prise d'Alep. Mais la distance entre ces acteurs reste énorme.

HTS ne travaille pas directement sur ce front. Le groupe se concentre actuellement sur la côte syrienne.

Quant à l'idée d'un pacte de non-agression ou d'un gouvernement de coalition intégrant les forces kurdes, elle me semble pour l'instant irréaliste. À l'heure actuelle, HTS cherche avant tout à éviter un front ouvert avec les Kurdes, mais c'est fragile.

**Surtout avec les nombreuses tribus arabes de Deir Ezzor qui commencent à prêter allégeance au nouveau pouvoir de Damas. Et la situation humanitaire dans tout ça ?**

La situation humanitaire dans le Nord-Est syrien reste préoccupante. Lors de l'offensive sur Alep et dans la région de Tell Rifaat, beaucoup de civils ont dû fuir. On parle de dizaines de milliers de déplacés, certains pour la deuxième fois après avoir quitté Ras al-Aïn en 2018.

Les ONG sont présentes et la solidarité locale joue un rôle, mais on sait combien la Syrie a déjà souffert de multiples crises humanitaires. La situation pourrait devenir encore plus critique si les combats s'intensifient dans des zones comme Kobané ou Manbij, où des bombardements de l'armée turque sont déjà signalés.

## Syrie : « La Turquie soutient mais ne contrôle pas vraiment l'opposition au régime déchu de Damas »

Le politiste syrien Bayram Balci explique, dans une tribune au « Monde », que l'effondrement de la dynastie Al-Assad percute la Turquie, qui entend maintenir l'intégrité territoriale de la Syrie et régler la question des réfugiés présents sur son territoire.

Le cours lent de l'histoire s'accélère parfois de façon inattendue. Partie à l'assaut d'Alep et de Hama, deuxième et quatrième villes du pays, le 27 novembre, la rébellion syrienne hybride de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) et de l'Armée nationale syrienne vient de s'emparer de Damas avec une facilité déconcertante et sans déchaînement de violence inutile. Elle doit ce succès inédit à tout ce qui lui avait fait défaut au début de la révolution : organisation, discipline, détermination. A cette maturité idéologique, couplée à une forme de relation assagie avec les minorités, kurdes, alaouites et chrétiennes, s'ajoute le contexte géopolitique, enfin défavorable au régime de Bachar Al-Assad et dont elle vient de tirer un avantage tactique.

En effet, les deux soutiens d'Al-Assad, la Russie et l'Iran, sont en mauvaise posture. L'Iran et son allié le Hezbollah sont affaiblis par les guerres meurtrières que mène Israël au Liban et en Palestine. L'attention de la Russie est focalisée sur le front ukrainien et prive Bachar Al-Assad d'une aide militaire essentielle. Quant à la Turquie, première voisine, première terre d'exil pour 4 millions de réfugiés et première puissance régionale favorable à l'opposition depuis 2011, elle place beaucoup d'espoirs d'apaisement et de normalisation de la région

dans cette nouvelle configuration. Aussi est-il important de se pencher sur la façon dont Ankara va recevoir la chute de Damas et y réagir, pour mieux comprendre le rôle, réel ou supposé, que joue la Turquie dans l'enhancement des forces « rebelles » syriennes.

Rappelons tout d'abord que la Turquie et la Syrie ont entretenu d'excellentes relations jusqu'en 2011 et l'essor de la révolution syrienne, dans le sillage des « printemps arabes ». Non sans hésitation, acculée par la violence de la répression de Bachar Al-Assad, dont la chute était proche, pensait-on alors, Ankara opta pour la rupture et accorda son aide à la rébellion. Toutefois, l'échec de la révolution, par l'effet convergent du soutien russo-iranien au régime et de la montée du djihadisme, a plongé la Syrie dans un chaos généralisé, et entraîné la Turquie dans l'enlèvement de ce conflit complexe.

### Intérêts nationaux vitaux

Ainsi, sa frontière avec la Syrie est-elle devenue poreuse et vulnérable aux attentats djihadistes de l'organisation Etat Islamique (EI) et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Par ailleurs, sa politique d'accueil humanitaire a permis à environ 4 millions de Syriens de trouver asile dans le pays. Aujourd'hui, cette présence mas-

sive accroît les tensions sociales. Enfin, le soutien turc aux forces « rebelles » a incité Bachar Al-Assad à punir la Turquie en réactivant son soutien au PKK et à ses filiales en Syrie. Ces deux préoccupations, le devenir des réfugiés et la question kurde, relèvent pour la Turquie d'intérêts nationaux vitaux pour sa stabilité et sa sécurité. Active et intense depuis plus de dix ans, l'aide d'Ankara dans la reconquête ne doit toutefois pas être surestimée.

Un détour par le contexte politique turc intérieur et extérieur récent montre que la Turquie n'a pas initié le mouvement, surprise elle-même par la rapidité et l'efficacité du phénomène. En effet, la Turquie est soucieuse de pacifier ses relations avec ses voisins. Après avoir renoué avec l'Egypte d'Abdel Fattah Al-Sissi, elle tentait depuis des mois de renouer le dialogue et normaliser ses liens avec Bachar Al-Assad. Ce dernier y opposait des conditions inacceptables bloquant toute avancée.

Consciente par ailleurs que la question kurde gangrenait toute sa politique moyen-orientale, la Turquie a tenté une nouvelle ouverture avec le mouvement national kurde, c'est-à-dire avec le PKK. A la surprise générale, c'est la figure politique turque la plus nationaliste, [Devlet Bahçeli](#), allié de [Recep Tayyip Erdogan](#), qui a proposé, en no-

vembre, que le chef historique kurde, Abdullah Öcalan, s'exprime au Parlement pour inciter le PKK à renoncer à la lutte armée. L'agenda politique turc montre qu'Ankara n'était pas dans une logique de relance de la guerre.

De plus, il est important de nuancer le fait que la Turquie soutient mais ne contrôle pas vraiment l'opposition. Si [Ankara a en effet un véritable ascendant sur l'Armée nationale syrienne](#), elle n'en a pas vraiment sur HTC, acteur majeur et autonome dans sa politique étrangère. En réalité, la Turquie a elle-même été prise au dépourvu, surprise par la fulgurance et l'efficacité du mouvement.

### Redorer son blason

Mais quand bien même elle n'a pas lancé l'action, elle mesure l'importance de l'accompagner avec trois objectifs en tête : d'abord, maintenir l'intégrité territoriale de la Syrie, pour contenir et empêcher tout essor d'un fait autonome kurde. Car, si une autonomie kurde dans l'Irak voisin ne pose pas grand problème, une autonomie kurde en Syrie serait bien mal perçue, car elle serait aux mains du PKK. La Turquie a tout intérêt à voir émerger une nouvelle Syrie stabilisée et réunifiée, mais, si possible, sans autonomie kurde menaçante.

Ensuite, la question des réfu-

giés est facteur d'instabilité interne, car c'est sur ces 4 millions d'exilés que se polarisent toutes les questions sociales, politiques et économiques. La crise économique, le sentiment d'hostilité, pour ne pas dire de xénophobie, ont pris une nouvelle ampleur et fragilisent le pouvoir d'Erdogan. Aux dernières élections municipales, sa politique migra-

toire jugée laxiste lui aurait coûté le contrôle de plusieurs grandes villes. L'alternance de régime à Damas laisse entrevoir la perspective d'un possible retour massif des réfugiés syriens chez eux. Beaucoup attendent ce moment depuis plus d'une décennie. Enfin, rejoindre l'action anti-Bachar, c'est rappeler son soutien indéfectible aux forces

d'opposition, aujourd'hui victorieuses à Damas, pour construire une relation privilégiée et étroite avec la nouvelle équipe dirigeante. Principal architecte de la politique turque en Syrie, Recep Tayyip Erdogan voit enfin dans cette position une occasion de redorer son blason, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Alors que ses opposants se

moquaient de lui, quand il disait qu'un jour il irait prier à la grande mosquée des Omeyyades, ce chemin de Damas lui est désormais bel et bien ouvert.

**Bayram Balci** est chercheur au CERI-Sciences Po et ancien directeur de l'Institut français

**Le Monde**

10 décembre 2024

## Une occasion à saisir pour le Proche-Orient

L'effondrement du régime du Syrien Bachar Al-Assad s'inscrit dans une vaste redistribution des cartes dans la région.

**E**n 2003, la chute d'un dictateur en Irak, Saddam Hussein, avait constitué une occasion manquée pour le Moyen-Orient. Au lieu d'installer à Bagdad un régime pluraliste sinon démocratique, soucieux des intérêts des Irakiens, l'invasion américaine, bâtie sur le mensonge d'une présence pléthorique d'armes de destruction massive, avait au contraire semé durablement le chaos, enflammé l'islamisme armé, tout en renforçant prodigieusement l'Iran. Un « croissant chiite » agressif s'étirait désormais jusqu'à la Méditerranée et relançait la guerre froide avec les puissances arabes sunnites, qui s'ajoutait à celle avec Israël.

Vingt et un ans plus tard, l'effondrement du régime de Bachar Al-Assad et sa fuite pitoyable, principalement sous la pression d'islamistes qui se présentent comme nationalistes, laissent entrevoir des désordres pareillement dévastateurs mais aussi une occasion. L'implosion du

narco-Etat qu'était devenue la dictature assadienne, pourvoyeuse régionale d'une drogue de synthèse dévastatrice, s'inscrit en effet dans la grande redistribution des cartes, précipitée par les massacres sans précédent de civils israéliens commis par les miliciens du Hamas, le 7 octobre 2023. Ces atrocités ont produit les effets rigoureusement inverses de ceux escomptés par leur instigateur, [Yahya Sinouar, tué un an plus tard](#).

Les coups de boutoir de l'armée israélienne à Gaza et au Liban, au prix de nombreux crimes de guerre, ont considérablement affaibli la milice palestinienne et le Hezbollah, qui voit en outre se couper l'axe le reliant à Téhéran par la Syrie et l'Irak. Cet affaiblissement peut favoriser, dans le camp palestinien, une alternative politique, faciliter au Liban la restauration des institutions et permettre qu'un nouvel équilibre politique s'installe à Damas.

### Réalignment, stabilisation, détente

D'autres changements s'esquissent. Très diminué, le régime iranien est en quête d'un terrain d'entente avec son grand rival saoudien. Le prince héritier, Mohammed Ben Salman, a d'ailleurs qualifié en novembre l'Iran de « République sœur » et conseillé à l'Etat hébreu de respecter sa souveraineté territoriale. L'homme fort de Riyad a également renoué avec la position traditionnelle du royaume qui conditionne toute normalisation avec Israël à la création plus indispensable que jamais d'un Etat palestinien, à l'unisson d'opinions publiques arabes trop souvent étouffées par les régimes qui prétendent les représenter.

Réalignment, stabilisation, détente : voilà sans doute ce à quoi aspirent tous les peuples de la région après des décennies de fureur et de cendres. Encore faut-il que les principaux bénéficiaires des derniers événe-

ments, les islamistes syriens, leur parrain turc et Israël, résistent à l'hubris nourrie par leurs succès. En prenant la mesure de la complexité de la mosaïque confessionnelle et ethnique de la Syrie pour les premiers. En respectant sa souveraineté territoriale au lieu d'y pourchasser ses ennemis kurdes pour le deuxième. Pour le troisième, en mettant enfin un terme aux carnages à Gaza, à l'escalade en Cisjordanie, à la campagne de bombardements des sites militaires du régime déchu en Syrie et en évitant les gestes inutilement provocateurs, comme la prise de contrôle de la zone tampon du Golan syrien qu'il occupe.

Le passé de ces protagonistes n'invite pas à l'optimisme. Le réalisme dit pourtant que cette feuille de route pourrait apporter ce que la force la plus écrasante ne sera jamais capable de garantir durablement : la paix.

## En Syrie, la fin annoncée de la coalition contre l'organisation Etat islamique remise en question par la chute du régime

L'opération « Inherent Resolve » devait définitivement cesser ses activités d'ici à la fin de 2026. Mais, avant même la fuite de Bachar Al-Assad, Washington et ses alliés s'inquiétaient déjà du regain d'activité de l'EI.

L'arrivée fracassante, le 8 décembre, à la tête de l'Etat syrien, du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda, ouvre une multitude de questions d'ordre sécuritaire pour l'ensemble des pays occidentaux. La principale concerne l'avenir de la coalition internationale qui a été lancée sous l'égide des Etats-Unis, en 2014, pour lutter contre l'organisation Etat islamique (EI) et dont la fin a été annoncée en septembre.

Après dix ans d'activité, cette coalition internationale d'une trentaine de pays qui luttait contre le djihadisme, dans toute la zone irako-syrienne, dans le cadre d'une opération baptisée « Inherent Resolve » (OIR), s'apprêtait à disparaître définitivement. Après l'été, au terme d'un long et douloureux processus amorcé en 2021, les Etats-Unis et l'Irak – pays central pour les opérations de l'OIR – avaient annoncé avoir trouvé un accord pour un calendrier de « retrait ».

Une première étape devait débuter en 2025, avec une diminution des personnels stationnés sur les bases militaires de Bagdad et de la province d'Al-Anbar, frontalière de la Syrie. Une seconde phase devait aboutir, d'ici à la fin de 2026, à un désengagement américain du Kurdistan, alors que Washington comptait jusque-là environ 2 500 militaires en Irak. La



Des soldats américains participant à l'opération Inherent Resolve, dans les environs de la ville syrienne de Derik, dans les zones frontalières entre la Syrie, l'Irak et la Turquie, le 7 septembre 2022.  
DELIL SOULEIMAN/ AFP

présence américaine et alliée devait, à terme, se limiter à de la formation et du conseil aux forces irakiennes, désignées garantes de la future paix régionale.

### Risques sécuritaires

Mais, face au risque de vide sécuritaire que présente la prise de Damas par le groupe HTC, Washington n'a pas attendu pour réagir. En plus d'une vaste campagne de frappes aériennes menées, dès dimanche, sur plus de 75 cibles de l'EI, les Etats-Unis ont annoncé, le même jour, par la voix de leur secrétaire adjoint à la défense pour le Moyen-Orient, Daniel B. Sha-

piro, qu'ils ne renonceraient pas, dans l'immédiat, à leur présence en Syrie. Un pays où environ 900 soldats américains sont stationnés, aidés par des sociétés militaires privées, des « contractors ».

« Nous sommes conscients que les circonstances chaotiques (...) en Syrie pourraient donner à l'EI la possibilité de devenir actif et de planifier des opérations extérieures (...), et nous sommes déterminés à travailler avec nos alliés pour continuer à détruire leurs capacités », a déclaré M. Shapiro, dimanche, lors d'une conférence sur la sécurité organisée à Bahreïn par l'Institut international

d'études stratégiques. « Nous sommes déterminés à assurer la défaite durable de l'EI », a-t-il ajouté.

« Notre objectif, qui est celui de la coalition internationale qui existe toujours, et dont la France est partie prenante, est d'éviter la résurgence de mouvements terroristes », avait, pour sa part, déclaré, dès le 3 décembre, Emmanuel Macron, depuis Riyad, en Arabie saoudite, où il était en visite. Alors que le groupe HTC avait débuté son offensive, le président français s'inquiétait des risques sécuritaires liés à la présence, en Syrie, d'environ 130 djihadistes français.

Depuis de longs mois, avant même le renversement du président syrien, Bachar Al-Assad, Washington et ses alliés s'inquiétaient déjà du regain d'activité de l'EI dans la zone irako-syrienne et à l'étranger. Durant l'été 2024, les Nations unies et le commandement central des Etats-Unis avaient alerté sur la montée en puissance de l'EI depuis les attaques du 7 octobre 2023 contre Israël, avec un niveau de violence jamais vu depuis la chute du « califat » en 2019.

### Difficile de plier bagage

« Dans l'évaluation de la menace actuelle, une des problématiques est de savoir quelles relations les groupes rebelles au pouvoir en Syrie entretiennent avec des

groupes djihadistes internationaux », souligne Marc Hecker, spécialiste des questions de terrorisme à l'Institut français des relations internationales. « La même question s'était posée pour les talibans. En 2020, ils avaient assuré avoir rompu avec Al-Qaida, mais un an après leur retour au pouvoir, les Américains ont découvert que le chef de l'organisation, Ayman Al-Zawahiri, se cachait en plein cœur de Kaboul », rappelle le chercheur. « Cela a aussi montré que, même en l'absence de soldats sur place, les Américains avaient gardé une capacité de renseignement, avec la possibilité de frappes "au-delà de l'horizon" », poursuit-il, en référence à l'assassinat d'Al-Zawahiri, en 2022, par une frappe de drone américain.

Alors que les Etats-Unis espéraient, au terme du processus de retrait préparé avec les Irakiens, se concentrer sur la montée en puissance militaire de la Chine dans la zone indo-pacifique, le HTC bouleverse donc leur calendrier. Quoi qu'en dise le président élu Donald Trump, il leur est désormais difficile de plier bagage, estime Mark Cancian, expert défense et sécurité au Center for Strategic and International Studies. « Bien sûr, Trump a déclaré que ce n'était pas notre combat [en tant qu'Américains]. Et ce n'est pas le cas. Mais nous avons un combat à mener contre l'EI. Nous avons des alliances avec les Kurdes et nous avons de nombreux liens avec d'autres pays », rappelle M. Cancian.

Au sein de la coalition contre l'EI, les Français sont ceux qui, depuis le début, ont maintenu le plus important dispositif, avec environ 600 soldats répartis entre l'Irak et une base aérienne en Jordanie. Des forces spéciales françaises sont également actives entre la Syrie et l'Irak. Depuis 2023, Paris a, par ailleurs, réactivé sa coopération bilatérale avec Bagdad et formé près de 1 200 soldats irakiens dans le cadre d'une task force spéciale. En 2025, enfin, la France doit prendre la tête d'une mission de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Irak. « La nouvelle donne va forcément rebattre les cartes », appuie une source militaire française.

Le Monde

Philippe Droz-Vincent  
10 décembre 2024

## « Une Syrie nouvelle représente un espoir inouï mais aussi un défi pour les Syriens »

Le coup de tonnerre de la chute de Bachar Al-Assad est le fruit de l'épuisement du régime et du retrait de la Russie, du Hezbollah et de l'Iran, analyse, dans une tribune au « Monde », le professeur de relations internationales Philippe Droz-Vincent.

Alors que régnait un **tatu quo** depuis 2018-2020, une offensive des rebelles d'Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), en coordination avec d'autres groupes, commencée avec la prise d'Alep, deuxième ville et poumon économique du pays, a entraîné la chute du régime en douze jours. Ce coup de tonnerre est le fruit de l'épuisement du régime et de **son armée**. Certes, le régime de Bachar Al-Assad a « **gagné** » la

guerre après 2018, mais il est exsangue militairement – les villages alaouites sont des cimetières de jeunes « **martys** » –, et gouverne les Syriens dans une « **dictature par les besoins** », pour reprendre ce terme de l'Allemagne de l'Est soviétisée. Il est aussi contesté par de multiples révoltes locales et confronté à un **marasme économique**. S'il a pu durer, c'est grâce à la déstructuration de sa société par la guerre, et en ayant poussé une partie

substantielle de la population en exil. Le régime a fini par épuiser et démoraliser jusqu'à sa propre base sociale qui, cette fois, n'a pas combattu pour lui.

Sa chute spectaculaire est donc le propre des autoritarismes qui s'installent dans la longue durée (les Assad sont au pouvoir depuis 1970). Ils sont très répressifs (**Michel Seurat** parlait de « **l'Etat de barbarie** »), mais à la merci d'un effondrement rapide, tel

le verre d'une vitre, très dur et résistant jusqu'à ce qu'il se fissure. Assad ne pouvait donc affronter un choc qu'avec une aide extérieure. Le régime avait été sauvé en 2013 par ses alliés, l'Iran et le **Hezbollah**, puis remis sur pied en 2015 par la coordination de ces derniers avec l'intervention de la Russie.

### Impuissance de la Russie

En 2024, aucun n'a pu ou voulu intervenir, vu la fai-

blesse du régime. La composante iranienne a été désorganisée par les frappes d'Israël après le 7 octobre 2023 pour détruire « l'axe de la résistance » (le couloir reliant l'Iran au Hezbollah, voire au Hamas). Le Hezbollah a redéployé ses forces pour la guerre au Sud-Liban et a été structurellement affaibli, en particulier ses cadres aguerris depuis l'attaque des bipeurs.

La Russie, concentrée sur son avancée forcenée dans le Donbass ukrainien avant le début de la présidence de Trump, qu'elle sait soucieux de geler cette guerre, n'a rien pu faire, sauf des [bombardements de vengeance sur Idlib](#). Elle était en colère contre Assad, qui n'a obstinément fait aucune réforme pour stabiliser son pouvoir et dont la restructuration de l'armée par les Russes a échoué : les combattants « réconciliés » au Sud par la Russie se sont soulevés et sont montés sur Damas dans la « *Chambre d'opération militaire sud* ».

Par une opération commencée le jour où [le mécanisme de cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah](#) entrait en vigueur, HTC saisit très habilement une fenêtre d'opportunité, qui certainement aussi à sa grande surprise, va s'avérer fatale pour le régime. Dans un modèle qui n'est pas sans rappeler [la chute brutale de Mossoul](#), en 2014 en Irak face à quelques centaines de djihadistes, et la débâcle de l'armée, des groupes armés non

étatiques très structurés peuvent surgir de la stagnation de pouvoirs autoritaires et de la déstructuration d'Etats.

HTC est dirigé par celui qui se fait appeler Abou Mohammed Al-Joulani, qui a une histoire ancrée dans la galaxie djihadiste très idéologique en Irak et en Syrie (Al-Qaida, Daech) et a fondé un groupe qui a évolué, mais est considéré comme terroriste par les Etats-Unis (même s'il n'est pas objet de frappes de drones). Il dirige d'une main de fer HTC, qui a changé de nom en créant des alliances (souvent échouées dans des affrontements) avec d'autres groupes.

### **La nécessité de ne pas détruire les institutions étatiques syriennes**

Depuis 2020, il évolue vers un narratif plus concentré sur des objectifs syriens qu'internationalistes djihadistes, et se pose comme l'héritier de la révolution de 2011 en Syrie. Ses relations avec d'autres groupes « *purement* » djihadistes sont complexes, heurtées, même si des collaborations ont pu avoir lieu dans l'offensive de HTC.

HTC a montré sa capacité à retourner « à l'ukrainienne » l'asymétrie militaire par la technologie, en particulier par des drones, et à coordonner des manœuvres militaires audacieuses. HTC a une expérience d'administration technocratique autoritaire dans son enclave d'Idlib. Il a souligné pendant toute l'offensive la nécessité de ne

pas détruire les institutions étatiques syriennes, comme cela avait été le cas en Irak après la chute de Saddam, en 2003.

HTC a mené d'importantes opérations de communication envers des ONG ou [la presse américaine](#), et a montré lors de son offensive éclair ses capacités de communication (pour rallier de nombreux acteurs locaux prorégime, en direction des Russes et du gouvernement irakien).

HTC est puissant, mais placé sous forte contrainte. Reste à voir la solidité de la convergence entre HTC et d'autres groupes, ceux de la « *Chambre d'opération militaire sud* » (dans un autre contexte, on rappellera les difficultés entre djihadistes et mouvements touaregs dans le nord du Mali, en 2013) ou ceux proturcs et contreponds à HTC au Nord-Ouest. Les forces proturques sont entrées à l'offensive contre le régime, aussi contre les forces kurdes syriennes (PYD-SDF, soutenus par les Etats-Unis) à l'Est, qui de leur côté ont profité des retraits du régime.

### **Le potentiel de la société civile syrienne**

Si l'Iran et la Russie sont en retrait après le choc de la chute d'Assad, des acteurs régionaux restent attentifs. La Turquie a ses intérêts propres : la lutte contre l'autonomie gagnée par les Kurdes syriens, la sortie du statu quo intenable depuis 2018-20 pour renvoyer les 3 à 4 millions de réfugiés sy-

riens qui pèsent sur ses équilibres politiques internes. Elle possède des avant-postes de son armée dans la zone d'Idlib, établis avec l'aide de HTC en quête de « *normalisation* », et dialogue avec la Russie et l'Iran dans le cadre du processus d'Astana.

Israël reste en alerte sur le Golan et bombarde systématiquement les stocks d'armes sophistiquées abandonnés dans la débâcle par l'armée du régime, en attendant de définir sa position sur la Syrie en bouleversement. Dans ce contexte, une Syrie nouvelle représente donc un espoir inouï mais aussi une entreprise complexe, et un défi pour les Syriens.

L'atout décisif reste le potentiel de la société civile syrienne. Sa volonté de changement, démontrée par la mobilisation pacifique civile de 2011, a été noyée dans la guerre, mais cette vitalité a néanmoins perduré dans la capacité des Syriens à s'auto-organiser pour survivre, pour prendre la fuite avec les mouvements migratoires lors des migrations de 2015, pour reconstruire par le bas depuis 2018, sans aucune aide, la Syrie en lambeaux, et même pour contester certaines pratiques de HTC dans son fief d'Idlib.

**Philippe Droz-Vincent** est professeur de relations internationales à Sciences Po Grenoble. Il a travaillé sur l'autoritarisme au Moyen-Orient et ses recompositions.

## En Syrie, la Turquie veut étendre la zone tampon en repoussant les forces Kurdes

L'Armée nationale syrienne, une faction rebelle inféodée à Ankara, a pris plusieurs villes du Nord-Est syrien aux forces kurdes.

**E**ncouragé par le changement de pouvoir à Damas, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, grand protecteur de la rébellion syrienne, a profité de la nouvelle donne pour lancer les rebelles pro-turcs de l'Armée nationale syrienne (ANS) à l'assaut de plusieurs villes du nord-est de la Syrie qui étaient contrôlées jusqu'ici par les forces kurdes. Chassés de Tall Rifaa dimanche 8 décembre, de Manbij le lendemain, les combattants kurdes sont désormais menacés d'être boutés hors de Kobané par les supplétifs turcs. Mardi 10 décembre, des dizaines de frappes aériennes ont visé la région de Kobané, où l'ANS bénéficie du soutien des avions de combat et des drones armés turcs.

A l'opposé des rebelles du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), qui se sont efforcés, durant leur offensive éclair à travers la Syrie, de ménager les populations civiles, privilégiant la négociation pour faire sortir les combattants kurdes de l'aéroport d'Alep que ces derniers contrôlaient, l'ANS a semé le chaos dans les villes conquises. « *En ce moment, des milliers de personnes fuient Kobané par peur de l'Armée nationale syrienne affiliée à la Turquie. Une peur bien plus grande que celle inspirée par Hayat Tahrir Al-Cham, qui jusqu'ici n'a commis aucune violation, massacre ou attaque contre les civils. A l'inverse, l'ANS reçoit ses directives de l'Etat turc, et elle procède à l'élimi-*

*nation des Kurdes* », a souligné Ahmad Arag, le secrétaire général de l'Alliance nationale démocratique syrienne, joint par téléphone mardi à Alep, dans le nord de la Syrie.

Soutenus par les Etats-Unis pour leur rôle dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), les combattants kurdes, qui administrent une vaste zone dans l'est de la Syrie, apparaissent comme les perdants de la nouvelle donne. L'offensive de l'ANS correspond en tous points au plan élaboré depuis des années par Recep Tayyip Erdogan, avide de repousser les Kurdes le plus loin possible de la zone frontalière. Le président turc s'est d'ailleurs réjoui, lundi, des succès de ses supplétifs sur le terrain, accusant les Kurdes syriens de chercher à « *transformer le chaos en opportunité* ».

Concocté depuis plusieurs années, son plan vise à prolonger vers l'est la « zone tampon » déjà conquise par l'armée turque entre 2016 et 2019, à l'intérieur de la Syrie, le long d'une bonne partie de la frontière commune qui s'étend sur 900 kilomètres au total.

### **Crainte d'une extension de la fièvre séparatiste**

Empêcher l'émergence d'une région autonome kurde syrienne est la priorité des autorités turques, qui craignent une extension de la fièvre séparatiste aux Kurdes de Turquie. Avant tout, le fait que les Forces démocratiques sy-

riennes (FDS), dirigées par des combattants kurdes, soient inféodées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une lutte armée pour l'autonomie des Kurdes de Turquie, est ce qui guide l'action d'Ankara.

L'autre point sensible aux yeux des Turcs est le soutien apporté par Washington aux FDS, entraînés par 900 soldats américains présents dans l'est de la Syrie. Un contingent que M. Erdogan souhaiterait voir quitter le pays, ce qui demeure un vœu pieux pour le moment. « *Les Etats-Unis maintiendront leur présence dans l'est de la Syrie et prendront les mesures nécessaires pour empêcher une résurgence de l'Etat islamique* », a déclaré, dimanche, Daniel Shapiro, secrétaire adjoint à la défense américain pour le Moyen-Orient. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, se rendra à Ankara vendredi, a affirmé, mercredi matin, une source officielle turque, citée par l'Agence France-Presse.

Le sénateur républicain Lindsey Graham a pour sa part menacé Ankara de sanctions en cas d'exactions envers les combattants kurdes, tout en approuvant son projet expansionniste. « *La Turquie mérite d'avoir une zone tampon démilitarisée entre le nord-est de la Syrie et la Turquie pour protéger ses intérêts* », a-t-il écrit dans un message posté lundi sur son compte X.

« *Nous soutenons l'idée de la zone tampon, à condition que des forces internationales y*

*soient déployées, et que la Turquie n'y joue aucun rôle, car son objectif est de s'attaquer aux Kurdes et de briser leur administration, comme cela a été le cas à Afrin [où, en 2018, l'armée turque et ses affidés ont chassé la milice kurde des Unités de protection du peuple] et dans plus de 200 villages et villes kurdes dans la campagne autour du nord d'Alep* », rappelle Ahmad Arag.

### **« Tout est possible »**

Enclins aux concessions envers leur allié de l'OTAN, les Américains ont négocié, lundi, avec les Turcs le départ des Kurdes syriens de la ville de Manbij, située à 40 kilomètres de la frontière turque. Il s'agit donc d'un feu vert donné à l'élargissement de la zone tampon, souhaité par la Turquie. Les Kurdes seraient-ils en passe d'être lâchés par les Américains ?

« *Tout est possible en ce moment. Par le passé aussi, ils nous ont lâchés. Mais le plus important, aujourd'hui, est le danger que posent les groupes radicaux comme l'Etat islamique, qui reste encore actif. Tous nos partenaires expliquaient leur présence en Syrie par leur lutte contre ce groupe qui représente un danger et est encore présent aujourd'hui. L'autre danger, ce sont les groupes de rebelles affiliés à la Turquie. Sur certaines photos et vidéos, nous avons remarqué que les combattants de ces groupes portaient sur leur uniforme le badge de l'Etat is-*

lamique », explique Kamal Akif, porte-parole de l'administration kurde pour les relations internationales du nord-est de la Syrie, joint par téléphone, mardi.

Selon lui, « la meilleure option pour les Américains est de prendre au sérieux le risque de la montée de ces groupes qui pourrait anéantir les acquis de leur lutte de ces dernières années ». Désireux de rassurer les alliés kurdes, le Pentagone a dépêché sur place le général Michael Kurilla, venu en visite, mardi, dans plusieurs bases de l'est de la Syrie.

Devenue un « acteur-clé en Syrie », comme vantait, lundi, le quotidien turc *Milliyet*, la Turquie n'entend pas renoncer à son projet de chasser les combattants kurdes du nord de la Syrie. « Pour Ankara, la question du PKK est considérée comme existentielle, pour Washington, elle est marginale, estime Gilles



L'Armée nationale syrienne patrouille à Manbij, dans le nord de la Syrie, le 10 décembre 2024. HUSEYIN NASIR / ANADOLU VIA AFP

Dorronsoro, spécialiste de la Turquie et enseignant à la Sorbonne. Erdogan ne cédera pas, et les Etats-Unis sont dans une période de transition sans politique

claire. De plus, on sait que des drones turcs ciblent le PKK depuis des années en Syrie, sans que les Américains y trouvent rien à redire. En réalité, les régions kurdes

ne sont pas prioritaires pour eux, dans la mesure où la lutte contre l'EI se joue dans les régions arabes. »

**Le Monde**

**Madjid Zerrouky**  
11 décembre 2024

## En Syrie, les premiers pas d'un nouveau pouvoir en quête de légitimité

En nommant Mohammad Al-Bachir premier ministre de transition mardi, le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham semble vouloir garder le contrôle.

**S**i le brouillard des derniers jours de la guerre entre l'opposition armée et l'ancien régime commence à se dissiper, l'incertitude politique reste totale en Syrie. Les premiers signes envoyés par les nouveaux hommes forts de Damas indiquent que le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) entend garder le contrôle sur le processus de transition qu'il a lui-même enclenché. Mardi 10 décembre, en nommant premier ministre

de transition à l'échelle nationale Mohammad Al-Bachir, le chef de l'exécutif d'Idlib, le territoire qu'il contrôlait jusqu'ici, HTC compte-t-il faire des territoires passés sous son contrôle un « grand Idlib » ? Une gageure, a priori, tant l'étendue géographique, le poids démographique, la diversité des populations et la présence d'autres acteurs politico-militaires sont sans commune mesure avec le bastion que HTC s'est bâti dans le nord-ouest du pays,

depuis 2017, et où l'organisation était encore isolée il y a une douzaine de jours.

Les forces d'opposition dirigées par HTC continuent néanmoins d'étendre leur contrôle en Syrie. Mercredi 11 décembre au petit matin, la direction des opérations militaires du groupe a affirmé que leur offensive dans la province orientale de Deir ez-Zor se poursuivait après la prise de la capitale régionale. Celle-ci avait été brièvement

occupée par les Forces démocratiques syriennes, à prédominance kurde, lesquelles, confrontées à des dissidences et à des manifestations de rejet dans cette ville à la population arabe, se sont retirées, mardi soir.

L'est du gouvernorat de Deir ez-Zor, de l'autre côté de l'Euphrate, reste en revanche contrôlé par les forces kurdes. Et, dans la région côtière, au nord de Lattaquié, des combats opposent en-

core les rebelles, dont des djihadistes, à des groupes d'hommes fidèles à l'ancien régime.

Nommé premier ministre intérimaire par le chef politique et militaire de HTC, Ahmed Al-Charaa, de son nom de guerre Abou Mohammed Al-Joulani, l'ancien chef du gouvernement civil de la province d'Idlib a promis « stabilité » et « calme » au peuple syrien épuisé par plus de treize années de guerre. « Il est temps, pour ce peuple, de jouir de la stabilité et du calme, d'être pris en charge et de savoir que son gouvernement est là pour lui fournir les services dont il a besoin », a déclaré Mohammad Al-Bachir à la chaîne Al-Jazira

### Checkpoints et contrôles d'identité

Mardi, la nouvelle administration a nommé un ancien commandant de l'opposition, Fouad Al-Chami, au poste de chef de la police du pays. « Nos combattants sont déployés pour patrouiller à travers Damas, a-t-il déclaré. Nous ne nous reposerons pas tant que la sécurité et l'ordre n'auront pas été rétablis dans toutes les régions du pays. »

Dans la capitale, la présence des forces de HTC et des autres groupes rebelles était relativement discrète, lundi et mardi, après la chute, dimanche, de Bachar Al-Assad, les combattants n'étant postés qu'autour des lieux stratégiques du pouvoir. Mardi, les nouvelles forces de la police paramilitaire de HTC, baptisée « direction de la sûreté générale », ont considérablement renforcé leur présence, établissant des checkpoints et contrôlant les



Cette image, diffusée par la chaîne Telegram de l'agence de presse officielle arabe syrienne (SANA), montre le nouveau premier ministre de transition de la Syrie, Mohammad Al-Bachir, présidant une réunion du nouveau cabinet à Damas, le 10 décembre 2024. SYRIAN ARAB NEWS AGENCY TELEGRAM CHANNEL/ AFP

identités, y compris celles des journalistes étrangers qui commencent à affluer.

Les anciens quartiers résidentiels habités par les cadres de l'ancien régime sont quadrillés par des hommes en armes sur fond de rumeurs de ratissages et d'arrestations. Parmi les premiers défis sécuritaires auxquels sont confrontées les nouvelles autorités de fait : la prolifération des armes dans les rues, après le pillage des commissariats et des locaux des services de sécurité de l'ancien régime. Les forces de sécurité du groupe islamiste ont interdit les tirs de célébration, qui ont fait de nombreuses victimes, et confisquent désormais de force les kalachnikovs portées par des jeunes qui paradent dans les quartiers de la ville et de la banlieue, comme a pu le constater *Le Monde* en deux endroits, sur la place

des Omeyyades, à Damas, et à Kissoué (Al-Kiswah), dans la grande banlieue sud.

Signe que la situation dans les autres régions du pays n'est toutefois pas encore assez stabilisée aux yeux des membres du groupe islamiste : un des officiers a déconseillé au *Monde* de se rendre dans la ville de Deraa, fief des rebelles du sud du pays. « Attendez donc que l'on s'y déploie, c'est encore le chaos là-bas ! », a-t-il avisé. Le groupe islamiste craint qu'un récit négatif soit fait de ses premiers pas au pouvoir. « Cela donnerait en plus une mauvaise image de la Syrie libérée », a ajouté cet officier de HTC.

Mardi, trois jours après l'effondrement du régime, les banques et les bazars ont rouvert leurs portes à Damas, où la vie commençait à reprendre son cours normal.

Dans le bazar historique d'Hamidiyé, fermé pendant deux jours, les premiers commerces baissent timidement les rideaux de leur devanture, tandis que, dans le quartier chrétien de Bab Touma, dédales de ruelles fantômes, dimanche et lundi, les échoppes pour touristes ont rouvert. Quant à l'immense cour intérieure de la mosquée des Omeyyades, l'iconique édifice religieux du VIII<sup>e</sup> siècle, elle était envahie par les habitants venus s'y faire photographier, ainsi que par des groupes combattants armés, dont les chefs multiplient les diatribes contre les « chiens » de l'ancien régime. Un curieux mélange de liesse familiale et d'hommes en armes, dont certains cultivent le look djihadiste, qui se prennent en photo devant les minarets et prient en posant leurs kalachnikovs contre les piliers des salles de prière.

## En Syrie, les premiers témoignages accablants des prisonniers sortis des geôles du régime d'Al-Assad

**R**eportage L'hôpital Al-Nafis, dans le nord de Damas, a la lourde tâche de recueillir des hommes brisés, libérés de l'enfer carcéral du clan Al-Assad. Les médecins n'avaient jamais vu une telle détresse psychologique. Les familles, elles, tentent désespérément de retrouver les leurs dans les couloirs des urgences ou à la morgue.

L'homme est comme suspendu entre le monde des morts et celui des vivants, allongé sur une civière en cuir noir à l'hôpital Al-Nafis, dans le quartier de Barzeh, dans le nord de Damas, mardi 10 décembre. La tête posée sur la paume de sa main, son regard est perdu dans le vide et sa bouche reste bée. Son œil gauche est tuméfié, son nez épaté par une vieille fracture. D'autres fractures à la colonne vertébrale et au crâne ont brisé son corps fragile, dénutri. Une maladie de peau lui ronge les jambes.

Une quinzaine de personnes l'entourent, certaines, un téléphone à la main avec la photo d'un proche qui, comme lui, a disparu, un jour, dans l'enfer carcéral du clan Al-Assad. Ils n'en sont pas encore revenus. « *Tu as vu mes fils ? Bassem et Ahmed Alala* », lui crie un Syrien d'une cinquantaine d'années, brandissant un portrait de ses deux enfants âgés d'une vingtaine d'années, avant leur disparition, il y a dix ans.

« *Il ne se souvient même pas de son propre nom...* », soufflé un médecin qui n'arrive pas à retenir la foule autour de l'homme. Quand il reprend



LAURENCE GEAI / MYOP POUR « LE MONDE »

parfois ses esprits, le trentenaire tient des propos décousus. « *Il s'appelle Khaled Badawi. Il était soldat et a déserté. Il a été arrêté, il y a deux ans, à Alep et transféré à [la prison de] Saydnaya. Nous n'avions plus de nouvelles de lui depuis* », dit son frère Tarek, posté au pied du lit.

Lorsqu'il l'a reconnu, la veille, sur une vidéo circulant sur Facebook, Tarek s'est mis immédiatement en route, avec toute la famille, depuis Alep, à 350 kilomètres plus au nord. Seuls les deux enfants de Khaled Badawi, âgés de 3 et 5 ans, et leur mère, de qui il est séparé, sont restés à Alep. « *On est contents de le retrouver. Il va un peu mieux qu'hier* », poursuit Tarek. Deux de leurs cousins, 24 et 34 ans, sont encore portés disparus, dix ans après leur arrestation à un barrage de sécurité.

### Affamés, puis abandonnés

Khaled Badawi a été le pre-

mier prisonnier à être arrivé, dimanche, à 7 heures du matin, à l'hôpital Al-Nafis. Il a été libéré de Saydnaya, la sinistre prison située à 20 kilomètres au nord de Damas, décrite par l'ONG Amnesty International comme un « *abattoir humain* », au moment où les rebelles syriens emmenés par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant, ancienne branche d'Al-Qaida en Syrie) se sont emparés de Damas. « *On a reçu neuf prisonniers depuis la libération. Les gens les ont trouvés errant dans la rue et nous les ont amenés* », raconte Bassel Al-Qosh, un neurologue de 31 ans.

« *Lorsque Khaled est arrivé, il ne parlait pas. Il n'avait pratiquement pas de pouls. On lui a donné du sodium pour le réhydrater* », poursuit le médecin. Il pense que les détenus ont été affamés, puis abandonnés dans leurs cellules par leurs geôliers. Les multiples fractures et les traces de coups observés sur

leurs corps suggèrent de longues séances de torture. « *Il souffre de problèmes psychologiques. Il ne peut toujours pas se souvenir de son nom. Il n'a que de rares moments de lucidité* », ajoute-t-il.

En plusieurs années de carrière, le docteur Al-Qosh avait déjà vu défiler, dans son service, d'anciens prisonniers brisés dans les geôles d'Al-Assad, mais jamais il n'avait vu une telle détresse psychologique. « *Je suis en colère de n'avoir pas pu le sauver avant. Il y a des prisons sous nos pieds. On ne savait pas. Ou peut-être que je le savais au fond de moi. Mais on vivait avec la peur d'être arrêtés* », dit le Damascène, qui a perdu un oncle et deux amis pendant la révolution contre le dictateur Bachar Al-Assad.

### « Ils disaient Bachar immortel... »

La peur est toujours présente. « *On a du mal à réaliser qu'on a été libérés. Cela*

va nous prendre du temps. Nos parents nous intimement encore de ne pas parler de la chute de Bachar Al-Assad. On a vécu dans le pays des Al-Assad, tout, ici, porte leur nom : un jardin, une bibliothèque, même un savon... Ils disaient Bachar Al-Assad immortel... », confie Bassel Al-Qosh.

À l'hôpital, les soutiens du régime, qui faisaient un rapport à chaque parole critique, ont tourné casaque. « Ils disent être avec la libération, mais on sait que non. Ils ont fait des choses qu'on ne peut pas oublier. On ne se vengera pas, mais il y a des gens qui doivent être traduits en justice », assure le neurologue.

Pour les familles dont les proches ont disparu dans les geôles syriennes, la libération des griffes du clan Al-Assad s'est transformée en une éprouvante quête. De la prison de Saydnaya aux mosquées et aux hôpitaux de Damas, où ont été transférés les prisonniers, morts ou vifs, après que les portes des prisons se sont ouvertes. À l'hôpital de Damas, près de la vieille ville, des Syriens s'engouffrent par dizaines dans les couloirs qui mènent à la morgue. Trente-cinq corps ont été amenés dans la nuit.

« Hier, à 22 heures, après avoir fini de creuser à la recherche de cellules souterraines, un homme a repéré un trou dans une cuisine, une entrée vers les sous-sols. On a trouvé ces corps. Ils y étaient quand la guerre a commencé. Ils ont été laissés sans nourriture ni système de ventilation », raconte Khaled Taqtaq, un combattant de l'unité antiterroriste de HTC,

posté dans l'hôpital avec d'autres hommes en armes. Les combattants, pas plus que les médecins, ne parviennent à empêcher les proches de disparus de pénétrer dans la morgue.

Des corps sont disposés sur les tables, dans des sacs mortuaires bleus. Certains sont morts, il y a longtemps. Leur peau est noircie, tannée comme le cuir. D'autres semblent avoir péri ces derniers jours. Les médecins légistes les examinent pour déterminer la date et la cause de leur décès. « La plupart sont morts depuis longtemps. Certains ont été tués par balles. Ils ont des traces de coups sur le corps. Il est possible qu'ils aient été torturés », affirme un médecin légiste, qui préfère ne pas se prononcer avant la fin des examens.

Les photographies de leurs visages ont été imprimées sur des feuilles A4 et affichées sur un mur à l'entrée des urgences. Une foule bientôt s'agglutine dans l'espoir ou dans la crainte d'y voir le visage d'un proche. Emportée par la douleur, une femme vêtue d'une abaya noire se met à crier – « Où est mon fils ? Où est mon fils ? » –, avant d'être emportée, en pleurs, hors de l'hôpital par ses proches. Des familles se précipitent dans la salle des urgences où deux prisonniers de Saydnaya ont été admis le matin.

#### **Saydnaya, « c'était l'enfer sur terre »**

L'un et l'autre, libérés dimanche, ont été diagnostiqués avec une tuberculose. La maladie pulmonaire s'est propagée parmi les détenus, maintenus dans des condi-

tions insalubres pendant des années. « On était traités comme des insectes. Les gardiens n'étaient pas humains, c'étaient des démons. Nous n'étions même pas autorisés à les regarder dans les yeux, sinon ils nous frappaient ou nous exécutaient », raconte Aouni Said Khalaf, un masque noir lui couvrant la bouche. Cet ouvrier de 45 ans du [camp palestinien de Yarmouk](#) a passé quatre ans dans la zone rouge de Saydnaya, emprisonné pour terrorisme, sur dénonciation.

« On a vécu isolé du reste du monde. C'était l'enfer sur terre. On nous nourrissait juste assez pour qu'on reste en vie », poursuit l'homme, père d'un enfant de 7 ans. « La nourriture était très mauvaise. Au dîner, trois ou quatre olives, au déjeuner, moins d'une poignée de blé et une demi-pomme de terre bouillie », abonde Hafez Samir Qahtina, un ancien combattant révolutionnaire de Kafr Chams, dans la province de Deraa, arrêté il y a six ans, après les accords de réconciliation entre le régime d'Al-Assad et les anciennes factions révolutionnaires.

Les exécutions étaient devenues si routinières à Saydnaya que lorsque les rebelles syriens ont libéré la prison, dimanche, l'homme de 31 ans a cru sa fin proche. « Chaque mercredi, parfois deux jours par semaine, ils exécutaient 150 prisonniers. Lorsqu'on a entendu les tirs dehors et que les portes se sont ouvertes, on a pensé qu'on était tous tués », confie ce père de cinq enfants.

#### **« La torture était une routine »**

Beaucoup de leurs codétenus sont morts sous la torture. « La plus petite des punitions était d'être banni, envoyé sous terre dans les égouts, sans nourriture, pour dix-huit jours. Cette punition était infligée sans raison, selon l'humeur des gardiens. Il suffisait que l'un se soit disputé avec sa femme, le matin », confie Aouni Said Khalaf. « La torture était une routine. Ils sélectionnaient parmi les vingt prisonniers de notre cellule pour nous battre avec des bâtons en plastique. Ils nous brisaient les os. On devait s'allonger au sol et ils nous piétinaient avec leurs bottes. C'était tellement brutal qu'on avait 70 % de chances d'y rester », poursuit l'homme.

Sa famille a fait l'objet d'un chantage pour qu'il soit transféré à la prison civile d'Adra, où il serait mieux traité. « Le gouvernement a contacté sa femme et lui a demandé cinq pièces d'or pour qu'il soit transféré à Adra. Mais on n'avait pas cet argent », regrette son frère, Mohamed. S'il n'avait pas été libéré par les rebelles, Aouni Said Khalaf aurait été exécuté, car il était condamné à mort. Il se sait psychologiquement fragile, mais il est vivant.

Assailli par des familles qui recherchent leurs proches, il regarde chaque photo, l'air contrit. « Non, désolé, je ne l'ai pas connu, répète-t-il. Je ne connais le nom que de ceux qui partageaient ma cellule. Nous n'étions que des numéros. Je ne pense pas qu'il reste des vivants parmi ceux qui ont été emprisonnés avant 2016. »

## « Après la chute de Bachar Al-Assad, la ligne de défense extérieure de l'Iran est enfoncée »

Sous le choc de la débâcle de ses filiales régionales, la théocratie iranienne est à un moment charnière, pouvant être tentée d'aller plus vite encore vers l'arme nucléaire ou, à l'inverse, de chercher à négocier, analyse, dans sa chronique, Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

L'empire perse se disperse. La République islamique d'Iran perd ses alliés arabes. Elle traverse une phase de repli régional, et son affaiblissement bouleverse le profil politico-stratégique du Moyen-Orient. Hypothèse optimiste : le dos au mur, Téhéran pourrait chercher à ouvrir une négociation avec Donald Trump – qui n'y serait pas hostile.

Les uns après les autres, ceux que Gilles Kepel appelle joliment « *les mandataires* » de l'Iran en terre arabe, sont affaiblis ou neutralisés. Le dernier en date, et non le moindre, est la Syrie – plus exactement le régime de Bachar Al-Assad. D'une tutelle irano-russe, la Syrie passe sous prépondérance turco-qatarie. Sous les coups que leur a portés Israël en territoire syrien ces derniers mois, les gardiens de la révolution iranienne, qui défendaient le régime de Damas, ont plié bagage ; accaparés par leur guerre d'agression en Ukraine, les Russes, vieux protecteurs de la famille Al-Assad, ont fait de même.

Le nouveau pouvoir appartient à une nébuleuse fondamentaliste sunnite, bénéficiant à ce titre de la sympathie de la Turquie et du Qatar. Bouleversement majeur. Car Damas jouait un rôle-clé dans le système de défense patiemment mis en place, depuis le début des an-

nées 1980, par la République islamique d'Iran, cheffe de file du monde musulman chiite, la branche minoritaire de l'islam.

Agressé par l'Irak de Saddam Hussein en 1980, le régime iranien décidait de déployer une ligne de protection à l'extérieur de son territoire. Ce fut d'abord un accord de partenariat avec la famille Al-Assad, membre de la minorité alaouite, une dissidence du chiisme, en Syrie. Ce fut ensuite l'appui apporté à un archipel de partis-milices représentant les communautés chiites alentour – au Liban, avec le Hezbollah, mais aussi en Irak, au Yémen et avec le Hamas chez les Palestiniens, même si cette dernière formation appartient corps et âme à l'islam sunnite.

Cet ensemble d'affiliés – Kepel les décrit en détail dans son dernier livre, *Le Bouleversement du monde* (Plon, 176 pages, 15 euros, numérique 11 euros) – s'est auto-proclamé « axe de la résistance ». Il s'est regroupé sous la double bannière de la cause palestinienne et de la lutte contre l'impérialisme américain. La vérité est que l'« axe » était d'abord au service de l'Iran, dont l'ambition était de disposer d'un droit de vie et de mort sur la politique à Beyrouth, à Damas et à Bagdad. L'Irak permettait la continuité territoriale avec la Syrie puis, de là, avec le Li-

ban : Téhéran avait ainsi son « autoroute chiite », qui assurait au « nouvel empire perse » un débouché en mer Méditerranée.

### Une série d'échecs retentissants

C'est fini. Damas est tombée. L'« autoroute chiite » est coupée. Elle servait à approvisionner le Hezbollah en armes. Neutralisé par la guerre que lui a menée Israël, le Parti de Dieu libanais panse ses plaies. Il a été décapité. Il en va de même du Hamas palestinien. La ligne de défense extérieure de la République islamique est enfoncée. Instrument de l'expansionnisme iranien en terre arabe, l'« axe de la résistance » est menacé dans son existence même.

L'Iran s'en trouve d'autant plus affaibli que ce grand pays de près de 90 millions d'habitants connaît une série d'échecs retentissants à l'intérieur : inflation folle, répression impitoyable, fuite des cerveaux, économie atone. Avec, en toile de fond, une question politique : qui succédera bientôt à Ali Khamenei, le Guide et vrai patron du régime, aujourd'hui âgé de 85 ans et souffrant d'un cancer ?

En 2018, le président Donald Trump a saboté l'accord international signé trois ans plus tôt à Vienne et plaçant sous contrôle le programme

nucléaire iranien. S'estimant – à tort juridiquement – libérée de toute contrainte, la République islamique a considérablement augmenté son stock d'uranium enrichi à des teneurs permettant une utilisation de type militaire. Vendredi 6 décembre, Rafael Grossi, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, tirait la sonnette d'alarme.

Sous le choc de la débâcle de ses filiales régionales, la théocratie iranienne peut être tentée par la fuite en avant – aller plus vite encore vers l'arme nucléaire. Ou, à l'inverse, ayant mesuré sa faiblesse militaire dans ses affrontements directs et indirects avec Israël, elle peut chercher à négocier. Elle sait que Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, rêve d'attaquer les installations nucléaires du pays. Elle sait aussi que l'Etat hébreu a neutralisé une partie de la défense antiaérienne de l'Iran. Alors Téhéran semble avoir choisi l'apaisement – pour le moment.

Trump s'apprête à gouverner avec une équipe farouchement anti-iranienne. Mais, tout fier-à-bras qu'il est, le nouveau président cherchera à éviter un engagement militaire des Etats-Unis dans la région. Le golfeur de Mar-a-Lago n'est pas un interventionniste. Ayant imposé en 2018 un embargo écono-

mique de plomb à l'Iran, il a pu constater l'échec de sa stratégie de « pression maximale » : le régime de Téhéran a tenu le choc.

Aujourd'hui, Trump sonde la possibilité de revenir à la table de négociations avec l'Iran. A la mi-novembre, se-

lon le *New York Times*, il a [dépêché Elon Musk, son nouveau messenger, auprès de l'ambassadeur d'Iran à l'ONU à New York, Amir Saeid Ira-vani](#). Une partie de la direc-tion iranienne est intéressée. Récemment élu, le président, Massoud Pezeshkian, multi-ple les demandes d'ouver-

ture à l'Ouest. Il veut la levée des sanctions. Il souhaite re-prendre un dialogue avec Washington. Il est conseillé par Mohammad Javad Zarif, l'un des négociateurs de l'ac-cord de 2015. L'Iran serait prêt à discuter d'un plafonne-ment de son stock d'uranium enrichi. Mais, à Téhéran,

dans l'usine à gaz des institu-tions iraniennes, M. Pezeshkian n'a pas le dernier mot.

---

**Post-scriptum** Soleil en hiver : le 3<sup>e</sup> tome de *La Cuisine de Nordine*, de Nordine Labiadh (Solar, 216 pages, 34,95 euros).

---

**La Marseillaise**

12 décembre 2024

## Appel à soutenir les Kurdes et les minorités en Syrie

Nous écrivons cet appel avec un profond sentiment d'urgence et d'inquiétude pour le sort du peuple kurde, des chrétiens et des

**S**eulement, et les villes voisines ont été confrontées à des agressions fréquentes. Ces forces ont également été responsables du déplacement forcé de plus de 100 000 civils kurdes, en particulier dans les zones à l'ouest de l'Euphrate, comme Afrin, Manbij, Tel Rifaat et la région de Shahba, ce qui constitue un processus clair de nettoyage ethnique. Afrin, autrefois une ville à prédominance kurde, a connu un changement démographique spectaculaire depuis les campagnes militaires turques de 2018 et 2019. De nombreuses familles déplacées ont été contraintes de chercher refuge dans des territoires plus au sud, pour ensuite être confrontées à une re-

crudescence des violences et des déplacements à mesure que la Turquie et ses suppléants étendent leurs attaques.

La situation reste désastreuse, avec d'innombrables civils victimes d'enlèvements, de meurtres et de déplacements systématiques. Malgré ces difficultés, les FDS continuent de construire des institutions démocratiques et de promouvoir les valeurs de liberté et d'égalité, servant de phare d'espoir et de progrès dans une région par ailleurs fracturée.

L'agression turque en cours menace non seulement la sécurité et la survie de ces communautés, mais aussi les intérêts stratégiques plus larges

des États-Unis et de ses alliés, y compris Israël. Une résurgence de l'État islamique en Syrie reste une possibilité très réelle, et les FDS restent le seul acteur engagé à empêcher une telle issue. Soutenir et protéger le peuple kurde et ses alliés est essentiel pour préserver les valeurs de démocratie, de liberté d'expression et d'autodétermination chères aux États-Unis et à la France. C'est également la seule façon éthique de montrer à tous les habitants du Moyen-Orient et du monde qu'on ne laisse pas ses amis seuls lorsqu'ils ont besoin d'aide.

Nous appelons à défendre les politiques américaines et françaises qui garantissent la sécurité du peuple

kurde et des autres minorités du nord-est de la Syrie. Plus précisément, nous demandons que des mesures soient prises pour :

1. Empêcher toute nouvelle agression turque et tout empiètement territorial.
2. Soutenir la gouvernance et les institutions démocratiques dirigées par les Kurdes.
3. Fournir une aide humanitaire et des ressources aux communautés déplacées.
4. Sécuriser les statuts politiques de l'administration autonome du nord et de l'est de la Syrie.

## Face au nouveau pouvoir syrien, les Occidentaux temporisent, la Turquie et le Qatar cherchent à établir le contact, la Russie veut limiter la casse

Si la chute de Bachar Al-Assad a été largement saluée, les Occidentaux, soucieux de voir clarifiées les intentions du HTC, restent prudents, quand Ankara se réjouit et Doha propose de rouvrir son ambassade à Damas. Le Kremlin, lui, tente de ménager ses intérêts sur le territoire syrien.

Après la surprise suscitée par la chute du régime Al-Assad, renversé dimanche 8 décembre par l'offensive éclair des rebelles islamistes, les premiers pas du nouveau pouvoir sont scrutés de près par les capitales étrangères et les institutions internationales. Mercredi 11 décembre, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a assuré que l'ONU était « *totale-ment engagée à soutenir une transition en douceur* ». Celle-ci doit être « *inclusive* », autrement dit, elle devra respecter les différentes factions politiques et les minorités du pays, afin d'éviter une « *nouvelle guerre civile* », a souligné de son côté l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, après avoir appelé à des « *pourparlers politiques urgents* », à Genève, afin de garantir un avenir pacifique au pays.

Si la chute d'Al-Assad a été largement saluée, la prudence est cependant de mise, tant l'incertitude est grande sur les intentions des nouvelles autorités, le mouvement Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), fer de lance de la chute de l'ancien dictateur, et considéré comme une entité terroriste par l'ONU, les Etats-Unis et l'Union européenne (UE).

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, devait ainsi débiter, jeudi 12 décembre, une tournée dans la ré-



Kaja Kallas (au centre), haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, à Bruxelles le 10 décembre 2024. NICOLAS TUCAT/AFP

gion, d'abord en Jordanie, puis en Turquie, vendredi. Ankara, allié des Etats-Unis au sein de l'OTAN, s'est longtemps heurté à Washington au sujet de la Syrie, mais est désormais considéré comme jouant un rôle-clé en raison de son soutien au HTC. « *Je ne suis pas confiant. Mais je suis encouragé par le fait que [les chefs de HTC] ont dit ce qu'il fallait, mais nous devons nous concentrer sur la question de savoir s'ils feront ce qu'il faut, notamment en protégeant les minorités* », a jugé M. Blinken, mercredi avant de s'envoler pour le Proche-Orient, à propos des diffé-

rents messages émis par le chef des HTC, Ahmed Al-Charaa, afin de rassurer sur ses intentions.

### « Scénarios terrifiants »

Même tonalité du côté des Européens. Devant les euro-députés, mardi 10 décembre, Kaja Kallas, la nouvelle haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a fait part d'« *inquiétudes légitimes concernant les violences entre groupes religieux, la résurgence extrémiste et le vide politique* », et rappelé qu'il fallait à tout prix éviter de répé-

ter les « *scénarios terrifiants* » de l'Irak, de la Libye et de l'Afghanistan, où les changements de régime ont débouché sur des années de chaos. De leur côté, le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, se sont dits « *prêts à coopérer avec les nouveaux dirigeants syriens* » sous certaines conditions. « *Le fait que HTC soit un groupe terroriste interdit n'empêche pas le gouvernement d'engager des discussions avec lui à l'avenir* », a quant à lui fait savoir le premier ministre britannique, Keir Starmer.

Pris de court par l'effondrement du régime de Bachar Al-Assad, les pays du G7 devraient tenter de se concerter, vendredi, lors d'une réunion en visioconférence. Pour peser sur la situation, les Occidentaux disposent de deux leviers, qu'ils entendent actionner progressivement : le financement de l'aide humanitaire et de la reconstruction du pays, d'une part, et la possibilité de retirer le HTC de la liste des entités terroristes, d'autre part.

Pour le moment, il n'est toutefois pas question de reconnaître les nouvelles autorités ou d'évoquer la levée des sanctions contre le pays. A Bruxelles comme à Washington, les gages donnés par le groupe islamiste radical – un temps affilié à Al-Qaïda – pour rassurer la population syrienne et la communauté internationale ont certes été entendus, mais les Occidentaux veulent juger les nouvelles autorités sur leurs actes. La plupart des Etats membres de l'UE, dont la France, souhaitent conditionner leurs éventuelles relations avec le nouveau pouvoir au fait qu'il mette en œuvre une véritable « *transition politique* », basée notamment sur les tentatives en ce sens, ébauchées en vain pendant la guerre civile, alors que Bachar Al-Assad assurait sa survie, avec le soutien de la Russie et de

l'Iran, au prix de combats meurtriers et d'une répression féroce. C'est dans cet esprit que le ministre démissionnaire des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, s'est entretenu mercredi avec des représentants de la société civile et du Comité syrien de négociation, une structure de l'opposition à l'ancien régime.

**En 2015, des pourparlers menés sous l'égide de l'ONU avaient abouti à l'adoption de la résolution 2254 du Conseil de sécurité**, qui établit une séquence et un calendrier pour mettre en place un gouvernement crédible, inclusif et non confessionnel, ainsi que la rédaction d'une nouvelle Constitution, dans l'optique de tenir un jour des élections libres et équitables, sous la supervision des Nations unies. Une perspective que personne n'ose encore évoquer explicitement à ce jour.

#### **Le Qatar à la manœuvre**

Si, pour l'heure, les Occidentaux affichent une certaine retenue, le Qatar pourrait être l'un des premiers acteurs de la communauté internationale à établir des relations diplomatiques avec le pouvoir qui s'est installé de fait à Damas. Dans un communiqué publié mercredi, le porte-parole du ministère des affaires étrangères du petit émirat du Golfe,

Majed Al-Ansari, a annoncé que celui-ci rouvrirait « *bientôt* » son ambassade à Damas. Cette mesure vise à « *faciliter l'aide humanitaire fournie actuellement au peuple syrien à travers un pont aérien* », a précisé M. Al-Ansari.

Lors d'une réunion organisée à Doha, dimanche, par la diplomatie qatarie, **des représentants du processus d'As-tana (Russie, Iran, Turquie)** et des hauts responsables d'Irak, d'Arabie saoudite et de Jordanie étaient convenus de confier au Qatar et à la Turquie le soin d'ouvrir les premiers canaux de communication avec Ahmed Al-Charaa, le chef du HTC. « *Nous voulons nous assurer que la Syrie ne sombre pas dans le chaos et que les groupes armés ne se combattent pas les uns les autres. La médiation fait partie de notre tradition diplomatique* », confie un responsable qatari.

Le fait que le Qatar soit resté à l'écart du processus de normalisation entre le régime Al-Assad et les pays de la Ligue arabe, décidé en mai 2023, à Djedda, à l'initiative du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, devrait faciliter le dialogue entre Doha et le nouvel homme fort de la Syrie.

#### **Bases stratégiques pour Moscou**

Après le revers que représente la chute de Bachar Al-Assad, la Russie cultive quant à elle la discrétion. Quatre jours après la chute du tyran de Damas, Vladimir Poutine ne s'est toujours pas exprimé publiquement sur le sort de son allié, exilé à Moscou. « *Nous aimerions que la situation dans le pays soit stabilisée le plus rapidement possible, d'une manière ou d'une autre* », s'est contenté de déclarer, mercredi, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Il a reconnu que, très vite, des « *contacts* » avaient été établis par les autorités russes avec le groupe HTC.

La Russie cherche notamment à préserver les deux grandes bases militaires dont elle dispose en Syrie. **La base navale de Tartous, seul centre de maintenance et de réapprovisionnement de la Russie en Méditerranée, et la base aérienne Hmeimim**, située à 55 kilomètres plus au nord, sont en effet toutes deux essentielles au déploiement de troupes et de matériel dans la région, mais aussi vers l'Afrique. Plusieurs milliers de soldats russes sont présents dans ces bases. La priorité du Kremlin est désormais d'obtenir des garanties pour assurer leur maintien.



Divan Shirazi  
12 décembre 2024

# En Iran, l'artiste Parastoo Ahmadi défie les mollahs en chantant sans voile lors d'un concert historique

**S**a performance mercredi 11 décembre au soir, en plein désert et sans public, a suscité une vague d'admiration et d'espoir parmi la population. Les autorités ont annoncé sans surprise ce jeudi l'ouverture d'un procès contre la jeune femme et les musiciens qui l'accompagnaient.

Au cœur d'une société iranienne en pleine transformation, le moment était époustouflant et symbolique : un ancien caravansérail dans le désert, illuminé dans le ciel nocturne, accueillant un concert de musique en plein air et une chanteuse les cheveux au vent, vêtue d'une longue robe noire près du corps, les épaules découvertes. Fait sans précédent en quarante-cinq ans d'histoire de la République islamique, la chanteuse Parastoo Ahmadi, 27 ans, est montée sur scène mercredi soir 11 décembre sans porter de hijab et s'est produite en direct devant des caméras qui retransmettaient l'événement sur sa chaîne Youtube. «*Je suis Parastoo, une fille qui veut chanter pour les gens qu'elle aime, a-t-elle écrit pour justifier son geste. C'est un droit auquel je ne pouvais pas renoncer – chanter pour le pays que j'aime si passionnément.*»

La jeune femme s'est fait connaître lors des manifestations de 2022 en interprétant la chanson emblématique de la contestation *Az Khoon e Javanan e Vatan* ou «Du sang

de la jeunesse de la patrie», partagée sur son compte Instagram aux 337 000 abonnés. Son geste, historique, s'inscrit dans la suite du mouvement révolutionnaire *Femme Vie Liberté*, qui a profondément transformé la société iranienne, les femmes se montrant de plus en plus défilantes à l'égard des lois gouvernementales imposant le port du hijab. Depuis la révolution islamique, les femmes iraniennes n'ont pas non plus le droit de chanter dans les rassemblements publics, sauf dans les lieux exclusivement féminins, et leurs voix sont interdites à la radio et à la télévision. Un double pied de nez, donc.

En quelques heures, Parastoo Ahmadi – qui portait lors de sa performance un collier en forme de carte de l'Iran – est devenue un nouveau symbole de la résistance, de la persévérance et du défi face à l'[oppression religieuse et sexiste](#). «*Nous n'oublierons jamais les premiers, ceux qui, par leur courage et leurs actes audacieux, ont repoussé les limites de notre imagination et révélé des possibilités de vie qui semblaient autrefois impensables, s'emballe Neda, une architecte iranienne. Je perdais la volonté de me battre et de vivre dans ce pays maudit, mais elle m'a donné la force de me relever.*»

## «La voix de millions de femmes réduites au silence»

Pour Elmira, 28 ans, professeuse de musique à Rasht, dans le Nord-Ouest du pays,

«*Parastoo est la voix de millions de femmes iraniennes réduites au silence, qui réclament la liberté et la dignité.*» «*Ces voix ne sont pas seulement des protestations contre le régime actuel, ce sont des messages de résilience face à la tyrannie, poursuit l'enseignante. Elles disent : "Nous sommes en vie. Malgré vos restrictions, nous n'avons pas cédé aux normes que vous avez imposées pendant des décennies."*»

Ce concert d'une demi-heure s'est déroulé au milieu de débats houleux en Iran sur une [nouvelle vague de lois draconiennes sur le hijab](#). Ces mesures restrictives, dont beaucoup affirment qu'elles criminalisent les femmes simplement parce qu'elles sont des femmes, prévoient des sanctions sévères, telles que de lourdes amendes, l'interdiction d'accéder à des services sociaux et de voyager, et pourraient être adoptées d'ici à la fin du mois. Elles perturberaient gravement la vie quotidienne de millions d'Iraniennes, même si des doutes persistent quant à leur applicabilité. «*En un seul concert, Parastoo a révélé l'absurdité et la futilité de ces lois, élaborées par une machine législative tentaculaire pour cibler les femmes*», souligne pour sa part Ronak, médecin de 48 ans, pour qui cette performance «*érode la tyrannie de l'intérieur*».

## «Elle et son équipe ont parfaitement compris les

## risques de cet acte, mais ont choisi d'aller de l'avant»

Comme prévu, quelques heures seulement après que les images du concert sont devenues virales et ont suscité l'admiration générale, le pouvoir judiciaire iranien a annoncé l'ouverture d'un procès contre Parastoo Ahmadi et les musiciens qui l'accompagnaient. Cette réaction était attendue, y compris par Parastoo elle-même. «*Elle a déjà fait l'objet de poursuites judiciaires, notamment pour une vidéo soutenant les [manifestations Femme Vie Liberté](#), rappelle Sara, une étudiante de 23 ans. Elle et son équipe ont parfaitement compris les risques de cet acte, mais ont choisi d'aller de l'avant, en toute connaissance de cause et avec courage. Rien que cela force l'admiration.*»

La jeune femme confie avoir été «*submergée par l'émotion*» lors de ce concert. «*Combien de talents ont été supprimés au cours de ces quarante-cinq années ? s'interroge-t-elle. Combien de vies ont été détruites ? Sa magnifique présence sur scène m'a rappelé toutes les filles et femmes anonymes qui se sont vues refuser l'accès aux salles de classe pour un soupçon de maquillage ou un hijab légèrement desserré, ou qui ont subi des coups à la maison mais ont refusé de se rendre. Pas à pas, elles ont construit cette belle et durable échelle de la liberté.*»

# Une fragile trêve entre les forces kurdes et proturques

## Une fragile trêve entre les forces kurdes et proturques

**L**e chef des forces dominées par les Kurdes qui contrôlent de vastes régions du nord-est de la Syrie a annoncé mercredi 12 décembre une trêve avec les groupes proturcs à Manbij. Les rebelles islamistes au pouvoir tentent de donner des gages.

Une trêve a été conclue entre les forces prokurdes et groupes proturcs à Manbij, une zone à majorité arabe où des combats ont fait 218 morts. Ces affrontements interviennent alors qu'experts et capitales étrangères mettent en garde contre rivalités et conflits ouverts entre les différentes factions rebelles en Syrie qui ont renversé Bachar al-Assad. « Nous sommes parvenus via une médiation américaine à un accord de cessez-le-feu à Manbij », a déclaré Mazloum Abdi, commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par Washington. M. Abdi a ajouté que les combattants du Conseil militaire de Manbij, affiliés au FDS, « se retireront de la zone dès que possible ». « Notre but est de parvenir au cessez-le-feu dans toute la Syrie pour commencer un processus politique en faveur de l'avenir du pays », a poursuivi Mazloum Abdi. Ces trois derniers jours, « 218 membres des forces prokurdes et des factions pro-Ankara ont été tués dans des combats à Man-



L'offensive des rebelles islamistes et la chute de Bachar al-Assad a remis à jour les clivages et antagonismes politiques et religieux en Syrie. PHOTO AFP

bij et dans ses environs », selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). La semaine dernière, les factions soutenues par la Turquie avaient assuré avoir pris le contrôle de Manbij après avoir ravi l'enclave septentrionale stratégique de Tal Rifaat aux prokurdes. L'OSDH ajoute que les combats se poursuivent dans la région de Raqa. Les FDS, alliées des Occidentaux dans la lutte contre le groupe jihadiste État islamique (EI), sont considérées par Ankara comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), son ennemi juré. Mazloum Abdi avait assuré la

semaine dernière à la presse que l'ONU avait contacté les FDS pour qu'elles aident à « dessiner une solution politique en Syrie », au moment où les rebelles de HTS ont réalisé leur offensive et renversé Bachar al-Assad.

De son côté, le pape François a appelé mercredi les diverses religions en Syrie à « l'amitié et au respect réciproque », à l'issue de son audience générale place Saint-Pierre. Parlant de « ce moment délicat de son histoire », il a exprimé le souhait que « le peuple syrien puisse vivre en paix et en sécurité

dans sa terre aimée et que les diverses religions puissent cheminer ensemble dans l'amitié et le respect réciproque ». Il a également invité à trouver « une solution politique qui puisse promouvoir de manière responsable la stabilité et l'unité du pays sans autres conflits et divisions ». Pour l'heure, le Premier ministre chargé de la transition en Syrie, Mohammad al-Bachir, aussitôt nommé, a promis calme et stabilité mardi aux Syriens, deux jours après la chute du pouvoir de Bachar al-Assad

S.F.

## Syrie : à Damas, les poignantes obsèques de l'opposant Mazen Al-Hamada

Le militant révolutionnaire, enlevé en 2020, a été torturé et exécuté dans les derniers jours du régime de Bachar Al-Assad.

La rage, la tristesse mais aussi l'espoir s'entremêlent dans les chants de la révolution syrienne qui résonnent de nouveau, jeudi 12 décembre, au pied de la mosquée Abdul Rahman Ibn Auf, au centre de Damas. Treize ans après le déclenchement du soulèvement syrien, en mars 2011 et le début d'une guerre civile meurtrière, quelques milliers de Syriens, opposants historiques au régime d'Al-Assad et jeunes étudiants, qui n'étaient que des enfants à l'époque, se sont retrouvés pour les funérailles de Mazen Al-Hamada, exécuté dans les geôles du régime syrien, peu de temps avant sa chute, dimanche 8 décembre.



Damas, Syrie, le 12 décembre 2024. Enterrement de l'activiste Mazen Al-Hamada, dont le corps a été retrouvé le lundi 9 décembre dans la morgue d'un hôpital de Damas. Une photo de son frère Abdel Aziz al Haïsi décédé est également brandie lors de la marche organisée après le passage à la mosquée. Beaucoup de Syriens sont venus avec des photos d'autres défunts ou disparus. Les rassemblements étaient interdits sous le régime de Bachar Al-Assad. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Aux côtés de sa famille, des militants révolutionnaires portent son cercueil, recouvert d'un drapeau de la révolution syrienne. Sur les affiches brandies dans la foule, son regard mélancolique fixe la caméra. Il était méconnaissable, le visage tuméfié par les tortures, lorsque ses proches l'ont reconnu parmi les photographies des victimes de l'enfer carcéral des Al-Assad arrivées dans les morgues depuis dimanche. « Son corps a été retrouvé à l'hôpital de Harasta. Il a été tué il y a peu de temps. Il a été torturé », indique l'une de ses nièces. « Je n'ai pas connu Mazen. Presque personne ici ne l'a connu. Mais ils connaissent son histoire. C'est un symbole », dit Boulous, un militant révolutionnaire de 60 ans. Né en 1977, Mazen Al-Hamada a grandi à Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, où il était technicien pétrolier à l'usine Schlumberger lorsque

la révolution a éclaté. Avec son appareil photo, il documente la contestation pacifique jusqu'à Damas, où il se rend, début 2012. Il est arrêté, pour la troisième fois, par les renseignements syriens. Dans les sous-sols de l'hôpital 601, appartenant aux forces aériennes de l'armée syrienne, il subit les pires supplices des tortionnaires du régime syrien pendant deux ans.

A sa libération en 2014, il part pour les Pays-Bas où il obtient le statut de demandeur d'asile. Pendant six ans, il porte, inlassablement, en Europe et aux Etats-Unis, la voix des centaines de milliers de prisonniers des geôles d'Al-Assad, en racontant ce qu'il a

subi. Un récit qu'il a livré à la journaliste française Garance Le Caisne dans son livre *Oublie ton nom* (Stock, 2022). Il réclame justice. Désabusé face à l'inaction de la communauté internationale, ayant sombré dans la solitude de l'exil, il décide de rentrer en Syrie contre l'avis de tous, leurré par des responsables syriens qui lui promettent une réconciliation. Il disparaît dès son arrivée à l'aéroport de Damas, le 22 février 2020. Depuis, ses proches étaient sans nouvelle de lui.

« Toute révolution se termine par la victoire »

« Ils ont avalé tout le monde, qu'ils soient islamistes ou pas.

Moi, je n'ai pas perdu quelqu'un, mais j'ai perdu mon pays. On n'a jamais pu organiser les funérailles des révolutionnaires depuis 2011 », dit encore Boulous, avant d'éclater en sanglots. Dans la foule, les gens brandissent les portraits d'autres militants de la société civile qui ont payé de leur vie leur soutien à la révolution, comme Razan Zaitouneh, une avocate enlevée à Damas en décembre 2013, devenue une icône du soulèvement syrien.

« Ce n'est pas la première fois que l'on organise des funérailles pour un révolutionnaire. C'est la première fois qu'on le fait sans avoir le régime qui nous tire dessus »,

dit Rana, une étudiante en biologie de 27 ans, qui, comme beaucoup, a toujours du mal à croire que la fêrêle des Al-Assad soit enfin terminêe. « J'ai toujours su, au fond de mon cœur, que Bachar tomberait, car toute révolution se termine par la victoire, même s'il faut pour cela cent ans. Si il n'y a qu'une personne qui fait vivre cette révolution, elle adviendra », ajoute Kinan Atter, un étudiant de 22 ans, originaire d'Alep.

Le cortège arrive devant la place de l'ancienne gare du Hijaz. La famille se met en route pour enterrer Mazen Al-Hamada dans un village à quarante kilomètres de Damas. Des centaines de personnes restent sur la place

pour profiter du moment présent. « C'est très émouvant de marcher ainsi de nouveau tous ensemble, avec des citoyens syriens venus des quatre coins du pays, sur le même parcours que nous empruntons au début de la révolution », dit, ému, Oussama Ghanam, metteur en scène de théâtre et professeur à l'institut de théâtre de Damas.

« Un nouvel espoir »

Opposant de longue date au régime Al-Assad, âgé de 50 ans, il a retrouvé de nombreux amis du milieu culturel et civil avec qui il manifestait il y a plus d'une décennie. « Ce sont des gens très courageux, qui sont restés ici. C'était un cauchemar, il est

terminé. Je veux croire en un nouvel espoir. C'est un commencement, tant que le peuple syrien est uni, que toutes les forces civiles collaborent à créer un pays civil et démocratique ensemble, ça va marcher. Les questions viendront plus tard », poursuit-il.

Certains se préparent déjà au combat à venir. « Je ressens beaucoup de joie que le peuple syrien soit débarrassé de ce régime militaire qui a duré cinquante-quatre ans, mais en même temps, il y a beaucoup de gens, comme moi, qui ont peur pour l'avenir car les combattants qui ont fait chuter Bachar Al-Assad ont une idéologie religieuse, et je crois qu'ils vont tout faire

pour que le nouveau régime soit islamiste comme eux », dit Youssef Abdelké, un peintre de 73 ans, originaire de Kamchliyé, dans l'est de la Syrie.

Pour cette figure de l'opposition, dont les œuvres ont accompagné la révolution de 2011, « une nouvelle page de lutte s'ouvre, cette fois contre le pouvoir religieux. La Syrie, ce n'est pas l'Afghanistan. C'est un pays multiconfessionnel. Nous avons un très long chemin qui s'ouvre devant nous ». Les manifestants se quittent, en se promettant de se revoir bientôt, parmi les cercles de la société civile qui se reforment déjà pour préparer la suite.

La Marseillaise

avec AFP  
13 décembre 2024

## Les forces kurdes syriennes sont « essentielles » estiment les États-Unis

Les États-Unis comptent s'appuyer sur les Forces démocratiques syriennes dominées par les Kurdes qu'ils estiment « essentielles » pour empêcher la reprise du groupe jihadiste État islamique (EI) en Syrie.

Les Forces démocratiques syriennes dominées par les Kurdes sont « essentielles » pour empêcher la reprise du groupe jihadiste État islamique (EI) en Syrie après la chute de Bachar al-Assad, a affirmé jeudi le chef de la diplomatie américaine Anthony Blinken.

« À l'heure où nous souhaitons voir cette transition vers un gouvernement intérimaire, vers une meilleure voie pour

la Syrie, il faut également veiller à ce que l'EI ne réapparaisse pas. Et les Forces démocratiques syriennes (FDS) sont essentielles pour s'assurer que cela n'arrive pas », a-t-il affirmé lors d'une visite en Jordanie.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) contrôlent de vastes régions du nord de la Syrie, où les Kurdes syriens ont instauré une administration autonome. Alliées des Occidentaux dans la lutte contre le groupe jihadiste État islamique (EI), les FDS sont considérées par la Turquie comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé par Ankara comme une organisation terroriste.

Reconnaissant le droit de la Turquie à se défendre contre ce qu'elle perçoit comme une menace à sa sécurité, Washington a cependant déclaré vouloir continuer à travailler avec les Forces démocratiques syriennes. « La Turquie a un intérêt réel et clair, en particulier en ce qui concerne le PKK et le terrorisme, qui constituent une menace permanente pour la Turquie. En même temps, nous voulons éviter de déclencher tout type de conflit supplémentaire en Syrie », a déclaré Anthony Blinken. Des rebelles prokurdes de l'Armée nationale syrienne (ANS) ont annoncé cette semaine avoir pris le contrôle de Deir Ezzor et de Manbij après avoir ravi l'enclave septentrionale stra-

tégique de Tal Rifaat. Une médiation américaine a permis mercredi de conclure une trêve à Manbij, où les combats entre les forces prokurdes et des factions pro-Ankara ont fait 218 morts.

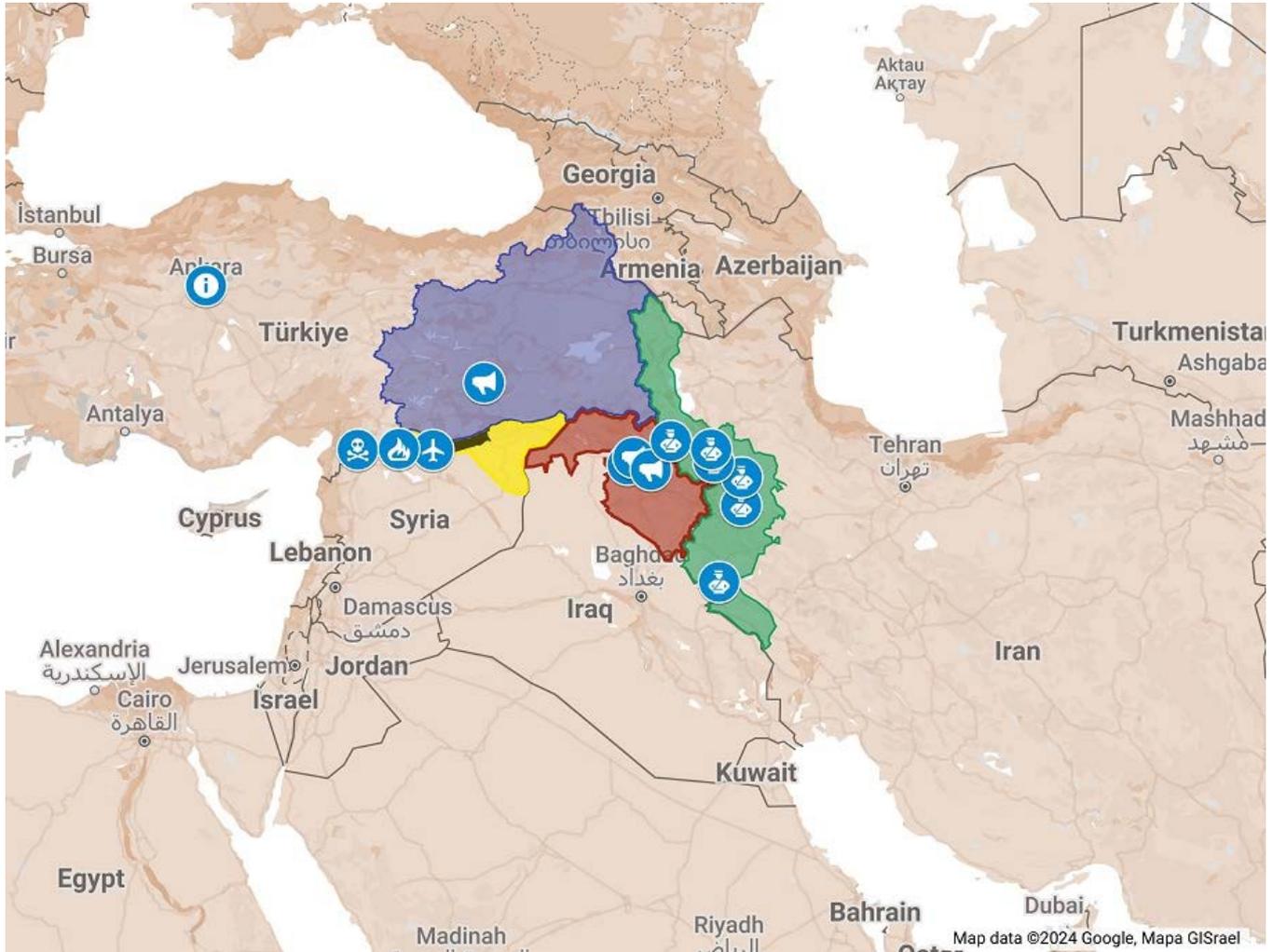
Par ailleurs, l'administration autonome kurde dans l'est de la Syrie a annoncé jeudi qu'elle adoptait le drapeau syrien de l'indépendance qui flotte désormais à Damas. « À la lumière de ce changement historique, du drapeau de l'indépendance (...) il exprime les aspirations du peuple syrien à la liberté, la dignité et l'unité nationale », a déclaré l'administration.



Washington Kurdish Institute  
Est. 1996

# Kurdistan Digest | December 13, 2024

*A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*



## Iran

Iranian authorities have intensified their crackdown on the Kurdish community throughout Rojhelat, resulting in numerous arrests, harsh prison sentences, and severe restrictions on basic rights and due process.

In Bukan, multiple individuals have faced prison terms for alleged political offenses. [Hazar Soltani](#) received a six-month sentence for “propaganda against the state” after being arrested without a warrant. [Ahmad Hassanzadeh](#), whose son was killed during the “Woman, Life, Freedom”

protests, was sentenced to three months on similar charges. Additionally, the Hengaw Organization for Human Rights reported that [Susan Hasan-zadeh](#), a female activist and volunteer Kurdish language instructor, began serving a three-month prison term in Urmia Central Prison for “propaganda against the state.”

Piranshahr has also seen a string of convictions. Kurdish man [Ayub Damavandi](#) was handed five years and fifteen days for “espionage for Israel.” Another resident, [Rahman Qaderi](#), received an eight-month sentence for “propaganda against the state.” Furthermore,

two [Piranshahr men](#), Salam Soltani and Amir Feqeh, were sentenced to five years each for allegedly collaborating with the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI). Both were arrested in May 2024, denied legal counsel, and have another pending case in Mahabad Revolutionary Court.

In [Saqqez and Kamyaran](#), four Kurdish teachers—two in each city—were arrested within a few weeks of each other. While [Abdollah Karim Golan](#) of Saqqez was later released on bail, the other three remain in custody without clear charges. The arrests of Kurdish educators are not confined to these

cities; in [Divandareh](#), four teachers were dismissed and one exiled. They had previously faced imprisonment and suspended sentences for alleged security-related offenses tied to Party of Free Life (PJAK) membership, stemming from violent raids in 2022.

Elsewhere, Kurdish activist and language instructor [Idris Menbari](#) from Sanandaj (Senna) was sentenced to two years for forming groups deemed disruptive to national security. In Evin Prison, Kurdish activist [Varisheh Moradi](#) remains behind bars, denied family and legal visits for more than seven months. She faces

a death sentence on “rebellion” charges, endured torture, and undertook a hunger strike protesting the regime’s use of capital punishment.

In Abdanan, Ilam Province, Kurdish psychiatrist and writer [Naser Hemmati](#) stands accused of “blasphemy against the Prophet” and “propaganda supporting the Zionist state.” Previously imprisoned for “insulting Khamenei” and “propaganda against the state,” Hemmati’s continuing legal troubles persist despite his lack of recent social media activity.

Separately, following the fall of the Assad dictatorship in Syria, Iranian Kurdish parties issued statements congratulating the Syrian people and [expressing hope](#) for the eventual collapse of Iran’s Islamic Republic. They emphasized that, despite facing immense hardships, the Kurdish people of Syria have secured meaningful gains that must be protected. The [parties urged](#) Kurdish political forces in Syrian Kurdistan (Rojava) to remain unified, confront future challenges strategically, and build on their hard-won progress.

## Iraq

The Kurdistan [Region Presidency](#) has issued a statement following the toppling of the Assad regime in Syria, urging all parties to engage in dialogue toward a peaceful resolution that ensures justice, equality, and inclusive participation for all communities, including Kurds. It reaffirms the Kurdistan Region’s commitment to regional harmony, international cooperation, and preventing further conflict. The presidency also calls on the global community and neighboring countries to help secure a stable, democratic future for Syria.

Separately, despite several signed agreements between

Baghdad and Erbil regarding the salaries of Kurdistan’s employees, public servants have yet to receive their salaries for October through December. According to Rudaw, Iraq’s Ministry of Finance has transferred [430 billion](#) dinars into the Kurdistan Region’s treasury account to cover employee salaries for these months. Combined with the previously received 760 billion dinars, the Ministry of Finance now has sufficient funds to distribute salaries for October.

On Monday, December 9, 2024, Wissan Saad Qasim, the General Director of Budget at Iraq’s Ministry of Finance and Economy, issued an official letter to the Kurdistan Regional Government (KRG), granting approval to transfer and utilize the 430 billion dinars allocated to the region.

The letter stated that the funds were transferred under Section Nine, Article One, and Category Seven, which covers standard retirement pensions and pensions for the families of martyrs, amounting to a total of 430 billion dinars.

At the same time, Kurdistan’s oil exports remain halted despite agreements between Baghdad, Erbil, and foreign oil companies, further exacerbating financial losses for both Iraq and Kurdistan.

## Syria

Secretary of State Antony J. Blinken is in [Ankara to engage](#) with Turkish officials on “counterterrorism” and “regional stability”. His visit also focuses on developments in Syria, where the U.S. recently reaffirmed its full support for a Syrian-led, Syrian-owned political transition and emphasized the protection of “religious and ethnic minorities.” However, the commander of the Syrian Democratic Forces (SDF), Mazloum Abdi, said the U.S. was [abandoning the Kurds](#) and stated that its strategy is en-

abling the resurgence of ISIS (Da’esh).

On [Friday, December 13](#), Secretary of State Antony J. Blinken met with Turkish Foreign Minister Hakan Fidan. During the discussion, Blinken called on “all actors in Syria to respect the human rights and fundamental freedoms of all Syrians, including members of minority groups, and to prevent Syria from being used as a base for terrorism.”

When Hayat Tahrir al-Sham (HTS)—designated a terrorist organization by the U.S.—launched a campaign to overthrow the Damascus regime, Turkey and its radical Syrian proxies simultaneously escalated their attacks against the Syrian Kurds. Employing drones and artillery, they targeted multiple fronts, [resulting in the deaths](#) of dozens, including women and children.

In the occupied Afrin region, Turkish-backed groups killed two Yazidi [Kurdish civilians](#) returning to their homes, continuing a pattern of violence since the 2018 Afrin invasion. Under heavy bombardment, the Syrian Democratic Forces (SDF) were forced to withdraw from several key locations, including the strategic town of Manbij. Turkish-backed groups carried out mass executions of wounded SDF fighters in the city.

[Turkish drones](#) further aided attacks on civilians and critical infrastructure, including the Tishreen Dam, which powers the region, leading to electricity shortages in Kobani and surrounding areas. Although the fighting has since become intermittent, a U.S. general recently visited the region and brokered a fragile agreement, limiting Turkish-backed factions from continuing their assaults.

The Syrian Kurdish leadership has expressed willingness to participate in Damascus’s ef-

orts to form a new government. However, Turkey remains the primary obstacle to Kurdish involvement in the process.

## Turkey

The [Peoples’ Equality and Democracy \(DEM Party\)](#) released a statement on December 9, 2024, denouncing the Turkish government’s actions in Syria, accusing it of deepening chaos and undermining efforts for peace. The party criticized the government’s focus on dismantling Kurdish rights and targeting the Administration of North and East Syria, which they described as a model of coexistence.

[Co-Chair Tuncer Bakırhan](#), speaking during a parliamentary session on the 2025 budget proposal, echoed similar concerns. He called on the Turkish government to end its aggressive policies towards the Kurds, warning that such actions undermine both regional stability and Turkey’s own peace prospects. Bakırhan urged the government to engage in dialogue with the Administration of North and East Syria and to adopt policies that foster cooperation rather than hostility.

The DEM Party also appealed to the international community, particularly the United Nations, to take an active role in ensuring peace in Syria. They emphasized the need for a democratic transition, protection of minority rights, and the safe return of displaced populations.

Meanwhile, Turkish intelligence chief İbrahim Kalın [visited Damascus](#) on December 12 for talks with Syrian rebel leader Ahmed al-Sharaa and caretaker Prime Minister Mohammad al-Bashir, [Reuters reported](#). The visit marked the first by a senior foreign official to Damascus since the fall of the Assad regime.



Dec 13, 2024

## SDF chief says monitoring casualty reports in Raqqa

**E**RBIL, Kurdistan Region - Mazloum Abdi, commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), said early on Friday that they are monitoring reports of casualties in northern Raqqa and pledged transparency amid allegations that the SDF opened fire on civilians.

“The people of Raqqa deserve a dignified and secure life and we will spare no effort to achieve this goal. We promise to take transparent and practical steps to address the current situation, ensuring that your voices are heard and considered in every decision made,” the SDF chief said.

In Raqqa on Thursday, civilians were celebrating raising the flag of the revolution when at least one person was fatally shot and several others were injured, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

The SDF has denied responsibility.

“Some media outlet claimed false info regarding the celebrations of raising the independent flag in #Raqqa today saying that internal security forces have fired at the locals during the celebrations,” SDF spokesperson Farhad Shami said on X.

Shami shared videos of a protestor firing a weapon purportedly during celebrations in Raqqa.

The Kurdish administration in northeast Syria (Rojava) decided on Thursday to raise



Mazloum Abdi, commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF). File photo: Baderkhan Ahmad

the flag of the revolution across institutions in its territories.

With the rapid offensive by Syrian rebels leading to the fall of Assad’s regime and the capture of Damascus, Kurdish forces have significantly expanded their territory, taking control of most of the oil-rich Deir ez-Zor province and other Arab-majority areas. The SDF is accused of suppressing protests in areas under its control.

The force is also battling a renewed offensive by the Turkish-backed Syrian National Army (SNA), which has taken control of Shahba north of Aleppo and the strategic city of Manbij that Kurdish fighters liberated from the Islamic State (ISIS) in 2016.

The SNA has also attacked Tishreen Dam on the Eu-

phrates River south of Manbij. Kurdish officials have warned that damage to the dam could lead to a disaster.

Because of the attacks, the SDF has suspended all operations against ISIS, which has taken advantage of a security vacuum left by withdrawing regime troops to seize territory in the deserts of central Syria.

US Senator Chris Van Hollen spoke with General Abdi and expressed Washington’s support for the SDF.

“It is in the United States’ best interest to maintain this strong alliance... in order to prevent the resurgence of ISIS. The United States should not allow Turkish-backed militants to attack the SDF with impunity and should push for a sustained ceasefire to support our allies and regional secur-

ity,” read a statement from the American senator on Friday.

The SDF and HTS have an agreement that allows the Kurdish-led force to retain control over their areas in the northeast and the SDF are preparing to send a delegation to Damascus to meet with the new authorities in the capital.

Syria’s civil war dramatically reignited late last month when a coalition of rebels led by the HTS launched a blistering offensive against the Syrian army, seizing the northern cities of Aleppo, Hama, and Homs, and culminating their victory by capturing the capital Damascus as rebels said Assad fled the country, ending over five decades of Baathist rule.

## Syrie : treize ans de guerre civile en cartes

Entre le « printemps arabe », en 2011, et la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre, le conflit aura fait plus de 500 000 morts.

### Fin 2010 : début des « printemps arabes »

Partie, fin 2010, du centre de la Tunisie, où le mouvement de colère provoqué par le suicide par immolation de Mohamed Bouazizi, un marchand ambulancier de Sidi Bouzid, embrase tout le pays et provoque le départ du président Zine El-Abidine Ben Ali (1936-2019), le 14 janvier 2011, la vague des « printemps arabes » déferle sur tout le Moyen-Orient en quelques semaines.

En janvier, elle gagne l'Algérie, la Jordanie et l'Égypte, puis, en février, le Yémen, Bahreïn et la Libye. Le 15 mars, lorsque le vent du « printemps arabe » commence à souffler sur la Syrie, deux dictateurs sont déjà tombés : Ben Ali, et l'Égyptien Hosni Moubarak (1928-2020).

### 15 mars 2011 : les Syriens manifestent

Le 15 mars 2011, alors que la capitale syrienne est le théâtre de la première manifestation contre le régime, une mobilisation pour obtenir la libération d'enfants auteurs de graffitis anti-Bachar Al-Assad commence à Deraa. Il s'agit d'une ville agricole de taille moyenne dans le sud du pays, majoritairement sunnite et ignorée par Damas. C'est dans cette Syrie marginalisée que la révolte prospère. En particulier dans les zones peuplées par la majorité arabe sunnite, économiquement à la traîne et nourrie par un ressentiment contre les alaouites, la minorité religieuse chiite dont est issue la famille Al-Assad, qui détiennent les



Le président américain Barack Obama prononce un discours depuis la Maison Blanche, le 10 septembre 2014 à Washington. Il s'engage à diriger une large coalition pour lutter contre l'EI. Saul Loeb-Pool / Getty Images / AFP

postes-clés dans la fonction publique, l'armée et les services de sécurité. En juin, une attaque de l'opposition à Jisr Al-Choghour (Ouest) et la répression du régime qui s'ensuit marquent le début de la militarisation du soulèvement.

### Février 2012 : le régime s'acharne sur Homs

En février 2012, l'armée régulière pilonne massivement Homs, bastion insurgé et symbole de la révolte contre le régime de Bachar Al-Assad. Le 1<sup>er</sup> mars, les forces reprennent Baba Amr, un quartier pauvre du sud de la ville peuplé majoritairement de musulmans sunnites.

### 2012 : début de la bataille d'Alep

A l'été 2012, les insurgés, réunis sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL), dont les bataillons grossissent de l'apport de milliers de déserteurs de l'armée régulière, progressent et s'emparent de la moitié d'Alep, deuxième ville du pays et poumon économique syrien. Pour ces rebelles alimentés en armes par Ankara, Doha et Riyad, cette ville-clé permettrait de créer une zone tampon sécurisée, afin de disposer d'une voie directe vers la Turquie, où se trouve le quartier général de l'ASL.

### Avril 2013 : l'« axe chiite » : le conflit s'internationalise

Le 30 avril 2013, le chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah (1960-2024), reconnaît officiellement la participation des combattants à la guerre, aux côtés de l'armée régulière syrienne, marquant la régionalisation du conflit et la participation d'acteurs extérieurs. Ce soutien permet aux forces gouvernementales de reconquérir un bastion stratégique des rebelles, la ville de Qoussair (province de Homs), proche de la frontière libanaise.

### 2013 : la bataille de Damas

Au printemps 2013, les

troupes loyalistes tiennent bon, grâce à leur domination aérienne, mais elles ne contrôlent plus guère que les grands centres urbains. Les rebelles s'approchent même de la capitale : les combats font rage dans le quartier de Jobar, situé à la périphérie est de Damas, le front le plus avancé de la rébellion vers le centre de la capitale.

### **Août 2013 : les attaques chimiques**

Le 21 août 2013, des centaines de civils meurent dans une double attaque au gaz sarin qui vise deux régions de la Ghouta orientale de Damas, tenues par les rebelles.

La « *ligne rouge* » fixée en 2012 par le président américain de l'époque, Barack Obama, a été franchie. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France commencent à échafauder une réponse militaire, et des frappes aériennes massives qui menaceraient la pérennité du régime se préparent. Mais, le 28 août, le premier ministre britannique d'alors, David Cameron, est bloqué par son Parlement, qui refuse de soutenir une intervention. Le 30 août, dans l'après-midi, Barack Obama renonce, et la France se résigne à l'impuissance. L'utilisation d'armes chimiques par le régime contre son propre peuple ne sera pas punie. Les lignes de front se stabilisent.

### **Automne 2013 : la montée en puissance des groupes djihadistes**

Les rebelles peinent à progresser davantage, faute d'équipements permettant de venir à bout des forces aériennes de l'armée régulière, tandis que le régime comprend que la reconquête sera longue et difficile. L'enlèvement du conflit favorise la montée en puissance des groupes djihadistes : le Front Al-Nosra, apparu en janvier 2012, devient la



Un soldat des Forces démocratiques syriennes observe les combats au loin, lors de la deuxième journée d'offensive pour reprendre Baghouz, dernière poche encore tenue par l'organisation Etat islamique, le 3 mars 2019. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

« branche » syrienne officielle d'Al-Qaida ; et une nouvelle force, nommée « Etat islamique en Irak et au Levant », **Juin 2014 : l'organisation Etat islamique proclame le rétablissement du « califat »**

Le 10 juin 2014, les combattants de l'organisation Etat islamique (EI) s'emparent de Mossoul, en Irak, puis d'une grande partie de la province de Ninive (Nord), ainsi que de secteurs des provinces de Diyala (Est), Salaheddine (centre), Kirkouk (Nord) et Al-Anbar (Ouest). En Syrie, le groupe contrôle en grande majorité la province de Rakka (Nord) et de larges parts de la province pétrolière de Deir ez-Zor (Est), frontalière de l'Irak, et même certaines positions dans la province d'Alep (Nord-Ouest). Le groupe, qui a proclamé, le 29 juin 2014, le rétablissement d'un « califat », s'est tissé un territoire ignorant les frontières politiques de deux Etats en décomposition.

**Août 2014 : une coalition internationale en Irak et en**  
En août 2014, une coalition

dirigée par les Etats-Unis se forme contre l'EI et le Front Al-Nosra en Irak et en Syrie. Les premières frappes interviennent le 8 août 2014 en Irak et le 22 septembre 2014 en Syrie.

### **2015 : l'espoir kurde**

En janvier et juin 2015, les victoires des forces kurdes syriennes contre l'EI, à Kobané et à Tall Abyad, dans le nord de la Syrie, avec le soutien des Occidentaux, ouvrent la voie à une possible autonomie.

### **Septembre 2015 : l'entrée en guerre de la Russie**

Le 30 septembre 2015, la Russie, alliée de longue date de la Syrie, annonce sa participation militaire directe dans la guerre. L'intervention de Moscou permet au régime, très fragilisé, de reprendre progressivement le contrôle des deux tiers du territoire, la plus importante victoire étant la reconquête d'Alep, en décembre 2016.

### **Août 2016 : l'entrée en guerre de la Turquie**

Le 24 août 2016, la Turquie lance l'opération « Bouclier de l'Euphrate », dans la province d'Alep, qui vise deux groupes : l'EI et les milices kurdes Yekînen Parastina Gel (YPG), alliées de Washington. Empêcher l'émergence d'une région autonome kurde syrienne est la priorité des autorités turques, qui craignent un phénomène de contagion du côté des Kurdes de Turquie. De fait, les YPG, qui ont constitué une coalition militaire dirigée contre l'EI, les Forces démocratiques syriennes, sont jugées inféodées au Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène en Turquie une lutte armée pour l'autonomie des Kurdes. C'est ce point qui guide l'action d'Ankara.

### **Mai 2017 : le processus d'Astana**

Le 4 mai 2017, un accord est conclu entre la Turquie (soutien des rebelles syriens), la Russie et l'Iran (alliés de Bachar Al-Assad) dans le cadre du processus d'Astana, alternative mise en place par Moscou au processus politique des Nations unies. Ankara obtient un gel des opérations

militaires syriennes et russes dans la région d'Idlib (Nord-Ouest).

#### 2018 : début de la bataille d'Idlib

À l'été 2018, le régime de Bachar Al-Assad, affaibli mais soutenu par la Russie et l'Iran, prépare une offensive dans la région d'Idlib. Des groupes djihadistes et des formations rebelles sous influence turque s'en partagent le contrôle. D'un côté, la coalition islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), fondée en 2017, dont le noyau est issu d'Al-Qaida, mais qui assure avoir rompu avec le

djihadisme transnational, regroupe dans son sillage plusieurs milliers de combattants étrangers, dont des dizaines d'Européens ; de l'autre, un assemblage de groupes issus de la rébellion intervient désormais sous le nom de Front national de libération.

Près de 3 millions de Syriens vivent à Idlib, dont une moitié de déplacés. Des civils et des combattants anti-Al-Assad y ont été acheminés à mesure que d'autres zones rebelles étaient reprises, ailleurs dans le pays, par les forces pro-gouvernementales. Une bonne partie des habitants

dépendent entièrement de l'aide humanitaire.

Pour le régime, outre la présence des djihadistes dans l'enclave, utilisée pour légitimer son offensive, la ville a une valeur stratégique. Elle est située près de la province côtière de Lattaquié, où se trouve le fief de la dynastie Al-Assad, et elle est entourée de zones agricoles. Cette offensive du régime syrien se conclut sur un échec.

#### Mars 2019 : la chute du dernier bastion de l'EI

Le 23 mars 2019, les FDS, dominées par les Kurdes et

soutenues par les Occidentaux, prennent le contrôle de la localité de Baghouz, dans l'est de la Syrie, dernier bastion de l'EI. L'EI avait perdu sa capitale syrienne, Rakka, en octobre 2017.

#### Décembre 2024 : dernière offensive rebelle et chute du régime d'Al-Assad

En décembre 2024, l'offensive fulgurante des islamistes de HTC donne le coup de grâce aux forces de Bachar Al-Assad qui quitte précipitamment le pays

**Le Monde**

Ghazal Golshiri  
14 décembre 2024

## En Iran, la chanteuse underground Parastoo Ahmadi arrêtée pendant quelques heures après un concert sans voile et sans public

La vidéo de la prestation de la jeune femme, diffusée en direct sur YouTube, d'un endroit tenu secret, a été visionnée plus d'un million de fois. Un geste de défi l'encontre du pouvoir. L'artiste a été arrêtée samedi avant d'être relâchée.

**M**pi, Parastoo, une jeune fille qui désire chanter pour un peuple qu'elle aime. C'est un droit auquel je ne pouvais renoncer : chanter pour cette terre que j'aime passionnément, ici, à cet endroit symbolique de notre chère Iran, là où notre histoire et nos légendes se croisent. Écoutez ma voix dans ce concert imaginaire et imaginez ce beau pays... »

C'est ainsi que mercredi 11 décembre, à 21 heures locales, la chanteuse underground iranienne Parastoo Ahmadi a lancé son concert « *imaginaire* », sans public, retransmis en direct sur sa chaîne YouTube, un site bloqué en Iran comme tous les autres réseaux sociaux, mais acces-

sibles par le biais de logiciels de contournement. Son concert s'est déroulé dans un caravansérail, situé dans un endroit tenu secret, en Iran. La chanteuse de 27 ans, accompagnée de quatre musiciens, arbore ses longs cheveux lâchés sur ses épaules. Maquillée avec soin, elle porte une robe noire qui dévoile ses épaules et ses bras. Autour de son cou, un collier en forme de carte de l'Iran. Pendant vingt-sept minutes, Parastoo Ahmadi enchaîne des morceaux folkloriques, un chant révolutionnaire et quelques compositions de son propre groupe en persan avec une grande maîtrise. Aucun détail, de la lumière à la mise en scène, en passant par le son et la vidéographie, n'a été laissé au hasard. La jeune

femme chante avec une aisance déroutante, comme si ce concert était un fait banal. En Iran, le chant solo des femmes est pourtant interdit, bien que certaines osent se produire sur scène lors d'événements underground.

L'apparence de Parastoo Ahmadi va également à l'encontre des codes vestimentaires en Iran. En la regardant, il est difficile de ne pas penser à Mahsa (Jina) Amini, cette jeune femme de 22 ans morte après avoir été placée en garde à vue, en septembre 2022, pour un voile mal ajusté.

#### « Nous poursuivons la lutte »

Quelques heures après la diffusion du concert, la justice

iranienne a réagi. Jeudi 12 décembre au matin, elle a annoncé l'ouverture de poursuites judiciaires contre « *les personnes impliquées* » dans ce spectacle organisé « *sans autorisation* », au cours duquel « *les lois religieuses n'ont pas été respectées* ». Samedi 14 décembre, la chanteuse et deux des musiciens ont été arrêtés par la justice iranienne. Tous les trois ont été relâchés dans la nuit du samedi au dimanche. Cela n'exclut pas une nouvelle arrestation pour ce groupe dans les jours qui viennent. Toutes les publications sur la page Instagram de Parastoo Ahmadi ont été supprimées.

Malgré les manifestations contre le port du voile qui ont suivi la mort de Mahsa Amini

et qui ont rapidement ciblé le régime iranien dans son ensemble, la loi obligeant les femmes à se couvrir les cheveux n'a pas été abrogée. Début décembre, le Parlement iranien a même adopté un nouveau texte renforçant les condamnations à l'encontre des Iraniennes dévoilées, qui pourraient, dans certains cas, être condamnées à la peine de mort. Cette loi n'a pas encore été appliquée, et certaines femmes continuent de défier l'interdit en se promenant sans foulard dans les rues.

Le concert sans spectateurs de Parastoo Ahmadi, annoncé vingt-quatre heures plus tôt sur son compte Instagram, qui compte 520 000 abonnés, constitue donc un acte de défi sans précédent. Parastoo Ahmadi connaît très bien les risques qu'elle encourt, ayant elle-même été arrêtée quelques jours pendant les manifestations du mouvement Femme, vie, liberté, en octobre 2022, après avoir posté sur Instagram une vidéo où elle chante un air révolutionnaire.

Le concert, visionné 1,7 million de fois, a suscité de nombreuses réactions enthousiastes et admiratives, notamment chez les Iraniens vivant dans le pays. Une Téhéranaise, qui elle-même a été arrêtée en 2022 après avoir posté un cliché d'elle sans voile en Iran, estime que l'initiative de la chanteuse se situe dans la continuité de la lutte des Iraniennes depuis l'avènement de la République islamique en 1979. « Je pense à Homa Darabi [pédiatre et psychiatre iranienne] qui s'est immolée par le feu [en 1994] pour

protester contre le port obligatoire du hidjab. Le combat des femmes a commencé il y a bien des années. Nous avons appris des générations précédentes et nous poursuivons la lutte. » Une autre internaute salue ainsi ce concert sans public : « Le chemin de la liberté passe par l'imagination. »

**Mise à jour dimanche 15 décembre 2024, à 14h15 :** ajout de la mention de la libération de la chanteuse et de ses musiciens.

**Le Journal  
du Dimanche**

**AZILIZ LE CORRE**  
15 décembre 2024

## Avenir de la Syrie « Un scénario de chaos général n'est pas à écarter »

**R**EBELLES Le groupe Hayat Tahrir al-Cham tente d'adoucir son image, analyse Patrice Franceschi, écrivain engagé auprès des Kurdes **DIPLOMATIE** La France doit adopter une attitude ferme vis-à-vis d'Erdogan qui détient les clefs de l'avenir de la Syrie et du sort de nos alliés

Israël a mené des frappes sur la Syrie pour détruire « les principaux sites militaires » du pays. Craignez-vous un embrasement du conflit au Moyen-Orient ?

C'est pour éviter ce scénario que les Israéliens ont tenté de détruire tout ce qu'ils pouvaient des capacités militaires de l'ancien régime. Et ces frappes continueront autant que nécessaire. Tel-Aviv suit une stratégie de défense aussi existentielle que cohérente : Bachar était clairement un ennemi, mais étatique – donc, disposant d'une forme de rationalité. Hayat Tahrir al-Cham (HTC) est bien plus dangereux car principalement idéologique – donc avec sa part d'irrationnel. Les Israéliens ne

sont pas dupes de la nature de cette organisation. Ils la savent profondément islamiste et ennemie de l'Occident. HTC tente d'adoucir son image pour se faire accepter par la communauté internationale, mais l'un de ses objectifs – souvent proclamé par ses troupes dans les rues de Damas – est de partir à la conquête de Jérusalem.

Patrice Franceschi.

« En Syrie, c'est "l'agenda turc" qui se déroule sous nos yeux »

Comment comprendre le calendrier du conflit ?

C'est « l'agenda turc » qui se déroule sous nos yeux. Si l'on comprend cela, tout le reste s'explique. La poche d'Idlib, dans le nord de la Syrie, d'où tout est parti, est sous le contrôle d'Ankara depuis des années. Les Turcs y avaient regroupé les résidus de tous les mouvements djihadistes rescapés soit de leurs conflits internes (comme Al-Qaïda), soit de la débâcle de Daech face aux Kurdes soute-

nus par la coalition internationale en 2019. C'est l'actuel HTC. Les Turcs ont chargé ce mouvement, fait de bric et de broc, mais profondément djihadiste, de prendre Damas au sud. Au cours des mêmes années passées, Ankara avait créé, plus au nord, dans les territoires conquis pas à pas sur les Kurdes de Syrie, une autre force militaire, l'Armée nationale syrienne (ANS), chargée de l'éradication des Kurdes et de leurs alliés chrétiens et arabes non islamistes regroupés dans les Forces démocratiques syriennes (FDS). Rappelons que ce sont ces forces qui nous ont permis d'éradiquer Daech entre 2015 et 2019. Actuellement, c'est l'ANS qui mène l'offensive contre nos alliés des FDS. Et ces mercenaires d'Erdogan progressent vite faute de soutien de notre part, comme lors des combats contre Daech. La « coalition internationale » menée par les États-Unis à cette époque semble s'être évaporée... L'ANS, équipée d'armement lourd par les Turcs – ce que nous n'avons jamais fourni aux Kurdes –, s'est

donc emparée de Manbij et Deir ez-Zor sur l'Euphrate, encercle la mythique Kobané, progresse vers Raqqa. Tout va mal pour nos amis. La victoire de l'ANS signifierait un retour en arrière de dix ans et la résurgence certaine de Daech qui attend son heure. Donc un retour potentiel du terrorisme sur notre territoire à l'horizon très court de quelques années.

Bachar al-Assad, alaouite, se reposait sur les minorités. Doivent-elles craindre pour leur avenir ?

Dans l'immédiat, elles n'ont rien à craindre à l'intérieur des territoires contrôlés par HTC. Pas question pour leur mentor turc de voir ses affidés commettre les erreurs des Talibans lors de leur prise de pouvoir à Kaboul. Quand HTC aura joué sa carte, avec un siège assuré aux Nations unies et ce genre de choses, ce sera fort différent pour les minorités. En ce qui concerne ces dernières dans les régions occupées par l'ANS, le pire est déjà en train de se

produire. Le nettoyage ethnique des Kurdes commis par ces milices sous la houlette turque dans la région d'Afrine en 2018 nous indique ce qui va se passer si nos alliés perdent la bataille. 800 000 Kurdes avaient dû fuir leur région à l'époque dans l'indifférence générale. Depuis, Afrine a été repeuplée d'Arabes par les Turcs.

Al-Joulani, l'ex-djihadiste à la tête du groupe Hayat Tahrir al-Cham, la milice qui a renversé le régime syrien, a voulu rassurer les minorités. Son ambition politique peut-elle faire espérer une transition pacifique ?

Son ambition est de contrôler l'ensemble de la Syrie avec le soutien de ses alliés turcs et qataris, avant de s'en affranchir. Il fera tout pour que cela se passe pacifiquement. C'est ensuite que les problèmes commenceront, pour nous autres

Occidentaux comme pour les minorités et leurs membres, dont on peut craindre qu'ils deviennent des citoyens de seconde zone. Mais tout cela pourrait buter sur les luttes internes à HTC. Elles risquent de reprendre. Les factions composant ce mouvement sont volatiles, avides de pouvoir, très violentes, très indisciplinées – contrairement aux mercenaires de l'ANS –, et on peut craindre une forme de guerre civile entre elles. Sans oublier l'opposition de tous ces gens avec Daech dans l'est du pays. Un scénario de chaos général n'est pas à écarter.

Les partisans de HTC ne cachent pas leur volonté de mettre en place un régime fondamentaliste basé sur la charia. Est-ce à craindre ?

Probablement pas dans l'immédiat. Il leur faut d'abord tromper la communauté internationale

sur leurs véritables intentions. Ce pourquoi nous devons refuser de nous laisser aveugler par des discours trompeurs et ne pas prendre nos désirs pour des réalités. Ces gens-là considèrent que nous sommes des proies faciles à digérer. Nous devons leur prouver le contraire en exigeant, par exemple, qu'Al-Joulani inclue les Kurdes dans son gouvernement.

Quelle attitude la France doit-elle adopter ?

Une attitude très ferme vis-à-vis d'Erdogan qui détient les clefs de l'avenir de la Syrie et du sort de nos alliés. Pour cela, il faut convaincre les Américains d'être à nos côtés pour exercer les pressions nécessaires sur les Turcs afin qu'ils ramènent à leur niche les chiens qu'ils ont lâchés. Compte tenu de la transition du pouvoir actuel à Washington, cela semble compliqué,

hélas... Mais rien n'est joué si nous le voulons véritablement.

Une petite explication ici sur notre façon de fonctionner au niveau gouvernemental – en forme de schizophrénie parfois. Je parle d'expérience : nous avons un président de la République clairement pro-Kurdes mais une diplomatie nettement pro-Turcs. Résultat : il arrive que les conseillers du président prennent des initiatives allant à l'encontre de ses directives. Ce genre de forfaiture a eu lieu ces derniers jours vis-à-vis des dirigeants FDS venus demander son soutien au président. Cacophonie assurée et incompréhension de nos camarades kurdes, qui se désolent qu'en France, il arrive que la main droite ignore ce que fait la main gauche. En temps de crise, une telle façon de fonctionner mène au désastre.

The New York Times

Vivian Yee  
Dec. 15, 2024

## Israel Strikes Military Sites in Syria, Monitor Says

The Israeli military hit weapons depots and air defenses, according to the Syrian Observatory for Human Rights. Israel has said it aims to keep military equipment away from extremists.

Israel struck Syrian weapons depots and air defenses overnight, a group monitoring the conflict said Sunday, in what appeared to be part of an effort Israel says is aimed at depriving "extremists" of military assets after rebels seized power in Syria.

In all, Israel struck its neighbor 75 times in attacks that began Saturday night near the Syrian capital, Damascus, and the cities of Hama and Homs, according to the group, the Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based organization that has long tracked the conflict in Syria. There

were no immediate reports of casualties.

Israel has struck Syria more than 450 times since the collapse of the Assad regime a week ago, according to the Observatory, **destroying** Syria's navy and dozens of air bases, ammunition depots and other military equipment.

Israel's military has also **seized** and occupied an expanse of territory in Syria over the de facto border between the two countries, including on the Syrian side of the strategic Mt. Hermon. Israel has given no timeline for its departure, apart from saying that it

would **stay** until its security demands were met.

The head of the group leading the rebel coalition that now governs Syria, Ahmed al-Shara, said in an interview on Saturday with Syria TV, a pro-opposition channel, that Israel was using pretexts to justify its "unwarranted" territorial seizures in Syria. Still, he said, Syria could not afford any further conflict.

"Syria's war-weary condition, after years of conflict and war, does not allow for new confrontations," he said, adding that he was focused on diplo-

matic solutions. "The priority at this stage is reconstruction and stability, not being drawn into disputes that could lead to further destruction."

The Observatory reported on Sunday that Israeli forces in Syrian territory had asked residents of the countryside in western Daraa Province to surrender their weapons, as they had done in other villages in the area Israel now occupies.

There was no immediate comment from the Israeli military about its latest strikes in Syria. Neither the previous Syrian

government, led by President Bashar al-Assad, nor the new authorities in Damascus have attacked Israel, and Arab countries and France have called on Israel to withdraw and respect Syria's sovereignty. Israeli officials, however, say that the raids are necessary to secure the border and to keep Syria's weaponry from falling into the hands of extremists while the country remains unstable. American officials have echoed those statements, with Secretary of State Antony J. Blinken saying on Thursday that Israel had told the Biden administration that its presence in Syria was "a temporary move" to ensure "that this vacuum isn't filled by something bad."

With the Assad regime ousted, some fear a security vacuum that could allow the Islamic State or other extremist groups to exploit the situation.

The group now in power in Damascus, Hayat Tahrir al-Sham, has long been designated as a terrorist organization by the United States and other Western countries for its roots in extremist movements such as Al Qaeda.

But the group has installed a technocratic administration in Damascus and promised moderate, tolerant governance. That has led some countries to consider lifting the terrorist designation to establish relations with Syria's new leaders.

Visiting Israeli troops in the Golan Heights on Friday, Lt. Gen. Herzl Halevi, Israel's military chief of staff, insisted that his country was acting to secure its frontier and its citizens even as it crossed the lines established by a ceasefire agreement between Syria and Israel in 1974. Israel had no intention of interfering in the future of a post-Assad Syria, he said.



Israel has struck Syria over 450 times since the previous government's collapse, according to a group monitoring the conflict. Ammar Awad/Reuters

"There was a country here that was an enemy state, its army collapsed, and there is a threat that terrorist elements could reach here," Lieutenant General Halevi said in remarks released by the military on Saturday.

"We moved forward so that these terrorist elements will not establish themselves — extremist terrorists will not establish themselves right next to the border," he said. "We are not intervening in what is happening in Syria. We have no intention of managing Syria. We are unequivocally intervening in what determines the security of Israeli citizens here."

The overnight airstrikes lasted for about eight hours, according to the Observatory, which said that weapons and ammunition depots as well as bases in the mountains and countryside outside Damascus had been struck.

It said Israel had also targeted warehouses in the countryside outside Homs, air defenses at the airport in Hama and other sites.

Other foreign powers were also maneuvering to preserve their interests in the post-

Assad era, including Russia, which in previous years had helped Mr. al-Assad stay in power, partly to hold onto its two military bases in Syria — springboards for its expanding military presence in Africa. Journalists for The New York Times saw a convoy of dozens of Russian vehicles traveling west of Homs on the road to Tartus. The vehicles included fuel tankers, buses and trucks with anti-aircraft guns, many with Russian flags.

Russia has not said what will happen with its forces in Syria. While there were reports of Russian military planes leaving Syria, the Turkish defense minister, Yasar Guler, told reporters on Sunday that Russia was simply reshuffling its military assets within Syria.

"Right now, I don't think they are going to leave," he said in comments reported by Turkish media and confirmed by the foreign ministry. "They'll do everything they can to stay."

Russia was in talks with the new Syrian leadership in Damascus about its presence in the country, he added, and Turkey had offered to "provide necessary support to them in that process."

Turkey has long had tacit links with the Syrian rebels who marched on Damascus and is believed to have strong channels of communication with the group.

Mr. al-Shara, who is better known by his nom de guerre, Abu Mohammed al-Jolani, was equivocal in his Saturday interview about Russia's future in Syria, saying only that the relationship should be re-evaluated "in a way that serves common interests."

In Damascus, the authorities led by Hayat Tahrir al-Sham said they were trying to re-establish security and public services that would enable the country to return to some semblance of normalcy.

The transitional administration announced on Telegram that all schools and universities were to start classes again on Sunday, and institutions in Aleppo, Idlib, Damascus and other provinces did so.

Questions remained about how the new authorities would handle sectarian tensions between Syria's Sunni Muslim majority, to which Hayat Tahrir al-Sham belongs, and minorities, including the Alawites, a Shiite Muslim offshoot sect that includes the Assad family and many of its strongest supporters. Scattered acts of retribution and threats against Alawites and Shiites continued to be reported in Syria, despite the new administration's repeated calls for minorities to be respected.

On Saturday, without giving a reason, it announced that it was opening centers in Latakia Province, a former al-Assad stronghold, where people associated with the deposed regime would be required to register.

## Dans la Syrie post-Assad, le défi du pluralisme

La profonde diversité de la société syrienne, politique plus encore que communautaire, doit structurer une transition aussi patiente que progressive, tandis que l'obsession internationale pour la « stabilité » pourrait nourrir la périlleuse tentation d'un nouvel « homme fort ».

L'alliance entre les rois de France et les sultans ottomans a traversé les siècles, fondée qu'elle était sur des intérêts stratégiques partagés. François I<sup>er</sup> n'a pas craint d'associer la « fille aînée de l'Eglise » au plus puissant empire de l'islam, ne serait-ce que pour s'opposer avec lui aux Habsbourg. Louis XIII a justifié une telle alliance par la « protection » ainsi accordée par Paris aux catholiques d'Orient, à commencer par les maronites du Liban. Ses successeurs sur le trône de France ont repris à leur compte cette prétention, que les régimes successifs du XIX<sup>e</sup> siècle ont eux aussi assumée à des titres divers. On prête à Léon Gambetta l'adage selon lequel « *l'anti-cléricisme n'est pas un article d'exportation* », tant la III<sup>e</sup> République, toute laïque soit-elle, a persisté à revendiquer sa mission de protection des chrétiens d'Orient. Et lorsque la France obtint de la Société des nations (SDN) un mandat sur l'ancienne province ottomane de Syrie, elle en [retrancha en 1920 un « Grand Liban »](#) taillé sur mesure pour ses « protégés » maronites.

### Les trois étoiles de la Syrie indépendante

Le « royaume arabe » mis en place à Damas dès la chute, en 1918, de l'Empire ottoman, avait pourtant adopté une Constitution respectueuse des libertés publiques et des droits des minorités. Mais l'intervention de l'armée française brisa



Des Syriens fêtent la chute du régime de Bachar Al-Assad en brandissant des drapeaux de la Syrie indépendante, aux trois étoiles rouges, à Damas, le 13 décembre 2024. SAMEER AL-DOUMY / AFP

cet élan en renversant, en 1920, le royaume de Damas. Non seulement la France institutionnalisa le confessionnalisme politique au Liban, mais elle s'acharna à diviser la Syrie sur des bases elles aussi confessionnelles, avec l'établissement d'un « Etat des Druzes » au sud et d'un « Etat des alaouites » sur la côte méditerranéenne.

Le nationalisme syrien s'opposa farouchement à un tel charcutage, proclamant que « *la Syrie est à tous les Syriens et la religion est à Dieu* ». L'emblème nationaliste se distinguait par ses trois étoiles rouges, symboles, pour la première, de Damas, pour la deuxième, d'Alep et, pour la

troisième, de toute autre ville revendiquant son identité syrienne. Et c'est ce drapeau à trois étoiles rouges qui deviendra, en 1943, celui de la Syrie indépendante. En revanche, la République arabe unie (RAU), qui amalgame la Syrie à l'Egypte de 1958 à 1961, adopte un drapeau à deux étoiles vertes pour ses deux composantes.

C'est ce drapeau à deux étoiles que hisse le parti Baas, dès sa prise du pouvoir à Damas, en 1963, un drapeau identifié depuis à la dynastie dictatoriale des Assad, avec Hafez Al-Assad, de 1970 à 2000, puis son fils Bachar. Un tel régime prend littéralement en otage les minorités

pour mettre en avant leur supposée « protection » face aux revendications démocratiques.

Le soulèvement initialement pacifique de 2011 oppose, en revanche, l'unité nationale au confessionnalisme de la dictature, brandissant le drapeau historique à trois étoiles comme symbole révolutionnaire. La répression, féroce, mise ouvertement sur les antagonismes communautaires, multipliant les violences et les provocations. La militarisation de l'opposition et son éclatement en factions rivales, avec surenchères salafistes, voire djihadistes, aggrave cette polarisation confessionnelle. La branche syrienne d'Al-Qaïda, le front Al-Nosra, se rend cou-

pable de nombreuses exactions, notamment contre des Druzes en 2015. L'année suivante, le groupe rompt avec Al-Qaida, abandonne son drapeau noir, prend en 2017 le nom d'Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), soit « Organisation de libération du Levant ». Son fief d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, se distingue par une gestion progressivement plus technocratique qu'idéologique, où le drapeau révolutionnaire à trois étoiles s'impose face à l'emblème de HTC.

### Les trois mois de tous les dangers

L'offensive lancée par HTC et ses alliés, le 27 novembre contre Alep, aboutit, douze jours plus tard, au renversement du régime Assad. Cette campagne fulgurante se clôt sur un bilan de moins d'un millier de morts, dont moins de 150 civils, à comparer à

l'effroyable carnage de 2011-2024 et son demi-million de morts. C'est que la dictature s'est effondrée, la plupart du temps sans combattre, des officiers loyalistes n'hésitant pas à pactiser avec les insurgés. En outre, la progression rapide des rebelles a été garantie par des accords passés avec les populations locales, y compris dans [des zones chrétiennes](#) et ismaéliennes, voire alaouites. Enfin, c'est du sud qu'a été lancé l'assaut sur la capitale, à partir de Deraa, berceau du soulèvement de 2011, et de Souweïda, cœur du pays druze. La victoire finale doit dès lors tout autant à HTC qu'à des milices d'orientations très diverses, malgré la position dominante aujourd'hui occupée par le chef de HTC, qui a abandonné son surnom djihadiste d'Abou Mohammed Al-Joulani pour [reprenre son état civil Ahmed Al-Charaa](#).

C'est un pays ravagé par plus d'une décennie de conflit qui doit aujourd'hui panser ses plaies, avant même de se reconstruire. Ce processus sera long et délicat, avec l'enjeu du retour des millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que des millions de réfugiés dispersés au Moyen-Orient et au-delà. Pour l'heure, la priorité va au rétablissement de la paix civile et des services publics. Charaa a organisé, [le 10 décembre à Damas, la passation des pouvoirs](#) entre le dernier premier ministre de Bachar Al-Assad et le chef de l'administration d'Idlib, Mohammad Al-Bachir. Le nouveau gouvernement aura pour tâche d'expédier les affaires courantes avant le lancement, dans quelques semaines, d'un processus constitutionnel.

Le défi est immense d'établir

un nouveau contrat social entre des Syriens que la guerre a retranchés les uns des autres, poussant des millions d'entre eux à l'exil. L'adoption par l'administration kurde du nord-est du pays du « drapeau de l'indépendance » à trois étoiles, qui flotte désormais sur Damas, est un signe encourageant. Mais la tentation internationale sera très forte de privilégier une « stabilité » illusoire en soutenant un nouvel « homme fort » au détriment de la prise en considération du profond pluralisme de la société syrienne.

La France, plus d'un siècle après avoir balayé la première expérience constitutionnelle en Syrie, s'est cette fois engagée à [accompagner « une transition politique pacifique et respectueuse de la diversité du peuple syrien »](#).

The New York Times

Vivian Yee  
Dec. 16, 2024

## Syria's New Leadership Takes Early Steps Toward Legitimacy

A little over a week after taking power, the rebel alliance that led the overthrow of the Assad regime has begun to receive diplomats in the Syrian capital, Damascus.

**A** little more than a week after overthrowing the longtime Syrian leader Bashar al-Assad, the rebel alliance that took power in Syria was making rapid progress toward international legitimacy as its officials began to receive diplomats from the United Nations, the Middle East and Europe.

The leader of the [rebel coalition](#), Ahmed al-Shara, met on Sunday with the United Nations special envoy to Syria, Geir O. Pedersen, and they discussed the unfolding political transition, according to a message on Telegram posted by the coalition. Mr. al-Shara,

better known by his nom de guerre, Abu Mohammed al-Jolani, "stressed the importance of rapid and effective cooperation" to rebuild Syria, develop its economy and maintain Syria as a unified territory, the Telegram post said.

Speaking to reporters on his arrival in the Syrian capital, Damascus, Mr. Pedersen [said](#) many challenges lay ahead for Syria and called for increased aid to assist with the country's humanitarian crisis.

Kaja Kallas, the European Union's foreign policy chief,

[told reporters](#) on Monday that she had sent the "European top diplomat in Syria" to meet with the new government in Damascus. The European Union is the biggest donor of humanitarian aid to Syria through U.N. agencies, making the relationship with Brussels a crucial one.

France's foreign ministry said on Sunday that a team of diplomats would travel to Syria on Tuesday. And Turkey and Qatar, which were in contact with the rebels well before the surprise offensive that rocked them from obscurity in Syria's northwest to control of nearly the entire country, were

both reopening their embassies in Damascus.

Since Mr. al-Assad fled the advancing rebels on Dec. 8, the rest of the world has had to reckon with a sudden new reality in Syria: A country where nearly 14 years of civil war had left Mr. al-Assad in seemingly firm control was now in the hands of a conservative Islamist group, [Hayat Tahrir al-Sham](#), that the United Nations, the United States, Turkey and many other countries had long designated as a terrorist organization for its early ties to Al Qaeda and the Islamic State.

Geir Pedersen, left, the United Nations envoy to Syria, and Ahmed al-Shara, the leader of the rebel coalition, meeting on Sunday in Damascus, in a handout photograph from the Syrian Interim Government.Syrian Interim Government

Arab countries had for years been moving toward [normalizing relations](#) with Mr. al-Assad, despite his brutal treatment of his people, and Western countries, while hitting him with heavy sanctions, had grudgingly come to accept that he was there to stay. His overthrow scrambled that calculus, forcing foreign powers to decide how to deal with a largely unknown quantity that many of them had shunned as extremists for years.

Many of those powers, including the United States, European countries and Turkey, say they want to see a stable, unified Syria with an inclusive government that respects the rights of Syria's minorities, including Shiite Muslims, Druse, Christians of various sects and Alawites, the Shiite offshoot sect that the Assad family and many of its strongest supporters belongs to.

Foreign countries have the leverage to push Syria's new leadership toward that vision. To unlock greater flows of humanitarian aid, get suffocating economic sanctions lifted and earn international legitimacy — all required for a crippled, impoverished Syria to stabilize and rebuild — Hayat Tahrir al-Sham will need other countries to remove its designation as a terrorist group.

Ms. Kallas has [said](#) that the European Union will not lift sanctions on Syria until its new leadership shows it will protect minorities and women's rights and disavow extremism. On Monday, she told reporters that European



Fighters from the rebel alliance that took power in Syria being greeted in Damascus, the capital, on Saturday. Daniel Berehulak/The New York Times

foreign ministers meeting in Brussels would discuss “how we engage with the new leadership of Syria and on what level we engage the leadership and, of course, what more steps are we willing to take if we see that Syria goes to the right direction.”

Individual European countries were also gradually reaching out to Damascus.

Italy, which has maintained a diplomatic presence in the Syrian capital since 2018, was the first to engage on the ground. Its ambassador was the only European representative in a meeting the Syrian transitional administration held last week with several Arab ambassadors, according to Italy's foreign ministry.

Jean-Noël Barrot, France's foreign minister, [told France Inter radio](#) on Sunday that a team of four French diplomats would head to Syria on Tuesday for the first time since 2012, when France and many other countries broke with Mr. al-Assad over the bloody crackdown on peaceful anti-government protesters that instigated the civil war.

Mr. Barrot said the main goals were to establish first contact with the Syrian authorities there and to evaluate the needs of the Syrian population.

“But also to verify whether or not the initial statements made by this new authority — which were rather encouraging, which called for calm, which apparently did not commit any abuses — are actually being followed up on the ground,” Mr. Barrot added.

The quickening diplomatic engagement reflected the winners and losers in the new Syria.

Russia, a key ally of Mr. al-Assad, said over the weekend that it had evacuated some staff members from its embassy in Damascus, though the embassy confirmed that its ambassador was staying.

But Turkey, which has long had [tacit links](#) to Hayat Tahrir al-Sham and has emerged as an important go-between for the group and other foreign governments, raised its flag over its embassy in Damas-

cus on Saturday for the first time in 12 years. And Qatar, which like Turkey has maintained a relationship with the group and supports Islamist groups around the Middle East, likewise sent a diplomatic delegation to Syria to reopen its embassy there, its foreign ministry said in a [post](#) on X on Sunday evening.

Mr. al-Shara, who has long craved international legitimacy for Hayat Tahrir al-Sham, appears attuned to concerns about whether his group is ready to lead. According to the Telegram post announcing his meeting with Mr. Pedersen, he said it would be important to secure economic and political support for creating a safe environment for the millions of Syrian refugees in the Middle East, Europe and elsewhere to return.

“Leader al-Shara pointed out the need to implement these steps with great care and high precision without haste and under the supervision of specialized teams, so that they are achieved in the best possible way,” it said.



Dec 16, 2024

## UN hopes for a ‘quick’ end of sanctions on Syria: Envoy

**D**AMASCUS, Syria - United Nations Special Envoy to Syria Geir Pedersen said on Sunday that he hopes to see a quick “end of sanctions on Syria,” which is essential for the economic recovery of the country.

“We can hopefully see a quick end to the sanctions so that we can see really a rallying around building up Syria again,” Pedersen told journalists in Damascus.

The sanctions are not UN sanctions, Pedersen explained, adding that they were imposed by the United States and the European Union.

Both UN and EU imposed strict sanctions on the Syrian regime for the violent crackdown on what began peaceful anti-government protests in 2011, which evolved into a full-blown civil war.

Hay’at Tahrir al-Sham (HTS) led a lightning-quick offensive against the Syrian army, seizing the northern cities of Aleppo, Hama, and Homs before capturing the capital Damascus as former president Bashar al-Assad fled the country, ending over five decades of Baathist rule in less than two weeks and bringing the country’s 13-year long civil war to an end.

The collapse of the regime marked a new start in Syria’s

history. The HTS-led groups established a transitional government led by caretaker Prime Minister Mohammed al-Bashir who has promised a future Syrian state that guarantees the rights of all its citizens.

Pedersen said that putting the political process in Syria on track was necessary for the country, stressing on the need for Syria to be led by Syrians themselves.

“We need to get the political process on the way that is inclusive for all Syrians. That process obviously needs to be led by the Syrians themselves. So, it’s a Syrian responsibility with the help of assistance to fulfill it,” he said.

Pedersen noted that the next challenge of the government is to revitalize the state institutions to provide services for the citizens and uphold law and order. He also stressed the need for increased humanitarian assistance for the country and to ensure the safe return of the Syrian refugees to their homes.

“We all know that Syria has been through an enormous also humanitarian crisis. So, we need to make sure that Syria receives increased immediate humanitarian assistance to the people in Syria and to all the refugees who want to return. This is extremely critical,” Pedersen said.

The New York Times

Dec. 16, 2024

## Israel Carries Out Heavy Strikes on Syria’s Coast, Monitor Says

Overnight strikes targeted former army positions, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a war monitor. Israel has said it aims to keep military equipment away from extremists.

**I**srael carried out a heavy wave of airstrikes overnight on Syria’s coastal region, a war monitor said early on Monday, as the Israeli military continued to pound Syria in a bid to destroy the country’s military assets after rebels seized power.

The overnight strikes targeted former Syrian Army positions including air defense sites

and missile warehouses, according to the war monitor, the Syrian Observatory for Human Rights, an organization based in Britain that has long tracked the conflict in Syria. Earlier in the day, an Israeli airstrike also targeted radars in Deir al-Zour’s military airport in the country’s east, the Observatory said.

The “successive strikes”

along the Syrian coast — home to Russian naval bases — amounted to “the most violent strikes in the area” since 2012, according to the Observatory. It said there were 18 airstrikes, which were particularly powerful because they were consecutive and detonated missiles in warehouses, leading to secondary explosions. The Israeli military declined to

comment on the strikes. Israeli officials have previously said that the campaign in Syria is an effort to keep military equipment out of the hands of “extremists,” after an alliance of rebel groups ousted the Assad regime earlier this month. There were no immediate reports of casualties from the latest strikes, the Observatory said.

Israel has struck Syria more than 450 times since the collapse of the Assad government, according to the Observatory, [destroying Syria's navy](#) and dozens of air bases, ammunition depots and other military equipment.

Israel's military [has also seized](#) and occupied an expanse of territory in Syria over the de facto border between the two countries, including on the Syrian side of the strategic Mt. Hermon. Israel has

given no timeline for its departure, apart from saying that [it would stay](#) until its security demands were met.

On Sunday, the Israeli government unanimously approved plans by Prime Minister Benjamin Netanyahu to expand settlements in the Israeli-occupied Golan Heights, part of an \$11 million scheme to double the population in the area. The move was necessary, the prime minister's office said, because a "new

front" had opened up on Israel's border with Syria after the fall of the Assad government.

Israel seized the Golan Heights during the Arab-Israeli War of 1967 and it is considered illegally occupied under international law.

The head of the group leading the rebel coalition that now governs Syria, Ahmed al-Shara, said in an interview on Saturday with Syria TV, a pro-opposition channel, that Israel was using pretexts to

justify "unwarranted" territorial seizures in Syria.

Still, he said, Syria could not afford any further conflict and was instead focused on diplomatic solutions.

"Syria's war-weary condition, after years of conflict and war, does not allow for new confrontations," Mr. al-Shara said. "The priority at this stage is reconstruction and stability, not being drawn into disputes that could lead to further destruction."

# Le Monde

Nicolas Bourcier  
16 décembre 2024

## Dans le sud de la Turquie, les prémices du grand retour des réfugiés syriens dans leur patrie

**R**eportagePlusieurs centaines de Syriens, exilés depuis des années en Turquie, attendent chaque jour aux points de passage entre les deux pays pour rentrer chez eux, dans un mélange d'excitation et d'appréhension.

Depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad, circuler le long de la frontière sud de la Turquie en voiture, c'est un peu s'inviter sans frapper dans la Syrie profonde, celle des petites gens, des travailleurs précaires, des familles modestes et des jeunes célibataires en quête d'un avenir meilleur. Tous ceux qui, au cours de ces treize dernières années, depuis le déclenchement de la guerre civile syrienne et de sa répression féroce, ont fui leur pays pour s'installer avec plus ou moins de bonheur chez leur voisin turc et qui ont décidé, aujourd'hui, de revenir chez eux, au plus vite, des sacs bourrés d'affaires à la main.

Ils sont là par centaines, agglutinés devant les postes-frontières d'Oncüpinar, Cilvegözü et Yayladagi, qui mènent à Alep, Idlib et Latta-

quié. Les yeux brillants mais fatigués, ils patientent devant les officines mobiles des agents des services migratoires turcs, dépêchés pour la circonstance, encadrés par les gendarmes et quelques ONG venues distribuer vêtements chauds et thé. Après avoir enregistré leurs empreintes et obtenu le feu vert des services fiscaux d'Ankara, ils doivent signer une feuille dite de « retour volontaire ». Un document qui acte leur départ définitif de la Turquie.

Assise sur une couverture, devant un écran de télévision empaqueté, son fils de 9 ans à ses côtés, Racha, qui n'a donné que son prénom, comme d'autres personnes rencontrées, a le regard qui se perd dans le vague. Son mari est plus loin, quelque part dans la file d'attente du poste de Cilvegözü, le plus fréquenté des trois points de passage, ces derniers jours, avec entre 500 et 1 000 départs quotidiens. Racha dit être juste impatiente de passer de l'autre côté afin de retrouver pour la première fois en dix ans sa ville d'Alep qu'elle a quittée en plein bombardement des forces du ré-

gime. Elle venait d'avoir 19 ans. Sa maison a été détruite. « *Des proches sont en train de la reconstruire* », relate-t-elle.

Dès la reprise de sa ville par les rebelles islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), samedi 30 novembre, c'est son époux qui a insisté pour rentrer. Racha aurait souhaité rester encore un peu et attendre que les choses évoluent. Certaines de ses amies syriennes, réfugiées elles aussi, ont prévu de partir plus tard, dans quelques mois, après la fin de l'école des enfants et quand la situation sera plus stable. « *Bien sûr que nous avons peur des hommes de HTC, mais c'est notre pays, et puis les nouvelles d'Alep sont plutôt rassurantes* », veut-elle croire.

### « Aider à la reconstruction »

A Izmir, la ville de la côte égéenne où elle et sa petite famille étaient assignées par les autorités turques, Racha était devenue professeure de langues : d'arabe et aussi un peu d'anglais. « *Je ne faisais que répéter les phrases* »,

s'amuse-t-elle. Des amis turcs, elle dit en avoir eu beaucoup. « *J'ai aimé ma vie à Izmir* », lâche-t-elle, avant d'assurer dans un filet de voix : « *Je sais que je vais abandonner mon statut de réfugiée et mettre une croix sur un éventuel retour, mais dès que l'opportunité se présentera, je reviendrai.* »

Aymen n'y pense pas une seconde, pas pour le moment du moins. Licencié d'histoire de l'université de Homs, il rêve de décrocher un poste d'enseignant dans sa ville qu'il a quittée il y a six ans. Il avait 24 ans et son diplôme en poche : « *Je veux aujourd'hui aider à la reconstruction [de mon pays], enseigner et faire réfléchir sur notre passé.* » Lui a travaillé chez un marbrier dans la petite ville d'Osmaniye, près d'Adana. Il est issu de la minorité turkmène de Syrie, mais pas une fois il ne s'est senti à l'aise en Turquie. « *Tout le système est vérolé, ils ne nous aiment pas. Avec la crise que traverse le pays, cela n'a fait qu'empirer, tous les partis politiques se sont ligüés contre nous.* »

A son arrivée en Turquie, Ay-men avait fait une demande de naturalisation à laquelle les autorités n'ont pas donné de suite. « *Regardez, dès la chute d'Alep, le ministre de l'intérieur a opportunément rappelé le nombre d'Alépins venus s'installer sur le sol turc.* » Le 4 décembre, Ali Yerlikaya, le ministre de l'intérieur turc, a annoncé que, sur les quelque 3 millions de Syriens encore enregistrés en Turquie – ils étaient 3,7 millions il y a deux ans –, « 42 %, ou 1,25 million, sont originaires d'Alep », auxquels s'ajoutaient « 190 000 personnes venues d'Idlib », la ville d'où est partie l'attaque menée par HTC. « *On a tous bien compris le message !* »

Harit, 19 ans, est arrivé au poste-frontière en taxi, depuis la ville portuaire de Mersin, où il résidait. Sans papiers, il n'a pas pu acheter un ticket et monter dans un bus. Le chauffeur du taxi lui a pris son téléphone portable pour payer la course, l'argent qu'il lui restait ne suffisait pas. Depuis, il dort à même le sol en

cherchant en vain à rejoindre son oncle, censé l'attendre de l'autre côté de la frontière. Harit a perdu ses deux parents pendant la guerre civile syrienne. Arrivé à l'âge de 13 ans en Turquie, il a travaillé six ans comme saisonnier, dans les champs agricoles et dans les fermes, jusqu'à la chute du régime Al-Assad. « *Ce jour-là, j'ai tout quitté pour revenir*, expliquait-il de sa voix forte. *C'est facile pour moi, je n'ai pas d'attaches ici, pas de famille, pas de frères à l'école, ni de travail fixe, j'ai juste pris mes quelques affaires et j'ai foncé.* »

#### « Il y a de l'espoir »

Au poste-frontière d'Oncüinar, à une heure de route au sud de Gaziantep, Mehmet Süleyman, 18 ans, turkmène d'Idlib, a réagi avec le même empressement. Avec des mots empreints de pudeur, il laisse entendre que les six années passées à Mersin, comme soudeur, ont été difficiles : « *Lorsque j'ai dit à mon patron que je parlais, c'est lui*

*qui a fait la tête.* » En quelques heures, lui et son frère aîné, ont fait leurs bagages et pris la route. « *Bien sûr que l'on appréhende, mais pour la première fois depuis des années on est heureux et il y a de l'espoir* », confie-t-il en souriant. Depuis tôt ce matin, ses parents l'attendent, lui et son frère, de l'autre côté de la frontière. De sa poche dépasse un petit drapeau syrien.

Mohammed a 24 ans et un visage d'ange aux yeux noirs. Il attend comme Mehmet sur un banc, un numéro écrit sur un petit bout de papier entre les mains, que son tour arrive. Lui vient de Deraa, berceau de la révolte de 2011, dans le Sud, où il a vu son père être tué froidement devant lui. Peu après la mort de son frère dans la prison de Saydnaya, au nord de Damas, alors qu'il est recherché par la police, il fuit au Liban, puis passe par Idlib et traverse illégalement la frontière vers la Turquie. Mohammed n'y connaissait personne. Il a dormi une semaine dans les rues de Ga-

ziantep avant d'être embauché dans une usine de chaus-sures.

Sept jours de travail d'affilée, douze heures debout, un jour de repos toutes les trois semaines. Il gagnait 750 livres turques par semaine, l'équivalent de 20 euros. « *Je ne sais pas comment ils vont faire quand nous serons tous partis.* » La Turquie ? « *Un très beau pays pour les touristes, mais pour moi, c'était effroyable. Je n'ai connu personne, je n'ai fait que travailler.* » Lors des émeutes anti-Syriens, qui ont touché la ville de Kayseri, dans le centre de la Turquie, puis d'autres localités, il est resté cloîtré dans sa chambre pendant deux semaines. « *J'ai vu les voitures du quartier incendiées.* » Il est tard et Mohammed a hâte de revoir sa mère, de l'autre côté. « *Je suis parti une fois de mon pays, mais je ne le referai pas une seconde fois, plus jamais, même si une guerre recommence.* »

Le Monde

Hélène Sallon  
16 décembre 2024

## Syrie : les dilemmes des islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham, désormais au pouvoir à Damas

La formation islamiste doit asseoir son autorité dans la capitale syrienne, très différente de la ville conservatrice à majorité musulmane d'Idlib où elle a réussi à développer une administration civile efficace. Le tout sans s'aliéner les minorités et les capitales occidentales.

Le bureau du gouverneur de Damas bruisse comme une ruche, dimanche 15 décembre au matin, au premier étage d'un immeuble au centre de la capitale syrienne gardé par un combattant armé. En habitués des lieux, les anciens employés du

gouvernorat, revenus à leur poste après la chute du dictateur syrien Bachar Al-Assad, une semaine plus tôt, préparent l'arrivée du gouverneur fraîchement nommé par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant, ancienne branche d'Al-Qaïda

en Syrie), nouveau maître du pouvoir en Syrie.

Ils lavent les sols et retirent quelques tableaux défraîchis. Ils accueillent les administrés, venus déclarer un problème de voisinage ou demander un service. Dans la cuisine, les

employés papotent en fumant des cigarettes, pendant que le café bout sur la gazinière. L'équipe du gouverneur l'attend de pied ferme. Les anciens employés, dont certains ont plus de trente ans de service, s'entretiennent avec ceux qui viennent d'être détachés du

gouvernement de salut installé par HTC à Idlib, son fief dans le nord-ouest du pays. Le gouverneur arrive, vêtu d'un costume trois pièces bleu marine et de chaussures vernies, la barbe longue soigneusement taillée.

Maher Marwan s'installe sur le canapé ocre du bureau richement orné de style damascène. Natif de la vieille ville de Damas, l'homme de 42 ans y revient pour la première fois, douze ans après avoir fui la répression du régime Al-Assad. Il est un pur produit de l'administration que la formation islamiste a mise en place pour gérer la province d'Idlib. Formé en droit islamique et en gestion administrative, il a occupé des fonctions au sein des ministères des awqaf (biens religieux) et du développement local de HTC.

Il est l'un des nombreux cadres que la formation islamiste a envoyés dans les administrations de la capitale syrienne pour assurer la transition entre l'ancien régime d'Al-Assad et les nouvelles autorités qui devraient être mises en place à l'issue d'élections qu'Ahmed Al-Charaa, le chef de HTC anciennement connu sous son nom de guerre d'Abou Mohammed Al-Joulani, a promis d'organiser d'ici trois mois. Maher Marwan connaît cette province multiconfessionnelle de 4 millions d'habitants, très différente de la ville conservatrice à majorité musulmane d'Idlib où le groupe HTC a réussi à développer une administration civile efficace.

#### « Al-Joulani a pris seul le pouvoir »

HTC entend doter la capitale syrienne d'une administration « plus fonctionnelle » que l'ancien régime dans la fourniture de services, qui a fait ses preuves à Idlib. « J'ai retrouvé Damas dans le même état qu'elle était quand je l'ai quittée, dégradée, sans aucun projet de développement », dit le nouveau gouverneur. A sa prise de fonctions, Maher Marwan a rencontré son prédécesseur pour « écouter ses conseils ».



Des Syriens fêtent la chute du dictateur Bachar Al-Assad, en détruisant la statue de son père Hafez Al-Assad, place des Omeyyades, à Damas, le 15 décembre 2024. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

« Je n'ai rien appris de lui, c'était inutile. Il était plus occupé à gérer ses relations avec l'Etat et les services de sécurité », dit-il.

« Abou Mohammed Al-Joulani est un politique. Il sait être transactionnel, mais il a plusieurs contraintes, analyse Patrick Haenni, chercheur invité à l'Institut européen de l'université de Florence. Il a gagné une révolution contre tous et a pris seul le pouvoir. Il a une instabilité maximale à gérer donc il s'appuie sur les gens en qui il a confiance, qui lui sont loyaux. Il subit une pression forte des radicaux et une forte visibilité des djihadistes. Son but premier est de consolider son contrôle. A ce stade, l'inclusivité n'est pas à l'ordre du jour, ce qui passe mal à l'international. »

A la tête du gouvernement de transition, Ahmed Al-Charaa a nommé Mohammad Al-Bachir, un technocrate issu des Frères musulmans, qui a été ministre du développement local et l'homme de contact avec les Nations unies lors du séisme de février 2023. Les onze ministres du gouvernement de salut d'Idlib ont été reconduits dans son gouvernement inté-

rimaire. Il n'y a que des hommes, sunnites. « Il n'y a pas de ministre des affaires étrangères, ni de l'intérieur ni de la défense, ce qui suppose que ces fonctions régaliennes sont assumées par Al-Joulani lui-même, dit Jihad Yazigi, rédacteur en chef de la lettre d'information Syria Report. Il va devoir déléguer une partie de ses responsabilités, car la Syrie est plus complexe à gouverner qu'Idlib. Elle a des relations d'Etat à Etat, des ports et des aéroports à gérer. »

Ce manque d'ouverture suscite aussi des craintes en interne, notamment des minorités religieuses. L'ambiguïté que la formation islamique entretient sur l'application de la charia, la loi islamique, ajoute à ces craintes. « Aux dirigeants chrétiens, il a parlé d'état civil inspiré de la charia, ce qui n'est pas très clair. HTC a tout son bagage idéologique et est confronté à une société plus diverse qu'à Idlib. S'il cherche à imposer la charia, on va entrer dans une zone de turbulences », estime Jihad Yazigi. Le nouveau gouverneur de Damas balaie, lui, ces inquiétudes d'un geste de la main. « La charia n'est pas appliquée à Damas (...). Nous sommes un pays qui a sa propre identité,

mais regardez, vous pouvez être habillés ici comme bon vous semble », dit-il.

#### « Déblayer des ruines »

Maher Marwan s'est fixé une feuille de route pendant la période de transition. « Nous ne sommes pas des magiciens. Ma mission sera davantage de déblayer des ruines que de construire. Notre priorité est de garantir la continuité du travail dans toutes les municipalités, d'assurer la stabilité sociale et la fourniture de services, ainsi que de collecter toutes les informations sur Damas et la Syrie pour mettre sur pied un plan de développement sur deux à cinq ans », dit-il.

Les employés, dont nombreux sont alaouites – une secte dissidente du chiisme à laquelle Bachar Al-Assad appartient –, ont été invités à revenir travailler. « On dit Abou Mohammed Al-Joulani influencé par l'effondrement de l'Etat irakien [en 2003], donc il veut garder l'appareil d'Etat baasiste », dit Jihad Yazigi. Cette formation, au pouvoir depuis plus de cinquante ans, a annoncé mercredi 11 décembre la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de

ses activités. Les dossiers des employés seront étudiés au cas par cas, promet le gouverneur de Damas, qui dit avoir demandé à la direction de HTC d'augmenter les salaires de 300 %. Ahmed Al-Charaa s'y est engagé.

« *Les employés sont payés 20 dollars [19 euros] en moyenne alors qu'à Idlib, un balayeur gagne 100 dollars. Comment les gens peuvent-ils vivre avec cela ? Le régime syrien a instillé la vengeance et la criminalité entre les gens mais aussi les dysfonctionnements, la corruption et la paresse* », explique le gouverneur. Il est question de rationaliser l'appareil d'Etat, qui emploie 1,7 million d'employés sans compter les forces de sécurité.

#### Reconstituer une police

Rétablir l'ordre et rebâtir les forces de sécurité est une priorité de la nouvelle administration islamiste. A la chute du

régime, le chaos a régné pendant plusieurs jours dans les rues de Damas et les régions reconquises au clan Al-Assad. Diverses factions armées en ont profité pour se déployer dans les rues. Des dépôts d'armes ont été pillés par des jeunes et des gangs de quartier. La formation islamiste a lancé un appel pour que les armes soient restituées. Le 14 décembre, Ahmed Al-Charaa a annoncé que le ministère de la défense allait dissoudre toutes les factions armées, dont HTC, pour fonder une nouvelle armée sur la base de la conscription volontaire, et qu'aucune arme ne serait tolérée hors du contrôle de l'Etat.

La police est vouée à remplacer les factions armées. Actuellement, dans les rues de Damas, seuls quelque 400 policiers du gouvernement de salut d'Idlib, en chemise violette, sont postés aux carrefours de la ville pour faire la circulation. « *Le nombre de policiers dont nous*

*disposons n'est pas suffisant. Nous allons revoir les dossiers de tous les anciens policiers pour voir qui est qualifié, qui n'a pas de passé criminel. C'est un sujet très sensible car les gens ont développé une peur de la police et de l'Etat* », insiste le nouveau gouverneur de Damas.

Il reste à la direction de HTC de trouver les moyens de financer la restructuration de l'Etat. Et ce d'autant plus que le nouveau gouvernement entend réduire les innombrables taxes et impôts que l'ancien régime prélevait aux habitants et aux commerçants. La formation islamiste a informé les fédérations des chambres de commerce qu'elle actait la fin du contrôle des prix. « *On n'a pas d'aide étrangère pour le moment, mais on communique avec les pays étrangers et on construit de bonnes relations, même avec les Russes qui étaient à un certain point notre ennemi* », assure le gouverneur

de Damas. La Turquie et le Qatar, soutiens de HTC, pourraient apporter une aide. Le soutien occidental en matière de stabilisation et de reconstruction sera conditionné à une transition démocratique et ouverte.

Après avoir annoncé une révision de la Constitution, le chef de HTC a promis que des comités, comprenant des experts, seraient formés à cette fin. L'homme s'est déjà déclaré candidat à la présidence pour le scrutin promis d'ici à mars 2025. « *Le nouveau pouvoir devra clarifier rapidement sa ligne idéologique. Il y a un vieux fond radical qu'il faudra réprimer, sinon il va s'aliéner les Damascènes, la classe d'affaires et la communauté internationale, en plus des minorités. Il doit être thermidorien, parier sur la majorité silencieuse et faire taire les minorités agissantes les plus radicales* », estime Patrick Haenni.

Le Monde

16 décembre 2024

## L'arsenal militaire syrien anéanti par la campagne de bombardements israéliens

Profitant du chaos suscité par l'effondrement du régime Al-Assad, l'Etat hébreu a conduit des centaines de frappes, qui ont détruit, selon son état-major, 80 % des capacités de l'armée syrienne.

**S**amedi 7 décembre, alors que les rebelles rentraient dans Damas et que la chute du régime Assad n'était plus qu'une question d'heures, Israël a déclenché une guerre non déclarée contre la Syrie. L'opération dite « *Bashan Arrow* » (flèche du Basan) a commencé par l'une des plus importantes attaques de l'histoire des forces aériennes de l'Etat hébreu, qui ont lancé pas moins de 350 aéronefs – soit l'équivalent de la flotte de l'armée de l'air française – à l'assaut du territoire syrien. En quarante-huit heures, ces appareils

ont touché quelque 320 cibles.

Selon l'état-major israélien, cette première vague de bombardements a permis la destruction d'environ 80 % des capacités de l'armée syrienne : des batteries antiaériennes, des aérodromes, des sites de production d'armes à Damas, Homs, Tartous, Lattaquié, Palmyre. La défense antiaérienne syrienne, considérée comme l'une des plus puissantes du Moyen-Orient, a été oblitérée : 90 % des batteries de missiles sol-air identifiés ont été détruites. « *La plupart de ces sys-*

*tèmes étaient datés, mais Israël passe d'une suprématie aérienne contestée à une suprématie complète, ce qui pourrait faciliter des frappes sur l'Iran* », explique Michael Horowitz, analyste travaillant pour Le Beck, cercle de réflexion sur le Moyen-Orient.

Deux bases de l'armée de l'air syrienne ont été frappées. La base T4, au nord de Damas, où deux escadrons d'avions de chasse Su-22 et Su-24 ont été détruits. Et la base dite « *Ble* », dans le sud-ouest de la Syrie,

près du plateau du Golan, a elle aussi été visée. Elle abritait trois escadrons d'avions de chasse, ainsi qu'un site de stockage de missiles sol-sol et de roquettes, également frappé.

Nombre d'armes et de sites stratégiques ont été détruits dans l'opération. L'armée israélienne cite pêle-mêle des missiles Scud, missiles de croisière, sol-mer, sol-air et sol-sol ; des drones, hélicoptères d'attaque en plus d'avions ; des radars, des tanks et des hangars. Le siège à Barzeh, dans la banlieue de Damas, du Cen-

tre d'études et de recherches scientifiques, a aussi été visé. Accusé par les Etats-Unis d'être lié au programme d'armement chimique syrien, il avait déjà été frappé en avril 2018 lors de frappes concertées américaines, françaises et britanniques.

Une opération prête depuis une dizaine d'années

L'opération aérienne s'est doublée d'une attaque maritime : deux bases navales syriennes, celles de Lattaquié et Bayda, abritant 15 navires, dont des patrouilleurs lance-missiles, ont été frappées par des missiles de la marine israélienne. « Il y a clairement une volonté d'asseoir une suprématie militaire complète sur la Syrie, dans le ciel en particulier. Il faut se rappeler qu'avant 2011, l'armée syrienne était vue comme l'une des principales menaces conventionnelles pour Israël. Même après la guerre civile, les stocks d'armements lourds restaient significatifs. Israël avait peur du scénario libyen et que le contrôle de ces stocks soit perdu à cause de pillages successifs par différents groupes armés », reprend Michael Horowitz.

L'opération « Bashan Arrow » était prête depuis une dizaine d'années, selon la presse israélienne. Dès le début de la révolution syrienne, en 2011, l'armée israélienne s'était préparée à la chute de Bachar Al-Assad. Mais l'Etat hébreu ne s'est pas limité à ces opérations. Plus d'une semaine après le début de la campagne, les frappes aériennes continuent. Vendredi 13 décembre, sur le tarmac de l'aéroport militaire de Mazze'h, à l'entrée sud-ouest de Damas, de jeunes combattants en treillis de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant, ancienne branche d'Al-Qaïda en Syrie) recommandaient de ne pas s'éterniser sur les lieux. Avant l'aube, ils avaient été tirés de leur sommeil par des frappes israéliennes, pour la



Des défenses anti-aériennes abandonnées, bombardées par Israël peu après le renversement de Bachar Al-Assad, à l'aéroport militaire de Mazze'h, à l'ouest de Damas, le 14 décembre 2024. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

troisième nuit consécutive. « On a peur, reconnaît Abou Mohamed, un combattant de 25 ans, originaire de Tall Rifaat. Cette nuit, ils ont tapé deux fois, à 4 heures du matin. Ils ont visé un blindé qui était déjà cassé près de l'entrée de la base. C'était totalement inutile. Ils ont aussi ciblé la route devant la base. Il reste une dizaine de tanks et cinq avions. » Devant la base, un blindé de l'armée syrienne gît en effet éventré, le flanc transpercé par un missile qui n'a pas explosé.

« Un état de guerre permanent »

Le 9 décembre, l'ambassadeur syrien auprès des Nations unies, Qousaï Al-Dahhak, a adressé sa première missive au Conseil de sécurité au nom des nouvelles autorités syriennes pour demander la fin des attaques israéliennes sur le sol syrien. Nommé sous le régime de Bachar Al-Assad, et maintenu à son poste par le gouvernement de transition formé par HTC, le diplomate a dénoncé l'exploitation par Israël de la transition en cours en Syrie pour mener son « agenda d'occupation ».

Samedi 14 décembre, le chef de HTC, Ahmed Al-Charaa, connu sous son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Joulani, a dénoncé l'incursion des troupes

israéliennes dans le sud du pays. « Les Israéliens ont clairement franchi les lignes d'engagement en Syrie, ce qui fait planer sur la région la menace d'une escalade injustifiée », a déclaré le chef de HTC, dans des propos rapportés par la chaîne Telegram de l'organisation. Dans la nuit de dimanche à lundi, d'intenses frappes israéliennes ont ciblé des sites militaires dans la région côtière de Tartous en Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits humains.

« Ces frappes aériennes israéliennes avaient pour but initial de réduire les stocks d'armes lourdes présents en Syrie, mais en continuant maintenant plus d'une semaine après la chute du régime Assad, ces bombardements installent un état de guerre permanent qui déstabilise le pouvoir naissant en Syrie. Ils provoquent de nouveaux déplacements de population, alors que la situation devrait au contraire permettre un retour massif des 6 millions de Syriens qui ont fui la dictature sanguinaire d'Al-Assad », explique sur son blog l'analyste militaire et ancien officier français Guillaume Ancel.

« Nétanyahou s'attribue le beau rôle »

Au sol, lors de l'effondrement du régime, l'armée israélienne s'est emparée, en toute illéga-

lité, de la zone démilitarisée, sous contrôle de l'ONU, qui sépare, depuis 1974, la partie du plateau du Golan occupée par l'Etat hébreu depuis 1967 du reste de cette région, maintenu sous contrôle syrien. Mais l'armée israélienne semble vouloir encore pousser son avantage. Un responsable de l'ONU à New York a confirmé à l'Agence France-Presse que les casques bleus stationnés sur le Golan avaient « noté un certain nombre d'incidents quotidiens où l'armée israélienne opère à l'est de la zone tampon ». La chaîne qatarie Al-Araby a diffusé vendredi un reportage dans lequel des habitants des villages arabes de Hamidiyé – situé dans la zone de séparation – et de Hourriyé affirment avoir été chassés par les troupes israéliennes. L'Observatoire syrien des droits humains évoque aussi l'évacuation de Hamidiyé.

L'activisme de l'armée israélienne a éveillé l'intérêt des colons. Le gouvernement israélien a approuvé dimanche un projet visant à doubler la population dans la partie du Golan syrien annexée par Israël. Dans le même temps, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a déclaré dimanche ne pas chercher la confrontation avec le nouveau régime syrien : « Nous définirons la politique d'Israël envers la Syrie en fonction de la réalité sur le terrain. »

Joseph Bahout, spécialiste de relations internationales à l'université américaine de Beyrouth, s'inquiète des conséquences à long terme de ces opérations israéliennes : « Benyamin Nétanyahou s'attribue le beau rôle dans la chute de Bachar Al-Assad. Mais les frappes israéliennes nuisent à la légitimité du nouveau régime. Et ça augure de ce que sera le comportement d'Israël dans le nouveau Moyen-Orient : un maître des lieux affirmant qu'il peut occuper des territoires souverains au nom de sa propre sécurité. C'est dangereux pour l'équilibre de la région. »

# Les Kurdes de Syrie craignent pour leur avenir après la prise du pouvoir par les rebelles islamistes

## Les Kurdes de Syrie craignent pour leur avenir après la prise du pouvoir par les rebelles islamistes

Une semaine après le renversement du régime du président Bachar al Assad, la région kurde du nord n'est ni aussi calme ni aussi soulagée que le reste de la Syrie.

Le nord de la Syrie est la patrie des Kurdes, la plus grande minorité ethnique du pays, qui est également le plus proche allié des États-Unis dans le pays. Pour eux, la lutte pour un nouvel ordre entre dans une phase potentiellement encore plus difficile.

Au cours de la guerre civile en Syrie, les combattants kurdes ont repoussé toute une série de factions armées, se sont associés aux États-Unis pour mettre en déroute le groupe État islamique et se sont taillé une région largement autonome dans l'est du pays, riche en pétrole.

Mais les acquis des Kurdes non arabes sont aujourd'hui menacés. La montée en puissance des rebelles arabes sunnites qui ont renversé Assad - avec l'aide vitale de la Turquie, ennemie de longue date des Kurdes - rendra difficile pour les Kurdes de trouver une place dans la nouvelle Syrie et pourrait prolonger le conflit.

Les rebelles djihadistes qui sont entrés dans Damas le week-end dernier ont fait des ouvertures pacifiques aux Kurdes. Mais les rebelles ont violemment chassé les combattants kurdes de la ville orientale de Deir al-Zour quelques jours après que les forces gouvernementales l'ont abandonnée.

Au nord, une faction distincte de l'opposition soutenue par la Turquie, qui combat les Kurdes depuis des années, s'est emparée de la ville de Manbij. Et la Turquie a mené des frappes aériennes sur un convoi kurde qui, selon elle, transportait des armes lourdes pillées dans les arsenaux du gouvernement.

Les Kurdes comptent depuis longtemps sur l'aide des États-Unis face à de tels défis. Environ 900 soldats américains se trouvent dans l'est de la Syrie, où ils collaborent avec les forces kurdes pour empêcher une résurgence de l'État islamique. Mais l'avenir de cette mission sera remis en question par le président élu Donald Trump, qui est depuis longtemps sceptique quant à l'implication des États-Unis en Syrie.

Et dans la ville de Qamishli, à la frontière avec la Turquie, rares sont ceux qui osent penser à la paix ou à un nouveau départ pour le moment.

Un porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les forces kurdes et soutenues par les États-Unis, a déclaré que depuis la chute du régime du président Bachir el-Assad, l'État islamique «se déplace désormais librement dans le reste de la Syrie».

«Il y a des centaines de combattants de l'État islamique (EI) là-bas, ils ont des logos de l'EI sur leurs uniformes et crient les cris de guerre de l'EI», a déclaré Siamand Ali à une équipe de tournage de la chaîne de télévision allemande ARD en début de semaine. «À mon avis, les nouveaux dirigeants de Damas partagent la même idéologie que l'IS», a-t-il ajouté.

Entre-temps, un Kurde a décrit la menace permanente des forces turques. «Nous subissons ces attaques depuis quatre ans. Les drones turcs prétendent attaquer des cibles militaires. Mais en réalité, ils frappent de nombreuses

cibles civiles. Cela effraie tous les habitants», a déclaré Azad Ismael.

Related

Le Premier ministre libanais appelle les réfugiés syriens à rentrer chez eux

Autriche : une «prime de retour» de 1000 euros offerte aux réfugiés syriens

La transition politique en Syrie au menu d'un sommet informel en Jordanie «Aider le peuple syrien à tracer une nouvelle voie» (Blinken)

Qui sont les combattants kurdes alliés des États-Unis en Syrie ?

Les Kurdes sont l'un des groupes ethniques apatrides les plus importants au monde, avec quelque 30 millions de personnes concentrées sur un territoire situé à cheval sur la Turquie, l'Iran, l'Iraq et la Syrie. Ils constituent une minorité dans chacun de ces pays et ont souvent souffert de persécutions, ce qui a alimenté les soulèvements armés kurdes.

En Syrie, ils se sont taillé une enclave autonome au début de la guerre civile, sans jamais se ranger en-

tièrement du côté du gouvernement Assad ou des rebelles qui cherchent à le renverser.

Lorsque le groupe État islamique s'est emparé d'un tiers du pays en 2014, les combattants kurdes - qui sont laïques et comptent des femmes dans leurs rangs - ont fait leurs preuves lors des premières batailles contre les extrémistes, gagnant ainsi le soutien de la coalition dirigée par les États-Unis.

Ils ont formé les FDS, qui comprennent également des combattants arabes, et ont chassé le groupe État islamique de vastes régions de la Syrie avec l'aide des frappes aériennes menées par les États-Unis et des forces spéciales américaines. En 2017, ces forces dirigées par les Kurdes se sont emparées de Raqqa, la capitale du califat autoproclamé des extrémistes.

Pourquoi la Turquie combat-elle les Kurdes ?

La Turquie considère depuis longtemps les FDS comme une extension de l'insurrection kurde vieille de plusieurs décennies à l'intérieur de ses propres frontières. Elle considère la principale faction kurde comme un groupe terroriste au même titre que l'État islamique et a déclaré qu'elle ne devrait pas avoir de présence dans la nouvelle Syrie.

Ces dernières années, la Turquie a entraîné et financé des combattants

connus sous le nom d'Armée nationale syrienne (ANS), les aidant à prendre le contrôle du territoire des Kurdes dans le nord de la Syrie, le long de la frontière avec la Turquie. Ces combattants soutenus par la Turquie se sont présentés comme faisant partie de l'opposition à Assad, mais les analystes affirment qu'ils sont en grande partie mus par l'opportunisme et la haine des Kurdes.

Ces dernières années, les Kurdes se sont concentrés sur la lutte contre le SNA. Mais les nouveaux dirigeants de Damas, qui entretiennent également des liens de longue date avec la Turquie, pourraient ouvrir un autre front, beaucoup plus long.

Comment les rebelles syriens considèrent-ils les Kurdes ?

La principale faction rebelle est dirigée par Ahmad al-Sharaa, anciennement connu sous le nom d'Abu Mohammed al-Golani, un ancien militant d'Al-Qaïda qui a coupé les ponts avec le groupe il y a huit ans et qui affirme vouloir construire une nouvelle Syrie libérée de la dictature, au service de toutes ses communautés religieuses et ethniques.

Nawaf Khalil, directeur du Centre d'études kurdes basé en Allemagne, a déclaré que les premiers signes étaient positifs. Selon lui, les rebelles ont évité deux enclaves d'Alep contrôlées par les FDS lorsqu'ils ont pris la ville

d'assaut il y a deux semaines, au début de leur avancée rapide à travers le pays.

«Il est également positif qu'ils n'aient pas parlé négativement des Forces démocratiques syriennes.» Il reste à voir si ces sentiments perdureront. Après avoir pénétré dans Deir al-Zour cette semaine, un combattant du groupe d'al-Sharaa a publié une vidéo indiquant qu'ils avanceraient bientôt vers Raqqa et d'autres régions de l'est de la Syrie, ce qui soulève la possibilité de nouveaux affrontements avec les Kurdes.

Les rebelles pourraient encore chercher à conclure un accord avec les Kurdes pour les intégrer dans l'ordre politique post-Assad, mais cela nécessiterait probablement d'accepter un certain degré d'autonomie kurde dans l'est du pays. Cela risquerait également d'irriter la Turquie, qui apparaît aujourd'hui comme le principal courtier en puissance en Syrie.

Related

La Turquie frappe des militants kurdes en Irak et en Syrie à la suite de l'attentat à Ankara  
Syrie : 20 combattants kurdes tués dans un nouveau raid de la Turquie

L'administration Trump soutiendra-t-elle les Kurdes ?

Le principal commandant militaire américain pour le Moyen-Orient, le général Erik Kurilla, a rencontré les

forces des FDS en Syrie mardi, signe de l'engagement de l'administration Biden en faveur de l'alliance post-Assad.

Mais les choses pourraient changer le 20 janvier. M. Trump a donné peu de détails sur sa politique au Moyen-Orient, se contentant d'affirmer qu'il souhaitait mettre fin aux guerres dans la région et que les États-Unis n'y participeraient pas.

Dans un message publié sur les réseaux sociaux peu avant le renversement d'Assad, M. Trump a écrit: «La Syrie est un gâchis, mais elle n'est pas notre amie, & LES ÉTATS-UNIS NE DEVRAIENT EN AUCUN CAS S'EN MATIÈRE. CE N'EST PAS NOTRE COMBAT».

Lors de son précédent mandat, en 2019, Trump a abandonné les Kurdes avant une incursion turque, la présentant comme la réalisation d'une promesse de campagne visant à mettre fin à l'implication des États-Unis dans les «guerres sans fin» de la région.

Cette décision a suscité de vives critiques, notamment de la part d'éminents républicains qui l'ont accusé d'avoir trahi un allié. Quelques semaines plus tard, M. Trump est revenu sur sa décision et a approuvé une mission plus large visant à sécuriser les champs pétroliers dans l'est du pays. Les troupes sont restées sur place et l'alliance a perduré.

# Bachar Al-Assad prend la parole pour la première fois depuis sa fuite et qualifie les nouveaux dirigeants de la Syrie de « terroristes »

« Mon départ de Syrie n'était pas planifié et n'a pas non plus eu lieu durant les dernières heures de la bataille, contrairement à certaines allégations », a déclaré Bachar Al-Assad dans un communiqué en anglais diffusé sur la chaîne Telegram de la présidence syrienne.

Plus d'une semaine après avoir été renversé, l'ex-président syrien, Bachar Al-Assad, est sorti lundi 16 décembre de son silence, affirmant qu'il n'avait fui la Syrie qu'après la chute de Damas aux mains d'une coalition rebelle et qualifiant les nouveaux dirigeants du pays de « terroristes ». Le 8 décembre, une alliance insurgée menée par le groupe islamiste radical Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) est entrée à Damas et a annoncé le renversement du pouvoir, après une offensive fulgurante qui lui a permis de s'emparer d'une grande partie du pays en onze jours. Lâché par ses alliés iranien et russe, M. Al-Assad a fui à Moscou.



Devant une base militaire à Damas, où le portrait de Bachar Al-Assad a été griffonné, le 10 décembre 2024. LAURENCE GEAI / MYOP POUR « LE MONDE »

« Mon départ de Syrie n'était pas planifié et n'a pas non plus eu lieu durant les dernières heures de la bataille, contrairement à certaines allégations », affirme le président renversé dans un communiqué en anglais diffusé sur la chaîne Telegram de la présidence syrienne. « Moscou a exigé (...) une évacuation immédiate vers la Russie le dimanche 8 décembre au soir », ajoute Bachar Al-Assad.

La Russie intervenait militairement depuis 2015 en Syrie, où la guerre a commencé en 2011 avec la répression brutale de manifestations pro-démocratie. « Dans une telle

situation, ce ne serait pas bien du tout de ma part de détailler ce qui s'est passé et comment ça s'est passé mais [Bachar Al-Assad] est sécurisé », avait expliqué Sergueï Riabkov, le vice-ministre des affaires étrangères russe, confirmant dans une interview à NBC que Bachar Al-Assad avait trouvé refuge en Russie. « Cela montre que la Russie agit comme il se doit dans une telle situation extraordinaire », avait-il ajouté, sans préciser le rôle joué par la Russie dans la décision d'expulser le dictateur syrien. Bachar Al-Assad, qui a dirigé

d'une main de fer la Syrie pendant vingt-quatre ans, affirme désormais que son pays était « aux mains des terroristes ».

## Missions diplomatiques

HTC, ex-branche syrienne d'Al-Qaida, affirme avoir rompu avec le djihadisme mais reste classé comme une organisation terroriste par plusieurs capitales occidentales, dont Washington. Après cinquante ans de règne sans partage du clan Al-Assad et d'une répression implacable contre tout opposant ou pré-

sumé tel, les nouvelles autorités s'emploient à rassurer la communauté internationale, et les chancelleries prennent peu à peu contact avec leurs dirigeants, dont Ahmed Al-Charaa, de son nom de guerre Abou Mohammed Al-Joulani, le chef de HTC.

Lundi, l'Union européenne (UE) a annoncé envoyer un haut représentant à Damas pour rencontrer les nouveaux dirigeants. L'UE jugera sur les actes « allant dans la bonne direction », a déclaré la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas. La veille, l'envoyé

spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, a rencontré M. Al-Charaa, auprès de qui il a souligné la nécessité d'une transition « *crédible et inclusive* », selon ses services.

Le Royaume-Uni et les États-

Unis ont également annoncé avoir établi des contacts avec HTC, et la France a annoncé qu'elle enverrait une mission diplomatique mardi à Damas, la première depuis douze ans. La Turquie voisine, acteur majeur dans le conflit en Syrie

et soutien des nouvelles autorités, a rouvert samedi son ambassade à Damas, se disant « *prête* » à fournir de l'aide militaire si le nouveau gouvernement syrien le lui demandait. Le nouveau premier ministre chargé de la

transition jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, Mohammad Al-Bachir, a promis de « *garantir les droits de tous* », alors que les Syriens tentent de reprendre une vie normale.

---

**La Marseillaise**

17 décembre 2024

## Bal des Occidentaux et craintes kurdes

Alors que de nombreux interlocuteurs occidentaux dépêchent des envoyés en Syrie, les Kurdes de Syrie demandent l'arrêt des combats et alertent sur la Turquie.

**H**uit jours après avoir été renversé, l'ex-président syrien, Bachar al-Assad, est sorti lundi de son silence, affirmant qu'il n'avait fui la Syrie qu'après la chute de Damas. « Mon départ de Syrie n'était pas planifié et n'a pas non plus eu lieu durant les dernières heures de la bataille, contrairement à certaines allégations », a-t-il déclaré dans un communiqué en anglais, avant d'ajouter : « Moscou a exigé (...) une évacuation immédiate vers la Russie le dimanche 8 décembre au soir ». Son départ a été accueilli par des scènes de liesse en Syrie, près de 14 ans après le début de la guerre civile déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, qui a fait un demi-million de morts et provoqué la fuite à l'étranger de six millions de personnes.

Les nouvelles autorités s'emploient à rassurer les capitales étrangères, qui prennent peu à peu contact avec leurs dirigeants, dont Abou Mohammad al-Jolani, le chef de

HTS, qui se fait désormais appeler par son vrai nom, Ahmad al-Chareh. Lundi, le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy a ainsi annoncé que Londres avait envoyé une délégation officielle pour rencontrer les nouvelles autorités. Il a également indiqué que le Royaume-Uni soutiendrait « un processus politique transitoire inclusif, mené par la Syrie et qui lui appartiendra ».

Lundi, l'Union européenne a aussi dit envoyer un haut représentant à Damas, l'ambassadeur de l'UE en Syrie. L'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, avait rencontré dimanche M. Jolani, devant qui il a souligné la nécessité d'une transition « *crédible et inclusive* », selon ses services. La France envoie aujourd'hui mardi une mission diplomatique à Damas, la première depuis 12 ans.

Sans oublier la Turquie qui entretient depuis longtemps des relations avec le groupe

Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda et qui soutient les nouvelles autorités. Ankara a rouvert dès samedi son ambassade à Damas. Parallèlement à l'offense de HTS contre Damas, des groupes armés prokurdes ont lancé une offensive contre les forces dirigées par les Kurdes dans le nord-est du pays. Ils ont annoncé la semaine dernière avoir pris le contrôle de Deir Ezzor et de Manbij après avoir ravi l'enclave septentrionale stratégique de Tal Rifaat. Une médiation américaine a permis mercredi de conclure une trêve à Manbij, où les combats ont fait 218 morts. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les groupes soutenus par Ankara se préparent à lancer l'assaut sur la ville de Kobané, tenue par les forces dirigées par les Kurdes. Les Kurdes syriens sont la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les États-Unis et qui ont été le fer de lance de la

lutte contre le groupe jihadiste État islamique.

Les Kurdes demandent l'arrêt des combats

Dans un communiqué lu lundi à la presse à Raqa par le chef du conseil exécutif des Kurdes syriens, Hussein Othman, l'administration autonome kurde a appelé à « l'arrêt des opérations militaires sur l'ensemble du territoire syrien pour entamer un dialogue national ». affirme que « la politique d'exclusion et de marginalisation qui a détruit la Syrie doit se terminer et toutes les forces politiques doivent bâtir la nouvelle Syrie ». Elle appelle à « une réunion urgente à Damas avec la participation des forces politiques syriennes pour unifier leurs points de vue au sujet de la période transitoire ».

Les Kurdes syriens soulignent en outre la nécessité de « préserver l'unité et la souveraineté des territoires syriens », et « le protéger des attaques de la Turquie et ses mercenaires ».

## Syrie : des responsables du régime déchu de Bachar Al-Assad poursuivis en justice dans plusieurs pays d'Europe

Les justices française, allemande, suisse, belge et néerlandaise ont ouvert des poursuites contre des agents ou des hauts responsables de l'ancien pouvoir, dont certaines ont débouché sur des condamnations.

Comme en France, des procédures judiciaires ont été engagées ou menées à bien dans certains pays européens contre d'anciens responsables du régime syrien de Bachar Al-Assad.

### En Allemagne

Des ministres ont affirmé, dimanche 15 décembre, que les partisans de ce pouvoir déchu seraient traduits en justice s'ils entraient en Allemagne. « *Nous demanderons des comptes à tous les hommes de main du régime pour leurs crimes terribles, avec toute la rigueur de la loi* », a déclaré la ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, à l'hebdomadaire *Bild am Sonntag*. La ministre de l'intérieur, Nancy Faeser, a renchéri dans le même journal : « *Si des hommes de main du régime de terreur d'Assad tentent de fuir en Allemagne, ils doivent savoir que pratiquement aucun autre Etat ne poursuit leurs crimes aussi durement que l'Allemagne.* »

La justice allemande a déjà condamné plusieurs responsables du gouvernement Al-Assad en vertu du principe de compétence universelle, adopté en 2002, qui permet à un Etat de poursuivre les auteurs des crimes les plus graves, quels que soient leur nationalité et le lieu où les faits ont été commis. Le pays a été l'un des premiers Etats occidentaux à poursuivre des



Un médecin syrien de 36 ans, connu sous le nom de M. par les médias allemands, accusé de crimes contre l'humanité, accompagné de son avocat pendant son procès à Francfort, en Allemagne, le 19 janvier 2022. BORIS ROESSLER / REUTERS

responsables du régime syrien depuis 2011, ainsi que des combattants djihadistes luttant contre ce dernier et s'étant rendus coupables de crimes de guerre. L'Allemagne est, en effet, le pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés en provenance de Syrie, parmi lesquels se trouvaient « *une poignée d'individus ayant perpétré des crimes internationaux* », rappelle l'association European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR), une ONG de défense des droits de l'homme basée à Berlin, dans un rapport publié cette année.

Aucun haut responsable gou-

vernemental n'a toutefois été condamné jusqu'à présent. En novembre 2017, 24 Syriens rescapés des geôles du régime Assad et réfugiés outre-Rhin, épaulés par l'association ECCHR, ont déposé une plainte auprès du procureur fédéral allemand contre dix hauts responsables du Bureau de la sécurité nationale et des services de renseignement. Parmi ceux-ci, Jamil Al-Hassan, le chef du service de renseignement de l'armée de l'air, la plus redoutée des polices politiques syriennes, et membre de la garde rapprochée de Bachar Al-Assad.

Les crimes visés – meurtres,

persécutions, tortures et violences sexuelles – ont été commis entre septembre 2011 et juin 2014 dans cinq antennes des services de renseignement de l'armée de l'air à Damas, Alep et Hama. En juin 2018, la Cour fédérale allemande a émis un mandat d'arrêt à l'encontre de Jamil Al-Hassan. Agé de 71 ans, celui-ci se serait rendu au Liban en 2019 pour y recevoir un traitement médical. Egalement visé par la plainte, Ali Mamlouk, le chef de la sécurité nationale s'est rendu à Rome au début de 2018, où il a été reçu par le chef des services de renseignement italiens, malgré les restrictions de voyage et les sanctions finan-

cières émises contre lui par l'Union européenne, au grand dam des organisations de droits de l'homme. L'endroit où ce dernier se trouve aujourd'hui, après la chute du régime Al-Assad, n'est pas connu, même chose pour Jamil Al-Hassan.

Des condamnations ont, en revanche, été prononcées en Allemagne contre des responsables de rang intermédiaire des services de renseignement. Le tribunal régional de Coblenz a ainsi condamné le colonel Anwar Raslan, membre des renseignements syriens qui avait fait défection et s'était réfugié en Allemagne, à la réclusion à perpétuité en janvier 2022 pour 27 meurtres, des actes de torture, des lésions corporelles graves et des violences sexuelles, entre autres crimes, commis dans la prison Al-Khatib à Damas. Un ancien agent moins gradé, [Eyad Al-Gharib](#), accusé d'avoir participé à la torture d'au moins trente manifestants arrêtés à Douma, près de Damas, à l'automne 2011, a également été reconnu coupable par la justice allemande, en février 2021, et condamné à quatre ans et demi d'emprisonnement.

#### En Suisse

L'ancien vice-président syrien, Rifaat Al-Assad, 87 ans, oncle de Bachar, est poursuivi pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour les massacres perpétrés à Hama en 1982. L'affaire a longtemps végété dans les tiroirs du ministère public de la Confédération helvétique – la plainte a été déposée en 2013 par l'ONG Trial International, alors

que l'homme séjournait à Genève. Le dossier avait repris de la consistance avec l'émission d'un mandat d'arrêt international, le 16 août 2023, par la justice helvétique. L'instruction a été bouclée au début de 2024 et l'acte d'accusation déposé dans la foulée.

Tombé en disgrâce à Damas, le « Boucher de Hama » avait quitté son pays en 1984 et vécu en Suisse avant de s'établir en France. Condamné en appel par la justice hexagonale à quatre ans de prison pour détournement de fonds et blanchiment en bande organisée à hauteur de 90 millions d'euros, il a trouvé refuge à Damas en octobre 2021 après un long exil. Sa localisation actuelle est inconnue. Il serait toutefois étonnant que ce membre de la famille Al-Assad comparaisse en personne lors de son procès, dont la date n'a pas encore été fixée, devant le tribunal pénal fédéral de Bellinzone (canton du Tessin).

#### En Belgique

Le parquet fédéral a mis un examen en janvier Hocine A., chef présumé d'une milice pro-Al-Assad. Inculpé pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité entre 2011 et 2016, cet individu se serait notamment livré à des actes de torture. Incarcéré à Bruxelles, il attend son procès. La justice belge aurait ouvert d'autres dossiers contre des Syriens, mais n'a pas livré de détails à ce stade.

#### Aux Pays-Bas

Le tribunal de La Haye a, pour la première fois,

condamné un partisan actif du régime Assad en janvier. Mustafa A., 36 ans, s'est vu infliger une peine de douze ans pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Membre de la milice Liwa Al-Qods, qui collaborait avec l'armée du régime, il avait obtenu le statut de réfugié aux Pays-Bas en 2020. Présenté comme un dirigeant de la milice, ce qu'il contestait, il s'était livré à des exactions contre des civils et des opposants et avait participé à l'enlèvement d'un réfugié palestinien, dans un camp proche d'Alep. La victime, aujourd'hui réfugiée en Suède, avait été torturée par les services secrets.

#### Au Royaume-Uni

Le pays fait exception par rapport à la France et l'Allemagne, ne s'étant pas doté des lois qui permettraient à une cour de justice anglaise (ou galloise, le droit anglais prévalant en Angleterre et au pays de Galles) de poursuivre une personne non britannique soupçonnée de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre. Un projet de loi avait bien été déposé à la Chambre des communes à la fin de 2023, mais il n'a pas dépassé la première lecture et a depuis été révoqué.

Asma Al-Assad, la femme du dictateur déchu Bachar Al-Assad, née au Royaume-Uni, détentrice de la double nationalité syrienne et britannique, est sur la liste des sanctions du Royaume-Uni, tout comme son mari. Mais pas ses parents ni ses deux frères, alors qu'ils sont tous sur les listes de sanctions des Etats-Unis, pour leur proximité avec le régime syrien déchu. Son

père, Fawaz Al-Akhras, un cardiologue, exerce toujours à Londres (au Cromwell Hospital, une clinique privée à South Kensington) et habite dans la maison familiale d'Acton, dans l'ouest de Londres. Selon le *Sun*, qui rapportait le 11 décembre des témoignages de voisins, les parents d'Asma Al-Assad auraient cependant quitté leur maison d'Acton il y a quelques jours. Par ailleurs, en 2011, la métropolitain police (MET), la police du Grand Londres, avait ouvert une enquête préliminaire contre Asma Al-Assad, pour avoir « incité » et « encouragé » des actes terroristes. Depuis, elle n'a donné aucune nouvelle de cette enquête.

La seule préoccupation notable des gouvernements britanniques a jusqu'à présent été les demandes de retour au Royaume-Uni des citoyens britanniques partis faire le djihad en Syrie dans les années 2010. Jusqu'à présent, les différents gouvernements britanniques ont régulièrement privé ces personnes de leur nationalité pour empêcher leur retour. Ce qui pose un problème de droit : certaines de ces personnes deviennent de fait apatrides. Un des cas les plus connus est celui de [Shamima Begum](#). Née au Royaume-Uni, partie rejoindre l'organisation Etat islamique en Syrie en 2015, elle a été privée de sa nationalité par le Home Office au motif qu'elle est originaire du Bangladesh et elle a, jusqu'à présent, perdu tous ses recours auprès de la justice britannique pour récupérer son passeport et pouvoir rentrer au Royaume-Uni.

## La Syrie a besoin d'un soutien international

Etats-Unis, Union européenne, Turquie ou Israël, aucun de ces pays n'a intérêt à ce que la Syrie parte à vau-l'eau pour se transformer définitivement en Etat failli propice à une résurgence du djihadisme.

Un peu plus d'une semaine après l'effondrement de la dictature de Bachar Al-Assad, le 8 décembre, personne ne peut évidemment dire ce qu'il adviendra de la Syrie. Les contours de la coalition de rebelles, qui a provoqué la chute d'un régime vieux de plus d'un demi-siècle et la mise à nu de son effroyable système répressif, demeurent indéfinis, même si la milice la plus importante composée d'anciens djihadistes, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), apparaît pour l'instant en position de force, tout comme son chef, Ahmed Al-Charaa (connu sous son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Jou-lani).

Le sort de la Syrie demeure d'autant plus incertain que sa souveraineté reste piétinée par les pays voisins, qui sont les principaux bénéficiaires de cette accélération de l'histoire : la Turquie, au nord, et Israël, au sud. L'une comme l'autre doivent résister à un

effet d'aubaine, qu'il s'agisse pour la première de la tentation de se tailler une zone de sécurité sur le sol syrien visant à repousser les forces kurdes présentes dans le nord-est du pays, et pour l'Etat hébreu de briser pour longtemps l'armature d'une armée syrienne dont la guerre civile de treize ans avait considérablement relativisé la menace.

Procéder ainsi relève de calculs à courte vue. Aucun pays de la région, et certainement pas les deux concernés, n'a intérêt à ce que la Syrie parte à vau-l'eau pour se transformer définitivement en Etat failli propice à une résurgence du djihadisme. L'annonce intempestive du renforcement de la colonisation israélienne sur le plateau syrien du Golan occupé et annexé unilatéralement relève à cet égard d'une bien inutile provocation.

Les risques d'une transition incertaine rendent d'autant plus nécessaires

les démarches entreprises depuis quelques jours par de nombreux pays qui entendent y jouer un rôle. Tour à tour, les Etats-Unis, la France, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont annoncé une prise de contact ou l'envoi d'une délégation pour rencontrer les forces en présence à Damas, y compris HTC, alors que cette dernière figure toujours sur les listes occidentales recensant les organisations considérées comme terroristes. Ces initiatives sont d'autant plus nécessaires que ces pays ne disposent plus sur place de représentation diplomatique depuis plus d'une décennie.

En quelques jours seulement, la suspicion initiale des pays occidentaux a cédé la place au pragmatisme et il faut s'en féliciter. L'accueil globalement chaleureux réservé par les civils aux rebelles et les efforts déployés avec succès pour qu'un début d'ordre s'installe à Damas comme dans les principales villes

syriennes constituent des signaux encore très fragiles mais encourageants.

Les bénéfices d'une stabilisation de la Syrie seraient considérables. Elle permettrait une reconstruction dont la dictature s'est montrée incapable, ce qui a contribué à sa déchéance, et le retour de centaines de milliers de Syriens chassés de leur pays par le chaos qui y a longtemps régné. Pour ce faire, des moyens considérables devront cependant être mobilisés, ce qui suppose la levée de sanctions internationales dévastatrices adoptées pendant la guerre civile, voire le retrait, s'il s'avère justifié, de HTC des listes noires.

Les précédents catastrophiques de l'Irak et de l'Afghanistan à la suite de l'intervention des Etats-Unis pourraient inviter à l'attentisme. La Syrie a besoin au contraire de réengagements.

# La Turquie dans l'ombre de l'histoire de la Syrie, du début de la guerre civile à la chute du dictateur

S'impliquant dès 2011 aux côtés des opposants au régime de Bachar Al-Assad, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, apparaît aujourd'hui comme le grand gagnant régional du changement de régime.

**U**n rossignol chante à Hama et se fait décapiter », souffle Recep Tayyip Erdogan. En août 2011, à Istanbul, le premier ministre turc cite les vers d'un poète islamiste à propos du massacre survenu en 1982 dans la ville syrienne, où le régime avait réprimé dans un bain de sang une insurrection des Frères musulmans. « Comment pouvons-nous accepter que cette immense douleur se reproduise trente ans après dans cette ville meurtrie d'un pays que nous appelions autrefois notre frère ? », poursuit-il, faisant référence à l'offensive menée quelques jours avant ce mois d'août par l'armée contre des manifestants de la ville martyre. La répression du clan Assad contre le « printemps syrien » en était à ses débuts.

Il aura fallu attendre treize ans pour que le vent de la contestation balaie le régime alaouite. Treize ans durant lesquels la Turquie n'a cessé de s'impliquer dans les forces d'opposition. Au point de se retrouver aujourd'hui en première ligne pour imposer ses vues sur l'intégrité territoriale de son voisin. Mais aussi pour garantir au futur gouvernement de Damas une couverture diplomatique ainsi que la prise en charge, littéraire, de la reconstruction du pays.

Même le président américain élu, Donald Trump, a reconnu

que la Turquie détenait, aujourd'hui, « les clés » de l'avenir de la Syrie. Grand gagnant au niveau régional du changement de régime, le chef de l'Etat turc a su, de son côté, opportunément rappeler, non sans satisfaction, le 7 décembre, au moment de la chute du régime assadien, que son pays était et a toujours été « du bon côté de l'histoire ».

## Portes ouvertes aux réfugiés

Dès le début du soulèvement syrien, Ankara soutient les mouvements de contestation. Pour Gönül Tol, directrice du centre d'études turques au Middle East Institute, la Turquie est même devenue très tôt le « protecteur » indispensable, sinon le « parrain de l'opposition syrienne ». La proximité de Recep Tayyip Erdogan avec les Frères musulmans, qui se sont alignés dès le début de la guerre civile avec des factions de l'opposition, et la volonté d'empêcher les militants kurdes de se masser à la frontière turque sont les moteurs de cette politique d'intervention turque. L'ambition croissante de stabiliser le Nord syrien pour y renvoyer les millions de réfugiés installés sur son territoire viendra plus tard.

La première réunion de l'opposition syrienne est organisée dans un hôtel chic d'Istanbul, en avril 2011.

Alaouites, Kurdes, sunnites, islamistes et laïcs sont tous réunis afin d'écarter « religions, sectes, groupes ethniques » et affirmer en chœur : « Nous sommes tous des nationalistes syriens, tout ce que nous voulons, c'est la liberté. »

Moins d'un mois plus tard, les divisions éclatent au grand jour lors de la deuxième réunion. Les islamistes n'acceptent pas que les laïcs veuillent séparer la religion de l'Etat dans la Syrie post-Assad. Les groupes ethniques nourrissent entre eux les suspicions et les discussions mettent en évidence les tensions entre Kurdes et Arabes. En outre, plusieurs groupes kurdes, dont le Parti de l'union démocratique (PYD), branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), bête noire d'Ankara, boycottent la réunion parce qu'elle se tient en Turquie, qui, à leurs yeux, se montre incapable de résoudre son propre problème kurde.

Tout était là, en germe. Mais le gouvernement turc persiste dans sa volonté de voir tomber le régime de Damas. Il ouvre grand ses portes aux réfugiés, choisit ses réseaux, tâtonne et soutient, un temps, de manière exagérée, les groupes liés aux Frères musulmans dont il surestime l'importance sur le théâtre syrien. Dans la région de Hatay, au sud de la Turquie, un QG

de campagne est mis sur pied pour les déserteurs de l'armée syrienne.

## Enjeu de politique intérieure

Les grandes manœuvres ont lieu en plein virage nationaliste du désormais président Erdogan, qui s'allie avec l'ultra droitier et réactionnaire Devlet Bahçeli, après les élections de juin 2015, lors desquelles le parti prokurde avait fait une percée historique. En 2016, l'opération « bouclier de l'Euphrate », la première des trois interventions militaires turques, vise à repousser l'organisation Etat islamique et les combattants kurdes à l'ouest de l'Euphrate. Les suivantes ciblent Afrin (2018) et la bande nord de la Syrie, après le retrait partiel des forces américaines (2019).

Lire aussi notre archive de 2016 | Article réservé à nos abonnés [Les brigades syriennes du « Bouclier de l'Euphrate »](#)

Erdogan gagne sur les deux tableaux : ces opérations permettent d'étendre l'influence d'Ankara et de contrer d'autres acteurs comme la Russie, l'Iran et les forces soutenues par les Etats-Unis. En Turquie, la guerre civile syrienne devient un enjeu de politique intérieure majeur, dont le président tirera profit. Au point de rythmer et même de définir, selon plusieurs spécialistes, la présidence

d'Erdogan dans les années 2020.

Au sol, le nombre de soldats turcs déployés autour d'Idlib varie autour de 13 000 hommes, répartis dans plus de 50 bases. Même si cette enclave, qui compte près de 4,5 millions de résidents locaux et de déplacés internes, reste sous le contrôle de groupes rebelles, principalement de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie, l'armée turque y joue un rôle stratégique pour surveiller et contenir les combats. Avec Afrin au nord et la frontière turque à l'ouest, ses soldats y contrôlent les points de passage et les trafics, tout en soutenant les factions rebelles alliées comme l'Armée nationale syrienne (ANS).



Des membres de la communauté syrienne et des sympathisants tiennent un drapeau à l'effigie du président turc Recep Tayyip Erdogan et des drapeaux révolutionnaire syriens pour célébrer la chute du président syrien Bachar al-Assad, à Istanbul, le 8 décembre 2024. YASIN AKGUL / AFP

Coalition de miliciens mise sur pied fin 2016- début 2017, cette ANS est devenue une armée de supplétifs aux composantes diverses, réputée pour sa brutalité et sans réelle unité idéologique, si ce n'est celle d'être très anti-kurde. La Turquie a mis du temps, et non sans mal, à unir la dizaine de factions qui la composent. Pour ne donner qu'un chiffre, au moins 184 affrontements, d'après un rapport du Centre Carter, ont eu lieu au sein des seules factions ANS, entre mars 2020 et décembre 2021.

#### Liens étroits avec HTC

Les relations avec HTC sont à l'avenant : très tendues. Des liens étroits sont noués avec les Turcs, certaines de ses factions collaborent même épisodiquement avec

Ankara, mais HTC n'entretient pas de relations de dépendance directe, contrairement à l'ANS. Sur le terrain, des incidents sporadiques ont lieu avec les soldats turcs. Les plus grosses confrontations se produisent toutefois avec les factions de l'ANS. Fait notable, l'armée turque n'intervient pas pour soutenir un groupe contre un autre, note Orwa Ajjoub, chercheur syrien à l'université de Malmö (Norvège). Elle ne bouge pas lorsque HTC impose son contrôle sur la quasi-totalité d'Idlib, en janvier 2019.

Encore au mois de mai 2024, lorsque HTC se trouve confronté à de vastes protestations d'habitants en colère contre sa gestion d'Idlib, réclamant l'amélioration de leurs conditions de vie et même le départ du chef Abou

Mohammed Al-Joulani, la Turquie a gardé ses distances. La stratégie est payante, souligne M. Ajjoub : elle permet in fine de stabiliser la région, évitant toute nouvelle vague migratoire.

Après s'être opposé en octobre à une attaque de HTC et ses alliés contre Alep – le gouvernement turc semble alors vouloir laisser du temps aux tentatives de négociations conduites par le président avec Damas –, Ankara donne son feu vert en novembre. En douze jours, le régime de Bachar Al-Assad s'effondre.

La Turquie, comme l'ensemble de la communauté internationale, a été prise au dépourvu, surprise par l'efficacité des avancées rebelles. Elle n'en demeure pas moins en contact permanent avec

les lignes de front sur le terrain. Elle a été le premier pays à rouvrir son ambassade à Damas. Et c'est bien le chef de guerre victorieux Al-Joulani qui a conduit, dans sa propre voiture, le puissant patron du renseignement turc, Ibrahim Kalin, jeudi 12 décembre, à la mosquée des Omeyyades pour aller prier.

Treize ans après les débuts de la guerre civile, Recep Tayyip Erdogan, celui que l'on surnommait dans sa jeunesse le « *rossignol du Coran* » pour sa faconde et son habileté à réciter les sourates, peut à nouveau chanter la Syrie, mais cette fois-ci avec le sourire. Lui et son gouvernement viennent de réaliser ce qu'ils ont toujours voulu : participer à la naissance d'un régime ami de l'autre côté de la frontière.

## Syrie : retour d'exil pour les civils et combattants dans la Ghouta orientale

Les villages de la campagne de Damas, durement éprouvés durant les années de guerre, voient revenir certains de leurs habitants, les armes à la main.

**A** la sortie de Douma, à une quinzaine de kilomètres de Damas, les squelettes de béton crevant l'horizon contrastent avec la douceur agricole des oliviers et des champs de choux. « Il devrait être au quatrième rang, par ici, je ne le trouve pas. 15 mars 2015. Sa date de décès doit être écrite sur sa tombe », marmonne Hatim al-Hafiri en parcourant les inscriptions dessinées sur les stèles mortuaires. Devant les centaines de monticules de terre collés les uns aux autres, Hatim pleure. Quelques larmes qui viennent rougir ses yeux. En face, sur un abri en pierre est peint : « Cimetière des martyrs de Douma ». Arrivé la veille d'Alep, il a trouvé le courage de se rendre sur la tombe de son fils, un jeune combattant tué lors d'affrontements contre l'armée syrienne. « Sous chaque tombe, il peut y avoir plus de 9 corps enterrés pour un seul nom inscrit », désespère Hatim. Face au nombre de victimes de la guerre, les habitants de Douma ont fini par emplir les corps.

Devant le conseil local de la Ghouta orientale, Samir Bouedani, ermite trapu au sourire malicieux, est accueilli par de grandes accolades par les notables de la ville. Il vient tout juste de rentrer chez lui après sept ans d'exil forcé. « Durant toutes les années de guerre contre le régime, nous avons maintenu une organisation politique. Nous étions en quelque sorte la branche civile des groupes armés révolutionnaires », explique ce membre fondateur du conseil,

réajustant son écharpe aux couleurs du drapeau révolutionnaire syrien. « Aujourd'hui, tout est à reconstruire. Heureusement, le régime a détruit le pays mais pas le peuple. » Ceinture verte de Damas, où les vergers et les champs côtoient une expansion urbaine galopante, la Ghouta orientale incarne l'un des bastions de la révolution et l'une des principales poches de résistance autour de la capitale syrienne. « Notre histoire fait partie intégrante de la révolution. La révolution est comme une mère, et la Ghouta est l'un de ses enfants », souligne cet ingénieur de formation.

Le 8 avril 2018, la résistance locale, assiégée dans l'enclave depuis 2012, dépose les armes. Lancée mi-février par l'armée syrienne et ses alliés, l'opération militaire Acier de Damas force un à un les groupes armés à quitter la région. En quelques jours, quelque 14 000 civils et 7 000 combattants évacuent Douma, embarquant à bord de bus verts en direction des dernières poches rebelles du nord de la Syrie. « Les forces du régime n'ont pas réussi à rentrer dans la Ghouta par le sol, la punition de notre résistance acharnée a été un bombardement continu et l'utilisation d'armes chimiques », explique Samir Boueidani. Sur la route menant à Douma, les quartiers entiers réduits en monticules de gravats témoignent de l'intensité de l'acharnement du régime. À une centaine de mètres de la municipalité, dans un bâtiment déserté par le gouvernement syrien, la Jaysh al-Is-

lam (« l'armée de l'islam ») a établi son quartier général provisoire. Depuis la chute de Bachar el-Assad, près de 1 500 combattants du groupe rebelle salafiste, principal artisan de la résistance dans la ville de Douma, sont de retour chez eux. Devant l'une des entrées, un petit groupe de jeunes soldats, fusils et armes lourdes à la main, tue le temps en fumant des cigarettes. Ils ont l'humeur victorieuse. « Nous sommes partis en bus et nous revenons en voiture ! », s'amuse Moayed, 19 ans, en montrant les 4 x 4 japonais à la carrosserie blanche tartinée de boue. « Je n'ai rien dit à ma famille. Quand j'ai frappé à la porte, ils n'y croyaient pas », ajoute Ali, au gilet duquel est accroché un large couteau militaire abandonné par un soldat lors de la déroute des forces gouvernementales.

Cette euphorie générale n'efface pas le traumatisme de ces années d'exil. « Pour le régime, je n'étais qu'un terroriste. Ils ont arrêté mon oncle par ma faute et ma famille a subi le harcèlement des autorités, je ne pouvais que les appeler rapidement, pour parler de choses banales. Pour se libérer de mon fardeau, ma mère a obtenu un certificat de décès à mon nom. J'étais moins encombrant mort », raconte amèrement Ali. Dans le petit groupe, les plus jeunes se sont engagés dans la Jaysh al-Islam, une fois arrivée dans les camps de déplacés du Nord. Un choix plus pragmatique qu'idéologique pour beaucoup. Dans leur brigade, ce sont presque tous des en-

fants de la ville. « Lorsque le gouvernement a bombardé le marché de Douma, j'étais là, avançant vite au milieu des crânes explosés. J'étais plein de vengeance, je voulais tuer el-Assad ; mais, aujourd'hui, c'est derrière moi. Je veux pouvoir me marier et rendre mon arme », assure Ali.

Arrivé devant l'immeuble familial en partie détruit, Moayed hésite un bref instant, avant de monter au pas de course les trois étages le séparant de son ancienne chambre. « Le toit a été bombardé en 2013, puis notre appartement en 2017. D'année en année, nous perdions un étage, lance-t-il en montrant les murs éventrés. Je ne pensais pas revenir ici un jour. Je me disais qu'après Bachar viendrait son fils. »

Pour ces jeunes de retour chez eux, le spectacle des destructions, stigmates visibles en plein cœur de la ville, et la précarité économique des habitants de la Ghouta orientale contrastent avec le rapide développement économique des zones tampons du nord du pays, occupées par les Turcs. Moayed a déjà prévu de rentrer à al-Bab, sa ville d'adoption, dans la campagne d'Alep. « Ici, il n'y a pas de travail, et notre immeuble est détruit ; dans le Nord, je bosse dans un magasin de vêtements, mes parents ont une petite fabrique de gaz pour briquets. On a reconstruit notre vie là-bas. Je vais rentrer demain et je verrai », dit le frêle combattant.

« Notre ville a été laissée à

l'abandon, rien n'a été fait en sept ans, déplore Abou Samir, l'un des commandants de la Jaysh al-Islam. Nous subissons la marginalisation politique et économique depuis les années 1980. Nous avons toujours été stigmatisés. Bachar el-Assad a accaparé tous les pouvoirs et toutes les richesses en Syrie, il a volé son peuple durant des années. Toutes les entreprises,

de la petite à la grande, étaient sous son contrôle. »

À Douma, les chefs de guerre de la Jaysh al-Islam jouent officiellement la carte de l'unité, s'associant au projet d'Hayat Tahrir al-Cham (HTC) d'intégrer leurs hommes dans une armée syrienne. « Nous soutenons la création d'une armée républicaine et souhaitons un gouvernement civil

avec des élections », lance Abou Samir. Mettant de côté sa radicalité, l'Armée de l'islam semble avoir intégré la nécessité de lisser son image. Mais les divergences ne sont jamais bien loin. Sur le compte Twitter d'Abou Adnan, l'un des sergents d'Abou Samir, les messages visant Abou Mohammed al-Joulani, fondateur du HTC et figure de proue du nouveau pouvoir,

sont sans équivoques. Un hashtag revient en boucle : « Joulani ennemi de la révolution ». « On ne peut pas rendre les armes maintenant, on doit rester vigilant pour la suite, je n'ai pas confiance en lui, mais nous ne voulons plus faire la guerre », finit par glisser Abou Samir. BM



Jean-Philippe Liabot  
19 décembre 2024

## Iran : suspension du processus de mise en œuvre de réformes plus strictes sur le port du hijab

### Iran : suspension du processus de mise en œuvre de réformes plus strictes sur le port du hijab

La législation, qui a été approuvée par le parlement iranien en septembre 2023, ne sera pas envoyée au gouvernement pour être promulguée.

On ne sait pas encore si cette pause est temporaire ou permanente.

La loi devait autoriser des sanctions très lourdes, et même la peine de mort pour le militantisme contre les lois discriminatoires du pays rendant le port du voile obliga-

toire, ce qui allait constituer une escalade dangereuse. Nombreux sont ceux qui pensent que cette loi durcie aurait pu raviver les protestations qui ont suivi l'arrestation, puis l'assassinat de Mahsa Amini, 22 ans, en septembre 2022.

Mahsa Amini a été tuée par la police des mœurs iranienne pour avoir protesté contre cette loi datant de l'arrivée du régime islamique en Iran en 1979.

De nouveaux symboles pour la jeunesse iranienne cette année

Certaines femmes iraniennes refusent de se voir imposer par le régime, leur conduite et notamment le port du hijab. Parmi elles, la chanteuse Parastoo Ahmadi qui sur sa chaîne Youtube et au risque de sa vie, a interprété non voilée une de ses chansons.

Les autorités sont « intervenues et ont pris les mesures appropriées, ouvrant

des poursuites contre la chanteuse et la production » a rapporté une agence de presse iranienne.

Début novembre une étudiante iranienne de l'université Azad de Téhéran s'est déshabillée en pleine rue en signe de protestation après avoir été prise à partie par la police des mœurs et des forces de sécurité en raison de son accoutrement.

## Syrie : comment l'Italie a joué jusqu'au bout la carte du régime de Bachar Al-Assad

En juillet, Rome avait annoncé le retour d'un ambassadeur résident à Damas, devenant le premier pays de l'Union européenne et du G7 à reprendre langue avec le régime syrien aujourd'hui déchu.

Cette histoire est celle d'un pari perdu. Ces derniers mois, la politique étrangère de l'Italie vis-à-vis de la Syrie de Bachar Al-Assad avait sensiblement penché vers une normalisation avec le régime. C'était avant que tout ne vole en éclat, le 8 décembre, avec la chute du dictateur. En juillet, Rome s'était singularisé en annonçant le retour d'un ambassadeur résident à Damas, Stefano Ravagnan, responsable du dossier syrien au ministère des affaires étrangères et basé jusqu'ici à Beyrouth. L'Italie devenait ainsi le premier pays de l'Union européenne et du G7 à reprendre langue avec le régime syrien, même si le diplomate n'a jamais présenté ses lettres de créances, restant techniquement un « chargé d'affaires ».

Les signes d'un assouplissement de la diplomatie italienne vis-à-vis de Damas se sont multipliés y compris dans les enceintes internationales. Ainsi, début septembre, lors de la 57<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, à Genève, le nom de l'Italie a disparu de la liste des signataires de la résolution sanctionnant Damas. Le 15 mars 2023, dans une déclaration marquant le douzième anniversaire du soulèvement du peuple syrien contre Bachar Al-Assad, l'Italie n'était déjà plus mentionnée aux côtés de la France, de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, contrairement aux années précédentes.



La présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, à Rome, le 17 décembre 2024. ANDREAS SOLARO / AFP

Comment expliquer cette mansuétude de Rome vis-à-vis de Damas ? « Jusqu'à l'arrivée du gouvernement [de Giorgia] Meloni [en octobre 2022], la ligne officielle était plutôt celle de la France et des autres pays européens mais, depuis, la position est devenue plutôt confuse », explique Veronica Bellintani, juriste auprès du Syrian Legal Development Programme, une ONG basée à Londres. Si Antonio Tajani, le chef de la diplomatie italienne, répète que la politique syrienne de son pays se fait en coordination avec ses partenaires occidentaux et européens, Rome semble parfois vouloir faire cavalier seul.

Il y va ainsi du renseignement. Le 11 décembre, le quotidien britannique *The Independent* révélait la retranscription d'une

conversation téléphonique, quelques jours avant la chute de Bachar Al-Assad, entre le chef des services secrets syriens, Hassan Luqa, et son homologue italien. « Giovanni Caravelli, chef des services de renseignement italiens, a réitéré le soutien de son pays à la Syrie et a expliqué que l'appui de la Russie à la Syrie ne pouvait être ignoré », écrit le maître espion syrien. Devant les députés italiens, mardi 17 décembre, Giorgia Meloni n'a même pas démenti la conversation téléphonique, réfutant néanmoins tout soutien au régime syrien. En 2018, déjà, l'Italie s'était attiré les foudres de ses partenaires occidentaux après la discrète visite à Rome d'Ali Mamlouk, chef de la sécurité nationale syrien, sous sanctions internationales, à l'invitation de

l'Agence d'information et de sécurité externe, les services secrets italiens.

Depuis l'arrivée du gouvernement de Giorgia Meloni, l'Italie s'est signalée par son volontarisme en Syrie, en particulier en matière humanitaire. « Depuis des mois, l'Italie, au sein de l'Union européenne, demande que l'on accorde plus d'attention à la Syrie et fait pression pour réhabiliter le canal humanitaire », explique-t-on au ministère des affaires étrangères italien. En février 2023, quelques jours après le séisme qui a ravagé la région, un navire italien chargé de vivres avait accosté dans le port de Lattaquié. Pour la première fois depuis le début de la guerre civile, un pays européen en-

voyait de l'aide dans une région contrôlée par le régime.

### Activisme envers les minorités chrétiennes

En jouant la carte de cette diplomatie parallèle, Rome a tenté de gagner de l'influence en Syrie, là où d'autres en avaient perdu. « *L'Italie a profité de l'affaiblissement de la France et de l'Allemagne au sein de l'Union européenne pour avancer ses pions, mais cela ne répond pas à une réelle stratégie pour le Proche et le Moyen-Orient* », analyse Maria Luisa Fantappiè, responsable du programme Méditerranée-Moyen Orient à l'Istituto Affari Internazionali de Rome. Selon la chercheuse, « *Rome se pense comme pionnier, mais doit*

*faire attention à ne pas se désolidariser des mécanismes européens* ».

La politique italienne en Syrie est aussi caractérisée par son activisme envers les minorités chrétiennes du pays, en écho à la diplomatie du Saint-Siège. De Damas, le nonce apostolique Mario Zenari n'a eu de cesse de demander la levée des sanctions internationales qui pèsent sur le peuple syrien. Si le diplomate du Vatican est resté à distance des instrumentalisations politiques, ce n'est pas le cas de nombreux responsables chrétiens syriens compromis avec un régime baasiste qui s'est toujours targué d'être le protecteur des minorités face aux groupes djihadistes. L'argument a pu

porter aux oreilles des diplomates italiens. « *Qu'ils soient maronites, gréco-catholiques ou [de rite] arménien, de nombreux évêques syriens ont fait leurs études à Rome, ce qui crée un lien inévitable* », rappelle Camille Eid, docteur en arabe de l'université de Milan-Bicocca et bon connaisseur du dossier syrien.

Le 11 décembre, lors d'une conférence au ministère des affaires étrangères, Antonio Tajani expliquait que la protection des communautés chrétiennes de Syrie restait une « *priorité* » de la politique extérieure de son pays. « *Giorgia Meloni et Antonio Tajani s'adressent aux Italiens comme s'ils étaient les défenseurs des chrétiens de Syrie, mais ils n'ont pas compris que*

*ce n'est pas ce que veut la société civile syrienne*, explique Veronica Bellintani, du Syrian Legal Development Programme. *Les chrétiens veulent être avant tout considérés comme des citoyens et non comme des minorités séparées.* »

Dans la nouvelle équation syrienne, dominée par le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), Rome cherche encore sa voie. « *L'Italie doit jouer la prudence et bien calibrer ses engagements*, averti Maria Luisa Fantappiè, *au risque de se faire manipuler par les nouvelles autorités syriennes.* » Et de perdre un autre pari.

# Le Monde

Hélène Sallon  
19 décembre 2024

## « Tombe 158, inconnu, sac 114 » : en Syrie, les charniers du régime Al-Assad

**R**eportageA la recherche de leurs disparus, des familles syriennes découvrent des fosses communes où les corps de victimes de la répression ont été jetés, souvent sans la mention de leur identité.

Ce n'est, à première vue, qu'un terrain vague, délimité par une palissade couleur saumon au bord de l'autoroute qui relie Damas à Homs. Des monticules de terre se dessinent, chacun marqué d'un bout de parpaing. Abou Ali prie, avec son fils et un adolescent qui les accompagne, devant un alignement de dalles de béton qui a été mis au jour sous un monticule. Sous chaque dalle, une cavité de

près de 2 mètres de profondeur renferme plusieurs sacs de protéines de soja, numérotés. « *Tombe 158, inconnu, sac 114* », est-il écrit sur l'un des sacs. A l'intérieur se trouvent un crâne, quelques ossements et une corde bleue effilochée.

Chaque sac renferme les restes d'un corps. Sur près de 200 ares de terrain se dessinent les mêmes monticules. « *On n'aurait jamais imaginé cela*, confie, atterré, Abou Ali, un habitant de 40 ans d'un village voisin du site, près d'Adra, au nord de Damas. *On ne pouvait pas approcher de cet endroit. [L'armée syrienne] a construit un enclos à la place de la station de bus et mis un barrage de sécurité devant. On*

*comprend pourquoi maintenant.* » L'homme ne veut pas dévoiler son identité. « *J'ai peur que [le président syrien déchu] Bachar Al-Assad revienne*, dit-il. *Ce charnier est la preuve de ses crimes. Aucun être humain ne pourrait faire cela. Va-t-il être jugé devant un tribunal international ?* »

Parmi les corps ensevelis se trouvent les victimes du régime Al-Assad, certains des centaines de milliers de Syriens qui ont été tués dans la répression du soulèvement de 2011 et la guerre civile qui s'est ensuivie. Abou Ali y cherche un cousin, qui a disparu en 2013 après une convocation aux services de renseignement. Mayssan est venu d'Idlib, dans le nord du

pays, en quête de son père et d'un oncle, disparus aussi en 2013, alors qu'il n'avait que 2 ans, au barrage de sécurité érigé sur l'autoroute, près de l'usine de sucre d'Adra transformée en centre d'interrogatoire. « *Je ne pense pas trouver son corps car il n'y a pas de noms, que des numéros* », dit Abou Ali.

### Traces de torture

Depuis la chute du dictateur syrien, le 8 décembre, des Syriens sillonnent le pays à la recherche des fosses communes où pourraient être enterrés leurs proches. Des personnes arrêtées par la police secrète, disparues dans les centres d'interrogatoire et les prisons, et mortes sous la torture, de famine ou lors

d'exécutions de masse. La Commission internationale des personnes disparues de La Haye a reçu des données indiquant la présence de 66 fosses communes qui n'ont pas encore été excavées. Plus de 150 000 personnes sont considérées comme disparues, selon des organisations internationales et syriennes, dont les Nations unies et le Réseau syrien pour les droits de l'homme.

« *Nous parlons d'un système de terreur d'Etat, qui est devenu une machine de mort* », a déclaré Stephen Rapp, l'ancien procureur en chef du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et ancien ambassadeur pour la justice pénale globale dans l'administration de Barack Obama, à l'agence Reuters, lors de la visite, mardi, de deux fosses communes près de Damas. « *Nous n'avons vraiment rien vu de tel depuis les nazis* », a ajouté le président de l'organisation Commission for International Justice and Accountability, qui documente les preuves de crimes de guerre en Syrie et aide à préparer des procédures judiciaires.

Plus au nord sur l'autoroute M5, à Al-Qutayfah, une ville caserne de la 3<sup>e</sup> division armée, se trouvent deux fosses communes, l'une dans le cimetière, l'autre sur une ancienne base militaire où des véhicules russes de détection de radars ont été abandonnés. L'existence d'une fosse commune sur ce site avait été dévoilée lors du procès de responsables du gouvernement syrien en Allemagne par un témoin identifié comme « *le fossoyeur* », qui y a travaillé entre 2011 et 2018. Ce dernier avait confié que des camions réfrigérés transportaient, plusieurs fois par semaine, des centaines de cadavres des hôpitaux militaires de Tichrine, de Mazzeh et de Harasta, pour les déverser dans des tranchées creusées sur ce site. Son té-

moignage a été recueilli par *Le Monde*, en 2022, et l'existence d'excavations sur le site corroborée dès 2012 par l'analyse d'images satellites.

Sur un mur du cimetière, au-dessus de tombes sans sépulture, sont inscrites une date d'enterrement et la mention « *inconnu* ». « *Ils ont enterré six personnes ici en 2012, en pleine journée. La sécurité militaire a empêché les gens de monter sur les toits pour regarder et filmer. J'ai fait une prière pour les morts, l'officier m'a demandé pourquoi je priais pour des terroristes* », témoigne le cheikh Abdelkader Al-Cheikha, qui a supervisé certains de ces enterrements, rencontré à Al-Qutayfah. Début 2013, une fosse commune a été creusée au milieu du cimetière. « *Ils ont déversé 100 corps venus des hôpitaux, de sous les ruines, des prisons, Dieu seul sait d'où, dans des tranchées de 20 mètres de long, 2 mètres de large et de profondeur. Certains étaient nus, d'autres avaient les vêtements arrachés. Certains corps portaient des traces de torture. Ils en ont ramené 40 à 60 autres en mon absence* », poursuit-il.

La place vient à manquer, le flot de camions frigorifiques devient infernal. Une fosse commune est ouverte à la sortie de la ville, en 2013. « *Ils ont creusé des tranchées de 15 mètres de long sur 8 de largeur, et 80 centimètres de profondeur. J'ai supervisé un enterrement. Il y avait des sacs blancs numérotés, portant l'inscription "Police de Qadam". Des centaines voire des milliers de personnes sont enterrées ici* », dit le cheikh Al-Cheikha. Le terrain a été saisi par le régime en 2018, et une base militaire construite où se sont installés des soldats russes. « *Ils ont vu qu'il y avait des corps, ils les ont retirés pour les enterrer ailleurs* », affirme le vieil homme.

### « Scène de crime »

Les organisations syriennes et internationales demandent que ces sites, laissés à l'abandon et sans surveillance depuis la chute de Bachar Al-Assad, soient sécurisés. « *Il s'agit d'une scène de crime et elle doit être traitée comme telle* », exhorte l'organisation Human Rights Watch. Elle redoute que des éléments de preuve essentiels pour élucider le sort de milliers de Syriens disparus et pour poursuivre et condamner les auteurs des crimes soient perdus. Le Comité international de la Croix-Rouge a proposé son aide aux nouvelles autorités pour sécuriser les fosses communes, préserver les archives des lieux de détention, et garantir des procédures de médecine légale en ligne avec les standards internationaux.

Les portails de signalement des disparus croulent sous les contacts de familles. Des Syriens partent à la recherche de leurs disparus. A quelques kilomètres de son quartier de Sayyida Zeinab, au sud de Damas, Mohamed Ibrahim a découvert une fosse commune dans un cimetière d'Al-Husseiniya, grâce aux indications obtenues sur les réseaux sociaux. Depuis 2013 et jusqu'à il y a encore deux mois, des camions frigorifiques déversaient, la nuit, jusqu'à 200 corps, une à deux fois par semaine, sur le site, selon le gardien du cimetière, Ayman Khalil. Certains ont été enterrés dans de petites cavités, d'autres dans de larges tranchées.

Mohamed Ibrahim a perdu 27 membres de sa famille, des cousins, des neveux, des beaux-frères. « *Huit d'entre eux ont fui les bombardements sur le camp de Yarmouk et ils ont été arrêtés et emmenés dans de grands bus verts à la sortie. On ne les a jamais revus. Un autre*

*aidait le Croissant-Rouge et a été enlevé à un barrage. Quand une personne était recherchée, ils prenaient toute la famille* », dit-il. L'homme de 44 ans a entamé sa quête avant la chute du régime Al-Assad, en faisant le tour des branches des services de sécurité. En vain.

Son cousin Mohamed Wardi a, lui, dépensé une fortune pour retrouver son père, un poète critique du régime, arrêté en 2020 à un barrage, à l'âge de 54 ans. « *J'ai payé 150 000 dollars à des juges, des militaires, pour avoir des informations sur lui, sans résultat. Il y a trois mois, j'ai encore payé 15 millions de livres syriennes [environ 1 100 euros] à des gardes de la prison de Saydnaya, juste pour apprendre qu'il y était, en vie. Mon père m'a fait passer le message de ne pas lui rendre visite, sans quoi il serait torturé en représailles* », dit le jeune homme de 26 ans.

### Besoin d'un laboratoire d'analyses

« *Dès qu'on entend parler d'un lieu, on y va. On cherche des photos, des documents, des entrées de prisons secrètes. Aucune organisation internationale ne nous aide* », déplore Mohamed Ibrahim. Les seuls actuellement présents sur le terrain sont les casques blancs syriens. L'organisation, fondée dans les zones rebelles du Nord-Ouest syrien en 2013, a déployé 120 sauveteurs dans les anciennes zones du régime Al-Assad, pour aider à la recherche des corps. Les secouristes ont été appelés, mercredi, par des habitants vivant face au mausolée de Sayyida Zeinab qui ont senti une odeur nauséabonde. Dans un complexe, dont l'entrée était réservée, selon les voisins, aux Iraniens, Irakiens et membres du Hezbollah, les casques blancs ont trouvé une cuisine collective, destinée aux pèlerins chiïtes,

avec des corps, au milieu d'assiettes en plastique et de médicaments. « Nous avons trouvé 20 corps, certains dans le congélateur, d'autres dans des sacs, et d'autres encore jetés par terre, ainsi que 20 sacs en plastique contenant des os et des squelettes, avec des dates iraniennes et des écritures que nous ne pouvions pas lire. Nous ne sommes pas en mesure de dire si ces corps appartiennent à des prison-

niers, à des combattants ou à des combattants étrangers », explique Abdulrahman Al-Mawas, chef du département des archives et de la collecte de preuves des casques blancs.

Depuis le 8 décembre, les casques blancs ont retiré 528 cadavres de trois sites à Damas. « Les gens nous signalent des fosses communes, mais nous n'avons ni la légitimité ni l'ef-

ficacité technique pour déterminer et ouvrir des fosses fermées », dit Abdulrahman Al-Mawas. Des équipes de secouristes ont été formées à la recherche et au ramassage des cadavres ainsi qu'au prélèvement d'ADN, en coordination avec des instituts de médecine légale. L'organisation veut lancer une campagne pour recueillir des échantillons d'ADN auprès des familles de disparus, mais elle n'est pas en mesure

de mettre en place un laboratoire d'analyses. Elle appelle les organisations internationales à lui apporter un soutien financier et technique. « Nous ne pouvons pas attendre. Il y a des corps éparpillés. Il y a des habitants qui se plaignent de l'odeur et des animaux qui sabotent les sites intentionnellement », alerte Abdulrahman Al-Mawas.



19 décembre 2024

## En Syrie, la quête éperdue des familles de disparus

Plus de 100 000 Syriens ont été avalés par la machine de mort de la dictature Assad. Depuis la chute du régime, les familles tentent de retrouver la trace de leurs proches. Morts ou vivants.

La place Al-Marjeh, au cœur de Damas, est un lieu de rassemblement pour des familles venues de tout le pays. Sur la colonne centrale de ce vieux square ottoman, elles scotchent les images de leurs proches, disparus dans l'enfer carcéral du clan Assad. Avec l'espoir que quelqu'un les reconnaisse. Sans trop y croire.

On a pu rencontrer des prisonniers libérés de Saidnaya : ils ne connaissaient pas même le nom de leurs voisins de cellule, juste des numéros, rapporte Sabagh al-Kurdi. La Bédouine, originaire de la campagne qui ceint la ville d'Alep, dans le nord-ouest du pays, campe depuis cinq jours dans la capitale. Elle est accompagnée d'une cousine et de deux autres femmes, engagées dans la même quête éperdue d'un proche.

Les morgues, les fosses communes... Elles sont allées partout : à la

terrible prison de Saidnaya, dans les morgues des hôpitaux, près des fosses communes, du moins celles qui sont identifiées... Sans succès. Rien, personne ne les a vus.

Sabagh al-Kurdi cherche Ibrahim, son plus jeune fils arrêté en 2019. Il avait 25 ans, il rentrait du Liban où il travaillait dans le bâtiment. Il n'avait rien fait de particulier... témoigne cette paysanne aux rides profondes. Ibrahim n'était pas engagé dans l'opposition au régime, encore moins membre d'un groupe armé. Mais les habitants de l'arrière-pays d'Alep, très actifs dans la protestation dès 2011, puis dans la rébellion, ont été particulièrement visés.

Comme Ibrahim, 113 218 personnes ont disparu durant les treize années de la guerre syrienne, dont 90 % du fait du régime, selon le décompte du Réseau syrien pour les droits

humains (SNHR). Rodé par des décennies de dictature, le système répressif mis en place, avec ses multiples services de sécurité, ses centres de torture et sa centaine de lieux de détention, s'est déchaîné pour contrôler, par la terreur, la population.

« Les services de renseignement envoyaient des rapports au mokhtar [sorte d'officier d'état-civil] du village. Il était celui qui devait valider leurs accusations. S'il disait : oui, untel est un terroriste [le régime traitait de terroriste tout opposant politique], il disparaissait », explique Sabagh al-Kurdi. Des larmes coulent sur son visage buriné. En vérité, toute la Syrie pleure, ajoute sa voisine en cherchant à la reconforter.

Il y a moins d'un mois et demi pourtant, Sabagh al-Kurdi a cru avoir retrouvé Ibrahim. Des gardiens de la prison de Qaboun, au nord-est de Damas, lui avaient juré qu'il y

était incarcéré. Vrai ? Faux ? De nombreuses familles ont rapporté avoir été abusées par des membres des services de sécurité, délivrant de fausses informations contre de l'argent. Sabagh al-Kurdi a tenté d'obtenir une visite. En vain.

« Peut-être sont-ils encore vivants ? »

Dans leur fuite, les militaires ont pris des prisonniers pour leur servir de monnaie d'échange dans leur négociation avec le nouveau gouvernement, veut aussi croire Basma Ramo, compagne d'infortune de Sabagh. Peut-être sont-ils encore vivants... Basma cherche son fils Saleh, officiellement détenu à Saidnaya depuis 2013.

Les associations syriennes de défense des droits humains estiment qu'environ 4 000 prisonniers se trouvaient à Saidnaya. Mais seulement 2 500 ont été effectivement li-

bérés. Les autres ? On n'a aucune idée de leur sort, explique Chadi Aroune, qui collabore à l'association des anciens détenus et des familles de disparus de Saindaya.

Protéger les archives des crimes

Le nouveau pouvoir, dominé

par les islamistes radicaux de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a demandé aux familles de rentrer chez elles, en leur promettant qu'il n'abandonnerait pas leur cause. L'avenir le dira.

Les autorités ont certes conscience de la nécessité de protéger les archives des

centaines de centres de torture et de détention. Des réunions ont déjà eu lieu avec les ONG et le nouveau gouvernement a, par exemple, fermé l'accès à Saindaya, sauf aux journalistes au nom du droit à l'information, relève Chadi Aroune. Il craint cependant que l'exposition des exactions du régime ne soit

surtout pour HTS une carte dans la bataille d'image pour mieux se faire reconnaître par la communauté internationale. Des centaines de milliers de Syriens veulent, eux, savoir ce que sont devenus leurs proches.

LE FIGARO

Apolline Convain  
20 décembre 2024

## La Syrie de Bachar el-Assad, un narco-État shooté au Captagon

La chute du régime a révélé l'ampleur de la production de cette drogue de synthèse dont le dictateur abreuvait le Moyen-Orient.

**A**u sol, une traînée de poudre blanche conduit jusqu'à l'entrée d'une villa dont la porte est grande ouverte. L'odeur chimique qui s'en dégage se répand dans la fraîcheur de cette matinée de décembre. Elle prend à la gorge à la première inspiration. Quatre combattants de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), le groupe rebelle qui a pris le pouvoir en Syrie, un masque chirurgical sur le visage, s'introduisent à l'intérieur du bâtiment situé dans la campagne de al-Dimas, à 30 kilomètres au nord de Damas. « C'est par ici pour la visite », lance l'un d'eux, le regard rieur.

Sur la gauche, trois machines en acier sont alignées contre le mur. Plus loin, des centaines de sacs blancs portant l'inscription « lactose » et des bidons de 800 kg de « caféine » sont méticuleusement empilés sur des palettes en bois. Des substances chimiques qui permettaient au régime de Bachar el-Assad de produire entre ces murs du Captagon, une drogue de synthèse bon marché particulièrement répandue au Moyen-Orient de-

puis le début de la guerre civile en Syrie. Ce laboratoire a été trouvé trois jours après l'arrivée des rebelles à Damas, et est désormais sous leur contrôle. Il est l'un des nombreux lieux similaires découverts depuis la chute du régime.

La villa, construite en pierres ocre et entourée de champs d'oliviers, se compose de trois pièces. « Elle appartenait à un homme d'affaires syrien, mais elle a été confisquée puis utilisée par Maher el-Assad », explique l'un des rebelles de HTC présents sur place. Maher el-Assad, petit frère de l'ancien dictateur syrien, est surnommé « le Boucher », en raison de la répression sanguinaire qu'il a menée contre les mouvements antirégime durant la guerre civile. Il était jusqu'à la chute du pouvoir à la tête des chabiha, des civils armés chargés de mater la rébellion. Il dirigeait également la 4e division blindée, considérée comme la mieux formée et la mieux équipée de l'armée syrienne.

Le cadet du clan el-Assad

était surtout à la tête d'un vaste réseau de trafic de Captagon, finançant la dictature à hauteur de plusieurs milliards de dollars par an. « Selon certaines estimations, la valeur marchande du Captagon est passée de près de 1,8 milliard de dollars en 2017 à entre 2,9 et 3,46 milliards de dollars en 2020, soit plus que les exportations licites du pays cette année-là », estimait en avril 2022 une étude du New Line Institute. Des sommes qui font de la Syrie un narco-État. « Tout le monde dans le pays savait que le régime fabriquait du Captagon, avance l'un des « gardiens » de la villa au décor luxueux. Mais quand je suis arrivé et que j'ai vu de mes propres yeux ce laboratoire clandestin, j'ai été surpris par l'ampleur de la production. » Aux pieds de l'homme en treillis, un tamis est posé sur un tapis de poudre blanche. Ça et là, des balayettes et des raclettes à ciment jonchent le sol. Il se retourne vers ses camarades assis sur des palettes vides. L'un d'eux poursuit : « Ce n'est pas le seul pays où l'on fabrique du Captagon mais d'habitude ce

sont des gangs criminels qui s'en chargent, pas l'État lui-même. » L'ampleur du trafic de Captagon a explosé pendant la guerre civile. Sa vente permettait d'assurer une manne financière stable au régime syrien alors que les infrastructures et l'économie ont été laissées exsangues par treize ans de combats entre les forces de el-Assad et les différents groupes rebelles et djihadistes.

Le terme de « Captagon » renvoie à un médicament prescrit contre les troubles de l'attention commercialisé au début des années 1960 en Allemagne, et fait à partir du même principe actif que la drogue de synthèse produite en Syrie. La fabrication et la vente du médicament ont été interdites dans le monde entier à partir des années 1980 en raison de ses effets secondaires, notamment de sévères troubles cardio-vasculaires.

La drogue de synthèse était produite en Syrie, puis acheminée vers le Liban. Au pays du Cèdre, le clan el-Assad s'associait au Hezbollah afin

d'exporter le Captagon depuis le port et l'aéroport de Beyrouth, contrôlés par la milice chiite durant de nombreuses années. Elle était majoritairement vendue en Arabie saoudite. « Chaque pilule était vendue 3 000 livres syriennes ici, et 100 dollars en Arabie saoudite », précise l'un des « gardiens » de la villa. Au Proche-Orient, le Captagon est notamment devenu célèbre en raison de sa consommation par les djihadistes. La drogue stimule la concentration et les conditions physiques, tout en réduisant la sensibilité à la douleur et a ainsi été utilisée par les combattants de Daech et du Hamas, héritant du surnom de « drogue des djihadistes ».

À al-Dimas, la fabrication de la drogue de synthèse aurait commencé il y a deux ans selon Bibal, l'unique voisin de la zone. Le berger de 17 ans originaire de Raqqa occupe les lieux depuis neuf ans. Assis sur une chaise en plastique dans la cour de sa maison, il raconte avoir constaté une activité suspecte ces dernières années. « Des camions frigorifiques et des pick-up aux vitres teintées entraient et sortaient de la villa et les habitants nous ont soudainement ordonné d'emprunter une autre route pour ne plus passer devant leur portail », raconte le jeune homme. Il affirme avoir pensé que la villa abritait une activité illégale, mais en aucun cas un laboratoire de Captagon.

« J'ai remarqué cette odeur particulière, mais je ne savais pas du tout ce que c'était », justifie-t-il. Il détourne le regard, l'air anxieux. En face de lui, un bidon de caféine similaire à ceux retrouvés dans la villa fait office de table basse. Il est difficile de croire que les voisins ne se doutaient de rien. Sous le régime d'el-Assad cependant, la moindre dénonciation faisait courir le risque d'être emprisonné, torturé, voire exécuté.

La villa, désormais sous contrôle du groupe HTC, incarne toutes les pratiques illégales de la dynastie el-Assad : la fabrication et le trafic de drogue, la corruption, l'as-treinte au silence, ainsi que la prostitution. Jonchées de

sous-vêtements féminins et de chaussures à talons aiguilles, les chambres de l'aile droite de la villa étaient réservées à ce commerce humain. « Des équipes spécialisées formées de membres de HTC s'occupent de récolter le Captagon afin de s'en débarrasser et de nettoyer la maison », assure l'un des combattants postés devant la villa. Pour le nouveau gouvernement en place, la nécessité de rompre avec les pratiques du régime déchu est tout aussi urgente que nécessaire, afin de répondre aux attentes de la société civile et de la communauté internationale.



Luc Mathieu Envoyé spécial à Daraya (Syrie)  
20 décembre 2024

## SYRIE Après quinze ans d'exil, retour à «Daraya la révolutionnaire»

Dans la ville de la banlieue sud de Damas qui a vu les premières manifestations de 2011, «Libération» a rencontré une famille enfin réunie après l'expatriation des uns, la prison et les tortures des autres. De joyeuses retrouvailles permises par la chute du régime de Bachar al-Assad.

Mouafaq Chourbagi, 53 ans, le crâne aussi lisse que ses joues, observe son quartier de Daraya depuis la fenêtre de son appartement. Ce n'est plus à proprement parler un quartier. Plutôt une succession de tas de gravats et d'immeubles aux façades trouées qui leur donnent des allures de maquettes d'architecte géantes, avec vue depuis la rue sur ce qui a été un salon, une chambre, une cuisine, un escalier. «C'est Hiroshima, ici», dit Mouafaq. Il éclate de rire.

Daraya, à une dizaine de kilomètres au sud de Damas,

incarne le soulèvement pacifique de mars 2011. C'est dans ses rues qu'ont été organisées les premières manifestations durant lesquelles les protestataires distribuaient des roses aux soldats, avant de se faire tirer dessus. Un pacifisme ancré depuis le début des années 2000, lorsqu'un groupe de jeunes s'était organisé pour réclamer des réformes et lutter contre la corruption. La ville l'a payé cher : un massacre en 2012, une attaque chimique en 2013, un siège de quatre ans et une destruction quasi-totale. Le régime, comme ailleurs,

n'a lancé aucune reconstruction lorsqu'il a repris le contrôle en 2016. Ses moukhabarats, des agents du renseignement, se sont plutôt évertués à l'empêcher, dépouillant les rares habitants revenus pour tenter de reconstruire leur maison aplatie.

Ils ne sont aujourd'hui que quelques milliers, contre plus de 200 000 avant la révolution. Dans les quartiers sud, les plus détruits, la vie n'apparaît que dans des interstices : un potager aux allées parfaitement sarclées entre des immeubles démolis, un poulailler au rez-de-chaussée d'une maison, une musique qui

s'échappe d'on ne sait où, ces pots de fleurs accrochés à quelques appartements au premier étage. Et dans les rires de Mouafak et de sa famille.

Ce soir de la mi-décembre, un repas de fête a été organisé. Oussama, 44 ans, revient d'un exil de quinze ans, profitant de la chute de Bachar al-Assad. Il est rentré avec sa sœur Majd, 43 ans, qui n'est pas venue en Syrie depuis 2013 et sa fuite clandestine après avoir été torturée dans une prison du régime. Mouafaq et plusieurs de leurs autres tantes et oncles, ainsi

qu'une bonne dizaine de cousins et de cousines - une quarantaine de personnes au total - sont là pour les accueillir.

Oussama Chourbagi est une figure de l'opposition. Forcé à l'exil en 2008, après avoir été prévenu qu'il était sur l'une des listes des tentaculaires services de renseignement du régime syrien, il a accompagné chaque étape du soulèvement puis de la guerre civile. Il a aidé à former les premiers conseils locaux, ces structures qui ont géré les villes qui avaient basculé dans l'opposition, et créé des ONG, dont Mars, pour aider les déplacés dans le nord-ouest du pays. Il a aussi préparé la chute du régime, à laquelle plus personne ne croyait, même dans les milieux de l'opposition, en développant des programmes pour former à la citoyenneté et à l'organisation d'élections.

«C'est toi qui nous as détruits, Oussama, toi et ta révolution !» lance l'une de ses tantes. «Oui mais maintenant, quand il passe à la télé, tout le monde dit «chut»», rigole une autre de ses tantes. A leurs côtés, Mouafaq rit de plus en plus fort. La conversation glisse sur l'effondrement du régime, sur le Hezbollah libanais qui n'a rien fait, les Russes qui ont lâché Assad, les soldats syriens qui se sont enfuis sans combattre. Une jeune fille sourit : «Je vais pouvoir tout filmer maintenant, on ne pouvait même pas le faire avec un téléphone avant.» «On va surtout parler, on peut maintenant, cinquante-quatre ans qu'on attend», ajoute sa tante.

«Les feuilles des arbres»

Banan, la soixantaine, raconte le massacre d'août 2012. Quelques jours plus tôt, un groupe rebelle avait tiré un mortier depuis Daraya sur le palais présidentiel. Il était tombé à côté mais il avait causé la fureur du régime. Ses soldats, appuyés par des combattants du Hezbollah li-

banais et des miliciens iraniens, encerclent la ville avant d'y semer la terreur. «Ils sont entrés dans une mosquée et ont tiré sur tout le monde, y compris les enfants. Ils ont aussi tué des gens dans l'hôpital.» Dispersés dans les rues et les immeubles, les soldats raflent au hasard ceux qu'ils croisent avant de les abattre, parfois à bout touchant. «On n'avait pas Internet, on ne pouvait pas se prévenir entre voisins. Quand je suis descendu, il y avait des cadavres partout dans la rue.» En trois jours, entre les 24 et 26 août 2012, plus de 700 habitants sont tués, selon un décompte d'enquêteurs syriens appuyés par le groupe de défense des droits de l'homme Syrian British Consortium.

Abou Omar, bonnet Lacoste sur la tête, propriétaire d'une ferme en périphérie, est l'un des rares à être resté entre novembre 2012 et août 2016, quatre années durant lesquelles les forces du régime ont assiégé Daraya et ont bombardé massivement la ville avec des barils d'explosifs. «Après quelques mois, il n'y avait strictement plus rien à manger, on n'avait plus que les feuilles des arbres.» Il s'en est sorti en cultivant un potager sur le toit de sa maison. Un modèle repris plus tard par les habitants d'Alep-Est assiégés en 2016. «Le siège de Daraya nous a permis de développer des méthodes pour préparer les autres sièges, ailleurs dans le pays, explique Oussama. Par exemple en créant un système de cantines dans les rues, qui permet de rationaliser la distribution de nourriture et de limiter les pertes. Il y avait des réserves pour dix-huit mois à Alep-Est.»

«Les déconnectés»

La famille Chourbagi n'a pas fait le décompte précis de ses morts et de ses disparus. Il y en a des dizaines. Rihan n'a pas vu son frère Mohamed, plombier, depuis qu'il a été

arrêté en 2012. «Il a été emmené dans la prison des services de renseignement de l'armée de l'air à l'aéroport, puis à Sednaya. Il n'est sur aucune liste, nulle part.» «Notre seul espoir était que le régime tombe et que son nom réapparaisse, mais on ne le trouve pas. C'est trop tard, il est mort maintenant», dit l'une de ses sœurs. Bachira, une cousine de Mouafaq, a perdu son fils lors de l'attaque chimique de l'été 2013.

Il y a aussi tous ceux qui ont été torturés. Mouafaq a passé deux ans dans les geôles du régime, dont six mois à Sednaya. «L'une des pires choses était de voir ceux qu'on appelait «les déconnectés», ceux qui avaient été tellement torturés et étaient tellement désespérés qu'ils étaient ailleurs, incapables de parler, de manger quand ils avaient faim, de boire quand ils avaient soif, de tenter de se réchauffer quand ils avaient froid. Leur cœur battait encore, mais ils étaient morts.» Mouafaq a payé 50 000 dollars pour être libéré. Quelques mois après, l'un de ses fils a été raflé avec d'autres employés de l'entrepôt de fruits et légumes familial. Il a aussi fallu payer 50 000 dollars.

Oussama, lui, a été emprisonné en 2003. Le régime ne tolérait plus le groupe de jeunes dont il faisait partie à Daraya. Réunis par Abdel Akra al-Saqqa, un imam pacifiste, ils montent des associations de défense des droits des habitants de la ville et de lutte contre la corruption. Le régime se méfie, plusieurs des membres du groupe se font arrêter. Les services de sécurité ratent Oussama. C'est lui qui décide de se rendre. «Ils n'ont pas compris quand je suis allé au commissariat, c'était juste que je n'avais rien à me reprocher.»

Il est envoyé dans une prison de la branche des services de renseignement dite «ré-

gionaux», la 227, à Damas. Il passera un mois à l'isolement dans une cellule sans lumière où il pouvait à peine s'allonger. «Ils m'ont tapé, insulté mais, à l'époque, ils ne torturaient pas comme ils l'ont fait après la révolution. Et ils étaient coincés, je ne niais rien, je reconnaissais tout.» Trois mois après son arrestation, il est libéré. Il y a quelques jours, Oussama est retourné voir sa cellule. «J'y suis rentré mais je suis sorti immédiatement, je n'y arrivais pas.»

Sa sœur Majd a elle aussi revu sa prison. Elle a reconnu sans hésiter la cellule de deux mètres sur deux qu'elle partageait avec 17 codétenues dans le complexe des services de renseignement de l'armée de l'air. «On ne pouvait pas s'asseoir ou s'allonger toutes en même temps, c'était à tour de rôle.» Activiste, elle a été arrêtée le 31 décembre 2012 avec son mari. Elle sera sans cesse torturée, «de toutes les manières possibles». Elle verra aussi son mari se faire torturer devant elle. Il mourra en prison.

L'après-Assad

Depuis son exil, Oussama réussit à mettre sa sœur sur une liste d'échange de prisonniers entre l'opposition et le régime. Elle est libérée le 22 juillet 2013. Moins d'un mois plus tard, lorsque le régime tue plus de 1 000 personnes avec des armes chimiques dans la Ghouta, une banlieue de Damas, elle est persuadée que la communauté internationale réagira et que Bachar al-Assad tombera. Quand elle comprend que le président américain Barack Obama ne fera rien, et que le régime veut à nouveau l'arrêter, elle s'enfuit par les montagnes au Liban.

Lors du dîner familial, Majd est la seule à vouloir la mort de Bachar al-Assad. «Quand j'étais en prison, je refusais de haïr mes tortionnaires et d'être submergée par la haine. Aujourd'hui, je ne veux bien sûr

pas que la Syrie retombe dans la violence, il faut absolument que les nouvelles générations vivent en paix. Mais Bachar, je veux qu'il soit tué. Je ne peux pas l'imaginer à Moscou, en train de vivre tranquillement.» Ses oncles et tantes répètent, eux, que «la justice se fera au ciel, devant Dieu». Leur refus de vengeance n'est pas abstrait. A Daraya, plusieurs anciens soldats du régime sont revenus depuis le 8 décembre, sans que personne ne les prenne à partie. «Tout le monde me connaît ici, ex-

plique Mohammed (1), qui s'est enfui lorsque les rebelles se sont approchés début décembre de Hama, où il était déployé avec la 25e brigade. Ils savent que je n'ai pas eu le choix, que j'avais épuisé tous les recours pour retarder la conscription. Je suis pour la révolution, j'étais dans les manifestations au début.» Affecté à l'intendance, il n'a pas combattu. Son père a été tué en détention, sa photo figure dans le dossier César, ce photographe de la police militaire qui a sorti clandestinement du pays en

2013 les clichés de plus de 11 000 personnes mortes dans des geôles syriennes.

L'après-Bachar al-Assad s'écrit peut-être en partie ici, à «Daraya la pacifique» devenue «Daraya la révolutionnaire». Tous scrutent les décisions du nouveau pouvoir incarné par Ahmed al-Chara, connu sous le nom de guerre d'Abou Mohammed al-Joulani, le chef de Hayat Tahrir al-Sham qui a mené l'offensive contre le régime. «Il doit absolument tenir compte de la société civile. La

Syrie est démolie, la société déchirée, la crise économique d'une gravité inouïe, pointe Oussama. Nous demandons trois choses : le respect des minorités, l'organisation d'élections et l'instauration d'une démocratie. Tout cela, il l'a promis. Est-il sincère ou seulement opportuniste ? Nous ne savons pas encore mais il faut essayer.» Et si les promesses ne sont pas tenues ? «Nous retournerons manifester.»

Le Monde

Nicolas Bourcier  
20 décembre 2024

## En Turquie, la colère gronde contre la multiplication des mines et des barrages : « Le gouvernement pousse dans tous les sens, au mépris du droit »

**R**eportage En manque d'énergies fossiles, le pouvoir turc favorise l'exploitation minière et l'édification de centrales hydro-électriques dans le nord-est rural du pays, malgré l'opposition des habitants concernés.

La route s'élève à flanc de montagne jusqu'au pied d'un lac baigné de soleil en surplomb de la vallée. Plus d'une vingtaine d'habitants d'Uzungöl, une commune de l'extrême nord-est de la Turquie, sont assis là, dans le froid, autour d'un feu sur lequel une gigantesque théière bout depuis des heures. Dans l'assemblée, on trouve quelques jeunes et beaucoup de moins jeunes, des paysans et des fonctionnaires, certains barbus, d'autres rasés de près, des femmes voilées, d'autres non, des familles aux origines parfois mêlées, grecques, arméniennes ou de la Géorgie voisine. Tous surveillent le site où ils ont réussi à empêcher,

le 4 novembre, la relance d'un vieux projet de barrage hydroélectrique sur la rivière Haldizen. Ensemble, ce jour-là, ils ont bravé les gendarmes et empêché le passage des camions et des pelleteuses. Et n'ont plus bougé. Mehmet Keles, la cinquantaine, un jeune retraité devenu promoteur touristique et porte-parole des villageois, désigne l'extrémité de la route en direction de la mer Noire. « *La vallée compte déjà six barrages sur 40 kilomètres, cela suffit !* » Depuis, les autorités ont affirmé que l'entreprise s'était retirée. « *Mais personne ne les croit. Deux autres projets sont en attente de validation ici même, encore une vingtaine d'autres plus loin et plusieurs procès sont en cours,* précise Mehmet Keles. *Le piquet de surveillance reste, ils ne tromperont plus notre vigilance.* »

Manifestations, sit-in, appels aux médias pour rompre l'opacité qui entoure certains ap-

pels d'offres... Comme à Uzungöl, la dizaine de vallées alentour, de Hopa, près de la frontière géorgienne, jusqu'à Trabzon, plus à l'ouest, a vu monter, ces derniers mois, avec des fortunes diverses, une vague de contestation rurale contre la multiplication des centrales et autres projets extractivistes encouragés par le pouvoir central d'Ankara.

« **Une région sous pression** »

« *Tout le monde sait que le pays manque d'énergies fossiles, que la moitié de l'électricité est produite avec du gaz importé de Russie, et que les besoins sont en hausse. Alors le gouvernement pousse dans tous les sens, au mépris des normes et du droit,* commente M. Keles. *C'est toute notre région, riche en ressources, qui est sous pression.* » Près de 70 % de la région de la mer Noire est identifiée comme région minière, selon l'association Les Rivières de la fraternité, une

des plus anciennes plateformes locales de lutte contre la dégradation de l'environnement. Rien que dans l'arrière-pays de Rize, une cité portuaire voisine, plusieurs centaines de licences d'exploitation minière ont été ouvertes par l'Etat et plus de 60 sites de centrales hydro-électriques acceptés. La plupart correspondent à des centrales dites « HES » d'une capacité de 5 à 10 mégawatts (MW), et de type « barrages à tube » (ou barrages à conduite forcée) pour diriger l'eau vers des turbines, ou en forme de canal avec retenue d'eau.

A Trabzon, 70 sites de ce type ont été autorisés à la prospection. Plus à l'est, dans la longue et sinueuse vallée de Çoruh, très prisée des touristes, avec sa riche végétation, ses 104 espèces, dont 67 endémiques, une dizaine de projets de grands barrages sont à l'étude, en plus des cinq existants, auxquels

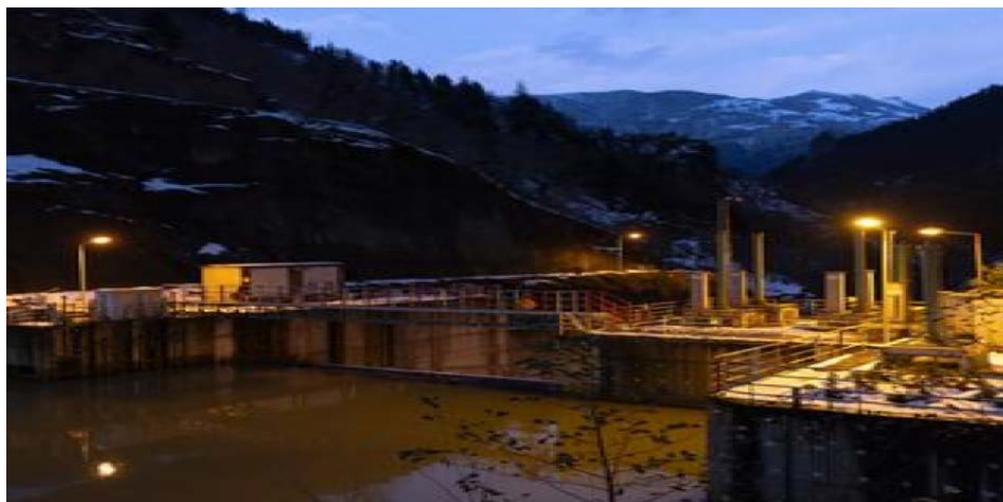
s'ajoutent 129 HES, dont plus d'une trentaine sont déjà actives.

C'est sur ses eaux qu'a été inauguré, en 2021, le gigantesque barrage de Yusufeli, un des plus hauts au monde, qui a nécessité le déplacement de 7 400 habitants, englouti une ville entière et plus d'une vingtaine de villages. Au mois de septembre 2023, en une seule journée, l'Etat a publié au journal officiel 525 ouvertures de licences dans le cadre d'appels d'offres, dont une dizaine supplémentaire rien que sur la rivière Çoruh.

### Centrales privées

Pour mesurer l'ampleur du problème, il faut remonter au tournant des années 2000. La période voit l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement, l'AKP, fondé par Recep Tayyip Erdogan, qui fait du secteur de la construction un pilier de sa politique économique. Connue pour ses grands barrages controversés, imposés et gérés par l'Etat, dans le sud du pays sur les bassins du Tigre et de l'Euphrate, le pays bascule dans la course aux centrales hydro-électriques privées, de préférence de plus petite taille, plus faciles et rapides à construire. Sous le couvert du mécanisme de développement propre du protocole de Kyoto – en contrepartie, l'investisseur obtient des crédits d'émissions –, signé en 1997, des compagnies internationales, soucieuses de leur bilan carbone, amplifient le mouvement en s'associant aux projets qui se multiplient dans la région.

Les règles sont simplifiées, les crédits facilités. L'Etat prend en charge le paiement des infrastructures d'usines allant jusqu'à 10 MW. Non seulement il s'engage à acheter l'électricité produite, mais les pouvoirs publics rachèteront également l'installation une fois le bail terminé (généralement de quarante-neuf ans). Les ressources minérales ne sont pas en reste.



EKİN ÇEKİÇ POUR « LE MONDE »

En 2004, le code minier est modifié et assoupli.

« Dès les premières années de l'AKP, il y a eu une croissance économique et une accumulation de capitaux, explique Ömer San, ancien correspondant local du quotidien national *Cumhuriyet*, engagé aujourd'hui à Rize dans la défense de l'environnement. *Ils ont commencé lentement, puis ils se sont acharnés sur la région.* » Des licences de droit d'usage de l'eau ont commencé à être mises en vente. L'ancien journaliste se souvient : « *On avait appelé cela la période des "porteurs de sacs" – remplis d'argent –, où des licences s'achetaient et se revendaient.* » A tel point que l'Etat a dû imposer aux acquéreurs une limite de deux ans pour lancer les travaux, sous peine de se voir retirer leur contrat.

Les mouvements de protestation se multiplient, surtout entre 2015 et 2016, marqués par de violents affrontements avec les forces de l'ordre, mais la tendance à la hausse des exploitations ne fait que s'amplifier. Rien qu'au cours de la période 2012-2023, 111 000 hectares de forêt ont été déboisés par les activités minières. Avec la pandémie, la règle des deux ans est même supprimée. Dans certaines vallées, comme à Baltacı, la production de thé, principale économie de la région, chute de 30 % en raison

d'une perte de l'humidité engendrée par la canalisation des eaux.

A Artvin, les oppositions ont en partie gagné, du moins sur le papier. Dans cette ville accrochée au bord de son haut plateau, située entre un immense barrage à ses pieds et une mine de cuivre à son sommet, les habitants ont lutté pendant des années contre l'exploitation des richesses enfouies au-dessus de leur tête. A grand renfort de déploiements policiers et militaires, l'un des géants miniers turcs, Cengiz Holding, connu pour être proche du gouvernement, a creusé la première galerie en 2017.

« *Nous faisons tout pour limiter son expansion,* raconte Bedrettin Kalin, avocat engagé depuis vingt ans dans l'association Verte Artvin. *Ils ont acquis ici 4 000 hectares, puis le double, et n'ont été autorisés, pour l'heure, à exploiter que 32 hectares. Mais ils ne lâcheront pas. Après le cuivre, ils prévoient l'extraction de l'or contenu dans nos sols. Je vous laisse imaginer les conséquences pour l'environnement.* » Contactée, l'entreprise n'a pas répondu.

### Un meurtre

En août, une énième procédure d'appel à la Cour constitutionnelle a ordonné l'interruption de l'exploitation de la mine. « *Même le ministère de l'environnement, un comble, a fait appel de cette suspension,* souffle-t-il. *Les gens sont fatigués, on sent les tensions.* »

L'avocat rappelle l'épisode dramatique, le 3 septembre, à une quarantaine de kilomètres plus en aval de la vallée, du meurtre de Resit Kibar, tué par balles, alors qu'il tentait de s'opposer à l'arrachage d'une partie de la forêt située près de son village. L'auteur des coups de feu était lié à l'entreprise locale chargée de construire une base de loisirs. Pour les habitants, celle-ci œuvrait en sous-main pour le compte d'un groupe minier. Kazim Delal, lui, lève les mains au ciel. A 82 ans, paysan, père de cinq enfants, il s'oppose depuis près de vingt ans au projet d'exploitation de la dernière source d'eau de son village, Küçükçayir. Vingt ans et dix-huit procès. Au premier, il n'a pas hésité à vendre son unique vache pour payer un rapport d'experts. « *La cour vient d'imposer neuf expertises, mais je ne lâcherai pas,* », dit-il de sa voix forte, dissimulant mal sa colère. Une collecte est en cours pour l'aider. Il est tard. A Uzungöl, la vallée voisine, le Conseil d'Etat vient d'annuler, ce 10 décembre, le recours intenté par l'entreprise à l'initiative du projet de barrage sur la rivière Haldizen. Les habitants ont salué la décision avec enthousiasme et dans le froid. Ils vont désormais attendre l'annulation définitive par le tribunal local.

## Les rebelles préparent leur offensive contre les Kurdes

La proximité du front s'annonce par des nuages de poussière. On ne voit presque plus la destination de ces motos dépareillées qui les soulèvent : Manbij. En direction de cette ville stratégique du nord de la Syrie, où se regroupe l'Armée nationale syrienne (ANS), les soldats sont à deux ou trois par deux-roues, kalachnikov en bandoulière. Une moto-cross rouge, flammes bleues sur le réservoir, a pour passer une mitrailleuse lourde fixée à l'arrière. Ce mercredi 18 décembre, la nuée blanche charrie une certitude. Le déclenchement de l'offensive est imminent.

Assis sur ses chevilles, un jeune homme patiente sur le bord de la route. Ses mains sont blanchies par les retombées de ces passages incessants. Son thé ressemble à du lait. La préparation au combat prend bien des formes. Certains font des vidéos en selle pour la postérité. Lui attend la réparation de son moteur, désossé par des garagistes du coin, le visage emmitoufflé dans un keffieh. Le barrage de Tichrine, premier objectif militaire de l'opération « Aube de la liberté », lancée par les brigades hétérogènes agglomérées au sein de l'ANS et sponsorisées par la Turquie, n'est plus qu'à une dizaine de kilomètres.

Tichrine est l'un des deux corridors vers Kobané, le bastion des Kurdes en Syrie. Avant même la chute de Bachar el-Assad, le 8 décembre, l'ANS a attaqué les zones détenues par les Forces démocratiques

syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, autour de la ville d'Alep. La supériorité militaire semble être du côté de l'ANS, qui se coordonne avec Hayat Tahrir al-Cham (HTC), nouveau maître de Damas. Manbij, tombée le 9 décembre, est devenue un point de ralliement. Devant ces combattants, s'ouvre désormais une fenêtre d'opportunité. La voie vers l'Euphrate leur tend les bras.

Un cessez-le-feu obtenu par les États-Unis devait permettre un retrait négocié des forces kurdes, avant d'être violé ce mercredi, les deux adversaires s'accusant mutuellement. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) rapporte 21 tués côté ANS, dans des échanges de tirs. Des sources au sein de son commandement évoquent la capture de plusieurs militants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS, et alliées du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'Ankara considère comme terroristes.

En attendant, une partie des soldats de l'ANS est rassemblée à l'ombre de silos à grains, dans le centre-ville. Une partie des 35 groupes qui composent la division al-Hamza, près de 4 000 combattants, occupe ce labyrinthe de béton détruit par l'aviation russe il y a 10 ans. Les panaches de fumée semblables à ceux qui s'élèvent ces derniers jours, Manbij en a connu d'autres : lorsque la ville a été saisie puis administrée par l'État islamique, après 2014, et alors que Mos-

cou et les Occidentaux la bombardaient tour à tour. Ou encore, lors de la reprise de la ville par les Kurdes en 2016. Tout juste arrivés, les rebelles syriens désignent des charges de TNT cachées, selon eux par les Kurdes, sous des pierres : « Regardez ce qu'ont laissé ces terroristes », accusent-ils.

Des hommes aux lacets défaits plaisantent en poireautant sur des chaises en plastique. Parmi eux, un seul reste debout, sans bouger. Son regard est vide. Pourquoi son treillis est-il si impeccable ? « Il est juste bizarre », plaisante un de ses voisins. Le jeune soldat aux yeux vitreux se fait appeler Abdou. Originaire d'Idlib, au nord-ouest, il vient d'avoir 19 ans et cela fait déjà cinq ans qu'il est soldat. Envoyé sur différents fronts, il n'a jamais été en première ligne. L'offensive qui s'annonce sera sa première bataille. « J'ai arrêté les études, j'ai arrêté les études », répète-t-il, sans qu'on lui pose la question. Puis : « Je suis excité, je suis excité », encore une fois en doublon. Abdou parle à voix basse, trois chargeurs de AK-47 harnachés sur les poches ventrales.

Le plan de bataille se dessine sur la poussière d'une table. Abou Nadim, chef de l'une des factions d'al-Hamza, esquisse des flèches d'un doigt. « L'attaque se fera par plusieurs côtés en même temps, décrit-il. Nous (l'Armée nationale syrienne, NDLR) depuis Manbij et jusqu'à l'Euphrate. HTC va ouvrir un autre front, en arrivant du sud ». À Da-

mas, le nouvel homme fort de la Syrie, Ahmed al-Chareh, connu jusqu'ici sous son nom de guerre Abou Mohammed al-Joulani, a promis la dissolution de toutes les milices armées, dont HTC, pour fonder une nouvelle armée nationale. Les commandants de l'ANS disent être prêts à s'y fonder. « Ce sont nos frères », assure Abou Nadim.

Le rôle de la Turquie - qui occupe une bande servant de zone tampon avec le territoire tenu par les Kurdes, dans le Nord-Est syrien - auprès de ses supplétifs sera déterminant. L'armée turque possède des bases dans les zones sous contrôle de l'ANS. Les transactions s'y font en livres turques. Ankara assimile les FDS aux groupes YPG et PKK, qu'elle considère comme terroristes, et pourrait vouloir que l'offensive contre les forces kurdes se prolonge le plus loin possible.

À côté d'Abou Nadim, un fanion jaune des YPG achève de se consumer. Des insignes de militants kurdes jonchent le sol. « Nous n'avons aucun problème avec les Kurdes car ils restent syriens avant tout. Notre problème, ce sont les terroristes qui menacent le peuple au quotidien. Les Kurdes n'ont pas à s'inquiéter : sous notre contrôle, ils seront traités comme n'importe quel citoyen. » Le projet d'une Syrie unie est dans toutes les têtes avant l'offensive. Mais unie, celle-ci pourrait l'être par la force... où s'arrêteront les flèches tracées dans la poussière par le chef militaire ? « S'il faut aller jusqu'à Raqqa, nous irons jusqu'à Raqqa. »

## Le retour des réfugiés en Syrie, un dilemme pour l'économie turque

**R**eportage En Turquie, plusieurs centaines de milliers de Syriens travaillent dans l'agriculture, le textile, le bâtiment, la restauration et l'artisanat, secteurs pour lesquels ils sont essentiels.

Depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad, le téléphone de Mahmoud n'arrête pas de sonner. Chauffeur de taxi, la trentaine à peine entamée, il fait la navette, en cette mi-décembre, entre Gaziantep, la grande ville du Sud turc, et le poste douanier d'Oncüpinar, près de Kilis, à la frontière syrienne, situé à près d'une heure de route. La demande est forte, sourit-il, plusieurs dizaines de coups de fil de réfugiés syriens par jour, désireux de rentrer chez eux après des années d'exil.

L'œil rivé sur le point de passage, strictement encadré par les gendarmes, il dit parfaitement connaître sa nouvelle clientèle : « *La plupart des Syriens en situation de précarité veulent partir, comme les travailleurs saisonniers agricoles, nombreux ici dans la région, ou les ouvriers des petites usines aux bas salaires, tous ces emplois qu'il est facile de quitter du jour au lendemain, assure-t-il. Les autres viendront plus tard.* »

La course, aller simple, bagages et sacs remplis d'affaires compris, Mahmoud la facture à 2 000 livres turques, un peu moins de 55 euros. Il hausse les épaules, en guise de justification : « *Pas grand monde va dans l'autre sens en ce moment.* » D'après un fonctionnaire local, le lundi 9 décembre, le premier jour après la chute du dictateur syrien, entre 500 et 700 per-



SU CASSIANO POUR « LE MONDE »

sonnes se sont pressées au poste d'Oncüpinar pour se rendre en Syrie et signer un papier de « retour volontaire », exigé par les autorités d'Ankara. Un document qui acte leur départ définitif de Turquie.

### Travail au noir

Le nombre a depuis diminué. Les médias font état d'environ 1 000 personnes par jour à Cilvegözü, un peu plus au sud, le plus fréquenté des trois points de passage de la région, situé à une heure du centre d'Alep. Ils sont quelques dizaines à Yayladagi, le poste douanier qui mène à Lattaquié. D'après les données rendues publiques par le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, près de 20 000 réfugiés ont ainsi franchi la frontière en une semaine, soit le double du nombre de Syriens qui quittaient chaque mois, depuis le début de l'année, le territoire turc pour rentrer dans leur pays.

Ces retours augmenteront, a assuré le président Recep Tayyip Erdogan, le 11 décembre, une fois la « *paix conso-*

*lidée* », a-t-il précisé. Les autorités migratoires, elles, ont prévu d'augmenter la capacité des postes-frontières afin de pouvoir traiter jusqu'à 20 000 Syriens par jour. Au dernier recensement rendu public mercredi 4 décembre par le ministère de l'intérieur, la Turquie, qui a accueilli depuis le déclenchement de la guerre en Syrie en 2011 le plus grand nombre de réfugiés au monde, compte encore 2,94 millions de Syriens sur son sol – ils étaient 3,7 millions en 2022.

Force est de constater que ce n'est pas encore le mouvement de masse attendu par les autorités turques. Mais les chiffres commencent à parler, provoquant déjà de nombreux débats et des inquiétudes fortes dans diverses branches économiques du pays. Sur le nombre total de réfugiés syriens, seuls un peu plus de 100 000 travaillent légalement sur le territoire turc, selon les données officielles. En réalité, d'après les experts, ce nombre devrait plutôt s'élever à un demi-million. Les autres, estimés à plusieurs centaines de milliers de personnes, travaillent au noir, principalement

dans les secteurs du textile et agricole, le bâtiment, la restauration, l'artisanat et les petites entreprises commerciales, pour des salaires souvent bien inférieurs au revenu minimum fixé par l'Etat, 17 002 livres turques, soit l'équivalent de 463 euros brut par mois.

Ces secteurs économiques sont essentiels pour la Turquie, où, depuis une dizaine d'années, les travailleurs syriens se sont rendus indispensables. Rien que dans le secteur agricole, qui joue un rôle crucial dans l'économie et la société du pays avec encore près de 10 % des emplois actifs, ils ont quasi remplacé les travailleurs saisonniers d'origine kurde. Ces derniers occupaient, il y a encore quinze ans, plus des trois quarts de ces emplois particulièrement durs et astreignants. Les chiffres varient, mais le pays compte au total près de 3 millions de saisonniers agricoles, dont moins d'un tiers est déclaré. Le salaire y est compris entre 600 et 750 livres turques par jour, dix à onze heures d'affilée.

### Boom de la construction

A plusieurs reprises, le gouvernement a laissé entendre qu'il espérait le départ de près de 1,5 millions à 2 millions de réfugiés supplémentaires. Un retour massif des travailleurs syriens qui entraînerait inévitablement une hausse des coûts de production, prévient l'économiste Mahfi Egilmez. Une hausse qui alimenterait à son tour, soutient-il, l'inflation qui s'est élevée à 47 % en novembre, selon l'Institut statistique de Turquie (TÜİK) – et à 86 %, selon le groupe-ment d'économistes et de chercheurs indépendants ENAG. Des perspectives peu enthousiasmantes pour une économie qui vient d'entrer en récession. Le produit intérieur turc s'est en effet contracté de 0,2 % au troisième trimestre par rapport au deuxième, soit le second recul trimestriel d'affilée. Une première depuis la pandémie de Covid-19.

En cas de vagues de retour, les spécialistes prévoient également des répercussions sur le marché immobilier. Des dizaines de milliers de réfugiés ont acquis des logements en Turquie ces dernières années. En cas de ventes importantes, l'arrivée sur le marché de ces biens devrait entraîner à terme une baisse des prix des logements. Ce qui aurait des conséquences négatives pour le secteur de la construction,

mais plutôt positive pour celui du logement, extrêmement tendu dans les principales villes du pays.

En revanche, la prévision du retour des réfugiés et d'un boom de la construction en Syrie, son corollaire, ont fait bondir les valeurs boursières des principales entreprises du BTP turc. Dès l'annonce de la chute de Damas, le groupe Oyak, le fonds de pension de l'armée turque, a gagné 7 %, le cimentier NUH Çimento, 2,4 %.

### Déclarations « dangereuses »

Preuve que le sujet est sensible, Ragip Soylu, journaliste turc, ancien correspondant de *Sabah* à Washington, très suivi sur X, a été violemment pris pour cible sur les réseaux sociaux pour avoir écrit dans un tweet que le départ des Syriens allait avoir des conséquences économiques négatives pour la Turquie. Au point qu'il s'est senti dans l'obligation de répondre à ses détracteurs : « *Je n'écris pas ça pour qu'ils restent, mais parce que le départ de 2 millions de Syriens aura des conséquences économiques, comme l'ont écrit des spécialistes.* »

De fait, Murat Erdogan, chercheur en immigration, n'a de cesse de mettre en garde contre ce qu'il estime être des

déclarations « dangereuses » : « *On crée l'illusion que tous les Syriens vont quitter le pays, mais d'un point de vue réaliste, la majorité restera en Turquie* », avance le spécialiste. La chute de Bachar Al-Assad a mis fin à un règne brutal de plus d'un demi-siècle, précise-t-il, mais la situation économique désastreuse et l'insécurité persistent : « *Beaucoup de réfugiés ont non seulement tout perdu en Syrie, mais ils ont aussi entre-temps refait leur vie ici.* »

Pour le chroniqueur économique et critique acerbe du parti islamo-conservateur au pouvoir Mustafa Sönmez, les Turcs « se trompent » : « *Ils rêvent de reconstruction, mais avec quel argent ? La stabilité ne reviendra pas en quelques jours. L'année qui vient sera difficile.* »

Plus nuancé, Mahfi Egilmez, célèbre économiste, journaliste et auteur, estime que le nombre de retours dépendra de cette capacité à reconstruire mais aussi de la manière dont celle-ci se fera. « *Qui reconstruira ? Evidemment les entreprises occidentales, dont les turques, qui auront besoin de main-d'œuvre. Si celle-ci est mieux payée qu'en Turquie, eh bien une majorité partira. Et il sera probable que ceux qui avaient acheté un logement ici le revendront avec la plus-value.* » Les conséquences ? « *Les entre-*

*prises devront embaucher et trouver des travailleurs à un salaire plus élevé, ce qui entraînera une baisse des profits, et un départ, à leur tour, des petits patrons syriens.* »

C'est exactement le dilemme auquel est confronté Yusuf Hami, 36 ans, turkmène syrien de la ville frontière d'Al-Raï, exilé depuis 2011. Père de famille, patron d'un petit atelier de confection textile à Gaziantep, avec ses hauts murs de béton froid, ses machines à coudre d'un autre temps et ses trois employés, il dit craindre le départ de ses salariés : « *Ils ne m'en parlent pas, mais je sens que cela est possible.* » Lui les paie 1 200 livres turques par jour, soit onze heures de travail. A eux quatre, ils produisent 400 pièces quotidiennement pour un gain hebdomadaire de 22 000 livres turques.

Depuis plusieurs années, Yusuf a fait une demande de naturalisation auprès d'Ankara pour laquelle il n'a toujours pas de réponse positive. « *S'ils partent et que je n'obtiens pas cette citoyenneté turque, je serai dans l'obligation de fermer boutique et de retourner en Syrie.* » Et puis ceci : « *Il n'est pas sûr que quelqu'un reprenne l'affaire dans un tel contexte économique. Le jour de la chute de Bachar, je m'étais réjoui comme jamais. Je suis aujourd'hui plus inquiet.* »

## Seul Trump peut encore sauver les Kurdes de Syrie

### Le président Erdogan accroît sa pression sur la communauté kurde syrienne avant l'arrivée du nouveau président américain

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance armée dirigée par des Kurdes syriens, sont actuellement sous la menace de l'armée turque et des groupes armés syriens qu'elle soutient. Les Etats-Unis ont négocié une trêve afin d'éviter une guerre mais l'avenir des Kurdes dans le pays est sérieusement compromis. LE GÉNÉRAL MAZLOUM ABDI voit l'étau se resserrer autour de ses hommes à Kobané, au nord de la Syrie, symbole de la résistance victorieuse des Kurdes contre l'Etat islamique en 2015. Les combattants du commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, qui regroupe aussi des Arabes) sont accueillis à nouveau dans cette ville, mais cette fois par la Turquie et l'Armée nationale syrienne (ANS), d'ex-rebelles à la solde d'Ankara.

Le général Abdi sait aussi que son avenir est très compromis. Il est issu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une insurrection contre l'Etat turc depuis 1984. Et Recep Tayyip Erdogan a juré de renouveler le leadership des Kurdes de Syrie, pour qu'ils s'inscrivent uniquement dans un agenda national.

Ankara a massé des troupes à la frontière syrienne, a démantelé le mur frontalier qui donne sur Kobané, a augmenté les attaques de drones dans la campagne de Manbij et menace les Kurdes d'une

attaque à grande échelle dans toutes les zones sous leur contrôle. La pression est maximale.

« Les Turcs veulent réaliser un nettoyage ethnique en remplaçant la population kurde de la zone frontalière de la Syrie par des Arabes sunnites, pense, pour sa part, un de leurs soutiens français. Ils se servent de leurs mercenaires de l'ANS qu'ils appuient sur le plan militaire, logistique et aérien. Ces derniers ont déjà chassé les combattants YPG (ossature kurde des FDS) de Manbij ».

Selon le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, cette intervention peut encore être évitée si les acteurs répondent « correctement » à ses préoccupations. L'objectif est de contraindre FDS à désarmer et à s'intégrer aux forces armées dirigées par Hayat Tahrir al Cham (HTC). Le groupe d'Ahmed al-Charaa, le nouveau maître de Damas, appelle à la mise en place d'un Etat syrien unifié sans régions fédérales. Dans la pratique, cela signifie, comme le souhaite la Turquie, la fin des FDS.

Peu d'alliés.« Erdogan veut en finir avec le Rojava (NDLR : zone historique d'implantation des Kurdes de Syrie), confie le géographe Fabrice Balanche, qui a récemment publié Les leçons syriennes. Il se sert de l'ANS, dont les combattants se sont déployés

depuis Manbij et Tell Abyad, pour mettre la pression sur les forces kurdes. Ahmed al-Charaa devrait laisser faire l'ANS pour récupérer ensuite la zone arabe de la région de Raqqa et toute la riche province pétrolière de Deir ez-Zor ».

Les combattants arabes des FDS désertent, jour après jour, les FDS. Ils ne s'étaient unis aux Kurdes que par détestation commune du régime baathiste auquel ils entendaient faire contrepoids à l'Est et au Nord.

« La Syrie va rester une zone d'influence pour une puissance moyenne comme la Turquie qui se positionne avant l'arrivée du nouveau locataire de la Maison Blanche, Donald Trump, qui prendra ses fonctions le 20 janvier, estime Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe et la Méditerranée (Cermam) à Genève. Ahmed Al-Charaa devrait promouvoir l'agenda de la Turquie et confier les rênes de l'administration de son pays aux Frères musulmans ».

Les Kurdes occupent un large pan de la Syrie au Nord et à l'Est depuis le retrait des forces de Bachar al-Assad dès 2012. Ils avaient conquis aux mains de l'Etat islamique d'autres territoires avec l'aide de la coalition anti-Etat Islamique (EI) dirigée par les Etats-Unis à partir de 2015. Tout cet édifice est prêt à s'ef-

fondrer. Les tribus sunnites de la région veulent reprendre leur autonomie et s'allier dorénavant avec Damas. Les Kurdes comptent leurs alliés sur les doigts d'une main : Israël, la France, les Emirats arabes unis et les Etats-Unis qui les appuient encore – en échange de la lutte contre Daech – comme la corde soutient le pendu. Pour conserver ces alliés à bord, le général Abdi menace de libérer tous les combattants de l'EI de ses gèoles.

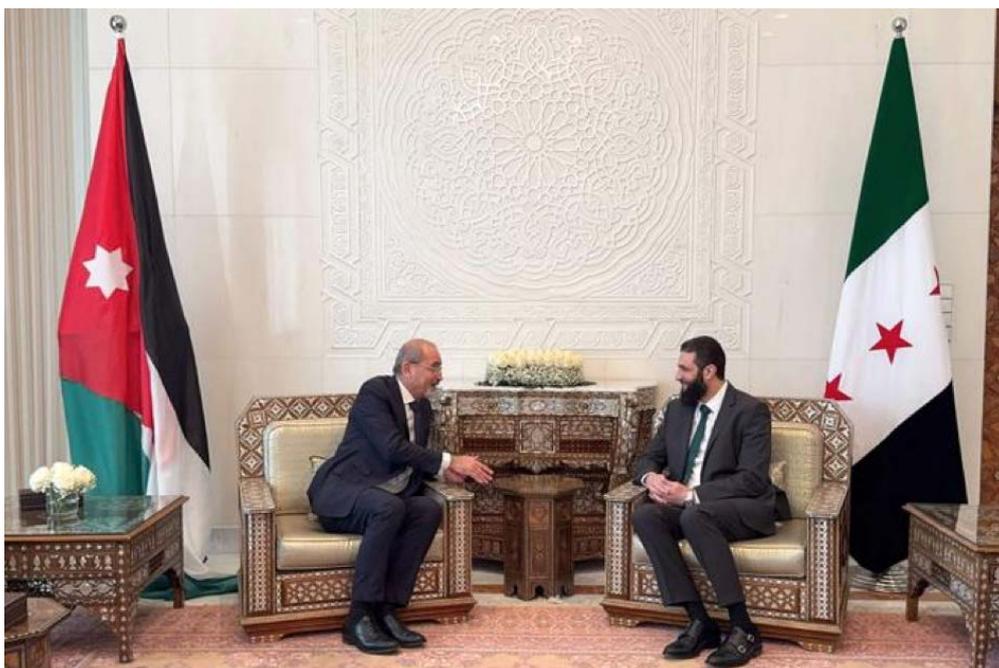
La France fait actuellement pression sur l'administration Biden qui a obtenu d'Erdogan de suspendre ses manœuvres militaires. Mais tout va se jouer à la prise de fonction de Donald Trump.

« Il reste un petit espoir car il y a dans l'entourage de Trump un certain nombre de conseillers, notamment à la sécurité nationale, qui sont plus favorables à la communauté kurde qu'à l'Etat turc, conclut la source française. Mais le républicain pourrait s'abstenir de les écouter. Ils avaient déjà lâché les Kurdes en 2019, les contraignant à abandonner plusieurs zones frontalières comme Afrin. La Turquie s'était précipitée de repeupler ces zones d'Arabes sunnites. Il ne resterait alors aux Kurdes de Syrie qu'à se réfugier au Kurdistan irakien... Mais pour combien de temps ? ».

## Syrie : diplomates occidentaux, turcs et arabes se pressent à Damas

Les ex-rebelles, qui ont mis à bas le régime de Bachar Al-Assad, reçoivent le soutien prudent des Européens et des Américains, et un appui affirmé de la Turquie.

**A**utour d'un café à la cardamome au sommet du mont Qassioun, qui surplombe Damas, le nouvel homme fort de la Syrie, Ahmed Al-Charaa, a affiché, dimanche 22 décembre au soir, sa proximité avec Hakan Fidan, le ministre des affaires étrangères turc. Sa rencontre, deux jours plus tôt, avec Barbara Leaf, la responsable du Moyen-Orient au sein du département d'Etat américain, avait été plus discrète, mais elle a envoyé un signal fort de soutien aux nouvelles autorités emmenées par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant, l'ancienne branche d'Al-Qaida en Syrie).



Le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman Safadi, et le nouveau dirigeant de la Syrie, Ahmed Al-Charaa (connu sous le nom de guerre d'Abou Mohammed Al-Joulani), à Damas, le 23 décembre 2024. - / AFP

Depuis la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre, Damas est l'épicentre d'une intense activité diplomatique. Les diplomates se pressent pour rencontrer le chef de HTC, qui a troqué son treillis pour le costume-cravate – et abandonné son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Joulani –, et déploie ses talents politiques auprès de ses partenaires comme de ses anciens ennemis. A chacun, il donne des gages pour rassurer sur ses intentions et obtenir en retour un appui, diplomatique pour asseoir sa légitimité, et financier pour reconstruire la Syrie.

De soutien discret, la Turquie s'affiche désormais comme le plus proche partenaire de HTC. C'est dans son ombre que le groupe rebelle a consolidé dès 2017 son pouvoir sur la province d'Idlib, dans le

nord-ouest du pays, avant de lancer une offensive sur les zones aux mains du régime syrien, fin novembre. Le patron du renseignement turc, Ibrahim Kalin, proche du président Recep Tayyip Erdogan, avait rencontré le leader de HTC à Damas, quatre jours après la chute d'Al-Assad. Hakan Fidan a néanmoins rejeté, mercredi, les propos du président élu américain, Donald Trump, qui a qualifié la victoire rebelle de « prise de pouvoir inimicale » par Ankara.

Dans un entretien publié mercredi par le quotidien progouvernemental turc *Yeni Safak*, Ahmed Al-Charaa a affirmé que son gouvernement entretiendrait une « relation stra-

tégique » avec Ankara. La Turquie s'est, elle, dite « prête » à accompagner les nouvelles autorités syriennes dans la restructuration de l'Etat, en leur fournissant une aide militaire, et dans la préparation d'une transition démocratique au pouvoir.

### Lever les sanctions « dès que possible »

Dimanche, au lendemain d'une réunion avec les factions armées composant la rébellion, Ahmed Al-Charaa a redit son intention de dissoudre ces factions pour les intégrer à la nouvelle armée, et de placer toutes les armes du pays sous le contrôle de l'Etat, y compris celles des Forces démocratiques syriennes

(FDS, dominées par les Kurdes) – ennemi juré d'Ankara pour son lien avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – qui contrôlent le nord-est de la Syrie.

Le chef de la diplomatie turque a appelé les Nations unies, les Etats-Unis et les pays européens à retirer le groupe HTC, qui affirme avoir rompu avec le djihadisme, de leurs listes des organisations terroristes. Il a laissé entendre qu'Ankara devrait le faire sous peu. La Turquie a déjà rouvert son ambassade à Damas, suivie, dimanche, par le Qatar. Doha devrait aider financièrement les nouvelles autorités syriennes à stabiliser le pays.

« La communauté internatio-

nale doit être totalement mobilisée pour que la Syrie se remette sur pied et que les personnes déplacées retournent dans leur pays », a exhorté Hakan Fidan, appelant à ce que les sanctions contre la Syrie soient levées « dès que possible ». Barbara Leaf n'en a pas fait la promesse, mais Washington a annoncé abandonner l'offre de récompense de 10 millions de dollars promise en 2017 pour l'arrestation du nouveau dirigeant syrien. M<sup>me</sup> Leaf a précisé lui avoir fait part de la « nécessité cruciale de veiller à ce que les groupes terroristes ne puissent pas constituer une menace à l'intérieur de la Syrie ou à l'extérieur, y compris pour les Etats-Unis et [leurs] partenaires dans la région ». Il « s'est engagé à le faire », a-t-elle assuré, indiquant qu'il lui était « apparu comme pragmatique ». L'ambassade américaine a précisé que les entretiens avaient porté sur « le soutien à un processus politique inclusif dirigé par les Syriens » et « l'intention de la Syrie d'adopter une politique de bon voisinage ».

« C'est un développement

historique, estime Wa'el Al-zayat, le président de la Coalition américaine pour la Syrie, un ancien membre du département d'Etat américain. *C'est un changement dans l'approche américaine face à cette question politique très délicate du terrorisme. L'espoir, y compris de la diaspora syrienne, est que le gouvernement américain revienne sur les sanctions qui ont été mises en place contre le pays alors qu'il était géré par les Al-Assad, pour un comportement dans lequel ni le leadership actuel ni la population syrienne ne sont impliqués.* »

#### Paris plaide pour une approche graduelle

« Je pense (...) qu'il y a beaucoup d'espoir, que nous assistons aujourd'hui aux débuts de la nouvelle Syrie », avait affirmé, mercredi 18 décembre, à Damas, l'envoyé spécial de l'Organisation des Nations unies en Syrie, Geir Pedersen. Le même optimisme prudent domine parmi les pays européens, qui montrent des signes d'ouverture en direction des nouvelles autorités syriennes. La France – dont le

drapeau a de nouveau été hissé sur l'ambassade, fermée depuis 2012 –, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont envoyé des émissaires à Damas. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a, elle, jugé que l'Union européenne, qui s'est dite « prête » à rouvrir sa représentation à Damas, devait « intensifier » sa relation avec HTC.

« La France se prépare à être aux côtés des Syriens », a déclaré l'envoyé spécial français pour la Syrie, Jean-François Guillaume, à Damas, le 17 décembre. Ce dernier a rencontré Assaad Hassan Al-Chibani, bras droit d'Ahmed Al-Charaa, qui a depuis été nommé ministre des affaires étrangères. A la différence de Londres et de Berlin, Paris a choisi de ne pas solliciter une rencontre avec le chef de HTC, plaidant pour une approche graduelle. Les pays occidentaux conditionnent leur soutien aux nouvelles autorités à la mise en place d'une transition démocratique et inclusive, notamment lors des élections prévues pour mars 2025.

**Dimanche**, une délégation saoudienne présidée par un conseiller de la couronne a rencontré Ahmed Al-Charaa au palais présidentiel. Lundi, le chef de la diplomatie jordanienne, Ayman Safadi, puis son homologue qatari, Majed Al-Khelaifi, ont à leur tour été reçus par le chef de HTC. Des réticences restent à lever chez certains pays arabes, qui voient d'un mauvais œil l'arrivée d'un groupe islamiste au pouvoir en Syrie. L'Egypte, dont l'armée du président Abdel Fattah Al-Sissi a écrasé, en 2013, les Frères musulmans après un an au pouvoir, redoute que l'exemple de HTC ne fasse tache d'huile.

Les chancelleries occidentales tentent de dissuader des pays, comme les Emirats arabes unis, qui accueillent sur leur territoire des membres de l'ancien régime, de la tentation d'appuyer des groupes dissidents, au risque de déstabiliser en interne la Syrie. Après une première réunion à Aqaba, en Jordanie, le 14 décembre, les responsables occidentaux, arabes et turcs doivent se retrouver à Paris, le 14 janvier, pour harmoniser leurs positions sur la Syrie.

**Le Monde**

avec AFP  
24 décembre 2024

## En Iran, le Conseil suprême du cyberspace se prononce en faveur de la levée de l'interdiction de WhatsApp, imposée depuis 2022

L'Iran avait bloqué il y a deux ans l'application de messagerie après les manifestations déclenchées par la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée pour avoir enfreint le code vestimentaire strict.

**L**e Conseil suprême du cyberspace iranien, chargé de gérer les questions relatives à Internet et au cyberspace dans le pays, a voté, mardi 24 décembre, la levée de l'interdiction de WhatsApp, a rapporté l'agence de presse

officielle IRNA. L'application de messagerie faisait l'objet de restrictions depuis plus de deux ans dans le pays.

IRNA a précisé que la levée de l'interdiction de l'application Google Play avait également été adoptée et que ces mesures ont été approuvées

« par un vote unanime des membres du Conseil suprême du cyberspace ». « Il s'agit de la première étape du plan visant à lever les restrictions », a ajouté IRNA.

« Aujourd'hui, nous avons fait le premier pas vers la levée

des restrictions sur l'Internet avec (...) consensus », a déclaré de son côté sur X le ministre des communications, Sattar Hashemi. **Le président iranien, Massoud Pezeshkian**, qui a pris ses fonctions en juillet, s'était engagé, lors de sa campagne, à assouplir les

restrictions imposées depuis longtemps à l'utilisation d'Internet.

### Décision controversée

Après les manifestations déclenchées en 2022 [par la mort en détention de Mahsa Amini](#), une jeune femme arrêtée pour avoir enfreint le code vestimentaire strict, l'Iran a bloqué Instagram et WhatsApp, les applications les plus utilisées depuis l'interdiction de You-

Tube, Facebook, Telegram, Twitter et TikTok ces dernières années.

Cette décision avait alors suscité une controverse en Iran, les détracteurs de ces restrictions affirmant que les contrôles étaient coûteux pour le pays. « *Les restrictions n'ont rien apporté d'autre que de la colère et des coûts supplémentaires pour la vie des gens* », a déclaré, mardi sur X, un conseiller présidentiel, Ali Rabiei.

Mais cette décision ne fait pas l'unanimité chez les dirigeants politiques iraniens. Selon le quotidien réformateur *Shargh*, 136 députés sur les 290 membres du Parlement ont envoyé une lettre au Conseil suprême du cyberespace pour s'opposer à la levée de l'interdiction, qui serait un « *cadeau aux ennemis* » de l'Iran.

D'après le journal, les députés ont demandé que l'accès aux

plateformes en ligne restreintes ne soit autorisé que « *si elles sont attachées aux valeurs de la société islamique et respectent les lois de l'Iran* ».

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.



24 décembre 2024

## Syrie : les forces kurdes ripostent face aux rebelles soutenus par la Turquie

**L**es FDS ont lancé une contre-offensive contre les forces rebelles soutenues par la Turquie, afin de récupérer des zones près de la frontière nord de la Syrie. Les affrontements se sont intensifiés depuis la chute de Bachar al-Assad.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes ont lancé mardi une contre-offensive contre l'Armée nationale syrienne (ANS), soutenue par Ankara pour reprendre des zones près de la frontière nord de la Syrie avec la Turquie.

Depuis la chute du régime totalitaire de Bachar al-Assad au début du mois, les affrontements se sont intensifiés entre les FDS soutenues par les États-Unis et l'ANS, qui s'est emparée de la ville clé de Manbij et des zones environnantes.

Ruken Jamal, porte-parole de l'Unité de protection des femmes, ou YPJ, au sein des FDS, a déclaré à AP que leurs combattants se trou-

vaient à un peu plus de sept miles du centre de Manbij.

Il accuse par ailleurs la Turquie d'essayer d'affaiblir l'influence du groupe dans les négociations sur l'avenir politique de la Syrie par l'intermédiaire de l'ANS.

«La Syrie est entrée dans une nouvelle phase et des discussions sont en cours sur l'avenir du pays», affirme Ruken Jamal. «La Turquie tente, par ses attaques, de nous distraire avec des batailles et de nous exclure des négociations à Damas».

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme, basé au Royaume-Uni, a déclaré que depuis le début de l'offensive de la SNA dans le nord de la Syrie contre les Kurdes au début du mois, des dizaines de personnes des deux côtés ont été tuées.

Ankara considère les FDS comme une filiale de son ennemi juré, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'elle considère comme une

organisation terroriste. Les groupes armés soutenus par la Turquie, ainsi que les jets turcs depuis des années, ont attaqué des positions où les FDS sont largement présentes dans le nord de la Syrie, afin de créer une zone tampon sans le groupe le long de la grande frontière commune.

Alors que le SNA a participé à l'insurrection éclair - menée par le Hayat Tahrir al-Sham ou HTS - qui a renversé Al-Assad, il a poursuivi sa lutte contre les FDS, considérées comme le deuxième acteur clé de l'avenir politique de la Syrie.

Entre-temps, les FDS ont bénéficié du soutien de Washington, qui considère les forces kurdes comme son principal allié contre les poches restantes du soi-disant groupe État islamique et de ses satellites. Ankara ne bougera pas ?

Lundi, le porte-parole des FDS, Farhad Shami, a déclaré que les forces du

groupe avaient repoussé les rebelles soutenus par la Turquie des zones situées près du barrage de Tishrin sur l'Euphrate, une source clé d'énergie hydroélectrique. Il a ajouté que les FDS avaient également détruit un char appartenant aux rebelles au sud-est de Manbij.

L'Observatoire de la guerre basé en Grande-Bretagne a déclaré mardi que le groupe dirigé par les Kurdes, après des combats nocturnes, avait repris quatre villages dans les zones proches du barrage stratégique.

Les jets turcs ont également pilonné la ville frontalière stratégique de Kobani ces derniers jours.

Au cours du soulèvement qui s'est transformé en conflit en Syrie, les Kurdes se sont taillé une enclave autonome dans le nord-est de la Syrie, sans jamais s'allier entièrement avec Al-Assad à Damas ni avec les rebelles qui tentent de le renverser.

Même si la famille al-Assad n'est plus là, il semble que la position d'Ankara ne changera pas, puisque le ministre turc des affaires étrangères Hakan Fidan, lors de sa visite historique en Syrie, a maintenu une position ferme sur le groupe dirigé par les Kurdes lors de sa rencontre avec le chef de facto Ahmad al-Sharaa, anciennement connu sous le nom d'Abu Moham-

ad al-Jolani du HTS. Related

Un cargo russe lié à des livraisons d'armes à la Syrie coule en Méditerranée

Syrie : pour les habitants d'Alep, la reconstruction sera longue

«Il a transformé la région en un chaudron de terreur avec

des membres du PKK et des groupes d'extrême gauche venus de Turquie, d'Irak, d'Iran et d'Europe», a déclaré M. Fidan lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion. «La communauté internationale ferme les yeux sur cette anarchie en raison de la protection qu'elle offre (contre le soi-disant IS).

Avec la poursuite des

combats, le commandant des FDS, Mazloum Abdi, a exprimé son inquiétude quant à une forte résurgence de l'EI en raison du vide du pouvoir en Syrie et des combats en cours, qui ont laissé le groupe dirigé par les Kurdes incapable de mener ses attaques et ses raids contre les cellules dormantes éparpillées du groupe extrémiste.



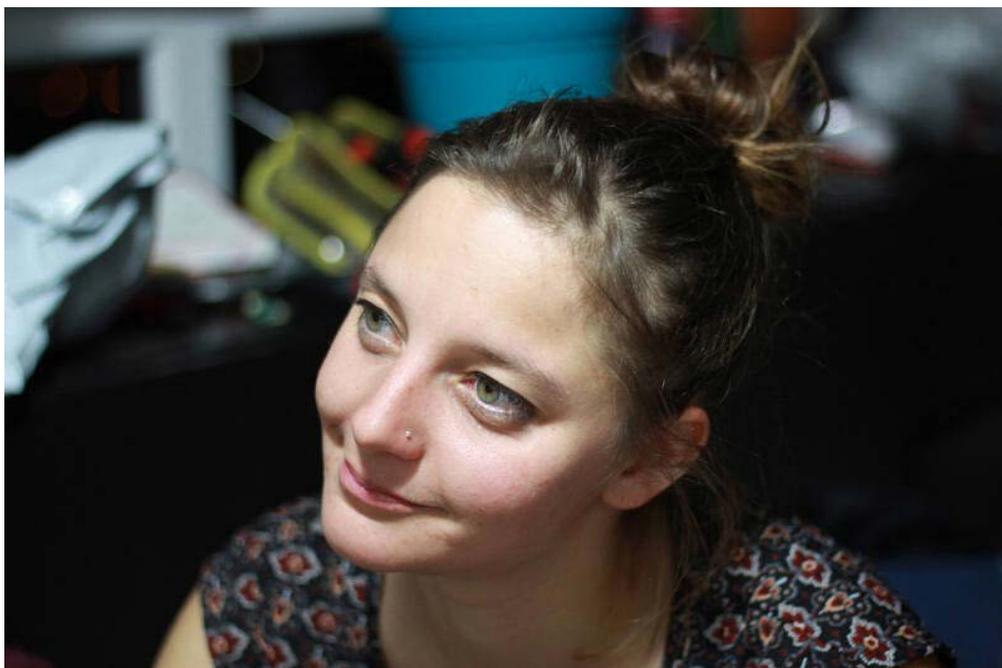
Sonia Delesalle-Stolper  
jeudi 26 décembre 2024

## Iran : troisième Noël en prison pour Cécile Kohler et Jacques Paris

Iran : troisième Noël en prison pour Cécile Kohler et Jacques Paris

Troisième Noël sans eux. Trois longues années sans eux. Le 20 décembre, le comité de soutien Liberté pour Cécile a posté 750 lettres à Cécile Kohler, professeur agrégée de français. Une seule adresse sur les enveloppes : celles de la prison d'Evin, à Téhéran, où cette femme de 39 ans est détenue depuis le 7 mai 2022. Son compagnon, Jacques Paris, ancien professeur de mathématiques, y est aussi enfermé, dans une autre aile, depuis leur arrestation lors d'un voyage en Iran.

Le couple est accusé par Téhéran d'espionnage, ce que les proches et le comité de soutien «réfutant fermement». Depuis son arrestation, Cécile Kohler n'a pas pu recevoir de courrier, souligne son comité de soutien. Elle n'a droit qu'à de rares et courts appels à sa famille, mais de manière aléatoire et sous surveillance. Elle n'a



Cécile Kohler, 39 ans, est détenue depuis le 7 mai 2022.

reçu que trois brèves visites consulaires. Un troisième Français, prénommé Olivier mais dont le nom de famille n'a pas été rendu public, est également détenu en Iran depuis 2022. Pour Paris, ces prisonniers sont des «otages d'Etat». Le chef de la diplomatie française, Jean-Noël

Barrot a reçu en octobre les familles des trois Français et les a assurées de la «mobilisation des autorités françaises pour obtenir leur libération immédiate».

En juin 2024, Téhéran avait libéré le Français Louis Arnaud. Ce consultant, qui avait

entamé un tour du monde, avait été arrêté en septembre 2022 et accusé d'avoir pris part au mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini. Louis Arnaud avait été condamné à cinq ans de prison.

## En Syrie, pour les alaouites, « la fuite de Bachar Al-Assad est une trahison pour la communauté »

**Reportage |** Avec la chute du régime, la minorité alaouite, dont est issu le clan du dictateur, craint d'être punie sans discernement pour les crimes du régime, en particulier ceux commis depuis la guerre civile de 2011.

**S**ous l'imposante voûte du mausolée de Hafez Al-Assad, dévasté par un incendie, Mohammed avance, avec solennité. Le Libanais de 32 ans a fait plusieurs heures de route depuis le quartier de Bab Al-Tabbaneh, à Tripoli, pour rejoindre les hauteurs de Qardaha, au cœur de la montagne alaouite syrienne, et uriner sur la tombe du patriarche du clan Al-Assad, au pouvoir de 1971 à 2000. L'armée syrienne a tué son oncle, dans les années 1980, quand elle occupait le Liban. « *Je n'étais pas né, mais j'ai grandi dans la haine de ce régime* », justifie Mohammed (les personnes citées par leur seul prénom ont souhaité rester anonymes).

Son ami de Hama, combattant au sein de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), évoque, à son tour, le massacre, perpétré, en 1982, par l'armée d'Al-Assad contre des dizaines de milliers d'habitants de la localité syrienne, pour écraser la rébellion des Frères musulmans. « *La rivière de sang commence avec Hafez Al-Assad et se termine avec Bachar Al-Assad* », devenu président à la mort de son père, en 2000, résume Imad.

Dans la ville natale du clan honni, dont la Syrie a subi la dictature pendant cinquante-trois ans, les palais, avec vue sur les champs d'oliviers, ont été abandonnés aux pillards. Le clan Al-Assad et ses proches ont fui le pays, à la chute du régime, le 8 décembre, laissant la communauté



LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

alaouite, un courant dissident du chiisme dont il est issu, livrée à son sort.

« *Les Al-Assad ont dit : "Défendez le régime qui vous garde et vous protège", sans quoi les rebelles nous tueraient. La fuite de Bachar Al-Assad est une trahison pour la communauté et pour la patrie* », accuse Mira Mohammed, fonctionnaire à l'hôpital de Qardaha. « *Leur famille était au sommet, les autres en bas : c'est ainsi qu'ils nous regardaient. On a été traités de façon injuste et laissés dans le dénuement* », poursuit la Syrienne de 29 ans, qui vit avec un salaire mensuel équivalent à 20 euros, bien loin du faste du clan.

La minorité alaouite s'est trouvée associée aux crimes du régime, plus encore depuis la guerre civile déclenchée en 2011. Favorisés par le clientélisme des Al-Assad et du parti Baas, les alaouites

composaient la majorité de ses forces armées et de son administration. Pour beaucoup, ce n'était que la promesse de salaires de misère ou l'obligation de servir de chair à canon dans l'armée d'Al-Assad. D'autres se sont faits tortionnaires dans l'appareil sécuritaire du régime ou les exécutants de ses basses œuvres au sein des milices chabbihas (« fantômes »).

### Gages de protection

Des gages de protection ont été offerts par le nouveau maître de la Syrie, Ahmed Al-Charaa. Le premier ministre de transition, Mohammad Al-Bachir, a promis que tous les employés pouvaient retourner à leur travail, « *sauf ceux qui ont du sang sur les mains au sein des institutions militaires et les chabbihas* », qui seront traduits en justice. Cela n'a pas suffi à apaiser la peur des alaouites, qui redoutent d'être la cible de vengeances

pour les crimes commis par le régime Al-Assad. Les réseaux sociaux bruissent d'alertes sur des incidents visant la communauté, des pillages et des incendies, des arrestations et des exactions.

Le partage viral, mercredi 25 décembre, d'une vidéo, datant du 1<sup>er</sup> décembre, montrant un groupe affilié à HTC incendiant un sanctuaire alaouite à Alep, a créé l'émoi. Des milliers d'alaouites sont descendus dans les rues de Lattaquié, Tartous et Jablé sur le littoral, ainsi qu'à Homs et dans le quartier Mazzeh 86, à Damas. Les manifestations ont été émaillées d'incidents, qui ont fait un mort à Homs, selon l'Observatoire syrien des droits humains (OSDH). HTC a mis en place un important dispositif de sécurité et lancé des opérations de ratissage à la recherche de membres de l'ancien régime, accusés d'alimenter les tensions sectaires.

L'une de ces opérations a mené à l'arrestation du général Mohammed Kanjo Hassan, ancien chef de la justice militaire et responsable de nombreuses condamnations à mort dans la prison de Saydnaya, dans la province de Tartous, lors de laquelle quatorze membres des forces de sécurité et trois hommes armés ont été tués, selon l'OSDH. « *Les manifestations ont été spontanées, en raison du symbolisme du sanctuaire qui a été incendié à Alep. Elles n'avaient aucun lien avec l'étranger. Il se peut que des parties aient profité des manifestations pour leurs propres agendas, commente le cheikh Rajji Nasser, autorité religieuse alaouite à Lattaquié. De nombreux religieux ont rencontré le gouverneur pour réprimer la sédition.* »

Marginalisés sous le règne d'Al-Assad, les représentants religieux alaouites servent aujourd'hui d'intermédiaires entre les nouvelles autorités et leur communauté. « *Nous ne savons rien de ceux qui ont commis des crimes et des massacres pour le régime précédent. Ce ne sont pas que des alaouites, il y a des gens de toutes les communautés. Nous condamnons tout crime, assure le cheikh Rajji Nasser. Le régime s'est servi de la communauté alaouite pour rester au pouvoir, mais il ne nous représente pas.* » Dépeignant la misère qui ronge la montagne alaouite et son littoral, dépourvus d'usines et flanqués de terres difficiles à cultiver, cet architecte souligne que « *les alaouites allaient vers l'armée pour sortir de la pauvreté, car ils vivaient en marge* ».

### Peur attisée par le régime

Le cheikh Ahmed Bilal, un religieux de Tartous, évoque aussi la peur attisée par le régime contre les rebelles. « *Des milliers de soldats alaouites sont morts au front. Le régime les a terrifiés en disant que les sunnites ve-*

*naient nous tuer* », dit-il, évoquant les massacres perpétrés par les rebelles contre les alaouites pendant la guerre. Cette peur a aussi détourné les opposants alaouites au régime de la révolution. « *La communauté alaouite a été parmi les premières à manifester contre la corruption et la faim. La Turquie et les pays du Golfe, soutiens de la rébellion, ainsi que le régime syrien ont fait de cette révolution une guerre de religion* », déplore Mounir Khadra, un militant de la société civile.

Les anciens soldats de l'armée syrienne se pressent, chaque jour par centaines, dans les centres ouverts par HTC pour régulariser leur situation. De jeunes conscrits et des recrues volontaires, de simples soldats et des officiers, viennent rendre leurs armes et leur carte d'identité militaire. Leur dossier est étudié au cas par cas. « *On a des listes avec des noms de personnes recherchées, dont plus de 50 hauts gradés. On les a identifiés sur la base de vidéos et de témoignages* », explique Bachir, un combattant de HTC, affecté dans un centre de Tartous.

Les autres recevront un document censé les protéger d'une arrestation. « *On ne sait pas si ce papier va nous protéger. Il y a des incidents inquiétants dans la campagne de Homs et de Hama. On a peur de quitter Tartous* », témoigne Issam Youssef, 39 ans, recruté au sein de l'armée il y a treize ans. Il ne veut pas être intégré à la future armée syrienne, qui sera formée sur une base volontaire. Payé l'équivalent de 30 euros par mois, il demande depuis longtemps à être démobilisé. Si les salaires sont augmentés, Hassan Abbas, un lieutenant de 27 ans, voudrait retrouver son poste. « *Ceux qui n'ont rien fait pourront revenir à l'armée. On est tous syriens* », assure le combattant de HTC.

Certains redoutent de venir régulariser leur situation. « *Beaucoup d'officiers sont venus me voir, car ils veulent retourner dans l'armée. Je leur conseille de faire une réconciliation* », dit Sleiman Ghannem, un religieux alaouite, qui admet à demi-mot qu'ils ne sont pas tous au-delà de tout soupçon. « *Le régime était dictatorial et exigeait la loyauté. Les services de renseignement étaient surtout composés d'alaouites et ont adopté une approche sécuritaire. Cette erreur a tout détruit* », dit-il. La disparition de 1 600 soldats à Al-Soukhna, sur la route de Deir ez-Zor, le 9 décembre, puis celle de 2 000 soldats remis par l'Irak aux nouvelles autorités, le 19 décembre, inquiètent les chefs de communauté.

« *Beaucoup de soldats et de civils ont été capturés. Certains sont prisonniers à Hama, à Homs, à Alep... Ce ne sont pas des arrestations officielles, les familles n'ont pas été prévenues. Il faut éviter de répéter les mêmes erreurs, sinon c'est le retour au point zéro* », avertit le cheikh Bilal. Il présente ainsi Mahmoud Othman, sans nouvelles de son frère Yasser, un officier de 44 ans dans le renseignement militaire. « *Il a été capturé le 4 décembre, à Alep. Lorsqu'on a essayé de l'appeler, une semaine plus tard, un homme a répondu en disant qu'il était de HTC. Il nous a traités de "chiens du régime" et a dit que mon frère était en prison, puis il a raccroché* », raconte l'homme, terrifié.

### Attaques et exactions

La chute d'Al-Assad a laissé un goût amer au sein de la communauté alaouite. Les jours qui ont suivi ont été marqués par des vols et des pillages de voitures, de magasins, de bâtiments publics et même de centres de police. « *Des hommes habillés en combattants de HTC sont entrés dans nos maisons. Ils nous ont dit de baisser les*

*yeux au sol. Ils ont réuni les hommes dans une maison entre trois et six heures. Ils ont pris nos téléphones, nos fusils, notre or. Ils ont arraché les icônes religieuses et les portraits d'Al-Assad* », raconte Mohammed, un alaouite de 48 ans de Hmeimim, qui était fonctionnaire des douanes à Alep.

« *La fuite de Bachar Al-Assad est une grande trahison. Nous ne sommes pas ses partisans, on a seulement servi dans son armée, dans son administration. Nos salaires ne valaient plus rien. On n'avait pas d'électricité ni de pétrole pour se chauffer. Les gens mouraient de faim. Même les aides humanitaires ne nous parvenaient pas : le régime les revendait sur le marché, à bas prix. On vivait pire que dans la pauvreté. C'était mieux pour le pays qu'il ait fui, mais pas de cette façon* », s'époumone-t-il, réclamant que l'ancien président soit traduit en justice.

Des vols et des pillages, mais aussi des attaques et des exactions contre des civils, continuent d'être signalés. « *Certains rentrent dans les maisons en se présentant comme des combattants de HTC. Les hors-la-loi sans morale profitent de la situation pour créer le chaos. Il faut que HTC érige des barrières avec des groupes locaux pour garder les villages et que les armes qui sont hors du contrôle de l'Etat soient saisies* », demande le cheikh Khaled Ben Sayed, un pédiatre de Lattaquié. « *Les autorités disent que ce sont des cas individuels et qu'elles en tiendront les auteurs pour responsables, mais de nombreux éléments extrémistes en leur sein sont incontrôlables* », ajoute Mounir Khadra, inquiet de la présence de djihadistes étrangers.

Les cheikhs et les représentants de la société civile alaouites ont pris langue avec les nouvelles autorités. Le cheikh Nasser a retrouvé une vieille connaissance, un civil de Khan Cheikhoun, Abou

Abdo Mohammed Al-Hassan, envoyé par HTC pour entamer un dialogue avec les représentants de Lattaquié et Tartous. « Il nous a promis la sécurité, l'indépendance et la stabilité pour les minorités, et un partenariat dans la citoyenneté. Mais il nous a dit que cela

prendrait du temps, car HTC doit remettre en ordre l'Etat », raconte le cheikh de Lattaquié. Les militants de la société civile regrettent, eux, d'être tenus à l'écart à la fois par HTC et par l'opposition laïque.

Dans la perspective du dia-

logue national promis par Ahmed Al-Charaa, les représentants alaouites préparent leurs demandes. « Nous attendons des actes », assure le cheikh Ali Hamdane de Tartous, qui décrit la vision de la future Syrie qu'il partage avec ses coreligionnaires : « Un gou-

vernement civil qui représente tous les citoyens syriens et qui ne soit pas basé sur la religion. L'unité de la nation, la liberté de croyance, la protection des mausolées et des sites religieux, le pluralisme politique, des emplois pour tous et la justice. »

Le Monde

Gilles Paris  
29 décembre 2024

## La Syrie et la fatalité des transitions ratées dans les pays des « printemps arabes »

Dans un pays occupé par des puissances étrangères, épuisé par une décennie de guerre civile et dans une région où les révolutions ont déstabilisé les institutions, les nouvelles autorités de Damas font face à un défi de taille pour tenter de restaurer la souveraineté syrienne.

**P**ublié le 29 décembre 2024 à 21h00, modifié le 30 décembre 2024 à 01h24 Temps de Lecture 3 min. [Read in English](#)

La Syrie de l'après-Bachar Al-Assad est en quête d'un nouvel équilibre dans un contexte géopolitique d'une rare complexité. Elle est en effet partiellement occupée par deux puissances étrangères et surplombée par une troisième. Israël, qui occupe et colonise le plateau syrien du Golan depuis sa conquête, en 1967, [a étendu son emprise dans la zone tampon léguée par la guerre du Kippour, en 1973](#). Les Etats-Unis disposent de forces spéciales dans la partie orientale du pays. Au Nord, la Turquie rêve de créer sa propre zone tampon sur le territoire de son voisin.

Ces trois pays entendent intervenir militairement en Syrie comme bon leur semble : l'Etat hébreu pour empêcher la reconstitution d'un axe chiite étendu au Liban ; les Etats-Unis pour éviter une résurgence de l'organisation Etat islamique ; la Turquie

pour endiguer des forces kurdes syriennes liées, selon Ankara, au Parti des travailleurs du Kurdistan.

Ces ingérences étrangères sont un premier obstacle à l'instauration d'un nouvel ordre à Damas, préalable indispensable à la restauration de la souveraineté syrienne. Il y en a d'autres. Des tensions internes sont également à redouter. Entre les djihadistes d'hier désormais attachés à un projet national et ceux qui, notamment parmi les combattants étrangers, s'y refusent ; entre la coalition de libérateurs à majorité sunnite et les communautés kurde et alaouite, cette dernière ayant été le pilier du régime déchu. Ces tensions sont de nature à faire peser sur la Syrie une fatalité arabe : celle des révolutions et des transitions ratées, observables depuis le renversement de Saddam Hussein en Irak, en 2003, œuvre des Etats-Unis.

Pourtant, des singularités syriennes permettent de nourrir un optimisme très prudent. La première tient au fait que [la chute de la dynastie assa-](#)

[dienne, obtenue le 8 décembre par des miliciens syriens](#), n'a pas eu pour l'instant l'effet de celle en Libye de Mouammar Kadhafi lors des « printemps arabes » de 2011. Ce dernier était à tel point identifié aux institutions du pays que celles-ci avaient disparu à sa suite.

### Décrépitude

Un contre-pouvoir constitué par l'armée ne semble pas être en mesure de se constituer en recours à Damas, comme cela avait été le cas au Caire avec le Conseil suprême des forces armées égyptiennes après le renversement de Hosni Mubarak, en 2011. Préservée, la hiérarchie militaire avait pu orchestrer, en 2013, une contre-révolution pour mettre fin à la brève expérience du pouvoir par les Frères musulmans victorieux dans les urnes l'année précédente.

La décrépitude avancée, avant même le début de la guerre civile de 2011, du parti Baas sur lequel Hafez Al-Assad avait assis son pouvoir pourrait également épargner à la Syrie les effets délétères

entraînés par la « débaasification » brutale décrétée en Irak par le « proconsul » installé par Washington à Bagdad, Paul Bremer, en 2003, au terme de la campagne militaire américaine. Cette purge avait ouvert une vacance durable et dévastatrice dans des institutions qui avaient résisté à l'épreuve de l'embargo international consécutif à la première guerre du Golfe, en 1991, déclenchée après l'invasion irakienne du Koweït.

Lire aussi l'éditorial du « Monde » | [Syrie : l'enjeu de la justice](#)

En décrétant une amnistie pour les militaires désireux de rejoindre le nouveau pouvoir et en affichant tant bien que mal le souci d'une continuité de l'Etat, l'un des nouveaux hommes forts syriens, Ahmed Al-Charaa, semble tirer les leçons de ce précédent.

La personnalité du chef de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant, ancienne branche d'Al-Qaida en Syrie) est une autre différence manifeste

avec les expériences irakienne et libyenne. Dans ces deux cas, l'absence de responsables charismatiques avait miné les transitions. Le rôle joué par d'anciens exilés, tels qu'[Ahmed Chalabi en Irak](#), dépourvus de la moindre assise populaire, ou bien par des anciens cadres des régimes déchus, comme [Moustapha Abdeljalil en Libye](#), n'avait pas permis d'incarner une nouvelle ère.

### Veste et cravate

En Egypte comme en Syrie, les « printemps arabes » de 2011 s'étaient traduits par une mobilisation horizontale reposant sur les réseaux sociaux. Particulièrement effi-

caces pour pallier l'absence de socialisation politique dans ces « sécuritocraties », selon le concept utilisé par la politologue syrienne [Bassma Kodmani](#) pour désigner les régimes autoritaires arabes, ces mobilisations avaient été souvent incapables de passer l'étape de la structuration en mouvement politique, pour ne pas parler de celle de l'exercice du pouvoir.

Il en va autrement avec Ahmed Al-Charaa, ancien guérillero islamiste naguère connu sous le nom d'Abou Mohammed Al-Joulani, qui porte désormais la veste et la cravate en lieu et place du treillis militaire, signe d'une virtuosité inattendue en ma-

nière de maniement de symboles.

Pendant des années, Ahmed Al-Charaa s'est en effet frotté aux contraintes du gouvernement dans le laboratoire politique de la région d'Idlib, la seule qui avait échappé à la reprise de la « Syrie utile », soit l'axe reliant Alep à Damas, par le régime de Bachar Al-Assad. En mars, s'adressant à une cohorte d'étudiants, il affirmait ainsi que les rebelles devraient s'attaquer à la gestion des affaires publiques sans attendre l'épilogue de la guerre civile. « *Chaque brique ajoutée dans les zones libérées nous fait avancer de centaines de kilomètres vers*

*notre objectif fondamental, qui est la libération de Damas* », assurait-il.

Ahmed Al-Charaa est désormais installé dans la capitale syrienne et y reçoit des délégations de pays pour lesquels son organisation est toujours considérée comme terroriste. Le discours d'apaisement et du respect des minorités qu'il tenait avant même le 8 décembre est le seul possible pour obtenir la levée de sanctions internationales sans laquelle la reconstruction de la Syrie restera impossible. C'est aussi sa seule chance d'échapper à la malédiction de l'échec dont le monde arabo-musulman reste prisonnier.

**Le Monde**

avec AFP  
29 décembre 2024

## Le fondateur du PKK « déterminé » à participer au processus de paix en Turquie

Le Parti des travailleurs du Kurdistan, en lutte armée depuis des décennies contre le pouvoir central turc, est classé comme une organisation terroriste par la Turquie.

Le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a affirmé que le rapprochement entre Turcs et Kurdes était une « responsabilité historique » et s'est dit « déterminé » à participer au processus de paix lancé en Turquie, a annoncé le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, prokurde), dimanche 29 décembre.

Samedi, une délégation du DEM s'est entretenue avec le chef du PKK au cours d'une visite en prison, la première depuis dix ans. Le leader de 75 ans est incarcéré depuis

1999 sur une île au large d'Istanbul. Le gouvernement turc avait autorisé cette visite vendredi après une demande formulée par le DEM.

Cette visite a été rendue possible après que le président du Parti d'action nationaliste (MHP), Devlet Bahçeli, a tendu il y a deux mois un rameau d'olivier surprise à M. Öcalan, l'invitant au Parlement à renoncer au terrorisme et à dissoudre son groupe ; une position soutenue par le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

« **Opportunité historique** »

*J'ai la compétence et la détermination nécessaires pour apporter une contribution positive au nouveau paradigme lancé par M. Bahçeli et M. Erdogan », a déclaré M. Öcalan, qui a également dit, selon le communiqué du DEM, que la délégation qui lui a rendu visite allait partager son approche avec l'Etat et les cercles politiques. « A la lumière de cela, je suis prêt à prendre les mesures nécessaires et à lancer cet appel. »*

Le coprésident du DEM, Tuncer Bakirhan, voit dans les propos d'Öcalan « une occasion historique de construire

*un avenir commun », dans un message posté sur X. « Nous sommes à la veille d'une potentielle transformation démocratique en Turquie et dans la région. L'heure est désormais au courage (...) pour une paix honorable », a-t-il déclaré.*

Le PKK, organisation séparatiste kurde, en lutte armée depuis des décennies contre le pouvoir central turc, est classé comme une organisation terroriste par la Turquie ainsi que par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni.

## En Syrie, le nouveau dirigeant, Ahmed Al-Charaa, assure vouloir donner du temps à l'organisation d'un dialogue national

Lors de sa première interview à un média arabe, le chef du groupe HTC a estimé qu'il faudrait attendre quatre ans avant que ne se tiennent des élections. Il a également tendu la main à l'Iran et à la Russie, les anciens alliés du dictateur Bachar Al-Assad.

**A**hmed Al-Charaa peaufine son projet de transition pour la Syrie et sa stature de chef d'Etat, soucieux de se présenter en force de modération au Moyen-Orient. Ce n'est pas un hasard s'il a choisi la chaîne Al-Arabiya, liée à la couronne saoudienne, pour dévoiler sa vision de l'avenir de la Syrie, à l'occasion de sa première interview télévisée avec un média arabe, dimanche 29 décembre, alors même que le chef de file du monde musulman sunnite observe encore avec prudence les premiers pas du nouveau dirigeant de Damas.

Ahmed Al-Charaa a dévoilé un calendrier pour une transition démocratique. Il a, à ce titre, de nouveau plaidé pour une révision de la résolution 2254 des Nations unies, adoptée en 2015, servant de base à des pourparlers sur une transition démocratique entre le régime syrien et l'opposition, considérant que le contexte a changé et que la transition qu'il propose en respecte l'« essence ».

La tenue d'élections en Syrie ne pourrait intervenir que dans quatre ans, a-t-il dit, évoquant la nécessité de procéder à un recensement complet de la population, qui comprend 13 millions de personnes déplacées, à l'intérieur et hors du pays, par treize ans de guerre civile. Il dit vouloir donner du temps à l'organisation

d'un dialogue national et à l'écriture d'une nouvelle Constitution après cinq décennies de dictature du clan Al-Assad. Ce processus pourrait prendre « de deux à trois ans », a-t-il précisé, afin de créer un cadre pour assurer la stabilité à long terme.

### Une « conférence du dialogue national »

Des voix s'élèvent pour dénoncer un délai trop long, alors que les inquiétudes sont déjà vives quant à la capacité des autorités de transition, initialement nommées jusqu'en mars 2025, à se montrer inclusives et aux volontés qui sont prêtées aux responsables de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) de vouloir imposer un modèle de gouvernance islamiste. « La question est moins sur le calendrier que sur la façon dont cela sera fait dans un environnement et dans une société complexes telles que la Syrie. Il faut que les nouvelles autorités soient inclusives et montrent une ouverture sur la nature de la transition », estime Salman Shaikh, à la tête du forum de médiation et de résolution de conflits, The Shaikh Group.

Ahmed Al-Charaa s'est défendu d'avoir confié les ministères à des personnalités loyales, issues des rangs de HTC, évoquant l'« harmonie » nécessaire pour traverser la

phase critique de transition. Conformément à la promesse qu'il a faite de respecter les droits des minorités du pays multiethnique et multiconfessionnel, ainsi que ceux des femmes, il a confirmé la tenue d'une « conférence du dialogue national » qui sera « inclusive et représentera l'ensemble des Syriens ». Des sources ont confirmé au Monde qu'elle se tiendrait les 4 et 5 janvier 2025.

Cette conférence doit aboutir à la création d'un comité d'experts, chargé de travailler sur la réforme constitutionnelle, et d'un conseil consultatif, chargé de guider le gouvernement intérimaire jusqu'à la tenue d'élections nationales. Selon Charles Lister, auteur de la lettre d'information *Syria Weekly*, plus de 1 000 participants issus de toutes les provinces syriennes, représentatives de la société civile, des factions armées, des institutions religieuses, de la communauté des affaires et de la jeunesse, devraient être invitées à participer au dialogue national. Quoique promoteur, souligne ce spécialiste de la Syrie, « il faudra que [le dialogue national] débouche sur des initiatives claires visant à élargir la portée du processus de transition syrien pour avoir un effet durable ».

### « Négociations » avec les forces kurdes

Le nouveau dirigeant syrien a déclaré que la « dissolution de HTC », ainsi que de toutes les factions armées, serait annoncée lors de cette conférence. Rejetant le modèle fédéraliste pour la Syrie, il entend intégrer à la future armée les Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, qui administrent plusieurs régions dans le Nord-Est syrien. « Les armes doivent être uniquement aux mains de l'Etat », a dit M. Al-Charaa, ajoutant que c'est sur « ces critères » que des « négociations » seront menées avec les FDS « dans l'espoir de trouver une solution appropriée ».

Les bases de la future armée ont été jetées, dimanche, avec la nomination de 49 officiers, tous issus des rangs de HTC et formés au sein de l'académie militaire du groupe à Idlib. Le nouveau ministre de la défense et chef militaire de HTC, Mourhaf Abou Qasra, ainsi que le nouveau chef d'état-major, Ali Nour Al-Din Al-Naassan, ont été promus au rang de général. « La formation d'une nouvelle armée syrienne devra être plus représentative des autres acteurs si elle a le moindre espoir d'être acceptée au niveau national », estime Charles Lister.

Le nouveau dirigeant de Damas a appelé de ses vœux des relations équilibrées avec les pays de la région. Il s'est

montré élogieux envers l'Arabie saoudite, pays où il est né, saluant le « rôle très important » qu'elle joue pour la stabilité en Syrie, et lui promettant de « grandes opportunités d'investissement ». A cette fin, il a appelé le président élu américain, Donald Trump, à lever les sanctions imposées à la Syrie, arguant

qu'elles n'étaient plus justifiées dès lors que les auteurs des crimes commis sous le régime d'Al-Assad ne sont plus au pouvoir.

M. Al-Charaa a tendu la main aux alliés de Bachar Al-Assad, à l'Iran et à la Russie. « La Syrie ne peut pas continuer sans des relations avec un

grand pays au poids régional comme l'Iran, mais il faut que celles-ci se fassent sur la base du respect de la souveraineté des deux pays et sans ingérences », a-t-il déclaré. Il a appelé au maintien de liens forts avec la Russie, estimant que la Syrie partageait des intérêts « stratégiques profonds » avec le « deuxième

pays le plus puissant au monde ». « Nous ne voulons pas que la Russie quitte la Syrie de la manière dont certains le souhaiteraient », a-t-il ajouté, alors que des négociations sont engagées avec Moscou sur le maintien de ses bases militaires de Hmeimim et de Tartous.

**Le Monde**

Olivier Bonnel  
31 décembre 2024

## Le sort incertain d'une journaliste italienne détenue en Iran

Cecilia Sala est emprisonnée à Téhéran depuis le 19 décembre. Son arrestation ne serait pas liée à son travail de journaliste : Téhéran pourrait conditionner sa libération à celle d'un Iranien arrêté à Milan à la demande des Etats-Unis.

Le 20 décembre, le vol qui devait ramener Cecilia Sala d'Iran en Italie ne comptait pas la journaliste parmi ses passagers. En Iran pour une semaine, elle avait été arrêtée la veille de son retour prévu. Agée de 29 ans, Cecilia Sala est grand reporter pour le quotidien *Il Foglio* et travaille également pour Chora Media, société de production de podcasts basée à Milan. Cette connaissance de l'Iran s'y était rendue pour tourner de nouveaux podcasts avec des femmes iraniennes, et avait obtenu un visa d'une semaine. La révélation de son arrestation n'a eu lieu qu'une semaine après les faits, alors que Rome avait déjà activé ses canaux diplomatiques pour œuvrer à sa libération.

Lundi 30 décembre, les autorités iraniennes ont confirmé que la journaliste avait bien été arrêtée. Cecilia Sala est à l'isolement à la prison d'Evin, dans le nord de Téhéran, connue pour détenir des prisonniers politiques. Dans un communiqué, le ministère iranien de la culture a précisé que la journaliste avait « enfreint les lois de la République islamique

d'Iran », sans donner plus de détails.

### Rome veut jouer la discrétion

Si les accusations de Téhéran restent floues, l'arrestation de la journaliste pourrait n'avoir aucun lien avec son travail. Cecilia Sala servirait en réalité de monnaie d'échange pour obtenir la libération d'un citoyen iranien arrêté en Italie. La presse italienne a en effet annoncé l'interpellation, le 16 décembre, de Mohammad Abedini Najafabadi, ingénieur de 38 ans, à l'aéroport de Milan Malpensa, à la demande des Etats-Unis. Recherché par le FBI, il est soupçonné d'avoir fourni des drones utilisés pour frapper une base américaine en Jordanie en 2023, tuant trois soldats.

Un autre ressortissant iranien, Mahdi Mohammad Sadeghi, 42 ans, a, lui, été arrêté aux Etats-Unis. Le département de la justice de Washington accuse les deux hommes d'exporter vers l'Iran des composants électroniques en violation des sanctions américaines contre Téhéran.

Washington a demandé l'extradition de Mohammad Abedini Najafabadi aux autorités italiennes. La justice de la Péninsule étudie la demande, mais la procédure, complexe, pourrait prendre une quarantaine de jours. Ce dossier pourrait être à l'agenda de la rencontre entre Joe Biden et Giorgia Meloni, prévue à Rome la première quinzaine de janvier, pour ce qui sera l'un des derniers voyages du président américain.

Rome, en attendant, veut jouer la discrétion, conscient de la délicatesse de l'affaire. « Les négociations avec l'Iran ne peuvent malheureusement pas être résolues par l'implication de l'opinion publique occidentale et la force de l'indignation populaire, mais uniquement par une action politique et diplomatique de haut niveau », expliquait le ministre de la défense italien, Guido Crosetto, sur les réseaux sociaux, le 27 décembre.

L'Italie semble se retrouver piégée dans ce nouveau chapitre de la diplomatie des otages, rythmée par la rivalité entre Washington et Téhéran. « Le dossier est dé-

licat, nous espérons une libération rapide mais cela ne dépend pas de nous », a reconnu Antonio Tajani, le chef de la diplomatie italienne. Cecilia Sala peut, en attendant, bénéficier du soutien de la représentation diplomatique italienne à Téhéran. Vendredi, elle a pu recevoir une visite de Paola Amadei, l'ambassadrice italienne en Iran, qui a pu constater qu'elle était « en bonne santé ».

« L'Italie n'abandonne jamais ses citoyens, et le gouvernement travaille intensément à la libération de Cecilia », assure Mario Calabresi, le fondateur de Chora Media et employeur de la journaliste, « mais plus les jours passent, plus la situation devient complexe », admet-il, confiant suivre la situation « avec grande angoisse ». Fin 2022, une blogueuse italienne, Alessia Piperno, avait été arrêtée en Iran alors que les manifestations antirégime battaient leur plein à la suite de la mort de Mahsa Amini. Elle avait été libérée au bout de 45 jours. A Rome, on veut croire que la rétention de Cecilia Sala ne durera pas des mois.

## Les dépêches de l'afp de décembre 2024

1 decembre 2024

# Le pouvoir syrien perd le contrôle de la ville d'Alep après un assaut rebelle

**Beyrouth (Liban), 1 déc 2024 (AFP)** — A la faveur d'une offensive fulgurante, les rebelles en Syrie ont infligé un coup dur au régime de Bachar al-Assad qui a perdu dimanche le contrôle d'Alep, la deuxième ville du pays, pour la première fois depuis le début de la guerre en 2011.

M. Assad a menacé de recourir à la "force pour briser les terroristes", à l'heure où son allié russe a mené des raids meurtriers contre la ville d'Alep (nord) et la province voisine d'Idleb, fief d'une coalition de groupes rebelles dominée par des islamistes.

C'est cette coalition qui a lancé mercredi depuis la région d'Idleb, l'assaut contre les forces gouvernementales, prenant des dizaines de localités "sans aucune résistance" dans les provinces d'Idleb, d'Alep et de Hama, plus au sud, et s'emparant de la majeure partie de la ville d'Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) et les factions rebelles alliées "contrôlent la ville d'Alep, à l'exception des quartiers aux mains des forces kurdes. Pour la première fois depuis le début du conflit en 2011, Alep est hors de contrôle du régime", a dit Rami Abdel Rahmane, le chef de l'OSDH.

Selon cette ONG, plus de 370 personnes au total ont été tuées depuis le début de l'offensive, qui a coïncidé

avec l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu dans la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais, un allié de M. Assad et de l'Iran.

Ces violences sont les premières de cette ampleur depuis 2020 en Syrie, où la guerre impliquant des belligérants soutenus par différentes puissances régionales et internationales, a laissé un pays morcelé en plusieurs zones d'influence.

"Il semble que le régime a perdu Alep, et à moins qu'il ne parvienne à lancer une contre-offensive bientôt, ou que la Russie et l'Iran n'envoient davantage de soutien, je ne pense pas que le gouvernement reprendra la ville", a dit à l'AFP Aron Lund, du centre de réflexion Century International. "En Syrie, un gouvernement sans Alep n'est pas vraiment un gouvernement."

- "Sans résistance" -

L'armée a confirmé samedi la présence de combattants antigouvernementaux dans de "larges parties" d'Alep.

Après la chute de la ville, des avions russes ont mené des frappes contre le secteur de l'hôpital universitaire d'Alep qui ont fait 12 morts et contre la ville d'Idleb où huit personnes ont péri, selon l'OSDH.

"Nous avons entendu une explosion et les murs sont tombés sur nous", a raconté à l'AFP sur son lit d'hôpital à Idleb Oum Mohammad, qui a

perdu sa belle-fille, mère de cinq enfants.

Les combattants du HTS, dominé par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, et ceux des factions rebelles dont certaines soutenues par la Turquie, sont entrés vendredi à Alep avant d'en prendre la majeure partie samedi "sans rencontrer de résistance significative", selon l'OSDH.

Ils ont atteint la citadelle historique et se sont emparés de bâtiments gouvernementaux, de prisons et de l'aéroport international, a ajouté l'Observatoire, qui s'appuie sur un vaste réseau de sources en Syrie.

Plusieurs districts du nord d'Alep sont peuplés en majorité de Kurdes syriens placés sous l'autorité des forces kurdes qui ont instauré une administration autonome dans de vastes régions du nord-est syrien.

Le HTS et les rebelles contrôlent des pans entiers de la province d'Idleb, ainsi que des secteurs des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié. Avant l'offensive, le nord-ouest de la Syrie bénéficiait d'un calme précaire en vertu d'un cessez-le-feu instauré en 2020.

- "Graves implications" -

Avec l'appui militaire crucial de la Russie et de l'Iran, le régime Assad avait lancé en 2015 une contre-offensive qui lui avait permis de reprendre progressivement le contrôle d'une grande partie du pays,

et en 2016 la totalité de la ville d'Alep, poumon économique de la Syrie d'avant-guerre.

Attendu à Damas, le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi a réitéré le soutien "ferme" de son pays à M. Assad.

En face, la Turquie, qui contrôle plusieurs zones du nord de la Syrie, a appelé à mettre "fin" aux "attaques" sur Idleb après les raids russes et syriens.

Dans un autre camp, les Etats-Unis ont jugé que le régime syrien subissait les conséquences de sa "dépendance à la Russie et à l'Iran".

Et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dit "surveiller la situation en Syrie", où son armée a mené des centaines de frappes depuis 2011. Mardi, il a prévenu M. Assad qu'il "jouait avec le feu", en citant les transferts d'armes tolérés par son régime au profit du Hezbollah.

Les violences en Syrie "ont de graves implications pour la paix régionale et internationale", a averti l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie Geir O. Pedersen.

Déclenchée en 2011 après la répression brutale de manifestations prodémocratie, la guerre en Syrie a fait environ un demi-million de morts.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 decembre 2024

## Nord de la Syrie: une ONG affirme que des forces proturques ont pris une ville stratégique tenue par les Kurdes

**Beyrouth (Liban), 1 déc 2024 (AFP)** — Des groupes rebelles proturcs ont pris dimanche la ville stratégique de Tal Rifaat dans le nord de la Syrie, qui était aux mains des forces kurdes, a indiqué une ONG.

Les forces proturques “ont pris le contrôle de Tal Rifaat”, à une vingtaine de km de la frontière turque, et de villages environnants, a indiqué l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH).

Tal Rifaat se trouve dans une enclave contrôlée par les forces kurdes, entourée de régions tenues par des groupes proturcs et l’armée

syrienne. Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait menacé à plusieurs reprises d’une offensive contre cette enclave.

Une coalition de rebelles dirigée par des islamistes a infligé un coup dur au régime de Bachar al-Assad qui a perdu dimanche le contrôle d’Alep, la deuxième ville du pays, pour la première fois depuis le début de la guerre en 2011.

De leur côté, des forces proturques ont lancé samedi une offensive contre les forces gouvernementales et les forces kurdes dans la province d’Alep, selon l’OSDH.

Ces forces ont pu prendre dimanche le contrôle de deux localités, Safireh et Khanasser, au sud-est d’Alep, et de l’aéroport militaire de Kweires, a ajouté cette ONG.

Les combats ont fait neuf morts dans les rangs des troupes gouvernementales, selon l’OSDH, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d’un vaste réseau de sources en Syrie.

L’OSDH a averti qu’environ 200.000 Kurdes syriens dans le nord de la province d’Alep étaient “assiégés par des factions pro-turques”.

Les forces kurdes constituent

la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui contrôlent de vastes pans du nord-est de la Syrie et sont soutenues par les Etats-Unis.

Dans un communiqué, les FDS ont accusé la Turquie d’être derrière l’offensive, affirmant qu’elle cherchait à “diviser la Syrie”.

La Syrie est morcelée en zones d’influence par la guerre qui dure depuis 2011.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

2 decembre 2024

## Syrie: Assad dénonce une tentative de “redessiner” la carte régionale après l’assaut rebelle

**Beyrouth (Liban), 2 déc 2024 (AFP)** — Le président syrien Bachar al-Assad a dénoncé lundi une tentative de “redessiner” la carte du Moyen-Orient, après une offensive fulgurante des rebelles qui ont réussi à prendre de vastes régions du nord de la Syrie aux forces gouvernementales.

Pour la première fois depuis le début de la guerre en 2011, le régime Assad a perdu totalement le contrôle d’Alep, deuxième ville de Syrie, un revers cinglant infligé par une coalition de groupes rebelles dominée par les islamistes radicaux.

En riposte, des avions syriens et russes ont mené des frappes sur des secteurs tenus par ces groupes dans la province d’Idleb (nord-ouest) et dans celle voisine d’Alep, tuant 15 civils dont des enfants, selon l’OSDH.

Des images de l’AFPTV ont montré des rebelles armés patrouillant dans les rues d’Alep, la grande ville du nord de la Syrie, près de la citadelle historique ou de l’aéroport international.

Certains posent devant un blindé abandonné par l’armée, d’autres déchirent un drapeau syrien ou un portrait de M. Assad. Même si la plu-

part des rues semblent vides, des Syriens sont sortis pour acclamer l’arrivée de ces combattants.

Les rebelles ont pris des bâtiments gouvernementaux, des prisons, l’aéroport international d’Alep et un aéroport militaire “sans rencontrer de résistance significative”, selon l’Observatoire syrien des droits de l’Homme (OSDH), qui dispose d’un vaste réseau de sources en Syrie.

Dans un entretien téléphonique avec son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, M. Assad a déclaré que “l’escalade terroriste” visait à

“tenter de morceler la région, d’effriter ses Etats et de redessiner la carte régionale conformément aux intérêts et objectifs de l’Amérique et de l’Occident”.

- “Inconditionnel” -

M. Assad, appuyé par l’Iran et la Russie, a cherché à obtenir le soutien de ses alliés face à l’assaut qui a fait plus de 457 morts depuis le début de l’offensive rebelle le 27 novembre, en majorité des combattants mais incluant aussi plus de 72 civils, d’après l’OSDH.

Selon le Kremlin, le président russe Vladimir Poutine et M.

Pezeshkian ont affirmé leur soutien "inconditionnel" à M. Assad et appelé à une coordination avec la Turquie, qui soutient des groupes rebelles.

A la surprise générale, le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Cham (HTS) et des factions rebelles dont certaines appuyées par Ankara, ont lancé leur offensive depuis la province d'Idleb. Ils se sont emparés rapidement de dizaines de localités ainsi que de la ville d'Alep à l'exception de ses quartiers nord habités par des Kurdes.

- Multitude d'acteurs -

La Syrie a été morcelée par la guerre civile en plusieurs zones d'influence, où les belligérants sont soutenus par différentes puissances régionales et internationales.

Et les violences des derniers jours, les premières de cette ampleur depuis 2020, font craindre une reprise des hostilités à grande échelle.

La Turquie, frontalière de la Syrie, ainsi que l'Iran, la Russie et les Etats-Unis ont une présence militaire en Syrie,

où la guerre déclenchée avec la répression brutale de manifestations prodémocratie a fait environ un demi-million de morts.

Le début de l'offensive rebelle a coïncidé avec l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah libanais, un allié de M. Assad et de l'Iran sorti affaibli de la guerre au Liban.

C'est grâce à l'appui militaire de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah que le régime Assad avait réussi en 2015 à inverser le cours de la guerre en reprenant une grande partie du territoire et en 2016 la totalité d'Alep.

Accaparée aujourd'hui par sa guerre contre l'Ukraine, la Russie, qui dispose de plusieurs bases en Syrie, a dit vouloir aider M. Assad et ses forces à "repousser" les rebelles.

- Bombardements et combats -

L'OSDH a fait état de frappes russes sur la ville d'Alep.

L'armée syrienne de son côté a rapporté ces dernières 24 heures des bombardements

aériens et à l'artillerie syriens et russes contre "des positions, des dépôts et des lignes d'approvisionnement des terroristes" dans les provinces d'Alep et d'Idleb.

"Nos forces armées avancent vers plusieurs axes dans les provinces d'Alep, de Hama et d'Idleb pour encercler les terroristes et les chasser", a-t-elle ajouté dans un communiqué.

Des combats opposent en outre forces gouvernementales et rebelles dans la province de Hama, d'après l'Observatoire.

HTS et rebelles contrôlent une bonne partie de la province d'Idleb, ainsi que des secteurs des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

Avant leur offensive, le nord-ouest de la Syrie bénéficiait d'un calme précaire en vertu d'un cessez-le-feu instauré en 2020, sous le parrainage d'Ankara et de Moscou.

- Front Kurdes/rebelles -

Dimanche, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et le

Royaume-Uni ont appelé à la désescalade en Syrie dans un communiqué conjoint.

Les Etats-Unis, qui disposent eux aussi de soldats au sol dans le nord de la Syrie, soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes, qui ont combattu le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Sur un autre front, des groupes rebelles prokurdes ont chassé dimanche les FDS de Tal-Rifaat dans le nord de la province d'Alep.

Les FDS contrôlent de vastes régions du nord de la Syrie, où les Kurdes syriens ont instauré une administration autonome.

Leur chef, Mazloum Abdi, a affirmé que ses forces oeuvraient pour évacuer des civils kurdes "en toute sécurité" de secteurs de la province d'Alep, notamment de Tal-Rifaat.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

02 décembre 2024

## Le régime syrien perd la ville d'Alep, Assad cherche le soutien de ses alliés

**Beyrouth (Liban), 2 déc 2024 (AFP)** — Le président syrien Bachar al-Assad a cherché dimanche à obtenir le soutien de ses alliés après avoir perdu le contrôle d'Alep, la deuxième ville de Syrie, lors d'une offensive rebelle qui a fait plus de 410 morts selon une ONG.

C'est la première fois depuis le début de la guerre en Syrie en 2011 que le pouvoir, un allié de l'Iran et de la Russie, perd totalement le contrôle de cette ville septentrionale, un revers cinglant infligé par

une coalition de groupes rebelles dominée par des islamistes.

Recevant à Damas le chef de la diplomatie d'Iran, Abbas Araghchi, M. Assad a souligné "l'importance du soutien des alliés et des amis pour faire face aux attaques des terroristes appuyées par l'étranger et mettre leurs plans en échec". Il a plus tôt menacé de recourir à la "force pour briser les terroristes".

La Russie a dit que ses forces

aériennes aidaient l'armée syrienne à "repousser" les rebelles dans les provinces d'Idleb (nord-ouest), de Hama (centre) et d'Alep (nord), alors que l'Iran a réitéré son soutien "ferme" au régime Assad.

Après Damas, M. Araghchi est arrivé dimanche soir à Ankara où il doit rencontrer lundi son homologue turc Hakan Fidan avant un entretien avec le président Recep Tayyip Erdogan, selon des responsables.

En 2015 et avec l'appui militaire crucial de la Russie et de l'Iran, le régime Assad avait lancé une contre-offensive qui lui avait permis de reprendre progressivement le contrôle d'une grande partie du pays et en 2016 de la totalité de la ville d'Alep, poumon économique de la Syrie d'avant-guerre.

Les violences, les premières de cette ampleur depuis 2020, font craindre une reprise des hostilités à grande échelle dans un pays morcelé en plu-

sieurs zones d'influence, où les belligérants sont soutenus par différentes puissances régionales et internationales.

Mercredi, le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) et des factions rebelles alliées, certaines appuyées par la Turquie, ont lancé une offensive contre les forces gouvernementales, prenant des dizaines de localités dans les provinces d'Alep, d'Idleb et de Hama, plus au sud, et s'emparant samedi de la majeure partie de la ville d'Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

- Frappes russes -

Le HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, et les rebelles, "contrôlent la ville d'Alep, à l'exception des quartiers aux mains des forces kurdes. Pour la première fois depuis 2011, Alep est hors du contrôle du régime", a dit Rami Abdel Rahmane, chef de l'OSDH.

Selon cette ONG qui s'appuie sur un vaste réseau de sources en Syrie, au moins 412 personnes ont été tuées depuis mercredi: 214 rebelles, 137 membres des forces pro-gouvernementales et 61 civils.

"A moins qu'il ne lance une contre-offensive bientôt ou

que la Russie et l'Iran n'envoient beaucoup plus de soutien, je ne pense pas que le gouvernement pourra reprendre la ville", a dit à l'AFP Aron Lund, du centre de réflexion Century International.

L'armée a confirmé samedi la présence de combattants antigouvernementaux dans de "larges parties" de la ville.

Et dimanche, des avions russes et syriens ont mené des frappes à Alep, faisant 12 morts, des appareils russes ayant également bombardé la ville d'Idleb, tuant huit personnes, d'après l'OSDH.

Selon l'agence officielle syrienne Sana, des avions russes et syriens ont ciblé "un rassemblement de commandants d'organisations terroristes" dans la province d'Alep, tuant "des dizaines de personnes", et détruit un convoi de véhicules transportant des armes dans l'est de la province d'Idleb.

Rome a indiqué que "le Collège franciscain Terra Sancta d'Alep a été touché par une attaque russe qui a causé de graves dégâts".

Dans un communiqué conjoint, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont appelé dimanche à la "désescalade"

en Syrie, ajoutant que l'"escalade" du conflit soulignait "la nécessité urgente" d'une "solution politique".

- "C'était la panique" -

"La première nuit, c'était la panique et beaucoup de gens ont tenté de fuir", a déclaré un habitant d'Alep, joint au téléphone par l'AFP, qui a préféré ne pas donner son nom. Mais, a-t-il ajouté, "les rebelles tentent de montrer un visage bienveillant. Ils ont distribué du pain gratuitement aux carrefours aujourd'hui".

Au surlendemain du lancement de leur offensive depuis la province d'Idleb, leur bastion, le HTS et les rebelles se sont emparés samedi de la majeure partie de la ville "sans rencontrer de résistance significative", a dit l'OSDH.

Ils ont atteint la citadelle historique et pris des bâtiments gouvernementaux, des prisons et l'aéroport international, selon l'ONG.

Mais plusieurs quartiers du nord d'Alep sont habités en majorité par des Kurdes syriens placés sous l'autorité des forces kurdes qui ont instauré une administration autonome dans des régions du nord-est syrien.

- Front rebelles/Kurdes? -

Avant leur assaut, le HTS et les rebelles contrôlaient une bonne partie de la province d'Idleb, ainsi que des secteurs des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié. Le nord-ouest syrien bénéficiait d'un calme précaire en vertu d'un cessez-le-feu instauré en 2020, sous le parrainage d'Ankara et de Moscou.

Sur un autre front, des groupes rebelles proturcs ont pris dimanche aux forces kurdes la ville clé de Tal Rifaat (nord) près de la frontière turque, a indiqué l'OSDH, sans fournir d'explications.

La Turquie, qui contrôle plusieurs zones du nord de la Syrie, a dit soutenir les efforts pour "mettre fin à la tension".

Le début de l'offensive rebelle a coïncidé avec l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah libanais, un allié de M. Assad et de l'Iran.

Déclenché en 2011 après la répression brutale de manifestations prodémocratie, le conflit en Syrie a fait environ un demi-million de morts.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

02 décembre 2024

## Raids russes et syriens meurtriers en Syrie après une offensive rebelle

**Beyrouth (Liban), 2 déc 2024 (AFP)** — Des avions syriens et russes ont bombardé lundi des secteurs rebelles du nord-ouest de la Syrie, tuant 11 civils dont des enfants, après la perte de la ville d'Alep par le régime lors d'une offensive menée par les insurgés, a indiqué une ONG.

C'est la première fois depuis

le début de la guerre en Syrie en 2011 que le pouvoir, un allié de l'Iran et de la Russie, perd totalement le contrôle de la ville septentrionale, un revers cinglant infligé par le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) et des factions rebelles syriennes alliées dont certaines sont appuyées par la Turquie.

Cette coalition de combattants

antigouvernementaux, présente en force dans la province d'Idleb (nord-ouest), a lancé une offensive fulgurante le 27 novembre, prenant des dizaines de localités et s'emparant de la ville septentrionale d'Alep à l'exception des quartiers nord habités par des Kurdes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le président syrien Bachar al-Assad a cherché à obtenir le soutien de ses alliés face à cet assaut fulgurant qui a fait plus de 457 morts, en majorité des combattants mais incluant aussi plus de 72 civils, selon l'Observatoire, une ONG disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie.

La Russie, qui dispose de

plusieurs bases en Syrie, a dit vouloir aider M. Assad et ses forces à "repousser" les rebelles dans les provinces d'Idleb, de Hama, plus au sud, et d'Alep, alors que l'Iran a réitéré son soutien "ferme" au régime Assad.

Au lendemain de frappes meurtrières à Alep et Idleb, les avions russes et syriens ont mené lundi de nouveaux raids contre des régions aux mains des rebelles dans la province d'Idleb, ciblant notamment la ville éponyme et un camp de déplacés, a indiqué l'OSDH en faisant état de 11 civils tués dont cinq enfants.

Dans la ville d'Alep, des images de l'AFP ont montré des rebelles armés patrouillant dans les rues d'Alep à bord de véhicules militaires ou à pied. Certains ont incendié un drapeau syrien ou un portrait de M. Assad, d'autres ont brandi le drapeau de la révolution. Même si la plupart des rues semblent vides, des Syriens sont sortis pour acclamer l'avancée des combattants antigouvernementaux.

Ces derniers "se veulent bienveillants et ont distribué du pain gratuitement aux carrefours" dimanche, a indiqué un

habitant joint par téléphone.

- "Sans résistance" -

Les rebelles ont atteint la citadelle historique d'Alep et pris des bâtiments gouvernementaux, des prisons et l'aéroport international d'Alep "sans rencontrer de résistance significative", a dit l'OSDH.

En 2015 et avec l'appui militaire crucial de la Russie et de l'Iran, le régime Assad avait lancé une contre-offensive qui lui avait permis de reprendre progressivement le contrôle d'une grande partie du pays et en 2016 de la totalité de la ville d'Alep, poumon économique de la Syrie d'avant-guerre.

Les violences des derniers jours, les premières de cette ampleur depuis 2020, font craindre une reprise des hostilités à grande échelle dans un pays morcelé en plusieurs zones d'influence, où les bellicérants sont soutenus par différentes puissances régionales et internationales.

Après avoir rencontré M. Assad à Damas, le chef de la diplomatie d'Iran, Abbas Araghchi, doit s'entretenir lundi à Ankara avec son homologue turc Hakan Fidan et le prési-

dent Recep Tayyip Erdogan.

La Turquie, qui contrôle plusieurs zones du nord de la Syrie et soutient plusieurs groupes rebelles syriens, a dit soutenir les efforts pour "mettre fin à la tension" dans ce pays frontalier.

Le début de l'offensive rebelle a coïncidé avec l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah libanais, un allié de M. Assad et de l'Iran sorti affaibli de la guerre au Liban.

- Front Kurdes/rebelles -

Dans un communiqué conjoint, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont appelé dimanche à la "désescalade" en Syrie, soulignant l'urgence d'une "solution politique".

Les Etats-Unis, qui disposent eux aussi de soldats au sol dans le nord de la Syrie, soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes, qui ont combattu le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

Les FDS oeuvrent pour évacuer "en toute sécurité" des civils kurdes de secteurs de la province d'Alep, notamment

la ville de Tal-Rifaat, vers leurs "zones sûres dans le nord du pays", où elles ont instauré une administration autonome, a déclaré leur chef Mazloum Abdi.

Dimanche, des groupes rebelles proturcs ont annoncé voir pris aux forces kurdes Tal Rifaat proche de la frontière turque, où selon l'Observatoire environ 200.000 Kurdes syriens sont encerclés.

Avant leur offensive, le nord-ouest de la Syrie bénéficiait d'un calme précaire en vertu d'un cessez-le-feu instauré en 2020, sous le parrainage d'Ankara et de Moscou.

HTS et rebelles contrôlent une bonne partie de la province d'Idleb, ainsi que des secteurs des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

Déclenché en 2011 après la répression brutale de manifestations prodémocratie, le conflit en Syrie a fait environ un demi-million de morts.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

02 décembre 2024

## La Turquie annonce la mort d'un responsable kurde dans le nord de la Syrie

**Istanbul, 2 déc 2024 (AFP)** — Les services de renseignements turcs (MIT) ont annoncé la mort d'un responsable du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé comme terroriste par Ankara, dans la région de Tal Rifaat, en Syrie, rapporte lundi l'agence de presse étatique Anadolu.

"Le MIT a neutralisé Yasar Çekik, l'un des dirigeants du PKK/YPG, qui figure dans la catégorie rouge sur la liste

des personnes recherchées pour terrorisme, dans la région de Tal Rifaat en Syrie", à 18 km à vol d'oiseau de la frontière turque, a annoncé Anadolu.

Yasar Çekik était selon Ankara un important responsable local du PKK et des YPG, les Unités de protection du peuple considérées comme une émanation du PKK par la Turquie.

Il était considéré comme le

cerveau de plusieurs attaques meurtrières contre les forces de sécurité turques sur le sol turc.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, des groupes rebelles pro-turcs ont pris dimanche aux forces kurdes hostiles à Ankara le contrôle de la ville de Tal Rifaat.

Cette localité clé est située en lisière de la bande de terre occupée par la Turquie dans le nord de la Syrie au nom de sa lutte contre les groupes armés kurdes.

Les rebelles syriens, dont certaines factions appuyées par la Turquie, ont pris en deux jours la semaine dernière le contrôle d'Alep, deuxième ville de Syrie, et continuent leur avancée vers le sud du pays.

La Turquie a dit vouloir soutenir les efforts pour "mettre fin à la tension".

Le ministre des Affaires étran-

gères iranien Abbas Araghchi, dont le pays a soutenu le régime du président syrien Bachar al-Assad lors de la guerre civile, se trouve lundi à Ankara

et doit être reçu par son homologue turc Hakan Fidan ainsi que par le chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 décembre 2024

## Syrie: les rebelles s'approchent de Hama, violents combats avec les forces du régime

**Beyrouth (Liban), 3 déc 2024 (AFP)** — La coalition de rebelles menée par des islamistes radicaux qui a lancé une offensive dans le nord de la Syrie s'approche mardi de Hama, une ville clé du centre du pays, dont les forces du régime tentent de barrer l'accès, appuyées par l'aviation russe.

Face à cette reprise des hostilités à grande échelle en Syrie, après plus d'une décennie de guerre civile, les appels internationaux à la désescalade se multiplient.

Le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Cham (HTS) et d'autres factions rebelles ont lancé le 27 novembre une offensive fulgurante dans le nord-ouest du pays, s'emparant de dizaines de localités ainsi que d'une grande partie de la deuxième ville du pays, Alep.

"De violents affrontements se déroulent dans le nord de la province de Hama", une ville stratégique sur la route reliant Alep, au nord, à la capitale Damas, alors que "les aviations russe et syrienne mènent des dizaines de frappes" sur des positions rebelles, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les groupes antirégime ont pris le contrôle de plusieurs localités dans la région, selon cette ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Un photographe de l'AFP a vu mardi matin des dizaines de chars et de véhicules de l'armée syrienne abandonnés, sur la route menant à Hama.

L'armée avait annoncé auparavant avoir envoyé des renforts vers la région pour ralentir la progression des rebelles.

- Fuite des habitants -

"Nous progressons vers Hama après avoir nettoyé" les localités qui y mènent, a affirmé à l'AFP un combattant rebelle, se présentant comme Aboul Houda Sourani.

Lundi, ces forces ont bombardé avec des lance-roquettes la ville, où six civils ont été tués, selon l'OSDH.

Les combats et bombardements dans le nord-ouest du pays, les premiers de cette ampleur depuis 2020, ont fait 514 morts depuis le 27 novembre, dont 92 civils, selon l'OSDH.

En date de samedi, plus de 48.500 personnes avaient été déplacées dans les régions d'Idleb et du nord d'Alep, dont plus de la moitié d'enfants, a indiqué lundi le bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

Parmi eux, figurent des milliers de Kurdes syriens. Leurs voitures, camionnettes ou motos surchargées de matelas et couvertures formaient une longue file sur l'autoroute Alep-Raqqa (nord), selon des images de l'AFP, pour gagner

plus à l'est des zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes.

Pour la première fois depuis le début de la guerre civile en 2011, le régime a perdu totalement le contrôle d'Alep, deuxième ville de Syrie, dont les rebelles, parmi lesquels des groupes soutenus par Ankara, ont pris possession à l'exception de ses quartiers nord habités par des Kurdes.

- "La terreur" des frappes aériennes -

A Idleb, que des avions syriens et russes ont bombardée en riposte à l'offensive, des images de l'AFP montraient des secouristes fouiller les débris d'immeubles rasés par des frappes, qui ont aussi visé le camp de déplacés de Haranabouch.

"Je ne peux décrire (...) la terreur que nous avons ressentie", y témoignait lundi Hussein Ahmar Khader, un enseignant.

A Alep, selon des images de l'AFP, des rebelles armés patrouillaient dans les rues de la ville, près de la citadelle historique, ou prenant position dans l'aéroport international de la ville d'environ deux millions d'habitants.

Des habitants faisaient la queue pour recevoir du pays distribué par une association.

"On est dans l'incertitude, on ne sait pas ce qui va arriver",

a confié lundi un habitant d'Alep joint au téléphone par l'AFP, sans donner son nom. "Personne n'a été importuné", selon lui, "mais quelques miliciens ont dit aux filles de se voiler".

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à une "cessation immédiate des hostilités", selon son porte-parole.

Les Etats-Unis, à la tête d'une coalition internationale antijihadistes en Syrie, ont exhorté "tous les pays" à oeuvrer pour une "désescalade", de même que l'Union européenne qui a "condamné" les frappes russes "sur des zones densément peuplées".

- "Redessiner la carte régionale" -

Le président syrien Bachar al-Assad a estimé que "l'escalade terroriste" visait à "redessiner la carte régionale conformément aux intérêts et objectifs de l'Amérique et de l'Occident", dans un entretien téléphonique avec son homologue iranien, Massoud Pezeshkian.

Le président russe Vladimir Poutine et M. Pezeshkian ont affirmé leur soutien "inconditionnel" à M. Assad et appelé à une coordination avec la Turquie, qui soutient des groupes rebelles, a indiqué le Kremlin.

La Syrie a été morcelée par la guerre civile en plusieurs zones d'influence, où les belligérants

sont soutenus par différentes puissances étrangères.

C'est grâce à l'appui militaire de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais que le régime Assad avait réussi en

2015 à reprendre une grande partie du territoire et en 2016 la totalité d'Alep.

Le conflit, déclenché avec la répression brutale de manifestations prodémocratie a fait

environ un demi-million de morts.

Avant l'offensive rebelle, le nord-ouest de la Syrie jouissait d'un calme précaire en vertu d'un cessez-le-feu instauré

en 2020, sous le parrainage d'Ankara et de Moscou.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

03 décembre 2024

## Iran: le président Pezeshkian critique une loi sur le voile

**Téhéran, 3 déc 2024 (AFP)**

— Le président iranien, Masoud Pezeshkian, a émis des doutes sur la pertinence d'une nouvelle loi durcissant les sanctions à l'encontre des femmes non voilées, un texte qui suscite la polémique deux ans après la mort de Mahsa Amini.

Depuis la Révolution islamique de 1979, les femmes en Iran ont l'obligation de dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics.

Mais de plus en plus d'entre elles apparaissent sans voile dans la rue, depuis le mouvement de contestation déclenché par la mort en détention en septembre 2022 de Mahsa Amini, une Kurde iraniennne de 22 ans, arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire en vigueur dans le pays.

Une nouvelle loi approuvée au Parlement prévoit un durcissement des sanctions à l'encontre des contrevenantes.

Le texte doit toutefois obtenir le 13 décembre la signature du président iranien pour entrer formellement en vigueur.

“En tant que personne chargée de promulguer cette loi, j'ai de nombreuses réserves à son sujet”, a indiqué Masoud Pezeshkian, lors d'un entretien lundi soir à la télévision d'Etat.

La loi intitulée “hijab et chasteté” prévoit des amendes - pouvant représenter en cas de récidive jusqu'à 20 mois de salaire moyen - pour les femmes mal ou non voilées en public ou sur les réseaux sociaux, d'après les grandes lignes publiées dans la presse.

Le texte n'a pas été officiellement publié.

Les amendes devront être payées sous dix jours, faute de quoi les contrevenantes pourront faire l'objet d'une interdiction de sortie de territoire et être privées de certains services publics, dont la délivrance d'un permis de conduire.

A cause de cette loi, “nous risquons de gâcher beaucoup de choses” dans la société, a estimé le président iranien, qui a pris ses fonctions en juillet et gère en Iran le gouvernement.

“Nous ne devons rien faire qui puisse mécontenter la nation”, a insisté M. Pezeshkian.

M. Pezeshkian avait promis durant sa campagne de retirer de la rue la police des moeurs, une unité chargée de surveiller le port du voile.

A l'origine de l'arrestation de Mahsa Amini, cette unité a disparu des rues depuis le début des manifestations de septembre 2022, mais n'a jamais été formellement abolie par les autorités.

M. Pezeshkian, député à l'époque, avait vivement critiqué la police pour le décès de Mahsa Amini.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 décembre 2024

## Les rebelles “aux portes” de la ville-clé de Hama, l'armée syrienne envoie des renforts

**Beyrouth (Liban), 4 déc 2024 (AFP)**

— Les rebelles qui mènent une offensive dans le nord de la Syrie sont arrivés mardi “aux portes” de Hama, la quatrième ville du pays, selon une ONG, où des combats les opposaient à l'armée, appuyée par l'aviation russe et par d'importants renforts.

L'armée a fait état de “combats féroces”, en particulier dans le nord de la province de Hama, tandis que “d'importants renforts” sont arrivés dans la ville, selon une source militaire citée par l'agence officielle Sana.

Des nuages de fumée noire se sont élevés de la ville de

Souran, à une vingtaine de kilomètres au nord de Hama, où des images de l'AFP ont montré des civils fuyant, entassés dans des camions et des remorques, pendant que des combattants rebelles, brandissant leurs armes, patrouillaient à bord de pick-up.

A Halfaya, une localité voi-

sine, des rebelles tiraient au lance-roquettes. D'autres, à mobylette, faisaient le V de la victoire en passant près des chars abandonnés par l'armée syrienne.

- “Importante vague de déplacements” -

L'Observatoire syrien des

droits de l'homme (OSDH) a déclaré mardi soir que les rebelles étaient arrivés "aux portes" de Hama, une ville stratégique du centre du pays située entre Alep et la capitale Damas, et avaient bombardé certains quartiers.

Selon l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, les combats aux abords de Hama ont provoqué "une importante vague de déplacements".

Ces combats, qui ont fait 602 morts en une semaine, dont 104 civils, selon l'OSDH, sont les premiers de cette ampleur depuis 2020 dans ce pays meurtri par la guerre civile.

En date de samedi, plus de 48.500 personnes avaient été déplacées dans les régions d'Alep et celle, voisine, d'Idleb, dont plus de la moitié d'enfants, selon le bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

Une coalition de rebelles dominée par le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, a lancé le 27 novembre une offensive fulgurante dans le nord-ouest de la Syrie, s'emparant de dizaines de localités et d'une grande partie d'Alep, la deuxième ville du pays, avant de poursuivre sa progression vers le sud.

"Nous progressons vers Hama après avoir nettoyé" les localités qui y mènent, a affirmé mardi à l'AFP un combattant rebelle, se présentant comme Abou al-Hadwa al-Sourani.

L'armée syrienne, qui n'avait pas opposé de résistance significative à Alep, a annoncé mardi qu'elle frappait "des organisations terroristes, leurs positions et leurs bases" dans la région de Hama et dans la province d'Idleb, plus au nord, avec le soutien aérien syrien et russe.

Le président russe Vladimir Poutine, dont le pays est avec l'Iran le principal allié de Damas, a déclaré mardi qu'il souhaitait une fin "rapide" de l'offensive rebelle, lors d'une conversation téléphonique avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

Mardi soir, l'ambassadeur russe à l'ONU Vassili Nebenzia a accusé l'Ukraine de soutenir militairement les combattants du HTS, évoquant une "coopération entre les terroristes ukrainiens et syriens motivés par la haine contre la Syrie et la Russie".

L'Iran, un autre allié du régime du président Bachar al-Assad, s'est dit prêt à "étudier" tout envoi de troupes en Syrie si ce pays en faisait la demande.

Pour la première fois depuis le début de la guerre civile en 2011, le régime a perdu totalement le contrôle d'Alep, une ville d'environ deux millions d'habitants, prise par les rebelles à l'exception de ses quartiers nord kurdes.

- "La terreur" -

A Idleb, que des avions syriens et russes ont bombardée en riposte à l'offensive, des images de l'AFP ont montré des secouristes fouillant les décombres d'im-

meubles rasés.

"Je ne peux décrire (...) la terreur que nous avons ressentie", a témoigné Hussein Ahmad Khodr, un enseignant.

A Alep, où patrouillaient des rebelles armés, des habitants faisaient la queue pour recevoir du pain distribué par une association, alors que selon le Norwegian Refugee Council (NRC), les boulangeries et commerces d'alimentation sont fermés.

Joint au téléphone par l'AFP, Nazih Yristian, 60 ans, s'est cloîtré chez lui avec sa femme, dans le quartier arménien.

"Personne ne nous a attaqués jusqu'à présent, mais nous voulons partir jusqu'à ce que les choses se calment", a expliqué cet homme selon qui la sortie de la ville a été coupée.

L'ONU a fait état mardi "de nombreuses victimes civiles, dont un grand nombre de femmes et d'enfants" dans des attaques des deux camps et de la destruction d'établissements de santé, d'écoles et de marchés.

Les hôpitaux d'Alep, dont moins de huit continuent à fonctionner, sont débordés, a affirmé l'Organisation mondiale de la santé.

Selon le NRC, le réseau de distribution d'eau a été endommagé.

Les Etats-Unis, à la tête d'une coalition internationale antijihadistes en Syrie, ont exhorté lundi "tous les pays" à oeuvrer pour une "désesca-

lade", de même que l'Union européenne qui a "condamné" les frappes russes "sur des zones densément peuplées".

Hostile au régime syrien, le Qatar a jugé mardi que l'action militaire ne pourrait pas résoudre la crise et indiqué fournir de l'aide humanitaire aux Syriens en coordination avec la Turquie, un allié majeur des rebelles.

Bachar al-Assad, a dénoncé lundi une tentative de "redessiner la carte régionale".

La Syrie a été morcelée par la guerre civile en plusieurs zones d'influence, où les belligérants sont soutenus par différentes puissances étrangères.

Avec l'appui militaire de la Russie, de l'Iran et du mouvement libanais pro-iranien Hezbollah, le régime avait repris en 2015 une grande partie du pays et en 2016 la totalité d'Alep, dont la partie est avait été prise en 2012 par les rebelles.

Un cessez-le-feu instauré en 2020, parrainé par Ankara et Moscou, avait ramené un calme précaire dans le nord-ouest.

La guerre civile en Syrie, déclenchée avec la répression brutale de manifestations prodémocratie, a fait environ un demi-million de morts.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 décembre 2024

## Traversées de la Manche: coup de filet en Allemagne contre un réseau de passeurs

**Berlin, 4 déc 2024 (AFP)** — Une vaste opération a eu lieu mercredi en Allemagne contre un réseau de passeurs kurdo-irakien, soupçonné d'embarquer des migrants clandestins de la France vers la Grande-Bretagne via la Manche, ont annoncé les autorités allemandes.

Le coup de filet a visé "un vaste réseau" irako-kurde "impliqué dans des activités de traversées clandestines par la Manche", a d'abord annoncé dans un communiqué Jens Flören, le commissaire de Sankt Augustin, une petite ville près de Bonn (ouest).

La ministre allemande de l'Intérieur Nancy Faeser a évoqué dans une réaction séparée des

"arrestations" visant des "gangs qui recourent à la menace et à la violence pour parquer des êtres humains dans des canots pneumatiques".

Les autorités policières et judiciaires françaises et allemandes collaborent à ce coup de filet sous l'égide de leurs coordinateurs européens respectifs, Europol et Eurojust.

Plus de 500 agents de la police allemande, aidés par plus de 20 enquêteurs français et trois experts d'Europol, perquisitionnent en Allemagne plusieurs maisons et entrepôts en vertu de mandats du tribunal de Lille, a précisé le commissaire.

Ces opérations se déroulent dans les régions de Rhéna-

nie-du-Nord-Westphalie et Bade-Wurtemberg.

Cette opération fait suite à une précédente enquête réussie menée par la Belgique, la France et l'Allemagne contre un autre réseau criminel qui a conduit à l'arrestation de 19 passeurs présumés en février, selon la police.

Selon Europol, ce précédent réseau, composé là aussi de ressortissants irakiens et syriens d'origine kurde, percevait "entre 1.000 et 3.000 euros par migrant pour une place à bord du dangereux navire".

L'Allemagne est régulièrement citée par les enquêteurs comme l'une des bases arrière du trafic de canots gon-

flables destinés aux traversées de la Manche.

Au moins 72 personnes sont mortes depuis le début de l'année en tentant de rallier l'Angleterre par la mer depuis le littoral français, selon un décompte de la préfecture du Pas-de-Calais, ce qui fait déjà de 2024 l'année la plus meurtrière depuis l'apparition du phénomène des "small boats" dans la Manche en 2018.

32.000 personnes ont réussi la traversée depuis le début de l'année, selon les autorités britanniques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 déc 2024

## Syrie: des forces prorégime repoussent une attaque de combattants prokurdes dans l'est

**Beyrouth (Liban), 4 déc 2024 (AFP)** — Seize personnes ont été tuées dans des combats dans l'est de la Syrie, où les forces du régime ont repoussé une attaque lancée par des combattants alliés aux forces kurdes, a indiqué mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Ces affrontements interviennent alors qu'une coalition rebelle dirigée par des islamistes a lancé le 27 novembre une offensive fulgurante dans le nord-ouest de la Syrie, s'emparant de dizaines de localités et d'une grande partie de la deuxième ville du pays, Alep.

La province de Deir Ezzor, dans l'extrême est de la Syrie, est divisée entre les forces du régime de Bachar al-Assad, qui tiennent la rive ouest du fleuve Euphrate, et des combattants locaux affiliés aux Forces démocratiques syriennes (les FDS dominées par les Kurdes), contrôlant eux la rive orientale.

Mercredi, un "calme précaire" régnait après que les forces du régime ont repoussé une attaque lancée par les combattants alliés aux forces kurdes, selon l'OSDH.

Les combats, déclenchés mardi matin, ont été accom-

pagnés de frappes aériennes américaines en soutien aux forces alliées aux FDS, selon l'OSDH.

Les affrontements ont fait "16 morts", dont deux civils, 11 soldats et combattants de groupes prorégime, et trois combattants affiliés aux FDS.

Soutenues par une coalition internationale emmenée par Washington, les FDS ont constitué en Syrie le fer de lance de la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Les combats décrits par l'OSDH se sont déroulés près de la base Conoco, où sta-

tionnent des troupes américaines.

Ce secteur abrite sept villages tenus par les forces gouvernementales, les seuls aux mains du régime sur la rive est de l'Euphrate, d'après l'OSDH.

Mardi, le Pentagone a revendiqué des frappes sur Deir Ezzor, sans préciser ni le secteur ni la cible.

Les forces armées américaines ont détruit des lance-roquettes, un char d'assaut et des mortiers. "Nous continuons à examiner qui a utilisé ces armes mais sachez qu'il y a des groupes pro-iraniens

dans la zone qui ont mené des attaques” dans le passé, a déclaré le porte-parole du ministère de la Défense américain.

Déclenché en 2011 par la répression de manifestations antipouvoir, le conflit en Syrie implique désormais une multitude de belligérants, soutenus

par diverses puissances régionales et internationales, qui contrôlent des zones d'influence dans un pays morcelé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 décembre 2024

## Bachar al-Assad renversé par l'offensive rebelle en Syrie

**Damas, 8 déc 2024 (AFP)** —

Le pouvoir de Bachar al-Assad s'est effondré dimanche en Syrie face à l'offensive fulgurante de groupes rebelles menés par des islamistes radicaux, qui a mis fin à un demi-siècle de règne sans partage du clan Assad et plonge le pays dans l'incertitude.

Dans le centre de Damas, la capitale dont les rebelles ont annoncé la "libération", plusieurs dizaines de personnes ont renversé et piétiné une statue du père de Bachar al-Assad, Hafez, qui a dirigé la Syrie depuis 1971 jusqu'à sa mort en 2000, selon des images de l'AFP.

A travers le pays, d'autres manifestants ont déboulonné les statues d'Assad père et fils, comme à Hama, dans le centre, à Alep, dans le nord, ou à Deraa, dans le sud.

Sur la place des Omeyyades à Damas, les tirs d'armes à feu en signe de joie se mêlaient aux cris "d'Allah Akbar" ("Dieu est le plus grand").

"On attendait ce jour depuis longtemps", a déclaré Amer Batha, joint au téléphone par l'AFP depuis cette place. "Je n'arrive pas à croire que je suis en train de vivre cet instant", lâche ce Syrien qui fond en larmes: "C'est une nouvelle histoire qui commence pour la Syrie".

A la télévision publique, les rebelles ont annoncé la chute du "tyran" Bachar al-Assad.

Ils ont dit avoir libéré tous les prisonniers "injustement détenus" et appelé à sauvegarder les biens de l'Etat syrien "libre".

L'effondrement presque instantané du régime ouvre une ère d'incertitude en Syrie, morcelée par la guerre civile qui a fait près d'un demi-million de morts depuis 2011 et livrée à des groupes soutenus par différentes puissances étrangères.

L'émissaire des Nations unies en Syrie, Geir Pedersen, a appelé dimanche à garder des "espoirs prudents" après la prise de Damas, qu'il a qualifiée de "moment décisif". Paris et Berlin notamment ont salué la chute de Bachar al-Assad.

La Turquie, très influente en Syrie où elle soutient certains groupes rebelles, a appelé les pays de la région et au-delà à assurer une "transition en douceur" et dit être en contact avec les rebelles pour garantir la sécurité.

La nouvelle administration syrienne ne doit pas "constituer une menace" pour les pays voisins, a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, ajoutant que Bachar al-Assad avait "probablement" quitté la Syrie.

Des millions de déplacés syriens "peuvent retourner sur leurs terres", a-t-il affirmé. - "La Syrie est à nous" -

"La Syrie est à nous, elle n'est pas à la famille Assad", scan-

naient des rebelles armés qui sillonnaient les rues de Damas, tirant en l'air.

Les soldats de l'armée syrienne se débarrassaient à la hâte de leur uniforme, en sortant du siège de l'état-major sur la place des Omeyyades, ont raconté à l'AFP des habitants.

"Assad a quitté la Syrie via l'aéroport international de Damas avant que les membres des forces armées et de sécurité ne quittent" le site, a déclaré à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane.

L'AFP n'était pas en mesure de confirmer de source officielle où se trouvait le président qui a dirigé d'une main de fer la Syrie pendant 24 ans, réprimant en 2011 dans le sang des manifestations prodémocratie qui se sont transformées en guerre civile.

"Les événements extraordinaires" en cours en Syrie, sont suivis "attentivement" par le président américain, Joe Biden, selon la Maison blanche.

Le président élu, Donald Trump, a lui aussi affirmé que Bachar al-Assad avait "fui" la Syrie après avoir perdu le soutien de la Russie, son principal allié.

Le soutien de Moscou, dont les troupes sont mobilisées par la guerre en Ukraine, s'est effrité tout comme celui de l'Iran et du mouvement islamiste libanais Hezbollah, sortis

affaiblis de la guerre au Liban, laissant le régime isolé face à l'offensive rebelle déclenchée le 27 novembre dans le nord-ouest de la Syrie.

La télévision d'Etat iranienne a annoncé dimanche, images à l'appui, que l'ambassade d'Iran en Syrie avait été saccagée par des inconnus.

"Les diplomates iraniens avaient évacué les locaux avant l'assaut", selon le quotidien anglophone Tehran Times, citant le porte-parole de la diplomatie iranienne.

- Fin d'une "ère sombre" -

En quelque jours, devant l'effondrement des forces gouvernementales, les rebelles menés par le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda, ont conquis de vastes territoires et les grandes villes d'Alep et de Hama.

Ils ont annoncé dans la nuit de samedi à dimanche avoir pris le contrôle de Homs, la troisième ville du pays au nord de Damas, puis être entrés dans la capitale.

Les rebelles ont lancé un appel "pour rentrer en Syrie libre" aux Syriens déplacés à l'étranger par la guerre civile.

Un responsable des Emirats arabes unis a appelé les Syriens à travailler ensemble pour éviter "le chaos".

HTS, en rupture avec le jiha-

disme d'Al-Qaïda, tente depuis plusieurs années de proposer une alternative politique dans la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, qu'il contrôle depuis 2019, sans réellement convaincre les chancelleries occidentales.

Dans une vidéo publiée sur Facebook, le Premier ministre syrien, Mohamed al-Jalali, s'est dit prêt à coopérer avec tout nouveau "leadership" choisi par le peuple, précisant qu'il serait dimanche matin dans

ses bureaux pour toute procédure de "passation" de pouvoir.

"Après 50 ans d'oppression sous le (parti au) pouvoir du Baas, et 13 années de crimes, de tyrannie et de déplacements, (depuis le début du soulèvement en 2011, ndlr) nous annonçons aujourd'hui la fin de cette ère sombre et le début d'une nouvelle ère pour la Syrie", ont déclaré les rebelles.

Le chef du HTS, Abou Mohammad al-Jolani, à la tête de la coalition rebelle, a appelé ses combattants à ne pas s'approcher des institutions publiques, ajoutant que celles-ci restaient sous contrôle du Premier ministre jusqu'à la "passation officielle"

Au sud de la capitale, près de la frontière jordanienne, les troupes gouvernementales ont perdu le contrôle de la ville de Deraa, berceau du soulèvement de 2011, au profit de

forces locales, selon l'OSDH.

Dans l'est du pays, dans la province de Deir Ezzor, les forces gouvernementales se sont retirées de territoires sous leur contrôle et les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes s'y sont déployées.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 décembre 2024

## “La révolution a vaincu” : au Kurdistan d'Irak la liesse des réfugiés Syriens

**Erbil (Irak), 8 déc 2024 (AFP)** — Brandissant l'emblématique drapeau de l'opposition frappé de trois étoiles rouges, des dizaines de Syriens réfugiés au Kurdistan d'Irak ont célébré dimanche la chute du pouvoir autocratique de Bachar al-Assad.

Près de la citadelle pluricentenaire d'Erbil, la capitale du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, des Syriens en liesse ont effectué quelques pas de dabké, la danse traditionnelle du levant, d'autres ont scandé "un, un, le peuple syrien est un".

Bachar al-Assad "nous a exilé, il a tué son peuple et il nous a fait subir tout ce qui pouvait l'être", dit à l'AFP Ayman Assir, 24 ans.

"Il a tenté par tous les moyens de finir cette révolution, mais grâce à Dieu la révolution a vaincu, après près de 14 ans de guerre."

Comme de nombreux autres, "à cause du service militaire obligatoire", le jeune homme a évité ces dernières années de rentrer dans un pays morcelé. Mais il rêve de prendre "le premier avion" pour retourner en Syrie.

Dimanche, des groupes rebelles emmenés par des islamistes radicaux ont pénétré dans la capitale syrienne, annonçant la "libération" de Damas et la "fuite" du "tyran" Assad, au pouvoir depuis 24 ans.

L'Irak, qui partage avec la Syrie une longue frontière de

600 km, accueille environ 280.000 Syriens qui ont le statut de réfugiés auprès de l'ONU. La majorité vivent au Kurdistan.

Ils font partie des millions de personnes jetées sur la route de l'exil après la guerre en Syrie, où la répression de manifestations antirégime a déclenché la guerre en 2011.

La quadragénaire Oum Cham se dit "heureuse après la chute du régime et la libération totale" du pays. "Si Dieu le veut, nous rentrerons tous et la Syrie sera reconstruite. Ca suffit les tourments, l'oppression et les bourreaux."

Originaire de Lattaquié, bastion de la famille Assad dans l'ouest syrien, Salim Eïdo brandit le drapeau de l'oppo-

sition. "Aujourd'hui c'est une fête d'indépendance. Enfin le peuple respire, après plus de vingt années de dictature et d'oppression."

Salma Moustapha est venue participer aux célébrations, mais cette Kurde syrienne de 35 ans espère la mise en place d'"un gouvernement qui donne leurs droits à tous les Syriens, toutes ethnies confondues".

Pour elle, un seul vœu: "la nomination d'un bon dirigeant pour le pays".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 décembre 2024

## La Syrie post-Assad, source d'opportunités pour la Turquie d'Erdogan

**Istanbul, 8 déc 2024 (AFP)** — Le renversement du gouvernement de Bachar al-Assad, ennemi d'Ankara, renforce le poids régional de la Turquie, qui dispose dés-

ormais d'une influence accrue en Syrie, soulignent les experts.

"En tant que principal soutien des rebelles, la Turquie est le

grand gagnant dans la région" de la chute de Bachar al-Assad, estime Paul Salem, vice-président du Middle East Institute (MEI), à Washington.

Pour autant, au moment où la Syrie plonge dans l'inconnu, "ce succès implique la responsabilité (pour Ankara) de participer à une transition réussie", note-t-il.

Par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, la Turquie s'est ainsi dit prête dimanche à aider la Syrie à "garantir sa sécurité" et "panser ses plaies".

Le chef de la diplomatie turque, appelant de ses vœux une "transition en douceur" à Damas, a dit espérer le retour de millions de réfugiés syriens dans leur pays.

Trois millions d'entre eux vivent sur le sol turc, alimentant un fort sentiment antisyrrien dans la population.

"La perspective d'un retour des réfugiés syriens renforcera le soutien" à Erdogan dans l'opinion publique turque, prédit Gönül Tol, directrice du programme Turquie au Middle East Institute.

- "nouveau patron" -

L'experte souligne aussi que, sur le front de la politique étrangère, la chute d'Assad va rebattre les cartes entre Ankara et Moscou, allié jusqu'ici de Damas au côté de Téhéran.

"La Turquie jouira d'un meilleur rapport de force dans ses relations avec la Russie", affirme Mme Tol, pour qui la guerre en Syrie avait rendu Ankara "vulnérable" aux décisions de Moscou, les bombardements russes sur le nord-ouest du pays ayant fait redouter jusqu'à récemment un nouvel afflux de réfugiés à la frontière turque.

"L'influence de la Turquie va s'accroître à Damas, au détriment de l'Iran et de la Russie", abonde Soner Cagaptay, du Washington Institute of Near East Policy, qui estime qu'Ankara doit désormais aider le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS), qui a mené l'offensive rebelle, à "obtenir une reconnaissance internationale" et à "se débarrasser de la Russie et de l'Iran".

"Et cela ne fonctionnera pas si la Turquie se comporte comme le nouveau patron de la Syrie", avertit-il.

Sinem Adar, du Centre d'études appliquées sur la Turquie (CATS) à Berlin, estime qu'"il est trop tôt" pour dire si la Turquie est le "ga-

gnant" des développements chez son voisin.

"Beaucoup dépendra de la dynamique entre les acteurs locaux, en particulier le HTS et les FDS", les Forces démocratiques syriennes dominées par les Kurdes, qui ont tenté dans ses premiers jours de tirer profit de l'offensive rebelle, "et de la dynamique entre le HTS et Ankara", souligne la chercheuse sur X.

- "blason nationaliste" -

Le bouleversement des équilibres dans le Nord syrien est aussi l'occasion pour la Turquie d'éloigner de sa frontière les Unités de protection du peuple (YPG), alliées des Occidentaux dans la lutte contre l'Etat islamique (EI) mais considérées par Ankara comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), son ennemi juré.

Des combattants proturcs participant à l'offensive rebelle ont ainsi repris la semaine dernière aux forces kurdes le contrôle de la ville de Tal Rifaat, située en lisière d'une "zone de sécurité" oc-

cupée par la Turquie dans le nord de la Syrie.

Le chef de la diplomatie turque a redit dimanche veiller à ce que les combattants kurdes n'étendent pas leur influence en Syrie "en profitant de la situation", au moment où les télévisions turques annonçaient que des factions proturques "nettoyaient" la région de Manbij, au nord-est d'Alep, de la présence des YPG.

"Nous sommes en contact avec nos amis américains à ce sujet. Ils savent à quel point nous sommes sensibles à la question du YPG et du PKK", a déclaré dimanche le ministre turc des Affaires étrangères.

Pour Gönül Tol, outre les considérations purement sécuritaires, "Erdogan pourra utiliser (l'image de) YPG affaiblies pour redorer son blason nationaliste dans son pays".

rba/mm

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 decembre 2024

## Pour Joe Biden, Bachar al-Assad va devoir "rendre des comptes"

**Washington, 8 déc 2024 (AFP)** — Joe Biden a affirmé dimanche que Bachar al-Assad, chassé du pouvoir en Syrie par une offensive éclair de groupes rebelles et qui a fui le pays, devrait "rendre des comptes" pour les "centaines de milliers de Syriens innocents" qui ont été "maltraités, torturés, et tués".

Lors d'une allocution à la Maison Blanche, le président américain a assuré que les Etats-Unis n'étaient "pas sûrs" de l'endroit où se trouvait le président syrien. "Mais il se

dit qu'il est à Moscou", a-t-il ajouté, les agences de presse russes ayant annoncé qu'il était dans la capitale russe avec sa famille.

Selon Joe Biden, la chute de Bachar al-Assad représente une "opportunité historique" pour les Syriens de "construire un meilleur avenir", même si cette situation crée "des risques" et de "l'incertitude".

Car il a aussi souligné que "certains des groupes rebelles" ayant participé à l'offensive éclair qui a balayé un demi-

siècle de dynastie Assad en Syrie, après 13 ans d'une guerre qui a fait près d'un demi-million de morts, avaient des "antécédents de terrorisme et de violation des droits humains".

La coalition de rebelles entrée dans Damas dans la nuit de samedi à dimanche est emmenée par Hayat Tahrir al-Sham, un groupe islamiste radical qui est une ancienne branche d'Al-Qaïda.

"Nous avons pris note des déclarations des dirigeants de

ces groupes rebelles ces derniers jours, et ils disent ce qu'il faut en ce moment, mais alors qu'ils s'apprêtent à prendre de plus grandes responsabilités, nous allons évaluer non seulement leurs mots, mais aussi leurs actes", a prévenu le président américain.

Joe Biden a ajouté que les Etats-Unis ne "laisseraient pas" le groupe jihadiste Etat islamique (EI) profiter de la situation pour "se rétablir" en Syrie, où il avait occupé de larges pans de territoire entre 2014 et 2018.

Le Centcom, commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, a d'ailleurs annoncé que des avions américains avaient mené dimanche "des dizaines de frappes" dans le centre de la Syrie, visant "plus de 75 cibles" de l'EI.

Samedi, avant que le président Assad ne soit renversé et ne fuie le pays en avion, le conseiller à la Sécurité nationale de Joe Biden, Jake Sullivan, avait déjà affirmé qu'une des priorités des Etats-Unis pour la Syrie serait de prévenir

une "résurgence" de l'EI. Concernant la transition du pouvoir en Syrie, Joe Biden a souligné que Washington échangerait avec "tous les groupes syriens" dans le but de "mettre en place une transition (...) vers une Syrie indépendante, souveraine (...) avec une nouvelle constitution, un nouveau gouvernement".

En Syrie, les Etats-Unis appuient notamment les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes et opposées à Bachar

al-Assad, qui contrôlent des territoires dans le nord-est du pays et avaient aidé la coalition antijihadistes emmenée par Washington à se débarasser de l'EI.

L'administration Biden se prépare à passer le pouvoir le 20 janvier à Donald Trump, qui a affirmé samedi que les Etats-Unis ne devaient pas "se mêler" de la situation en Syrie. "Ce n'est pas notre combat", a écrit le futur président américain sur sa plateforme Truth Social.

Les Etats-Unis comptent près de 900 soldats stationnés en Syrie dans le cadre de la coalition internationale antijihadistes, établie en 2014, et mènent régulièrement des frappes en Syrie, y compris sur des milices affiliées à l'Iran. Téhéran était l'un des principaux soutiens de Bachar al-Assad.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 décembre 2024

## Syrie: 26 morts lors d'une attaque de groupes pro-turcs contre une zone contrôlée par les Kurdes

**Beyrouth (Liban), 8 déc 2024 (AFP)** — Au moins 26 combattants ont été tués dimanche alors que des forces syriennes soutenues par la Turquie ont lancé une offensive dans la région de Manbij, dans le nord de la Syrie, quelques jours après avoir pris une enclave tenue par les Kurdes, a indiqué une ONG.

Les combattants pro-turcs avaient déjà repris l'enclave kurde de Tal Rifaat la semaine dernière, après que des rebelles menés par des islamistes ont lancé une offensive éclair à la faveur de laquelle ils sont parvenus à renverser

Bachar al-Assad à Damas. "Des factions pro-turques... ont pris de larges quartiers de la ville de Manbij dans la campagne orientale d'Alep, après de violents affrontements avec le Conseil militaire de Manbij," a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le conseil est affilié aux Forces Démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes et soutenues par Washington qui contrôlent de vastes régions du nord-est de la Syrie.

"Les affrontements ont fait

neuf morts parmi les combattants pro-turcs et au moins 17 parmi les membres du Conseil militaire de Manbij," selon l'OSDH, qui dispose d'un réseau de sources en Syrie.

Les FDS ont affirmé que les conseils militaires de Manbij et de la ville voisine d'al-Bab portaient des "coups sérieux" aux combattants soutenus par la Turquie, évoquant des "affrontements féroces".

Les factions soutenues par Ankara ont déclaré avoir "pris le contrôle de la ville de Manbij à l'est d'Alep après des ba-

tailles acharnées", dans un communiqué publié sur leur chaîne Telegram. Ces groupes ont également diffusé des vidéos de combattants déclarant avoir pris Manbij, apparemment depuis l'intérieur de la zone.

Plus tôt dimanche, le commandant des FDS, Mazloum Abdi, a salué un "moment historique" avec la chute du "régime dictatorial" d'Assad.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 décembre 2024

## Le comité Nobel s'est entretenu par visioconférence avec Narges Mohammadi

**Oslo, 9 déc 2024 (AFP)** — Le comité Nobel s'est entretenu pour la première fois avec l'Iranienne Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix 2023, libérée provisoirement dans son pays pour rai-

sons médicales, selon une vidéo mise en ligne dimanche soir par les institutions Nobel.

Dans des extraits de la vidéo publiés sur X et Instagram,

une Narges Mohammadi apparemment enjouée explique notamment, tête nue, comment elle a appris le vendredi 6 octobre 2023 qu'elle avait gagné le Nobel de la paix alors qu'elle était incar-

cérée à la prison d'Evin à Téhéran.

"Dans le quartier des femmes, nous n'avons pas accès aux téléphones les jeudis et vendredis. Cependant, ce jour-

là, l'une de mes codétenues a réussi à appeler son mari, qui était également en prison dans le quartier des hommes", a-t-elle témoigné en anglais.

"Par leur intermédiaire, nous avons appris l'incroyable nouvelle: j'avais reçu le prix Nobel de la paix", a-t-elle ajouté. "A cet instant, le quartier des femmes de la prison d'Evin a éclaté en chants +Zan, zendeği, azadi+ (Femme, vie, liberté en kurde, ndlr)".

Chemise verte surmontée d'un

gilet sans manches, Narges Mohammadi a aussi entonné une version en persan du chant révolutionnaire "Bella Ciao", qu'elle dit avoir aussi chanté avec ses codétenues ce jour-là.

Agée de 52 ans, la militante a été maintes fois condamnée et emprisonnée depuis 25 ans pour son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et contre la peine de mort, et a passé une large partie de la dernière décennie en détention.

Elle a été libérée de prison mercredi, pour trois semaines, pour raisons de santé.

Selon son comité de soutien, elle se trouve désormais dans une résidence privée où elle est pour l'heure libre de ses mouvements.

Le Nobel lui avait été attribué pour son combat contre l'oppression des femmes en Iran et pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous.

Dans la mesure où elle était alors emprisonnée, ce sont ses deux enfants établis à Paris qui avaient reçu le prix en son nom.

De l'ONU au comité Nobel, de nombreuses voix ont exigé sa libération inconditionnelle et permanente ces derniers jours.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 decembre 2024

## Les Syriens en quête de leurs disparus après la chute de Bachar al-Assad, liesse à Damas

**Damas, 9 déc 2024 (AFP)** — Dans les prisons et sur les réseaux sociaux, de nombreux Syriens cherchent lundi leurs proches happés par des décennies de féroce répression, au lendemain de la chute de Bachar al-Assad sous la poussée d'une fulgurante offensive rebelle, fêtée dans la liesse à Damas.

Après ce tournant historique pour la Syrie, qui met fin à un demi-siècle de règne sans partage du clan Assad, le groupe de secours des Casques blancs a entamé d'intenses fouilles dans la prison de Saydnaya, symbole des pires exactions du pouvoir déchu, aux abords de la capitale.

Invoquant l'existence de "cellules souterraines cachées", il a précisé y avoir déployé "des unités de recherche et de sauvetage, des spécialistes de l'abattage des murs, des équipes chargées d'ouvrir les portes en fer, des unités canines entraînées et des intervenants médicaux".

Sur les réseaux sociaux, des Syriens partagent des photos

de prisonniers déjà libérés au fil de l'avancée rebelle, dans un effort collectif pour réunir les familles.

D'autres, comme Fadwa Mahmoud, qui cherche son mari et son fils, lancent des appels pour retrouver leurs proches. "Où êtes-vous, Maher et Abdelaziz, il est temps pour moi d'entendre vos nouvelles", écrit Mme Mahmoud, elle-même ancienne détenue.

A Damas, des habitants en liesse sont rassemblés sur la place des Omeyyades, après la levée du couvre-feu nocturne imposé par la coalition rebelle.

"C'est indescriptible, on ne pensait pas que ce cauchemar allait se terminer, on renaît", s'enthousiasme Rim Ramadan, 49 ans, employée du ministère des Finances, sur fond de tirs de joie nourris et de klaxons.

- "Eviter représailles et vengeance" -

Le président déchu, qui a dirigé d'une main de fer la Syrie pendant 24 ans, a fui di-

manche face à l'offensive insurgée dirigée par le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS) de Abou Mohammad al-Jolani.

Le Kremlin s'est refusé lundi à confirmer sa présence à Moscou, annoncée par les agences russes.

L'avancée rebelle a fait basculer le pays, y ouvrant une période d'incertitude, après 14 ans d'une guerre civile déclenchée par la répression sanglante de manifestations pro-démocratie, et qui a fait plus de 500.000 morts.

Au moins 910 personnes, dont 138 civils, ont été tuées pendant les combats lancés le 27 novembre, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

"Cette victoire est un triomphe (...) pour toute la communauté musulmane", "la Syrie a été purifiée", a lancé dimanche Abou Mohammad al-Jolani dans la mosquée historique des Omeyyades, après s'être prosterné sur une pelouse à son entrée à Damas.

Le groupe HTS est l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda qui dit avoir rompu avec le jihadisme, sans réellement convaincre les chancelleries occidentales.

Plus tôt, le chef rebelle - Ahmed al-Chareh de son vrai nom - avait demandé à ses combattants de rester à l'écart des institutions publiques jusqu'à la "passation officielle".

Lundi, seule une minorité de commerces avait rouvert à Damas, où les institutions publiques, écoles comprises, sont fermées. Un correspondant de l'AFP a vu des combattants de HTS déployés autour de la Banque centrale de Syrie.

De la fumée se dégageait encore du quartier central abritant des services de sécurité, incendiés la veille. La résidence du président déchu et son palais présidentiel ont aussi été saccagés.

"Toute transition politique doit veiller à ce que les auteurs de violations graves répondent de leurs actes", a affirmé l'ONU demandant que "toutes

les mesures” soient prises pour “assurer la protection de toutes les minorités et éviter les représailles et les actes de vengeance”.

- Frappes israéliennes -

A la demande de la Russie, principal allié du pouvoir déchu, le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit en urgence lundi à huis clos sur la Syrie. Le Kremlin a jugé lundi “nécessaire” de discuter avec les futures autorités de ses bases en Syrie.

La Turquie, qui soutient des groupes rebelles et accueille des millions de réfugiés sy-

riens, a elle appelé à la “formation d'un gouvernement inclusif”.

La France a affirmé lundi qu'elle conditionnera son soutien à la transition politique au “respect” des droits des femmes, des minorités et du droit international.

A Alep, deuxième ville du pays, conquise comme d'autres grandes cités avant Damas par les insurgés, la vie reprend sous le contrôle du “gouvernement de salut” mis en place dans le fief rebelle d'Idleb (nord-ouest) depuis 2017.

“L'eau et l'électricité ont été

rétablis”, salue Disbina Bidouri, une femme au foyer de 61 ans. “Il est désormais très facile d'avoir du pain”, que des “jeunes gens distribuent”, dit-elle.

Le chef de la diplomatie israélienne, Gideon Saar, a pour sa part confirmé que son pays avait attaqué ces derniers jours des dépôts militaires, notamment “d'armes chimiques”, en Syrie, pour éviter leur prise par les rebelles.

Il a aussi qualifié de “mesure limitée et temporaire” l'avancée la veille des troupes israéliennes en Syrie dans la zone tampon à la lisière de la

partie du plateau du Golan occupée et annexée par Israël.

Selon l'OSDH, 11 civils ont par ailleurs été tués dans une frappe de drone turc dans un village du nord de la Syrie dans un secteur sous administration kurde, où des combattants kurdes syriens tentent de repousser des attaques de groupes armés soutenus par Ankara.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 décembre 2024

## Syrie: une ONG fait état de 11 civils tués dans une frappe de drone turc dans le nord

**Beyrouth (Liban), 9 déc 2024 (AFP)** — Onze civils, tous membres d'une même famille, dont six enfants, ont été tués dans une frappe de drone turc visant une maison dans un village du nord de la Syrie, en zone sous administration kurde, a indiqué lundi une ONG.

Les victimes ont été tuées “près de Ain Issa, au nord de Raqa, dans les zones contrôlées par l'administration autonome kurde”, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

La veille, au moins 26 combattants ont été tués alors que des factions syriennes, soutenues par la Turquie, ont

lancé une offensive dans la région de Manbij, également tenue par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes et contrôlant de vastes régions du nord-est syrien.

Les groupes pro-turcs ont déclaré dimanche avoir “pris le contrôle de la ville de Manbij à l'est d'Alep après des batailles acharnées”, dans un communiqué publié sur leur chaîne Telegram.

Début décembre, les combattants pro-turcs avaient déjà repris l'enclave kurde de Tal Rifaat, située en lisière d'une “zone de sécurité” occupée par la Turquie dans le nord de la Syrie.

Cette attaque avait eu lieu après que les rebelles menés par des islamistes ont lancé une offensive éclair à la faveur de laquelle ils sont parvenus à renverser Bachar al-Assad à Damas.

Cette bascule est l'occasion pour la Turquie d'éloigner de sa frontière les FDS, alliées des Occidentaux dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) mais considérées par Ankara comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), son ennemi juré.

La guerre civile déclenchée en 2011 par la répression sanglante de manifestations pro-démocratie a morcelé la Syrie.

Les rebelles ont repris la majorité du territoire, après leur offensive éclair, qui a mis fin dimanche avec la fuite du pays du président déchu, à 50 ans de règne de la famille Assad.

Ankara, qui mène régulièrement des frappes contre les zones contrôlées par les FDS dit vouloir empêcher les combattants kurdes d'étendre leur influence en Syrie “en profitant de la situation”.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 decembre 2024

## Syrie: une ONG fait état de 11 civils tués dans une frappe de drone turc dans le nord

**Beyrouth (Liban), 9 déc 2024 (AFP)** — Onze civils, tous membres d'une même famille, dont six enfants, ont été tués dans une frappe de drone turc visant une maison dans un village du nord de la Syrie, en zone sous administration kurde, a indiqué lundi une ONG.

Les victimes ont été tuées "près de Ain Issa, au nord de Raqa, dans les zones contrôlées par l'administration autonome kurde", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

La veille, au moins 26 combattants ont été tués alors que des factions syriennes, soutenues par la Turquie, ont

lancé une offensive dans la région de Manbij, également tenue par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes et contrôlant de vastes régions du nord-est syrien.

Les groupes proturcs ont déclaré dimanche avoir "pris le contrôle de la ville de Manbij à l'est d'Alep après des batailles acharnées", dans un communiqué publié sur leur chaîne Telegram.

Début décembre, les combattants proturcs avaient déjà repris l'enclave kurde de Tal Rifaat, située en lisière d'une "zone de sécurité" occupée par la Turquie dans le nord de la Syrie.

Cette attaque avait eu lieu après que les rebelles menés par des islamistes ont lancé une offensive éclair à la faveur de laquelle ils sont parvenus à renverser Bachar al-Assad à Damas.

Cette bascule est l'occasion pour la Turquie d'éloigner de sa frontière les FDS, alliées des Occidentaux dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) mais considérées par Ankara comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), son ennemi juré.

La guerre civile déclenchée en 2011 par la répression sanglante de manifestations pro-démocratie a morcelé la Syrie.

Les rebelles ont repris la majorité du territoire, après leur offensive éclair, qui a mis fin dimanche avec la fuite du pays du président déchu, à 50 ans de règne de la famille Assad.

Ankara, qui mène régulièrement des frappes contre les zones contrôlées par les FDS dit vouloir empêcher les combattants kurdes d'étendre leur influence en Syrie "en profitant de la situation".

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 decembre 2024

## Syrie: le groupe jihadiste Etat islamique à l'affût du chaos

**Paris, 10 déc 2024 (AFP)** — La Syrie post-Assad représente une opportunité pour les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui pourraient tenter de profiter d'un potentiel chaos pour reconquérir des territoires et faire libérer ses combattants emprisonnés en zone kurde (nord-est).

Ils n'aiment rien tant que l'incertitude, la guerre et les Etats défaillants. Les combattants de l'EI, aujourd'hui terrés en petites cellules dans le désert de l'Est du pays, ne pourraient que sortir gagnants d'une transition heurtée, que beaucoup craignent après 13 ans de guerre civile.

"Le chaos et l'anarchie constitueront inévitablement une au-

baine pour l'EI, qui a attendu son heure, reconstruisant lentement mais sûrement ses réseaux dans tout le pays," avertit Colin Clarke, directeur scientifique du Soufan Center à New York.

Dimanche, Washington a mené "des dizaines de frappes aériennes" visant "plus de 75 cibles" des jihadistes. Une façon de montrer qu'elle n'ignorait pas le danger. "L'EI tentera de profiter de cette période pour rétablir ses capacités et créer des sanctuaires. (...) Nous sommes déterminés à empêcher cela", a affirmé lundi le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken.

Dans sa revue officielle Al-Naba, l'EI refuse par avance

toute forme de pouvoir à Damas autre que le sien.

Le groupe, qui régnait sur un vaste califat à cheval sur Irak et Syrie (2014-19), estime que "l'objectif des rebelles est de créer un Etat civil et démocratique, très éloigné de son projet d'Etat basé sur la charia", explique Laurence Bindner, co-fondatrice du JOS Project, plateforme d'analyse de l'extrémisme en ligne.

"Il se positionne comme la seule alternative viable, qui ferait respecter des principes religieux tout en s'opposant aux intérêts étrangers", poursuit-elle à l'AFP. Les appels des rebelles "à une coexistence pacifique avec les minorités religieuses sont à l'op-

posé de sa vision radicale d'excommunications systématiques".

- Le modèle afghan -

La centrale de l'EI, longtemps capable de coordonner ses filiales au Moyen-Orient et en Afrique, est aujourd'hui considérée comme l'ombre d'elle-même.

Le nombre d'attentats que le groupe a revendiqués en Syrie a décliné de 2019 (1.055) à 2023 (121). Mais il a augmenté en 2024 (259 à mi-novembre), écrivait la semaine dernière l'analyste Aaron Zelin pour le think-tank américain Hudson.

"Il existe des éléments signi-

ficatifs suggérant que l'EI a sous-estimé à dessein ses revendications en Syrie pour paraître plus faible qu'en réalité", ajoutait-il, notant qu'il prélevait des taxes sur les populations sous son contrôle.

Ses capacités de nuisance demeurent, tant il excelle dans l'art du harcèlement des autorités. Et ce, même si triomphe à Damas le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), à la tête des rebelles qui ont renversé Bachar al-Assad.

"L'EI essaiera de prendre autant de territoire que possible à HTS s'il contrôle la Syrie", assure Yoram Schweitzer, ancien des services israéliens, aujourd'hui à l'Institut d'études sur la sécurité nationale (INSS) de Tel-Aviv.

Nonobstant les différences

fondamentales entre les deux pays, "il faut observer ce qu'a fait l'EI-K quand les Talibans ont pris le pouvoir", insiste-t-il, en référence aux attentats perpétrés par la branche afghane du groupe après le départ des Américains de Kaboul, en août 2021.

- La menace du camp d'Al-Hol -

Et si une autre autorité s'installe finalement, le résultat sera identique. "Ils considéreront quiconque contrôle le pouvoir à Damas comme un ennemi fondamental contre lequel ils se doivent d'agir".

Parallèlement, l'EI risque de s'intéresser à l'un des talons d'Achille de la lutte anti-terroriste: les camps surpeuplés et sous-sécurisés établis en zone kurde, dans lesquels croupissent des dizaines de

milliers de combattants de l'EI avec femmes et enfants.

En janvier 2022, le groupe avait porté un assaut contre la prison de Ghwayran, à Hassaké (nord-est), où sont détenus des milliers de jihadistes. Il ne peut qu'avoir en ligne de mire le gigantesque camp d'Al-Hol, "soit en l'attaquant, soit en aidant ceux qui y sont enfermés à s'évader", estime Yoram Schweitzer.

Ces dernières années, les Kurdes "avaient des difficultés à y maintenir l'ordre", note l'Israélien, qui juge qu'ils ne pourront le sécuriser encore longtemps. Surtout s'ils subissent les assauts de l'armée turque, qui considère les forces kurdes comme des "terroristes".

A terme, une partie de l'équation réside dans la volonté ou

non des Etats-Unis de conserver en Syrie le petit millier de soldats américains déployés pour combattre l'EI et d'interdire à Ankara de frapper les Kurdes de Syrie.

Et si le président élu Donald Trump reste imprévisible, la lutte contre l'EI "fait partie de l'héritage" de son premier mandat, rappelle Colin Clarke.

"Je ne pense pas qu'il voudra défaire cet héritage en retirant ses troupes et en donnant le feu vert aux Turcs", veut-il croire. Dans le cas contraire, "l'EI en serait le premier bénéficiaire".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 décembre 2024

## Le Royaume-Uni "surveillance de très près" un éventuel retour de jihadistes de Syrie

**Londres, 10 déc 2024 (AFP)** — Le renseignement britannique "surveillance de très près" un retour potentiel au Royaume-Uni depuis la Syrie de jihadistes du groupe Etat islamique (EI), après la chute du président Bachar al-Assad, a indiqué mardi la secrétaire d'Etat à la sécurité des frontières et à l'asile.

"Clairement, tout potentiel retour de jihadistes est un sujet de grande préoccupation, c'est pourquoi nous allons garder un oeil très, très attentif à la façon dont la situation évolue dans les prochains jours et semaines", a déclaré la responsable, Angela Eagle, interrogée sur la BBC.

"Soyez assurés que les ser-

vices de renseignement suivent de très près ce qui se passe et que nous sommes en contact avec tous nos alliés pour voir comment les choses évoluent", a-t-elle poursuivi.

Les Européens redoutent une éventuelle résurgence de l'EI dont des combattants sont toujours actifs en Syrie ou emprisonnés dans des camps sous contrôle kurde.

Une douzaine de "combattants endurcis de l'Etat islamique" originaires du Royaume-Uni sont détenus dans des prisons du nord-est de la Syrie contrôlées par les forces kurdes, selon le journal Daily Telegraph.

Le quotidien conservateur cite des sources sécuritaires selon lesquelles le Royaume-Uni est confronté au risque d'un retour de ces jihadistes, si les prisons dans lesquelles ils sont détenus sont affectées par un potentiel chaos en Syrie.

Le président syrien Bachar al-Assad a été renversé dimanche à la suite d'une offensive éclair d'une coalition de rebelles dirigés par le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), après 13 ans de guerre civile.

Le groupe Etat islamique avait proclamé en 2014 un califat sur un territoire à cheval sur la Syrie et l'Irak, forçant les populations locales à

se plier à son interprétation brutale de la religion, avant d'être défait en 2019. Mais des combattants de l'EI sont toujours présents en Syrie.

En janvier 2022, le groupe avait porté un assaut contre la prison de Ghwayran, à Hassaké (nord-est), où sont détenus des milliers de jihadistes. Après plusieurs jours de combats et des centaines de morts, les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes, avaient repris le contrôle de la prison.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 decembre 2024

# Les rebelles syriens préparent le transfert du pouvoir et jurent de châtier les “tortionnaires”

**Damas, 10 déc 2024 (AFP)**

— Les rebelles islamistes qui ont renversé le président syrien Bachar al-Assad ont juré mardi de châtier les responsables “des tortures contre le peuple” sous l’ancien gouvernement, tout en préparant leur prise formelle du pouvoir.

De son côté, Israël a mené lundi plus d’une centaine de frappes contre des sites militaires en Syrie, dont un centre de recherches à Damas, des dépôts d’armes et des navires de la marine syrienne à Lattaquié, sur la côte, selon l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH).

La défense civile syrienne a indiqué avoir éteint l’incendie qui s’est déclaré dans le centre de recherches après le bombardement, affirmant n’avoir observé aucune “fumée toxique inhabituelle” et aucun cas de suffocation, contrairement à des rumeurs qui se sont propagées sur les réseaux sociaux.

Selon le directeur de l’OSDH, Rami Abdel Rahmane, “Israël intensifie ses frappes pour détruire les capacités militaires de l’ancien régime”.

Alors que des milliers de personnes attendent des nouvelles de leurs proches devant la sinistre prison de Saydnaya, prise dimanche par les rebelles près de Damas, et que des insurgés ont affirmé avoir trouvé des dizaines de cadavres portant des traces de torture non loin de la capitale, le chef de la rébellion a promis de publier bientôt une liste noire de tortionnaires.

“Nous allons annoncer une liste numéro un qui comprend les noms des plus hauts responsables impliqués dans les tortures contre le peuple sy-

rien”, a écrit sur Telegram le commandant des rebelles Abou Mohammad al-Jolani, qui depuis quelques jours se fait également appeler par son vrai nom, Ahmed al-Chareh.

“Nous poursuivrons les criminels de guerre et demandons qu’ils soient remis par les pays où ils se sont enfuis afin qu’ils puissent recevoir leur juste châtiment”, a-t-il affirmé, alors que des médias libanais indiquent que plusieurs anciens dignitaires du gouvernement Assad se sont réfugiés à Beyrouth sous la protection du mouvement chiite Hezbollah, allié de l’ancien pouvoir.

- Amnistie -

M. al-Jolani a promis des récompenses à quiconque permettra la capture d’anciens responsables “impliqués dans des crimes de guerre”, et précisé avoir “accordé l’amnistie” au personnel subalterne de l’armée et des forces de sécurité “dont les mains ne sont pas tachées du sang du peuple syrien”.

Depuis le début du soulèvement en 2011, plus de 100.000 personnes ont péri dans l’immense complexe pénitentiaire syrien, notamment sous la torture, estimait en 2022 l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH).

Des images sur les réseaux sociaux ont montré des dizaines d’hommes, visages émaciés, certains portés par des camarades car trop faibles pour avancer seuls, sortir de la prison de Saydnaya après sa libération par les rebelles dimanche.

Ces ex-prisonniers ont déferlé par vagues dans les rues de

Damas, certains totalement désorientés, alors que Syriens partagent sur les réseaux sociaux les photos de leurs proches détenus dans l’espoir d’obtenir des informations sur eux.

Les familles des détenus restent convaincues qu’un grand nombre sont encore enfermés dans des cachots secrets dans les sous-sols de cette prison, symbole des pires exactions des forces de sécurité d’Assad et qualifiée d’“abattoir humain” par Amnesty International.

Des rebelles ont déclaré à l’AFP avoir trouvé lundi une quarantaine de corps portant des traces de torture dans la morgue d’un hôpital près de Damas, entassés dans des sacs mortuaires.

“J’ai ouvert la porte de la morgue de mes propres mains, c’était un spectacle horrible : une quarantaine de corps étaient empilés, montrant des signes de tortures effroyables”, a décrit auprès de l’AFP Mohammed al-Hajj, un combattant des factions rebelles du sud du pays.

L’AFP a pu voir des dizaines de photographies et de séquences vidéo que M. Hajj dit avoir prises lui-même, et qui montrent des cadavres présentant des signes évidents de torture: yeux et dents arrachés, éclaboussures de sang, ecchymoses.

Emporté dimanche après 13 ans de guerre civile par une offensive spectaculaire de groupes rebelles dirigés par le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS) de M. Jolani, le président Assad a fui le pays avec sa famille pour Moscou, selon les agences de presse russes.

- Soutien du parti Baas -

Au lendemain de son entrée à Damas, M. al-Jolani a discuté lundi avec l’ex-Premier ministre Mohammed al-Jalali pour “coordonner la transition du pouvoir”, après que le Parlement et le parti Baas de M. Assad ont apporté leur soutien à la transition, selon un communiqué des rebelles.

Dans un communiqué séparé diffusé par la télévision d’Etat, dont le logo sur Telegram arbore désormais le drapeau des rebelles, un responsable de HTS, Mohammed Abdel Rahmane, a déclaré que “les forces de sécurité oeuvrent à sécuriser les bâtiments gouvernementaux et les installations publiques et privées, et mènent des patrouilles pour assurer la sécurité à Damas”.

HTS, ex-branche syrienne d’Al-Qaïda, affirme avoir rompu avec le jihadisme, sans réellement convaincre les pays occidentaux, dont les Etats-Unis, qui le classent terroriste.

Au moins 910 personnes, dont 138 civils, ont été tuées durant l’offensive rebelle éclair lancée le 27 novembre, selon l’OSDH.

Déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, la guerre en Syrie a fait plus de 500.000 morts. Outre la Russie, la Turquie et les Etats-Unis - qui soutiennent les forces kurdes syriennes - maintiennent toujours des soldats au sol dans le nord de la Syrie.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

12 décembre 2024

## La Turquie face au dilemme kurde en Syrie

**Ankara, 12 déc 2024 (AFP)**

— Après la chute de Bachar al-Assad, la Turquie cherche à affaiblir les forces kurdes soutenues par les États-Unis dans le nord-est de la Syrie, une démarche qui pourrait la mettre en désaccord avec ses alliés occidentaux, notamment Washington, alors que son chef de la diplomatie est attendu jeudi en Turquie.

Des rebelles pro-turcs ont annoncé cette semaine avoir pris le contrôle de Deir Ezzor et de Manbij après avoir ravi l'enclave septentrionale stratégique de Tal Rifaat.

Une médiation américaine a permis mercredi de conclure une trêve à Manbij, où les combats entre les forces pro-kurdes et des factions pro-Ankara ont fait 218 morts.

“La Turquie tente tout pour garantir que les Kurdes sortent affaiblis de ce processus”, estime Irfan Aktan, journaliste et auteur de nombreux ouvrages sur la question kurde en Turquie.

“Ankara mobilise les factions pro-turques en Syrie pour détruire l'administration semi-autonome kurde. Mais cette attaque a pour l'instant été arrêtée grâce à une intervention des Américains”, ajoute-t-il.

-Symboles de lutte contre l'EI-

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) contrôlent de vastes régions du nord de la Syrie, où les Kurdes syriens ont instauré une administration autonome.

Les FDS, alliées des Occidentaux dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), sont considérées par la Turquie comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé par Ankara comme une organisation terroriste.

“Les organisations terroristes seront écrasées dès que possible” en Syrie, a affirmé mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan en référence au Parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation de l'administration autonome kurde en Syrie.

Selon des experts, Ankara pourrait rencontrer l'opposition de ses alliés occidentaux si ses actions visent à anéantir l'ensemble de l'administration autonome ou à frapper les villes kurdes symboles de la lutte contre l'EI, comme Kobané, dans le nord-est syrien.

Berlin a déjà exhorté mardi la Turquie à ne pas mettre en péril la possibilité d'une transition pacifique en Syrie au nom “des intérêts sécuritaires”.

Un haut responsable de l'administration américaine a affirmé lundi que les Etats-Unis continueront de protéger leurs positions dans le nord-est syrien “pour contrer les efforts de l'EI et pour l'intégrité des FDS”.

Pour Mutlu Civioglu, analyste spécialisé sur la question kurde, basé à Washington, le chef de la diplomatie américaine Anthony Blinken tentera de convaincre la Turquie à limiter ses actions.

“La visite mardi des FDS par le chef du Commandement central américain (Centcom) est un message important à l'encontre de la Turquie”, estime-t-il.

“La région contrôlée par les forces kurdes est la région la plus stable de la Syrie, garantissant les droits des femmes et des minorités. Or Hayat Tahrir al-Sham (HTS), qui a pris le pouvoir en Syrie, est un groupe islamiste radical. La dissolution de l'autonomie kurde pourrait être un facteur d'instabilité”, ajoute-t-il.

- Position de force -

Pour Faik Bulut, écrivain spécialiste de la question kurde, Ankara souhaite chasser les forces kurdes à 30-40 km de distance de ses frontières sud.

“Erdogan voudrait profiter de vide avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et contrôler cette région pour être en position de force lors des négociations avec le président américain sur la Syrie”, affirme-t-il.

Le chef de l'Etat turc a affirmé début novembre qu'il voulait discuter avec M. Trump de la présence de troupes américaines dans le nord-est de la Syrie, en appui aux forces kurdes mobilisées contre l'EI.

Selon M. Bulut, après avoir “nettoyé” les FDS, Ankara souhaiterait les remplacer par le Conseil national kurde, un organisme kurde syrien proche du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, qui entretient de bonnes relations

avec la Turquie.

“De cette manière, Erdogan pourrait endosser le rôle du protecteur des Kurdes qui correspond aussi à ses aspirations néo-ottomanes”, estime-t-il.

- Main tendue -

Mais ces plans risquent aussi de mettre en danger le fragile processus de “main tendue” aux Kurdes de Turquie, lancé en octobre dernier par le gouvernement turc, en appelant le chef historique du PKK Abdullah Öcalan à annoncer la dissolution de son organisation.

“Je m'interroge sur les conséquences, sur la question kurde en Turquie, des développements en cours en Syrie”, affirme une source occidentale sous couvert d'anonymat.

“Les Kurdes de Turquie suivent de près les actions d'Ankara en Syrie dont ils s'estiment très proches. Les Kurdes des deux côtés de la frontière ont des liens de parenté”, rappelle Mutlu Civioglu.

“La Turquie pourrait sortir de l'impasse actuelle si elle arrive à établir une grande paix avec les Kurdes, y compris avec les Kurdes de Turquie”, estime Irfan Aktan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 decembre 2024

## Syrie: l'administration autonome kurde dans l'est adopte le drapeau syrien de l'indépendance

**Qamichli (Syrie), 12 déc 2024 (AFP)** — L'administration autonome kurde dans l'est de la Syrie a annoncé jeudi qu'elle adoptait le drapeau syrien de l'indépendance qui flotte désormais à Damas, après qu'une coalition de groupes rebelles menés par des islamistes ont pris le pouvoir dimanche et renversé le président Bachar al-Assad.

"À la lumière de ce changement historique, le drapeau de l'indépendance (...) est un symbole de la nouvelle phase, car il exprime les aspirations du peuple syrien à la liberté, la dignité et l'unité nationale", a déclaré l'adminis-

tration, ajoutant qu'elle avait "décidé d'arborer ce drapeau dans l'ensemble des institutions officielles de (...) l'administration autonome".

L'administration a dit "partir du fait que les régions qu'elle contrôle font partie intégrante de la géographie syrienne et que ses habitants sont d'authentiques composantes syriennes".

Dimanche, le commandant en chef des FDS (Forces démocratiques syriennes) Mazloum Abdi avait salué dans la chute du président Assad "une opportunité pour construire une nouvelle Syrie

fondée sur la démocratie et la justice, qui garantisse les droits de tous les Syriens".

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliées des Occidentaux dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), sont considérées par Ankara comme une émanation des indépendantistes kurdes du PKK.

Ces derniers jours, des combattants soutenus par la Turquie se sont d'ailleurs emparés de Manbij et Tal Rifaat, deux zones majoritairement arabes qui étaient tenues par les Kurdes dans la région d'Alep.

Les Kurdes, opprimés et marginalisés par le parti Baas au pouvoir durant la dictature du clan Assad, avaient hissé leurs propres couleurs (rouge, blanc, vert et jaune) dans les territoires qu'ils contrôlent depuis la guerre civile. Cela leur valait d'être accusés de "séparatisme" par le gouvernement Assad bien que les forces kurdes aient évité toute confrontation ouverte.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 decembre 2024

## Syrie: le nouveau Premier ministre s'engage à respecter toutes les communautés

**Damas, 12 déc 2024 (AFP)** — Le Premier ministre chargé de la transition en Syrie a assuré mercredi que la coalition rebelle, menée par des islamistes radicaux, qui a chassé Bachar al-Assad du pouvoir garantirait les droits de toutes les communautés, appelant les millions d'exilés à rentrer au pays.

Alors que des pays occidentaux s'inquiètent de la façon dont le nouveau pouvoir, dominé par le groupe islamiste sunnite radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda, va traiter les nombreuses minorités en Syrie, le Premier ministre, Mohammad al-Bachir, a voulu rassurer.

"C'est précisément parce que nous sommes musulmans que nous garantirons les

droits de tous (...) et de toutes les confessions en Syrie", a-t-il affirmé dans une interview au quotidien italien Corriere della Sera, au lendemain de sa nomination pour diriger un gouvernement transitoire jusqu'au 1er mars.

HTS affirme avoir rompu avec le jihadisme mais il reste classé mouvement "terroriste" par plusieurs pays occidentaux, dont les Etats-Unis.

M. Bachir a en outre appelé les Syriens exilés à rentrer chez eux pour "reconstruire" le pays, à majorité arabe sunnite, où cohabitent plusieurs communautés ethniques et confessionnelles.

Quelque six millions de Syriens, soit un quart de la population, ont fui le pays depuis 2011, quand la représen-

sion de manifestations prodémocratie a déclenché une guerre dévastatrice qui a fait plus d'un demi-million de morts.

- Le parti Baas suspendu -

Mercredi après-midi, des dizaines de personnes attendaient au poste-frontière turc d'Oncupinar, près de Gaziantep, pour entrer en Syrie, selon un correspondant de l'AFP.

Un taxi a déposé des voyageurs, le toit chargé de sacs remplis d'effets personnels et d'un tapis roulé.

A Damas, où flotte désormais le drapeau de la révolution, la vie a repris son cours tout comme à Alep, deuxième ville du pays et première grande cité à être conquise par les

rebelles, qui se sont emparés dimanche de la capitale après 11 jours d'une offensive fulgurante.

"On commence à se sentir en sécurité. Ici, il n'y avait que des moukhabarat (les agents de renseignements) avant les événements" de ces derniers jours, raconte Ramadan Dali, un habitant d'Alep de 70 ans. "On ne pouvait rien dire".

Signe qu'une page est définitivement tournée, le parti Baas, au pouvoir en Syrie pendant plus de 50 ans, a annoncé mercredi la suspension de ses activités.

L'aéroport international de Damas, fermé depuis dimanche, se prépare à rouvrir "dans les prochains jours", selon son directeur.

Pour de nombreux Syriens, la priorité reste la quête de proches disparus happés par des décennies de féroce répression.

- "Transition inclusive" -

Venu de Deraa, dans le sud, Nabil Hariri examine dans un hôpital de la capitale des photos de cadavres, à la recherche de son frère, arrêté en 2014 à 13 ans à peine. "Quand on se noie, on s'accroche à n'importe quoi", dit cet homme de 39 ans.

Depuis 2011, plus de 100.000 personnes ont péri dans les prisons syriennes, estimait en 2022 l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré mercredi que l'ONU était "totalement engagée à soutenir une transition en douceur".

Cette transition doit être "inclusive" pour éviter une "nouvelle guerre civile", a souligné de son côté l'émissaire de l'ONU, Geir Pedersen.

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, aura jeudi en Jordanie et vendredi en Turquie des entretiens sur la Syrie, au cours desquels il "réitérera le soutien des Etats-Unis à une transition inclusive (...) vers un gouvernement responsable et représentatif", selon le département d'Etat.

- Trêve sur le front kurde -

Moscou, allié de Bachar al-Assad, qui s'est réfugié en Russie, a souhaité une situation "stabilisée le plus vite possible", affirmant être "en contact" avec les nouvelles autorités, notamment concernant l'avenir des deux bases militaires russes en Syrie.

Alors qu'experts et capitales étrangères mettent en garde contre des combats entre différents groupes armés, des affrontements entre rebelles prokurdes et forces prokurdes ont fait 218 morts en trois jours dans la région de Manbij, dans le nord de la Syrie, a indiqué mardi l'OSDH.

Le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes et

soutenues par les Etats-Unis), qui contrôlent de vastes régions du nord-est de la Syrie, a annoncé mercredi une trêve via une médiation américaine avec les groupes prokurdes.

Mardi soir, des rebelles avaient par ailleurs affirmé s'être emparés de la ville de Deir Ezzor, dans l'est du pays, qui était contrôlée par les forces kurdes, selon l'OSDH.

De son côté, Israël affiche sa détermination à ne permettre "à aucune force hostile de s'établir à sa frontière" en Syrie, selon les mots de son Premier ministre, Benjamin Netanyahu.

L'armée israélienne a dit mardi avoir mené en 48 heures des centaines de frappes contre des sites militaires stratégiques à travers la Syrie voisine, disant vouloir "empêcher qu'ils ne tombent aux mains d'éléments terroristes".

Elle a à nouveau frappé dans la nuit de mercredi à jeudi des sites militaires de l'armée régulière dans les provinces

côtières de Lattaquié et de Tartous, a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Parallèlement, des drones turcs ont frappé des sites militaires gouvernementaux près de Qashmili, y compris aux abords de l'aéroport de cette ville du nord-est du pays située à la frontière turque et contrôlée par les forces kurdes.

Des experts de l'ONU ont affirmé mercredi que les frappes israéliennes en Syrie sont sans fondement au regard du droit international, affirmant que le désarmement "préventif" ouvre la porte au "chaos mondial".

Plusieurs pays comme la France, ainsi que l'ONU, ont appelé Israël à se retirer de la zone tampon à la lisière de la partie Golan occupé et annexé par Israël après une incursion israélienne effectuée dès la chute de Bachar al-Assad dimanche.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 décembre 2024

## L'Europe cherche sa voie face au nouveau pouvoir en Syrie

**Londres, 12 déc 2024 (AFP)** — Pris de court par la chute de Bachar al-Assad en Syrie, les gouvernements européens sont dans l'expectative sur le positionnement à adopter face à la coalition de rebelles islamistes désormais au pouvoir, partagés entre l'inquiétude et "un optimisme prudent".

Depuis dimanche, ils ont unanimement salué le renversement du président syrien après 24 ans d'un règne sans partage, dont 14 marqués par une guerre civile sanglante.

Mais le profil du groupe à la tête du nouveau pouvoir, Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda et classé "organisation terroriste" par plusieurs pays occidentaux, suscite aussi des craintes.

Pour tenter d'avancer sur une ligne commune à adopter face à ces nouvelles autorités, les pays du G7 ont prévu de se rencontrer virtuellement vendredi.

Les gouvernements européens n'ont, à ce stade, "pas vraiment

de réponse" si ce n'est "d'attendre et de voir", souligne auprès de l'AFP Urban Coningham, chercheur associé à l'Institut Royal United Services (RUSI) de Londres.

Les rebelles ont annoncé mardi soir la nomination d'un Premier ministre chargé de la transition dans le pays, Mohammad al-Bachir.

- "Trop tôt pour baisser la garde" -

Le groupe HTS affirme avoir

rompu avec le jihadisme, mais les craintes de voir se répéter un scénario comparable à celui de l'Afghanistan, où les talibans imposent une interprétation ultra rigoriste de la charia (loi islamique) restent dans les esprits.

Jusqu'ici, les rebelles islamistes et leur leader Abou Mouhammad al-Jolani "ont fait tout ce qu'il fallait en parlant de la nécessité d'un gouvernement pragmatique et inclusif", note toutefois Urban Coningham.

Un "optimisme prudent" est à

ce stade le sentiment dominant en Europe, selon lui.

Même tonalité chez le chercheur au centre de réflexion Chatham House, Bader Mousa Al-Saif, qui rappelle qu'après la prise de la ville d'Alep, les populations chrétiennes n'ont pas été persécutées.

Dans le quotidien italien Corriere della Sera, le chef du gouvernement transitoire a réitéré son engagement à "garantir" les droits des minorités dans ce pays où habitent sunnites, alaouites, chrétiens, druzes ou encore Kurdes.

Au Royaume-Uni, le gouvernement du travailliste Keir Starmer, ancien avocat des droits humains, n'exclut pas le dialogue : "le fait que HTS soit un groupe terroriste interdit n'empêche pas le gouvernement d'engager des discussions avec lui à l'avenir", a affirmé le porte-parole du Premier ministre britannique.

Le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz se sont dits, de leur côté, "prêts à coopérer avec les nouveaux dirigeants syriens" sous certaines conditions.

Selon une source diplomatique européenne, certains pays ont d'ores et déjà "bâti des canaux de communication indirects avec HTS" qui "s'est transformé d'un mouvement djihadiste mondial en mouvement islamiste-national". Et d'ajouter qu'il est "encore beaucoup trop tôt" pour baisser la garde.

Pour l'ONU, "le test le plus important" sera la mise en oeuvre de la transition, averti mardi son émissaire pour la Syrie, Geir Pedersen.

- Éviter le chaos -

Restent les défis sécuritaires et migratoires.

La Syrie post-Assad peut re-

présenter une opportunité pour les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) qui pourraient profiter d'un éventuel chaos ou d'une division des factions rebelles pour reconquérir des territoires perdus.

Une situation d'autant plus périlleuse qu'il y a "beaucoup d'armes en Syrie, dont certaines sont des armes chimiques", rappelle Urban Coningham.

Il y a aussi la question des camps de prisonniers surpeuplés établis en zone kurde (nord-est du pays) où se trouvent des dizaines de milliers de combattants de l'EI avec femmes et enfants, dont certains sont des ressortissants européens.

"Le risque est que l'EI libère les prisonniers", estime le chercheur. Les services de renseignement du Royaume-Uni sont en alerte face à cette éventualité.

La "stabilité de la Syrie est

dans l'intérêt des Européens", souligne Julien Barnes-Dacey, du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), évoquant notamment une possible nouvelle vague migratoire si le pays venait à sombrer dans le chaos.

Du côté américain, les responsables mettent pour le moment en sourdine le fait que HTS est classé comme organisation "terroriste" et disent vouloir juger "sur pièce" en soulignant qu'à ce stade le groupe "emploie les bons mots".

Le chef de la diplomatie Antony Blinken, qui aura jeudi en Jordanie et vendredi en Turquie des entretiens sur la Syrie, a appelé "à une transition inclusive (...) vers un gouvernement responsable et représentatif".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 décembre 2024

## Les Etats-Unis ont établi un "contact direct" avec les nouveaux maîtres de Damas

**Damas, 14 déc 2024 (AFP)** — Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a affirmé samedi que son pays avait établi un "contact direct" avec Hayat Tahrir al-Sham (HTS), groupe islamiste à la tête de la coalition qui a pris le pouvoir en Syrie, entraînant la chute de Bachar al-Assad.

La Turquie, acteur majeur dans le conflit en Syrie et soutien des nouvelles autorités, a par ailleurs rouvert son ambassade à Damas après plus de 12 ans de fermeture.

Des agents de la circulation relevant des nouvelles autorités ont été déployés samedi dans les rues de la capitale, où les employés municipaux nettoient les routes. La plupart

des commerces ont rouvert, y compris le célèbre souk al-Hamidiyé dans le vieux Damas, selon des correspondants de l'AFP sur place.

"Il faut qu'on relance rapidement l'activité dans le souk", affirme Amjad Sandouq, un commerçant. "Le régime est tombé, mais l'Etat n'est pas tombé, grâce à Dieu".

- "Syriens eux-mêmes" -

Lors d'une offensive de 11 jours lancée depuis Idlib (nord-ouest), une coalition de factions rebelles emmenées par le groupe sunnite radical HTS a pris aux forces gouvernementales la grande partie du pays, dont Damas, mettant fin le 8 décembre à

un demi-siècle de pouvoir de la famille Assad.

Dirigé par Abou Mohammad al-Jolani, HTS affirme avoir rompu avec le jihadisme mais reste classé "terroriste" par plusieurs capitales occidentales, dont Washington.

"Nous avons été en contact avec HTS et d'autres parties", a indiqué M. Blinken à des journalistes à Aqaba, en Jordanie.

Il n'a pas donné davantage de détails sur les circonstances de ces échanges mais lorsqu'il lui a été demandé si les Etats-Unis avaient eu un lien direct, il a répondu : "Contact direct, oui".

M. Blinken a précisé que ce contact faisait notamment partie des efforts visant à localiser Austin Tice, un journaliste américain enlevé en 2012 au début de la guerre civile en Syrie.

M. Blinken clôturait une tournée régionale qui l'a conduit en Turquie, Irak et Jordanie, pays voisins de la Syrie.

A Aqaba, M. Blinken a participé à des discussions réunissant des diplomates arabes, européens, turcs et l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie Geir Pedersen, qui ont convenu que le processus de transition doit "être dirigé (...) par les Syriens eux-mêmes et aboutir à un gouvernement inclusif, non sec-

taire et représentatif", selon un communiqué conjoint.

- L'ambassade turque rouverte -

Ils ont en outre souligné que la Syrie, sous le coup de sanctions internationales, avait enfin "la chance de mettre fin à des décennies d'isolement" et insisté sur "l'importance de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme".

Face aux inquiétudes de la communauté internationale, le nouveau Premier ministre chargé de la transition jusqu'au 1er mars, Mohammad al-Bachir, avait promis cette semaine un Etat de droit et de "garantir les droits de tous".

La Turquie, qui a salué la chute de Bachar al-Assad, a rouvert samedi son ambassade à Damas.

La chancellerie avait fermé en mars 2012, un an après le début de la guerre civile en Syrie, déclenchée par la répression de manifestations prodémocratie et lors de laquelle Ankara avait pris la cause des rebelles.

- Pour une Syrie "pluraliste" -

"Uni, uni, uni, le peuple syrien est uni", est devenu le leitmotiv des Syriens depuis la fuite de M. Assad avec sa famille en Russie.

Mais la liesse est accompagnée de la douloureuse quête de Syriens qui recherchent leurs proches disparus durant les décennies de répression du pouvoir Assad, accusé des pires exactions.

Plusieurs groupes armés et puissances internationales ont été impliqués dans la guerre en Syrie, qui a fait plus d'un demi-million de morts poussé à la fuite quelque six millions de Syriens, soit un quart de la population, morcelé et dévasté le pays.

Jolani, de son vrai nom Ahmad al-Chareh, a dénoncé de son côté l'incursion des troupes israéliennes dans le sud du territoire après la chute d'Assad mais affirmé que son pays était trop "épuisé" par la guerre pour s'engager dans un nouveau conflit.

Le Hezbollah libanais a lui dit

espérer que les nouvelles autorités ne normaliseraient pas leurs relations avec Israël, ennemi juré du mouvement proiranien chiite.

Israël a mené de nouvelles frappes sur des "sites militaires de l'ancien régime" à Damas et sa banlieue, détruisant un institut scientifique et un "aéroport militaire", selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'OSDH a recensé "61 frappes en moins de cinq heures" samedi soir de la part d'Israël, portant à "446 le nombre total de raids aériens depuis le 8 décembre".

"Israël poursuit son intensification des frappes aériennes contre le territoire syrien, notamment pour détruire complètement des tunnels sous les montagnes renfermant des entrepôts de missiles balistiques", a ajouté l'OSDH, précisant que "des missiles à fragmentation" avaient été utilisés.

Ces tunnels renferment également des "munitions, d'obus de mortier et d'autres équi-

pements militaires", selon l'ONG, basée au Royaume-Uni mais disposant d'un vaste réseau de sources à l'intérieur de la Syrie.

Dans le nord-est de la Syrie, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes et appuyées par les Etats-Unis, ont salué la chute d'Assad.

Alors que la communauté kurde a été victime de discriminations pendant des décennies au temps du pouvoir d'Assad, le chef des FDS, Mazloum Abdi, a appelé samedi sur X les partis kurdes à "participer à la construction de l'avenir d'une Syrie démocratique et pluraliste".

Dans l'ouest de la Syrie, au moins quatre combattants d'une faction de la coalition au pouvoir ont été tués dans une embuscade tendue dans un fief du président déchu, selon l'OSDH.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 décembre 2024

## La Turquie "prête" à fournir de l'aide militaire aux nouvelles autorités de Syrie

**Istanbul, 15 déc 2024 (AFP)** — La Turquie est "prête" à fournir de l'aide militaire si le nouveau gouvernement syrien mené par les rebelles islamistes lui en fait la demande, a déclaré dimanche le ministre turc de la Défense, Yasar Güler.

"Nous avons déjà des accords d'entraînement et de coopération militaire avec beaucoup de pays. Nous sommes prêts à fournir l'aide nécessaire si le nouveau gouvernement le demande", a-t-il dit dans des propos relayés par la presse turque.

"Il faut attendre de voir ce que fera la nouvelle administration. Nous pensons qu'il est nécessaire de leur donner une chance", a-t-il déclaré à propos des rebelles islamistes du groupe Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda et considéré comme terroriste par de nombreux pays occidentaux.

Mais HTS tient désormais un discours modéré et son gouvernement intérimaire a insisté à plusieurs reprises sur la protection des droits de tous les Syriens, y compris les mi-

norités ethniques et religieuses.

Le nouveau gouvernement, a aussi dit M. Güler, s'est engagé à "respecter tous les institutions gouvernementales, les Nations unies et les autres organisations internationales", et a promis de signaler toute trace d'arme chimique à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

La priorité de la Turquie en Syrie est de lutter contre les combattants séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des

Unités de protection du peuple (YPG), un objectif soutenu par le nouveau gouvernement syrien, a-t-il soutenu.

"Dans cette nouvelle ère, l'organisation terroriste PKK/YPG disparaîtra tôt ou tard de Syrie. Le nouveau gouvernement syrien le souhaite autant que nous", a-t-il affirmé.

Par extension, Ankara considère les FDS (Forces démocratiques syriennes) comme un groupe terroriste, ce qui la place en opposition directe avec Washington, qui a affirmé que ce groupe était "crucial"

pour empêcher une résurgence des djihadistes du groupe Etat islamique en Syrie.

Les FDS, soutenues par les Etats-Unis, ont dirigé le combat contre l'EI dans ses derniers bastions syriens avant sa défaite en 2019. Elles sont dominées par les YPG, considérées par Ankara comme une émanation du PKK, interdit.

"Nous l'avons fait savoir à nos amis américains. Nous attendons qu'ils réévaluent leurs positions", a-t-il déclaré.

"Nous n'avons aucun problème avec nos frères kurdes d'Irak et de Syrie. Notre problème est uniquement et exclusivement avec les terroristes", a précisé M. Güler.

Ses déclarations ont fait écho

à celles du ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan qui a déclaré vendredi que la Turquie donnerait aux nouvelles autorités syriennes le temps de résoudre ce problème.

"L'élimination des YPG est notre objectif stratégique. Nous attendons de nos frères syriens qu'ils éliminent la menace sur leur propre sol", a-t-

il déclaré à la télévision turque. Les dirigeants de l'organisation doivent "quitter le pays", a-t-il insisté.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 décembre 2024

## Les Kurdes syriens appellent à l'arrêt total des combats dans le pays

Beyrouth (Liban), 16 déc 2024 (AFP) — Les Kurdes syriens, qui contrôlent une partie du nord-est du pays, ont appelé lundi à l'arrêt total des combats sur le territoire syrien et tendu la main au nouveau pouvoir, dominé par des islamistes, en place à Damas.

Dans un communiqué lu à la presse à Raqa par son chef du conseil exécutif, Hussein Othman, l'administration autonome kurde a appelé à "l'arrêt des opérations militaires sur l'ensemble du territoire syrien pour entamer un dialogue national".

Cette initiative intervient plus d'une semaine après qu'une coalition dirigée par le groupe radical islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a pris le pouvoir à Damas le 8 décembre, à l'issue d'une offensive fulgurante lancée depuis le nord de la Syrie.

Dans le même temps, des groupes armés pro-turcs ont lancé une offensive contre les forces dirigées par les Kurdes dans le nord-est du pays.

Ils ont annoncé la semaine dernière avoir pris le contrôle de Deir Ezzor et de Manbij après avoir ravi l'enclave septentrionale stratégique de Tal Rifaat.

Une médiation américaine a permis mercredi de conclure une trêve à Manbij, où les combats ont fait 218 morts.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les groupes soutenus par Ankara se préparent à lancer l'assaut sur la ville de Kobané, tenue par les forces dirigées par les Kurdes.

Acteur majeur dans le conflit en Syrie et soutien des nou-

velles autorités, la Turquie a été l'un des premiers pays à ouvrir, samedi, son ambassade à Damas.

Les Kurdes syriens sont la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS,) soutenues par les Etats-Unis et qui ont été le fer de la lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique.

Ils ont déjà effectué un premier geste d'ouverture envers les nouvelles autorités syriennes en adoptant le drapeau syrien de l'indépendance, qui flotte désormais dans la capitale.

Lundi, l'administration autonome kurde affirme que "la politique d'exclusion et de marginalisation qui a détruit la Syrie doit se terminer et toutes les forces politiques doivent bâtir la nouvelle Syrie".

Elle appelle à "une réunion urgente à Damas avec la participation des forces politiques syriennes pour unifier leurs points de vue au sujet de la période transitoire".

Les Kurdes syriens soulignent en outre la nécessité de "préservé l'unité et la souveraineté des territoires syriens", et "le protéger des attaques de la Turquie et ses mercenaires".

Ils se déclarent pour "un partage équitable des richesses" du pays, alors qu'une grande partie des zones pétrolières est sous leur contrôle.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 decembre 2024

# Après la chute d'Assad, "l'heure de gloire" d'Erdogan

**Istanbul, 17 déc 2024 (AFP)**

— Soutien des rebelles ayant renversé Bachar al-Assad et artisan d'un récent accord entre l'Éthiopie et la Somalie, le président turc Recep Tayyip Erdogan a dopé en l'espace d'une semaine l'influence d'Ankara "dans son arrière-cour et au-delà", estiment des experts.

Si la Turquie n'a pas participé directement à la chute d'Assad, elle entretient de longue date des relations avec les islamistes de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) désormais au pouvoir à Damas, lui conférant un statut d'interlocuteur privilégié alors que de nombreuses capitales s'inquiètent toujours du passé de cette ex-branche d'Al-Qaïda.

Quelques jours après la prise de pouvoir des rebelles, le chef du renseignement turc, Ibrahim Kalin, proche d'Erdogan, a savamment mis en scène sa rencontre à Damas avec le chef de HTS, Abou Mohammad al-Jolani, qui utilise désormais son vrai nom, Ahmad al-Chareh.

La même semaine, le président turc a réussi un autre coup diplomatique en négociant à Ankara la fin d'une brouille entre l'Éthiopie et la Somalie.

"La Turquie est très intelligente (...) La Turquie a fait une prise de contrôle inamicale sans que beaucoup de vies ne soient perdues", a estimé lundi le président élu

américain Donald Trump au sujet de la Syrie.

- "maximiser l'influence turque" -

"Erdogan joue sur le long terme", estime Anthony Skinner, directeur de recherche au cabinet de conseil Marlow Global, pour qui Ankara "a soigneusement cultivé des relations avec des acteurs étatiques et non-étatiques pour maximiser l'influence turque dans son arrière-cour et au-delà".

"Les résultats sont particulièrement évidents en Syrie et dans la Corne de l'Afrique. Erdogan a bien joué ses cartes jusqu'à présent et a une position enviable en Syrie", ajoute-t-il à l'AFP.

Dans la foulée, le chef de l'Etat turc a offert sa médiation entre le Soudan et les Emirats arabes unis, accusés de soutenir des paramilitaires face à l'armée de Khartoum.

Pour Max Abrahms, expert en sécurité internationale, "Erdogan est un grand gagnant" des dernières évolutions en Syrie.

Les soutiens d'Assad étant désormais hors jeu - la Russie embourbée dans sa guerre avec l'Ukraine et l'Iran affaibli par les attaques d'Israël contre son allié, le Hezbollah, la voie est libre pour qu'Erdogan "étende l'influence turque en Syrie", explique-t-il à l'AFP.

- "nouvelle ère" -

Cela passera probablement par une action d'Ankara pour "atténuer la menace du PKK", le Parti des travailleurs de Kurdistan, dans le Nord syrien, près de la frontière turque, juge Max Abrahms.

La Turquie a mené depuis 2016 plusieurs offensives sur le sol syrien contre les Unités de protection du peuple kurde (YPG), considérées par Ankara comme une extension du PKK, qui lui ont permis d'y contrôler des zones entières avec l'appui de ses affidés syriens.

"Dans cette nouvelle ère, l'organisation terroriste PKK/YPG disparaîtra tôt ou tard de Syrie. Le nouveau gouvernement syrien le souhaite autant que nous", a affirmé le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan.

Une décision de la future administration Trump de retirer les troupes américaines de Syrie affaiblirait les combattants kurdes qu'elles appuient contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), pour "le plus grand plaisir d'Erdogan", estime Max Abrahms.

- "parler à Kiev et à Moscou" -

La chute d'Assad "ouvre la voie au retour des réfugiés résidant en Turquie (près de trois millions, NDLR) et à une influence accrue d'Ankara en

Syrie", abonde Hamish Kinneer, analyste au cabinet de conseil Verisk Maplecroft.

Le rôle croissant d'Erdogan au Proche-Orient et son succès dans les négociations avec l'Éthiopie et la Somalie "ne font que renforcer l'impression d'une influence géopolitique et diplomatique croissante de la Turquie", souligne-t-il.

Désormais, "la Turquie est en théorie bien placée pour servir de médiateur entre l'Ukraine et la Russie, étant donné sa capacité à parler à la fois à Kiev et à Moscou", ajoute-t-il, estimant qu'"Erdogan connaît incontestablement son heure de gloire".

Depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, Erdogan a su maintenir des relations étroites avec la Russie, accueillant par deux fois des négociations directes entre Moscou et Kiev en mars 2022.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a toutefois jugé début novembre "peu probable" que la Turquie réussisse ses efforts de médiation, soulignant que des armes turques sont utilisées par l'Ukraine "pour tuer des soldats et des civils russes".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 decembre 2024

# L'ONU prévient que le conflit n'est pas "terminé" en Syrie, les nouvelles autorités cherchent à rassurer

**Damas, 18 déc 2024 (AFP)** — L'ONU a prévenu mardi que le conflit n'était pas "encore terminé" en Syrie, où les nouvelles autorités dominées par des islamistes radicaux s'efforcent de rassurer sur leur capacité à pacifier et réunifier le pays, morcelé et dévasté par 13 ans de guerre civile.

Alors que plusieurs missions étrangères ont rencontré à Damas les nouveaux dirigeants, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, a évoqué devant le Conseil de sécurité les affrontements dans le nord du pays entre les forces kurdes syriennes et des groupes soutenus par la Turquie, dans le sillage de l'offensive rebelle qui a chassé du pouvoir Bachar al-Assad le 8 décembre.

Washington a annoncé la prolongation "jusqu'à la fin de la semaine" du cessez-le-feu entre ces deux camps.

Dans un communiqué, les pays membres du Conseil ont appelé à un processus politique "inclusif" qui soit "mené par les Syriens", soulignant la nécessité que la Syrie et ses voisins s'abstiennent de toute "interférence" pouvant menacer la sécurité.

Soutien du nouveau pouvoir syrien, la Turquie estime que les forces kurdes implantées dans le Nord-Est -- soutenues par les Etats-Unis face aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI) -- émanent de son ennemi juré, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), séparatiste.

- "Dissolution" des factions armées -

Le nouveau pouvoir entend étendre son autorité sur les zones kurdes du nord-est de la

Syrie, a déclaré à l'AFP le chef militaire du groupe radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), qui en a pris la tête.

Mourhaf Abou Qasra, connu sous son nom de guerre d'Abou Hassan al-Hamwi, a annoncé que "la prochaine étape" serait la dissolution des factions armées pour les fonder au sein de la future institution militaire. Le HTS sera "le premier à prendre l'initiative" de se dissoudre, a-t-il ajouté.

Il a aussi appelé l'ONU, les Etats-Unis et les pays européens concernés à retirer HTS -- ex-branché syrienne d'Al-Qaïda, qui affirme avoir rompu avec le jihadisme -- de leurs listes d'organisations "terroristes".

Bien qu'avec méfiance, les Occidentaux cherchent pour leur part à établir des liens avec le nouveau pouvoir.

La France, dont le drapeau a de nouveau été hissé sur l'ambassade, fermée depuis 2012, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont envoyé des émissaires à Damas et Washington a établi des contacts avec HTS.

Des diplomates allemands ont mené mardi de premiers entretiens avec le chef de HTS, selon le ministère allemand des Affaires étrangères.

"La France se prépare à être aux côtés des Syriens", a déclaré l'émissaire français Jean-François Guillaume.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a elle jugé que l'UE, qui s'est dite "prête" à rouvrir sa représentation à Damas, devait "intensifier" sa relation avec HTS.

- "Loup déguisé en agneau" -

Israël affiche de son côté sa défiance envers les nouvelles autorités du pays voisin: son Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a tenu mardi une réunion sécuritaire en Syrie, au sommet du mont Hermon, aux confins de la partie du Golan occupée et annexée par Israël, où l'armée israélienne s'est déployée après le 8 décembre.

Sa vice-ministre des Affaires étrangères, Sharren Haskel, a qualifié le chef de HTS, Abou Mohammad al-Jolani, qui se fait désormais appeler par son vrai nom, Ahmad al-Chareh, de "loup déguisé en agneau". L'armée israélienne a lourdement bombardé depuis le 8 décembre les sites militaires syriens, pour empêcher leur prise par les nouvelles autorités.

Le chef militaire de HTS a demandé l'arrêt des frappes et "incursions" israéliennes.

A travers le pays, les habitants s'emploient à reprendre leur vie, près de 14 ans après le début de la guerre civile déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie et qui a fait un demi-million de morts et poussé à l'exil six millions de Syriens.

Dans les vieux souks de Damas, où la plupart des boutiques ont rouvert, des commerçants peignaient en blanc leurs façades pour effacer les couleurs de l'ancien drapeau syrien aux deux étoiles.

La plupart des prix des produits de première nécessité ont baissé avec la levée temporaire de taxes.

- "Aucun service de base" -

"Tout est arrivé d'un seul coup:

la chute du régime, la baisse des prix, l'amélioration de la vie. On espère que ce ne soit pas temporaire", affirme Abou Imad, qui a transformé sa voiture en petite épicerie sur une place de la capitale.

Mais l'ONU estime que sept Syriens sur dix ont besoin de l'aide internationale et a "déconseillé" mardi un retour "à grande échelle" des réfugiés tant que la situation n'est pas stabilisée.

Dans un pays à majorité sunnite mais multiethnique et multiconfessionnel, les nouvelles autorités sont aussi scrutées sur le traitement qui sera réservé aux minorités.

Selon l'agence de l'ONU pour les migrations (OIM), des membres des minorités religieuses ont fui le pays par crainte de "menaces potentielles".

M. Chareh a prôné lundi "un contrat social entre l'Etat et l'ensemble des confessions pour garantir une justice sociale".

Devant une délégation britannique, il a aussi "souligné la nécessité de lever toutes les sanctions imposées à la Syrie afin de permettre le retour des réfugiés".

Certains ont commencé à rentrer dans leurs foyers, comme à Maaret al-Noomane, dans l'Ouest, où les combats qui ont éclaté dès 2012 ont laissé un paysage de dévastation.

Kifah Jaafer, responsable local de la "Direction des Zones libérées", rappelle que "la ville manque de tout", notant qu'il n'y a "pas d'école, aucun des services de base (...) Il va falloir (...) beaucoup d'aide".

Mardi, les secouristes turcs à

la recherche d'éventuels détenus encore enfermés dans les cachots de la prison de Sayd-

naya ont mis fin à leur opération sans qu'aucune personne vivante (ne soit) trouvée", a dé-

claré aux journalistes leur responsable, Okay Memis. Les informations ci-dessus de

l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 décembre 2024

## Ankara et le nouveau pouvoir syrien s'affichent au grand jour

**Istanbul, 19 déc 2024 (AFP)**

— Discrets jusqu'à l'offensive rebelle en Syrie, les liens entre la Turquie et le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS), désormais au pouvoir à Damas, s'affichent au grand jour, chacun tirant profit de l'autre, estiment des analystes.

"Personne ne les connaît aussi bien que nous", s'est targué le chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan, affirmant qu'Ankara avait convaincu la Russie et l'Iran de ne pas stopper l'offensive ayant conduit à la chute de Bachar al-Assad.

Pour autant, la victoire des rebelles syriens menés par le groupe HTS n'est "pas une prise de contrôle" de la Syrie par la Turquie, a assuré M. Fidan mercredi sur Al Jazeera, rejetant une affirmation du président élu américain Donald Trump.

"HTS n'est pas une marionnette turque, contrairement à d'autres factions rebelles syriennes, mais le groupe a depuis longtemps des liens étroits avec les Turcs et a besoin du soutien turc", résume à l'AFP Aron Lund, du centre de réflexion Century International.

Dans un entretien publié mercredi par le quotidien progouvernemental turc Yeni Safak, le chef de HTS et des nouvelles autorités syriennes, Abou Mohammad al-Jolani, de son vrai nom Ahmad al-Chareh, a ainsi affirmé que

son gouvernement entretiendra une "relation stratégique" avec Ankara.

- "Stabiliser la Syrie" -

Symbole de cette proximité nouvelle entre la Turquie et la Syrie, longtemps demeurées ennemies, le patron du renseignement turc, Ibrahim Kalin, proche du président Recep Tayyip Erdogan, a savamment mis en scène sa rencontre à Damas avec Abou Mohammad al-Jolani, quatre jours seulement après la chute d'Assad.

"Les nouveaux dirigeants syriens sont très préoccupés par le fait de se construire une légitimité et des contacts avec les pays étrangers", relève Aron Lund.

"Ils n'ont pas vraiment les contacts diplomatiques ou l'expérience nécessaires pour plaider leur cause au niveau international, donc ils bénéficient beaucoup de l'aide d'Ankara", souligne-t-il.

La Turquie, qui s'est dit "prête" à fournir une aide militaire aux nouvelles autorités syriennes, a appelé mercredi la communauté internationale à retirer le groupe HTS de la liste des organisations terroristes, ce qu'Ankara devrait faire sous peu, a laissé entendre le chef de la diplomatie turque.

En visite jeudi au Caire, où il doit être reçu par son homologue égyptien Abdel Fattah

al-Sissi, le président turc Erdogan pourrait essayer de convaincre l'Égypte, acteur régional important, de prendre contact avec le nouveau pouvoir à Damas, avance la presse turque.

"Si Ankara parvient à aider à stabiliser la Syrie, (...) la Syrie deviendra un allié de la Turquie", souligne Soner Cagaptay, du Washington Institute of Near East Policy, pour qui Ankara possède déjà "plus d'influence à Damas qu'elle n'en a jamais eu depuis 1920".

- "Taper les Kurdes" -

La Turquie pourra-t-elle en échange compter sur le pouvoir à Damas pour l'aider à se débarrasser des combattants kurdes du Nord syrien, qu'elle perçoit comme une menace?

"Le nouveau gouvernement syrien le souhaite autant que nous", a affirmé le ministre turc de la Défense, Yasar Güler.

Le chef militaire du groupe HTS a lui déclaré mardi à l'AFP que l'autorité du nouveau pouvoir syrien s'exercerait aussi sur les zones kurdes du nord-est, contrôlées par une administration semi-autonome.

"Les Turcs voudraient pousser HTS à taper les Kurdes, mais HTS ne veut pas s'impliquer", estime sous couvert d'anonymat un spécialiste de la Syrie au sein d'une représentation

diplomatique occidentale en Turquie.

Pour cette source, le rôle d'Ankara dans l'offensive en Syrie a été "surestimé", mais la Turquie possède désormais un "vrai levier économique" grâce à sa frontière de plus de 900 km avec la Syrie.

De leur côté, les Occidentaux souhaitent éviter que la Turquie ne s'impose comme l'allié incontournable de Damas.

Mardi à Ankara, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a ainsi jugé que l'Union européenne devait "intensifier" ses liens avec le pouvoir syrien.

"La Turquie est devenue l'acteur étranger le plus influent en Syrie, mais les États-Unis conservent une influence significative, sur la légitimité internationale du nouveau gouvernement syrien et sur le financement de la reconstruction du pays", souligne Ömer Özkizilcik, chercheur associé à l'Atlantic Council à Ankara.

L'évolution de la situation dépendra donc aussi de Donald Trump, qui prendra ses fonctions le 20 janvier mais s'est déjà dit convaincu que "la Turquie détient les clés de la Syrie".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 decembre 2024

## L'état de la menace jihadiste en France suspendue à la situation en Syrie

**Paris, 19 déc 2024 (AFP)** — L'état de la menace jihadiste pesant sur la France est suspendu à l'évolution de la situation en Syrie: les services de sécurité nationaux ont identifié quatre principaux risques liés notamment au sort des ressortissants retenus dans les prisons kurdes.

Les Français présents en Syrie se trouvent essentiellement dans deux zones du pays. Ceux retenus dans les prisons et les camps tenus par les Kurdes dans le nord-est et ceux basés dans le nord-ouest.

Dans les camps et prisons du nord-est, les autorités françaises dénombrent "environ 150 hommes et femmes", et autant d'enfants voire davantage.

Ces ressortissants sont les "plus radicalisés", notent les services. Il s'agit d'adhérents convaincus du groupe État islamique (EI), qui ont décidé de partir de France pour rejoindre un territoire géré par une organisation classée terroriste et ont choisi de rester sur place malgré sa chute.

Dans le nord-ouest, les sources sécuritaires dénombrent environ 110 Français. Les services cherchent à sa-

voir si ces Français, installés dans cette zone depuis des années, et qui s'étaient mis en retrait d'actions violentes, se sont remobilisés.

Une petite partie d'entre eux, environ une dizaine, sont membres du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS), fer de lance de l'offensive rebelle ayant abouti à la chute de Bachar al-Assad.

Les services de sécurité ne sont pas en mesure de dire à ce stade si ces Français ont combattu les armes à la main dans les rangs du groupe lors de l'assaut de Damas et la prise des autres villes ou ont suivi l'avancée de HTS.

Une "petite cinquantaine" d'autres sont aussi dans le groupe d'Omar Diaby, alias Omar Omsen, un Franco-Sénégalais devenu prêcheur. Il avait rejoint la Syrie en 2013 où il avait pris la tête d'une brigade jihadiste composée de jeunes Français, pour la plupart originaires de la région niçoise comme lui.

Arrêté par le groupe HTS, en août 2020, il a été libéré en février 2022 sans que les raisons de son arrestation ne soient communiquées.

En septembre 2016, les États-

Unis l'avaient qualifié de "terroriste international". Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la justice française.

La katiba (unité) d'Omar Diaby est un "groupe restreint" avec "peu de revenus" et est "relégué au second plan" par le HTS qui ne veut pas des combattants internationaux, observent les services de renseignement.

- Recomposition de l'EI ? -

L'autre inquiétude des services porte sur le devenir de l'EI, si les bouleversements en cours et l'évolution politique de la Syrie pouvaient lui permettre de se recomposer.

L'EI et le HTS sont opposés sur leur projet. L'ancienne branche locale d'al-Qaïda qui a coupé ses liens avec celle-ci, affirme avoir rompu avec le jihadisme mais reste classée mouvement "terroriste" par plusieurs pays occidentaux, dont les États-Unis.

À la différence de l'EI, le HTS a toujours été sur un calendrier local, sans projeter de jihad global avec des actions violentes à l'extérieur du territoire syrien.

Il reste à ce stade sur un discours de normalisation, notent

par ailleurs les services, qui ne le voient donc pas appeler à une action violente à l'étranger, notamment en Europe.

Le quatrième point de vigilance des autorités porte sur l'impact sur la "mouvance endogène" française. La zone syrienne va-t-elle redevenir attractive pour des jihadistes français qui pourraient vouloir partir sur place comme l'ont fait des dizaines de ressortissants en 2013-2014?

La Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI) explique à l'AFP "suivre de près l'impact de la chute du régime syrien sur l'attractivité de la zone pour les ressortissants français qui voudraient faire le jihad".

À ce stade, aucune velléité de départ sur zone n'a pour l'instant été documentée.

Les jihadistes français, dont les profils se sont beaucoup rajeunis ces dernières années, reste "pro-EI", rappelle l'une de ces sources. Comme le montrent les derniers attentats et projets d'attentats déjoués en France.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 decembre 2024

## Les présidents turc et iranien se retrouvent au Caire à un sommet de pays musulmans

**Le Caire, 19 déc 2024 (AFP)** — Les présidents turc Recep Tayyip Erdogan et iranien Masoud Pezeshkian se sont retrouvés jeudi au Caire pour la

première fois depuis l'éviction du président syrien Bachar al-Assad, lors d'un sommet de pays à majorité musulmane.

La Turquie a toujours soutenu l'opposition à Assad, tandis que l'Iran soutenait le président déchu.

Dans son discours M. Erdogan a appelé à la réconciliation en Syrie, ainsi qu'à "la restauration de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Syrie".

Il a exprimé l'espoir de "l'instauration d'une Syrie débarrassée du terrorisme", faisant allusion notamment aux séparatistes kurdes du PKK, et où "toutes les communautés religieuses et tous les groupes ethniques vivraient côte à côte en paix".

Le président iranien a souligné que "depuis plus de quatorze mois, la région du Moyen-Orient, en particulier Gaza et le sud du Liban, et désormais (...) la Syrie, est la cible d'attaques massives de la part du régime usurpateur israélien".

"Il est de notre devoir religieux, juridique et humain de prévenir de nouveaux dommages (...) en prenant des mesures pratiques et immédiates", a-t-il dit.

Le sommet des huit principaux pays musulmans en développement, connu sous le nom de D-8 Organisation de coopération économique (ou Developing-8) réunit les dirigeants de Turquie, d'Iran, du Nigeria, du Pakistan, du Bangladesh, d'Indonésie et de Malaisie.

- Rencontre Pakistan-Bangladesh -

Dans un autre conflit, le président par intérim du Bangladesh, Muhammad Yunus, qui a rencontré le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif, a déclaré qu'il souhaitait résoudre les griefs en suspens depuis la séparation sanglante de son pays du Pakistan en 1971.

Il a déclaré "avoir "accepté de renforcer les relations" avec le Pakistan, au risque de mettre à l'épreuve les relations déjà glaciales de son pays avec l'Inde.

Les liens entre Dacca et New Delhi se sont distendus après qu'une révolution menée par des étudiants en août a renversé la dirigeante Sheikh Hasina, qui avait le soutien de l'Inde et vit aujourd'hui dans ce pays en exil.

Une session spéciale consacrée à la situation dans la bande de Gaza et au Liban se tiendra également pendant cette conférence à laquelle participe le président palestinien Mahmoud Abbas.

Le sommet marque aussi la première visite d'un président iranien en Egypte depuis fé-

vrier 2013, lorsque l'ancien président Mahmoud Ahmadi-nejad s'était rendu au Caire pour la première visite officielle de ce niveau depuis la révolution islamique de 1979.

M. Pezeshkian avait déclaré avant son départ que ce sommet était une opportunité pour les pays musulmans de "rapprocher leurs points de vue".

Les relations entre l'Egypte et l'Iran sont tendues depuis des décennies, mais les contacts diplomatiques se sont intensifiés récemment avec l'arrivée au pouvoir d'un président réformateur.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araqchi, s'est rendu en Egypte en octobre pour discuter des questions régionales tandis que son homologue égyptien Badr Abdelatty est venu à Téhéran en juillet pour assister à l'investiture du président Pezeshkian.

Lors d'une réunion ministérielle, le chef de la diplomatie iranienne a espéré que le sommet "enverra un message fort au monde selon lequel

les agressions et les violations israéliennes à Gaza, au Liban et en Syrie doivent prendre fin immédiatement".

Le sommet marque également la deuxième visite de M. Erdogan en Egypte cette année, après un voyage en février où il a rencontré le président Abdel Fattah al-Sissi et discuté des moyens de renforcer la coopération économique et commerciale ainsi que des conflits régionaux.

Il s'agissait alors du premier voyage de M. Erdogan depuis septembre 2012, lorsqu'il s'était rendu en Egypte en tant que Premier ministre.

Créé en 1997, le D-8 vise à favoriser la coopération entre les États membres, couvrant des régions allant de l'Asie du sud-est à l'Afrique.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 décembre 2024

## Alep prête à revivre, malgré les ravages infligés à son patrimoine

**Alep (Syrie), 20 déc 2024 (AFP)** — Un fil de fer scellé d'un point de cire rouge verrouille l'entrée de l'hôtel Baron, témoin des grandes heures d'Alep. Debout, mais cabossé, à l'image de la deuxième ville de Syrie.

Le patrimoine de la vieille ville, classée par l'Unesco, a volé en éclats au fil des batailles sans merci entre 2012 et 2016 entre l'armée syrienne, qui bombardait depuis le ciel appuyée par l'aviation russe, et les combattants rebelles dont les obus de mortiers et ro-

quettes artisanales tombaient au hasard. et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)

Aujourd'hui, la ville tombée le 1er décembre aux mains d'une coalition de groupes armés dirigée par des islamistes radicaux sort du chaos pour reprendre ses esprits.

"Malheureusement, plus de 60 % des bâtiments de la vieille ville sont en ruines", déplore Georges Edleby, guide touristique assermenté depuis 35 ans.

- Savons et boutons de rose -

Pourtant, le Musée national d'Alep se tient prêt à rouvrir après quelques travaux. Des obus ont fini leur course dans la cour mais le bâtiment a été épargné.

Surtout, ses trésors qui retracent neuf millénaires de l'histoire de l'humanité et la naissance de l'écriture dans cette Mésopotamie toute proche ont été mis à l'abri et protégés.

"On a tiré les leçons de l'ex-

périence de nos voisins", indique le directeur, Ahmad Othman, soulignant que "le musée national d'Irak a été pillé". "On a pris les mesures nécessaires pour protéger nos collections".

"Les statues trop lourdes pour être déplacées ont été emmurées dans des sarcophages de béton et les petits objets stockés dans des lieux sécurisés", ajoute-t-il.

Quelques terres cuites ont été laissées sur place. Deux petites figurines féminines aux rondeurs généreuses y atten-

dent les visiteurs dans leur vitrine salie.

Les vieux souks où s'empilaient les fameux savons d'Alep au laurier, et où embaumaient au printemps les boutons de rose, sont réduits à des éboulis de pierres d'où surgit en arrière-plan la citadelle médiévale, pratiquement intacte.

L'édifice est gardé par des combattants de la coalition arrivée le 8 décembre au pouvoir en Syrie, dont l'un a glissé une rose dans le canon de son arme.

La citadelle, bastion de l'armée qui bombardait depuis ses remparts, a surtout souffert du séisme qui a ravagé le nord-ouest de la Syrie et le sud-est de la Turquie en février 2023, explique le guide.

En contrebas, quelques allées du souk, le plus grand du

monde avec 4.000 échoppes, ont rouvert après une réhabilitation clinquante.

- De Gaulle et Lawrence d'Arabie -

La restauration a notamment été financée par la Fondation Aga Khan pour la Culture en vertu d'un accord avec les autorités syriennes, mais également par des fonds saoudiens comme l'indique une plaque.

Jamal Habbal, 66 ans et toute une vie sous les voûtes de pierre, a ainsi rouvert depuis un an son échoppe de cordages et macramé. "On a tellement de souvenirs ici. C'était un grand marché animé et vibrant, les fiancées venaient constituer leur trousseau. Elles y trouvaient tout. Et puis soudain, la crise...". Il ne prononce pas le mot de guerre.

"On a dû partir, je suis revenu en 2018, mais ça reste difficile", dit-il, au milieu d'allées mal éclairées et désertes.

Fadel Fadel a également réinvesti sa boutique de souvenirs, savons et coffrets incrustés de nacre. "C'était totalement démoli ici", dit-il. A 51 ans, il espère retrouver l'activité qui faisait d'Alep "un centre commercial industriel et touristique. On espère une vie meilleure".

Au-dehors, les rues empoussiérées, comme celle du marché aux poulets, serpentent entre les décombres, et devront attendre encore avant d'accueillir à nouveau du monde.

Le Baron retrouvera-t-il lui ses occupants un jour? L'établissement a vu passer Agatha Christie, les présidents égyptien Gamal Abdel Nasser et français Charles de Gaulle,

le fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk, ou le milliardaire David Rockefeller.

Outre ses chambres au charme fané, l'hôtel se visitait pour sa terrasse et la note de bar impayée de Lawrence d'Arabie. Mais les lieux, entraperçus à travers les lames arrachées des volets clos, sont vides, abandonnés à la poussière.

Aujourd'hui décédé, Armen Mazloumian, dernier propriétaire et héritier des fondateurs le pressentait: "les belles années sont derrière nous. L'hôtel ne sera plus jamais ce qu'il a été", confiait-il en 2014 à l'AFP.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 décembre 2024

## Des diplomates américains en Syrie pour rencontrer les nouveaux dirigeants

**Damas, 20 déc 2024 (AFP)** — Des diplomates américains sont arrivés vendredi en Syrie pour rencontrer les nouvelles autorités, dominées par des islamistes radicaux, avec pour objectif de les pousser à réannexer le pays après 13 ans d'une guerre civile sanglante.

La chute de Bachar al-Assad le 8 décembre a mis fin à un demi-siècle de règne sans partage du clan Assad et de répression, mais soulève de multiples doutes sur le respect des droits humains, la situation des minorités dans un pays profondément morcelé et l'avenir des régions kurdes semi-autonomes du nord de la Syrie.

Jeudi, des centaines de personnes ont manifesté à Da-

mas pour la démocratie et les droits des femmes dans la nouvelle Syrie.

"L'ère du silence est révolue. Nous serons à l'affût de toute position qui porterait préjudice aux femmes et ne l'accepterons pas", a assuré Majida Moudarres, une manifestante de 50 ans.

Au même moment, des milliers de personnes manifestaient à Qamichli, dans le nord-est, en soutien aux forces kurdes qui tentent de repousser des offensives de combattants soutenus par la Turquie, alliée du nouveau pouvoir.

"Nous voulons une Syrie démocratique, où chacun a ses droits", a déclaré Salha Kallach, une Kurde de 50 ans.

La communauté kurde, longtemps opprimée, craint de perdre l'autonomie limitée qu'elle a acquise de haute lutte depuis le début de la guerre civile.

- 2.000 soldats américains -

A Damas, les émissaires américains sont arrivés vendredi au siège d'Ahmad al-Chareh, de son nom de guerre Abou Mohammad al-Jolani, le nouvel homme fort de la Syrie, chef du groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS) classé comme terroriste par plusieurs pays dont les Etats-Unis.

Ils doivent aussi rencontrer des représentants de la société civile pour discuter "de leur vision de l'avenir de leur

pays et de la manière dont les Etats-Unis peuvent les soutenir", selon le département d'Etat.

Cette délégation, première mission diplomatique formelle dépechée par les Etats-Unis à Damas depuis le début de la guerre civile, comprend notamment Roger Carstens, chargé de collecter des indices sur les Américains portés disparus en Syrie comme le journaliste Austin Tice, kidnappé en août 2012.

Dès les premières heures de la journée, des employés et des gardes se sont affairés devant le bâtiment de l'ambassade des Etats-Unis, préparant les voitures pour la délégation, une agitation contrastant avec le calme régnant

dans les rues de la capitale en ce premier jour de week-end, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les Etats-Unis prennent ainsi la suite de la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'ONU qui ont déjà envoyé des émissaires à Damas.

La chute de Bachar al-Assad a été accueillie par des scènes de liesse, près de 14 ans après le début de la guerre civile déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, qui a fait un demi-million de morts et poussé à l'exil six millions de Syriens.

Ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda, HTS affirme avoir rompu avec le jihadisme et cherche à rassurer, à l'heure où le pays exsangue a besoin de toute urgence d'une aide

humanitaire "massive", selon l'ONU.

Mais les Occidentaux restent méfiants, tout en cherchant à établir des liens avec les autorités de transition, conscients du risque de fragmentation du pays et de résurgence du groupe jihadiste Etat islamique, qui n'a jamais été totalement éradiqué de Syrie.

Les Etats-Unis ont annoncé jeudi avoir doublé ces derniers mois le nombre de leurs effectifs militaires dans le pays dans le cadre des opérations contre l'EI, les portant à environ 2.000 personnes.

Washington soutient les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, qui contrôlent les zones semi-autonomes du nord de la Syrie.

- "Lueur d'espoir" -

La situation reste particulièrement volatile dans cette partie du pays, où des combats opposent des groupes soutenus par la Turquie à des combattants kurdes soutenus par Washington.

Deux journalistes turcs ont été tués dans le nord de la Syrie où ils couvraient ces combats, ont annoncé vendredi une association de journalistes turcs et une ONG.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a estimé malgré tout jeudi qu'il y avait une "lueur d'espoir" en Syrie.

"Le peuple syrien se trouve à un moment historique et à un moment d'opportunité, et cette opportunité ne doit pas être manquée", a-t-il insisté.

Jeudi, les présidents turc, Recep Tayyip Erdogan, et iranien Massoud Pezeshkian, qui fut le principal allié de Bachar al-Assad avec la Russie, ont appelé à l'unité de la Syrie lors d'un sommet au Caire.

M. Erdogan a exprimé l'espoir de "l'instauration d'une Syrie débarrassée du terrorisme", faisant allusion notamment aux séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), combattus par Ankara, et où "toutes les communautés religieuses et tous les groupes ethniques vivraient côte à côte en paix".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 décembre 2024

## Syrie: deux journalistes turcs d'origine kurde tués par un "drone turc" (médias, ONG)

**Beyrouth (Liban), 20 déc 2024 (AFP)** — Deux journalistes turcs d'origine kurde ont été tués par des frappes de "drone turc" près de la ville de Kobané, dans le nord de la Syrie, où les forces kurdes craignent un assaut de groupes soutenus par la Turquie, ont annoncé vendredi des médias kurdes et des ONG.

Nazim Dastan, 32 ans, et Cihan Bilgin, 29 ans, qui travaillaient pour des médias kurdes ont été tués jeudi près du barrage de Tehrîne, à environ 100 kilomètres à l'est d'Alep, la deuxième ville de Syrie, lorsque leur voiture a été touchée par une explosion, a affirmé l'association des journalistes turcs Dicle Firat. "Nous condamnons cette attaque contre nos collègues et exigeons des comptes", a ajouté l'association, les décrivant comme "deux journalistes précieux".

Depuis la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre, la Turquie soutient une offensive de groupes armés contre les forces kurdes qui contrôlent cette zone du nord de la Syrie.

Les deux journalistes "couvraient les événements dans la zone" quand "un drone turc (...) les a directement visés, provoquant leur mort", a souligné l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

L'explosion a été provoquée par un drone turc, ont également indiqué l'agence de presse turque pro-kurde Mezopotamya et l'agence de presse kurde basée en Syrie Hawar, qui a montré la photo d'une jeune femme tenant un appareil photo et d'un homme qui pose à côté d'une caméra sur trépied.

Le Syndicat des journalistes turcs a condamné l'attaque, affirmant que les deux journalistes auraient été "prétendument pris pour cible par un drone turc".

"Les journalistes ne peuvent pas être attaqués alors qu'ils accomplissent un devoir sacré. Les responsables doivent être retrouvés et jugés", a déclaré la section syndicale de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie.

Réprimés pendant des décennies, les Kurdes avaient profité de l'affaiblissement du pouvoir central avec la guerre en Syrie pour proclamer une "région fédérale" dans le nord.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), armée de facto de l'Administration autonome kurde, ont accusé les groupes soutenus par Ankara de se préparer à lancer l'assaut sur la ville de Kobané.

Ankara, qui en plus des groupes proturcs dispose de 16.000 à 18.000 soldats sur le sol syrien, selon un responsable turc, dit que son armée se tiendra prête pour une possible opération à l'est de l'Euphrate tant que les combattants kurdes du nord de la Syrie ne "déposeront" pas les armes.

Mais l'armée turque insiste sur le fait qu'elle ne cible jamais les civils mais uniquement des groupes terroristes.

Selon l'OSDH, les frappes de drones turcs ont fait 93 morts dans le nord et l'est de la Syrie depuis le début de l'année, dont 23 civils.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 decembre 2024

## Erdogan appelle à "éradiquer" l'EI et les combattants kurdes en Syrie

**Istanbul, 20 déc 2024 (AFP)**

— Le président turc Recep Tayyip Erdogan a appelé vendredi à "éradiquer" les organisations terroristes en Syrie, en citant le groupe Etat Islamique (EI) et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Daech, le PKK et leurs associés, qui menacent la survie de la Syrie, doivent être éradiqués", a déclaré à la presse M. Erdogan, lors de son retour d'un sommet au Caire, utilisant l'acronyme arabe pour désigner l'EI.

"Il est temps de neutraliser les organisations terroristes

existant en Syrie", a-t-il lancé.

La Turquie considère les Forces de défense syriennes (FDS) comme une organisation terroriste parce qu'elles sont dominées par les YPG, les Unités de protection du peuple kurde, un groupe qu'elle estime être lié aux militants du PKK et qui ont mené une insurrection de plusieurs décennies sur le sol turc.

Mais les FDS, soutenues par les États-Unis qui les considèrent comme "essentielles" pour empêcher une résurgence jihadiste dans la région, ont mené la lutte contre le

groupe État islamique en Syrie en 2019.

M. Erdogan a également déclaré que son gouvernement prenait des "mesures préventives" contre les groupes qui représentent une menace pour la Turquie.

"Il est impossible pour nous d'accepter un tel risque", a-t-il souligné, exprimant l'espoir que les nouveaux dirigeants syriens ne choisissent pas de travailler avec eux.

"Les chefs des organisations terroristes, telles que l'EI, le PKK et les YPG, seront écri-

sés dans les plus brefs délais", a-t-il averti.

M. Erdogan a également annoncé que le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, se rendrait bientôt à Damas, à la suite du chef des services de renseignements turcs, Ibrahim Kalin, qui s'était rendu dans la capitale syrienne quatre jours seulement après la chute d'Assad, et où il avait rencontré les dirigeants du HTS.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 decembre 2024

## La ministre allemande des Affaires étrangères appelle au respect de l'intégrité de la Syrie

**Berlin, 20 déc 2024 (AFP)**

— La cheffe de la diplomatie allemande Annalena Baerbock a souligné vendredi, avant une visite en Turquie, l'importance de ne pas "saper l'intégrité territoriale" de la Syrie, où des groupes pro-turcs combattent des forces kurdes.

"Si on veut parvenir à la paix dans la région, il ne faut pas saper l'intégrité territoriale de la Syrie", a-t-elle déclaré, citée dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"La Syrie ne doit pas devenir le jouet de puissances étrangères, ni une expérience de forces radicales", a-t-elle insisté.

Lors de sa visite d'une journée, la ministre doit s'entretenir avec son homologue turc Hakan Fidan et rencontrer des membres de la diaspora syrienne dans ce pays.

"Si la Syrie doit être reconstruite, si les gens doivent y retourner, cela ne peut fonctionner que si plus personne ne craint d'être persécuté. Cela devrait également être dans l'intérêt du gouvernement turc, car plus de trois millions de réfugiés syriens vivent en Turquie", a-t-elle pointé.

La visite intervient alors que des groupes proturcs ont lancé une offensive contre la région de Manbij dans le nord-est de la Syrie, contrôlée par les forces kurdes.

Depuis la chute du dictateur Bachar al-Assad, la communauté kurde du nord-est, opprimée depuis des décennies, craint de perdre l'autonomie relative conquise depuis le début de la guerre civile en 2011.

Bachar al-Assad s'est réfugié en Russie après qu'une offensive éclair menée par le groupe Tahrir al-Sham (HTS) l'a chassé du pouvoir au début du mois.

Le chef militaire de ce groupe islamiste radical, menant la coalition armée au pouvoir, a affirmé mercredi que le nouveau pouvoir à Damas voulait étendre son autorité sur les zones kurdes.

La Turquie est considéré actuellement comme la force étrangère la plus influente en Syrie. Le président américain élu Donald Trump avait qualifié la victoire des rebelles en Syrie de "prise de pouvoir inamicale" par Ankara, ce dont le pays se défend.

De leur côté, les Occidentaux multiplient les initiatives diplomatiques afin d'éviter que la Turquie ne s'impose comme l'allié incontournable de Damas.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 decembre 2024

## Syrie: les combattants kurdes face à la menace d'Ankara et du nouveau pouvoir

**Beyrouth (Liban), 20 déc 2024 (AFP)** — Les combattants kurdes du nord de la Syrie font face à une offensive de groupes armés soutenus par la Turquie et redoutent en parallèle que les nouvelles autorités à Damas mettent fin à leur autonomie chèrement acquise.

Réprimés pendant des décennies, les Kurdes avaient profité de l'affaiblissement du pouvoir central avec la guerre en Syrie pour proclamer une "région fédérale" dans le nord, s'attirant l'hostilité de la Turquie voisine.

- Offensive parallèle -

Lorsqu'une coalition de rebelles, dominée par des islamistes radicaux, a lancé le 27 novembre une offensive fulgurante dans le nord de la Syrie qui lui a permis en douze jours de prendre Damas, des factions syriennes proturques ont déclenché de leur côté une attaque contre les forces kurdes.

Elles ont pris le contrôle de l'enclave stratégique de Tal Rifaat (nord) et de Manbij (nord-est), zone à majorité arabe.

Tal Rifaat et Manbij font partie d'une "zone de sécurité" de 30 kilomètres de large que la Turquie veut établir le long de sa frontière avec la Syrie.

Une médiation américaine a permis de conclure une trêve

dans les combats mais les forces kurdes accusent les groupes proturcs de la violer.

Les Kurdes syriens sont la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par les Etats-Unis et qui ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Le Pentagone a annoncé jeudi que les Etats-Unis avaient doublé leurs effectifs militaires ces derniers mois en Syrie dans le cadre des opérations contre le groupe EI, dont des cellules dormantes subsistent dans les régions désertiques, les portant à environ 2.000 personnes.

La majorité des troupes américaines est basée dans les zones sous contrôle des Kurdes.

Les FDS ont accusé les groupes soutenus par Ankara de se préparer à lancer l'assaut sur la ville de Kobané.

Cette ville à majorité kurde avait été érigée en symbole de la lutte contre les jihadistes qui y avaient connu leur première défaite avant d'être définitivement vaincus en 2019.

Mardi, Mazloum Abdi, le chef des FDS, a proposé la création d'une "zone démilitarisée" à Kobané.

- Menace turque -

Ankara, qui en plus des groupes proturcs dispose de 16.000 à 18.000 soldats sur le sol syrien, selon un responsable turc, dit que son armée se tiendra prête pour une possible opération à l'"est de l'Euphrate" tant que les combattants kurdes du nord de la Syrie ne "déposeront" pas les armes.

Le chef de la diplomatie turque a toutefois jugé que l'armée d'Ankara n'aurait aucune raison d'intervenir si le nouveau pouvoir à Damas "s'occupait correctement de ce problème".

Selon des observateurs, la Turquie tente de profiter du changement de pouvoir en Syrie pour affaiblir et éloigner le plus possible de sa longue frontière les combattants kurdes, qu'elle qualifie de "terroristes".

Entre 2016 et 2019, la Turquie a lancé trois offensives dans le nord de la Syrie contre les Unités de protection du peuple kurde (YPG), l'épine dorsale des FDS, et Ankara tient depuis sous son contrôle deux vastes zones frontalières du côté syrien.

Ankara considère les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une insurrection sur son sol depuis les années 1980.

- Autonomie menacée -

Les Kurdes syriens ont effectué plusieurs gestes d'ouverture en direction des nouvelles autorités qui ont pris le pouvoir à Damas, craignant pour leur autonomie limitée acquise de haute lutte dans le nord-est de la Syrie.

Ils ont adopté le drapeau syrien de l'indépendance, qui flotte désormais dans la capitale. Mercredi, l'administration semi-autonome kurde a annoncé qu'elle abolissait les droits de douane et autres taxes entre les zones qu'elle contrôle et le reste de la Syrie.

Le chef militaire de HTS, Mourhaf Abou Qasra, connu sous son nom de guerre d'Abou Hassan al-Hamwi, a affirmé mardi à l'AFP que le nouveau pouvoir voulait étendre son autorité sur les zones kurdes et qu'il ne reconnaissait pas "le fédéralisme".

Il a ajouté que "la région que contrôlent actuellement les FDS sera intégrée à la nouvelle administration du pays".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 décembre 2024

## Syrie: trois civils tués dans une frappe de "drone turc" (média, forces kurdes)

**Beyrouth (Liban), 21 déc 2024 (AFP)** — Trois civils ont été tués dans une frappe de "drone turc" sur leur voiture dans le nord-est de la Syrie, ont rapporté samedi un média et les forces kurdes, au lendemain de la mort de deux journalistes kurdes dans des circonstances similaires.

Depuis la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre, Ankara soutient une offensive de groupes armés contre les forces kurdes qui contrôlent une partie du nord de la Syrie.

"L'occupation turque a visé avec une frappe de drone une voiture sur une route reliant la ville d'Al-Hawl à Tal Brak"

dans la province de Hassaké, "tuant trois civils", a indiqué l'agence de presse kurde en Syrie Hawar.

"Ce crime fait partie d'une série de violations flagrantes du droit international et des droits de l'Homme qui interdisent de prendre pour cible des civils", a affirmé de leur côté les Forces de sécurité intérieure kurdes dans un communiqué.

Réprimés pendant des décennies, les Kurdes avaient profité de l'affaiblissement du pouvoir central avec la guerre en Syrie, qui a éclaté en 2011, pour proclamer une "région fédérale" dans le nord.

La Turquie, qui soutient le

nouveau pouvoir syrien, estime que les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), qui contrôlent les zones semi-autonomes, sont une émanation de son ennemi juré, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), séparatiste.

Elle dit que son armée se tient prête pour une possible opération à l'est de l'Euphrate tant que les FDS ne "déposeront" pas les armes.

Mais l'armée turque insiste sur le fait qu'elle ne cible jamais les civils mais uniquement des groupes terroristes.

Vendredi, deux journalistes turcs d'origine kurde avaient

également été tués par des frappes de "drone turc" près la ville de Kobané, dans le nord, selon l'association des journalistes turcs Dicle Firat, l'agence de presse turque prokurde Mezopotamya et l'agence de presse Hawar.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a par ailleurs rapporté samedi la mort de 14 combattants prokurds dans de "violents combats" avec les FDS près du barrage de Tichrine sur l'Euphrate, dans le nord du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 décembre 2024

## Le nouveau dirigeant de la Syrie annonce que toutes les armes seront placées sous le contrôle de l'Etat

**Damas, 22 déc 2024 (AFP)** — Deux semaines après avoir pris le pouvoir à la suite d'une vaste offensive surprise, le nouveau dirigeant de la Syrie, Ahmad al-Chareh, a annoncé dimanche que toutes les armes du pays passeraient sous le contrôle de l'Etat.

Il s'exprimait à Damas aux côtés du chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan, après avoir reçu une délégation du Liban auprès de laquelle il s'est engagé à mettre fin à l'influence syrienne "négative" chez son voisin.

Le 8 décembre, une coalition de rebelles menée par le

groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), dirigé par M. Chareh, et soutenue par Ankara, est entrée à Damas et a annoncé le renversement du pouvoir, après une offensive fulgurante qui lui a permis de s'emparer d'une grande partie du pays en onze jours.

Lâché par ses alliés iraniens et russes, Bachar al-Assad, qui a dirigé d'une main de fer la Syrie pendant 24 ans, a fui à Moscou, marquant la fin de plus de 50 ans de règne sans partage du clan Assad.

Dans ce contexte de transition dans le pays exsangue meurtri par 13 ans d'une

guerre dévastatrice, M. Chareh a déclaré que les "factions armées (allaient) commencer à annoncer leur dissolution et à entrer" dans l'armée.

"Nous ne permettrons absolument pas que des armes échappent au contrôle de l'Etat (...), qu'elles proviennent des factions révolutionnaires ou des factions présentes dans la zone des FDS (Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, NDLR)", a-t-il ajouté.

Les FDS, soutenues par Washington, sont considérées par Ankara comme une extension de son ennemi

juré, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Des affrontements ont eu lieu dimanche entre factions prokurdes et les FDS dans la zone de barrage de Tichrine sur l'Euphrate, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. L'ONG a aussi fait état de la mort d'une femme et de son enfant dans un "bombardement d'artillerie par des factions prokurdes" dans la campagne de Kobané (nord).

Un diplomate chargé des questions du Proche et Moyen-Orient au ministère allemand des Affaires étrangères, Tobias Tunkel, a

déclaré dimanche sur X qu'il s'était entretenu avec le chef des FDS, Mazloum Abdi, au sujet des tensions croissantes dans la ville frontalière de Kobané, tenue par les Kurdes, "et des mesures urgentes à prendre pour les désamorcer".

- "Un pays pour tous"-

M. Chareh a également réaffirmé que son administration travaillait à la protection des minorités contre les acteurs "extérieurs" qui tentent d'exploiter la situation "pour provoquer une discorde sectaire", et souligné l'importance de la "coexistence" dans le pays multi-ethnique et multiconfessionnel.

"La Syrie est un pays pour tous", a-t-il assuré.

Après la chute de Bachar al-Assad qui se posait en protecteur des minorités dans un pays à majorité sunnite, les nouvelles autorités sont scrutées sur la façon dont elles vont traiter les minorités.

M. Chareh a reçu à Damas le chef druze libanais Walid Joublatt, pour une première rencontre avec un dirigeant de ce pays voisin, qui a souffert pendant des décennies de l'ingérence du clan Assad auquel sont imputés de multiples assassinats.

La Syrie n'aura plus "d'ingérence négative au Liban et respectera la souveraineté du Liban", lui a assuré Ahmad al-Chareh, qui a appelé de ses vœux les Libanais à "effacer de leur mémoire le souvenir de l'ancienne Syrie au Liban".

M. Joublatt était à la tête d'une importante délégation de députés de son bloc parlementaire, dont son fils Taymour, qui lui a succédé à la tête du Parti socialiste progressiste, et de dignitaires religieux de la minorité druze, une secte ésothérique issue de l'islam répartie entre le Liban, la Syrie et Israël.

Il s'est entretenu au palais présidentiel avec M. Chareh,

apparu pour la première fois en costume cravate, et qui était connu jusqu'à présent sous son nom de guerre Abou Mohammad al-Jolani.

M. Joublatt accuse le pouvoir syrien déchu d'avoir assassiné son père, Kamal Joublatt, en 1977, pendant la guerre civile libanaise (1975-1990).

- Appel à la levée des sanctions -

M. Chareh a aussi dénoncé le rôle que jouait l'Iran en Syrie, notamment par le biais de "milices iraniennes".

La Russie et l'Iran, avec leurs milices alliées et notamment le puissant Hezbollah, étaient les principaux soutiens du pouvoir de Bachar al-Assad au cours de la guerre civile qui a commencé en 2011 et fait quelque 500.000 morts et des millions de déplacés.

"La communauté internationale doit être totalement mo-

bilisée pour que la Syrie se remette sur pied", a aussi exhorté dimanche Hakan Fidan, appelant à ce que les sanctions contre la Syrie soient levées "dès que possible".

Depuis le renversement d'Assad, des diplomates de différents pays sont depuis allés à Damas pour rencontrer les nouvelles autorités.

Un haut diplomate syrien a indiqué à l'AFP à Ryad que le gouvernement saoudien allait envoyer une délégation à Damas.

Washington a abandonné vendredi l'offre de récompense pour l'arrestation du nouveau dirigeant syrien, mais HTS est cependant toujours classé "terroriste" par plusieurs pays occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 décembre 2024

## Protéger l'intégrité territoriale de la Syrie est une "ligne intangible" pour la Turquie, affirme Erdogan

**Istanbul, 23 déc 2024 (AFP)** — Protéger l'intégrité territoriale de la Syrie est une "ligne intangible" pour la Turquie, a affirmé lundi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"Protéger l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie en toute circonstance est une ligne intangible pour la Turquie. Nous ne reculerons jamais devant ce principe", a-t-il déclaré, après avoir pressé Israël de se retirer des territoires dont il s'est emparé.

M. Erdogan avait critiqué Israël la semaine dernière pour ses projets de doubler la po-

pulation vivant dans la partie du plateau du Golan occupée et annexée, dénonçant cela comme une tentative d'"étendre ses frontières", après la chute de Bachar al-Assad en Syrie.

Israël a conquis une partie du Golan, dans le sud-ouest de la Syrie, lors de la guerre israélo-arabe de 1967, avant d'annexer ce territoire en 1981.

Quelques heures seulement après la chute du président syrien, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait par ailleurs ordonné à l'armée de s'emparer de la

zone tampon, contrôlée par l'ONU, qui sépare les deux pays sur le plateau du Golan.

Israël a déclaré que sa présence dans cette zone tampon était une "étape limitée et temporaire" pour des "raisons de sécurité".

"Tôt ou tard, (Israël) se retirera des terres qu'il occupe. Il y sera contraint", a déclaré le président turc.

M. Erdogan a également indiqué que la Turquie continuerait de mener son offensive contre les "organisations terroristes" dans le nord de la Syrie, des opérations me-

nées avec "une précision chirurgicale, sans nuire aux civils".

Quelques jours plus tôt, un observateur avait pourtant fait état de la mort de cinq civils dans le nord-est de la Syrie, tués par un drone turc.

Deux jours plus tôt, deux journalistes kurdes avaient été tués dans des circonstances similaires, alors qu'ils couvraient des affrontements entre des combattants soutenus par Ankara et des combattants kurdes. Depuis la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre, Ankara soutient une offensive de

groupes armés contre les forces kurdes qui contrôlent une partie du nord de la Syrie.

Ankara considère les Forces démocratiques syriennes (FDS), un groupe dirigé par

les Kurdes et soutenu par les États-Unis, comme une extension de son ennemi juré, le PKK.

L'armée turque insiste sur le fait qu'elle ne cible jamais les civils, mais uniquement les

groupes qu'elle considère comme "terroristes".

"Le PKK et ses extensions se dissoudront ou seront détruits. Le temps leur est compté, la fin est proche. Ils ne peuvent pas y échapper",

a ajouté le président turc.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 décembre 2024

## Syrie: le nouveau pouvoir annonce un accord avec les groupes armés pour leur dissolution

**Damas, 24 déc 2024 (AFP)** — Les nouvelles autorités syriennes à Damas ont annoncé mardi un accord avec "tous les groupes armés" pour leur dissolution, précisant qu'ils allaient être intégrés au ministère de la Défense.

Cet accord ne concerne cependant pas les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, appuyées par les États-Unis, et qui contrôlent de vastes territoires dans le nord-est du pays.

"Une réunion des chefs des groupes" armés avec le nouveau dirigeant de la Syrie Ahmad al-Chareh "a abouti à un accord sur la dissolution de tous les groupes et leur intégration sous la tutelle du ministère de la Défense", ont indiqué les nouvelles autorités sur leur compte Telegram.

L'annonce intervient plus de deux semaines après la prise du pouvoir le 8 décembre par une coalition armée conduite par le groupe radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), dirigé par Ahmad al-Chareh, de son nom de guerre Abou Mohamad al-Jolani.

L'armée du président Bachar al-Assad s'est elle effondrée, et ses membres sont appelés à régulariser leur situation auprès des nouvelles autorités.

Ahmad al-Chareh avait affirmé dimanche qu'il ne "permettrait absolument pas que des armes

échappent au contrôle de l'Etat".

Il avait ajouté lors d'une conférence de presse que cette décision s'appliquerait également aux "factions présentes dans la zone des FDS".

- "Discussions" directes? -

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de ces forces, Farhad Chami, a affirmé que "la question de l'adhésion des FDS à l'armée syrienne doit être discutée directement" entre leur commandement et Damas, "loin de la domination des puissances régionales et de leur tutelle sur la décision syrienne".

La Turquie, très proche des nouvelles autorités en place à Damas, considère les FDS comme une extension de son ennemi juré, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde turc).

"Les FDS pourraient être le noyau de l'armée syrienne et ce serait un facteur de force pour toute la Syrie", a ajouté M. Chami, assurant que ses forces "préfèrent le dialogue avec Damas pour résoudre toutes les questions" en suspens.

Les photos publiées par l'agence officielle Sana et le compte Telegram des autorités montrent M. Chareh entouré des chefs de plusieurs factions armées, pour la plupart des groupes islamistes.

- Combats près de Manbij -

Le chef militaire de HTS, Mourhaf Abou Qasra, connu sous son nom de guerre d'Abou Hassan al-Hamwi, avait affirmé à l'AFP la semaine dernière que "la prochaine étape" après la prise du pouvoir serait la dissolution des factions armées, à commencer par la sienne, pour les fondre au sein de la future institution militaire.

Ce responsable militaire a affirmé que le nouveau pouvoir voulait étendre son autorité sur les zones du nord-est de la Syrie, contrôlées par l'administration kurde semi-autonome.

Les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), défait en 2019 en Syrie.

Depuis fin novembre, les combattants kurdes font face à une offensive de groupes armés syriens pro-turcs dans le nord-est de la Syrie, qui ont pris le contrôle de l'enclave stratégique de Tal Rifaat (nord) et de Manbij (nord-est), zone à majorité arabe.

Dans un communiqué mardi, les FDS ont fait état de "violents combats" à l'est de la ville de Manbij ayant fait 16 morts dans leurs rangs, sans préciser quand les combattants avaient été tués.

Les Kurdes avaient profité de l'affaiblissement du pouvoir central de Bachar al-Assad avec la guerre en Syrie, déclenchée en 2011, pour proclamer une "région autonome" dans le nord,

s'attirant l'hostilité de la Turquie voisine.

Treize ans de guerre ont fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le vaste pays en zones d'influence contrôlées par différents belligérants soutenus par des puissances régionales et internationales.

Ces derniers jours plusieurs délégations, notamment occidentales et arabes, se sont rendues à Damas pour rencontrer les nouveaux dirigeants qui cherchent à établir un nouvel équilibre diplomatique --le pouvoir d'Assad ayant été surtout étroitement lié à la Russie et à l'Iran.

Evoquant de récentes "déclarations" iraniennes sans toutefois les identifier, le chef de la diplomatie syrienne Assaad Hassan al-Chibani a "mis en garde" Téhéran mardi soir sur X contre "la propagation du chaos" en Syrie, appelant l'Iran à respecter la souveraineté syrienne.

Lundi, affirmant ne "pas (avoir) de contact direct" avec les nouveaux dirigeants syriens, la diplomatie iranienne a appelé la Syrie à ne pas "devenir un repaire pour le terrorisme". Mais à cette occasion Téhéran a aussi appelé à "préserver la souveraineté et l'intégrité" du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 decembre 2024

## Des centaines de chrétiens syriens manifestent à Damas après l'incendie d'un sapin de Noël

**Damas, 24 déc 2024 (AFP)** — Plusieurs manifestations ont éclaté dans des quartiers chrétiens de Damas mardi pour protester contre l'incendie d'un sapin de Noël près de Hama, dans le centre de la Syrie, a indiqué un journaliste de l'AFP.

"On réclame les droits des chrétiens", scandaient en chœur les manifestants en marchant dans les rues de Damas, vers le siège du patriarcat orthodoxe, à Bab Charqi.

Affluant spontanément de différents quartiers, ils se sont rassemblés pour exprimer leur mécontentement et leurs craintes plus de deux semaines après la prise du pouvoir par une coalition armée menée par les islamistes ayant destitué Bachar al-Assad.

Le président renversé se posait en protecteur des minorités

dans un pays à majorité sunnite.

"On descend car il y a beaucoup de sectarisme, d'injustice contre les chrétiens, sous couvert de +cas isolés+", a déclaré Georges à l'AFP. "Si on ne nous laisse pas vivre notre foi chrétienne dans notre pays, comme c'était le cas, alors on n'a plus notre place ici", a-t-il ajouté.

Certains d'entre eux portaient des croix en bois, d'autres hissaient le drapeau syrien de l'indépendance à trois étoiles, adopté par les nouvelles autorités.

Ces manifestations ont éclaté après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo où des combattants cagoulés incendiaient le sapin de Noël de la ville à majorité chrétienne orthodoxe de Souqaylabya, près de Hama.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les combattants étaient des étrangers issus du groupe jihadiste Ansar al-tawhid.

Dans une autre vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, on voit un responsable religieux du groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Cham (HTS) au pouvoir s'adresser aux habitants de la localité, affirmant que les auteurs de cet acte n'étaient "pas syriens" et leur promettant qu'ils seraient punis.

"L'arbre sera rétabli et éclairé d'ici demain matin", a-t-il assuré, aux côtés de prêtres et sous l'acclamation des habitants qui scandaient des slogans chrétiens.

Unifier le pays morcelé par des années de guerre sanglante et où sont présentes de nombreuses factions aux allé-

geances divergentes et de nombreuses minorités religieuses reste un défi pour HTS.

Cette ex-branche d'Al-Qaïda, qui affirme avoir renoncé au jihadisme et a adopté un discours plus modéré, se sait scrutée sur la façon dont elle va traiter les minorités chrétiennes, alaouites et kurdes notamment.

HTS se trouve néanmoins confronté à la présence de nombreux combattants étrangers, pour la plupart originaires d'Asie centrale, qui avaient rejoint ses rangs ou ceux d'autres factions islamistes et jihadistes durant le conflit après 2011 et continuent de poser un défi majeur pour l'organisation.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 decembre 2024

## Irak: les restes d'une centaine de femmes et enfants kurdes exhumés d'un charnier

**Tal al-Shaikhia, 26 déc 2024 (AFP)** — Les autorités irakiennes ont exhumé des restes d'une centaine de femmes et d'enfants kurdes d'une fosse commune dans le sud de l'Irak, victimes présumées du régime de l'ancien dictateur Saddam Hussein dans les années 1980, ont indiqué jeudi des responsables.

Le charnier est situé près de Tal al-Shaikhia, dans la province de Mouthanna, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Des équipes spécialisées ont

commencé à en exhumer les restes mi-décembre.

"Après avoir enlevé la première couche de terre et que les restes soient apparus clairement, on a découvert qu'ils appartenaient à des femmes et des enfants vêtus de vêtements kurdes", a déclaré à l'AFP Diaa Karim, chef de l'autorité irakienne chargée des fosses communes.

Les victimes étaient probablement originaires de Kalar, dans la province de Souleimaniyeh, dans la région autonome du Kurdistan irakien (nord), a-t-il

estimé, évaluant leur nombre à "au moins 100".

Un grand nombre des victimes "ont été exécutées ici par des balles" tirées "à bout portant dans la tête", a précisé M. Karim, ajoutant que les opérations pour exhumer tous les corps étaient toujours en cours.

Un autre charnier a été découvert à proximité, a indiqué Dourgham Kamel, qui fait partie de l'autorité chargée de l'exhumation des fosses communes, près de la célèbre prison de Nougrat Salman, où sont passés de nom-

breux Kurdes et opposants politiques de Saddam Hussein.

Le président Saddam Hussein, renversé en 2003 dans le sillage de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, a été exécuté avant de pouvoir comparaître pour "génocide" pour la mort d'environ 180.000 Kurdes dans le cadre d'une violente campagne contre les Kurdes, baptisée Anfal, menée par son régime en 1987 et 1988.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 decembre 2024

## Syrie: explosion d'une "voiture piégée" à Manbij, pas de victimes selon une ONG

**Beyrouth (Liban), 27 déc 2024 (AFP)** — Une "voiture piégée" a explosé vendredi soir dans le centre de la ville de Manbij dans le nord de la Syrie, ont rapporté des secouristes et l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) qui fait état de dégâts matériels mais pas de victimes.

L'explosion à Manbij, tenue des années durant par des forces kurdes avant de tomber ces dernières semaines aux mains de groupes armés pro-turcs, n'a pas été revendiquée dans l'immédiat.

Vendredi soir, "une voiture piégée a explosé devant la grande mosquée du centre de Manbij", ont annoncé dans un communiqué succinct les secouristes des Casques blancs sur leur chaîne de l'application Telegram.

Il s'agit de la deuxième attaque du genre en quelques jours seulement, selon l'OSDH, doté d'un vaste réseau de sources en Syrie. Le 24 décembre, des bombes placées dans une voiture à Manbij avaient tué deux personnes d'après la même source.

L'attaque de vendredi a fait

"des dégâts matériels", a indiqué l'OSDH dans un communiqué ajoutant qu'il n'y avait "pas d'informations sur des pertes humaines" dans l'immédiat.

Depuis fin novembre, des groupes armés syriens pro-turcs dans le nord de la Syrie poursuivent une offensive contre les Forces démocratiques syriennes (FDS) --coalition dominée par des combattants Kurdes-- à qui ils ont pris le contrôle de l'enclave stratégique de Tal Rifaat (nord) et de Manbij, zone à majorité arabe.

Cet assaut était mené en parallèle d'une vaste offensive d'ex-rebelles islamistes radicaux, emmenés par Hayat Tahrir al-Cham (HTS), qui en moins de deux semaines ont réussi à conquérir la métropole d'Alep (nord) avant d'entrer dans la capitale Damas le 8 décembre, renversant le régime de Bachar al-Assad et instaurant un nouveau pouvoir.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 decembre 2024

## Les combattants kurdes "ne peuvent pas être acceptés" en Syrie, dit la Turquie à Blinken

**Istanbul, 28 déc 2024 (AFP)** — Le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan a souligné samedi lors d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Antony Blinken que les combattants kurdes syriens ne pouvaient pas être tolérés en Syrie.

"L'organisation terroriste PKK/FDS ne peut pas être acceptée en Syrie", a déclaré le porte-parole du ministère, faisant référence aux puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, appuyées par les Etats-Unis, et qui contrô-

lent de vastes territoires dans le nord-est du pays.

M. Fidan a expliqué à son homologue qu'il était "important d'agir en coopération avec la nouvelle administration syrienne afin de garantir la stabilité de la Syrie et de mener à bien la période de transition d'une manière ordonnée", a rapporté le porte-parole.

Les nouvelles autorités syriennes à Damas ont annoncé mardi dernier un accord avec "tous les groupes armés" pour leur dissolution, précisant qu'ils al-

laient être intégrés au ministère de la Défense.

Cet accord ne concerne cependant pas les puissantes Forces démocratiques syriennes.

La Turquie, très proche des nouvelles autorités en place à Damas, considère les FDS comme une extension de son ennemi juré, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde turc).

Les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat isla-

mique (EI), défait en 2019 en Syrie.

Les Kurdes avaient profité de l'affaiblissement du pouvoir central de Bachar al-Assad avec la guerre en Syrie, déclenchée en 2011, pour proclamer une "région autonome" dans le nord, s'attirant l'hostilité de la Turquie voisine.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 decembre 2024

# L'organisation d'élections en Syrie pourrait prendre quatre ans, selon son nouveau dirigeant

**Dubaï, 29 déc 2024 (AFP)** — Le nouveau dirigeant de la Syrie, Ahmad al-Chareh, a déclaré que l'organisation d'élections dans son pays pourrait prendre quatre ans lors d'une interview à la chaîne al-Arabiya diffusée dimanche soir, trois semaines après la chute du président Bachar al-Assad.

"Le processus électoral pourrait prendre quatre ans", a affirmé M. Chareh dont le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), à la tête d'une coalition, s'est emparé de Damas le 8 décembre à l'issue d'une offensive éclair.

Il a ajouté qu'il serait nécessaire de "réécrire la Constitution", une tâche qui pourrait prendre "deux ou trois ans", dans cet entretien avec la chaîne saoudienne.

Mi-décembre, un responsable du nouveau pouvoir avait annoncé une suspension de la Constitution et du Parlement pendant une période de trois mois.

Depuis leur arrivée au pouvoir, les nouvelles autorités tentent de rassurer la communauté internationale, dont une grande partie avait mis au ban M. Assad au début de la guerre dans le pays, déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie.

- Annonce d'un "dialogue national" -

Alors que la guerre a fait plus d'un demi-million de morts, causé la fuite de millions de personnes et morcelé et ravagé le pays, M. Chareh a demandé une levée des sanctions internationales.

"Les sanctions ont été imposées à la Syrie en raison des crimes commis par le régime" de Bachar al-Assad, a-t-il indiqué, ajoutant que vu que les auteurs des exactions ne sont plus au pouvoir, "les sanctions doivent donc être levées automatiquement".

Le conflit a été marqué par l'implication de plusieurs puissances internationales occidentales comme les Etats-Unis ou la France (via la coalition antijihadistes), mais aussi la Russie et l'Iran ou encore de groupes armés comme le Hezbollah libanais.

Dans son interview, M. Chareh s'est notamment adressé aux deux principaux alliés de Bachar al-Assad, l'Iran voisin et la Russie.

"La Syrie ne peut pas continuer sans des relations avec un grand pays au poids régional comme l'Iran mais il faut que celles-ci se fassent sur la base du respect de la souveraineté des deux pays et sans ingérences", a-t-il estimé.

"La Russie est un pays important", a-t-il dit, parlant d'intérêts "stratégiques profonds". "Nous ne voulons pas que la Russie quitte la Syrie de la

manière dont certains le souhaiteraient", a-t-il ajouté.

M. Chareh a en outre déclaré s'attendre à ce que l'Arabie saoudite joue un "rôle très important" en Syrie, où elle pourrait tirer parti de "grandes opportunités d'investissement".

Il a également plaidé pour une intégration à la future armée des Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes et appuyées par les Etats-Unis, qui ont pris le contrôle de plusieurs régions dans le nord-est.

"Les armes doivent être uniquement aux mains de l'Etat", a dit M. Chareh, ajoutant: c'est sur "ces critères" que des "négociations" seront menées avec les FDS "dans l'espoir de trouver une solution appropriée".

Le nouveau dirigeant syrien a d'ailleurs indiqué que la "dissolution de HTS" serait annoncée lors d'une "conférence du dialogue national" qui sera "inclusif et représentera l'ensemble des Syriens". Il n'a pas précisé de date.

Sur le terrain, les forces syriennes se sont lancées cette semaine dans des opérations contre des combattants loyaux au régime déchu.

Elles ont par ailleurs arrêté jeudi un dirigeant du pouvoir déchu, considéré comme responsable de nombreuses condamnations à mort dans

la tristement célèbre prison de Saydnaya près de Damas, selon l'observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

- "Rôle éducatif" -

Depuis son entrée en fonction, le gouvernement de transition dirigé par Mohammad al-Bachir a promis de respecter les droits des minorités du pays multiethnique et multiconfessionnel ainsi que ceux des femmes.

Une déclaration d'une membre de la nouvelle administration a cependant soulevé un tollé cette semaine.

Dans un entretien à une chaîne de télévision turque, Aicha al-Debs, présidente du "Bureau des affaires de la Femme" et seule femme au sein du gouvernement, a appelé les femmes à "ne pas outrepasser (...) leur rôle éducatif au sein de la famille".

Dimanche, comme pour calmer le jeu, le chef de la diplomatie syrienne, Assaad Hassan al-Chibani, a affirmé sur X que les autorités soutenaient "pleinement" les droits des femmes.

"Nous croyons au rôle actif de la femme au sein de la société, et nous avons confiance en (...) ses compétences", a-t-il précisé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 decembre 2024

## Turquie: le fondateur emprisonné du PKK "déterminé" à participer au processus de paix

**Istanbul, 29 déc 2024 (AFP)**

— Le fondateur emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a affirmé que le rapprochement entre Turques et Kurdes était une "responsabilité historique", se disant "déterminé" à participer au processus de paix lancé en Turquie, a indiqué dimanche le parti turc pro-kurde DEM après lui avoir rendu visite la veille en prison.

Deux députés du DEM (Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie) se sont entretenus samedi avec le chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), emprisonné à vie sur une île au large d'Istanbul.

Une première visite depuis dix ans : le prédécesseur du DEM, le parti HDP (Parti démocratique des peuples), l'avait vu pour la dernière fois en avril 2015.

Le gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan avait approuvé vendredi la demande du DEM de rendre visite au dirigeant kurde, âgé de 75 ans. Ce dernier est détenu depuis 25 ans dans l'île-prison turque d'Imrali.

Le PKK, organisation séparatiste kurde, en lutte armée depuis des décennies contre le pouvoir central turc, est classé comme une organisation "terroriste" par la Turquie ainsi que par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni.

La visite de samedi est deve-

nue possible après que l'allié nationaliste du président turc Recep Tayyip Erdogan, le chef du parti ultranationaliste MHP (Parti d'action nationaliste), Devlet Bahçeli, a invité Abdullah Öcalan à venir devant le Parlement pour renoncer au "terrorisme" et dissoudre le groupe militant.

"J'ai la compétence et la détermination nécessaires pour apporter une contribution positive au nouveau paradigme lancé par M. Bahçeli et M. Erdogan", a déclaré Abdullah Öcalan selon le communiqué du DEM.

Il a également dit, selon la même source, que la délégation qui lui a rendu visite allait partager son approche avec l'Etat et les cercles politiques. "À la lumière de cela, je suis prêt à prendre les mesures nécessaires et à lancer cet appel".

- "opportunité historique" -

Le co-président du DEM, Tuncer Bakırhan, voit dans les propos cités d'Öcalan "une opportunité historique de construire un avenir commun", dans un message posté sur X.

"Nous sommes à la veille d'une potentielle transformation démocratique en Turquie et dans la région. L'heure est désormais au courage (...) pour une paix honorable", a-t-il déclaré.

L'idée lancée par M. Bahçeli, farouchement hostile au

PKK, a suscité un débat public depuis octobre, Erdogan la saluant comme une "fenêtre d'opportunité historique".

Mais un attentat terroriste perpétré en octobre contre une entreprise de défense turque à Ankara qui a fait 5 morts et revendiqué par des militants du PKK a douché les espoirs.

La Turquie a ensuite lancé des frappes contre des militants kurdes en Irak et en Syrie.

Le PKK mène une insurrection contre l'Etat turc depuis 1984, faisant des dizaines de milliers de morts.

En 2015, le processus de paix entre le PKK et l'Etat turc s'est effondré, déclenchant des violences notamment dans le sud-est du pays à majorité kurde.

"Renforcer la fraternité turco-kurde est non seulement une responsabilité historique mais aussi une urgence pour tous les peuples", a affirmé le dirigeant kurde, selon la déclaration diffusée par le DEM.

Abdullah Öcalan a déclaré que tous ces efforts "amèneraient le pays au niveau qu'il mérite" et vont constituer un "guide très précieux pour une transformation démocratique", selon le même communiqué.

- "L'heure est à la paix" -

"L'heure est à la paix, à la démocratie et à la fraternité pour la Turquie et la région", a encore déclaré le fondateur du PKK.

Alors que la classe politique turque entamait un processus vers une solution politique négociée au conflit sanglant avec le PKK, les rebelles islamistes ont renversé l'homme fort Bachar al-Assad en Syrie.

La Turquie espère désormais que les nouveaux dirigeants syriens aborderont la question des forces kurdes dans le pays, qu'Ankara considère comme un groupe terroriste affilié au PKK.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a déclaré samedi lors d'un appel téléphonique à son homologue américain Antony Blinken que les combattants kurdes "ne peuvent pas être autorisés à se réfugier en Syrie", selon le porte-parole du ministère.

Abdullah Öcalan a estimé, selon le communiqué du DEM, que les développements en Syrie ont montré qu'une ingérence extérieure ne ferait que compliquer les problèmes et qu'une solution ne peut plus être reportée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 decembre 2025

## Syrie: 31 morts dans des combats entre forces kurdes et proturques

Beyrouth (Liban), 30 déc 2024 (AFP) — Les combats qui se poursuivent dans le nord de la Syrie entre des groupes soutenus par la Turquie et les forces dominées par les Kurdes ont fait depuis dimanche 31 morts, des combattants des deux bords, a indiqué lundi une ONG.

Fin novembre, des factions syriennes proturques ont lancé une offensive contre les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) dans le nord du pays.

Ces combats ont été déclenchés parallèlement à une offensive fulgurante lancée depuis le nord-est par une coalition de rebelles, dominée par des islamistes radicaux, qui leur a permis d'arriver à Damas et de prendre le pouvoir.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), sept combattants proturcs ont été tués lors de violents combats lundi dans la région de à Manbij (nord-est).

Des combattants des FDS se sont infiltrés dans la ville reprise par les forces soutenues par Ankara début décembre, a précisé l'ONG.

Six autres combattants proturcs et trois membres des FDS avaient été tués la veille dans ce secteur, selon l'ONG basée au Royaume-Uni et qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

En outre, 13 combattants de factions proturques et deux membres des FDS ont été tués dimanche dans des "combats acharnés" dans la

province d'Alep, près du barrage de Tehrine et d'un pont stratégique enjambant l'Euphrate, selon la même source.

Les FDS ont annoncé lundi avoir mené des attaques qui leur ont permis de "détruire deux radars, un système de brouillage et un char de l'occupation turque" près de ce pont.

Les Unités de protection du peuple kurde (YPG), épine dorsale des FDS soutenues par les Etats-Unis, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Ankara considère les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sa bête noire.

Le nouveau dirigeant syrien,

Ahmad al-Chareh, a affirmé dimanche que les FDS devraient être intégrées à la future armée syrienne, lors d'une interview à la chaîne Al-Arabiya.

"Les armes doivent être uniquement aux mains de l'Etat. Quiconque était armé et a les capacités de rejoindre le ministère de la Défense sera le bienvenu", a-t-il déclaré, assurant que c'est sur "ces conditions et ces critères" que des "négociations" seront menées avec les FDS, "dans l'espoir de trouver une solution appropriée".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 decembre 2025

## Syrie: le chef militaire du groupe HTS nommé ministre de la Défense

Damas, 31 déc 2024 (AFP) — Le chef militaire du groupe radical islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a été nommé ministre de la Défense dans le gouvernement de transition en Syrie, ont annoncé mardi les autorités.

HTS a dirigé la coalition de groupes rebelles qui a chassé du pouvoir le 8 décembre le président Bachar al-Assad après une offensive fulgurante.

"Le commandement général annonce la nomination du général Mourhaf Abou Qasra ministre de la Défense du nouveau gouvernement de la République arabe

syrienne" dirigé par Mohammad al-Bachir, a annoncé l'agence officielle Sana.

Mourhaf Abou Qasra, 41 ans, est le chef de la branche militaire de HTS depuis cinq ans et est considéré comme l'un des principaux commandants ayant conduit l'offensive qui a permis aux rebelles de s'emparer de la plus grande partie du pays en 11 jours.

Il a été promu dimanche par le chef de HTS et nouveau dirigeant syrien Ahmad al-Chareh au rang de général.

Lors d'une interview avec l'AFP le 17 décembre, M. Abou Qasra

avait utilisé son vrai nom pour la première fois après des années à employer son nom de guerre, Abou Hassan al-Hamwi, en référence à Hama (centre), sa région d'origine.

Il avait annoncé que "la prochaine étape" serait la dissolution des factions armées, à commencer par la sienne, pour les fondre au sein de la future institution militaire.

Le responsable militaire avait affirmé que le nouveau pouvoir voulait étendre son autorité sur les zones kurdes du nord-est de la Syrie, contrôlées par une admi-

nistration kurde autonome, soutenue par Washington.

Mourhaf Abou Qasra avait par ailleurs appelé la communauté internationale à intervenir pour mettre fin aux opérations militaires et attaques d'Israël en Syrie voisine.

"La Syrie ne constituera pas une base pour des problèmes régionaux ou internationaux", avait-il rassuré, estimant que le pays était "fatigué de la guerre" après plus de 13 ans d'une guerre civile.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31/12/2024

## Le nouveau dirigeant de la Syrie reçoit le clergé de la communauté chrétienne

**Damas, 31 déc 2024 (AFP)**

— Le nouveau dirigeant syrien Ahmad al-Chareh a reçu mardi à Damas les représentants du clergé de la communauté chrétienne, dans un contexte d'inquiétudes parmi les minorités de Syrie, qui attendent des garanties des autorités installées par une coalition rebelle emmenée par des islamistes radicaux.

Dans un pays multiconfessionnel, traumatisé par près de 14 années de guerre civile, cette coalition conduite par le groupe sunnite Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a renversé le 8 décembre le pouvoir de Bachar al-Assad.

Confrontées aux titanesques défis de la reconstruction et de la réconciliation, les nouvelles autorités doivent aussi enchaîner les gestes d'assurance envers des minorités qui s'inquiètent après de récents incidents.

D'autant que le pouvoir de Bachar al-Assad, dont la famille issue de la minorité musulmane alaouite régnait sans partage sur le pays depuis plus d'un demi-siècle, s'est longtemps posé en protecteur des minorités --tout en réprimant toute dissidence.

"Le chef de la nouvelle administration syrienne Ahmad al-Chareh rencontre une délégation de la communauté chrétienne", a indiqué le "Commandement général"

sur son compte de l'application Telegram.

Première réunion du genre, des photos montrent M. Chareh, en costume-cravate, réuni avec plusieurs représentants des Eglises chrétiennes, orthodoxe, catholique, arménienne orthodoxe, anglicane et syriaque orthodoxe notamment.

- Transition inclusive -

Des centaines de chrétiens à Damas avaient manifesté la semaine dernière quand un sapin de Noël avait été incendié dans une petite localité du centre de la Syrie.

L'acte de vandalisme perpétré par des hommes masqués --des combattants étrangers d'un groupuscule jihadiste, selon une ONG-- avait été condamné par un responsable local de Hayat Tahrir al-Sham, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda ayant rompu en 2016 ses liens avec l'organisation jihadiste.

De même, des milliers de Syriens alaouites ont manifesté le 25 décembre dans plusieurs villes du pays après une vidéo montrant une attaque contre l'un de leurs sanctuaires.

Au micro de l'AFPTV lors d'un déplacement au Liban, le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot a dit espérer, "après la chute du régime criminel de Bachar al-

Assad", une transition politique "qui intègre l'ensemble des communautés dans leur diversité".

Les nouvelles autorités doivent rassurer la communauté internationale et depuis plusieurs semaines les délégations diplomatiques se bousculent à Damas.

Le chef de la diplomatie syrienne Assaad al-Chibani a rapporté mardi un appel téléphonique avec son homologue égyptien Badr Abdelatty. Ce dernier a lui aussi souligné l'importance d'un "processus politique adoptant une approche globale et inclusive, pour toutes les forces nationales syriennes, reflétant la diversité sociale, religieuse, confessionnelle et ethnique en Syrie", selon un communiqué de la diplomatie égyptienne, qui met en garde contre "les diktats et les ingérences étrangères."

- Forces kurdes -

Illustrant également les efforts des nouvelles autorités en matière d'ouverture, M. Chareh a reçu lundi pour la première fois une délégation des Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition dominée par des combattants kurdes et soutenue par Washington, a indiqué à l'AFP un responsable s'exprimant sous anonymat.

Jugeant "positive" cette pre-

mière rencontre, le responsable a estimé qu'il s'agissait d'une "réunion préliminaire pour jeter les bases d'un futur dialogue". M. Chareh avait déjà affirmé que les FDS devraient être intégrées à la future armée syrienne.

Sur le terrain toutefois la tension est toujours là. A Alep, deuxième ville de Syrie, des combattants prokurdes ont tué mardi trois membres des forces de sécurité kurdes locales, en attaquant leur barrage de contrôle dans un quartier de la ville, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Dans leur laborieuse entreprise de restructuration des institutions qui commence à peine, HTS a été accusé de monopoliser avec ses alliés les nominations au sein des autorités intérimaires.

Qoutaïba Ahmed Badaoui a été nommé à la tête des terminaux frontaliers, terrestres et maritimes, a annoncé mardi l'agence officielle SANA. Cet ancien commandant de HTS a très brièvement dirigé le poste-frontière de Bab al-Hawa, reliant Idlib (nord) à la Turquie voisine selon l'OSDH.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 decembre 2025

## A Damas libérée du pouvoir des Assad, 2025 sous le signe de "l'espoir"

**Damas, 31 déc 2024 (AFP)** — Place des Omeyyades à Damas, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées en brandissant leurs drapeaux aux couleurs de la "révolution", le pays meurtri par treize années de guerre civile célébrant son entrée dans une année 2025 placée sous le signe de "l'espoir".

A minuit, des coups de feu tirés depuis le mont Qassioun, surplombant la capitale, se mêlent au tonnerre de feux d'artifice illuminant le ciel nocturne, a constaté un correspondant de l'AFP.

"Vive la Syrie, Assad est tombé", scandent des enfants, en allusion à la chute du pouvoir de Bachar al-Assad, renversé le 8 décembre par une coalition de groupes rebelles islamistes.

Dans les rues de la capitale syrienne où les célébrations se déroulent dans une ambiance bon enfant, les forces de sécurité en treillis militaire effectuent leur ronde, fusil à l'épaule et brandissant parfois des drapeaux de la "révolution".

Sur la place des Omeyyades, ces drapeaux flottent aussi dans les airs, accrochés aux voitures qui continuent d'affluer malgré les embouteillages. Trois bandes de couleurs, vert, blanc, noir, frappées de trois étoiles rouges.

Il y a à peine un mois, il aurait été impensable de voir ce drapeau de l'indépendance, symbole de la révolte du peuple syrien, flotter dans une capitale tenue d'une main de fer par le pouvoir des Assad. Sur la place résonne la chan-

son révolutionnaire "Lève la tête, tu es un Syrien libre", de la chanteuse syrienne Assala Nasri.

"Chaque année, on vieillissait de dix ans d'un coup", a déclaré à l'AFP Qassem al-Qassem, chauffeur de taxi de 34 ans, en allusion aux conditions de vie difficile dans un pays en plein effondrement économique.

"Mais avec la chute du régime, toutes nos peurs se sont dissipées", ajoute-t-il. "Maintenant j'ai beaucoup d'espoir. Tout ce qu'on veut désormais c'est la paix".

En Syrie, 13 années de guerre civile ont fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le territoire en zones d'influences tenues par des belligérants aux intérêts divergents.

Des familles entières attendent encore des nouvelles d'un proche introuvable, le sort de dizaines de milliers de prisonniers et disparus constituant l'un des aspects les plus douloureux du drame syrien.

"J'espère que la Syrie de 2025 sera une Syrie non-confessionnelle, pluraliste, pour tous, sans exception", lance de son côté Havan Mohammad, étudiant kurde originaire de Qamichli dans le nord-est du pays, venu à Damas pour suivre ses études en pharmacie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 decembre 2024

## Syrie: premières discussions "positives" entre le nouveau pouvoir et des forces kurdes (responsable)

**Beyrouth (Liban), 31 déc 2024 (AFP)** — Le dirigeant de la Syrie Ahmad al-Chareh a tenu à Damas des premières discussions "positives" avec une délégation des Forces démocratiques syriennes, coalition dominée par des combattants kurdes et soutenue par Washington, a rapporté mardi à l'AFP un responsable s'exprimant sous couvert d'anonymat.

"Une réunion s'est tenue lundi entre de hauts responsables des Forces démocratiques syriennes (FDS) et Jolani à

Damas", a indiqué ce responsable syrien, utilisant le nom de guerre de M. Chareh, Abou Mohammad al-Jolani.

A la tête du groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), Ahmed al-Chareh a emmené une coalition de groupes rebelles armés qui est entrée à Damas le 8 décembre et poussé à la fuite le président Bachar al-Assad, mettant fin à plus d'un demi-siècle de règne sans partage de la famille Assad sur la Syrie.

La rencontre de lundi avec la délégation des FDS était une "réunion préliminaire pour jeter les bases d'un futur dialogue", a ajouté le responsable, précisant que les deux camps ont convenu "de poursuivre ces rencontres pour parvenir à des ententes".

Cette première réunion était "positive" et devrait permettre "d'intensifier le dialogue à l'avenir."

Les FDS, partenaires des Occidentaux réunis au sein d'une coalition internationale

antijihadistes, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

A la faveur du conflit syrien déclenché en 2011, elles ont profité d'un retrait des forces du régime pour prendre le contrôle de vastes pans du territoire dans le nord-est de la Syrie, y instaurant une "administration autonome".

Dans les régions qu'elles contrôlent se trouvent de vastes zones agricoles mais aussi la plupart des précieux puits pétroliers du pays, cru-

ciaux pour les revenus de la Syrie.

M. Chareh a affirmé que les FDS devraient être intégrées à la future armée syrienne, lors d'une interview à la

chaîne Al-Arabiya diffusée dimanche soir.

"Les armes doivent être uniquement aux mains de l'Etat. Quiconque était armé et a les capacités de rejoindre le ministère de la Défense sera le

bienvenu", a-t-il déclaré, assurant que c'est sur "ces conditions et ces critères" que des "négociations" seront menées avec les FDS, "dans l'espoir de trouver une solution appropriée".

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 decembre 2024

## Syrie: trois membres des forces kurdes tués dans une attaque à Alep (ONG, sécurité)

**Beyrouth (Liban), 31 déc 2024 (AFP)** — Des combattants proturcs ont tué mardi dans le nord de la Syrie trois membres des forces de sécurité kurdes, en attaquant leur barrage de contrôle dans la métropole d'Alep, a rapporté une ONG.

Pointant du doigt des groupes armés proturcs, un responsable de la sécurité kurde a rapporté une attaque de drone contre ce barrage, donnant pour sa part un bilan de deux morts parmi les forces kurdes.

La métropole d'Alep a été la première ville de Syrie à tomber début décembre aux mains d'une coalition de groupes rebelles menée par des islamistes, grâce à une offensive fulgurante qui leur a ensuite permis de renverser le pouvoir de Bachar al-Assad le 8 décembre.

Si la situation sécuritaire dans la ville reste largement stable, ailleurs dans le nord du pays des combats opposent des groupes armés proturcs aux Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition dominée par les Kurdes et soutenue par les Etats-Unies.

Mardi, "un barrage de contrôle tenu par des forces de sécurité kurdes locales dans le quartier majoritairement kurde d'Achrafieh (...) a été attaqué par des combattants proturcs armés et par un drone", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Trois membres des forces kurdes ont été tués. Sept autres ont été blessés et se trouvent actuellement dans un état critique", a précisé à l'AFP le directeur de cette ONG, Rami Abdel Rahmane.

"C'est la première attaque du genre dans le secteur depuis la chute du régime" selon l'OSDH, qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Alep est désormais administrée par les nouvelles autorités et les forces de sécurité qu'elles ont déployées dans le secteur, à l'exception de deux quartiers à majorité kurde, Cheikh Maqsoud et Achrafieh, tenus par des forces locales issues de cette minorité.

Ces deux quartiers abritent plus de 300.000 habitants, selon l'OSDH, qui craint une escalade des violences.

S'exprimant sous couvert d'anonymat, le responsable kurde interrogé par l'AFP a accusé "les groupes proturcs d'avoir attaqué le barrage de contrôle avec un drone armé".

Ce checkpoint se trouve entre les deux quartiers majoritairement kurdes, a-t-il dit.

A l'est de la ville d'Alep, près de Manbij, des combats opposent quotidiennement depuis un mois les groupes armés proturcs aux FDS. Dimanche et lundi, ces affrontements ont fait 31 morts dans les deux camps selon l'OSDH.

Le nouveau dirigeant syrien, Ahmad al-Chareh, a affirmé dimanche que les FDS devraient être intégrées à la future armée syrienne, lors d'une interview à la chaîne Al-Arabiya.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

